



Journal

**Journal du Grand Conseil
du canton de Berne**

**Session du
16 au 19 mars 2015**

**Procès-verbal des délibérations
au sens des articles 10 et 11 du
Règlement du Grand Conseil**

Année 2015 / Cahier 2

www.be.ch/journaldugrandconseil

Généralités

Allocutions de la présidente.....	195
2015.RRGR.163 Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Nathan Güntensperger (pvl).....	195
Motions d'ordre.....	216, 261, 309
Urgence des interventions parlementaires	372

Actes législatifs

2013.RRGR.1045 Loi cantonale sur la géoinformation (LCGéo) Première lecture.....	196
--	-----

Rapports

2015.RRGR.165 Rapport d'activité 2014 de la Commis- sion des finances	195
2015.RRGR.166 Rapport d'activité 2014 de la Commis- sion de justice	196

Elections

2015.RRGR.194 Election d'un ou d'une membre PS de la CSéc	243
2015.RRGR.175 Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante pvl de la CIAT	243
2014.RRGR.1243 Election d'un juge-suppléant ou d'une juge-suppléante germanophone de la Cour su- prême, pour la période jusqu'au 31.12.2016.....	243
2014.RRGR.1244 Election d'un juge-suppléant ou d'une juge-suppléante francophone de la Cour suprême, pour la période jusqu'au 31.12.2016.....	243
2014.RRGR.1245 Election d'un juge-suppléant ou d'une juge-suppléante du Tribunal administratif, Cour des affaires de langue française, pour la période jusqu'au 31.12.2016.....	243
2014.RRGR.1246 Election d'un ou d'une juge germa- nophone de Tribunal régional (100%), pour la pé- riode jusqu'au 31.12.2016.....	243

Motions

2014.RRGR.896 171-2014 Bärtschi (Lützelflüh, UDC). Obligation d'enseignement des recteurs et rec- trices des écoles du secondaire II (<i>retirée</i>)	284
2014.RRGR.909 181-2014 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl). Protection de l'enfant: révision du droit de la surveillance.....	273
22015.RRGR.57 010-2015 Burren (Lanzenhäusern, UDC). Economie forestière et énergie éolienne: simplification de la procédure d'aménagement Motion ayant valeur de directive	307
014.RRGR.1242 279-2014 CSoc (Zumstein, Bützberg). Initiative cantonale: évaluation des distorsions de la concurrence contraires à la LAMal	258

2014.RRGR.898 173-2014 Gabi Schönenberger (Schwarzenbourg, PS). Prévention des abus sexuels dans les institutions et les associations	290, 297
2014.RRGR.1173 251-2014 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Amendes dans les prévisions budgétaires.....	244
2014.RRGR.894 169-2014 Junker Burkhard (Lyss, PS). Surveillance et contrôle des archives communales	313
2014.RRGR.1106 208-2014 Knutti (Weissenburg, UDC). Latitude des communes dans la mise en oeuvre de la loi sur l'encouragement des activités culturelles (<i>retirée</i>).....	287
2015.RRGR.9 002-2015 Knutti (Weissenburg, UDC). Plan directeur 2030: limiter les dégâts pour les communes rurales et les communes de montagne.....	298
2014.RRGR.1148 229-2014 Marti (Berne, PS). Sort des enfants hébergés dans les structures d'aide d'urgence (<i>retirée</i>)	227
2015.RRGR.97 040-2015 Moser (Landiswil, UDC). Consommation du gibier tombé	328
2014.RRGR.961 189-2014 Müller (Berne, PLR). La sécurité est une tâche publique qui doit être prise au sérieux	228
2014.RRGR.1203 264-2014 Müller (Orvin, UDC). Allo- cation des fonds de la compensation des charges dans les communes.....	267
2014.RRGR.901 176-2014 Müller (Langenthal, PS). Procédures inutilement compliquées dans les ser- vices sociaux	270
2014.RRGR.915 184-2014 Müller (Orvin, UDC). Auto- nomie et responsabilité des bénéficiaires de l'aide sociale	271
2015.RRGR.72 023-2015 Näf (Muri, PS). Droits acquis des enseignants et enseignantes: solutions indivi- duelles pour les cas de rigueur	278
2014.RRGR.867 156-2014 PBD (Etter, Treiten). Révi- sion de la Stratégie énergétique (<i>reportée à une session ultérieure</i>)	215
2014.RRGR.905 178-2014 PS-JS-PSA (Stucki, Berne). Violence domestique: renforcer la protection de l'enfant Motion ayant valeur de directive	272
2014.RRGR.1169 247-2014 Rudin (Lyss, pvl). Enregis- trement par la police des actes d'homophobie.....	239
2014.RRGR.891 166-2014 Schnegg (Champoz, UDC). Pour une gestion efficace des soins préhospitaliers (sauvetage).....	262
2014.RRGR.866 155-2014 Schnegg (Champoz, UDC). Créer une marge de manœuvre financière pour le canton de Berne (<i>reportée à la session de juin</i>)	339
2014.RRGR.969 193-2014 Studer (Utzenstorf, sans étiquette). Prisons bernoises: les détenus font la loi	234

2015.RRGR.69 021-2015 Studer (Niederscherli, UDC). Obstétrique dans la région de Simmental-Pays de Gessenay: une prestation d'intérêt général (<i>re- tirée</i>)	259
2015.RRGR.48 004-2015 Sutter (Langnau i.E., UDC). Mettre un terme aux procédures de constatation de la nature forestière (<i>retirée</i>).....	327

Motions financières

2014.RRGR.1177 255-2014 Sollberger (Berne, pvl). Budget 2016 : garantir la formation postgrade en médecine	252
--	-----

Postulats

2014.RRGR.654 129-2014 Aebersold (Berne, PS). Construction de logements à loyer modéré: explo- rer de nouvelles pistes	333
2014.RRGR.900 175-2014 DEPU (Zuber, Moutier). Pérennité de la ligne ferroviaire Moutier-Soleure ...	218
2014.RRGR.899 174-2014 Gabi Schönenberger (Schwarzenbourg, PS). Accès des victimes d'abus à une aide rapide et non bureaucratique (<i>retiré</i>)	293
2014.RRGR.908 180-2014 Kohli (Berne, PBD). Obten- tion des certificats ECLD dans les écoles moyennes	286
2014.RRGR.904 177-2014 Müller (Berne, PLR). A quoi pourrait ressembler le canton de Berne ?	316
2014.RRGR.749 147-2014 Zuber (Moutier, PSA). Parti- cipation financière exceptionnelle du canton aux coûts d'assainissement des sites pollués	217

Affaires traitées en procédure écrite

Questions

2014.RRGR.1247 Questions des membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif.....	342
---	-----

Interpellations

2014.RRGR.743 145-2014 Berger (Aeschi, UDC). Ré- fection de la place Thoune-Allmendigen	367
2015.RRGR.68 019-2015 Brand (Münchenbuchsee, UDC). Musée des Beaux-Arts de Berne : quelle suite pour la collection Gurlitt ?	364
2015.RRGR.67 018-2015 Brand (Münchenbuchsee, UDC). Augmentation de la valeur locative: com- ment et pourquoi ?	371
2014.RRGR.780 150-2014 Etter (Treiten, PBD). Cla- valeyres sera-t-elle bientôt fribourgeoise ?	368
2015.RRGR.51 006-2015 Graber (La Neuveville, UDC). Renonciation par la BNS de défendre le cours plancher du franc suisse face à l'euro.....	366

2014.RRGR.784 151-2014 Guggisberg (Kirchlindach, UDC). Révision de l'ordonnance sur les foyers : risque d'explosion des coûts.....	360
2014.RRGR.737 144-2014 Hirschi (Moutier, PSA). Vers une privatisation de l'Hôpital du Jura bernois ?	359
2015.RRGR.62 014-2015 Imboden (Berne, Les Verts). Cours du franc : conséquences de la décision de la BNS ?	365
2014.RRGR.910 182-2014 Machado Rebmann (Berne, LAVerte). Implication de Rolex dans le futur cam- pus Biel/Bienne.....	351
2014.RRGR.1153 233-2014 Machado Rebmann (Ber- ne, LAVerte). Garantir les soins médicaux dans les centres d'enregistrement des requérants d'asile	355
2014.RRGR.887 162-2014 Müller (Langenthal, PS). Réduction des primes de l'assurance-maladie : ré- percussion des coupes sur le taux d'aide sociale et sur les poursuites.....	369
2014.RRGR.1196 258-2014 PS-JS-PSA (Marti, Berne). Journée portes ouvertes dans les centres d'hébergement des requérants d'asile.....	358
2014.RRGR.960 188-2014 Sancar (Berne, Les Verts). Des voleurs dans la police bernoise	352
2014.RRGR.1135 217-2014 Schindler (Berne, PS). Engagement du canton dans les interventions de maintien de la paix.....	354

Demandes de crédit 2015

Economie publique

2014.RRGR.1117 Subvention cantonale au finance- ment des centres d'intervention spéciaux de sa- peurs-pompiers pour le sauvetage de la population en cas d'accident ; crédit d'engagement pluriann- uel 2015 - 2018 (crédit d'objet)	325
2014.RRGR.1110 Subvention cantonale au finance- ment des centres d'intervention spéciaux de sa- peurs-pompiers dans la lutte contre les accidents causés par les hydrocarbures et les accidents dits ABC ; crédit d'engagement pluriannuel 2015 - 2018 (crédit d'objet)	326
2014.RRGR.1236 Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination d'Interlaken pour la prospec- tion du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet.....	326
2014.RRGR.1233 Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de Berner Oberland Mitte pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet.....	326
2014.RRGR.1234 Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de Berne pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet	327

Table des matières de la session de mars 2015

2014.RRGR.1235 Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de la Jungfrauregion pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet	327
---	-----

Finances

2015.RRGR.139 Groupe de produits Trésorerie; excédent de rentrées financières inférieur au montant budgété pour 2014. Crédit supplémentaire	339
---	-----

Instruction publique

2015.RRGR.18 Groupe de produits Services psychologiques pour enfants et adolescents et offres périscolaires (08.04.9110). Dépassement de crédit en 2014. Crédit supplémentaire	278
--	-----

Justice, affaires communales et affaires ecclésiastiques

2015.RRGR.136 Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (GP 05.17.9101). Dépassement du solde de la MC III. Crédit supplémentaire	288
--	-----

Police et affaires militaires

2014.POM.682 Police cantonale; achat d'uniformes pour l'ensemble du corps de police (équipement personnel); autorisation de dépenses; crédit d'engagement pluriannuel 2015-2019 (crédit d'objet)	221
2014.POM.518 Rénovation et extension du centre sportif de Gstaad.....	221
2014.POM.236 Interventions de la protection civile lors des courses de coupe du monde de ski à Adelboden et à Wengen. Crédit d'engagement pluriannuel 2016-2020 / autorisation de dépenses / crédit d'objet	222
2014.POM.710 Office de la population et des migrations (OPM); hébergement et encadrement des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA) dans le canton de Berne. Crédit complémentaire au crédit d'engagement pluriannuel pour 2015 et 2016.....	223

Travaux publics, transports et énergie

2014.RRGR.817 Attribution des avoirs encore disponibles dans le Fonds de couverture des pics d'investissement selon l'article 3 de la loi sur le Fonds d'investissement	200
2015.RRGR.33 Münchenbuchsee / Centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif (CPLEAM). Nouvelles constructions pour des salles de gymnastique, de classe et de thérapie. Remise en état des bâtiments existants et adaptation aux besoins spécifiques. Crédit d'engagement pour l'étude de projet.....	213

2015.RRGR.34 Loveresse / Le Moulin – Le Grand Nods. Office cantonal des ponts et chaussées, arrondissement d'ingénieur en chef III, Inspection des routes du Jura bernois. Construction d'un centre d'entretien et d'intervention pour l'A16. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation.....	214
--	-----

Liste des annexes

Lois

N°05 2013.RRGR.1045 Loi cantonale sur la géoinformation (LCGéo) Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la première lecture

Demandes de crédit

N°04 Demandes de crédit de la session de mars 2015
--



Lundi 16 mars 2015, 13 heures 30 – 16 heures 23

Première séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 155 députés. Excusés : Aebersold Michael
Adrian, Gnägi Jan, Hamdaoui Mohamed, Junker Burkhard
Margrit, von Greyerz Nicola

La présidente. Je vous prierais de prendre place, il est 13 heures 30 (*la présidente agite sa cloche*). Quelques jours avant le début officiel du printemps, j'ai le plaisir de vous souhaiter une cordiale bienvenue à cette session de mars. Comme quelques-uns parmi vous l'ont déjà remarqué, c'est ma dernière session en tant que présidente. Cette année a vraiment été exceptionnelle, passionnante, mais, comme vous le savez, quand on a un but d'une année, le temps passe très vite. Depuis la dernière session de janvier, vous avez travaillé sans relâche en commission. Nous avons aussi eu le 7 février – si j'ose le dire comme cela – un grand événement sportif qui a été la Coupe de ski parlementaire à Zweisimmen. Ici, je remercie encore une fois le maire de Zweisimmen, M. Ernst Hodel, ainsi que ses collaborateurs et collaboratrices. J'aimerais encore une fois vous rappeler qui a gagné cette Coupe: pour les dames du premier groupe, Mme Andrea Zryd (*applaudissements*); pour le deuxième groupe des dames, Mme Anne Speiser (*applaudissements*); pour le premier groupe des hommes, M. Thomas Knutti (*applaudissements*); pour le deuxième groupe des hommes, M. Jakob Schwarz. (*applaudissements*); pour le troisième groupe des hommes, M. Hubert Klopfenstein (*applaudissements*). Et dans le groupe des visiteurs, le vainqueur est M. Enea Martinelli, un ex-collègue député (*applaudissements*). Félicitations à tous, pas seulement à ceux qui ont gagné, aussi à ceux qui ont participé, parce que c'est toujours participer qui est le plus important. J'aimerais aussi mentionner ici que nous avons eu entre-temps aussi une équipe féminine de curling qui a remporté la médaille de bronze à l'Universiade d'hiver 2015 à Grenade. À cette équipe félicitations, félicitations aussi à notre collègue M. Grivel qui, dans le temps, était leur entraîneur. Bravo à votre équipe (*applaudissements*). Malheureusement, nous n'avons pas seulement eu des événements réjouissants depuis la dernière session, mais aussi des événements qui m'ont plutôt interloquée, choquée. Quand je parle d'événements qui m'ont choquée, je parle des attaques répétées et de plus en plus violentes contre notre corps de police bernois. C'est pour cela que j'aimerais ici remercier les membres de la Police cantonale pour leur travail et leur assurer notre soutien. C'est le moins que l'on puisse faire. J'espère que vous pourrez, M. le président, faire parvenir nos mots à vos membres. Nous revenons à notre programme de la session. Comme vous le savez nous

prévoyons deux semaines. La semaine prochaine, l'après-midi et le soir sont en réserve, ne prenez donc pas encore des rendez-vous à ces dates-là. Nous allons traiter dans cette session plus particulièrement, comme vous avez pu le voir, la loi cantonale sur la géoinformation, le Fonds de couverture des pics d'investissement ainsi que le crédit complémentaire destiné à l'hébergement et à l'encadrement des requérants d'asile mineurs non accompagnés. Cela seront là, je pense, les trois gros thèmes de cette session. Je déclare la session de mars ouverte.

Affaire 2015.RRGR.163

Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Nathan Güntensperger (pvl)

La présidente. Nous allons commencer par l'assermentation d'un nouveau membre, M. Nathan Güntensperger du pvl, qui remplace Mme Sabine Kronenberg. M. Güntensperger, je vous prie de vous avancer. Je prie tout le monde dans cette salle de se lever, journalistes y compris ainsi que les personnes sur la tribune.

Monsieur Nathan Güntensperger fait la promesse.

La présidente. Ainsi, l'assermentation est terminée, je vous souhaite bien des joies dans ce parlement. (*Applaudissements*)

Affaire 2015.RRGR.165

Rapport d'activité 2014 de la Commission des finances

La présidente. Chers collègues, vous vous calmez un tout petit peu, nous allons commencer tout de suite (*la présidente agite sa cloche*) par l'affaire 2, Rapport d'activité 2014 de la Commission des finances. C'est une prise de connaissance, M. Iseli, président de la Commission des finances ne veut pas prendre la parole. Est-ce que quelqu'un aimerait prendre la parole? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui prennent connaissance de ce rapport d'activité de la Commission des finances pour l'année 2014 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui	144
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce rapport à l'unanimité.

Affaire 2015.RRGR.166

Rapport d'activité 2014 de la Commission de justice

La présidente. Je passe à l'affaire 3, Rapport d'activité 2014 de la Commission de justice. C'est aussi une prise de connaissance, Mme Gygax, présidente de la Commission de justice, ne prend pas la parole. Y-a-t-il quelqu'un dans la salle qui aimerait prendre la parole? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc ici aussi au vote. Ceux qui sont d'accord de prendre connaissance de ce rapport votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui 141

Non 1

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce rapport.

Affaire 2013.RRGR.1045

Loi cantonale sur la géoinformation (LCGéo)

Annexe 05

Première lecture

La présidente. Nous passons tout de suite à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, nous attendons donc Mme la directrice et, en attendant, j'aimerais saluer l'UDC Täuffelen-Hagneck-Gerolfingen. Messieurs, soyez les bienvenus parmi nous, et j'espère que vous passerez un bon après-midi. (*Applaudissements*)

La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'arrivée de Madame Egger-Jenzer.

La présidente. Nous saluons Mme la directrice, soyez la bienvenue parmi nous. Nous passons à l'affaire 4, Loi cantonale sur la géoinformation. Je donne la parole d'abord à M. Fischer, porte-parole de la CIAT. Puis, nous allons voter sur une ou deux lectures, et après nous passerons à l'entrée en matière des groupes. M. Fischer, vous avez la parole, et après nous allons passer au vote.

Gerhard Fischer, Meiringen (UDC), rapporteur de la CIAT. Der Kanton Bern betreibt seit 2004 ein kantonales Geoportal. Am 1. Juli 2008 trat das Bundesgesetz über die Geoinformationen in Kraft, und die Kantone müssen diese Vorgaben innert drei Jahren umsetzen. Die Änderungen im Geoinformationsrecht auf Bundesebene machen eine umfassende Anpassung des Kantonalen Rechts nötig. Das Kantonale Geoinformationsgesetz setzt diese Änderungen um und schafft eine gesetzliche Grundlage für das Geoinformationsrecht im Kanton Bern. Gleichzeitig regelt dieses Gesetz den

Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen, der amtlichen Vermessung und den Leitungskataster. Zusammengefasst soll mit dem neuen Geoinformationsgesetz im Kanton Bern eine gesetzliche Grundlage für eine Vielzahl geografischer Daten geschaffen werden, die von der Verwaltung gesammelt und aufbereitet werden. Geoinformationen sind geografische Daten, welche Eigenschaften wie Lage, Beschaffenheit Nutzung und rechtliche Verhältnisse für eine Vielzahl von Objekten beschreiben. Es handelt sich um Informationen wie Landkarten, amtliche Werte von Liegenschaften, Gefahrenkarten, GPS-Navigationsdaten, Waldentwicklungskonzepte, archäologische Fundstätten, Biosphärenreservate, aber auch Gebäudeadressen oder Einsatzpläne von Rettungsdiensten. Diese Daten werden in allen Bereichen von Gesellschaft, Wirtschaft, Politik und Verwaltung genutzt und sollen deshalb für die Nutzer verlässlich und vor allem auch einfach zugänglich sein. Es ist kein Geheimnis: Geoinformationen sind ein Wachstumsmarkt. Die technologische Entwicklung der letzten Jahre führte dazu, dass die Erhebung einer Vielzahl von Geoinformationen immer einfacher und deren Nutzung immer breiter wurde. Der Kanton Bern betreibt seit 2004 eine leistungsfähige kantonale Geodateninfrastruktur, mit welcher der Öffentlichkeit interaktive Karten zur Verfügung gestellt werden können. Sie haben es wahrscheinlich beim Lesen festgestellt: Das Geoinformationsgesetz ist ein sehr technisches Gesetz, für das viel Spezialwissen gefragt ist.

Mit der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen ist der neue Artikel 75a in die Bundesverfassung aufgenommen worden. Damit wird die Landesvermessung zur ausschliesslichen Bundessache und die amtliche Vermessung zur Verbundaufgabe von Bund und Kantonen erklärt. Die Geobasisdaten sollen sowohl Behörden wie auch Privaten möglichst einfach und kostengünstig zur Verfügung gestellt werden. Die umfangreichen Anpassungen werden zu einmaligen zusätzlichen Kosten führen. Dank der Harmonisierung der Informationen können aber mittelfristig wesentliche Kosten eingespart werden. Der Kanton verzichtet weitgehend auf die Erhebung von Gebühren für die Nutzung dieser Daten. Es sind keine personellen und organisatorischen Änderungen nötig.

Noch ein paar Worte zur Vernehmlassung. Sie dauerte von 18. Dezember 2013 bis 18. März 2014. Es gingen rund 40 Vernehmlassungen ein. Ich erwähne zwei, drei, die wichtig sind. Der VBG sagte, die Vorlage sei klar und gut strukturiert, jedoch technisch komplex. Die Regelungen erschienen grundsätzlich als sinnvoll. Die Kosten seien für die Gemeinden schwer abzuschätzen. Volkswirtschaftlich sei es sinnvoll, und sie hätten keine Einwände. Die GEO-ING und STV beurteilen das Gesetz als gut, wichtig und notwendig. Mit GEO-Swiss habe ich persönlich ein Gespräch geführt. Auch dort ist man sehr zufrieden mit dem Gesetz und lobt vor allem die gute Zusammenarbeit mit dem Kantonsgeometer. Auch Swisscom, Swisstopo und alle Direktionen haben sich geäußert. Die Generalstaatsanwaltschaft, die Regierungstatthalterämter, die Regionalkonferenzen Bern-Mittelland und Oberland-Ost, diverse Gemeinden und Städte, aber auch die Parteien und die Berner KMU äusserten sich ebenfalls. Viele Anliegen und Fragen aus der Vernehmlassung wurden in der Überarbeitung berücksichtigt. Die umfangrei-

chen Bemerkungen sind dabei aus meiner Sicht klar und nachvollziehbar in das Gesetz eingebaut worden. Und noch etwas: Der einfache Zugang zu den Daten kommt vor allem auch der Privatwirtschaft zugute.

Das Gesetz und der Vortrag sowie die Vernehmlassungen wurden von der BaK am 8. Januar 2015 zusammen mit dem BVE-Rechtsdienst und dem Vorsitzenden des Amts für Geoinformatik während eines Nachmittags vorbesprochen. Am 13. Januar beriet die BaK die Gesetzesvorlage. Zu verschiedenen Artikeln wurden Anträge gestellt. Der Antrag zu Artikel 4 wurde mit 16 gegen 1 Stimme abgelehnt. Dann gab es noch Anträge zu den Artikeln 11, 13 und 64. Diese wurden nach der Beratung zurückgezogen. Auch der Antrag zu Artikel 66 Absatz 5 wurde nach der Beratung zurückgezogen. Die BaK hat das Gesetz so, wie es vorliegt, zuhanden des Grossen Rats einstimmig verabschiedet. An jenem 15. Januar gingen wir eigentlich davon aus, eine Lesung würde ausreichen. Nachdem nun aber kurzfristig noch einige Anträge eingegangen sind, hat die BaK über Mittag beschlossen, Ihnen eine zweite Lesung vorzuschlagen. Die Kommission ist der Meinung, man solle den drei Antragstellern Machado-Rebmann, GPB-DA, Brand, SVP und Freudiger, SVP die Gelegenheit geben, zu all ihren Anträgen Stellung zu nehmen, damit die Kommission weiss, was sie anschliessend mit diesen Anträgen tun soll. Wir schlagen Ihnen daher klar eine zweite Lesung vor, um diese Anträge anschliessend zu behandeln. Die BaK bedankt sich bei den Verantwortlichen der BVE für die gute und professionelle Vorarbeit und Vorbereitung dieses Gesetzes. Besten Dank.

Proposition Machado Rebmann, Berne (LAVerte)

Art. 11 (nouveau)

Al. 1

L'accès aux géodonnées de base ainsi qu'aux autres géodonnées du canton et des communes est public.

Al. 2

Quiconque peut les utiliser.

Proposition Machado Rebmann, Berne (LAVerte)

Art. 12 (nouveau)

Al. 1

Si un intérêt public ou privé prépondérant l'exige, le Conseil-exécutif peut restreindre l'accès, l'utilisation et la diffusion des géodonnées cantonales ou les subordonner à l'octroi d'une autorisation de l'autorité compétente.

Al. 2

L'autorisation est accordée par voie de décision ou de contrat.

Proposition Machado Rebmann, Berne (LAVerte)

Art. 14 (nouveau)

Al. 1

L'accès aux géodonnées du canton et des communes et leur utilisation sont en principe gratuits.

Al. 2

Un émolument peut être perçu pour la mise à disposition des géodonnées sur un autre support qu'Internet.

a) Dans le cas de l'utilisation pour l'usage personnel, l'émolument comprend une contribution aux frais de traitement et d'exploitation.

b) Dans le cas de l'utilisation à des fins commerciales, l'émolument comprend une contribution aux frais de traitement, d'exploitation et d'investissement.

Al. 3

La contribution aux frais de traitement couvre les charges de personnel et de matériel induites par la remise des données. La contribution aux frais d'exploitation couvre une part équitable des charges administratives. La contribution aux frais d'investissement couvre une part équitable du coût de saisie des données.

Al. 4

Les dérogations dans le cadre des règles suisses ou inter-cantonales concernant les émoluments sont réservées.

Al. 5

Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail.

Proposition UDC (Brand, Münchenbuchsee)

Art. 38, al. 2

Elle informe par courrier les propriétaires fonciers concernés de l'ouverture de l'enquête publique et de la possibilité qui leur est accordée de former une opposition. Biffer « , pour autant que leur adresse soit connue »

Proposition UDC (Freudiger, Langenthal)

Art. 42, al. 2

Biffer.

La présidente. Vous avez entendu la proposition de la commission. Nous parlons donc de deux lectures. Tout d'abord, est-ce que l'entrée en matière est contestée? – Ce n'est pas le cas. Donc, comme la commission l'a proposé, nous aimerions écouter les arguments des auteurs des propositions. Puis, nous procéderons article par article. Mme Machado Rebmann, vous avez la parole pour argumenter vos propositions.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Behörden des Bundes, der Kantone und der Gemeinden sammeln und speichern Daten in guter Qualität zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben; und dies in einer riesigen Fülle, die immer mehr zunimmt. Diese Daten sollen unter dem Vorbehalt des Datenschutzes öffentlich zugänglich und frei nutzbar sein. Das fördert die Transparenz der behördlichen Tätigkeit, die Partizipation der Bürgerinnen und Bürger, die Effizienz der Verwaltung sowie wissenschaftliches, wirtschaftliches und gesellschaftliches Fortkommen. Der Bundesrat ist in dieser Richtung unterwegs und hat letztes Jahr eine so genannte Open-Government-Data-Strategie (OGD-Strategie) verabschiedet. Diese verbindet offenes Regierungshandeln und offene Regierungsdaten. Alle mit öffentlichen Geldern erstellten Daten sollen öffentlich zugänglich und frei nutzbar sein. Der Bund lädt denn auch die Kantone ein, diese OGD-Strategie in Kooperation mit ihm umzusetzen. Mit anderen zusammen haben wir eine Motion eingereicht, um OGD im Kanton Bern einzuführen. Dieser Vorstoss ist noch hängig, aber die Vorlage des kantonalen Geoinformationsgesetzes ist ein Hauptanwendungsbereich für OGD. In diesem Zusammenhang stehen die Anträge der GPB-DA. *(L'oratrice demande si elle doit s'exprimer sur toutes ses propositions. La présidente répond par l'affirmative.)*

Zu Artikel 11 (neu). Im Vortrag steht, dass der Zugang zu Geoinformationen grundsätzlich öffentlich sein soll. Schon im Jahr 2009 hat sich der Kanton Bern in seiner Geoinformationsstrategie zur Öffentlichkeit von Geodaten bekannt. Im vorgeschlagenen Artikel von Regierungsrat und Kommission fehlt es aber an einer klaren und eindeutigen Formulierung zu diesem Bekenntnis. Man weiss nicht genau, ob es hier darum geht, wer für die Veröffentlichung zuständig ist, wer Zugang hat oder wer sie nutzen darf. Der Vorschlag der grünen Partei Bern ist an Artikel 10 des Geoinformationsgesetzes des Bundes angelehnt. Dieses Gesetz wurde 2008 erlassen, also noch vor der Einführung von OGD. Es ist aber bereits deutlicher als der Vorschlag von Regierungsrat und Kommission und besagt im dritten Abschnitt, Zugang und Nutzung, unter dem Titel «Grundsatz», dass die Geobasisdaten gemäss Bundesrecht öffentlich zugänglich sind und von jeder Person genutzt werden können, sofern dem keine überwiegenden Interessen entgegenstehen. Diese überwiegenden Interessen sollen im nächsten Artikel erwähnt werden, denn sie haben mit der Beschränkung von Zugang und Nutzung zu tun. Der Vorschlag der grünen Partei Bern ist ein klares Bekenntnis. Sind die Geobasisdaten und die anderen Geodaten von Kanton und Gemeinden öffentlich zugänglich, ist der Kanton auch in der Pflicht, dies zu gewährleisten. Er muss gewährleisten, dass die Geodaten zur Verfügung stehen und abrufbar sind, das versteht sich von selbst. Wenn aber die Gemeinden sie bereits selber veröffentlichen, so soll der Kanton dies nicht auch nochmals tun müssen. Die von Regierungsrat und Kommission vorgeschlagene Regelung führt zu Doppelspurigkeiten, die eigentlich abgebaut werden sollten. Auch ist es nicht nachvollziehbar, weshalb nur die Geobasisdaten öffentlich zugänglich und frei nutzbar sein sollen und die anderen Geodaten erst per Verordnung für öffentlich zugänglich erklärt werden können sollen. Auch sie wurden schliesslich mit öffentlichen Geldern erstellt und sollten daher ebenfalls freigegeben werden. Wenn ich höre, dass die Geodaten bereits heute zugänglich sind, und man das weiterhin so handhaben will, so kann man dies auch klar und deutlich im Gesetz festschreiben.

Ich komme zu Artikel 12 (neu). Dieser Artikel ist gemäss Antrag eher kompliziert und schwerfällig. Man muss hier, ausgehend vom Grundsatz der Öffentlichkeit und der freien Nutzung der Geodaten, einzig den besonderen Grund für eine Beschränkung des Zugangs angeben; nämlich das überwiegende öffentliche oder private Interesse. Diese Begriffe kennen wir aus dem Informations- und dem Öffentlichkeitsgesetz. Das überwiegende private Interesse meint den Datenschutz oder Fabrikations- und Geschäftsgeheimnisse. Das überwiegende öffentliche Interesse meint die innere oder äussere Sicherheit des Landes oder die Vereitelung einer behördlichen Massnahme. Liegt ein solches überwiegendes Interesse vor, können Zugang, Nutzung oder Weitergabe von Geodaten eingeschränkt oder die Nutzung von der Erteilung einer Berechtigung abhängig gemacht werden. Die Art der Beschränkung ergibt sich aus der Materie selber. Es kann der Personenkreis eingeschränkt werden, der Zugang hat, oder auch die Art der Nutzung, indem man beispielsweise etwas nur ansehen und nicht ausdrucken kann. Oder auch die Weitergabe kann beschränkt werden. Die Formulierung der grünen Partei

macht klar, dass die Öffentlichkeit und freie Nutzung von Geodaten der Grundsatz ist, und dass es für eine Einschränkung besondere Gründe braucht. Es muss eine Güterabwägung vorgenommen werden, und zwar bereits beim Erlassen der entsprechenden Verordnung.

Schliesslich zu Artikel 14 (neu). Freie Nutzung heisst auch Gebührenfreiheit. Meist in Erfüllung eines gesetzlichen Auftrags werden die Geodaten erhoben, gesammelt, gespeichert und verknüpft. Mit den heute bestehenden technischen Möglichkeiten ist es denn auch keine Hexerei mehr, die vorhandenen Geodaten öffentlich zugänglich zu machen, wenn man dies will. Fallen der Verwaltung keine weiteren Kosten an, sollen auch keine Gebühren erhoben werden. Diese beschränken lediglich die öffentliche Zugänglichkeit und die freie Nutzung von Geodaten in unnötiger Art und Weise. Wenn also jemand selber Daten herunterlädt und eventuell ausdruckt, muss dies gebührenfrei sein. Hat die Verwaltung aber einen zusätzlichen Aufwand, indem sie etwa eine CD brennen und verschicken muss, rechtfertigt sich das Erheben einer Gebühr. Der Vorschlag der GPB-DA lehnt auch hier wieder an die Bundesregelung gemäss Artikel 15 des Geoinformationsgesetzes an. Es wird unterschieden zwischen Nutzung zum Eigengebrauch und kommerzieller Nutzung. Nutzung zum Eigengebrauch ist die Nutzung durch eine Person für sich selber und für Personen in ihrem engeren Umfeld, wie Angehörige und Freunde. So, wie dies auch im Urheberrecht geregelt ist. Kommerzielle Nutzungen gehen darüber hinaus und könnten allenfalls eine grössere Kostenbeteiligung rechtfertigen. Die Frage einer finanziellen Abgeltung der Bereitstellung von Geodaten ist komplex. Woran will man denn auch anknüpfen? An das Produkt, beispielsweise über die Anzahl Pixel, die man abgibt? Oder am Wert, den das Produkt für den Nutzer hat? Diesen Wert zu bestimmen ist schwierig in einem derart dynamischen Umfeld, in dem heute private Anbieter auf den Markt kommen, unentgeltliche Daten anbieten und morgen wieder Geld dafür kassieren. Am besten orientiert man sich bei einer kommerziellen Nutzung der Daten am Aufwand, den die Verwaltung für die Erhebung und Verwaltung dieser Daten hat. Zu beachten ist jedoch, dass die Geodaten von Gesetzes wegen ohnehin erhoben werden müssen. In diesem Sinn ist das Wort «angemessen» in diesem Artikel zu verstehen. Man kann nur einen Bruchteil der anfallenden Kosten verrechnen. Wenn man überhaupt Gebühren will, so sollen diese möglichst moderat sein. Dies auch deshalb, weil sich ansonsten der Geoinformationsmarkt ohne den öffentlichen Anbieter, den Kanton, entwickelt. Im Kanton Bern wird die Wirtschaftsförderung grossgeschrieben. Meine Damen und Herren, die Geodatennutzung im Kanton Bern auch für kommerzielle Nutzer möglichst gebührenfrei zu halten, ist echte Wirtschaftsförderung. Je mehr Grundlagen ein Unternehmen über seinen zukünftigen Standort hat, die er zudem innert kürzester Zeit in Erfahrung bringen kann, desto eher lässt er sich auch an diesem Standort nieder. Eine solche Wirtschaftsförderung, die von allen gleichberechtigt genutzt werden kann, unterstützt die GPB-DA und setzt sich für eine gebührenfreie Nutzbarkeit der kantonalen Geodaten im Internet ein. Eine Gebühr für Geodaten muss eine Ausnahme sein und darf nur bei zusätzlichem Aufwand seitens der Verwaltung erhoben werden.

La présidente. Je vous ai donné un petit peu plus de temps puisque vous aviez plusieurs articles à déposer. M. Brand, est-ce que vous voulez aussi argumenter votre point de vue? – C'est à vous.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich habe einen Änderungsantrag zu Artikel 38 Absatz 2 dieses Gesetzes gestellt. In diesem Artikel geht es um die Information der Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer in Zusammenhang mit einem Abschluss, einer Ersterhebung, einer Erneuerung oder einer Behebung von Widersprüchen dann, wenn der Eigentümer in seinen dinglichen Rechten berührt ist. Mit diesem Antrag möchte ich erreichen, dass die Eigentümer immer über die öffentliche Auflage informiert werden; und zwar auch diejenigen Eigentümer, die nicht ständig den «Anzeiger» lesen, und diejenigen, die vielleicht ausserhalb des Kantons wohnen. Ich möchte deshalb beantragen, dass der letzte Teil von Absatz 2 gestrichen wird, in dem es heisst «... sofern ihre Adressen bekannt sind.» Der Kanton kennt die Adressen der Eigentümer sehr gut, insbesondere wenn es darum geht, den Eigentümern Rechnungen, wie beispielsweise Liegenschaftssteuerrechnungen oder Ähnliches, zu schicken. Diese kommen immer an. Ich sehe daher nicht ein, warum man diese Adressen selektiv kennt: Wenn man etwas vom Grundeigentümer will, wenn man Steuern einfordern will, kennt man sie, aber wenn man ihn über eine öffentliche Auflage informieren sollte, könnte es hingegen sein, dass man die Adresse nicht kennt. Deshalb beantrage ich Ihnen, dass Artikel 38 Absatz 2 so geändert wird, wie ich es vorgeschlagen habe. Ich habe in meiner Praxis kürzlich einen Fall erlebt, in dem ein ausserkantonaler Eigentümer plötzlich gemerkt hat, dass ihm im Rahmen einer Neuvermessung seines Grundstücks 4 Quadratmeter gefehlt haben. Er ist aus allen Wolken gefallen und konnte nicht begreifen, dass er dies nicht erfahren hatte. Er gehört eben zu denjenigen, die nicht informiert wurden. Diese Regelung ist zwar noch nicht im Gesetz enthalten, aber das sollte sie, und ich möchte, dass sie wirklich zwingend ist. Es sollen wirklich alle Eigentümer orientiert werden, und man soll nicht noch ein Hintertürchen offenlassen, indem man sagen kann, man habe halt die Adresse nicht gekannt.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Ich äussere mich zu Artikel 42 Absatz 2. Darin geht es um die laufende Nachführung. Der Artikel verweist für die öffentliche Ausschreibung des Nachführungsvertrags auf das Bundesgesetz über den Binnenmarkt. Offenbar ist diese neue Fassung vor dem Hintergrund der Überlegung entstanden, dass man in Bezug auf das anwendbare Verfahren und die Verfahrensgrundsätze, die gelten sollen, eine gewisse Klarheit schaffen will. Das ist an sich ein löbliches und gutes Ziel. Das Problem ist, dass uns die konkrete Ausführung nicht in allen Teilen als gelungen erscheint. Wer das Bundesgesetz über den Binnenmarkt liest, sieht in Artikel 1 Absatz 3, dass dieses Gesetz nur für nicht hoheitliche und auf Erwerb gerichtete Tätigkeiten gilt. Nur dort ist dieses Gesetz anwendbar. Hier sprechen wir von der laufenden Nachführung, und das Verwaltungsgericht hat bei einer Streitigkeit über die Vergabe von Nachführungsgeometerarbeiten – also im Bereich der laufenden Nachführung – letzten Oktober festgehalten, dass das Bundesgesetz über den Binnenmarkt hier genau nicht gilt. Ich zitiere: «Festzuhalten ist ferner, dass die Streitigkeit nicht in den Geltungsbe-

reich des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1995 über den Binnenmarkt fällt.» So lautet VG 2013/54, für den oder die, die es interessiert. Man hat dies namentlich damit begründet, dass die Nachführungsgeometer zur Abgabe von beglaubigten Auszügen berechtigt sind. Weiter begründete man es mit Blick auf die Möglichkeit der Nachführungsgeometer, Gebühren durch Verfügung zu erheben. Das Verwaltungsgericht kam im besagten Urteil zum Schluss: «...Mit Blick auf diese weitreichenden Befugnisse ist die Tätigkeit der Nachführungsgeometerin bzw. des Nachführungsgeometers insgesamt als hoheitlich einzustufen.» Und weil das Bundesgesetz über den Binnenmarkt eben nur für nicht hoheitliche Tätigkeiten gilt, ist dieses Gesetz in der Frage, um die es hier geht, gar nicht anwendbar. Wir haben also, meine Damen und Herren, in Artikel 42 Absatz 2 einen Verweis auf ein Gesetz, das hier gar nicht anwendbar ist.

Das Ziel, hier etwas Klarheit zu schaffen, würde sich damit unseres Erachtens also nicht erfüllen. Es ist im Gegenteil mit zusätzlichen Rechtsstreitigkeiten und Unklarheit zu rechnen, indem man im konkreten Fall schauen müsste, inwieweit das eigentlich nicht anwendbare Gesetz hier nun doch wieder sinngemäss anwendbar sein soll. Klar ist, dass die Vergabe von Nachführungsarbeiten nicht unter das Submissionsgesetz fällt. Das Bundesgesetz sieht das nicht vor. Klar ist auch, dass es eine öffentliche Ausschreibung braucht. Ebenso klar ist, dass die Grundsätze der Rechtsgleichheit, von Treu und Glauben und der Nichtdiskriminierung beachtet werden müssen. Dies alles ist von Bundesrechts wegen klar. Deshalb braucht es diesen Verweis nicht. Und weil die BVE oder die federführende Direktion ohnehin einen Leitfaden wird erarbeiten müssen, wie dieses Verfahren im konkreten Fall läuft, hat sich die SVP-Fraktion entschieden, einen Antrag auf ersatzlose Streichung zu stellen. Nachdem nun aber eine zweite Lesung möglicherweise zum Thema wird, könnten wir uns auch damit anfreunden, dass man dies in die Kommission zurücknimmt. So könnte man zuhänden der zweiten Lesung eine Formulierung finden, die den Anliegen der BVE gerecht wird, die aber auch effektiv einen Beitrag zu mehr Rechtssicherheit leistet.

La présidente. Comme vous l'avez entendu, les auteurs des propositions sont tous d'accord de renvoyer cela en commission. Nous commençons donc par la délibération par article de la loi cantonale sur la géoinformation.

Délibération par article

1. Dispositions générales

Art. 1–3

Adoptés

2. Principes

Art. 4–10

Adoptés

La présidente. L'article 11, alinéa 1 est renvoyé à la commission. Si personne ne s'annonce, je continue.

Art. 13

Adopté

La présidente. L'article 14, alinéas 1, 2 et 3, plus 4 et 5 nouveaux, est renvoyé à la commission. Donc les alinéas 4 et 5 seront nouveaux. L'article 12, alinéa 1 aussi. Est-ce que quelqu'un n'est pas d'accord? – Ce n'est pas le cas.

Art. 15–18
Adoptés

La présidente. Nous avons une demande pour un alinéa 2, cette nouvelle proposition de l'UDC est renvoyée à la commission. – C'est l'article 18 ou 38? – Alors c'est l'article 38, mais en français c'est écrit 18. Excusez-moi, donc l'article 18 est adopté.

3. Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière
Art. 19–21
Adoptés

4. Mensuration officielle
Art. 22–37, art. 38, al. 1
Adoptés

La présidente. Nous avons une nouvelle proposition pour l'article 38, alinéa 2 qui est donc renvoyé à la commission.

Art. 38, al. 3, art 39–42, al. 1
Adoptés

La présidente. L'article 42, alinéa 2 est renvoyé en commission.

Art. 42, al. 3, art. 44–48
Adoptés

5. Cadastre des conduites
Art. 49–51
Adoptés

6. Financement
Art. 52–64
Adoptés

7. Voies de droit et dispositions pénales
Art. 65 und 66
Adoptés

8. Dispositions d'exécution
Art. 67
Adopté

9. Dispositions transitoires
68–73
Adoptés

10. Dispositions finales
Art. 74 Les actes législatifs suivants sont modifiés :
1. Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (Loi d'organisation; LOCA) :
Art. 33, art. 38
2. Loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC)

Art. 57, art. 61, art. 66

3. Loi du 16 juin 1997 sur la procédure des améliorations foncières et forestières (LPAF) :
Art. 17a (nouveau)
Adoptés

Art. 75 La loi du 15 janvier 1996 sur la mensuration officielle (LMO) (RSB 215.341) est abrogée.
Adopté

Art. 76 La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.
Adopté

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente. Comme vous l'a proposé la commission, une seconde lecture est prévue. Le rapporteur de la commission aimerait-il s'exprimer avant le vote d'ensemble? – M. le président? – Les auteurs des propositions? – Non plus. Mme la directrice? – Non plus. Nous passons tout de suite au vote. C'est donc un vote d'ensemble puisque nous avons renvoyé à la commission un certain nombre d'articles. Ceux qui acceptent votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote d'ensemble (1^{re} lecture)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	144
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez adopté cette loi.

Affaire 2014.RRGR.817

Attribution des avoirs encore disponibles dans le Fonds de couverture des pics d'investissement selon l'article 3 de la loi sur le Fonds d'investissement

Annexe 04, ACE 32/2015

Ch. 3

Proposition PEV (Kipfer, Thoune)

L'ensemble des avoirs encore disponibles dans le Fonds de couverture des pics d'investissement après le décompte définitif des moyens jusqu'ici alloués à partir de celui-ci seront utilisés de manière générale pour les investissements nets des années 2016 à 2020 en vertu de l'article 1, alinéa 2, lettre d LFI et répartis également entre ces investissements. Le Conseil-exécutif est libre de répartir les tranches annuelles entre des projets déterminés.

Proposition Les Verts (Imboden, Berne)

L'ensemble des avoirs encore disponibles dans le Fonds de couverture des pics d'investissement après le décompte définitif des moyens jusqu'ici alloués à partir de celui-ci seront utilisés pour les projets suivants en vertu de l'article 1, alinéa 2, lettre a et b LFI :

Aménagement de la gare de Berne (réalisation du projet « Avenir de la gare de Berne » ZBB)

Projets concernant le trafic lent et les transports publics dans le cadre du réaménagement du réseau routier Berthoud-Oberburg-Hasle et Aarwangen-Langenthal Nord

Proposition Bhend, Steffisbourg (PS)

L'ensemble des avoirs encore disponibles dans le Fonds de couverture des pics d'investissement après le décompte définitif des moyens jusqu'ici alloués à partir de celui-ci seront utilisés pour des projets de grande envergure dans le domaine de la formation en vertu de l'article 1, alinéa 2, lettre b LFI.

Proposition pvl (Grimm, Berthoud)

1. Les deux variantes de réaménagement du réseau routier (zéro+ et contournement) doivent être analysées de manière équivalente.
2. D'ici à la mise en consultation des projets, le Conseil-exécutif expose au Grand Conseil comment il entend réaliser les deux projets selon la variante zéro+ si la variante contournement, certes inscrite au projet d'agglomération, est néanmoins refusée par la Confédération.
3. Les règles concernant la protection des marais, des paysages et des terres cultivables doivent être toutes sans exception prises en compte et appliquées dans l'étude des projets.

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 5, Attribution des avoirs encore disponibles dans le Fonds de couverture des pics d'investissement selon l'article 3 de la loi sur le Fonds d'investissement. Nous serons en débat libre. C'est tout d'abord, M. Pfister qui s'exprimera. Puis, les auteurs des propositions, vous pouvez déjà vous annoncer, merci.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), rapporteur de la CFin. Wir haben heute über eine Vorlage zu befinden, mit der wir die Verpflichtung der Restmittel des Investitionsspitzenfonds bestimmen, das heisst, für welche Projekte diese verwendet werden sollen. Gemäss neustem Stand beinhaltet der Fonds 239,7 Mio. Franken. Dieser Betrag ist angestiegen, weil im Jahr 2014 keine Mittel aus dem Fonds entnommen wurden. Dies, weil man alle Projekte anderweitig finanzieren konnte. Der Ausschuss BVE der FiKo wie auch die Kommission haben diese Vorlage mit der Verwaltung diskutiert. Wir müssen das Geld, das in dem Fonds enthalten ist, bis Ende dieses Monats zuweisen. Die beiden Projekte, für die man die Restmittel nun einsetzen will, Aarwangen-Langenthal und Verkehrsproblemlösung Burgdorf-Oberburg-Hasle, wurden bereits erwähnt, als man den Fonds errichtet hat. Wir kamen daher zum Schluss, es sei nichts als richtig, wenn wir die Mittel heute diesen Projekten zuweisen. Wir führen keine Diskussion über die Projekte, denn diese sind noch gar nicht vorhanden. Die BVE hat

wohl ein Vorprojekt dazu gestartet, wie man dies lösen kann. Diesen Auftrag haben wir ihr bereits erteilt, und sie ist dabei, dies zu tun. Wenn dann der Projektierungskredit kommt, der wiederum im Grossen Rat behandelt werden wird, kann die Diskussion geführt werden, ob es eine Umfahrung geben soll, wie viel Geld man in den ÖV investieren will usw. Aber heute ist nicht der Zeitpunkt für diese Diskussionen. Dass wir an den genannten Orten die Verkehrsprobleme lösen müssen, ist allen klar. Dass man das nicht allein mit dem ÖV lösen kann, wird wahrscheinlich auch allen klar sein. Deshalb ist es wichtig, heute dieser Vorlage zuzustimmen.

Wir haben Anträge erhalten, auf die ich kurz eingehe. Der Antrag EVP, Kipfer, will die Mittel nicht für die beiden vorgesehenen Projekte verwenden. Er möchte das Geld anderweitig einsetzen. Wir haben das heute in der FiKo an einer Sitzung über Mittag diskutiert. Der Antrag wurde mit 14 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt. Auch der Antrag der Grünen, Imboden, möchte die Mittel anders verwenden; nicht so konkret, wie es die Vorlage vorsieht. Dieser Antrag wurde ebenfalls mit 13 gegen 2 Stimmen abgelehnt. Weiter fordert der Antrag Bhend, SP, die Mittel sollten für die Bildung eingesetzt werden. Das würde also eine gewisse Zweckentfremdung bedeuten. Auch dieser Antrag wurde in der FiKo mit 13 Stimmen ohne Gegenstimmen bei 4 Enthaltungen abgelehnt. Und schliesslich haben wir den Antrag glp, Grimm, der in drei Punkte gegliedert ist. Zu Punkt 1 hat der Grosse Rat der Regierung eigentlich bereits den Auftrag erteilt, und die Regierung, die BVE, ist dabei, diesen zu erfüllen. Deshalb lehnt die FiKo diesen Punkt mit 9 gegen 8 Stimmen ab. Punkt 2 geht in die Tiefe und will bereits festlegen, für welche Projekte oder Varianten man dieses Geld einsetzen will. Dafür ist es heute noch zu früh. Aus dieser Überlegung heraus lehnt die FiKo diesen Punkt mit 13 gegen 3 Stimmen bei 1 Enthaltung ab. Punkt 3 will, dass die Moor-, Landschafts- und Kulturlandschutzvorgaben eingehalten werden. Dafür gibt es ein Gesetz, deshalb müssen wir gar nicht weiter darauf eintreten. Auch diesen Punkt hat die FiKo daher mit 9 gegen 7 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt. Die drei Punkte der glp sind als Zusatzaufträge zu verstehen, wenn den beiden Krediten zugestimmt würde. Die FiKo empfiehlt dem Plenum, der Zuweisung der Mittel an die beiden Projekte zuzustimmen und alle weiteren Anträge abzulehnen.

La présidente. Nous passons aux auteurs des propositions, nous sommes en débat libre, vous avez donc cinq minutes. M. Kipfer, c'est à vous.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Frau Regierungspräsidentin, Frau Ratspräsidentin, werte Kolleginnen und Kollegen. Ich habe Sie, Frau Baudirektorin Egger, bewusst als Regierungspräsidentin angesprochen. Es ist mir wichtig, dass wir uns bewusst sind, dass dieses Geschäft in erster Linie eigentlich ein Finanzgeschäft ist, verbunden mit der mittelfristigen finanziellen Lage des Kantons. Schon in der Finanzkommission habe ich die Finanzdirektorin in dieser Frage vermisst, aber als Regierungspräsidentin haben Sie hier die Möglichkeit, die Gesamtsicht des Kantons zu vertreten. Eine zweite Vorbemerkung: Die EVP befürwortet eine stetige und sinnvolle Investitionspolitik. Darum beziehen wir uns

in unserem Antrag auf Absatz 2 Buchstabe d im Investitionsfondsgesetz: Dort steht nämlich, dass die Fondsmittel zur Verstetigung des Investitionsvolumens eingesetzt werden können. Wir von der EVP wollen das Potential des Kantons mit und guten Lösungen in Bildung, Sozialem, Mobilität, Gesundheitswesen etc. ausschöpfen.

Der Grosse Rat hat im 2009 den Investitionsspitzenfonds geschaffen, und aus der Erkenntnis der Anwendungsjahre lassen wir ihn dieses Jahr wieder auslaufen. Das Buchungsguthaben wird in die Jahresrechnung 2015 zurückfliessen, wenn wir dieses nicht anderweitig verpflichten. Ich spreche bewusst von Buchungsguthaben. Vorhin sprach man schon von «Kredit». Wir sprechen hier nicht von einem Kredit. Wir sollten hier ein- für alle Mal mit einem weit verbreiteten Irrtum aufräumen: Es gibt kein «Kässeli», in dem irgendwo ein paar physisch vorhandene Millionen liegen, welche nur darauf warten, endlich ohne Schaden gebraucht zu werden. Der einzige Zweck des Investitionsspitzenfonds ist eigentlich die Überlistung der Schuldenbremse. Jede Entnahme aus dem Investitionsspitzenfonds führt zu einer Neuverschuldung. Wenn wir aber kein «Kässeli» haben, worüber entscheiden wir dann bei der so genannten Verpflichtung der Restmittel? «Restmittel» ist auch so ein spezielles Wort. Ich versuche es einfach zu sagen: Wir erlauben zum Zeitpunkt X eine zweckgebundene Neuverschuldung in der Höhe der verpflichteten Mittel.

Im Vorschlag der Regierung mit der Verpflichtung auf die zwei Grossprojekte liegt der Zeitpunkt der Neuverschuldung, also des Geldflusses, in etwa in den Jahren 2025 bis 2030. Die EVP hat deshalb die aktuellen Finanzplanzahlen überprüft und stellt sich die Frage: Wollen wir heute, im Jahr 2015, eine Neuverschuldung erlauben, die erst in etwa 10 Jahren wirksam wird? Wir sind zur Überzeugung gelangt, dass es zunächst wichtig ist, den Focus auf die nächsten 5 Planjahre zu richten. Und wenn wir dies tun, sehen wir Folgendes: Wir sehen einen negativen Finanzierungssaldo ab 2017 von jährlich ca. 30 Mio. Franken an steigend. Wenn die Nationalbankgelder in diesen Jahren nicht mehr fliessen, so verschlechtert sich der Finanzierungssaldo um weitere 80 Mio. Franken. Wenn der NFA für Bern um 90 Mio. Franken gekürzt wird, verschlechtert sich der Finanzierungssaldo weiter. Kumulativ könnten wir also sagen, dass wir in den Jahren ab 2017 einen Finanzierungssaldo von etwa 200 Mio. Franken minus haben. Dem ist entgegenzuhalten, dass aufgrund des Tram-Bern-Entscheids pro Jahr ca. 40 Mio. Franken wegfallen. Damit bleiben immer noch 160 Mio. Franken Negativsaldo. Dem entgegenzuhalten ist aber auch, dass in der kürzlich präsentierten Rechnung des Jahres 2014 87 Mio. Franken nicht investiert wurden. Diese Investitionen wurden nicht aufgehoben, sondern nur verschoben. Sie werden also noch folgen. Wer soll das alles bezahlen?

Deshalb kommen wir von der EVP zur Erkenntnis, wenn überhaupt Mittel in die Zukunft verpflichtet werden sollen, dann soll dies für die nächsten 5 Jahre geschehen. Damit kann erreicht werden, dass eine stetige Investitionspolitik gemacht werden kann, und es kann erreicht werden, dass sinnvolle Projekte auch realisiert werden können. Wenn ich nun auf das zurückkomme, was ich zu Beginn formuliert habe, so geben wir mit diesem Antrag dem Regierungsrat die Erlaubnis, im Sinne einer Verstetigung der Investitionen

in den Jahren 2016 bis 2020 eine Neuverschuldung in Kauf zu nehmen. Wenn wir diese Mittel wie im Jahr 2014 nicht brauchen werden, so ist die EVP auch nicht unglücklich darüber. Wir erhalten uns damit aber auch die Freiheit, über kommende Grossprojekte ohne Präjudiz entscheiden zu können. Wenn wir mit Projekten wie im Oberaargau, im Emmental oder auch beim Ausbau Bahnhof Bern eine Neuverschuldung realisieren, sind wir gemäss Schuldenbremse auf der Investitionsrechnung immer noch frei, über einen allfälligen Kompensationsverzicht zu entscheiden.

Also: Sichern wir doch die nächsten 5 Finanzplanjahre ab, erhalten wir uns die Freiheit, über Grossprojekte ohne Präjudiz abzustimmen, und geben wir nicht eine Erlaubnis zur Neuverschuldung in 10 Jahren oder später. Besten Dank, wenn Sie dem Antrag der EVP zustimmen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Wir entscheiden heute über die Restverwertung des Investitionsspitzenfonds. Das, was uns die Regierung und die Mehrheit der FiKo unterbreiten, ist aus der Sicht der Grünen raumplanerisch und verkehrspolitisch unverdaulich. Deshalb unterbreitet Ihnen die grüne Fraktion einen anderen Antrag. Der Regierungsantrag steht für uns unter dem Motto «zurück in die Vergangenheit». Zurück in eine Vergangenheit, als eine Umfahrungsstrasse nach der andern gebaut wurde, als Strassenkapazitäten ausgebaut und wertvolles Kulturland in diesem Kanton zubetoniert wurden. Die Grünen wollen keine neuen Schnellstrassen, keinen neuen Mehrverkehr, keine neuen Transitkorridore – weder im Raum Burgdorf–Langenthal noch sonstwo in diesem Kanton. Da der vorliegende Antrag der Regierung unserer Meinung nach dem Schutz des Kulturlands und raumplanerischen Grundsätzen widerspricht, haben wir einen anderen Antrag unterbreitet. Die Grünen haben sich im Jahr 2009 klar für den Investitionsspitzenfonds ausgesprochen. Wir haben auch im vergangenen Jahr im März, als wir dies diskutierten, klar die Meinung vertreten, dass wir diesen Fonds weiterhin brauchen. Die Mehrheit hat jedoch anders entschieden. Jetzt geht es darum, wie wir den Rest – und es geht um etwa 220 Mio. Franken – verwenden wollen. Die beiden Absätze aus dem Investitionsgesetz haben ganz klar aufgezeigt, wofür man dieses Geld brauchen soll: In Artikel 1 Buchstabe a heisst es, für wirtschafts- und standortpolitisch bedeutende Verkehrsinfrastrukturvorhaben, und in Buchstabe b heisst es, für Grossprojekte. Die vom Bundesrat bereits abgelehnten Schnellstrassen im Oberaargau und im Emmental können wohl kaum diese Kriterien erfüllen. Dies an die Adresse der Regierung.

Der Antrag, den die Grünen hier unterbreiten, schlägt vor, diese Mittel statt in Schnellstrassen in nachhaltige ÖV-Projekte zu investieren. Dies insbesondere auch, weil ja schliesslich mit der Ablehnung des Projekts Tram Region Bern ein ÖV-Projekt abgelehnt worden ist; was uns diesen Spielraum gibt. Der Antrag der Grünen zielt deshalb nicht in die Vergangenheit, sondern in die Zukunft. Und diese Zukunft hat einen Namen: Sie heisst Bahnhof Bern, liebe Kolleginnen und Kollegen. Dass der Ausbau des Bahnhofs Bern ein bedeutendes wirtschafts- und standortpolitisches Projekt für den gesamten Kanton ist, darin sind wir uns wohl alle einig. Und damit erfüllt dieses Projekt auch klar die Vorgaben des Investitionsgesetzes. Dies im Gegensatz zu

neuen Schnellstrassen, die diesen Artikel kaum erfüllen würden. Der Bahnhof Bern hat, wie wir wissen, seine Kapazitätsgrenzen erreicht. Wir alle wissen auch, dass der Kanton Bern 200 Mio. Franken beitragen soll, sowohl für den Ausbau des RBS-Bahnhofs wie auch für die Publikumsanlagen. Von den Gesamtinvestitionen bis zum Jahr 2025 braucht es den Beitrag des Kantons von 200 Mio. Franken. So haben wir es jedenfalls in der Investitionsplanung vorgesehen. Das dauert bis zum Jahr 2025 und bewegt sich damit also genau im selben Zeitrahmen, für den wir hier die Verwendung der restlichen Mittel diskutieren. Die Grünen unterstützen aber auch die Anliegen der betroffenen Bevölkerung in den beiden Regionen Grossraum Burgdorf und Langenthal. Deshalb sind wir der Meinung, wir sollten auch hier gezielt für Massnahmen im Langsamverkehr und im ÖV Hand bieten und entsprechende Projekte aus diesem Fonds unterstützen. Wir wollen jedoch, wie gesagt, keine weiteren Schnellstrassen. Mit der Verwendung der Mittel aus diesem Fonds schaffen wir auch weiteren Spielraum im laufenden Investitionspott. Dies ermöglicht es uns, weitere Projekte auch im Rahmen der Förderung des Bildungs- und Wirtschaftsstandorts zu unterstützen. Ich erinnere hier an die Universität Bern und die Fachhochschulen, die in diesem Kanton Nachholbedarf haben und weitere Investitionen benötigen. Fazit: Die Grünen wollen mit ihrem Antrag in die Zukunft dieses Kantons investieren und nicht in die Vergangenheit. Die Zukunft sind für uns nachhaltige Investitionen und nachhaltige Mobilität. Damit wird der Kanton Bern als Gesamtes gestärkt. Die grüne Formel lautet: Z wie Zukunft – Bahnhof Bern, nachhaltiger Verkehr – statt A wie Auto-schnellstrassen. Ich hoffe, Sie unterstützen den Antrag der Grünen, der Ihnen eine andere Verwendung vorschlägt.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Weshalb bin ich überhaupt auf die Idee gekommen, so kurzfristig noch einen Antrag zu diesem Geschäft einzureichen? Ich will einerseits verhindern, dass zukünftig Fehlanreize geschaffen werden. Trotzdem soll eine Möglichkeit geschaffen werden, damit das Geld noch für künftige Projekte eingesetzt werden kann. Geld bzw. Investitionen, die eben das ordentliche Investitionsbudget sprengen würden. Wir haben jetzt folgende Optionen auf dem Tisch: Wir können diesen Fonds einfach auslaufen lassen und das Geld anschliessend in den Schuldenabbau stecken. Das ist grundsätzlich keine unvernünftige Variante. Wir können aber auch das Geld für ein vordefiniertes Verkehrsprojekt reservieren, für das kaum Bundesgelder zu erwarten sind. Das ist die Variante, wie sie uns die Regierung vorschlägt. Oder wir können das Geld für etwas reservieren, für das das ordentliche Investitionsbudget eben nicht ausreicht, und das wäre gemäss Artikel 1 Buchstabe b eben Gesetzeskonform. Nun zur Variante 1. Liesse man den Fonds einfach auslaufen, führte dies dazu, dass wir kurzfristig einen Zusatzgewinn erwirtschaften würden. Ich glaube, das würde auch falsche Zeichen gegen aussenden. Dieses Problem könnte man etwas entschärfen mit dem Antrag der EVP. Mit diesem Antrag könnte man das Geld dann auf verschiedene Jahre verteilen. Konsequenterweise müsste man aber das Investitionsbudget jedes Jahr um diesen Betrag herunterfahren. Denn wir wissen, gerade im ÖV-Bereich mit FABI stehen weniger Investitionen an. Dort wird der Kanton in Zukunft entlastet.

Bei Variante zwei handelt es sich um den Vorschlag der Regierung. Dieser Antrag ist meiner Meinung nach überflüssig, weil es im ordentlichen Investitionsbudget genügend Spielraum für sinnvolle Projekte gibt. Damit sage ich noch nichts dazu, ob das Projekt Emmental–Oberraargau sinnvoll ist oder nicht. Fakt ist, dass im letzten Jahr vom Investitionsbudget 89 Mio. Franken nicht gebraucht wurden. Wenn man dies über ein paar Jahre rechnet, ist das genug Geld, um auch solche Projekte oder Teile davon finanzieren zu können. FABI habe ich bereits erwähnt. Auch dies entlastet das Investitionsbudget des Kantons zukünftig, und zwar massiv. Wenn man das Geld nun also quasi für das Projekt Emmental–Oberraargau in einen Fonds einlegt, so ist das ein vorweggenommener Entscheid für die Umsetzung dieses Projekts. Und es besteht sogar die Gefahr, dass auch ein überbeuertes Strassenprojekt realisiert wird, weil das Geld ja vorhanden ist. Finanziert man das Emmentaler Projekt eben nicht über das ordentliche Investitionsbudget, so bleibt logischerweise automatisch mehr Geld für andere, vielleicht kleinere Projekte übrig. Diese sind vielleicht nicht gerade sehr notwendig, sondern eher «nice to have». So kann man diese dann aber auch umsetzen, und damit werden wahrscheinlich gewisse Strecken auch schlichtweg vergoldet. Zustimmung zum Regierungsantrag bedeutet deshalb auch einen Verzicht auf Wettbewerb um die besten Lösungen oder Ideen. Man parkiert das Geld einfach einmal, und damit ist eigentlich klar, dass man das Projekt umsetzt. Das ist ein Fehlanreiz zu einem nicht massvollen Umgang mit Finanzmitteln.

Wer Variante 1, also das Geld einfach in die laufende Rechnung einfliessen zu lassen, nicht will, und der dennoch den Wettbewerb um die besten Ideen spielen lassen möchte, dem möchte ich hier eine Alternative bieten. Das ist absolut Gesetzeskonform. Artikel 1 Buchstabe b besagt nämlich, man könne damit Grossprojekte finanzieren, welche zu einer ausserordentlichen Belastung der Investitionsrechnung führen. Wenn ich nun beispielsweise an den Campus der Fachhochschule denke, so wäre dies genau ein solches Grossprojekt. Und dabei spreche ich von Investitionskosten und nicht von Bildungsausgaben, die man übernehmen könnte. Es ist also keine Zweckentfremdung, wie dies vorhin genannt wurde. Wie gesagt, biete ich Ihnen hier eine Option oder Variante, im Wissen, dass ich damit sehr spät komme. Ich denke aber, für Vernunft ist es nie zu spät, und ich würde mich über ein paar unterstützende Stimmen freuen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Für die glp ist es wichtig, dass man Gelder, die für das Projekt Tram Region Bern vorgesehen waren, auch wieder in die Mobilität steckt. Ebenfalls ist uns wichtig, dass man sie eben nicht in die allgemeine Staatsrechnung fliessen lässt. Wir haben grosse Projekte, wie beispielsweise die Fachhochschule oder eben auch das Projekt, über das wir heute diskutieren. Im Emmental und im Oberraargau ist die Verkehrssituation zeitweise nicht sehr erfreulich. Wenn wir Gelder für die Sanierung und die Verbesserung dieser Situation reservieren, so ist dies grundsätzlich sicher sinnvoll. Für die glp birgt dieser Entscheid aber auch gewisse Gefahren und wirft grosse Fragen auf. Wie können wir die beiden Regionen so rasch wie möglich und nicht erst in 15 bis 20 Jahren entlasten? Ich

betone: In 15 bis 20 Jahren wird der erste «Brummi» aus-
sen herum fahren. Wie können wir die Region also entlas-
ten? Wird die Situation ausgewogen beurteilt, oder wird das
System einfach mit entsprechenden Daten gefüttert, sodass
es das Resultat ausspuckt, das man sich wünscht?

Dazu drei Begründungen. Einige von uns haben ein Schrei-
ben von der Regionalkonferenz Emmental, der Region
Oberaargau, dem HIV und den Berner KMU erhalten. Diese
Organisationen verbreiten systematisch falsche oder irrefüh-
rende Zahlen und Fakten und haben ihre Informations-
schreiben auch nicht an alle, sondern nur an einige ge-
schickt. Ich habe es beispielsweise nicht erhalten. Burgdorf
wird mit dem Gotthard verglichen. Stellen Sie sich dies
einmal vor! Vorhin haben wir schwarz auf weiss gelesen:
100 000 Fahrzeuge passieren an Spitzentagen den Gott-
hard. In Burgdorf sind es an Spitzentagen hochgerechnet
18 000. Und nun wird der Spitzentag von Burgdorf auf den
Durchschnitt beim Gotthard überwältigt, und man sagt, man
arbeite mit richtigen Mitteln und informiere die Öffentlichkeit
richtig. Das hält nicht stand, und das macht uns sehr skep-
tisch. Es wird auch gesagt, für den Langsamverkehr sei
schon sehr viel getan worden. So kann man das nicht sa-
gen. Die Stadt Burgdorf hat schlicht und einfach die Haus-
aufgaben noch nicht zu Ende gemacht. Sie stemmt sich
hinter den Kanton mit den Umfahrungsprojekten, weiss aber
genau, dass 85 Prozent des Verkehrsaufkommens haus-
gemacht ist. Und dann gibt es noch einen dritten Punkt, der
uns skeptisch macht. Man spricht von Verkehrssanierungen,
meint aber den Bau von neuen, zusätzlichen Strassen. Die
einzige Änderung am Projekt, die wir jetzt bald angehen
werden und eigentlich schon lange kennen, ist der Name.
Weshalb ist der Name anders? Weil der Bund es eben nicht
als Nationalstrasse aufnimmt. Das wissen wir, ist es doch x-
mal abgelehnt worden. Bei einer erneuten Ablehnung – und
davor fürchten wir uns auch – haben wir gar nichts.

Nun komme ich zu den Anträgen. Der erste Punkt ist eine
absolute Selbstverständlichkeit. Das wurde vorhin auch von
den meisten RednerInnen gesagt. Wir wollen beide Vari-
anten prüfen. Und wenn heute hier alle Fraktionen nochmals
versprechen, dass dies getan wird, so bin ich auch bereit,
diesen Antrag zurückzuziehen. Dann müssen wir das nicht
dreimal festschreiben. Der dritte Antrag – wobei es sich hier
ja um Planungserklärungen handelt, und ich komme be-
wusst zuerst auf die dritte zu sprechen – fordert den Schutz
der Moor-, Landschafts- und Kulturlandbereiche. Dort ist es
wichtig, dies wirklich alles einzuhalten. Es ist wichtig, dass
wir die Bundesvorgaben auch wirklich einhalten wollen, und
dass wir bereit sind, uns dazu zu verpflichten. Wir haben
noch keine einzige Umweltverträglichkeitsprüfung, man ist
aber seit den 70er-Jahren dabei, dieses Projekt zu «pu-
schen».

Nun komme ich zum zweiten Punkt. Hansjörg Pfister, du
hast es völlig falsch verstanden, nach dem, was du vorhin
dazu gesagt hast. Es steht auch nicht so im Antrag, sondern
ich verlange einen Plan B. Denn es könnte ja sein, dass
man die Umfahrung doch wieder in das Aggloprogramm
aufnimmt und der Bund es wiederum ablehnt. Was tun wir
dann? Das ist die Frage. Es geht hier nicht darum, dass
irgendein Projekt priorisiert werden soll. Darum geht es
überhaupt nicht; bitte lesen Sie das nochmals genau durch.
Es ist wichtig, zu wissen, was mit diesen 100 bis 200 Mio.

Franken geschieht, damit dann nicht die Regionen einfach
mit abgesägten Hosen dastehen. Ich kämpfe für die Region
und dafür, dass ihre Mobilität verbessert wird, aber nicht auf
die Weise, wie es im Moment läuft.

Fazit: Die Situation wird systematisch dramatisiert. Burgdorf
wird laufend mit dem Gotthard verglichen. Dem Langsam-
verkehr und den Fussgängern wird nicht genügend Rech-
nung getragen. Die Umfahrungsvarianten verbannen den
Verkehr nicht von den Strassen. 85 Prozent entstehen in
Burgdorf selber. Da müssen wir unsere Hausaufgaben ma-
chen und uns selber bei der Nase nehmen, sodass die
anderen wieder durchkommen. Die Autobahnzubringer sind
zudem nicht vor 2030 bereit. Wir brauchen aber eine ra-
schere Lösung. Wir wollen die Mobilität verbessern und
nicht von Luftschlössern träumen. Ich bitte Sie, mindestens
die Punkte 2 und 3 anzunehmen. Ob ich den ersten Punkt
zurückziehe, werde ich entscheiden, wenn ich die weiteren
Sprecher gehört habe.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD). Aarwan-
gen ist ein Dorf mit etwas mehr als 4200 Einwohnern. Wer
aus dem Langetental Richtung Jura, Richtung Autobahn
oder umgekehrt von der Autobahn Richtung Langenthal und
Huttwil fahren will, muss zwingend durch Aarwangen fahren.
Rund 15 000 Fahrzeuge pro Tag. Der Schwerverkehrsanteil
ist dabei doppelt so hoch wie auf durchschnittlichen Stras-
sen. Und ich habe hier noch nicht einmal die neusten Zah-
len vorliegen. Und mittendrin verkehrt immer noch das
«Bipperli» wie wir die Aare-Seeland-Bahn nennen, die
auch noch eine recht grosse Strecke auf der Verkehrsfahr-
bahn zurücklegt. Das ist eine Belastung für ein Dorf, die
kaum mehr erträglich ist. Die Wohn- und Lebensqualität ist
da gering. Lärm, Gestank, Autokolonnen, verstopfte Stras-
sen und dazwischen Velofahrer und Schülerinnen und
Schüler, die zu Fuss unterwegs sind. Die Strasse zu queren
ist kein einfaches Unterfangen. Die Situation im Emmental
ist dieselbe, wenn auch andere Ortschaften betroffen und
die Zahlen nicht gleich sind. Auch hier ist es tagtäglich eine
Geduldprobe, wenn man durch Burgdorf, Oberburg und
Hasle fahren muss. Seit Jahren ist dies bekannt. Seit Jah-
ren sprechen wir davon, dass Lösungen dringend sind und
Entlastungsmassnahmen ergriffen werden müssen. Ob man
diese Massnahmen nun Umfahrung, Autobahnzubringer
oder Sanierung nennt, ist zum heutigen Zeitpunkt und beim
jetzt anstehenden Entscheid nicht ausschlaggebend.

In der Septembersession 2012 hat die Mehrheit des Gros-
sen Rats die grossen Verkehrsprobleme in den beiden Re-
gionen bestätigt und anerkannt. Damals haben wir einen
wichtigen Vorprojektkredit gesprochen. Wir wussten aber
schon damals, dass die Finanzierung nicht einfach werden
würde und nicht definitiv klar ist. Der Grosse Rat hat aber
damals diesen Kredit unter anderem mit der ausdrücklichen
Absicht gesprochen, im Fall der Fälle einen wichtigen Schritt
voraus zu sein. Nämlich für den Fall, dass sich eine Lösung
mit dem Bund und mit einer Mitfinanzierung eröffnet. Und
jetzt, man konnte es lesen, zeichnen sich auch in dieser
Hinsicht Möglichkeiten ab. Ende dieses Monats wird der
Investitionsspitzenfonds aufgelöst. Wir wissen, das Tram
Region Bern, das von diesem Fonds hätte profitieren kön-
nen, wurde abgelehnt. Die Restmittel sollen nun aber nicht
einfach in die Staatskasse fliessen. Nein, dies ist eine gros-

se Chance für die beiden Strassenprojekte Oberaargau und Emmental. Sagen wir heute Ja zur Lösungsfindung und reservieren diese Mittel für die beiden Projekte! Und erst dann, wenn wir im Grossen Rat einen Projektierungskredit bewilligt haben werden, können diese Gelder auch wirklich abgeholt und in diese Verkehrslösungen investiert werden. Herauszufinden, wie diese Verkehrslösungen für das Emmental und den Oberaargau aussehen, wird nochmals eine grosse Herausforderung sein. Das können und wollen wir im heutigen Zeitpunkt auch nicht festlegen. Wirtschaftliche und finanzpolitische, aber auch land- und umweltverträgliche Überlegungen werden die Lösungsfindung beeinflussen.

Zu den Abänderungsanträgen. Wir von der BDP warnen davor, mit diesen beiden Projekten wieder einen Streit zwischen Stadt und Land oder zwischen ÖV und Strassenverkehr zu lancieren. Das Tram Region Bern ist abgelehnt worden. Ja, aber nicht wegen der Landbevölkerung im Kanton Bern. Jetzt haben wir die Chance, in den beiden Regionen dringend und zwingend nötige Entlastungsmassnahmen zu projektieren. Diese Massnahmen kommen nicht allein diesen Regionen zugute. Nein, das sind Verkehrsverbesserungsmassnahmen, die weit herum ausstrahlen werden. Das bedeutet für uns von der BDP auch, dass die beiden Projekte eng zusammenhängen. Sollte daher eines der beiden Projekte oder beide nicht realisiert werden, so müssen die Gelder zwingend in die Staatskasse zurückfliessen und dürfen nicht anderweitig verwendet werden. Die BDP lehnt deshalb die Abänderungsanträge von EVP und Grünen einstimmig ab. Die Anträge der glp lehnen wir grossmehrheitlich ab, weil damit für uns in der heutigen Phase bereits zu viel eingeschränkt oder vorbestimmt wird. Den Antrag der SP konnten wir in der BDP nicht diskutieren. Weil aber der Bildungsbereich aus unserer Sicht gar nicht unter die Definition von Grossprojekten und damit ins Investitionsfondsgesetz passt, werden wir sicher auch diesen ablehnen. Zum Schluss: Die BDP unterstützt das Vorhaben einstimmig, die restlichen Finanzmittel für die beiden Verkehrsprojekte zu reservieren. Dies aus der Überzeugung heraus, dass es jetzt für die beiden Regionen zu handeln gilt und damit für den Kanton Bern. Danke, wenn auch Sie Ja stimmen, und damit der Lösung dieser gewaltigen Verkehrsprobleme einen weiteren Schritt entgegenkommen.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Ich nehme es vorweg: Die FDP-Fraktion wird der Verpflichtung der Mittel aus dem Investitionsspitzenfonds für die beiden Projekte Verkehrssanierung Burgdorf–Oberburg–Hasle und Verkehrssanierung Aarwangen–Langenthal Nord einstimmig zustimmen. Damit ist auch klar, dass wir nicht wollen, dass dieses Geld in die allgemeine Staatskasse fliesst oder verfällt. Die FDP war vor fünf Jahren bei der Gründung dieses Investitionsspitzenfonds aus finanzpolitischen Überlegungen skeptisch. Wir befürchteten, dem Zweck würde zu wenig nachgelebt. Aber heute ist die Ausgangslage eindeutig. Wir haben heute zwei Projekte auf dem Tisch, die zu 100 Prozent dem Zweck dieses Fonds entsprechen. Mit dieser Verwendung der Mittel bietet sich eine einmalige Chance, die wohl nicht so schnell wiederkommt. Wenn wir hier dem Antrag der Regierung nicht zustimmen, fliesst das Geld zurück in die Staatskasse und ist nicht mehr für Investitionen verfügbar. Demgegenüber wird, wenn wir dem Antrag zustimmen, ein

erheblicher Teil der Finanzierung bereits gelöst sein. Und, was noch entscheidender ist, wir bringen die beiden Projekte auf einen Stand, mit dem sie eine Chance haben, weiterzukommen: Burgdorf mit einer Aufnahme ins Aggloprogramm, und Aarwangen kann allenfalls von den flankierenden Massnahmen im Zusammenhang mit dem Ausbau der A1 profitieren.

Die Verkehrssanierung ist notwendig. Das bestreitet hier im Saal wohl niemand. Die Verkehrssituation in Burgdorf und Aarwangen ist unhaltbar, in Stosszeiten sogar desolat. Wir haben veritable Sicherheitsprobleme beim Langsamverkehr und bei den Fussgängern. Es geht letztendlich auch und um die Lebensqualität der Bewohner in Burgdorf und Aarwangen. Das geht immer wieder etwas vergessen. Für die Wirtschaft in beiden Regionen sind funktionierende Erschliessungen ebenfalls wichtig. Die Diskussion heute zeigt es auch wieder: Es ist vor allem umstritten, wie wir diese Probleme lösen wollen. Dennoch braucht es heute keine Debatte zu den Varianten. Diese haben wir bereits bei der Genehmigung der Projektierungskredite im Jahr 2012 geführt. Damals haben wir beschlossen, dass bei beiden Projekten sowohl eine Umfahrung wie auch eine Variante Null+ geprüft werden soll. Es ist hier nun etwas unredlich, wenn man versucht, mit Anträgen, die einseitig die Varianten Null+ bevorzugen, diese Entscheidung vorwegzunehmen. Denn das ist letztendlich Gegenstand der laufenden Planung in diesen Vorprojekten. Zudem zeigt sich nach ersten Studien für diese Vorhaben, dass bei beiden Projekten die Umfahrungsvarianten sinn- und wirkungsvoller sind. Wir brauchen also keine Auflagen zu diesen Kreditbegehren.

Die Anträge der glp, Grimm, lehnen wir allesamt ab. Punkt 1, wonach beide Varianten gleichwertig zu prüfen seien, entspricht dem Auftrag, der bereits erteilt wurde. Punkt 2 ist ungenau: Über das Aggloprogramm sprechen wir nur im Fall von Burgdorf. Punkt 3 versteht sich von selbst. Der Antragsteller hat das auch schon gesagt. Dass die Schutzinteressen bezüglich Landschaft eingehalten werden, ist ja weitgehend gesetzlich geregelt. Weiter ist bei der Zweckmässigkeitsbeurteilung im Jahr 2007 bereits eine Beurteilung der Umweltaspekte wie Luftbelastung, Lärmbelastung etc. erfolgt.

Auch den Antrag EVP, Kipfer, lehnen wir ab. Wie gesagt, entsprechen beide Projekte dem Fondszweck. Das vorgeschlagene «zerstäuben» der Fondsmittel war eigentlich nie im Sinne dieses Gesetzes. Weiter sehen wir, dass dieser Antrag gar nicht umsetzbar ist, weil der Fonds Ende März 2015 ausläuft und wir bis zu diesem Termin klar sagen müssen, was mit den verbleibenden Mitteln geschehen soll und für welche Objekte sie verpflichtet werden sollen. Den Antrag der Grünen lehnen wir ebenfalls ab. Bereits in der Zweckmässigkeitsbeurteilung im Teilprojekt Langsamverkehr wurden diese Massnahmen geprüft, ebenso wie im Bereich öffentlicher Verkehr.

Ich komme noch zum Antrag Bhend. Auch diesen lehnen wir ab. Dort sind wir wie die FiKo der Meinung, dieser entspreche nicht dem Zweck des Fonds.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist es kein einfaches Geschäft, das wir hier vorliegen haben. Wir haben den Fonds vor fünf Jahren geäufnet. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion war damals ganz klar für

diesen Fonds und hätte auch eine unbeschränkte Lebensdauer befürwortet. Gegen den Willen der SP kam es leider nicht so heraus; der Fonds wurde auf fünf Jahre beschränkt. Ebenfalls gegen unseren Willen wurde genau vor einem Jahr die Verlängerung des Fonds in diesem Rat abgelehnt. Das Tram Region Bern wurde von zwei Gemeinden leider abgelehnt. Dies sehr zum Bedauern der Stadtbernerinnen und Stadtberner. Für uns ist klar: Gelder, die nicht in den ÖV gelangen, tun weh; es sind verlorene Gelder. Gelder, die primär in den MIV gehen, sind ebenfalls verlorene Gelder und tun weh. Die Regionen Burgdorf mit Oberburg und Hasle leiden massiv unter dem Verkehrsaufkommen, ebenso die Region Langenthal. Das Gesetz über den Fonds gibt uns aber ganz genau vor, wie und bis wann diese Gelder zu verwenden sind. Die Frist ist gesetzt und läuft Ende diesen Monat ab. Wenn keine Vorprojekte mit einer Kostenschätzung vorliegen, kann heute nichts Neues mehr verpflichtet werden. Zurzeit sind – leider, muss man sagen – keine grösseren ÖV-Projekte vorhanden, die diese Zweckbestimmung erfüllen würden. Die Stadt Burgdorf hat sehr viel für den Bereich ÖV und für den Langsamverkehr getan. Trotzdem sind die Verkehrsprobleme nach wie vor nicht gelöst. Die Wohnqualität von vielen Leuten, gerade auch in Oberburg, die entlang der betroffenen Strassen wohnen, ist unerträglich und muss deshalb dringend angegangen werden.

Sehr kritisch stehen wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion dem Landverbrauch und damit dem Kulturlandverlust gegenüber. Dort setzen wir etliche Fragezeichen. Wir haben deshalb eine dringliche Motion eingereicht. Sie umfasst 8 Punkte, mit welchen solche Fragen geregelt werden sollen. Werden diese Fragen nicht so geregelt, wie wir dies in der Motion verlangen, so werden wir den Projektierungskrediten, die man uns ja noch vorlegen wird, niemals zustimmen. Die SP-JUSO-PSA ist trotz aller kritischen Punkte und aufgrund der positiven Punkte, die wir in den beiden Grossprojekten eben auch sehen, mehrheitlich für die Verwendung, wie sie hier von der BVE vorgeschlagen wird.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). An den Anträgen und der bisherigen Debatte sehen wir, dass dieses Geschäft wohl ein wenig schnell gekommen ist: Viel Zeit für umfassende Überlegungen und Interessenabwägungen hat man sich nicht genommen. Die Grünen hätten sich gewünscht, den Fonds noch verlängern zu können. Aber die Abklärungen der Rechtsfachleute des Kantons zeigten, dass dies nicht möglich ist, weil der Grosse Rat bereits vor einem Jahr eine Verlängerung abgelehnt hat. Jetzt liegen zwei Projekte für neue Strassen vor. Das Geld aus dem Fonds von gut 200 Mio. Franken war für das Tram Region Bern reserviert. Mit diesem Geld wollte man den öffentlichen Nahverkehr im dichten Siedlungsgebiet ausbauen. Nun will man Dutzende Hektaren bestes Landwirtschaftsland – notabene Fruchtfolgeflächen – in einer offenen Landschaft zubetonieren. Für die Grünen ist dies klar ein «no go». Dieses Geld muss weiterhin für den ÖV und für Velo- und Fussverkehrsprojekte verwendet werden. Es kann nicht sein, dass Strassenprojekte, die bis anhin in der Nachhaltigkeits- und in der Wirtschaftlichkeitsbeurteilung miserabel abgeschnitten haben, jetzt allein mit Kantonsgeldern gebaut werden sollen. Der Bund, das heisst Bundes- Stände- und auch Nationalrat,

haben im Jahr 2012 ihre Unterstützung verweigert, und zwar für beide Projekte, die jetzt vorliegen.

Die Grünen unterstützen klar den Antrag Imboden. Ein schnellerer Ausbau des Bahnhofs Bern, und zwar derjenigen Projekte, die auch spruchreif sind, wie beispielsweise die Publikumsanlagen oder der RBS-Bahnhof, bewirkt sozusagen eine Win-win-win-Situation für den gesamten Kanton. Wenn man nur schon die Kapazitätsausbaumöglichkeiten der S-Bahn anschaut, sieht man, dass dies schnell realisiert werden müsste. Wenn wir die Mittel so verwenden, wie im Antrag Imboden vorgeschlagen wird, ergäbe dies einen Spielraum von ca. 240 Mio. Franken in der ordentlichen Investitionsplanung für andere, auch kleinere Projekte. Von diesen könnten viele Menschen in den verschiedensten Regionen im ganzen Kanton Bern profitieren, anstatt dass jetzt einige wenige ihre Grossprojekte und ihre Grossprojektfantasien ausleben.

Ich komme zu den weiteren Anträgen. Die Grünen lehnen den Antrag Kipfer ab. Wir finden ihn eher schwierig formuliert. Wir interpretieren den Gesetzesartikel anders und haben den Eindruck, der Antrag sei so nicht umsetzbar. Dasselbe gilt für den Antrag Bhend. Dieser erscheint uns zu wenig klar zu sein. Gemäss Gesetz sollten die Projekte unserer Ansicht nach klarer definiert sein. Auch hier interpretieren wir den Artikel anders und lehnen den Antrag ab. Die Planungserklärungen von Christoph Grimm unterstützen wir ganz klar. Wir haben den Eindruck, es brauche diese Wiederholung, obwohl dies bereits erwähnt wird. Sollten der Antrag Imboden und die Planungserklärungen Grimm abgelehnt werden, werden wir die beantragte Verwendung der Restmittel aus dem Investitionsspitzenfonds ablehnen. Ich bin gespannt, wie viele Bauern hier im Rat mit Knopfdruck hektarweise bestes Kulturland opfern werden. Ich bitte Sie um Unterstützung des Antrags der Grünen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Wenn wir dem Geschäft so zustimmen, wie es uns der Regierungsrat jetzt unterjubeln will, so treffen wir damit einen Vorentscheid für zwei Grossprojekte im Strassenbau. Zwar kann man sich formal gut auf den Standpunkt stellen, dieser Entscheid sei einfach finanztechnisch. Trotzdem stellen wir damit heute zumindest psychologische Weichen. Aus Sicht der EVP gibt es mehrere Gründe, weshalb ein Ja zu der regierungsrätlichen Vorlage schlicht und einfach demokratiepolitisch falsch ist. Wir sprechen von rund 239 Mio. Franken, die im Investitionsspitzenfonds noch vorhanden seien. Aber eigentlich ist dieses Geld ja gar nicht auf einem Konto deponiert. Grossrat Kipfer hat dies bereits im Detail erläutert. Der Fonds war einfach eine buchhalterische Möglichkeit, die Schuldenbremse zu umgehen. Es ist also fahrlässig, dieses Geld jetzt einfach schnell in irgendwelche Projekte zu klotzen, nur damit es so genannt nicht verloren geht. Das war auch der Grund, weshalb wir unseren Antrag gestellt haben. Zwar wird seit Jahren über die Grossprojekte Burgdorf–Oberburg–Hasle und Aarwangen–Langenthal Nord diskutiert. Aber bis heute kennen wir eigentlich die konkrete Ausgestaltung dieser Projekte noch nicht. Wir wissen beispielsweise nicht, wie viel sie genau kosten. Vor allem wissen wir auch nicht, ob der Bund tatsächlich einen Beitrag leisten wird. Es ist reines Kaffeesatzlesen, wenn wir in dieser Hinsicht eine Prognose stellen wollen.

Wir wissen beispielsweise auch nicht, wie viel Kulturland für diese Projekte verbraucht wird. Das richte ich nun insbesondere an die Bürgerlichen: Immer wieder betont ihr, euch sei das Kulturland sehr wichtig. Bei der International School habt ihr eine riesengrosse Diskussion gestartet. Hier, bei diesen Strassenbauprojekten, scheint dies keine Rolle zu spielen. Wir müssen zuerst hier im Grossen Rat über den Inhalt dieser Projekte diskutieren können und nicht jetzt schon quasi die Katze im Sack kaufen. Die EVP-Fraktion will, dass das Geld aus dem Investitionsspitzenfonds in ausgereifte, ausdiskutierte Projekte investiert und nicht einfach ins Blaue hinaus verteilt wird. Die Projekte im Emmental und im Oberaargau sind schlicht und einfach noch nicht spruchreif, darin sind wir uns wahrscheinlich alle einig. Es ist nicht sinnvoll, jetzt Geld an Projekte zu binden, bei denen man noch nicht weiss, ob sie eine politische Mehrheit im ganzen Kanton Bern finden und überhaupt jemals umgesetzt werden können. Das gilt übrigens auch für die Anträge der Grünen und von Patric Bhend. Auch hier sind wir der Meinung, dies müsse zuvor anhand des konkreten Projekts diskutiert werden.

Das Vorgehen der Befürworter der Vorlage ist relativ durchsichtig: Die Vorlage ist ein Druckmittel, um die Projekte «ghoue oder gstoche» durchzusetzen; sozusagen koste es, was es wolle. Wenn wir dieser Vorlage heute zustimmen, können diese Projekte, wenn sie uns dann einmal konkret vorliegen, nicht mehr grundsätzlich in Frage gestellt werden. Man wird kaum mehr die Frage stellen können, ob man das Projekt überhaupt brauche und ob es nicht günstigere und nachhaltigere Lösungen für diese Verkehrsprobleme gäbe. Der Ausgangspunkt unserer heutigen Diskussion ist doch eigentlich der, dass wir die im Investitionsspitzenfonds verbleibenden Gelder jetzt nachhaltig einsetzen. Es geht doch nicht darum, im Schnellverfahren zwei umstrittene Strassenbauprojekte im Emmental und im Oberaargau, die vielleicht in 10, 15 oder 20 Jahren umgesetzt werden, bereits jetzt durchzudrücken. Deshalb wäre für uns die zweitbeste Lösung, einfach alles abzulehnen. Auf diese Weise würden die Gelder, die jetzt noch im Fonds enthalten sind, einfach der Laufenden Rechnung gutgeschrieben. Das wurde bereits gesagt. Unser Fazit: Wir finden es falsch, die Fondsgelder bereits jetzt an die beiden Projekte im Emmental und im Oberaargau zu binden. Wir werden deshalb den Antrag von Regierungsrat und FiKo grossmehrheitlich ablehnen und den unseren selbstverständlich annehmen. Wir bitten Sie, uns darin zu unterstützen. Die Anträge der Grünen und von Patric Bhend lehnen wir ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich möchte es vorausschicken: Die glp ist der Meinung, das Emmental und der Oberaargau müssten nun auch einmal etwas bekommen, damit sie ihre grossen Verkehrsprobleme lösen können. Nun folgt jedoch das grosse «Aber»: Wie Sie von Christoph Grimm gehört haben, wollen wir diesen Regionen nicht einfach eine Carte blanche geben, sondern wir wollen dies mit gewissen gesicherten Auflagen tun. Denn Sie alle wissen, was wir vor etwa zwei Jahren diskutiert haben. Zum einen wurde der Autobahnzubringer vom Bund abgelehnt. Da haben der Oberaargau und das Emmental wirklich eine kalte Dusche bekommen. Und zum andern sprechen wir dort von Ausgaben im Bereich von einer halben Milliarde

Franken. Dort möchten wir klar einen Riegel schieben. Wir möchten eine nachhaltige und finanzierbare Lösung, und Christoph Grimm hat versucht, Ihnen mit seinen Anträgen eine solche zu präsentieren. Das Geld reicht ganz klar nicht für den Autobahnzubringer. Das möchte ich hier einmal ganz klar gesagt haben. Da muss man auch finanzpolitisch «der Mähre zum Oug luege». (An die Reihen der Bürgerlichen Ratsmitglieder gerichtet:) Und das tun Sie ja sonst auch ganz gerne, wenn es um andere Projekte geht. «Lueget dere Mähre zum Oug!»; wir können es uns nicht leisten, im Oberaargau und im Emmental die Superlösung zu realisieren. Doch nun komme ich zum «Aber»: Wir haben ganz klar Lösungen. Es sind kleinere Lösungen; halt kein Rolls-Royce, sondern nur ein normaler PW. Mit diesen Lösungen wird man die – wie ich betone: hausgemachten – Probleme lösen können. Mit den 200 Mio. Franken können wir all diese Probleme in Burgdorf, Hasle, Oberaargau – you name it – lösen.

Ich komme noch kurz zu den anderen Anträgen. Zunächst zu den Giesskannenanträgen von Patric Bhend und von der EVP. Diese sind einerseits etwas vage. Es ist einfach die Rede von Bildung. Wir unterstützen die Bildung jederzeit, wenn konkrete Projekte vorliegen. Auf der anderen Seite will der Antrag der EVP die Probleme einfach in die Zukunft schieben. In den nächsten fünf Jahren gäbe es keine Schuldenbremse für die Investitionen, aber was danach folgt, wissen wir alle nicht. Diese Anträge lehnen wir also ab. Der Antrag der Grünen ist uns natürlich sympathisch, denn auch sie möchten einerseits die hausgemachten Probleme in den Regionen lösen helfen. Andererseits sagt man auch, dass man den ÖV ebenfalls unterstützen muss. Der Bahnhof Bern ist nur teilweise finanziert von FABI, nämlich nur dort, wo die SBB betroffen ist. Den BLS-Anteil müssen wir übernehmen. Den Antrag der Grünen unterstützen wir also auch. Ich möchte noch sagen, dass wir uns, wenn alle Anträge abgelehnt würden, nicht für die Idee der Regierung erwärmen könnten, die dieses Geld einfach blind in den Oberaargau und das Emmental schicken will. Dann würden wir diesen Antrag ablehnen.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC). Die SVP-Fraktion wird den Antrag der Regierung einstimmig unterstützen. Wir haben hier eine Diskussion, die wir vor noch nicht allzu langer Zeit schon einmal geführt haben, nämlich vor genau fünf Jahren. Damals haben wir diesen Fonds für Investitionsspitzen geschaffen. Meine Fraktion hat damals vehement dagegen gekämpft, und zwar genau wegen dessen, was nun auch wieder geschieht: Wir führen hier eine Diskussion, die sich nicht um das Thema dreht. Das Thema ist hier die Verpflichtung der Restmittel aus dem Investitionsspitzenfonds, es sind nicht die Projektierungs- und Ausführungskredite, geschätzte Kolleginnen und Kollegen. Denn erst dann, wenn wir über diese befinden werden, können Sie über das alles diskutieren und darüber, was hier richtig und was falsch ist. Wir haben einen Vorprojektkredit gesprochen, auch um dem Bund ein Zeichen geben können, wie wichtig die beiden Zubringer für den Kanton Bern sind. Wir haben nämlich zwei Landesteile, die wir damit erschliessen und deren Verkehrsprobleme wir damit lösen wollen. Damals sagte man auch, man wolle, wie es der Antrag der Grünen verlangt, beide Varianten abklären; die Variante Null+ und die Variante mit der Umfahrung. Das

wird gemacht, geschätzte Kolleginnen und Kollegen. Das müssen wir nicht ein weiteres Mal fordern.

Zum Antrag EVP von Hans Kipfer. Er hat vor noch nicht allzu langer Zeit, nämlich im vergangenen November hier im Rat gesagt, wir könnten die Nettoinvestitionen ruhig von 500 auf 440 Mio. Franken herunterfahren. Die 60 Mio. Franken für die Hochschule und den öffentlichen Verkehr seien ja in der Laufenden Rechnung mitfinanziert. Heute hat er gesagt, wir müssten die Restmittel für die nächsten fünf Jahre verpflichten, damit wir die Nettoinvestitionen verstetigen und erhöhen können. Hans, ich habe das Gefühl, das sei ein leichter Widerspruch gegenüber dem, was wir im November diskutiert haben.

Die SVP-Fraktion ist sehr froh, dass die Regierung diesen Antrag gestellt hat, war dies doch der einzige Antrag, den die SVP mittragen konnte. Ich habe es eingangs gesagt: Wir haben dagegen gekämpft, dass der Fonds geschaffen wird. Jedes Mal, wenn man ihn wieder mit Geldern aus der Laufenden Rechnung, respektive mit den guten Abschlüssen alimentiert hat, sagten wir, das sei nicht richtig, wir bräuchten diese Gelder nicht. Es hat sich denn auch gezeigt, dass seit Bestehen des Fonds – mit den Verpflichtungen, die wir jedes Jahr wieder hier im Grossen Rat beschliessen mussten – die Fondsentnahmen nie in der Höhe lagen, wie sie die Regierung beantragt hatte. Das Investitionsvolumen, das der Kanton Bern im Moment hat, reicht also aus, um die Investitionen zu tätigen. Das zeigt sich auch darin, dass wir im Voranschlag für die Investitionsplanung von 30 Prozent Planungsüberhang auf 9 Prozent heruntergekommen sind. Und ich bin fast sicher, wir werden im Voranschlagsprozess 2016 Ende dieses Jahres sehen, dass die Investitionen noch weniger Überhang haben werden. Ich bitte Sie im Namen der SVP-Fraktion, dem Antrag der Regierung zuzustimmen, alle anderen Anträge abzulehnen und somit dem Oberaargau und dem Emmental zu zeigen, dass sie uns etwas wert sind.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Die EDU-Fraktion sagt Ja zur Verpflichtung der Restmittel des Investitionsspitzenfonds, wie sie uns die Regierung vorschlägt. Es ist höchste Zeit, dass die Verkehrssituation im Emmental und im Oberaargau verbessert wird. Dabei ist festzuhalten, dass es nicht um eine Schnellstrasse geht, wie wir seitens der Grünen gehört haben, Natalie Imboden. Die Anträge der EVP, Kipfer, der Grünen, Imboden, und von Herrn Bhend, SP, lehnen wir ab. Wir wollen keine zusätzliche Aufteilung der Restmittel aus dem Investitionsspitzenfonds. Auch die drei Abänderungsanträge der glp, Grimm, lehnen wir ab.

La présidente. Nous allons passer aux intervenants à titre personnel, mais avant cela, j'aimerais juste faire une toute petite annonce. M. Bhend m'a annoncé que demain soir à 19h15, les footballeurs du Grand Conseil vont jouer contre les footballeurs de l'équipe du National. M. Bhend a ajouté qu'en fait, ils avaient un problème parce que notre équipe, donc l'équipe du Grand Conseil est habituée à s'entraîner sur un gazon naturel, et non artificiel. *(Hilarité)* Je souhaite déjà aujourd'hui bonne chance pour demain à tous les footballeurs qui sont dans cette équipe et revenez après-demain sans blessure, merci. Nous passons aux intervenants à titre personnel. M. Costa du PLR, c'est à vous.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). Ich möchte zunächst meine Interessenbindung offenlegen. Ich bin beruflich Geschäftsführer der Region Oberaargau und in dieser Funktion auch Mitglied sowohl des operativen Projektteams wie auch des politischen Informationsgruppe. Ich kenne das Projekt daher relativ gut und kann Ihnen wirklich versichern, dass das Tiefbauamt beide Varianten, Null+ wie auch Umfahrung, genau gleich ausarbeitet und prüft, bis hinunter zur einzelnen Weiche des «Bipperlisis». Es geht aber nicht nur um die beiden Module Null+ oder Umfahrung, sondern noch um ein drittes Modul, über das wir heute noch kaum gesprochen haben. Dabei handelt es sich um die unabhängigen Sanierungsmassnahmen, die man in den beiden Regionen ohnehin an die Hand nehmen muss. Das betrifft mehrere Kreisel, mehrere Lichtsignalanlagen, Doppelspurvorhaben und Busbevorzugungen. Diese werden so oder so gemacht. Und wie sie dieser Aufzählung entnehmen können, geht es dabei nicht «nur» um Strassen- oder MIV-Projekte. Ein rechter Anteil davon geht in die so genannte allgemeine Mobilität, also in Langsamverkehr, ÖV und MIV gemeinsam. Noch eine Bemerkung an Christoph Grimm und die Zahlen bezüglich Gotthard: Gut hinsehen und hinhören; man hat vom durchschnittlichen Tagesverkehr gesprochen, nicht von den Spizentagen, und dieser ist mit 18 000 bis 19 000 Fahrzeugen in beiden Regionen mit dem Gotthard vergleichbar, nur dass wir zudem teilweise auch noch Schülerinnen und Schüler, die Velos und das «Bipperlisi» auf der Strasse haben. Vielleicht noch ein politisches Signal an den Bund: Wenn Sie die Mittel für diese Projekte reservieren, so wird dies in Bundesbern auf jeden Fall wahrgenommen, sei es für das Aggloprogramm oder hinsichtlich der flankierenden Massnahmen beim Ausbau der A1 auf sechs Spuren. Ich bitte Sie, dies so durchzuwinken, wie es die FiKo und die Regierung vorgeschlagen haben.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Diese Diskussion zeigt exemplarisch auf, wie solche Diskussionen um neue Verkehrsprojekte in den letzten Jahren geführt wurden. Es gibt nämlich Leute, die das Gefühl haben, durch den Verzicht auf Neubauten und Verkehrssanierungen nehme automatisch der Verkehr ab, und wir alle hier im Rat plus die gesamte Bevölkerung würden dann auf ihr Mobilitätsbedürfnis verzichten. Kolleginnen und Kollegen, ich glaube, mit dieser Ideologie kommen wir nicht in die Zukunft. Mit dieser Ideologie bringen wir auch den Kanton Bern nicht in eine rosige Zukunft. Das Mobilitätsbedürfnis von uns allen, aber auch von Wirtschaft und Gewerbe ist vorhanden, und es wird sich zukünftig noch weiter steigern. Es ist einfach die Frage, wie wir als Politikerinnen und Politiker dieses Parlaments mit diesem Mobilitätsbedürfnis umgehen. Ich glaube, den Kopf in den Sand zu stecken und zu sagen, man wolle nichts und schon gar nichts Neues, denn dann werde sich auch das Mobilitätsbedürfnis einschränken, ist der falsche Weg. Es ist der Auftrag der Politik und auch des kantonalen Parlaments, für unsere Bevölkerung, aber auch für unsere Wirtschaft und unser Gewerbe optimale Rahmenbedingungen und Infrastrukturen zur Verfügung zu stellen. Dazu gehören auch die Verkehrssanierungen im Emmental und im Oberaargau. Die heute bestehende Situation ist nicht haltbar, auch nicht im Emmental. Und sie ist vor allem auch nicht haltbar für den ÖV. Die Busse in Burgdorf

können ihren Fahrplan nicht mehr einhalten, weil sie dauernd im Stau feststecken. Die Stadt Burgdorf und die Region haben sehr wohl ihre Hausaufgaben gemacht, beim Langsam-, beim nichtmotorisierten Verkehr und ebenso beim ÖV. Aber wir kommen schlichtweg nicht mehr weiter, wenn wir nicht irgendwann eine Verkehrssanierung in dieser Region angehen. Es geht heute einzig und allein um die Verpflichtung der Gelder aus dem Investitionsspitzenfond. Es geht nicht um ein Projekt und um Kulturlandverschleiss oder was auch immer. Solche Detailfragen müssen wir gemeinsam klären, sobald diese Projekte auf dem Tisch liegen. Jetzt geht es einzig und allein um diese Gelder. Und wenn der Kanton hier seine Aufgabe und seine Rolle wahrnehmen soll, so bitte ich Sie, dem Antrag von Regierungsrat und Kommission zuzustimmen und alle anderen Anträge abzulehnen.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Es gibt bei diesem Geschäft eine finanztechnische Optik und es gibt natürlich auch eine inhaltliche, eine mobilitäts- und umweltpolitische Implikation bei der Verpflichtung dieser Restmittel. In der Diskussion hört man immer wieder das Argument, es handle sich nur um eine buchhalterische Geschichte oder auch das Argument, es sei jetzt nicht an der Zeit, die Grundsatzdiskussion zu führen. Liebe Ratskolleginnen und -kollegen, es geht darum, die Finanzierbarkeit der beiden Grossprojekte Zubringer Emmental und Oberaargau bestmöglich zu sichern. So steht es in der Vorlage.

Ich habe das Geschäft heute Morgen in der Fraktionssitzung spontan mit folgendem Vorgehen verglichen: Stellen wir uns vor, wir würden den Kanton beauftragen, bei einer Bank eine Hypothek für ein Hochhausprojekt zu organisieren. Wenn ich aber der Meinung wäre, am geplanten Standort möchte ich nie und nimmer ein Hochhaus gebaut sehen oder höchstens ein Gebäude mit ein paar wenigen Stockwerken, dass sich in die Landschaft einpasst, dann enthielte meine Zustimmung doch auch eine finanzpolitische Aussage oder ein grundsätzliches Commitment zum Bau des Hochhauses. Darum geht es doch im Kern dieser Vorlage: Die bereitgestellten Finanzmittel enthalten die potenzielle Option, Umfahrungstrassen zu bauen.

Ich habe etwas Mühe mit diesen Relativierungen ins Finanztechnische und auch mit dem Aufbereiten in salami-taktische Portionen. Das weckt in mir grundsätzliche Zweifel. Warum spielt die Regierung nicht mit offenen Karten? Warum verknüpft die Regierung die Vorlage nicht mit transparenten Informationen über den aktuellen Planungsstand? Ich bin überzeugt, die Regierung weiss bereits heute, wohin respektive durch welche Landschaften die Reise führen wird. Und ich frage mich, warum der Zeitplan nicht so aufgestellt wurde, dass man zu diesem Geschäft auch gleich die favorisierte Projektvariante vorstellen konnte. Denn die Deadline für den Investitionsspitzenfonds kannte man schon lange.

Bestimmt kann man auch positive Aspekte in diesem Vorgehen sehen: Die Regierung sendet ein Signal in die betroffenen Regionen. Die Regionen mit ihren Verkehrsproblemen werden ernst genommen und kommen nun weit oben auf die Traktandenliste. Die entscheidende Frage ist jedoch, welche Behandlungsmethode mit diesem Geld angewendet werden wird. Zu befürchten ist für mich einfach, dass sich

die hohen Multiplikatoreffekte, wie sie in der Vorlage erwähnt sind, leider auch auf den Verkehr beziehen werden. Denn es gilt immer noch der Zusammenhang: Wer Strassen sät, wird Verkehr ernten.

Ich kann dem Geschäft aber einzig zusammen mit den drei Änderungsanträgen von Christoph Grimm und aus regionalpolitischen Überlegungen grundsätzlich gleichwohl zustimmen. Wer aber bei diesem Geschäft nach all den gehörten Voten noch an eine umweltpolitische Sicherung denkt – gerade, was die Umfahrungsstrassen betrifft –, der ist bei dieser Regierung vielleicht nicht gut bedient. Denn man muss ganz klar sehen, dass die rot-grüne Regierung, wenn man die ASP-Übung bedenkt, nach wie vor auch sehr nahe an einer bürgerlichen Regierung politisiert.

La présidente. Je vous rappelle qu'en tant qu'intervenant à titre personnel, vous avez trois minutes. J'ai encore trois interventions, j'aimerais clore cette liste, et après, nous entendrons Mme la directrice des travaux publics. Allez-y M. Seiler, c'est à vous.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Ein österreichischer Strassenbauprofessor verlangt von seinen Studenten mindestens die Intelligenz einer WC-Spülung: Dort wird nämlich nicht einfach das Loch vergrössert, nur weil mehr kommen will. Hier will man ein grösseres Loch in die Emmentaler Landschaft baggern, weil mehr Strassenverkehr kommen will. Wir haben genug grosse Löcher, genug Verkehr, genug Erdölverbrauch, mit dem wir Kriege finanzieren, genug Erderwärmung, die Hochwasser begünstigt, und genug Kulturlandvernichtung. Die Löcher für den motorisierten Verkehr verursachen dem Kanton und Privaten nicht gedeckte direkte und indirekte Kosten von jährlich über einer Milliarde Franken. Ich weiss, mit diesen Äusserungen falle ich beim «Wirtschaftsspiili Häasli u Brändli» böse zurück, und auch, weil ich hier nicht für fünf Minuten Zeitgewinn über 400 Millionen Franken Verlust mitbestimmen will. Es gibt zwei der innovativsten Wirtschaftsbetriebe im Emmental, in Trubschachen. Sie haben den weitesten Weg zur Autobahn. Sehen Sie es, und merken Sie etwas? Je grösser der Abstand zur Autobahn, desto mehr nimmt der Kreativitätsreichtum zu. Sollte das Wunder hier geschehen, dass statt der Autos die Kreativität vermehrt wird, so hätte ich noch ein kleines Trostpreislein bei mir im Gepäck: die Emmentaler Lebensqualität.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich bin bekennende Velofahrerin, das möchte ich einmal vorausschicken. Ich bin die «Stadtpräsidentin mit dem Velo»; so nennt man mich sogar, wenn ich unterwegs bin. «Da kommt sie wieder, die mit dem Velo», so heisst es jeweils. Ich bin also das Gegenteil eines Autofreaks. Trotzdem bitte ich Sie jetzt dringend, dieser Investitionsverwendung zuzustimmen und dieses Thema pragmatisch und vor allem nicht ideologisch abzuhandeln. Lieber Christoph – und wer sonst noch etwas zu diesem Thema gesagt hat –, unsere Agglomeration hat ihre Hausaufgaben gemacht. Wir haben den ÖV ausgebaut. Wir haben in fast alle Richtungen den Viertelstunden-Takt eingeführt. Wir haben Velomassnahmen realisiert und gemeinsam mit anderen Gemeinden Velobrücken über die Emme gebaut. Und wir werden nun auch noch einen Busbahnhof

in Burgdorf bauen. Wir haben hier also wirklich viel investiert, und zwar, verglichen mit allen Agglomerationen des Kantons Bern, prozentual am meisten. Das muss man einmal sehen. Das zeigt auch Wirkung, und das finde ich gut. Der Anteil von Menschen, die mit ÖV und Velos unterwegs sind, ist bei uns höher als in anderen Agglomerationen. Das ist super, das freut uns und darauf sind wir auch stolz. Aber jetzt braucht es einfach auch noch eine Bereinigung auf der Strasse. Man kann nicht alles mit dem E-Bike lösen. 19 000 Autos und Lastwagen fahren mitten durch unsere Stadt, vorbei an Schulen, Sportanlagen und am Spital. Nicht nur die Autos, sondern, wie wir gehört haben, auch der ÖV bleibt stecken, und es stinkt. Da braucht es Lösungen. Das müssen wir nicht zuletzt deshalb schaffen, Michel Seiler – das muss ich dir einfach sagen –, damit wir die Entwicklung an dieser Achse ermöglichen können. In den kantonalen Richtplänen, den RGSK, wurden Siedlungs- und Arbeitsgebiete ausgeschieden. Diese wollen wir realisieren, und zwar nicht nur in Burgdorf, sondern eben auch talaufwärts. Und es stimmt nicht, Michel, dass sich in letzter Zeit ein Gewerbe entwickeln konnte. In den letzten 30 Jahren hat sich keine grosse Firma mehr im Emmental angesiedelt, und das ist einer der Gründe dafür.

Wenn wir das Emmental entwickeln können, so ist das im Interesse des gesamten Kantons. Deshalb sind wir froh, wenn diese Gelder jetzt einmal reserviert werden, wie auch immer die Lösung dann am Ende aussehen wird. Dies, liebe Natalie Imboden, damit es mit dem Emmental vorwärts in die Zukunft geht. Im Übrigen ist es auch ein ganz wichtiges Zeichen gegenüber dem Bund, wenn Sie uns jetzt hier unterstützen. Wenn wir im nächsten Aggloprogramm des Bundes einen Beitrag für die Verkehrssanierung verlangen – und das sollen wir tun, Frau Bundesrätin Leuthard hat uns das persönlich empfohlen –, dann stärken wir unsere Position mit diesem reservierten Beitrag enorm. Wenn das Geld bereits reserviert ist, sagt dies nämlich aus, dass eine rot-grüne Regierung und hoffentlich auch das Parlament dringenden Handlungsbedarf feststellen, sowohl im Oberaargau wie auch im Emmental. Und das ist ein Trumpf, der dann auch sticht.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Auch ich lege meine Interessenbindung dar. Ich bin Stadtpräsident von Langenthal und gehöre ebenfalls derselben Vorbereitungsgruppe an wie Stefan Costa. Ich habe der Diskussion interessiert zugehört. Am Schluss habe ich mir eine Frage gestellt: Was wäre eigentlich passiert, wenn das Tram Region Bern nicht abgelehnt worden wäre? Wir würden heute gar nicht diskutieren. Die Verwaltung würde die Vorprojektierung, die der Grosse Rat in Auftrag gegeben hat, fertigstellen. Diese befindet sich übrigens auf Kurs. Ich kann Ihnen sagen, dass für Ende dieses Jahres ein Mitwirkungsverfahren geplant ist. Und wenn es dann um die Projektierungskredite gehen wird, wird der Grosse Rat entscheiden können, in welche Richtung es weitergehen soll. Auch Langenthal hat die Hausaufgaben gemacht, meine Damen und Herren. Wir haben beispielsweise ein erfolgreiches Agglomerationsprogramm aufgelegt, kombiniert mit einem Entwicklungsschwerpunkt (ESP), das sich fast ausschliesslich auf den ÖV bezieht, nämlich die Attraktivierung und den Ausbau des Hauptbahnhofs in Langenthal. Die Umfahrung oder Verkehrssa-

nierung in Aarwangen konnten wir nicht in unser Agglomerationsprogramm einbeziehen, weil Langenthal im Bundes-Agglomerationsbegriff eine isolierte Stadt ist und man nur Investitionen einbeziehen kann, die auch auf dem Territorium von Langenthal liegen. Das Tram Region Bern wurde nun eben abgelehnt. Soviel auch zu den buchhalterischen Überlegungen der EVP. Manchmal hat man irgendwo Geld. Es ist zwar gar nicht da, nur buchhalterisch, aber eigentlich will man es ja dann gleichwohl zuweisen. Wenn das Tram Region Bern nicht abgelehnt worden wäre, hätte man es nämlich zugewiesen, und hier würde gar nicht darüber diskutiert. In diesem Sinne danke ich dem Grossen Rat im Namen der Bevölkerung von Burgdorf, des Emmentals, aber auch des Oberaargaus, von Langenthal und insbesondere von Aarwangen, wenn wir diesen Regionen nun diese Chance geben. Dies im Sinne des Sprechers der SVP, Jürg Iseli, damit wir auch einmal an Projekte denken, die draussen in den Regionen vorangetrieben werden können.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Auch ich lege meine Interessenbindung offen: Ich bin seit zwölf Jahren Verkehrsdirktorin dieses Kantons und versuche dort, wo es Verkehrsprobleme gibt, nach Lösungen zu suchen. Die Regionen um Burgdorf und Aarwangen haben seit Jahren – ja, seit Jahrzehnten – ein massives Verkehrsproblem, das unbestrittenermassen immer schlimmer wird. Die Menschen an der Strecke und in dieser Region leiden darunter und erwarten vom Kanton Lösungen. Dessen sind wir uns bewusst, deshalb arbeitet der zuständige Obergeringenieurkreis IV mit Hochdruck an den beiden Vorprojekten. Wie Sie aber auch wissen, geht es hier um zwei Grossprojekte, die sehr viel kosten werden. Wir rechnen, grob geschätzt, mit Gesamtkosten von 300 bis 500 Mio. Franken. Es ist deshalb sehr wichtig, dass wir die Finanzierung rechtzeitig sichern können, und dafür bietet sich eine einmalige Chance mit den Restmitteln, die jetzt noch im Investitionsspitzenfonds sind. Ich betone nochmals: Diese Chance haben wir genau jetzt, und später nicht mehr, denn am 1. April läuft der Fonds aus, und dann werden wir nicht mehr darüber bestimmen können, was mit diesen Restmitteln geschehen soll. Nachdem wir nun wissen, dass für das Jahr 2014 keine Fondsentnahmen nötig waren, steht fest, dass die Restmittel im Fonds mindestens 239,7 Mio. Franken betragen. Dazu kommen noch Beträge, die wir von den bereits verpflichteten Mitteln in der Höhe von 42,8 Mio. Franken eventuell nicht benötigen werden.

Ich weiss, dass einige unter Ihnen Mühe damit haben, dass wir diese Mittel ausschliesslich für Strassenprojekte reservieren wollen. Das kann ich verstehen. Sie kennen mich und wissen, dass mein Herz für den ÖV schlägt, für den ich mich ja auch sehr engagiere – in der Vergangenheit ebenso wie in der Zukunft. Ich bitte Sie aber, Folgendes zu bedenken: Die Verkehrssituation rund um Burgdorf und bei Aarwangen ist seit langem ganz schwierig und belastet die Betroffenen sehr. In Aarwangen ist der Durchgangsverkehr riesengross und hat einen ausserordentlichen, für diesen Kanton sehr, sehr hohen Anteil an Lastwagen. Das ist nicht nur von den Lärm- und Abgasemissionen her unzumutbar, sondern auch sehr gefährlich für den Langsamverkehr und insbesondere für die Schulkinder. Zudem müssen Sie sich dessen be-

wusst sein, dass sich im Raum um Burgdorf, Oberburg und Hasle der gesamte Verkehr von und nach dem Emmental tagtäglich zwischen den Häuserzeilen hindurchquetscht – man kann es wirklich nicht anders nennen. Ich kenne die Situation dort sehr gut und weiss, dass es besonders in Oberburg ganz schlimm ist. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, wir müssen diese Verkehrsprobleme dringend lösen und zwar nachhaltig. Alles andere wäre gegenüber den vielen Betroffenen unsolidarisch und verantwortungslos.

Zweitens: Wenn wir nun die Restgelder aus dem Fonds für diese beiden Strassenprojekte reservieren, dann sichern wir damit nicht nur die Finanzierung, sondern wir schaffen auch genügend Kapazitäten für die «normale» Finanzierung anderer wichtiger Projekte; beispielsweise im Bildungsbereich. Wir stellen also keine einseitige Weiche für unsere Investitionsplanung, sondern das genaue Gegenteil ist der Fall: Gerade weil wir die Fondsgelder für die beiden Grossprojekte reservieren, werden wir später auch für andere wichtige Investitionen genügend Mittel haben. Eng wird es hingegen, wenn wir dies nicht tun.

Drittens müssen Sie nicht befürchten, dass dies nun zwei Strassenprojekte wie jene aus den 70er-Jahren werden. Ich habe den Begriff «Schnellstrasse» gehört. Kein Mensch plant an einer Schnellstrasse! Heute sind die Ansätze für eine Verkehrsplanung ganz anders geartet. Dabei ist selbstverständlich, dass wir auch Massnahmen für den ÖV und den Langsamverkehr einplanen und den Kulturlandverbrauch auf das absolute Minimum reduzieren. Das werden klug austarierte Projekte nach modernster Machart, bei denen wir die gesamte Klaviatur der heute möglichen, rücksichtsvollen Strassen- und Massnahmenplanung spielen lassen werden.

Ich komme zu den Anträgen. Die EVP möchte sich bei der Verwendung der restlichen Fondsmittel nicht festlegen und sie möglichst gleichwertig auf die Nettoinvestitionen der Jahre 2016 bis 2020 verteilen. Nun ist es aber so, liebe Grossrätinnen und Grossräte, dass wir genau für die Jahre 2016 bis 2020 nicht zwingend auf diese Fondsmittel angewiesen sind. Denn nachdem die Ausgaben für das Tram Region Bern wegfallen, werden auch in der normalen Investitionsplanung genügend Mittel für andere Projekte frei. Es würde uns also Investitionstechnisch gar nichts bringen, wenn Sie diesen Antrag unterstützten. Im Übrigen geht es beim Investitionsspitzenfonds eben gerade nicht um eine möglichst breite Verteilung der Mittel, sondern um die finanzielle Sicherung einzelner ausgewählter Grossprojekte. Daran hat uns die FiKo zu Recht immer wieder erinnert, wenn sie den Eindruck hatte, die Fondsmitteln würden auf viel zu viele oder zu kleine Projekte verteilt. Der Antrag der EVP entspräche also nicht dem gesetzlich vorgesehenen Zweck des Fonds. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag abzulehnen.

Ich komme zum Antrag der Grünen. Sie beantragen, dass wir die Restmittel ausschliesslich für bestimmte Projekte des ÖV und des Langsamverkehrs einsetzen. Auch bei diesem Antrag muss ich Sie bitten, die Realität nicht aus den Augen zu verlieren. Die Finanzierung für den Bahnhof Bern ist nach heutigem Erkenntnisstand gesichert, und auch für ÖV- und Langsamverkehrsmassnahmen bei den Verkehrssanierungen Burgdorf und Aarwangen benötigen wir keine zusätzlichen finanziellen Absicherungen. Wir brauchen diese

jedoch dringend für die strassenbaulichen Massnahmen bei Aarwangen und Burgdorf. Denn wir müssen nicht zuletzt auch dem Bund gegenüber ein klares Zeichen setzen, dass der Kanton alles tut, um die Verkehrssanierungen zu ermöglichen. Zudem es ist halt einfach so, dass wir beides brauchen: Schiene und Strasse. Wir kommen nicht weiter, wenn wir immer das Eine gegen das Andere ausspielen. Daher bitte ich Sie, auch diesen Antrag abzulehnen und die Fondsmittel für das zu reservieren, was wir wirklich brauchen.

Zum Antrag bzw. der Planungserklärung der glp von Herrn Grimm. Ziffer 1 und 3 sind für uns selbstverständlich. Was in Ziffer 1 verlangt wird, werden wir so machen, das haben wir auch immer schon so kommuniziert. Ziffer 3 enthält gesetzliche Bestimmungen, und selbstverständlich halten wir uns an die Gesetze; das habe ich vorhin ausgeführt. Bei Ziffer 2 ist mir nicht klar, was genau gefordert wird. Ich weiss nicht, was für eine Vernehmlassung dort durchgeführt werden soll. Aus dieser Sicht kann ich dazu nicht viel sagen; ich würde Sie im Zweifelsfall wohl eher ablehnen. Zum Antrag Bhend muss ich sagen, dass wir für die nächsten Jahre keine bildungsmässigen Grossprojekte in Aussicht haben, die konkret genug wären, um diese Gelder dafür zu reservieren.

Lassen Sie mich zum Schluss kommen. Es freut mich sehr, dass ich heute auch viele positive Voten gehört habe, und dass auch die FiKo unseren Antrag unterstützt. Ich möchte daher nicht länger werden und bitte Sie, alle Anträge und die Planungserklärung Ziffer Zwei der glp abzulehnen und der beantragten Verwendung der restlichen Fondsmittel zuzustimmen.

La présidente. M. Pfister, rapporteur de la commission ne veut plus la parole, nous passons donc aux auteurs des propositions. Tout d'abord, M. Kipfer, puis Mme Imboden si elle le veut, M. Bhend et M. Grimm. Vous avez trois minutes.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Eine kleine Replik auf das, was gesagt wurde. Ich möchte nochmals darauf hinweisen, dass ich unseren Antrag wirklich finanztechnisch begründet habe, nicht regionalpolitisch und nicht verkehrspolitisch. Ich denke, das macht einen wesentlichen Unterschied aus zu all dem, was hier nun diskutiert wurde. Im Weiteren bin ich doch sehr erstaunt, dass wir hören konnten, wir hätten für die nächsten fünf Jahre schlichtweg keine Probleme mehr bei der Investitionsrechnung. Das wage ich nicht zu glauben. Wir haben keine Bugwelle mehr und wir haben alle Investitionen für die nächsten fünf Jahre gelöst, egal welcher Art. Das wäre schön. Ich kann mich noch an die Diskussion erinnern – und Grossrat Iseli hat mich da zitiert –, wie sehr sich die Baudirektorin dagegen wehrte, als es darum ging, den Investitionsplafond von 500 auf 440 Mio. Franken zu kürzen. Klar gab es inzwischen gewisse Veränderungen. Aber es ist weiterhin so: Wenn wir die Planjahre anschauen, sind die bevorstehenden Investitionen eben nicht finanziert. Wir haben einen negativen Finanzierungssaldo in Anbetracht dessen, was in den nächsten fünf Jahren bekanntlich auf uns zukommen wird. Genau das ist der Grund, weshalb wir den Fokus auf die nächsten fünf Jahre legen. Ich nenne Ihnen noch drei Gründe, weshalb Sie diesem Antrag wirklich zustimmen dürfen: Damit bewirken Sie

eben Stabilität für die nächsten fünf Jahre, eine Investitionssicherheit. Sie haben die Freiheit, über Projekte ohne Präjudiz zu entscheiden, und Sie haben kein voreiliges Versprechen für eine Neuverschuldung abgegeben, die dann irgendwann ab 2025 wirksam wird. In diesem Sinne bitte ich Sie doch, unserem Antrag zuzustimmen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ganz kurz: Ich bin schon erstaunt über die Ausführungen von Frau Regierungsrätin Egger, die sagt, für die Massnahmen Langsamverkehr und für den öffentlichen Verkehr in der betroffenen Regionen Ob- und Nidwalden habe es genug Geld. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn es da anscheinend nicht am Geld zu hapern scheint, dann frage ich mich schon, weshalb es nicht vorwärtsgeht und man nicht diese Massnahmen ergreift und tatsächlich das macht, was die Leute brauchen; nämlich nachhaltige Verkehrspolitik. Wir haben es vorhin gehört von Frau Regierungsrätin Egger: Sie hat gegen Ende ihres Votums gesagt, es gehe darum, allein für strassenbauliche Massnahmen ein Signal nach Bundesbern zu schicken. Genau das ist es, was die Grünen nicht wollen. Noch ein letzter Punkt. Wir haben im letzten November hier im Rat den Aufgaben- und Finanzplan 2016–2018 diskutiert und verabschiedet. Dort ist auf Seite 152 klar enthalten, dass der Kanton 200 Mio. Franken für das Projekt «Zukunft Bahnhof Bern», für den Tiefbahnhof und die Publikumsanlagen, zur Verfügung stellen muss. Davon sind in der Periode 2016–2018 30 Mio. Franken eingestellt, aber zu den restlichen 170 Mio. Franken gibt es meiner Meinung nach keine Ausgabenbeschlüsse. Dieses Geld muss noch aufgebracht werden, deshalb ist es eigentlich nur folgerichtig, den Antrag der Grünen zu unterstützen. Denn er sagt klar, dass hier die Prioritäten gelegt werden sollen und nicht allein beim Ausbau der Strassenkapazitäten.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). «Bildung statt Beton» – diesem Prinzip bleibe ich hier gerne treu. Wenn es dann dafür auch ein wenig Beton braucht, bin ich der Letzte, der dazu Nein sagt, sofern es vernünftig ist. Deshalb möchte ich hier eine Alternative bieten und diese aufrechterhalten. In diesem Sinn bitte ich Sie, meinen Antrag zu unterstützen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Ich möchte Stefan Costa nochmals klar seine Zahlen nennen. In dem Brief, den Sie uns – oder eben mir nicht – geschickt haben, steht: «... mit gegen 20 000 Fahrzeugen sind sie im Durchschnitt etwa gleich stark befahren wie der Gotthardtunnel.» Und mit «sie» sind die Verkehrsströme im Emmental und Ob- und Nidwalden gemeint. Das stimmt einfach nicht! Wir haben einen Durchschnitt am Gotthard von 20 000. Das würde ja heissen, dass im Emmental alle drei bis vier Sekunden Tag und Nacht, 24 Stunden, 7 Tage in der Woche und 365 Tage im Jahr ein Auto durchfährt. Das stimmt nicht. Es gibt manchmal auch die absolute Ruhe. Ich wohne in der Nähe und habe auch lange an dieser Strasse gewohnt. Ich weiss also ein wenig, wovon ich spreche. Das ist das eine. Dann an Frau Baudirektorin: Ich habe das sehr wohl gehört, vielen Dank. Die Versprechen sind wirklich vorhanden. Wir haben hier über Punkt 1 ja schon befunden. Daher bin ich im Namen der die glp auch bereit, diesen Punkt zurückzuziehen.

Diesen müssen wir nicht nochmals festnageln. Die Punkte 2 und 3 wollen wir aufrechterhalten. Noch zur Klärung: Es geht dabei um die Mitwirkung, nicht um die Vernehmlassung. Das ist ein Fehler. Es ist völlig klar, es geht um die Mitwirkung, und dort müssen wir wissen, was geschieht, wenn der Bund allenfalls Nein sagt. Das halten wir also aufrecht. Wir von der glp möchten hier keinen Blankocheck erteilen, auch wenn die meisten von uns Ja zum Geschäft sagen werden. Einzelne werden sich auch enthalten. Wir wollen, dass etwas geschieht. Wir wissen, dass eine gewisse Problematik besteht in diesen Regionen. Aber diejenigen von uns, die jetzt ja sagen, befürworten damit keine Umfahrung. Wenn es dann nämlich darum gehen wird, zu entscheiden, ob ein Autobahnzubringer oder eben nur eine Sanierung – also Null+ – realisiert werden soll, dann werden wir uns klar gegen einen Autobahnzubringer stemmen. Aber dafür werden wir uns wieder melden.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich muss noch ein paar Dinge korrigieren. Herr Grossrat Kipfer, damit dies klar ist: Ihre Interpretationen meiner Aussagen sind völlig falsch, und ich verbitte mir dies auch. Ich habe nie gesagt, wir hätten bei den Investitionen keine Probleme mehr, es sei alles finanziert und wunderbar. Im Gegenteil: Wir haben sehr viele Vorhaben, die noch finanziert werden müssen. Aber damit wir überhaupt etwas finanzieren können, braucht es Projekte, und in der heutigen Zeit dauert selbst die Planung eines ganz einfachen Projekts mindestens zehn Jahre. Ich kann also nicht jetzt für dieses viele Geld Projekte aus der Schublade ziehen, die man umsetzen könnte, die aber vielleicht gar keinen Sinn machen würden. Wir werden nach wie vor viele Investitionen benötigen, für den ÖV, den Hochbau wie auch den Tiefbau – und hier meine ich den Strassenverkehr – und ebenfalls für den Hochwasserschutz. Auch Folgendes muss ich korrigieren: Frau Grossrätin Imboden, vielleicht haben Sie zur Kenntnis genommen, dass wir eine FABI-Abstimmung hatten, aufgrund derer sich die Finanzierung des ÖV vollständig verändert hat. Beispielsweise muss nicht mehr der Kanton die S-Bahn-Infrastrukturen übernehmen. Diese übernimmt ab 2016 der Bund. Genau dasselbe gilt beim Bahnhof Bern. Ein Teil wird dort durch FABI finanziert werden. Dies wollte ich unbedingt noch richtigstellen.

La présidente. Nous allons passer aux votes. Nous allons voter de la manière suivante. Tout d'abord, nous aurons un vote, la proposition du PEV contre la proposition des Verts. Puis, nous passerons au deuxième vote, la proposition Bhend contre la proposition victorieuse du premier vote, c'est-à-dire soit la proposition PEV soit celle des Verts. Puis nous aurons le troisième vote, la proposition restante contre la proposition du Conseil-exécutif et de la commission. Nous passerons ensuite aux trois amendements du pvl. Tous les points, ce sera oui ou non, mais les premier et deuxième points seront obsolètes si une des propositions PEV, Verts ou Bhend gagne. Pour le numéro 3 de M. Grimm, nous voterons oui ou non, puis nous irons au vote final. Nous commençons. Tout d'abord, ceux qui acceptent la proposition du PEV votent oui et ceux qui acceptent la proposition des Verts votent non.

Vote (ch. 3, proposition PEV / proposition Les Verts)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la proposition Les Verts

Oui	34
Non	101
Abstentions	17

La présidente. Vous avez accepté la proposition des Verts. Nous passons maintenant à la proposition de M. Bhend contre la proposition des Verts. Ceux qui acceptent la proposition de M. Bhend votent oui, ceux qui acceptent la proposition des Verts votent non.

Vote (ch. 3, proposition Bhend, PS / proposition Les Verts)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la proposition Les Verts

Oui	40
Non	87
Abstentions	23

La présidente. Vous avez donc accepté la proposition des Verts. Nous passons maintenant au vote, c'est-à-dire la proposition du Conseil-exécutif contre la proposition des Verts. Ceux qui acceptent la proposition du Conseil-exécutif votent oui, ceux qui acceptent la proposition des Verts votent non.

Vote (ch. 3, proposition du Conseil-exécutif et de la commission / proposition Les Verts)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la commission

Oui	106
Non	38
Abstentions	5

La présidente. Vous avez accepté la proposition du Conseil-exécutif. Il paraît que le premier point de M. Grimm a été retiré, nous passons donc au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 de l'amendement de M. Grimm votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition pvl, ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	41
Non	108
Abstentions	2

La présidente. Vous avez refusé ce point 2. Nous passons au vote sur le troisième point. Ceux qui acceptent ce troisième point votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition pvl, ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	64
Non	81
Abstentions	6

La présidente. Vous avez refusé ce point 3. Nous passons au vote final, sans amendement, sur la proposition telle quelle du Conseil-exécutif sur l'attribution des avoirs encore disponibles dans le Fonds de couverture des pics d'investissement selon l'article 3 de la loi sur le Fonds d'investissement. Ceux qui acceptent la proposition du Conseil-exécutif votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	112
Non	31
Abstentions	8

La présidente. Vous avez accepté cette proposition en vote final.

Affaire 2015.RRGR.33

Münchenbuchsee / Centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif (CPLEAM). Nouvelles constructions pour des salles de gymnastique, de classe et de thérapie. Remise en état des bâtiments existants et adaptation aux besoins spécifiques. Crédit d'engagement pour l'étude de projet

Annexe 04, ACE 25/2015

La présidente. Nous passons à l'affaire 6, demande de crédit Münchenbuchsee / Centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif. Nouvelles constructions pour des salles de gymnastique, de classe et de thérapie. Remise en état des bâtiments existants et adaptation aux besoins spécifiques. Crédit d'engagement pour l'étude de projet. 1,6 millions. Est-ce que Mme Dummermuth aimerait la parole? – Oui, c'est à vous.

Marianne Dummermuth, Thoune (PS), rapporteuse de la CIAT. Ich mache es kurz. *(La présidente agite sa cloche.)* Beim Pädagogischen Zentrum für Hören und Sprache (HSM) geht es darum, einen Verpflichtungskredit für die Projektierung eines Umbaus und eines Ausbaus zu genehmigen. Wir von der BaK schlagen Ihnen mit 16 Stimmen ohne Gegenstimme bei 1 Enthaltung vor, den Kredit anzunehmen. Um nach wie vor ihre Aufgabe in diesem wichtigen Bereich wahrnehmen zu können, ist es unbedingt nötig, dass die Schule saniert und ausgebaut werden kann. Wir haben den Eindruck, es sei sorgfältig geplant worden. Man

hat eine Machbarkeitsstudie für den Ausbau und einen Wettbewerb für den Neubau gemacht. Beim Neubauwettbewerb wurde dasjenige Projekt gewählt, welches den vielseitigen Anforderungen am besten genügt. Wichtig ist, nun auch klar den Auftrag zu erteilen, dass beim Wettbewerbsprojekt mit der Projektierung, die 1,6 Mio. Franken kostet, am Ende das Gesamtbudget von 23 Mio. Franken nicht überschritten werden soll. Davon sind 11 Mio. Franken für den Neubau und 12 Mio. Franken für den Umbau vorgesehen. Das Projekt ist sehr wesentlich für den Fortbestand dieser wichtigen Institution. Ich bitte Sie, im Namen der Kommission, den Kredit anzunehmen.

La présidente. Y-a-t-il un groupe qui aimerait s'exprimer? – Non, ce n'est pas le cas. Est-ce que Mme la directrice aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas. Nous passons tout de suite au vote. Ceux et celles qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 128

Non 0

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2015.RRGR.34

Loveresse / Le Moulin – Le Grand Nods. Office cantonal des ponts et chaussées, arrondissement d'ingénieur en chef III, Inspection des routes du Jura bernois. Construction d'un centre d'entretien et d'intervention pour l'A16. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

Annexe 04, ACE 28/2015

La présidente. Nous passons à l'affaire 7, Loveresse / Le Moulin – Le Grand Nods. Office cantonal des ponts et chaussées, arrondissement d'ingénieur en chef III, Inspection des routes du Jura bernois. Construction d'un centre d'entretien et d'intervention pour l'A16. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation. C'est une demande de crédit, M. Rösti, est-ce que vous voulez la parole? – Vous pouvez vous annoncer. C'est à vous.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC), rapporteur de la CIAT. Soweit ich weiss, ist dieses Geschäft nicht bestritten. Ich glaube, ich muss mich nicht allzu lange dazu äussern. Ich nenne Ihnen kurz die wichtigsten Zahlen. Es geht um einen Werkhof im Berner Jura für das Strasseninspektorat. Zusätzlich ist das ASTRA in dieses Gebäude involviert. Der Kostenverteiler lautet 60 Prozent für den Kanton und 40 Prozent für den Bund. Das Bauprojekt kostet insgesamt 27,5 Mio. Franken. Der Bund übernimmt 11 Mio. Franken. Bisherige Kredite, die für die Planung gesprochen wurden,

kosteten 1,45 Mio. Franken. Beschliessen müssen wir nun einen Kredit von ca. 15,12 Mio. Franken. Der Bernjurassische Rat empfiehlt den Kredit zur Annahme. Er ist erfreut, dass es damit im Berner Jura Arbeitsplätze gibt, die vom Bund finanziert werden. Es wurde eine Bedarfsanalyse gemacht und anschliessend ein Projektierungswettbewerb, der rund 40 Teilnehmer hatte. Daraus ist dann der geplante Bau entstanden. Eine Gruppe aus der BaK, Peter Moser, Daniel Trüssel und meine Wenigkeit, hat sich Zeit genommen, in den Jura zu gehen und zu sehen, wie es dort aussieht. Die bestehenden Werkhöfe sind ziemlich marode. Es ist also nicht ganz einfach, dort noch zu arbeiten. Man muss viel Material herumtragen, was sicher nicht mehr den heutigen Anforderungen entspricht. Ein Standort ist noch einigermassen instand, nämlich derjenige in Tavannes. Aber man rechnet damit, diesen verkaufen zu können. Der dafür eingesetzte Buchwert beträgt 550 000 Franken, und man rechnet damit, dass dieser irgendwann einmal zurückfliessen wird.

Von neun Standorten wird der Kanton drei erhalten, und denjenigen in Loveresse wird er eben als Neubau zusätzlich erstellen. Es ist richtig, dass die Standorte ausserhalb, in Sonvilier, Diesse und Moutier, bestehen bleiben. Man braucht diese noch als Materiallager und einige Garagen. Zudem hat man pro Standort eine Arbeitsgruppe für Schnelleinsätze im Strassenunterhalt. Der Berner Jura ist immerhin ziemlich gross. Der Neubau wird rund 150 Meter lang und 32 Meter breit. Es gibt also ein sehr grosses Gebäude. Dies richtet sich aber eben nach dem Bedarf, denn die Umfragen ergeben haben. Es ist sicher nötig, diese Räume zu erstellen. Die Einstellhallen der Nutzfahrzeuge erstrecken sich über ein Geschoss. Die Büroräume sind auf zwei Etagen verteilt. Diese sind dann gleich hoch wie die einstöckigen Garagen. Immer ein Thema ist die Beheizung der Räume: wie viele beheizt werden sollen und wie viele nicht. Wir haben uns erklären lassen, wie dies ist. Die Büro- und die Waschräume sind beheizt und die anderen Räume sind nicht beheizt. Das ist sicher richtig so, denn in einem kalten Raum kann man keine Fahrzeuge waschen.

Der Standort als solcher ist in Loveresse sicher richtig gewählt. Was einige Fragen aufgeworfen hat, war die Sache mit dem Standort für die Amphibien. Dafür wurde sehr viel Geld ausgegeben. Die Planungskredite mussten deshalb relativ stark erhöht werden. Und es kam dazu, dass aus einem Amphibienstandort deren zwei wurden, wodurch der Unterhalt und die Pflege sicher auch nicht einfacher werden. Die Erstellung eines extensiv begrünten Daches scheint nach den Erläuterungen auch vor Ort richtig zu sein. Der Unterhalt wird nicht mehr Aufwand erfordern als bei einem normalen Dach. Dies gilt auch, wenn darauf eine Photovoltaikanlage erstellt wird, die sich, wenn ich mich richtig erinnere, in etwa 10 Jahren amortisiert haben wird. Dazu kommt ein Hochwasserschutzprojekt der Trame, das ebenfalls integriert ist. Es ist sicher richtig, das Hochwasserschutzprojekt zu machen, bevor man den Neubau erstellt. Das Hochwasserschutzprojekt ist für den Kanton ein Kostenpunkt von 700 000 Franken, diese sind aber nicht im vorliegenden Kredit Loveresse inbegriffen. Was in der Kommission immer wieder etwas zu Diskussionen Anlass gibt, ist die Kunst am Bau. Sie kostet hier 93 000 Franken. Die BaK hat den Kredit diskutiert und darüber abgestimmt. Mit 15 Stimmen ohne

Gegenstimmen bei 2 Enthaltungen empfiehlt sie dem Grossen Rat, dem Projekt ebenfalls zuzustimmen und den Kredit von 15 119 600 Franken zu genehmigen.

La présidente. Y-a-t-il un groupe qui aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas. Mme la directrice? – Alors nous passons au vote. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 127

Non 1

Abstentions 6

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.867

N° de l'intervention: 156-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 29.08.2014
 Déposée par: PBD (Etter, Treiten) (porte-parole)
 PBD (Riem, Iffwil)
 PBD (Frutiger, Oberhofen)
 Cosignataires: 10
 Urgence: refusée le 04.09.2014
 N° d'ACE: 87/2015 du 28 janvier 2015
 Direction: TTE

Révision de la Stratégie énergétique

Le Conseil-exécutif est chargé de revoir les aspects suivants de la Stratégie énergétique de 2006 et de présenter ses résultats au Grand Conseil :

1. La Stratégie énergétique cantonale révisée montrera comment remédier au manque d'électricité en tenant compte des objectifs de développement durable et en produisant principalement de l'énergie renouvelable après la mise à l'arrêt de la centrale de Mühleberg en 2019.
2. La Stratégie énergétique montrera comment garantir à long terme la production d'électricité suisse malgré la pression sur les prix sur le marché européen de l'électricité (sans trop grande dépendance vis-à-vis de l'étranger).
3. Les objectifs de la Stratégie énergétique du canton de Berne pour 2050 seront analogues à ceux de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération.
4. Les risques pour le canton de Berne, actionnaire majoritaire de BKW FMB Energie SA, seront évalués sur le long terme et intégrés à la Stratégie.
5. La Stratégie énergétique évaluera les perspectives à long terme des régions de montagne concernant les concessions hydrauliques et le prix de l'électricité pour les consommateurs et consommatrices.

6. Les dispositions de la Stratégie énergétique relatives à l'approvisionnement en énergie seront accordées avec la législation fédérale.

Développement :

Le marché de l'électricité est soumis à d'importantes transformations. La centrale nucléaire de Mühleberg pourvoit encore à 40 pour cent des besoins en électricité du canton de Berne. Le reste provient surtout de l'énergie hydraulique et un tout petit peu des nouvelles sources d'énergie renouvelable. Etant donné que la centrale de Mühleberg sera mise à l'arrêt en 2019, il faut trouver un autre moyen de produire 40 pour cent de la production actuelle. Or la Stratégie énergétique du canton de Berne de 2006 est complètement obsolète. La Stratégie énergétique de la Confédération, qui prévoit la sortie du nucléaire, poursuit des objectifs complètement différents. Des objectifs tels que la société à 4000 watts, comme prévue par la Stratégie énergétique 2006, ne mènent à rien. Par ailleurs, le marché de l'énergie hydraulique en particulier s'est transformé, ce qui implique une nouvelle évaluation de la problématique des taxes d'eau au niveau cantonal. Le marché européen de l'électricité est en pleine désintégration. A certains moments, d'importants surplus font chuter les prix. Les centrales hydrauliques produisent parfois à perte. La Stratégie énergétique repose sur des bases complètement différentes.

En tant qu'actionnaire majoritaire du plus gros producteur d'électricité, le canton de Berne porte un gros risque financier. La production d'électricité rapporte actuellement beaucoup de taxes sur l'eau aux régions de montagne. Si la dégradation des prix sur le marché libre devait se poursuivre, la situation des concessions pourrait devenir de plus en plus difficile. Les régions de montagne dépendent de ces subventions et comptent dessus sur le long terme.

Comment le gouvernement juge-t-il la situation pour les consommateurs et consommatrices d'électricité compte tenu de l'ouverture du marché de l'électricité et de la pression de plus en plus forte exercée sur les prix ? La Confédération a procédé et procèdera encore à des modifications légales. Il faudra en tenir compte lors du remaniement de la Stratégie énergétique cantonale.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif ne partage pas l'opinion des motionnaires et n'estime pas que la Stratégie énergétique 2006 soit complètement obsolète. Bien au contraire : ce qui se produit aujourd'hui dans le domaine de l'électricité vient confirmer la stratégie. Il y avait en effet été fixé pour objectif de sortir du nucléaire à moyen terme, d'ici à 2020 environ, et prescrit d'augmenter la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité d'au moins 80 pour cent d'ici à 2035. Par ailleurs, les objectifs de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération jusqu'en 2035 et ceux de la stratégie cantonale se recoupent largement, car ils se fondent tous deux sur les scénarios énergétiques de la Confédération de 2006. Il n'y a donc pour l'heure pas lieu d'adapter la stratégie énergétique cantonale.

Il est demandé dans la motion que la stratégie énergétique montre comment les objectifs fixés peuvent être atteints. La réalisation de la stratégie ne dépend toutefois pas des objectifs fixés, mais plutôt des mesures choisies pour y parvenir.

nir. Il a été délibérément renoncé à proposer un plan concret de mesures de mise en œuvre dans la Stratégie énergétique 2006, car il est impossible de prévoir de manière fiable l'évolution de la technique et de la société sur une période de trente ans. C'est la raison pour laquelle la Stratégie énergétique 2006 a prévu un processus de mise en œuvre selon lequel la planification des mesures doit faire l'objet d'une nouvelle décision tous les quatre ans en fonction des objectifs atteints et des évolutions sur le plan technique et social. A cet effet, le Conseil-exécutif présente un rapport au Grand Conseil à la fin de chaque législature. Le prochain est prévu pour la session de juin 2015. La mise à jour du plan de mesures requise ne nécessite donc pas non plus de révision de la stratégie énergétique.

Le Conseil-exécutif estime dès lors qu'il est inutile de réviser la Stratégie énergétique 2006. Il précise par ailleurs ce qui suit au sujet des différents mandats formulés dans la motion :

1. Cet objectif est défini au chapitre 7.3 de la stratégie énergétique cantonale. Les mesures nécessaires sont inscrites dans le plan de mesures concret et ne nécessitent pas de remanier la stratégie.
2. La réduction de la dépendance vis-à-vis de l'étranger fait partie des objectifs définis au chapitre 6 (*Objectifs stratégiques*, objectif n° 2) et reste toujours valable. Les principes en matière d'importation éventuelle d'électricité (chapitre 7.3, dernier paragraphe) le demeurent également. Sur ce point aussi une révision de la stratégie est donc superflue.
3. Les objectifs matériels du canton en ce qui concerne l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la sortie du nucléaire correspondent déjà quant à leur contenu et à leurs délais de réalisation à ceux de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération.
4. En ce qui concerne cette question, une stratégie de propriétaire distincte est en cours d'élaboration. Elle devrait être approuvée par le Conseil-exécutif dans le courant de l'année. Pour des raisons boursières, les considérations ayant trait aux questions de risques ne devraient en aucun cas être évoquées dans le débat public sur l'énergie.
5. Cette évaluation est actuellement réalisée en collaboration avec les autres cantons et la Confédération. Les décisions en découlant seront prises au niveau national. D'éventuelles mesures complémentaires seront incluses dans le prochain plan de mesures.
6. L'adaptation à la législation fédérale est une tâche permanente qui doit également être mise en œuvre dans la planification des mesures. Il est notamment prévu, durant la prochaine législature, d'adapter la loi cantonale sur l'énergie en fonction des modifications apportées à la législation fédérale et du nouveau modèle de prescriptions énergétiques des cantons qui en résultera.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Motion d'ordre

Motion d'ordre Trüssel, Trimstein (pvl)

Inscrire cette affaire au programme d'une session postérieure à la publication du rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2006, planification des mesures de la

législature 2015 à 2018. Le Conseil-exécutif a annoncé ce rapport pour juin 2015.

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 8, motion PBD, M. Etter, Révision de la Stratégie énergétique. Nous avons ici sur la table une motion d'ordre. M. Trüssel pvl demande d'«inscrire cette affaire au programme d'une session postérieure à la publication du rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2006. Planification des mesures de la législature 2015 – 2018. Le Conseil-exécutif a annoncé ce rapport pour juin 2015.» Nous passons tout de suite au vote sur cette motion d'ordre. Ceux qui acceptent cette motion d'ordre votent oui, ceux qui refusent votent non. – Stop! Y-a-t-il un problème? – Vous avez eu une motion d'ordre sur la table. On n'avait pas eu de proposition de cette motion d'ordre au Bureau. Cette motion du PBD est inscrite dans le programme, et cette inscription dans le programme doit être en fait décidée par le Grand Conseil puisque le Bureau avait accepté le programme tel qu'il est. Et si nous voulons retirer une motion de ce programme, il faut que nous acceptions cette motion d'ordre de M. Trüssel. Les motions d'ordre, nous les avons tout de suite votées. Y-a-t-il vraiment quelqu'un qui veut s'exprimer? – Mais court! Madame, allez-y.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Wenn sich sonst niemand äussert, dann sage ich etwas dazu. Soweit ich verstanden habe, möchte Herr Grossrat Trüssel mit seinem Ordnungsantrag bewirken, dass man die Motion BDP von Herrn Etter zusammen mit der Energiestrategie behandelt. Ich würde dies ausserordentlich befürworten, denn das ist absolut der richtige Weg. Nur ist es so, dass dies nicht im Juni, sondern im November stattfinden wird. Das wollte ich noch erwähnt haben.

La présidente. Vous avez entendu la proposition de la directrice des travaux publics. M. Trüssel, est-ce que vous voulez encore prendre la parole? – Il faut que vous vous annonciez. Monsieur, c'est à vous.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich habe den Antrag gestellt, weil ich das vom Timing her für etwas ungünstig hielt. In der Antwort wurde der Bericht der Regierung ausdrücklich für Juni versprochen. Deshalb ging ich davon aus, er werde sicher früh genug vorliegen, sodass wir dies gemeinsam in der Junisession diskutieren können. Damit hätten wir die Grundlagen und den Zwischenstand dieser Strategie und der Entwicklung, und ich glaube, dann könnten wir ernsthaft darüber diskutieren, ob eine Anpassung, ein Marschhalt oder was auch immer nötig wäre. Aber jetzt im luftleeren Raum über irgendeinen Punkt der Strategie zu diskutieren, während wir in der nächsten Session mehr wüssten, hielte ich nicht für wahnsinnig intelligent. Ich hoffe, Sie unterstützen meinen Antrag. Ich muss ihn nach den neuen Erkenntnissen vielleicht insofern umformulieren, als wir dies erst dann diskutieren, wenn der neue Bericht vorliegt. Ich danke für Ihre Unterstützung.

La présidente. Vous avez entendu la proposition de M. Trüssel. Est-ce qu'il y a quelqu'un qui est contre? – Oui. Et

vous vous exprimez pour? – Alors M. Riem pour le PBD, c'est à vous.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Wir lehnen diesen Antrag auf Verschiebung ab. Eine Strategie hängt ja nicht von den Massnahmen und der Planung einer Legislatur ab. Zudem wurde die Motion, wie ich glaube, für dringlich erklärt. Eine Strategie ist eine langfristige Angelegenheit, und dort kommt es zu einem scheinbaren Widerspruch mit unserer Motion. Die gültige Strategie stammt aus dem Jahr 2006, das ist also nicht sehr lange her. Wir fordern deshalb auch nicht die vollständige Überarbeitung, sondern nur die Überarbeitung der von uns aufgeworfenen Fragen. Das hängt nicht einfach mit der Massnahmenplanung einer Legislatur zusammen. Wir wollen diese wichtigen Energiefragen nicht verschieben, sondern sie jetzt diskutieren. Wir wollen uns auch nicht den Schwierigkeiten verweigern, die von allen Seiten her herrschen. Die Suche nach Lösungen wird ohnehin noch sehr lange dauern, unabhängig von Legislaturzielen, Stromtiefpreisphasen oder auch einem plötzlichen Höhenflug, weil irgendein Ereignis eintritt. Wir bitten Sie, den Antrag abzulehnen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich bitte Sie, den Antrag der glp zu unterstützen. Ich finde es absolut sinnvoll, diese Energiethemen zusammen zu diskutieren und nicht im luftleeren Raum. Ich glaube, es hat keinen Sinn, hier eine Debatte über eine Energiestrategie zu führen, wenn wir nicht wissen, worüber wir genau reden.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Ich kann es vorgehen nehmen: Die grüne Fraktion ist auch dafür, dass man dieses wichtige Thema auf guten Grundlagen diskutieren kann. Man sollte es dann diskutieren, wenn der Bericht der Evaluation vorliegt. Das ist der eine Grund. Der andere Grund ist sicher der, dass wir das Gefühl haben, eine Überarbeitung sei vielleicht nicht dermassen nötig. Es ist viel wichtiger, dass wir die Massnahmen, die im Evaluationsbericht stehen werden, gut anschauen und dort eventuell noch Ergänzungen fordern.

Adrian Haas, Berne (PLR). Wir unterstützen den Antrag auf Verschiebung. Es müsste dann allerdings so sein, dass man zuerst den Bericht diskutiert, und danach die Frage stellt, ob die Strategie allenfalls angepasst werden müsste. Etwas unschön ist, dass dies nun bis im November dauert. Wir hätten es lieber im Juni gehabt.

La présidente. Y-a-t-il encore un groupe? – Ce n'est pas le cas. Je propose que nous votions. Ceux qui acceptent la proposition de M. Trüssel votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (motion d'ordre Trüssel, pvl)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	116
Non	16
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté cette motion d'ordre. Cette motion est donc reportée à une session postérieure à la publication du rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2006.

Affaire 2014.RRGR.749

N° de l'intervention:	147-2014
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	14.07.2014
Déposée par:	Zuber (Moutier, PSA) (porte-parole)
Cosignataires:	8
N° d'ACE:	88/2015 du 28 janvier 2015
Direction:	TTE

Participation financière exceptionnelle du canton aux coûts d'assainissement des sites pollués

Le Conseil-exécutif intègre à la révision de la loi sur les déchets une disposition permettant au canton de participer aux coûts d'assainissement des décharges communales dans certains cas exceptionnels définis par la loi, notamment si les frais à la charge d'une commune dépassent un certain seuil.

Sur les 4 850 sites inscrits au cadastre des sites pollués, 46 ont jusqu'à présent été désignés comme nécessitant un assainissement, dont onze décharges communales. Bien qu'à l'époque le canton ait sans doute délivré des autorisations ou des permis de bâtir et que, de ce fait, sa responsabilité soit engagée, les communes sont responsables de l'assainissement de leurs anciennes décharges puisqu'elles en sont à l'origine, et la Confédération y participe à raison de 40 pour cent. Selon le droit en vigueur (loi du 18 juin 2003 sur les déchets [LD ; RSB 822.1]), le canton de Berne, contrairement à d'autres cantons, ne participe pas aux coûts. Il prend en charge les frais liés à l'analyse d'un site pollué ou à l'assainissement d'un site contaminé seulement si ceux qui sont à l'origine de la pollution ou de la contamination ne sont pas identifiables ou sont insolubles (art. 23 LD).

En réponse à une autre intervention, le Conseil-exécutif a dit considérer qu'une participation générale du canton aux frais d'assainissement des décharges communales n'est pas indiquée.

Prenant en compte la situation particulière d'une commune, le Conseil-exécutif s'est dit toutefois disposé à examiner si une disposition pour les cas de rigueur peut être intégrée à la révision de la loi sur les déchets. Selon lui, « il serait envisageable que le canton puisse participer aux coûts d'assainissement des décharges communales dans certains cas exceptionnels définis par la loi, notamment si les frais à la charge d'une commune dépassent un certain seuil ». C'est ce que demande le présent postulat.

Réponse du Conseil-exécutif

Compte tenu des investigations menées ces dernières années, il est probable que, hormis les installations de tir, un à

deux pour cent au maximum des sites pollués inscrits au cadastre doivent être désignés comme nécessitant un assainissement. Sur les 46 sites contaminés connus fin 2014, onze étaient d'anciennes décharges communales.

Comme cela avait déjà été précisé dans la réponse à la motion M 053-2014, qui a été retirée, le Conseil-exécutif considère, vu le principe du pollueur-payeur, la participation de 40 pour cent de la Confédération et la situation financière du canton, que la participation générale du canton aux frais d'assainissement des décharges communales n'est pas indiquée. Seules quelques communes sont concernées, et le canton peut, si nécessaire, leur apporter son soutien en préfinançant les investigations.

Le Conseil-exécutif reconnaît toutefois que certaines décharges communales, dont l'assainissement se chiffrera en millions de francs, sont des cas particuliers. Un seul est connu à l'heure actuelle.

C'est pour cette raison que le Conseil-exécutif proposera une disposition pour les cas de rigueur dans le cadre de la révision de la loi sur les déchets entreprise en septembre 2014. Cette disposition prévoira, comme demandé dans le postulat, que le canton puisse participer aux frais d'assainissement des décharges communales dans des cas exceptionnels définis par la loi, lorsque les frais à la charge d'une commune dépassent un certain seuil. L'égalité de traitement des communes concernées sur le plan juridique et la charge financière que cela représente pour le canton seront alors des facteurs à prendre en compte. La procédure de consultation de la révision de la loi sur les déchets est prévue pour fin 2015 - début 2016.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 9, M. Zuber, Participation financière exceptionnelle du canton aux coûts d'assainissement des sites pollués. Le Conseil-exécutif propose l'adoption de ce postulat. Est-ce que quelqu'un est contre ce postulat? – Ce n'est pas le cas. Nous pouvons tout de suite passer au vote. Ceux qui acceptent ce postulat, Participation financière exceptionnelle du canton aux coûts d'assainissement des sites pollués, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	107
Non	12
Abstentions	14

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.

Affaire 2014.RRGR.900

N° de l'intervention:	175-2014
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	02.09.2014
Déposée par:	DEPU (Zuber, Moutier) (porte-parole)

Cosignataires:	13
N° d'ACE:	90/2015 du 28 janvier 2015
Direction:	TTE

Pérennité de la ligne ferroviaire Moutier-Soleure

En collaboration avec les partenaires publics et privés concernés, le Conseil-exécutif entreprend toutes démarches utiles en vue d'assurer la pérennité de la ligne ferroviaire Moutier-Soleure.

Développement

Dans une résolution adressée récemment au Conseil-exécutif, au Conseil du Jura bernois, à la Conférence régionale des transports Bienne-Seeland-Jura bernois et à la Députation, les exécutifs des communes de la Prévôté (Moutier et sa couronne) en appellent aux partenaires concernés afin que tout soit entrepris en vue du maintien de la ligne ferroviaire liant les villes de Moutier et Soleure via le tunnel du Weissenstein. Les représentants de ces communes soulignent en particulier les arguments suivants.

- Cette ligne constitue un lien important entre les communes du Grand Val et la ville de Moutier.
- Elle met la région de la Prévôté en connexion avec la vallée de Tavannes, avec le Plateau suisse, via le tunnel de Granges, et avec le canton du Jura par la ligne CFF Bâle-Bienne.
- Ce tronçon établit surtout une liaison directe entre Moutier et la ville de Soleure, entre la chaîne jurassienne et le Plateau suisse à travers la frontière des langues.
- L'itinéraire de transport public qui emprunte cette voie est le plus court pour rejoindre l'aéroport de Zurich.
- Cette voie constitue une jonction entre les lignes ICN Bâle-Olten-Bienne et Bâle-Delémont-Bienne. Elle peut se substituer à une des lignes principales si l'une de celles-ci devait être coupée par un événement majeur tel qu'une catastrophe naturelle.
- D'un point économique, en général, et touristique, en particulier, cette ligne contribue à l'attractivité des régions qu'elle dessert et traverse.
- Une suppression de cette ligne induirait un affaiblissement du réseau régional qui pourrait corollairement se traduire par une remise en question des lignes voisines.

La Députation fait sien cet argumentaire et attend un soutien politique déterminé du Conseil-exécutif pour le maintien de cette ligne ferroviaire. La Députation considère à ce stade des réflexions que la solution alternative envisagée consistant en une mise hors service du tunnel du Weissenstein avec l'introduction supplétive d'un service de bus ne constituerait qu'un pis-aller puisqu'elle supprimerait un lien direct entre l'Arc jurassien et le Plateau ; ce qui serait préjudiciable pour ces deux régions du pays.

Réponse du Conseil-exécutif

Cette ligne BLS assure la liaison entre Moutier et Soleure via le tunnel du Weissenstein. Ce tunnel, qui constitue le principal ouvrage d'art de la ligne, doit être rénové dans la prochaine décennie. Le BLS estime à 170 millions de francs environ les coûts de rénovation nécessaires à la poursuite de l'exploitation pour 50 années supplémentaires.

La ligne Moutier-Soleure est importante pour la desserte de la région de la Prévôté par les transports publics, et permet un accès direct et attractif à la région de Soleure et au Plateau suisse. Elle contribue également au développement de la région et à l'essor du tourisme. Dans le domaine du trafic marchandises, elle revêt une importance locale pour la desserte du dépôt de mazout de Crémines (BE).

Le tunnel est emprunté en moyenne par 530 voyageurs par jour ; sur les 240 voyageurs en provenance du canton de Berne, la moitié se rend de Moutier à Soleure, et pourrait donc opter pour un trajet en trafic grandes lignes via Bienne ; le voyage est plus cher mais sa durée est quasi identique. A partir de décembre 2015, cette liaison via Bienne sera assurée à une cadence semi-horaire. Entre Moutier et Soleure, les trains circulent à la cadence horaire, et sont commandés par la Confédération, le canton de Soleure et le canton de Berne. Le taux de couverture des coûts est l'un des plus bas des lignes ferroviaires du canton de Berne ; il se situe au niveau des exigences minimales de l'ordonnance cantonale sur l'offre de transports publics (20 %).

En s'appuyant sur une étude élaborée sous sa responsabilité, et à laquelle ont participé les cantons ainsi que la Confédération régionale des transports (CRT) Bienne-Seeland-Jura bernois, l'Office fédéral des transports (OFT) est parvenu à la conclusion que compte tenu des coûts importants et de l'utilité modeste, une rénovation du tunnel était peu justifiée. La faisabilité de différentes variantes de desserte doit être analysée plus en détail en 2015, sous la conduite du canton de Soleure. L'objectif de cette réflexion sera de déterminer quelle offre est la plus judicieuse et la plus efficace. La décision définitive quant au maintien de la ligne ferroviaire ne sera prise qu'après cet examen global de la situation.

Le canton de Berne continuera à s'engager pour une desserte en transports publics aussi attractive que possible de cette région ; en ce sens le Conseil-exécutif propose l'adoption de ce postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire 10 de la Députation, M. Zuber, Pérennité de la ligne ferroviaire Moutier-Soleure. Ce postulat est accepté par le Conseil-exécutif. Est-ce que quelqu'un est contre ce postulat? – Ce n'est pas le cas, nous passons là aussi au vote. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	121
Non	5
Abstentions	5

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous sommes déjà à la fin des affaires de la Direction des travaux publics. Mme Egger, je vous souhaite une bonne soirée, à vous tous également. La séance est close.

La séance est levée à 16 heures 23.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Claudine Blum (d)



Mardi 17 mars 2015, 9 heures – 11 heures 43

Deuxième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 157 députés. Excusés : Desarzens-Wunderlin Eva, Hamdaoui Mohamed, Schneider Donat

Affaire 2014.POM.682

Police cantonale; achat d'uniformes pour l'ensemble du corps de police (équipement personnel); autorisation de dépenses; crédit d'engagement pluriannuel 2015-2019 (crédit d'objet)

Annexe 04, ACE 1532/2014

La présidente. Je vous prie de prendre place. Il est 9 heures. (*La présidente agite sa cloche.*) Je souhaite la bienvenue au directeur de la police et des affaires militaires. Nous passons à l'affaire 11. M. Peter Studer a la parole pour la commission. Monsieur, c'est à vous.

Peter Studer, Utzenstorf (sans étiquette), rapporteur de la CSéc. Es handelt sich hier um einen mehrjährigen Verpflichtungskredit in Form einer neuen, jährlich wiederkehrenden Ausgabe, die in der Kompetenz des Grossen Rats liegt und dem fakultativen Referendum untersteht. Der Kredit betrifft rund 2390 Mitarbeitende der Polizei. Die Einteilung der Uniformen erfolgt nach einem so genannten Uniform-Punktesystem. Die Kosten für Ersatz und Unterhalt für die Jahre 2015–2019 setzen sich wie folgt zusammen: Zur Kategorie A mit 900 Punkten gehören 1690 Mitarbeitende, und die Kosten betragen 1 521 000 Franken. Der Kategorie B gehören 468 Mitarbeitende an, und die Kosten betragen 281 000 Franken. In der Kategorie C sind es 232 Mitarbeitende, wobei Kosten im Umfang von 93 000 Franken entstehen. In der vierten Kategorie gibt es keine Punkte. Die Unterhaltskosten betragen gesamthaft 1 895 000 Franken. Für die Uniformbeschaffungen, die Erstuniformierung in der Polizeischule für Sicherheitsassistenten und –assistentinnen, die Ausrüstung von Quereinsteigern und Angehörigen von Spezialdiensten und den Ersatz von defektem Korpsmaterial, von Grundausstattungsgegenständen sowie von Waffenzubehör sind 1,5 Mio. Franken vorgesehen. Die weiteren Abgaben und Armierungsmittel inklusive Zubehör kosten 200 000 Franken. Insgesamt kostet die Uniformbeschaffung jährlich 1,7 Mio. Franken. Zur massgeblichen wiederkehrenden Kreditsumme für die Jahre 2015–2019: Die Kosten für die Erstuniformierung betragen 1,7 Mio. Franken. Die jährlichen Wartungs- und Unterhaltskosten belaufen sich auf 3,705 Mio. Franken. Der zu bewilligende Kredit beträgt 4,505 Mio. Franken. Die SiK hat die Kantonspolizei besucht und sich die 18 verschiedenen Uniformtypen

vorführen lassen. Die teuerste Uniform kostet knapp 10 000 Franken. Doch in Anbetracht der Situationen, denen die Polizeikader und die Polizeibeamten ausgesetzt sind, ist es uns sehr wichtig, dass wir ihnen sehr gutes Material zur Verfügung stellen. Die Polizistinnen und Polizisten werden immer wieder vor grosse Herausforderungen gestellt, und ihre Arbeit ist nicht immer leicht. Die Kommission beantragt Ihnen einstimmig, dem Verpflichtungskredit für die Jahre 2015–2019 zuzustimmen.

La présidente. Y-a-t-il un porte-parole de groupe qui aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas. Monsieur le directeur? – Non plus. Donc, nous passons au vote sur l'affaire 11, Police cantonale; achat d'uniformes pour l'ensemble du corps de police (équipement personnel); autorisation de dépenses; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2019. Je précise que c'est soumis au référendum financier facultatif. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 125

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Ce crédit a été accepté à l'unanimité.

Affaire 2014.POM.518

Rénovation et extension du centre sportif de Gstaad

Annexe 04, ACE 24/2015

La présidente. Nous passons à l'affaire 12. M. Ammann a la parole s'il la veut en tant que porte-parole de la commission. Monsieur, c'est à vous. Vous ne vous êtes pas inscrit Monsieur.

Christoph Ammann, Meiringen (PS), rapporteur de la CSéc. Das Geschäft war in der SIK, welche es vorberaten hat, unbestritten. Die Kommission unterstützt sowohl das zinslose Darlehen wie auch die Entnahme aus dem Sportfonds einstimmig. Deshalb fasse ich mich kurz. Beim Bauprojekt Sportzentrum Saanen-Gstaad handelt es sich um eine umfassende Sanierung. Man möchte ein ganzjährig benutzbares Aussenschwimmbecken hinzufügen und das Angebot um eine attraktive Wellness-Anlage sowie um Fitnessräume erweitern. Die Gesamtkosten betragen gut 24 Mio. Franken. Davon können 8,5 Mio. Franken an den Sportfonds-Beitrag angerechnet werden. Für den Kanton resultiert eine Entnahme aus dem Sportfonds von rund einer Million Franken. Die Kommission konnte sich davon überzeugen, dass diese Beiträge gemäss den gängigen Kriterien und Verteilungsschlüsseln zustande gekommen sind. So ist zum Beispiel die Schwimmhalle, die öffentlich zugänglich ist und namentlich dem Schulsport dient, voll beitragsberechtigt. Nicht beitragsberechtigt sind jedoch die Aussenbecken oder die Wellness-Anlage. Die

Gemeinde Saanen hat schon vor etwas mehr als einem Jahr an einer Gemeindeversammlung einen Beitrag von 14 Mio. Franken gesprochen. Auch die umliegenden Gemeinden beteiligen sich. Das Projekt ist auf Kurs. Es spricht aus Sicht der Kommission nichts dagegen, dass der Kanton hier mitzieht und dem Antrag der Regierung stattgibt.

La présidente. Y-a-t-il un porte-parole de groupe qui aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas. M. le directeur? – Non plus. Nous passons donc au vote. C'est une demande de crédit, Rénovation et extension du centre sportif de Gstaad, soumise au référendum financier facultatif, ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 128

Non 1

Abstentions 4

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.POM.236

Interventions de la protection civile lors des courses de coupe du monde de ski à Adelboden et à Wengen. Crédit d'engagement pluriannuel 2016-2020 / autorisation de dépenses / crédit d'objet

Annexe 04, ACE 26/2015

La présidente. Nous passons à l'affaire 13. Ce crédit est aussi soumis au référendum financier facultatif. M. Knutti est porte-parole de la commission. Monsieur, c'est à vous.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC), rapporteur de la CSéc. Die Sicherheitskommission hat darüber beraten, ob der Einsatz des Zivilschutzes bei den FIS-Weltcuprennen in Adelboden und Wengen finanziell unterstützt werden soll. Bei diesem Geschäft geht es nicht um die finanzielle Unterstützung der Weltcuprennen, sondern der Zivilschutz-Einsätze zugunsten dieses sportlichen Anlasses. Dies ist ein wesentlicher Unterschied. Zudem handelt es sich nicht um ein neues Geschäft, sondern um eine Weiterführung der Zivilschutz-Einsätze. Die beiden Weltcuprennen generieren einen regionalen Gesamtumsatz von rund 16 Mio. Franken sowie einen nationalen Gesamtumsatz von rund 23 Mio. Franken. Die regionale Wertschöpfung beträgt 6 Mio. Franken. Auf nationaler Ebene sind es 10 Mio. Franken pro Jahr. Die Unterstützung besteht aus einem Beitrag des Kantons und einem Beitrag des Bundes. Der Beitrag des Kantons beträgt für Adelboden rund 90 000 Franken und für Wengen 50 000 Franken pro Jahr. Die Zivilschutzeinsätze sind vom Bund bewilligt. Die Einsätze werden durch das Amt für Bevölkerungsschutz, Sport und Militär des Kantons Bern (BSM) koordiniert. Geleitet werden die Einsätze durch die lokalen Zivilschutzorganisationen.

Die Aufgaben der Zivilschutzeinheiten umfassen vor allem den Auf- und Abbau der Infrastruktur und die Arbeiten rund um die Pisten, insbesondere im Bereich der Sicherheitsaufbauten. Verkehrslenkung, Transport sowie Bereitstellung der Infrastruktur für die Verpflegung gehören ebenfalls dazu. Zu den Eckwerten dieser Vorlage: Bisher wurden Zivilschutzeinsätze während zwei Mal vier Jahren geleistet. Das Jahr 2015 gehört ebenfalls in diese Zeitspanne. Inzwischen haben sich die Rahmenbedingungen soweit stabilisiert, dass man diese Beiträge auf eine längerfristige Basis stellen kann. Deshalb geht es heute darum, einen mehrjährigen Verpflichtungskredit für die Jahre 2016 bis 2020 mit einem Gesamtbetrag von 750 000 Franken zu sprechen. Pro Jahr würden somit 150 000 Franken als Kostendach zur Verfügung gestellt. Dies gibt dem Organisationskomitee eine bessere Planungssicherheit, um diese wichtigen Weltcuprennen längerfristig durchzuführen. Um die Durchführung der Weltcuprennen gibt es einen hart umkämpften Markt. Man darf nicht ausser Acht lassen, dass der ganze Kanton Bern, ja auch die ganze Schweiz, von der Tourismuswerbung für das Berner Oberland profitieren. Zu den beiden genannten Anlässen wurde bereits durch Swisssolymptic eine Fallstudie erstellt. An den internationalen Lauberhornrennen nehmen insgesamt 140 Athleten, 390 Trainer und Betreuer, 430 Medienvertreter sowie 680 Helfer teil. Zu den Letzteren gehören auch die Angehörigen des Militärs und des Zivilschutzes. Im Vergleich zu anderen Grossveranstaltungen weist dieser Anlass bei einer geringen Anzahl Athleten eine grosse Medienpräsenz auf. Bei den Lauberhornrennen finden sich 74 Prozent auswärtige Zuschauer ein, welche 30 000 Logiernächte buchen. In der Region Adelboden generieren die Weltcuprennen rund 18 000 Logiernächte. Damit führen sie zu einer besseren Auslastung der Hotellerie. Wenn man die Verpflegung dazu rechnet, werden Umsätze im Umfang von rund 1,8 Mio. Franken erwirtschaftet. Die Sicherheitskommission hat diesem mehrjährigen Verpflichtungskredit mit 13 Ja gegen 1 Nein bei 1 Enthaltung klar zugestimmt. Ich bedanke mich bei der Verwaltung für die Vorbereitung dieses Geschäfts. Ein besonderer Dank geht an den Vorsteher des BSM, Herrn Hanspeter von Flüe, der uns sehr gut über diesen Kredit informiert hat.

La présidente. Y-a-t-il un porte-parole de groupe qui aimerait s'exprimer? – Non. M. le directeur? – Non plus. Donc, ici aussi nous passons tout de suite au vote. Vote de l'affaire 13, Interventions de la protection civile lors des courses de coupe du monde de ski à Adelboden et à Wengen. Crédit d'engagement pluriannuel 2016–2020 / autorisation de dépenses / crédit d'objet, qui est soumis au référendum financier facultatif. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 125

Non 2

Abstentions 12

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.POM.710

Office de la population et des migrations (OPM); hébergement et encadrement des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA) dans le canton de Berne. Crédit complémentaire au crédit d'engagement pluriannuel pour 2015 et 2016

Annexe 04, ACE 23/2015

La présidente. Nous passons à l'affaire 14. C'est un crédit qui est soumis au référendum financier facultatif et M. Wenger a la parole pour la commission. Monsieur, c'est à vous.

Markus Wenger, Spiez (PEV), président de la CSéc. Wir haben in der vergangenen Septembersession einen Kredit über 3,6 Mio. Franken bewilligt für die Unterbringung von unbegleiteten, minderjährigen Asylsuchenden (UMA). Die Ereignisse haben sich so entwickelt, dass wir mittlerweile nicht durchschnittlich 72 UMA im Kanton Bern betreuen, sondern rund 140. Daraus folgt logischerweise, dass wir mehr Geld benötigen. Der Kredit, den man für 2015 und 2016 erwartet, ist bei 6,9 Mio. Franken veranschlagt, abzüglich die 3,6 Millionen, welche wir im September bewilligt haben. Somit müssen wir heute über Zusatzkosten von 3,3 Mio. Franken beschliessen. Die Sicherheitskommission hat im Vorfeld der Septembersession betreffend den damals für vier Jahre geplanten Kredit die Meinung vertreten, man solle nach anderen Unterbringungsmöglichkeiten suchen. Deshalb wurde das Geld nur für die Jahre 2015 und 2016 bewilligt. Somit bezieht sich auch der Zusatzkredit auf die Jahre 2015 und 2016. Es ist beabsichtigt, ab 2017 allenfalls mit einem neuen Modell zu arbeiten. Doch wir können erst dann mit einem neuen Modell, welches vielleicht kostengünstiger ist, arbeiten, wenn ein solches vorliegt. Deshalb bleibt uns kurzfristig nichts anderes übrig, als mit jenen Mitteln weiterzufahren, die uns zur Verfügung stehen. Im Moment ist dies die Unterbringung der UMA in Bärau und Belp, die wir im bisherigen Rahmen fortsetzen möchten. Die Sicherheitskommission hat diesen Kredit intensiv beraten und mit 10 Ja gegen 6 Nein zur Annahme empfohlen.

Proposition UDC (Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden)
Rejet du crédit complémentaire

La présidente. Nous avons ici une proposition d'amendement de l'UDC, donc, Mme Geissbühler, je vous prie de vous inscrire d'abord et de venir argumenter votre proposition d'amendement. Puis, je prie les porte-parole des groupes de s'annoncer. Nous sommes en débat libre, donc vous avez six minutes.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Warum lehnt die SVP den Zusatzkredit von jährlich 3,3 Mio. Franken für die Jahre 2015 und 2016 ab? Der Zusatzkredit ist für die separate Unterbringung von jugendlichen Asylsuchenden vorgesehen. Erstens möchte ich daran erinnern, dass wir bereits während der letzten Septembersession 3,6 Mio. Franken für diese Zeitspanne bewilligt haben. Für diesen Betrag ist es möglich, 50 Jugendliche im Haus Bäregg bei Langnau i. E. und 40 Jugendliche in einer separaten

Unterkunft in Belp unterzubringen. Somit können insgesamt 90 Jugendliche untergebracht werden. Zweitens: Weil im Vortrag des Regierungsrats leider die wichtigsten Informationen für die Meinungsbildung fehlen, haben wir in der SiK zusätzliche Zahlen verlangt und schliesslich auch erhalten. Ich hoffe, dass diese zusätzlichen Informationen durch die Mitglieder der SiK in die Fraktionen getragen wurden. Drittens: Die Altersangaben zu den unbegleiteten Asylsuchenden, welche man ebenfalls in dem zusätzlichen Dokument nachlesen kann, zeigen, dass die 13–17-Jährigen alle in den bisherigen Unterkünften Platz fänden. Wir sind der Meinung, dass die 18- und 19-Jährigen in den ordentlichen Asylunterkünften untergebracht werden könnten. Für uns ist das Argument, dass die 18- und 19-Jährigen nicht in den Unterkünften für Erwachsene leben sollten, damit sie nicht mit Drogendeal und sonstiger Kriminalität in Kontakt kommen, nicht überzeugend. Kriminelles Verhalten sollte in unseren Unterkünften sowieso nicht vorkommen. Zudem gibt es in den anderen Kantonen nicht so viele zusätzliche Unterkünfte wie in Bern. Auch die EU-Aufnahmerichtlinien sehen vor, dass bereits Jugendliche ab 16 Jahren in den Unterkünften für Erwachsene wohnen können. Die SVP lehnt den Zusatzkredit ab, weil im Moment genügend Plätze zur Verfügung stehen, wenn man die vorliegenden Dokumente genau liest. Wir sind jedoch auch der Meinung, dass unbegleitete Asylsuchende unter 17 Jahren einen speziellen Schutz und eine spezielle Unterbringung verdienen und benötigen. Deshalb bitten wir Sie, den Zusatzkredit abzulehnen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Wie bereits erwähnt, haben wir im September 2014 einen Kredit für die Jahre 2015 und 2016 gesprochen. Dass wir nicht über einen Kredit für die nächsten vier Jahre beschliessen mussten, liegt daran, dass ein neues und vorzugsweise kostengünstigeres Unterbringungskonzept für die Zeit ab 2017 ausgearbeitet werden soll. Das Konzept liegt noch nicht vor, was auch nicht erstaunt, sind doch seit dem Entscheid des Grossen Rates erst sechs Monate vergangen. Markus Wenger hat uns darüber informiert. Weltweit sind 51,2 Millionen Menschen auf der Flucht. So viele waren es noch nie. Wer den Bericht der UNO-Flüchtlingshilfe liest, stellt fest, wie unendlich dankbar wir sein können, weil das Schicksal es gewollt hat, dass wir in diesem Land leben dürfen. Von diesen 51,2 Millionen Menschen sind rund 140 UMA im Kanton Bern. Sie sind höchstens 18 Jahre alt oder jünger. Somit sind es Kinder. Diese Kinder haben ein anderes Schicksal als wir. Es sind Kinder, die verloren gegangen sind oder die sich alleine bis zu uns durchgekämpft haben, weil sie leben wollen. Vielleicht wurden sie von Schleppern transportiert, die viel Geld kassiert haben. Es sind auch Kinder darunter, deren zurückgebliebene Eltern für sich keinen anderen Ausweg mehr gesehen und ihre Kinder zur Flucht aufgefordert, und wer weiss, vielleicht sogar gezwungen haben.

Ob wir nun diesen Kredit annehmen oder nicht: Es werden weiterhin Kinder mit solchen Schicksalen zu uns kommen. Wir können uns mit allen möglichen Mitteln für eine Abschottung der Schweiz einsetzen, was ja leider nicht nur in diesem Bereich von gewissen Kreisen gefordert wird. Doch leider können wir die Flucht dieser 51,2 Millionen Menschen

nicht stoppen. Wir können auch keinem Schlepper und keiner Schlepperorganisation das Handwerk legen. Die Schweiz und unser Kanton können keinen Krieg stoppen, so gerne wir dies tun würden. Was wir jedoch als Mitglied der UNO und als Unterzeichner der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte tun können, ist, diesen 140 Kindern – es handelt sich von Gesetzes wegen um Kinder – unsere Hilfe anzubieten. Die UNO-Präambel ruft in Erinnerung, dass die Kinder wegen ihrer Verletzlichkeit Anspruch auf besondere Fürsorge und Unterstützung haben. Diese Kinder sind oft vom Krieg traumatisiert. Sie haben keine geregelten Strukturen und keine Menschen, die sich um sie kümmern. Sie brauchen genau jetzt unsere Hilfe. Wir müssen das verlangte Konzept erarbeiten und werden noch erfahren, wie es aussehen wird. Es ist zu hoffen, dass sich neben den bekannten Institutionen Zentrum Bäregg und Belp auch Pflegefamilien finden werden. Doch die Betreuung dieser Kinder ist sehr anspruchsvoll. Ich könnte mir gut vorstellen, dass es für heutige Familien mit einer Teilzeit erwerbstätigen Mutter, einem voll erwerbstätigen Vater und Kindern, die verschiedene Schulen besuchen und unterschiedliche Hobbies haben, nicht einfach sein wird, zusätzlich ein fremdländisches und womöglich traumatisiertes Kind zu begleiten. Sabina Geissbühler, es sind Kinder! Es sind nicht per se Kriminelle, die zu uns kommen. Es geht hier in erster Linie um Kinder, die Asyl suchen. Wir stehen somit hinter diesem Kredit und lehnen den Antrag der SVP ab.

Christoph Ammann, Meiringen (PS). Dieser Antrag steht ziemlich quer in der Landschaft. Wir haben während der Septembersession eingehend über dieses Thema diskutiert und haben auch in der SiK ausführlich darüber gesprochen. Schon damals stellte man fest, dass die Anzahl unbegleiteter Asylsuchender stark zunimmt. Der Polizeidirektor hat auch schon darauf hingewiesen, dass man damit rechnen muss, dass der Kredit nicht reicht. Wir haben auch über die verschiedenen Unterbringungsmöglichkeiten eingehend diskutiert. Der Entscheid damals war klar: Die UMA sollen separat untergebracht werden, entweder in speziellen Unterkünften oder in Pflegefamilien, sodass man die Anforderungen des Kinderschutzes erfüllt. Diese Ausgangslage hat sich aus Sicht der SP-JUSO-PSA-Fraktion seit September 2014 nur insofern geändert, als die Fallzahlen stark zugenommen haben. Unter welchen Umständen diese Asylsuchenden zu uns gekommen sind, welchen Hintergrund und welche Belastungen sie mitbringen, hat meine Vorrednerin eingehend dargelegt. Unserer Meinung nach kann man die Unterbringungsfrage heute nicht ernsthaft diskutieren. Wir haben bereits im September klar festgelegt, was wir für die nächsten zwei Jahre wollen. Wenn wir den Zusatzkredit heute ablehnen, nehmen wir zwangsläufig in Kauf, dass man UMA in Kollektiv-Unterkünften einquartieren muss. Wer dabei noch von Kinderschutz spricht, klingt zynisch. Mit einer Ablehnung des Kredits provoziert man, dass der Kinderschutz zumindest nicht umfassend eingehalten werden kann. Man riskiert, dass die KESB Gefährdungsmeldungen erhalten wird. Dadurch wird es zu Rechtsverfahren und zu hohen Mehrkosten kommen. Dies will unsere Fraktion nicht. Wir wollen, dass das Parlament für das Amt für Migration ein verlässlicher Partner ist und bleibt. Wir wollen, dass UMA unter menschenwürdigen Bedingungen in der Schweiz untergebracht werden und der Kinderschutz einge-

halten wird. Deshalb lehnen wir den Ablehnungsantrag selbstverständlich ab und schliessen uns der Haltung von SiK und Regierung an.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Wenn man sieht und hört, dass Abertausende von Menschen aus Afrika auf dem Weg nach Europa sind, kann dies Angst auslösen. Der Eindruck, dass die Regierung der Schweiz und die Regierungen der EU-Staaten nicht immer einen Plan haben, wie sie mit dieser Situation umgehen sollen, trägt nicht zur Beruhigung bei. Bei diesem Nachkredit geht es jedoch ausschliesslich darum, wie wir mit Kindern und Jugendlichen umgehen, die von Gesetzes wegen den KESB-Richtlinien unterstellt sind. Kosten werden sowieso entstehen. Es geht jedoch darum, dafür zu sorgen, dass diese Kinder und Jugendlichen weder abtauchen noch kriminell werden. Bei einer Unterbringung in einem normalen Asylzentrum wäre diese Gefahr gross. Hier könnten die KESB-Richtlinien nicht umgesetzt werden, und wir müssten mit Gefährdungsmeldungen von Beiständen rechnen. Die glp ist überzeugt, dass die Unterbringung in separaten Institutionen auf lange Sicht am kostengünstigsten ist. Wir werden dem Nachkredit einstimmig zustimmen.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). Ich möchte meinen Vorrednerinnen und Vorrednern danken, insbesondere Anita Luginbühl, die von Menschlichkeit, von Verantwortung und von den Bedürfnissen von Kindern gesprochen hat. Damit hat sie den Geist der BDP in diesen Saal getragen. Im September haben wir 3,6 Mio. Franken für die Unterbringung von UMA bewilligt. Wir wissen alle, was im Moment auf der Welt passiert. Wir sind gut informiert, wir sehen die Tagesschau und lesen die Zeitung. Wir wissen, dass in Syrien und in der Ukraine Krieg herrscht, und dass es zahlreiche Unruhen, kriegerische Auseinandersetzungen und Menschenrechtsverletzungen gibt, auch in Staaten, die sich relativ nahe bei uns befinden. Wir wissen, dass wir selbstverständlich nicht all diesen Menschen helfen und auch nicht alle Menschen bei uns aufnehmen können. Doch wir wissen auch, dass heute weitaus mehr Menschen weltweit auf der Flucht sind, als dies in früheren Zeiten der Fall war. Dazu gehören auch Kinder und Jugendliche. Wir können so tun, als ginge uns dies nichts an, und als könnten wir mit einem bürokratischen Entscheid ein Problem lösen. Doch das können wir nicht. Was auf der Welt geschieht, geht uns etwas an. Es hat mit uns zu tun, dass weltweit Ungerechtigkeit herrscht. Es hat auch mit uns zu tun, dass die Menschen hierher fliehen wollen, und es hat mit uns zu tun, dass jeden Tag und jede Nacht Menschen im Mittelmeer ertrinken, weil sie verzweifelt unterwegs sind auf der Suche nach einem besseren Leben. Wir haben die menschliche, ethische und politische Pflicht, den Menschen, die hierherkommen – insbesondere den verletzlichen Menschen und den Kindern – in einer Weise beizustehen, die der Anstand verlangt und die der humanitären Tradition der Schweiz entspricht. Ich bitte Sie deshalb sehr darum, diesem Nachkredit zuzustimmen. Die grüne Fraktion tut dies einstimmig. Für uns ist dies selbstverständlich. Kosten können höher ausfallen, als man dies vor einem halben Jahr vorhergesehen hat. Deshalb muss man dieser sinnvollen Investition in die Kinder und in die Zukunft zustimmen.

Philippe Müller, Berne (PLR). Es geht hier um einen Zusatzkredit, und nicht um die Frage, wie die UMA untergebracht werden sollen. Diese Frage haben wir nämlich im letzten September für die Jahre 2015 und 2016 entschieden. Es war damals schon bekannt, dass es einen Zusatzkredit geben wird, es wurde mit offenen Karten gespielt. Die Frage, wie die UMA in Zukunft untergebracht werden sollen, wird bereits in diesem Herbst in der Sicherheitskommission diskutiert werden. Anschliessend wird das Geschäft wieder in den Grossen Rat gelangen. Dass die Unterbringung von Kindern jetzt nicht im Rahmen eines Zusatzkredits übers Knie gebrochen werden kann, ist für die FDP klar. Dass es für Kinder eine besondere Unterbringung braucht, ist für die FDP ebenso klar. Es geht um junge Menschen, die das Leben noch vor sich haben, und nicht um Gegenstände, die man in ein Regal stellen kann. Wir werden heute nicht über die zukünftige Unterbringung der UMA diskutieren. Die FDP empfiehlt Ihnen einstimmig, diesen Zusatzkredit anzunehmen.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Permettez-moi de vous parler ici d'une émission de la Télévision Suisse Romande de ces dernières semaines, c'était Temps présent qui a fait le point sur la situation des requérants d'asile mineurs non accompagnés en Suisse. On y a découvert que les droits de l'enfant ne sont pas toujours respectés dans notre pays. Je ne vous cacherais pas que cette situation m'a particulièrement ému. On a aussi vu dans ce Temps présent de fortes disparités entre les cantons et des manquements importants en matière d'encadrement des mineurs. On voyait par exemple que dans le canton d'Argovie, des jeunes, des enfants sont carrément livrés à eux-mêmes toute la journée. Cette émission a généré des interventions au niveau du Parlement fédéral, il y a notamment une motion qui a été déposée qui invite le Conseil fédéral à faire respecter dans tous les cantons la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Bien entendu ce domaine est de la compétence des cantons. Alors, que voulons-nous? Que le canton de Berne soit également montré du doigt? Ou voulons-nous nous donner les moyens de remplir notre devoir en la matière, conformément au droit? Au parti évangélique, nous avons tranché, c'est ce deuxième cas de figure que nous voulons. Et personnellement aussi, je vous encourage à accepter ce crédit complémentaire.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Ich möchte mich zu diesem Geschäft ebenfalls äussern, weil ich der Meinung bin, dass wir hier eine Luxusvariante gewählt haben. Christine Häslar hat versucht, allen Grossräten ins Gewissen zu reden und zu erklären, wie schlimm alles sei. Ich möchte nun darlegen, dass die SVP keineswegs menschenfeindlich ist und dieses Anliegen sehr ernst nimmt. Von den rund 2000 Asylbewerbern, die in den 24 Kollektivunterkünften untergebracht sind, sind 45 Prozent zwischen 18 und 30 Jahre alt und somit junge Leute. Jetzt muss mir jemand erklären, wieso wir UMA nicht in einer Kollektivunterkunft unterbringen wollen, wie dies andere Kantone tun. Wir haben 143 UMA im Kanton. Davon befinden sich 125 im Asylverfahren. 18 haben einen Flüchtlingsstatus. Von den 143 UMA sind 66 Prozent zwischen 17- und 18-jährig. In meinen Augen sind dies keine Kinder mehr, und ich verstehe nicht,

warum man sie nicht in einer Kollektivunterkunft unterbringen kann. Dies hat auch nichts mit Abschottung zu tun. Hinzu kommt, dass gemäss dem Asylgesetz für UMA eine Vertrauensperson sowie bei längerer Dauer ein Beistand durch die KESB verfügt wird. Im Testzentrum Zürich werden UMA gemeinsam mit anderen Personen aus dem Asylbereich untergebracht. Mich stört es, dass man an einer separaten Unterbringung ohne Wenn und Aber festhalten will. Wie soll ich einem Bürger erklären, dass der Kanton Bern für die Betreuung von jugendlichen Asylbewerbern pro Jahr und pro Person 60 000 Franken ausgibt? Dies ist leider die Realität. Deshalb bitte ich Sie, den Zusatzkredit abzulehnen.

Vreni Kipfer, Stettlen (PBD). Diesen Abänderungsantrag kann ich nicht verstehen. Wenn wir den letzten Abschnitt im Vortrag des Regierungsrats zum Verpflichtungskredit lesen, dann muss uns klar werden, dass es viel teurer wird, wenn wir die UMA – was für ein Wort übrigens für junge Menschen – in den ordentlichen Asylstrukturen unterbringen. Dort würden sie zu Recht einen Beistand erhalten. Die KESB würde eingeschaltet, etc. Was wollen wir tun? Diese Jugendlichen sind bereits hier. Sie sind unter anderem hier, weil Afrika zu viele «Ks» hat: Krankheiten, Kriege, Katastrophen, Korruption, Kapitalflucht. Zur Kapitalflucht würde ich gerne etwas ausholen, doch das liegt an dieser Stelle nicht drin. Die Bilder von Bootsflüchtlings auf dem Mittelmeer gelangen wöchentlich in unsere schönen, warmen und überfüllten Wohnzimmer. Unter diesen Bootsflüchtlings hat es auch Minderjährige. Bei einem der ersten Dramen, die sich vor Lampedusa abgespielt haben und auf welches die Medien aufmerksam wurden, gab es einen Besuch des Papstes. Der Papst hat aus meiner Sicht ein wichtiges Wort gesagt. Ich zitiere: «Unser Wohlstand hat uns unsensibel für die Schreie der anderen gemacht. Er hat dazu geführt, dass wir in einer schönen, leeren Seifenblase leben, in einer Globalisierung der Gleichgültigkeit.» Diese Gleichgültigkeit ist mitschuldig daran, dass wir nicht mehr wirklich hinhören und hinschauen, wenn es darum geht, warum diese Tausenden von Menschen übers Meer fahren und diese Strapazen auf sich nehmen. Den zitierten Satz habe ich auf eine Karte geschrieben. Sie steht heute auf meinem Pult, damit ich den Satz immer wieder lesen und mich daran erinnern kann, dass ich nicht gleichgültig werden will. Dies gilt gerade jetzt, wo es nur ums Geld geht, welches für junge Leute ausgegeben werden soll. Ich bitte Sie, diesen Abänderungsantrag abzulehnen und dem Verpflichtungskredit zuzustimmen.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Es geht hier auch darum, ein Zeichen zu setzen. Ich habe den Eindruck, dass wir von der SVP nicht mehr oder weniger menschlich sind als die anderen. Doch ich frage Sie: Wollen wir Herrgott spielen? Es wurde vorhin erwähnt, um welche Geldbeträge es bei diesem Geschäft geht. Ich will hier keine Grundsatzdebatte von Zaun reissen, doch mit diesem Geld könnte man in den Herkunftsländern zig Mal mehr Leuten helfen. Man könnte dort etwas ändern, wo diese Leute zuhause sind. Nun bieten wir den paar Jugendlichen, die hierher kommen, ein Leben in «Schweizer Qualität». Das ist einerseits richtig, doch vielleicht müssten wir uns fragen, ob es nicht besser wäre, einen Teil des Geldes, welches wir hier ausgeben, in den Herkunftsländern einzusetzen.

Markus Wenger, Spiez (PEV), président de la CSéc. Als Präsident der vorberatenden Kommission möchte ich gerne etwas präzisieren. Wir haben gehört, dass in den Unterkünften für minderjährige Asylsuchende auch 18- und 19-Jährige leben. Die 18-Jährigen kann man nicht an ihrem Geburtstag als «Geschenk» einfach vor die Türe setzen. Es braucht Übergangslösungen. Diese Lösungen sind umso wichtiger, wenn man bedenkt, dass über 90 Prozent dieser Asylsuchenden in der Schweiz bleiben werden. Ihre Kinder werden dereinst Schweizer sein. Davon müssen wir ausgehen. Deshalb ist es sinnvoll, genau hinzuschauen. Es leben tatsächlich auch 19-Jährige in diesen Unterkünften. Gemäss der Tabelle, die wir erhalten haben, handelt es sich dabei um drei junge Burschen von gesamthaft 97 Kindern und Jugendlichen. Nun zu einem weiteren Punkt: Mir ist es wichtig, den Mitarbeitenden der Polizei- und Militärdirektion und den zivilen Organisationen, die diese jungen Leute betreuen, ganz herzlich zu danken. Danken möchte ich auch den Kirchgemeinden, den Frauenvereinen und den Privaten, die sich hier landauf-landab engagieren, die Kuchen backen, Deutschunterricht erteilen, bei den Hausaufgaben helfen, Sportprogramme anbieten und so weiter. Es ist ein schönes Stück Schweiz, welches hier sichtbar wird. Für mich sind diese Frauen und Männer die Heldinnen und Helden dieser Szene, weil sie ihre Zeit für diese Leute einsetzen und auf andere zugehen. Dafür gilt ihnen mein herzlicher Dank.

La présidente. Le directeur de la police ne veut prendre qu'une fois la parole, donc je donne la parole à l'auteur de la proposition. Mme Geissbühler, c'est à vous, si vous voulez. Vous pouvez vous annoncer. Merci, c'est à vous et vous n'avez que trois minutes.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich kann sehr gut verstehen, was soeben gesagt wurde. Es leuchtet mir ein, und ich könnte es eigentlich auch unterschreiben, allerdings nur, wenn ich schlecht informiert wäre. Doch wir haben in der Sicherheitskommission zusätzliche Informationen angefordert und uns Zahlen liefern lassen. Allerdings wurden diese Unterlagen in den Fraktionen wohl nicht angeschaut. Meiner Meinung nach hat die Kommission unseriös gearbeitet. Das muss ich hier sagen. Es ist unseriös, Dinge zu behaupten, die nicht stimmen, weil man nicht die richtigen Zahlen verwendet. In den beiden Unterkünften, die heute bestehen, könnten alle Kinder und Jugendlichen untergebracht werden. Nun soll nicht nur ein Zusatzkredit gewährt, sondern auch eine zusätzliche Unterkunft bezogen werden. Es glaubt wohl niemand, dass man diese zusätzliche Unterkunft nächstes Jahr einfach wieder schliessen wird. Zu den Zahlen: Es hat 12 13-Jährige, 16 15-Jährige, 42 17-Jährige, 22 18-Jährige und 3 19-Jährige. Wenn man die 25 18- und 19-Jährigen nicht dazuzählt, haben alle anderen Platz in den bisherigen Unterkünften. Ich finde es nicht in Ordnung, wenn diese Tatsache in der Vorlage nicht geschrieben steht. Wir von der SVP haben versucht, das Thema ganz sachlich anzuschauen. Auch wir wollen nicht, dass Kinder in den Unterkünften für Erwachsene untergebracht werden. Doch hier wurden unglaublich polemische Voten abgegeben. So kann man nicht über einen Kredit diskutieren! Wenn man über einen Kredit diskutiert, geht es

um Fakten. Doch hier wurde nur polemisiert. Ich hoffe, dass es nicht noch einmal vorkommt, dass die Kommissionsmitglieder die Fraktionen nicht richtig informieren.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Wir sprechen über einen Zusatzkredit zum Grossratsbeschluss vom September 2014. Wie Sie sich sicher erinnern, hat die POM eine Lösung für die Unterbringung der UMA für die nächsten vier Jahre vorgeschlagen. Der Grosse Rat hat entschieden, diese Zeitspanne auf zwei Jahre zu reduzieren. Im Herbst 2015 werden wir mehrere Varianten für den zukünftigen Umgang mit den UMA vorschlagen. Anhand dieser Vorschläge wird man dann eine politische Diskussion zu dieser Frage führen. Doch heute geht es um einen Zusatzkredit, welcher mit einem Beschluss zusammenhängt, den der Grosse Rat bereits getroffen hat.

Der einzige Grund, warum es diesen Zusatzkredit braucht, besteht darin, dass die heutigen UMA-Zahlen nicht mehr den Zahlen entsprechen, welche dem Grossratsbeschluss vom September 2014 zugrunde lagen. Wie kam es zu dieser Änderung? Ein solches Geschäft benötigt eine längere Vorbereitungszeit. Die Anzahl Asylsuchender ist jedoch sehr volatil. Letzten Donnerstag nahm ich mit Frau Bundespräsidentin Sommaruga wieder einmal an einer Sitzung des Ausschusses des Justiz- und Innenministerrats der EU (JI-Rat) teil. Dort lag unter anderem ein Papier des ungarischen Innenministeriums vor. Dieses zeigte auf, dass die Anzahl Asylsuchender pro Jahr zwischen 2008 und 2012 in Ungarn immer rund 1200–1300 betrug. Im Jahr 2013 kamen auf einmal 28 000 Asylsuchende nach Ungarn, und 2014 schon 42 000. Alleine im Januar und Februar 2015 waren es 28 000. Es ist somit recht anspruchsvoll, vorhersehen zu wollen, wie viele Leute wann um Asyl nachsuchen werden. Wir brauchen einen Zusatzkredit, weil die heutige Anzahl UMA höher ist als die Anzahl, von der wir bei der Planung ausgegangen sind.

Nun möchte ich auf die Konsequenzen einer Annahme des Antrags SVP von Frau Grossrätin Geissbühler hinweisen. Diese sind im Vortrag auf den Seiten 6 und 7 beschrieben. Die Folge wäre, dass die UMA, für die es im Zentrum keinen Platz mehr gibt, an einem anderen Ort untergebracht werden müssten. Der Antrag SVP schlägt eine Unterbringung in den Zentren für Erwachsene vor. In Einzelfällen wäre dies möglich, etwa bei den 19-Jährigen und bei einem Teil der 18-Jährigen. Die anderen hingegen müssten in Familien platziert werden. Da diese Kinder alle bei der KESB gemeldet sind, müssen sie entsprechend begleitet werden. Auch da entstehen Kosten. Es ist eine Illusion, zu glauben, dass keine Kosten entstünden. Ich bitte Sie, den Absatz zu den Konsequenzen einer Ablehnung zu lesen.

Dann möchte ich noch auf die Haltung des EJPD betreffend Sonderunterbringung hinweisen. Das EJPD vertritt die Auffassung, dass es nur einen Anteil der Kosten für die Sonderunterbringung übernehmen muss, da der Kindes- und Erwachsenenschutz in der Zuständigkeit der Kantone liegt. Die Kosten würden somit beim Kindes- und Erwachsenenschutz entstehen. Nun möchte ich Ihnen noch ein persönliches Erlebnis erzählen: Die Aargauer Regierungsrätin Susanne Hochuli hat mit fünf Mitarbeitern ihrer Direktion unser UMA-Zentrum in Belp besucht, weil man sich im Aar-

gau überlegt, eine ähnliche Einrichtung zu schaffen. Es war interessant, sich die jungen Leute anzuschauen, die dort untergebracht sind, insbesondere die Buben. Viele dieser Buben engagieren sich in den lokalen Fussballclubs. Wenn sie dereinst im Dress der Schweizer Nationalmannschaft auflaufen, dann freuen sich alle, weil die Schweiz so gut Fussball spielt. Denken wir doch daran, dass ein grosser Teil dieser UMA die nächsten 70 Jahre in der Schweiz verbringen werden! Packen wir jetzt die Chance und tragen wir zu ihrer Integration bei, indem wir diese Jugendlichen in einem adäquaten Setting betreuen. Wenn diese Jugendlichen hier Fuss fassen können, dann haben wir auch in Zukunft die Chance auf eine Nationalmannschaft, die sich sehen lässt.

La présidente. Nous passons au vote et nous allons procéder de la façon suivante. Ceux qui accepteront ce crédit, tel que le propose le Conseil-exécutif, diront oui et ceux qui refusent ce crédit, tel que le propose l'amendement de l'UDC, diront non. Nous passons donc au vote. Ceux qui acceptent ce crédit tel que le propose le Conseil-exécutif votent oui, ceux qui refusent ce crédit tel que le propose l'amendement de l'UDC votent non.

Vote (propositions du Conseil-exécutif et de la commission – adoption / proposition Geissbühler – rejet)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 107

Non 38

Abstentions 6

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.1148

N° de l'intervention: 229-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 17.11.2014
 Déposée par: Marti (Berne, PS) (porte-parole)
 Schindler (Berne, PS)
 Fuhrer-Wyss (Burgistein, PS)
 Cosignataires: 22
 Urgence: refusée le 20.11.2014
 N° d'ACE: 83/2015 du 28 janvier 2015
 Direction: POM

Sort des enfants hébergés dans les structures d'aide d'urgence

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures nécessaires pour que les requérants et requérantes d'asile mineurs, même accompagnés, ne dépendent plus de l'aide d'urgence – ou alors exceptionnellement et pas pendant plus de six mois.

Développement

Dans sa réponse à l'interpellation 084-2014 « Impact des structures d'aide d'urgence sur les enfants et les adoles-

cents », le Conseil-exécutif écrit que les structures d'aide d'urgence ont accueilli 90 enfants entre 2008 et 2012, pour une durée moyenne de 27 mois. Le record est détenu par un enfant qui y a passé un peu moins de six ans et demi. Un chiffre horrible. Et dans le même temps le Conseil-exécutif explique que les requérants et requérantes d'asile mineurs non accompagnés ne sont pas soumis à l'aide d'urgence.

Les propos du Conseil-exécutif, qui estime que les structures d'aide d'urgence sont sans incidence sur le développement des enfants, sont des plus étonnants. C'est se limiter à l'aspect sanitaire. Or le développement d'un enfant demande bien plus que cela, des interactions sociales par exemple (sorties, jeux, etc.). L'aide d'urgence est synonyme d'importantes restrictions parce que ses bénéficiaires ne reçoivent que ce qui est nécessaire à leur survie. L'aide d'urgence apporte une aide transitoire dans une situation d'urgence de courte durée. Pour les personnes dont la demande d'asile a été rejetée et qui ne peuvent pas quitter la Suisse, le provisoire s'installe toutefois. Chez les enfants, cela peut causer des problèmes de santé car les privations se répercutent plus rapidement sur leur santé. Les structures d'aide d'urgence manquent également leur but chez eux puisqu'ils ne vont de toute façon pas partir sans leurs parents. La Convention internationale des droits de l'enfant garantissant à ces enfants le droit à un niveau de vie suffisant, la Suisse a un devoir de protection à leur égard.

Article 27

(1) Les Etats parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social.

Article 31

(1) Les Etats parties reconnaissent à l'enfant le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge et de participer librement à la vie culturelle et artistique.

(2) Les Etats parties respectent et favorisent le droit de l'enfant de participer pleinement à la vie culturelle et artistique et encouragent l'organisation à son intention de moyens appropriés de loisirs et d'activités récréatives, artistiques et culturelles, dans des conditions d'égalité.

Réponse du Conseil-exécutif

L'idée à la base de la motion est que les familles dont la demande d'asile a été rejetée ne peuvent pas quitter la Suisse, ce qui est faux. Avant qu'une décision de renvoi entre en force, les familles concernées et leurs enfants sont soumis à une ou plusieurs procédures d'asile voire de recours. Lorsqu'elle rend ses décisions, l'autorité fédérale doit toujours tenir compte du bien de l'enfant et examiner si un renvoi dans le pays concerné respecte les principes du droit international, s'il est exigible d'un point de vue humanitaire et s'il est techniquement possible. Ce n'est que lorsque ces conditions sont remplies que le renvoi dans le pays d'origine est prononcé. Le séjour prolongé d'enfants au sein de structures d'aide d'urgence et le peu d'argent liquide dont disposent leurs parents sont souvent dus au fait que ces derniers faillissent à leur obligation de quitter la Suisse.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, le canton de Berne ne dispose plus de centres fournissant des prestations en nature, qui

étaient destinés à accueillir les personnes frappées d'une décision de renvoi exécutoire. Désormais, ces personnes résident dans des structures d'hébergement collectif au même titre que celles dont la procédure d'asile est en cours et que celles admises provisoirement. Comme le Conseil-exécutif l'a déjà expliqué dans sa réponse à l'interpellation 084/2014 Marti (PS, Berne), la seule différence de traitement existant entre les familles avec enfants frappées d'une décision de renvoi et les autres réside dans le montant en espèces qui leur est versé.

Lorsqu'une famille demandant l'asile vit depuis une période prolongée dans le canton de Berne et qu'elle s'est vu attribuer un logement privé au cours de la procédure, l'Office de la population et des migrations (OPM) peut déterminer au cas par cas les prestations d'aide d'urgence une fois qu'une décision de renvoi est devenue exécutoire, en tenant compte des besoins particuliers (cf. art. 14, al. 3 de l'ordonnance portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers, OILFAE; RSB 122.201). En pareille situation, l'OPM permet à la famille de rester dans son logement privé jusqu'à la fin du semestre scolaire, voire jusqu'à son départ.

L'exclusion de l'aide sociale – et l'affiliation à l'aide d'urgence – est une conséquence prévue par la législation fédérale à l'issue du prononcé d'une décision d'asile et de renvoi exécutoire; elle s'applique indépendamment de l'âge de la personne concernée. Le Conseil-exécutif n'a connaissance d'aucune jurisprudence qui qualifierait cette disposition fédérale de contraire à la Convention relative aux droits de l'enfant.

Étant donné que les familles frappées d'une décision de renvoi exécutoire sont hébergées dans des conditions pratiquement similaires à celles des personnes dont la procédure est en cours et compte tenu de la pratique d'exceptions déjà appliquée par les autorités cantonales des migrations, le Conseil-exécutif estime que la création d'une base légale permettant de déroger systématiquement à l'exclusion de l'aide sociale ne s'impose pas. En outre, une fois que la personne concernée est exclue de l'aide sociale, la Confédération cesse tout versement des subventions correspondantes. Pour ces raisons, le Conseil-exécutif propose le rejet de la présente motion.

Si le Grand Conseil décide contre toute attente de renoncer systématiquement à exclure les enfants et leurs familles de l'aide sociale, il faudra alors créer une base légale cantonale en vue d'assurer le financement des dépenses supplémentaires générées dans le domaine de l'aide sociale en matière d'asile.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 15, motion de Mme Marti, Sort des enfants hébergés dans les structures d'aide d'urgence. Le Conseil-exécutif propose le rejet de cette motion, Mme Marti a la parole. Je vous prie d'être un petit peu calmes ou alors sortez s'il vous plaît. Les groupes sont priés de s'annoncer. Mme Marti, c'est à vous.

Ursula Marti, Berne (PS). Wir werden diesen Vorstoss zurückziehen. Doch ich möchte noch eine Erklärung dazu abgeben. Ich habe den Eindruck, dass die Polizeidirektion

das Anliegen, welches dieser Motion zugrunde liegt, nicht verstehen will oder es aus meiner Sicht falsch interpretiert. (*La présidente agite sa cloche.*) Es geht um die Kinderrechtskonvention der UNO. Anita Luginbühl, Patrick Gsteiger und Vreni Kipfer haben sehr gut beschrieben, worum es dabei geht. Die Kinderrechtskonvention der UNO hält fest, dass jedes Kind das Recht hat auf eine gesunde körperliche, geistige, seelische und soziale Entwicklung und auf einen Lebensstandard, der dies ermöglicht, unabhängig von der Situation der Eltern. Wir müssen daran denken, dass Kinder von Asylsuchenden besonders verletzlich sind. Viele sind auch traumatisiert. Der Regierungsrat behauptet, es sei richtig, Kinder, deren Eltern einen Wegweisungsentscheid erhalten haben, anders zu behandeln als Kinder von Eltern, die in der Schweiz bleiben dürfen. Das widerspricht jedoch der Kinderrechtskonvention. Wenn die Eltern das Land nicht verlassen und nur noch Nothilfe erhalten, dürfen die Kinder nicht darunter leiden. Sie können nichts dafür, dass ihre Eltern so entschieden haben. Abgesehen davon gibt es für den Entscheid der Eltern oft nachvollziehbare Gründe, doch das ist hier nicht das Thema. Hier geht es darum, dass die Kinder unabhängig vom Status der Eltern Rechte haben. Diesen Grundsatz gilt es zu beachten. Der Regierungsrat behauptet fälschlicherweise, der Kanton habe hier keinen Spielraum. Das stimmt nicht, denn für die Ausrichtung der Nothilfe ist kantonales Recht anwendbar. Es gibt sehr wenige Auflagen, und der Kanton Bern kann den Betrag selber festlegen. Offensichtlich ist es im Rahmen dieses Vorstosses nicht gelungen, dieses wichtige Anliegen gut genug darzulegen und aufzuzeigen, dass der Kanton hier eine grosse Verantwortung wahrnehmen muss. Wir Motionärinnen ziehen diesen Vorstoss deshalb zurück, werden jedoch gemeinsam mit anderen Fraktionen mit einem neu formulierten Vorstoss einen neuen Anlauf nehmen. Wir werden anders und vielleicht auch etwas verständlicher argumentieren, damit der neue Vorstoss hier eine Chance haben wird.

La présidente. Nous avons pris connaissance que cette motion est retirée.

Affaire 2014.RRGR.961

N° de l'intervention:	189-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	12.09.2014
Déposée par:	Müller (Berne, PLR) (porte-parole) Siegenthaler (Rüti b.Büren, PBD) Brand (Münchenbuchsee, UDC)
Cosignataires:	26
N° d'ACE:	44/2015 du 21 janvier 2015
Direction:	POM

La sécurité est une tâche publique qui doit être prise au sérieux

Conformément à l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet l'initiative suivante à l'Assemblée fédérale :

Modification de la Constitution fédérale, titre 6, chapitre 2, article 196, chiffre xy (à la suite), disposition transitoire de

l'article 58 Cst. : Les dépenses militaires de la Confédération s'élèvent à 1,2 pour cent du PIB durant une période de dix ans à compter de l'adoption de la présente disposition. Le montant annuel du budget militaire se calcule sur la base du PIB de l'année précédente ou de l'année d'avant.

Développement :

La Suisse est un pays très riche. Le PIB par habitant est parmi les plus élevés du monde, le pouvoir d'achat du revenu est nettement supérieur à ce qu'il est dans la plupart des pays du globe, également dans les pays européens ; la distribution des revenus est moins inégale que la moyenne européenne (Rapport sur la répartition de la richesse en Suisse). Malgré cela, les dépenses militaires sont depuis plus de vingt ans nettement inférieures en Suisse à ce qu'elles sont dans des *pays européens comparables*. Depuis deux décennies, des milliards ont été retirés des budgets militaires au profit d'autres domaines de la consommation. Les pays européens comparables, qu'ils soient gouvernés par la gauche ou par la droite, ont fait de bien plus grands efforts pour étoffer leur défense. Depuis une dizaine d'années, la Suisse dépense même moins de un pour cent de son PIB pour sa défense, l'Armée a été radicalement redimensionnée et sa capacité d'intervention n'est plus garantie. Il faut que notre pays s'engage lui aussi dans un effort pour amener l'Armée à un niveau de qualité qui pourra être pris au sérieux.

Dépenses pour la défense, en comparaison internationale (chiffres 2012-2013, source : sipri, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm) :

Suisse	0,7	Portugal	1,9
Danemark	1,4	Belgique	1,1
Norvège	1,4	Tchéquie	1,1
Suède	1,2	Croatie	1,6
Finlande	1,2	Slovénie	1,2
Hollande	1,4	Monténégro	1,6

Les grands pays européens dépensent même nettement plus : France : 2,3 pour cent, Royaume Uni : 2,3 pour cent. Dans différents pays, les budgets militaires sont en augmentation. La Suisse ne vit pas sur une autre planète.

En termes de sécurité, la situation a fortement changé dans le monde: une guerre en Europe n'est plus seulement possible, puisque l'annexion militaire d'un territoire voisin est un fait récent ; le droit des conflits armés est régulièrement foulé aux pieds en Europe. Une organisation terroriste islamiste se déploie pas si loin de nous. De plus, cette évolution s'accompagne d'un changement des opinions : l'Eglise, le gouvernement allemand (deux femmes en tête) et même la gauche chez nous s'expriment en faveur de livraisons d'armes et donc du recours aux armes. Ces faits montrent que les espoirs de paix qui ont pris naissance à la chute du mur de Berlin n'étaient qu'une illusion.

La seule réserve de sécurité de la Suisse indépendante, la seule organisation qui lui permettrait de tenir dans une situation extraordinaire (à l'inclusion d'une catastrophe environnementale) est l'armée. Dans notre pays prospère, elle doit être enfin alimentée au moins comme dans les autres pays.

Réponse du Conseil-exécutif

Comme l'indique le rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la politique de sécurité de la Suisse du 23 juin 2010, l'armée suisse a été créée à l'origine uniquement dans le but de dissuader des adversaires potentiels de mener une attaque contre la Suisse ou de la repousser dans le cas où elle viendrait à se produire. En outre, la notion de sécurité a évolué et s'est élargie ces dernières années, ce qui a entraîné un changement dans les tâches et les mandats de l'armée.

Même si la défense demeure une tâche centrale de l'armée, ses mandats ne portent plus en priorité sur la protection contre une éventuelle attaque armée par un autre État mais de plus en plus sur des formes de menace non conventionnelles telles que le cyberterrorisme. L'intervention subsidiaire de l'armée pour soutenir les autorités civiles revêtira en outre toujours la même importance à l'avenir. Resteront aussi essentiels le maintien de la sécurité dans l'espace aérien, le soutien aux organisations partenaires de la protection de la population après un événement majeur, une catastrophe ou dans une situation d'urgence, et la sécurisation des infrastructures critiques par l'armée. Dans ce contexte, la part croissante de violence armée émanant d'acteurs non étatiques joue également un rôle.

Par le passé, le canton de Berne a pu compter à plusieurs reprises sur le soutien de l'armée, notamment dans le cadre de la surveillance des ambassades (AMBA Centro) et d'interventions en cas de catastrophes naturelles, comme dernièrement dans la vallée de la Kander en 2012 et dans l'Emmental en 2014.

L'armée constitue la seule réserve fédérale dans le domaine de la politique de sécurité pouvant être mobilisée lorsque les autres moyens des cantons et de la Confédération (notamment la police, les sapeurs-pompiers, les services sanitaires et la protection civile) sont épuisés. Il est donc dans l'intérêt du canton de Berne que la Suisse dispose d'une armée polyvalente, puissante et bien équipée, qui soit suffisamment importante et en mesure de s'adapter rapidement à de nouveaux types de menace. Les événements qui se sont produits récemment sur la scène internationale relevant de la politique de sécurité (conflit en Ukraine, organisation terroriste EI) démontrent que l'on ne peut renoncer à la ressource que constitue l'armée.

Afin que l'armée puisse accomplir ses tâches pour assurer la sécurité de la population suisse, il faut lui octroyer des moyens suffisants. Ceux-ci ne sauraient être calculés sur la base d'un pourcentage fixe: seule la Confédération est à même de déterminer avec fiabilité le montant annuel nécessaire. Enfin, estimant que le canton ne doit lancer une initiative que si elle porte précisément sur des questions qui le concernent, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 16, motion de M. Müller, PLR, La sécurité est une tâche publique qui doit être prise au sérieux. Le Conseil-exécutif rejette cette motion. Monsieur c'est à vous, mais vous ne vous êtes pas annoncé.

Philippe Müller, Berne (PLR). Wir kommen zu einem nationalen Thema, welches wir in Form einer Standesinitiative einbringen. Alle, die jetzt die Nase rümpfen, weise ich darauf hin, dass seit 2010 weit über 30 Standesinitiativen von ganz verschiedenen Parteien eingereicht wurden. Worum geht es? Im Jahr 2000 wurde eine Initiative von armeerfeindlichen Kreisen, welche die Ausgaben für die Armee halbieren wollte, vom Volk klar abgelehnt. Seither wurden die Militärausgaben dem Volkswillen zum Trotz massiv reduziert. Die wohlhabende Schweiz ist offenbar nicht bereit, genügend in die Sicherheit zu investieren. Die Armee ist seit Jahren massiv unterfinanziert. Dies ist keine Behauptung von mir, sie stammt vielmehr vom «unverdächtigen» Stockholmer Internationalen Friedensforschungsinstitut (SIPRI). Die Zahlen dieses Instituts zeigen, dass die Schweiz einen deutlich geringeren Anteil am BIP für die Verteidigung ausgibt als andere Länder, die von der Grösse her vergleichbar sind. Die Schweiz gibt knapp 0,8 Prozent des BIP für die Sicherheit aus, während Länder wie Dänemark, Holland, Norwegen, Portugal, Schweden oder Finnland deutlich mehr, nämlich zwischen 1,2 und rund 2 Prozent ausgeben. Der Durchschnitt liegt in Europa bei 1,6. Wir geben somit nur halb so viel aus wie der Durchschnitt. Diese Zahlen werden jährlich publiziert und sind eindrücklich. Sie zeigen, dass die wohlhabende Schweiz nicht bereit ist, genügend in die Sicherheit zu investieren. Das hat Folgen: Die Luftwaffe kann nur noch zu Bürozeiten intervenieren. Sie haben die Folgen dieser Situation vor gut einem Jahr erlebt. Das betreffende Ereignis wurde auch von der internationalen Presse aufgenommen. Fast ein Drittel der militärischen Verbände existiert nur auf dem Papier. Ich weiss nicht, ob Ihnen diese Tatsache bekannt ist. Es fehlt an Personal und an Material. Von den verbliebenen gut zwei Dritteln haben 30–50 Prozent kein Material. Dies ist umso gravierender, als unsere Armee die einzige Sicherheitsreserve unseres bündnisfreien Landes ist. Das schreibt auch die Regierung in ihrer Antwort. Wir haben niemanden, der bei einem grösseren Ereignis unsere Verteilzentren, Schulen, Bahnhöfe, Staumauern, Tunnels und sogar unsere Zeitungsredaktionen schützt. Frankreich hat kurzfristig 10 000 Soldaten aufgeboten, um die Schulen, Verkehrsknotenpunkte und öffentlichen Plätze zu schützen. Dänemark und Holland haben ebenfalls ihre Armee aufgeboten. Bei einem grösseren Ereignis – auch einem grösseren Umweltereignis – wären wir nicht bereit. Eine solche Situation möchte ich nicht erleben.

Der Vorstoss entstand aufgrund einer allgemeinen Besorgnis der bürgerlichen Parteispitzen. Wie als furchtbare Bestätigung dieser Besorgnis haben sich im Januar die Terrorangriffe in Paris, Belgien und Kopenhagen ereignet. Niemand hat diese Angriffe vorausgesehen. Dies als Hinweis an jene, die immer schon im Voraus wissen wollen, wer uns wohl wie angreifen wird. Es ist erstaunlich: Seit Jahren bastelt die Schweiz an den Aufgaben, am Auftrag und an der Daseinsberechtigung der Armee herum, dabei liegen die Fakten spätestens seit dem Januar 2015 auf dem Tisch und sind einsehbar. Die Aufgaben unserer Armee unterscheiden sich nämlich nicht von jenen der belgischen, dänischen oder schwedischen Armee. Auch Schweden ist ein neutrales Land. Ich verstehe deshalb nicht, warum der Bundesrat und das Parlament an dieser Frage «herumknorzen», und ich

verstehe auch nicht, warum das VBS nicht endlich vorwärtsmacht und die Aufgaben und die Strategie klar festlegt. Es gibt keinen Grund zur Hektik. Doch man muss feststellen, dass es wieder Krieg gibt in Europa. Ganze Gebiete werden einfach annektiert. Es gibt Terroranschläge, und es gibt eine frauenfeindliche Terrororganisation, die ganze Staaten überrennt und Europa zum Ziel hat. Überall steigen die Verteidigungsausgaben, sowohl die staatlichen wie die nicht-staatlichen, an. Das Verhalten der wohlhabenden Schweiz erscheint doch reichlich unsolidarisch. Der Vorstoss von FDP, BDP und SVP will mittels einer Standesinitiative vorerst während 10 Jahren die Armeeaussgaben auf mindestens 1,2 Prozent des BIP anheben, also knapp auf ein ähnliches Niveau wie vergleichbare Länder in Europa. Der Vorstoss versteht sich als Weckruf und als Zeichen. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss zu unterstützen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Sicherheits- und Armeepolitik sind grundsätzlich Bundesaufgaben. Aus dieser Optik hat dieser Vorstoss in einem kantonalen Parlament eigentlich keine Daseinsberechtigung. Es ist jedoch nicht von der Hand zu weisen, dass die Befürchtungen, die Motionär Müller soeben aufgezeigt hat, auch für den Kanton Bern relevant sind und ernst genommen werden müssen. Die Armee ist zurzeit nicht in einem guten Zustand. Der Motionär sagt, dass ein Drittel der militärischen Verbände nur auf dem Papier existiert. Ich habe in meiner Kompanie auch keine Wehrmänner mehr, ich bin das einzige Mitglied. Falls der «böse Feind» kommen sollte, könnte ich ihm nur ein Reglement an den Kopf werfen. Die Armee hat Probleme, welche wir lösen müssen. Diese Probleme geben uns auch hier, in einem kantonalen Parlament, zu denken. Aus diesem Grund haben die Motionäre diesen Vorstoss bewusst hier im Grossen Rat des Kantons Bern eingereicht, und nicht im Bundesparlament. Die Armee hat zu wenig Material. Sie alle kennen die Geschichten von Wehrmännern, die in den WK gehen und feststellen, dass einige Fahrzeuge gar nicht vorhanden sind und dass Material fehlt. Wir haben einen Departementsvorsteher, der vor der Gripen-Abstimmung noch die stärksten Befürworter mit seinen Aussagen verunsicherte, was dazu führte, dass das Volk Nein stimmte. Die Instrukteure, das beste Personal unserer Armee, wechseln scharenweise in die Privatwirtschaft. Nicht weil sie dort mehr verdienen, sondern weil sie dort bessere Perspektiven haben. Wir haben ein Radarsystem, welches beim ersten Kuhglöckchen in der Nacht gleich den «bösen Feind» ankündigt.

Kolleginnen und Kollegen, die Armee ist auf dem Weg, sich selber zu suchen, und sie braucht von der Politik klare Zeichen, damit sie weiss, wo sie hingehen soll. In den letzten Jahren wurde sie zum Spielball der politischen Akteure. Links und Rechts brüsten sich damit, für die Armee nur das Beste zu wollen. Sie vergessen dabei, dass sie mit ihrer gegenseitigen Blockadepolitik den Niedergang der Schweizer Armee unterstützen. Wir haben eine Armee, die aus Sicht der Bevölkerung nur noch die Kernaufgabe hat, die Pisten für das Lauberhornrennen zu präparieren. Diese Armee ist nicht mehr geeignet, die Sicherheitsanforderungen der Schweiz zu erfüllen. Obwohl es um die eidgenössische Politik geht, ist es deshalb durchaus legitim, dass wir als Grosser Rat ein Zeichen an Bundesbern schicken. Wir

wollen signalisieren, dass die Armee für das Parlament des Kantons Bern eine sehr wichtige Angelegenheit und für unsere Sicherheit bedeutsam ist. Ich bin mit dem Regierungsrat nicht einverstanden, wenn dieser behauptet, dass uns dieses Thema nichts angeht. Die Armee ist im Kanton Bern ausserordentlich gut verankert und gehört zu den wichtigsten Arbeitgeberinnen. Sie ist – und dies ist eine der wichtigsten Aussagen zur Armee am heutigen Morgen – eine der Teilstützen, wenn nicht DIE Stütze unseres Sicherheitsverbunds, der uns im Kanton Bern ermöglicht, in einer friedlichen Atmosphäre zu leben. Aus diesen Gründen ist die BDP der Meinung, dass man diesen Vorstoss überweisen soll. Ob eine dermassen starre Festsetzung der Finanzierung, wie sie der Vorstoss will, wirklich sinnvoll ist, sei dahingestellt. Doch die Überweisung dieses Vorstosses ist auch ein klares Signal, dass wir als Grossrätinnen und Grossräte hinter dieser Armee als Garantin der Sicherheit in unserem Land stehen. Ich bitte Sie deshalb, diesem Vorstoss zuzustimmen.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Es ist eine zentrale Aufgabe des Staates, die Sicherheit der Einwohnerinnen und Einwohner zu gewährleisten. Auch für die Grünen steht diese Pflicht im Zentrum staatlichen Handelns. Doch was umfasst der Begriff der «Sicherheit», und wo legen wir die Schwerpunkte? Mit Blick auf die Spardebatten und Sparmassnahmen ist uns klar, dass es vor allem soziale Sicherheit braucht. Die Stabilität der Lebensverhältnisse und die umfassende Integration der gesamten Wohnbevölkerung sind ein guter Massstab für den Wert, den die Politik der sozialen Sicherheit beimisst. Sicherheit bedeutet somit nicht höhere Militärausgaben, sondern Solidarität mit den schwächeren Mitgliedern der Gesellschaft. In der Begründung erwähnt der Autor des Vorstosses, dass die Schweiz ein sehr wohlhabendes Land sei. Wir stimmen dem zu. Leider sind trotzdem 12 Prozent der Bevölkerung dieses wohlhabenden Landes von Armut betroffen. Im Vorstoss wird verlangt, dass der Kanton Bern mit einer Standesinitiative die Militärausgaben fast verdoppeln und auf 1,2 Prozent des BIP erhöhen soll. Dies sollte erst noch in der Bundesverfassung verankert werden. Das Ganze sollte in einer Zeit geschehen, in welcher der Bund nicht nur mit der so genannten «Weiterentwicklung» der Armee hadert, sondern auch überall dort, wo Solidarität gefragt wäre, glaubt, wegen drohender Defizite die Schraube anziehen zu müssen. Liebe Ratskolleginnen und -Kollegen, welches Verständnis von Sicherheit steht hinter diesem Ansinnen? Ist es ein Beschäftigungsprogramm für den Kanton Bern, oder möchte der Autor des Vorstosses seine Parteikollegen im Bundesparlament überflüssig machen? Die Prüfung der Mittel für die Armee ist eine Bundesaufgabe. Wenn die Militärausgaben zu niedrig sind, soll doch ein Parteikollege von Grossrat Müller einen entsprechenden Vorstoss im Nationalrat einreichen. Die Diskussion läuft auf Bundesebene bereits auf Hochtouren, nur ist das Thema im Wahljahr halt nicht so attraktiv. Das heisst jedoch noch lange nicht, dass wir diese Diskussion im Kanton Bern führen müssen. Im Gegenteil: Wir brauchen ein zukunftsweisendes Verständnis von Sicherheit, welches die soziale Integration in den Vordergrund stellt. Die grüne Fraktion wird dem Regierungsrat folgen und den Vorstoss geschlossen ablehnen.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Le motionnaire soulève la question de la sécurité, tâche publique incombant à la Confédération, et des moyens à disposition de l'armée pour accomplir cette tâche. Or, comme beaucoup d'entre nous, il constate que les moyens financiers à disposition fondent comme neige au soleil et, qu'aujourd'hui la Suisse dépense moins d'un pour cent de son PIB pour sa défense nationale, alors que ce PIB est l'un des plus élevés du monde. Oui, on vit bien dans ce pays et on devient insouciant. Dangereux, l'armée a été radicalement redimensionnée, mais sa capacité d'intervention a été fortement affaiblie alors que ces cinq dernières années, la plupart des pays européens ont augmenté leur budget d'armement. Les chiffres proviennent de l'institut international de recherche de la paix, stationné à Stockholm, et montrent que la Suisse est le seul pays en-dessous de cette limite de un pour cent. La sécurité est l'affaire de tout le monde et de tous les partis, et il est temps de donner plus de moyens à notre armée pour assurer sa capacité d'intervention. Il faut rééquiper notre armée pour les missions du monde d'aujourd'hui et de demain, c'est-à-dire protéger, dissuader, aider, surveiller les objets stratégiques du pays. Pas loin de chez nous, des guerres d'annexion ont lieu, des conflits à connotation religieuse se développent, des affrontements entre partisans et séparatistes ont lieu, des attentats se multiplient. Que faire? Il faut renforcer l'armée, la seule organisation capable de gérer des situations extraordinaires. Dernièrement en France, ce ne sont pas les policiers que l'on rencontrait, mais bien plutôt des milliers de soldats engagés pour ce genre de situations extraordinaires. Donnons un signal clair à la Confédération, même si le gouvernement cantonal déclare que ce n'est pas notre affaire, qu'il n'y a pas de lien direct avec cela. C'est un peu facile de se distancer d'une institution indispensable à la stabilité et la sécurité de notre pays, donc aussi de notre canton. Le PLR est un parti qui est pour la sécurité publique garantie par l'armée et la police. Le groupe PLR soutient le motionnaire dans sa grande majorité.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Pour le parti évangélique, nous ne sommes pas la bonne chambre pour traiter de ce sujet. Une initiative cantonale est une affaire sérieuse, et le canton qui la dépose devrait être concerné de manière particulière par le sujet. Cela ne nous semble pas être le cas ici. Bien sûr, le parti évangélique juge essentiel le maintien de la sécurité, bien sûr nous voulons disposer d'une armée suisse polyvalente, bien sûr nous voulons aussi tenir compte des nouvelles menaces, mais laissons la Confédération déterminer elle-même les montants qu'elle veut adjoindre annuellement au budget militaire. Le parti évangélique rejettera donc unanimement cette motion.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Die Grünliberalen teilen die Auffassung des Regierungsrats, dass Standesinitiativen im Allgemeinen kantonale Angelegenheiten betreffen sollten. Für uns ist dies bei der geforderten Standesinitiative eindeutig nicht der Fall. Es gibt keinen Grund, warum der Kanton Bern von dieser Problematik stärker betroffen sein soll als andere Kantone, ausser dass wir etwas mehr Industriebetriebe haben, welche von Armeeaufträgen profitieren. Doch dies ist für uns sicher kein Grund, die Bundesverfassung zu ändern. Wir von der glp-Fraktion sind keine Nationalräte.

Unter den Motionären hat es inzwischen einen Nationalrat, doch die anderen Motionäre sind es nicht. Sie alle haben jedoch Kolleginnen und Kollegen im Nationalrat, die dieses Anliegen problemlos einbringen könnten. Für uns ist klar, dass diese Idee im Nationalrat abgeschmettert würde. Wie wohl fast jede Standesinitiative würde auch diese nur Leerlauf und Papierkrieg produzieren. Wir lehnen diese Standesinitiative deshalb nur schon aus formellen Gründen ab.

Wir sind jedoch auch inhaltlich von diesem Vorstoss absolut nicht überzeugt. Einerseits sind wir sehr überrascht, dass SVP, FDP und BDP auf einmal Quoten befürworten. Wenn man schon eine Quote festlegt, verstehen wir nicht, warum man diese an das BIP koppeln will und nicht an die Staatsausgaben. Es wäre das eine, zu sagen, ein gewisser Anteil der Staatsausgaben solle für die Sicherheit aufgewendet werden. Doch wenn man sagt, ein gewisser Anteil des BIP solle für die Sicherheit aufgewendet werden, hat dies kurzfristig zur Folge, dass man im Jahr nach einer Hochkonjunktur mehr Geld für die Armee ausgeben muss als im Jahr nach einer Rezession. Dies ist schon einmal unsinnig. Langfristig heisst dies, dass dieser Budgetposten stetig wachsen müsste, wenn die Wirtschaft wächst. Ich kann mir vorstellen, dass verschiedene Lobbys im Bundeshaus ein solches System interessant fänden und auf die Bildung, die Landwirtschaft und andere Bereiche ausweiten möchten. Somit bedeutet dies nichts anderes, als eine hohe Staatsquote in die Verfassung zu schreiben. Das heisst, man sichert im Fall eines Wirtschaftswachstums eine möglichst hohe Staatsquote. So etwas ist absolut unliberal. Man würde einen solchen Vorschlag nicht von wirtschaftsliberalen, sondern eher von linken und etatistischen Parteien erwarten. Darum haben wir absolut kein Verständnis für dieses Vorgehen. Wir lehnen die Motion und die geplante Standesinitiative überzeugt ab.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich fahre dort weiter, wo mein Vorredner aufgehört hat. Liebe Motionäre, ich denke, wir müssen die Armee vor Ihnen schützen. Mein Vorredner hat erläutert, was dieser Vorstoss in Zeiten einer Hochkonjunktur, also bei steigendem BIP, bedeutet. In diesem Fall würden auch die Ausgaben für die Armee steigen. Doch was würde geschehen, wenn es auch der Wirtschaft nicht mehr gut ginge und die Armee zum Einsatz kommen müsste? In solchen Zeiten wäre das BIP auch nicht mehr so hoch. Was geschähe dann? Wenn wir Ihren Vorschlag in die Verfassung schreiben, müssten wir in einem Kriegsfall auf einmal aufgrund eines Verfassungsartikels, der von SVP, FDP und BDP vorgeschlagen wurde, die Armeeaussgaben senken. In einem Kriegsfall, Kolleginnen und Kollegen! Dies zeigt, dass dieser Vorstoss absurd ist. Er führt nicht dazu, dass die Armee ihren Auftrag gemäss Verfassung erfüllen kann.

Ich erlaube mir, den Motionären kurz zu erläutern, welche Aufgaben die Armee gemäss Bundesverfassung hat: Es sind dies Kriegsverhinderung, Erhaltung des Friedens, Verteidigung, Unterstützung der zivilen Behörden und Friedensförderung. Für diese Aufgaben hat das Parlament auch Geld gesprochen. Auf Bundesebene besteht ein Konflikt zwischen Parlament und Bundesrat. Wer wird nun diese Standesinitiative behandeln? Das ist Aufgabe des Parlaments. Dieses will der Armee 5 Mrd. Franken für die Erfül-

lung der erwähnten Aufgaben zur Verfügung stellen. Der Bundesrat wollte nur 4,4 Mrd. Franken ausgeben. Wir würden offene Türen einrennen, denn das Parlament will bereits höhere Ausgaben als der Bundesrat. Deshalb müssen wir uns nicht mit einer Standesinitiative auf Bundesebene lächerlich machen. Ich bin nicht grundsätzlich gegen Standesinitiativen, doch dies ist nun wirklich nicht das richtige Thema für dieses Instrument. Zudem hat das VBS noch Kreditreste von über einer Milliarde übrig. Wir müssen der Armee nicht noch mehr Geld geben, welches sie nicht einmal vollständig ausgibt. Jedes Jahr werden die Militärausgaben budgetiert, und das Bundesparlament genehmigt diese jeweils mit komfortablen Mehrheiten. Unsere Ablehnung zielt somit nicht gegen die Armee, sondern gegen die starre und absurde Regelung, die Militärausgaben an das BIP zu koppeln. Wir wollen eine Armee, die im Kanton Bern bleibt und auch in den Dörfern gesehen wird. Deshalb erteilen wir diesem unsinnigen Vorstoss eine Abfuhr und hoffen, dass sich die Mehrheit des Grossen Rats dem anschliesst.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Nous savons que la Suisse dans laquelle nous vivons est un pays fort heureusement magnifique, qui est en pointe dans de très nombreux domaines, dans le domaine économique, et aussi dans le domaine social, du bien-être de la population. Je crois que nos ancêtres ont mené un immense travail pour nous permettre de vivre aujourd'hui dans un pays aussi extraordinaire. Ce pays, il a pu se développer aussi positivement sur la base de différents facteurs, sur la base de différents piliers: il y a la neutralité, il y a un système de formation de très grande qualité, il y a aussi une très grande liberté, un esprit de liberté qui fondent, finalement, notre système suisse et son génie. La sécurité, c'est aussi un des piliers essentiels de cette prospérité, la sécurité c'est une condition sine qua non pour assurer notre liberté. Sans sécurité, il n'y a pas de liberté, et l'armée, évidemment, est un des piliers fondamentaux de cette sécurité. Notre neutralité, qui est aussi un de ces piliers dont j'ai fait mention, n'est crédible que si la neutralité peut être armée et peut s'exprimer d'une manière crédible face à une éventuelle menace et assurer la défense de notre pays. Nous savons que les événements internationaux se précipitent, vous avez vu ce qui s'est passé en Ukraine, c'est aux portes de l'Europe; il y a à peine une vingtaine d'années, nous avons un conflit très grave en ex-Yougoslavie; nous avons des foyers évidemment de tension au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde.

Je crois que nous ne sommes pas, malheureusement, sur une pente positive en matière de sécurité au niveau international. Je crois que dans ce contexte-là, notre pays doit aussi prendre ses responsabilités face au développement de ces crises au niveau international. Vous savez qu'au niveau fédéral, le développement de l'armée est un projet qui est sur les rails, il existe actuellement des discussions pour savoir quelle sera la taille idéale de l'armée en matière d'hommes, quel sera son budget - cinq milliards ou plus ou moins - ces discussions ont lieu au niveau fédéral. Je suis persuadé, et l'UDC unanimement avec moi, que dans le cadre de ces discussions, il y a besoin de signes absolument forts et clairs en faveur de notre armée. L'armée est pratiquement le seul budget fédéral qui s'est vu amputé de

milliards de francs ces dix, vingt dernières années, beaucoup d'autres postes ont vu leurs dépenses augmenter, parfois de manière dramatique. Il est temps d'inverser cette tendance, il est temps de donner un signe politique fort, un signe politique de soutien à notre armée qui en a grandement besoin. Le canton de Berne est une voix qui compte dans la Confédération, nous sommes le deuxième canton du pays en termes de population ou de surface. Si le canton de Berne, le Grand Conseil aujourd'hui donne un signal clair, oui nous voulons augmenter les dépenses en faveur de notre sécurité, je crois que cela sera quelque chose d'éminemment important. Je vous invite à le faire avec l'unanimité du groupe UDC en soutenant cette motion.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich kann mich kurz fassen. Im Prinzip ist auch die EDU-Fraktion der Meinung, dass der Grosse Rat nicht das richtige Gremium ist, um über die Armee zu debattieren. Es sollte nicht zur Gewohnheit werden, dass wir hier Nationalrat spielen, obwohl dies schön wäre. Zudem gehen wir mit Kollege Köpfli einig, dass die Motion einen Konstruktionsfehler aufweist: Ein Prozentsatz des BIP kann keinen Hinweis darauf geben, welche Militärausgaben für unser Land richtig sind. Die Militärausgaben sollten sich nach den tatsächlichen Bedürfnissen eines Landes richten. Diese hängen auch mit seiner Geografie zusammen. Trotzdem hat uns das Votum des Kollegen Leuenberger überzeugt. Kleine Fraktionen haben den Vorteil, dass sie rasch umschwenken und ihre Meinung ändern können. Wir finden, dass der Kanton Bern mit dieser Standesinitiative grundsätzlich ein richtiges Signal aussendet. Deshalb werden wir zustimmen.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Au lendemain de la chute du mur de Berlin, plusieurs illusions se sont répandues dans le climat d'enthousiasme général qui a présidé à la fin de la guerre froide. Parmi elles, citons la fin des idéologies, une idée assez répandue dans les années 1990. Dans un sens voisin, Francis Fukuyama nous annonçait sa fameuse fin de l'histoire par une extension de la démocratie libérale à toute la planète. Il y a quelques années encore, il était assez fréquent de bondir comme un cabri à la perspective d'un soi-disant printemps arabe, auquel je n'ai d'ailleurs personnellement jamais cru, parce que les conditions culturelles, voire religieuses, de l'émergence de la démocratie dans les pays arabo-musulmans ne sont pas réunies. Aujourd'hui, force est de constater que les prévisions excessivement optimistes, voire naïves, de Fukuyama et de ses disciples ne sont pas vérifiées. Au lieu d'une extension de la démocratie libérale, nous avons vu émerger au Proche-Orient et au nord de l'Afrique un des pires et un des plus violents systèmes politiques qui soient, sous la forme de l'Etat islamique. Sur le continent européen lui-même, il apparaît que tout risque de guerre n'est pas écarté. On peut penser ce que l'on veut du conflit ukrainien, mais toujours est-il que ce pays est totalement impuissant à l'égard de la volonté russe de l'empêcher d'entrer dans l'OTAN ou de s'approprier ses territoires Sud-Est, et cela en raison de la grande faiblesse de son armée. Et n'oublions pas que dans les années 1990 déjà, le démantèlement de l'ex-Yougoslavie a causé la mort de près de 200 000 personnes, cela à moins de 1000 kilomètres de nos frontières.

Parallèlement à cela, l'Etat a connu une mutation profonde de son domaine d'intervention. Jusqu'au début du vingtième siècle, ce dernier se concentrait sur ses fonctions ontologiques, à savoir, la sécurité intérieure et la défense contre d'éventuelles attaques de l'extérieur. Aujourd'hui, il tend à négliger ses fonctions fondamentales pour d'autres tâches. La convergence de ces deux évolutions a pu faire perdre de vue l'importance des investissements dans le domaine militaire. Ces derniers demeurent très importants, surtout dans un pays neutre, dont l'armée a une vocation défensive. Or, aujourd'hui, ces chiffres nous ont été rappelés, la Suisse ne consacre que 0,7 pour cent de son PIB à la défense nationale, un pourcentage clairement inférieur à la plupart des autres pays européens. Le réalisme et le légitime souci de la défense de l'avenir de notre démocratie libérale imposent de corriger cette situation. Raison pour laquelle je vous invite vivement à soutenir cette motion.

Michael Seiler, Trubschachen (Les Verts). Die Sicherheit ernst nehmen? Ja! Wie können wir die Sicherheit am wirkungsvollsten erhöhen? Wir können dies tun, indem wir erstens die Atomkraftwerke abschalten. Zweitens können wir ein generelles Waffenausfuhrverbot festlegen. Drittens können wir auf Gelder von Despoten aus Unrechtsstaaten und Entwicklungsländern verzichten. Viertens: Wir können von unserem Reichtum in die Bildung in den Entwicklungsländern und in die Flüchtlingshilfe investieren. Ich lehne den Antrag somit ab.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Eigentlich wollte ich mich nicht zu diesem Thema äussern, doch die Situation ist grotesk. Kollega Müller, willst du wirklich die Bedrohungslage und die Ausgaben für die Armee vom BIP abhängig machen? Ist dieses ein Indikator, um für diese Institution Gelder zu sprechen? Das ist doch grotesk! Mit einer Ausgabenverpflichtung zwingen wir den Bund, eine bestimmte Menge Geld auszugeben. Das ist doch alles andere als liberales Denken! Wir müssen diesen Entscheid den Fachleuten überlassen. Wir sind nicht das richtige Gremium, um über dieses Thema zu diskutieren, und es ist nicht unsere Aufgabe, dem Bundesparlament Vorschriften zu machen. Ich denke, die Bundesparlamentarier sind sehr gut in der Lage, die Situation abzuschätzen, und sie haben jederzeit die Möglichkeit, einen entsprechenden Antrag zu stellen. Es ist ganz sicher nicht an uns, dies zu tun. Grotesk, grotesk, grotesk! Man kann das Ganze nur ablehnen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Es geht den Motionären darum, ein Zeichen zu setzen. Sie wissen alle ganz genau, dass Standesinitiativen immer etwas schwierig sind. Der Bezug zum Kanton Bern steht fast nie eindeutig fest. Es geht hier um eine Problematik, die auf Bundesebene gelöst werden muss. Mit Interesse habe ich auch die belehrenden Ausführungen über das BIP gehört. In der Begründung der Standesinitiative wird die Statistik des SIPRI erwähnt, welche sich auf das BIP stützt. Ich gehe davon aus, dass die Motionäre ihren Ansatz aus diesem Grund gewählt haben. Sie haben die Antwort der Regierung gelesen. Sie haben auch gelesen, was die Regierung am Schluss empfiehlt. Dieser Empfehlung habe ich nichts hinzuzufügen.

Philippe Müller, Berne (PLR). Ich habe von Anfang an gesagt, dass das Armeebudget ein nationales Thema ist. Ich verzichte jetzt darauf, alle Standesinitiativen aufzuzählen, die von den Grünen, von der glp und von anderen Parteien eingereicht wurden oder zurzeit hängig sind. Eine der letzten wurde übrigens im Januar von Adrian Wüthrich eingereicht. Es fällt auf, dass in gewissen Fällen Reden und Handeln auseinander gehen. Das BIP ist nun einmal der international anerkannte Vergleichsmassstab. Das ist weltweit so. Das BIP zeigt die Leistungsfähigkeit eines Landes. Es wird verglichen, was im Verhältnis zur Leistungsfähigkeit in einen Bereich investiert wird. Bei den Steuern wird dies übrigens auch so gemacht. Dass Vertreter von Parteien, deren Parteiprogramme die Abschaffung der Armee fordern, den Vorstoss nicht unterstützen können, war ja schon fast voraussehbar.

Noch eine Bemerkung zum Votum von Grossrat Köpfli: Seit zehn Jahren spricht man von mindestens 1,2 Prozent des BIP als Richtwert, damit die Armee entsprechend alimentiert werden kann, so wie dies auch andere Länder tun. Es geht darum, dass die einzige Sicherheitsreserve unseres bündnisfreien Landes die Möglichkeit haben soll, in plötzlich auftretenden Notsituationen die geforderte Hilfe zu leisten. Wir haben keine schlechten Leute in der Armee. Dank des Milizsystems haben wir die besten Leute aus der Mitte der Bevölkerung. Dies ist vielleicht ein Unterschied zu anderen Ländern. Doch die Armee kann nicht zaubern: Wenn sie nicht genügend Mittel erhält, kann sie ihre Aufgaben nicht erfüllen. Es ist nichts als fair, wenn wir die Armee ausreichend alimentieren, wie dies vergleichbare Länder wie etwa Dänemark, Schweden oder Holland tun.

La présidente. Nous passons donc au vote. Nous votons sur cette initiative cantonale, La sécurité est une tâche publique qui doit être prise au sérieux. Ceux qui acceptent cette initiative votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 73

Non 72

Abstentions 1

La présidente. (*Agitation à l'affichage des résultats.*) Vous avez accepté cette initiative. On peut dire que la présidente du Grand Conseil a eu du bol.

Affaire 2014.RRGR.969

N° de l'intervention: 193-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 25.09.2014

Déposée par: Studer (Utzenstorf, sans étiquette)
(porte-parole)

Cosignataires: 0

Urgence: refusée le 20.11.2014

N° d'ACE: 82/2015 du 28 janvier 2015

Direction: POM

Prisons bernoises: les détenus font la loi

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter les bases légales pour que les directions des prisons du canton de Berne puissent décider librement de la nécessité d'installer ou non un dispositif de surveillance vidéo au parloir.

Développement

Le chef de l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement a interdit l'installation de caméras de surveillance dans le parloir des établissements pénitentiaires. Il laisse ainsi les détenus faire la loi et méconnaît les problèmes de personnel des prisons qui les empêchent de surveiller correctement les lieux. Il est dans ces conditions inadmissible qu'on interdise le recours à un dispositif si utile. Les officiels qui doivent annoncer de mauvaises nouvelles aux détenus souhaitent être sous surveillance pour des raisons de sécurité.

Dans certaines prisons, les détenus sont originaires de plus de 40 pays différents. Quand ils ont des visites, il arrive parfois que plus de 60 personnes d'ethnies différentes se retrouvent au parloir. Sans caméra de surveillance, comment assurer des contrôles dignes de ce nom et garantir la sécurité ? Les trafiquants de drogue peuvent alors agir à leur guise pendant les visites.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif attache beaucoup d'importance à la sécurité du personnel au sein des établissements pénitentiaires du canton. La surveillance vidéo procure toutefois un faux sentiment de sécurité, et peut ainsi engendrer une baisse de l'attention prêtée par le personnel aux événements se déroulant dans la salle de visite, ce qui va à l'encontre des intérêts de ce dernier ainsi que des visites. Seul un personnel de sécurité bien formé, présent sur place, est en mesure de garantir la sécurité nécessaire et d'intervenir rapidement en cas de besoin.

En principe, les visites dans les établissements pénitentiaires du canton de Berne ne sont pas surveillées. La loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM; RSB 341.1) prévoit toutefois une exception à l'article 53, qui dispose que, dans des cas motivés, les visites peuvent être surveillées ouvertement. Deux critères doivent donc être remplis de manière cumulative: d'une part, il doit y avoir un motif (la sécurité de l'établissement est par exemple menacée) et, d'autre part, la surveillance doit impérativement être exercée de manière ouverte, ce qui signifie que les personnes concernées doivent en être averties à l'avance. D'autres cantons adoptent la même approche; en effet, ni l'établissement pénitentiaire de Lenzburg (canton d'Argovie) ni celui de Pöschwies (canton de Zurich) ne surveille ses visites au moyen de la surveillance vidéo.

Pour des raisons d'ordre ou de sécurité au sein de l'établissement, il est possible qu'une visite ne soit autorisée que si la personne concernée s'est soumise à une fouille. Cela permet de prévenir les tentatives d'introduction de drogues ou d'autres objets interdits dans les établissements. Ces fouilles font partie des mesures habituelles ordonnées dans le cadre de visites au sein des établissements pénitentiaires du canton de Berne.

Aujourd'hui déjà, la décision d'installer une caméra dans un établissement pénitentiaire ne peut être prise par une seule personne. Si la surveillance en temps réel d'un périmètre particulier est nécessaire, l'établissement concerné doit en informer la personne compétente des Services centraux de l'Office de la privation de liberté et des mesures d'enca-drement (OPLE). Cette personne doit ensuite demander une autorisation à la Police cantonale, comme le prévoit l'article 51b de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1), et soumettre la demande pour examen à l'autorité de surveillance chargée de la protection des données (art. 17a de la loi du 19 février 1986 sur la protection des données, LCPD; RSB 152.04 en relation avec art. 7, al. 1, lit. d de l'ordonnance du 22 octobre 2008 sur la protection des données, OPD; RSB 152.040.1).

En ce qui concerne les établissements pénitentiaires, la Police cantonale vérifie si l'installation d'une caméra de surveillance respecte les dispositions de la LPol. Dans ce contexte, elle doit notamment vérifier si le périmètre donné présente un besoin de protection accru et requiert donc ce type de surveillance. Seules les caméras installées dans des locaux publics librement accessibles font l'objet d'une telle vérification. Ce n'est que lorsque les vérifications de la Police cantonale et de l'autorité de surveillance chargée de la protection des données montrent que les conditions prévues par la loi sont remplies qu'une caméra peut être installée au sein d'un établissement pénitentiaire.

L'objectif de la motion, en fin de compte, est que la compétence pour le dépôt de la demande auprès de la Police cantonale et de l'autorité de surveillance chargée de la protection des données soit transférée des Services centraux de l'OPLE – et donc de la direction de l'Office – à la direction de chaque établissement pénitentiaire. Aujourd'hui déjà, ce sont les directions des établissements qui engagent les démarches en vue d'une procédure de demande d'autorisation, qui est ensuite traitée et coordonnée de façon centralisée. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas judicieux que chaque établissement élabore séparément sa demande d'autorisation, car cela serait contraire à une pratique cantonale homogène et compliquerait inutilement les processus actuels, qui fonctionnent bien. Il parvient donc à la conclusion que l'adoption de la présente motion ne renforcerait pas la sécurité du personnel des établissements pénitentiaires.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. (*La présidente agite sa cloche.*) Nous passons maintenant à l'affaire 17, motion de M. Studer, sans étiquette, Prisons bernoises: les détenus font la loi. M. Studer, vous avez la parole, mais doucement, je n'aimerais pas que vous tombiez en route et je vous souhaite un bon rétablissement. Les groupes peuvent s'annoncer après. En attendant que vous vous installiez, je vous annonce que nous avons de la visite. (*La présidente agite sa cloche.*) Le Bureau du Grand Conseil de la Thurgovie, conduit par Mme Wiesmann, présidente du Grand Conseil thurgovien, nous fait le plaisir de nous rendre visite aujourd'hui.

Liebe Kolleginnen und Kollegen aus dem Kanton Thurgau, meine sehr verehrten Damen und Herren, ich möchte Sie ganz herzlich im Kanton Bern begrüßen, speziell in unse-

rem Berner Rathaus. Das Rathaus ist als Tagungslokalität nicht nur für den Grossen Rat, sondern auch für den Stadtrat bestimmt. Ich wünsche Ihnen einen schönen und interessanten Tag bei uns. Ich muss sagen, ich freue mich sehr, heute mit Ihnen unterwegs zu sein. Ich wünsche Sie bei uns herzlich willkommen! (*Applaudissements.*) M. Studer, vous vous êtes installé, alors c'est à vous.

Peter Studer, Utzenstorf (sans étiquette). Ich möchte zuerst meine Interessenbindung bekannt geben. Ich bin Mitglied der Fachkommission Thorberg. Am 24. September 2014 entnehme ich der Tagespresse: «Erfolg für die Sträflinge.» Ich war natürlich daran interessiert, worum es hierbei ging. 18 Insassen haben sich mittels eines Briefs an die Anstaltsverantwortlichen gewendet. Sie haben vorgebracht, eine Kameraüberwachung in den Besuchsräumen während der Besuchszeiten sei nicht rechtens. Zu meinem Erstaunen hat der damalige Amtsvorsteher festgestellt, die gesetzlichen Grundlagen dazu seien nicht vorhanden. Er hat die Anstaltsleitung sofort angewiesen, die bestehenden Kameras samt Überwachungselektronik abzumontieren und ab sofort keine elektronische Überwachung in den Besuchsräumen mehr vorzunehmen. Die Folge dieser Massnahme: Mehr Drogen und verbotene Gegenstände in den Anstalten. Bei Gruppenbesuchen ergab sich ein Mehrbedarf an Überwachungspersonal, was logischerweise kaum zu bewältigen war. Per E-Mail habe ich darauf den damaligen Amtsvorsteher kontaktiert. Ich habe ihn anhand diverser Gesetzesartikel zum Straf- und Massnahmenvollzug, der Verordnung über den Straf- und Massnahmenvollzug, des Polizeigesetzes und der Hausordnung darauf aufmerksam gemacht, dass das erlaubt wäre. Leider habe ich bis heute von ihm keine Antwort erhalten.

Der Straf- und Massnahmenvollzug kostet den Kanton Bern rund 100 Mio. Franken. Wir dürfen nicht noch zusätzlichen Personalaufwand generieren und «Verwaltungstiger» kreieren, bis man eine solche Bewilligung hat.

Nun zur Antwort der Regierung. Daran habe ich natürlich keine Freude. Es ist die Rede von der Personalsicherheit, und es wird ein «Bewilligungstiger» vorgeschlagen, den ich nicht akzeptieren kann. Bis so eine Bewilligung für eine Kameraüberwachung vorliegt, verstreichen mindestens sechs Wochen. Das ist nicht praxistauglich. Es geht nicht nur um das Anstaltspersonal, sondern auch um junge Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälte, die zuweilen schlechte Nachrichten für Insassen überbringen müssen. In den Besuchsräumen sind sie mit den Sträflingen alleine. Sie haben vor dieser Situation, auch Angst, das kann ich Ihnen sagen. Bei Gruppenbesuchen sind beispielsweise auf dem Thorberg in der Kapelle bis zu 60 Personen anwesend. Wie wollen Sie eine solche Situation kontrollieren? Wer reklamiert lauthals, wenn in einer Anstalt etwas geschieht, das mit einer einfachen, unkomplizierten Überwachung hätte vermieden werden können?

Mein Vorstoss will einem Fachgremium der Anstalt, eben der Anstaltsleitung, die nötigen Kompetenzen übertragen, damit diese Möglichkeit situativ, rasch und vor allem unbürokratisch bei Bedarf eingesetzt werden kann. Wer, wenn nicht die Fachpersonen der Anstalt, die tagtäglich mit solchen Klienten zu tun haben und ihre Klientel auch bestens kennen, wäre besser geeignet, der Herausforderung ge-

recht zu werden? Ich halte selbstverständlich an meiner Motion fest und verlange, dass die gesetzlichen Grundlagen so angepasst werden, dass mein Begehren umgesetzt werden kann. Ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Die Freisinnigen sind an sich auch für mehr Sicherheit, Kontrolle und Schutz in den Gefängnissen. Diesbezüglich sind wir gleicher Meinung wie der Motionär. Der im Vorstoss aufgezeigte Weg ist für uns allerdings fraglich. Ich verweise auf die recht ausführliche Antwort der Regierung. Die bestehenden Gesetze oder «Papiertiger», wie sie vom Motionär genannt werden, müssen halt zurzeit beachtet werden. Ich habe mir sagen lassen, das Gesetz sei in Bearbeitung. Vielleicht kann man etwas ändern. Herr Studer beantragt eine Verschiebung der Kompetenz von der Amtsleitung auf eine Einzelperson gegen unten. Heute ist die ganze Sache im Sinne einer Vereinheitlichung zentral organisiert und koordiniert. Herr Studer hat das richtig gesagt. In der Regel ist ja eine einheitliche Praxis auch nicht unbedingt falsch. Offenbar dient es der Sicherheit des Personals nicht, wenn wir das System ändern.

Die Freisinnigen sagen aus zwei Gründen Nein zu diesem Vorstoss, auch wenn er gut gemeint ist. Die Motion ist recht operativ. Man greift in ein Spezialgebiet ein. Es ist immer gefährlich, wenn der Grosse Rat operativ tätig ist. Man sollte sich davor hüten, allzu stark in die Verästelungen der Verwaltung einzugreifen. Hinzu kommt, dass nun ausgerechnet eine Entscheidung einer Einzelperson verlangt wird. Das ist sonderbar. In der Regel wird verlangt, dass ein Gremium auf einer höheren Ebene entscheiden soll. Meist wird gesagt: «Es kann doch nicht sein, dass eine Person alleine so etwas entscheiden kann.» Und genau das tun wir jetzt wieder. Daher ist das Ganze für uns etwas widersprüchlich, auch wenn wir das Anliegen des Motionärs verstehen. Es ist sehr operativ und könnte einen Widerspruch darstellen. Daher bringt dieser Vorstoss für uns wenig. Wir bitten Sie, die Motion abzulehnen.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die Videoüberwachung ist nun einmal eine heikle Sache, auch wenn die überwachten Personen Gefängnisinsassen sind. Gefangene befinden sich im Strafvollzug, weil sie eine Straftat begangen haben. Die Strafe ist der Freiheitsentzug. Damit soll verhindert werden, dass die Personen weitere Delikte begehen. Der Staat zeigt damit, dass es Konsequenzen hat, wenn man straffällig wird. Gleichzeitig behalten gewisse Grundrechte wie jenes der informationellen Selbstbestimmung nach Artikel 13 der Bundesverfassung auch für Gefangene weiterhin Gültigkeit. Es braucht also besondere Gründe, etwa ein besonderes Sicherheitsrisiko, damit eine Überwachung per Kamera zulässig ist. Auch hier muss man eine Güterabwägung vornehmen, indem man Sicherheit gegenüber Persönlichkeitsschutz abwägt. Dies erfordert ein Verfahren, das im Kanton Bern gut etabliert ist. Das Verfahren ist in Artikel 51b des Polizeigesetzes und im Kantonalen Datenschutzgesetz geregelt. Die für das öffentliche Gebäude zuständige Direktion holt bei der Kantonspolizei eine Zustimmung für die Videoüberwachung ein. Auch die Aufsichtsstelle für Datenschutz muss ihren Segen dazu abgeben. Dieses Vorgehen ist sinnvoll und zeigt, dass eine Vi-

deoüberwachung möglich ist, aber nur wenn sie wirklich benötigt wird.

Präventivüberwachungen im Strafvollzug sind rechtlich heikel und bergen neue Gefahren. Wenn überwacht wird, ist man weniger aufmerksam. In denjenigen Winkeln, die der Kamera verschlossen bleiben, können sich weiterhin allerlei Dinge abspielen. Die grüne Fraktion erachtet die heutige Regelung als sinnvoll. Sie verhindert die präventive Überwachung. Damit verhindert sie eine Scheinsicherheit. Wir lehnen die Motion daher ab.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Der Motionär spricht von einem Kniefall vor den Gefangenen. Damit meint er, nicht das Personal, sondern die Kameras sollten die vollständige Überwachung übernehmen. Auch die glp ist natürlich der Meinung, dass wir das Personal effektiv einsetzen müssen. Das ist ganz wesentlich. Uns ist bewusst, dass die Strafanstalten knappe Ressourcen haben. Was der Motionär nun jedoch aussagt, ist eigentlich auch eine Unterstellung. Er behauptet also, man könne in den Besucherräumen frischfröhlich dealen. Ich glaube das nicht. Für die glp wäre das auf jeden Fall ein «No-go». Uns ist es selbstverständlich ein grosses Anliegen, dass die nötigen Überwachungen gemacht werden. Die Ausnahmen sind im Gesetz geregelt. Der Motionär verlangt ja lediglich eine Anpassung des Gesetzes, wonach die Anstaltsleitungen individuelle Massnahmen vollziehen können. Wir müssten wahrscheinlich das Gesetz so anpassen, dass man wenn schon die gesamte Überwachung neu regeln würde. Für die glp ist wichtig, dass wir eine einheitliche Regelung haben. Will man sie verschärfen, müsste man das Gesetz in diese Richtung ändern und nicht in die vorgeschlagene. Wir wollen nicht, dass jede Strafanstalt eigene Massstäbe setzt. Und wir wollen auch nicht, dass plötzlich die Willkür obsiegt. Die glp lehnt diese Motion daher einstimmig ab – beziehungsweise nahezu einstimmig.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Die EVP ist der Meinung, dass das bestehende Verfahren, wonach eine solche Kamera bewilligt werden kann, sinnvoll und zweckmässig ist. Daran möchten wir nichts ändern. Wir lehnen die Motion also ab. Persönlich hat mich an der Motion der Titel gestört. Ich finde es nicht gut, wenn man in einem Titel schreibt, die Gefangenen hätten im Kanton Bern das Sagen. Denn das ist eine Unterstellung, eine Art und Weise des Umgangs mit den Verantwortlichen in den Gremien, die mich stört. Das wollte ich an dieser Stelle gerne loswerden.

Walter Sutter, Langnau i. E. (UDC). Der Motionär verlangt, die gesetzlichen Grundlagen seien so anzupassen, dass die zuständigen Personen und Gremien von Gefängnissen im Kanton Bern über die Notwendigkeit von Überwachungskameras in Besucherräumen selbständig entscheiden können. Nicht mehr und nicht weniger. Diese Forderung ist doch nicht so abwegig. Überwachungskameras, dort wo es notwendig ist, erhöhen die Sicherheit in den Besucherräumen mit Bestimmtheit. Dass der Entscheid, ob die Kamera eingesetzt wird oder nicht, bei jeder einzelnen Vollzugsanstalt liegen sollte, ist absolut nachvollziehbar. Die jeweilige Gefängnisleitung kennt ihre Kundschaft bestimmt besser als irgendeine «Büroordonnanz» vom Amt für Freiheitsentzug

und Betreuung, der Kantonspolizei oder der Datenaufsichtsstelle. Diese drei Amtsstellen müssen ja gemäss der heutigen Gesetzgebung durchlaufen werden, bis eine Kameraüberwachung überhaupt bewilligungsfähig ist. Dieser sehr zeitaufwändige Büroakt ist überhaupt nicht praxisbezogen.

Alle rufen immer nach mehr Sicherheit. Mit der Annahme der Motion können wir versuchen, etwas zu verbessern. Für die SVP ist unerklärlich, warum sich der Regierungsrat gegen mehr Sicherheit und Transparenz in den Vollzugsanstalten sträubt. Kamera und gut geschultes Personal ergänzen und unterstützen einander bei Bedarf gut. Es ist ja auch nicht so, dass jede Person in den Räumen überwacht werden soll. Wenn aber wirklich Bedarf besteht, soll das doch unkompliziert möglich sein. Persönlich werde ich den Eindruck nicht los, dass man gar nicht so recht wissen will, was in den Besucherräumen so abgeht – nach dem Motto: «Was ich nicht weiss macht mich nicht heiss.» Alle Inhaftierten sind aufgrund von mehr oder weniger groben Vergehen in den Vollzugsanstalten. Wir müssen uns also nicht entschuldigen oder schämen, wenn wir zusätzliche Überwachungsmittel einsetzen. Die SVP-Fraktion stimmt der Motion vorbehaltlos zu und bittet Sie alle, zugunsten der Sicherheit ein Gleiches zu tun.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Ich kann es kurz machen, denn ich habe bereits etliches gehört. Liest man den Titel der Motion, so könnte man gewisse Sympathien für den Vorstoss aufbringen. Wer wäre denn schon dafür, dass die Gefangenen selbst die Haft- und Besuchsmodalitäten in den Strafanstalten bestimmen, wie das der Titel der Motion glaubhaft machen will? Der Antwort des Regierungsrats, und in diesem Gremium hat ja auch der Polizeidirektor ein gewichtiges Wort mitzureden, kann man entnehmen, dass offensichtlich kein Bedürfnis für eine vermehrte Videoüberwachung besteht. Die gegenwärtigen gesetzlichen Grundlagen genügen. Wenn dem nicht so wäre, sähe die Antwort des Regierungsrats auf diese Motion anders aus. Die BDP-Fraktion lehnt die Motion einstimmig ab.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Meine Fraktion ist in dieser Frage gespalten. Etwa die Hälfte wird den Vorstoss von Peter Studer unterstützen. Es gibt einige Enthaltungen, und der Rest wird sie ablehnen. Zuerst zum Titel der Motion. Wir hätten ihn auch nicht so gewählt, Markus Wenger. Denn in der Begründung wird die Behauptung «Sträflinge sagen, wo es langgeht in Gefängnissen im Kanton Bern» nicht aufgenommen. Hingegen mache ich doch eine leichte Nuance, geschätzte Kolleginnen und Kollegen. Mitarbeitende von Strafvollzugsanstalten haben ein schwieriges Geschäft zu erledigen. Der Umgang mit den Insassen und Insassinnen ist nicht immer der leichteste. Man muss sich offenbar einiges gefallen und sagen lassen. Wir sind mehrheitlich für die Motion, da wir zwischen Insassen, die möglichst wenig Videoüberwachung und Mitarbeitenden, die möglichst viel Videoüberwachung wollen, abgewogen haben. Wir haben uns mehrheitlich auf die Seite des Personals geschlagen und bitten Sie, das auch so zu tun.

Videoüberwachung umfasst immer auch einen nicht genau messbaren Anteil. Dieser kann nicht quantifiziert werden, er kann jedoch präventiv wirken. Ferner kann die Aufnahme beigezogen werden, um allfällige begangene Straftatbestän-

de zu dokumentieren. Diese Punkte haben uns mehrheitlich dazu bewogen, dem Vorstoss zuzustimmen. Uns ist nicht ganz klar, welches die Ursache dafür war, dass der Vorsteher des Amts für Freiheitsentzug und Betreuung das Kameraüberwachungsverbot relativ handstreichartig ausgesprochen hat. Das vermissen wir in der Antwort des Regierungsrats. Vielleicht kann Herr Regierungsrat Käser dazu noch einige Ausführungen machen. Wir erhoffen uns davon keine Wunder, stimmen aber mehrheitlich zu.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Der EDU-Fraktion ist bewusst, dass die rechtlichen Grundlagen für die Videoüberwachung fehlen. Um die Kriminalität zu bekämpfen und um unseren Unmut über diese Situation zu bezeugen, stimmen wir der Motion zu.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich komme nicht auf den Titel der Motion, sondern auf deren Inhalt zurück. Der Motionär will nichts anderes, als die gesetzlichen Grundlagen so anzupassen, dass Anstaltsleitungen von Gefängnissen im Kanton Bern über die Notwendigkeit einer Kameraüberwachung im Besucherraum eigenständig entscheiden können. Und darum geht es: eigenständig. Was nützt es, wenn man zuerst während einem halben Jahr oder einem Jahr Gesuche stellen muss, bevor man überhaupt eine Bewilligung erhält? Vorredner Peter Siegenthaler hat es auf den Punkt gebracht. Wer sich in der letzten Zeit mit Gefängnissen befasst hat, ich denke beispielsweise an den Thorberg, hat möglicherweise gewisse Dinge etwas näher mitbekommen als die Allgemeinheit im Rat. Dazu gehört auch die Thorberg-Kommission. Wenn wir wüssten, an wie vielen Orten wir fichiert und gefilmt werden – wenn Sie an einen Banco-maten gehen, werden Sie gefilmt. Wenn Sie in ein Verkaufsgeschäft gehen, werden sie gefilmt. Da hat kein Mensch etwas dagegen. Leute, die eine Straftat begangen haben – und in den Gefängnissen gibt es wohl nur solche Leute, die abends dort bleiben müssen, nicht diejenigen, die arbeiten – haben offenbar einen Sonderstatus zugute. Diejenigen Leute, die tagtäglich mit den Gefangenen zu tun haben, können diese am besten einschätzen. Stellen Sie sich einmal vor, Sie müssten als Angestellter bei einem Besuch dabeisein, zuhören und diesen überwachen. Ich glaube, das ist nicht so lustig. Mit einer Kamera hätte man noch die Möglichkeit, etwas beizuziehen. Gesetzliche Grundlagen gibt es ja, auch vom Datenschutzgesetz und vom Polizeigesetz her. Wir müssen denjenigen das Instrument zuspielen, welche die Verantwortung haben. Und das ist eben die Anstaltsleitung. Verehrte Anwesende, ich bitte Sie in eigenem Namen, der Motion zuzustimmen. Es handelt sich um ein Instrument, das angebracht und zeitgemäss ist.

La présidente. J'ai encore un intervenant à titre personnel, puis je clos la liste. M. Sancar des Verts, c'est à vous.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Motion verlangt, dass die Anstaltsleitungen von Gefängnissen eigenständig über Kameraüberwachung in den Besucherräumen entscheiden sollen. Der Regierungsrat zeigt Formen und Möglichkeiten der Installation von Kameraüberwachungen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, was der Motionär indes verlangt,

ist fahrlässig. Wir leben in einem Rechtsstaat, und es darf nicht sein, dass ein Gefängnisdirektor über eine so wichtige und delikate Angelegenheit wie die Kameraüberwachung in den Besucherräumen von Gefängnissen selber entscheiden darf. Kameraüberwachungen sind schwere Eingriffe in die Persönlichkeitsrechte der Menschen. Für die Sicherheit ist die Kameraüberwachung wirkungslos. Es würde nicht nur das Prinzip der Gewaltentrennung in Frage stellen, sondern den Druck auf die Gefängnisdirektoren und -direktorinnen erhöhen, die in einem ohnehin schon schwierigen Berufsfeld sind. Der Vorstoss sollte, wie der Regierungsrat empfiehlt, abgelehnt werden.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Danke für die Diskussion. Es geht um den Straf- und Massnahmenvollzug, der im SMVG geregelt ist. Dieses Gesetz wird einer Revision unterzogen, welche hier auch behandelt werden wird. Der Motionär hat sein Anliegen mit der imperativen Formulierung «ich verlange...» versehen. Das Parlament wird schlussendlich bestimmen, was ins Gesetz aufgenommen wird. Die Videoüberwachung basiert auf einer gesetzlichen Grundlage, welche im Polizeigesetz festgehalten ist. So hat es dieser Rat beschlossen. Dann gibt es die Datenschutzrichtlinien, die ebenfalls auf einer demokratisch abgestützten gesetzlichen Grundlage basieren. Wir sind sehr wohl bereit, solche Anliegen aufzunehmen. Doch ich halte folgendes fest: Wenn in einer Strafanstalt ein Bedürfnis geortet wird, welches die Sicherheit betrifft, dann wird dies bei einem Führungsgespräch zwischen dem betreffenden Amtsvorsteher und mir besprochen. Manchmal nimmt auch der Direktor der betreffenden Anstalt an solchen Gesprächen teil. Dann entscheiden wir, wie es weitergehen soll. Diese Führungsgespräche finden alle 14 Tage statt. Es ist ein Irrtum, zu glauben, wir würden Zeit verlieren.

Ich habe ein wenig geschmunzelt, als Grossrat Ruchti behauptete, wer sich in letzter Zeit mit den Gefängnissen befasst habe, wisse mehr. Ich stelle in aller Sachlichkeit fest, dass auf dem Thorberg kein Häftling entwichen ist, und dass auch keine Meuterei und kein Aufstand der Mitarbeitenden stattgefunden hat. Wir haben dem Direktor gekündigt. Dies sind die Fakten. Eine gewisse Sachlichkeit bei der Auseinandersetzung mit der Thematik wäre für mich wünschenswert. Ich habe mich wirklich über den reisserischen Titel dieses Vorstosses gewundert. Es ist keineswegs so, dass im Kanton Bern die Häftlinge sagen, wo es langgeht. Dies sagen immer noch das Gesetz und die Personen, die vor Ort verantwortlich sind. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Herr Regierungsrat Käser hat mich direkt angesprochen, und ich möchte darauf antworten. Wenn ich im Besitz von E-Mails oder Briefen von Leuten bin, die in Strafanstalten arbeiten und sich direkt oder indirekt beklagen, dass gewisse Dinge verbessert werden können, so habe ich auch das Recht, das hier preiszugeben.

Peter Studer, Utzenstorf (sans étiquette). Herr Regierungsrat, eines wollen wir klarstellen: Der Vorstoss hat mit der Situation Thorberg, Caccivio, null und nichts zu tun. Ich

bin seit bald 11 Jahren Mitglied der Fachkommission. Ich habe eine gewisse Erfahrung, was dort abgeht. Selbstverständlich habe ich auch Kontakt mit anderen Gefängnissen, mit anderen Gefängnisdirektoren. Das ist nicht ein isoliertes Problem des Thorbergs. Darum habe ich eine offene Formulierung gewünscht.

Zu den einzelnen Voten. Herr Klopfenstein, Zentralisierung. Sie müssen situativ reagieren können. Waren Sie schon einmal dabei, wenn eine junge Rechtsanwältin oder ein junger Rechtsanwalt kommt und einem Gefangenen mitzuteilen hat, dass er noch fünf Jahre länger absitzen muss? Sie sind in den Besucherräumen alleine. Und da soll man nicht einmal eine Kameraüberwachung einführen dürfen? Das ist nicht durchführbar. Daher, Frau Machado: Die jetzige Bewilligungsregel greift nicht. Das dauert viel zu lange. Manchmal dauert das mehr als sechs Wochen. Es geht nicht nur darum, wie lange es dauert. Auch wenn Sie alle 14 Tage eine Sitzung abhalten, reicht das nicht. Wenn jemand auf den Thorberg geht und eine schlechte Nachricht mitteilen muss, müssen Sie situativ reagieren können. Man kann mir vorwerfen, das sei ein reisserischer Titel. Das ist halt heute ein wenig so – der Titel stammt nicht von mir. Schauen Sie sich die «Berner Zeitung» vom 24. September 2014 an. Dann sehen Sie, woher der Titel stammt. Man müsste darauf zurückgreifen, was seinerzeit im Amt geschehen ist. Peter Siegenthaler hat mir aus dem Herzen gesprochen. Es handelt sich hier nämlich nicht um parteipolitisches Geplänkel. Du hast das Problem erkannt, das existiert, du hast gespürt, worum es an und für sich geht. Wir müssen nicht nur vom Schutz des Täters sprechen, Herr Sancar, sondern auch vom Schutz der Anstaltsangestellten. Von jenen, die eben solche Nachrichten überbringen müssen. Haben denn diese kein Recht, geschützt zu sein? Das ist der Grund für die offene Formulierung. Angesprochen sind die Anstaltsleitungen. Das ist nie eine Einzelperson, Christoph Grimm.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich habe gesagt, dass eine Revision des Straf- und Massnahmenvollzugsgesetzes in Vorbereitung ist. Trotzdem lehnt der Regierungsrat die vorliegende Motion ab, denn die beantragte Form ist nicht der einzige Weg, wie ein solches Anliegen im Gesetz abgebildet werden kann. Es müssen verschiedene Varianten vorliegen und in der Kommission vordiskutiert werden. So kann man feststellen, welche Variante mehrheitsfähig ist. Mit dem Anliegen an sich, eine Optimierung zu erreichen, bin ich grundsätzlich einverstanden, und es entspricht auch der Haltung der POM. Deshalb habe ich dargelegt, dass wir das Anliegen aufnehmen möchten.

Fritz Ruchti, es geht mir nicht darum, dich persönlich anzugreifen. Ich bin froh, dass du in deinem zweiten Votum gesagt hast, in welchem Rahmen du über Informationen verfügst. Es wäre noch besser, wenn diese Informationen zu mir kämen, anstatt hier mündlich erwähnt zu werden. Ich habe die Erfahrung gemacht, dass es dank E-Mails auch Amtsgeheimnisverletzungen gibt, weil es so einfach ist, eine Mail zu verschicken. Die Sache ist also nicht ganz unproblematisch.

La présidente. Nous passons donc au vote sur cette motion de M. Studer, Prisons bernoises: les détenus font la loi.

Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 59

Non 84

Abstentions 8

La présidente. Vous avez refusé cette motion.

Affaire 2014.RRGR.1169

N° de l'intervention: 247-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 19.11.2014
 Déposée par: Rudin (Lyss, pvl) (porte-parole)
 Imboden (Berne, Les Verts)
 Kronenberg (Biel/Bienne, pvl)
 Zumstein (Bützberg, PLR)
 Studer (Niederscherli, UDC)
 Cosignataires: 17
 N° d'ACE: 134/2015 du 11 février 2015
 Direction: POM

Enregistrement par la police des actes d'homophobie

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour que la police enregistre les actes de violence homophobe.

Développement :

La violence homophobe est une atteinte à la dignité des victimes. Il en résulte des dommages psychiques et physiques dont le traitement coûte cher ; la haine et la violence de la société à l'égard des citoyens et citoyennes homosexuels s'en trouvent multipliées. Seuls des chiffres concrets produits par le quotidien de la police permettent de tirer des conclusions réalistes afin de combattre de tels actes de violence.

Toute personne homosexuelle a connu au moins une fois dans sa vie une agression au moins verbale en raison de son orientation sexuelle. Jusqu'à présent, la police n'a pas enregistré séparément ces actes de violence. Or ce serait nécessaire pour déterminer la gravité de la violence homophobe dans le canton de Berne. Le but serait d'enregistrer non pas l'orientation sexuelle de la victime mais plutôt le motif et le lieu de l'agression. La victime peut indiquer quelles sortes d'insultes lui ont été adressées au moment des faits. Cette manière de procéder est meilleure que l'approche centrée sur la victime, pour deux raisons : premièrement, personne ne devrait être contraint de faire connaître contre son gré son orientation sexuelle et deuxièmement, la violence homophobe peut frapper également les hétérosexuels ou les bisexuels.

Dans les pays comme la Suède ou la Grande-Bretagne, la police enregistre séparément la violence homophobe. Alors que les chiffres avérés faisaient autrefois défaut, la Grande-

Bretagne a enregistré depuis l'introduction de ce système plus de 15 000 actes de violence homophobe. A Berne, c'est le cas du racisme et de l'islamophobie. Puisqu'il faut en tout état de cause interroger la victime de tels actes, l'effort administratif est minime. Il suffit d'ajouter une catégorie.

Réponse du Conseil-exécutif

La Police cantonale est consciente de la problématique liée aux infractions commises dans un contexte homophobe. Elle n'a pas connaissance de cas concrets qui auraient été motivés par un sentiment d'homophobie, mais les expériences réalisées à l'étranger suggèrent qu'il en existe un certain nombre, non répertoriés.

Dans l'absolu, la Police cantonale admet la nécessité d'agir dans le domaine de la violence homophobe; elle a déjà mis sur pied diverses offres spécifiques en la matière, dont un cours d'auto-défense. Sur l'initiative de l'association Pink Cop, elle soutient l'élaboration et la production d'un dépliant incitant la communauté homosexuelle et transsexuelle à déposer plainte en cas d'agression. De plus, elle a témoigné de son engagement par le biais d'un stand à la manifestation Gay West du 9 août 2014, qui était tenu par des agents et agentes en uniforme.

Par ailleurs, depuis 2009, la statistique policière de la criminalité constitue un instrument de mesure à l'échelle nationale. Chaque canton applique des directives unifiées pour établir ses statistiques, de sorte qu'il est possible de procéder à des comparaisons dans toute la Suisse. Les informations complémentaires réclamées par l'auteur de la motion ne sont toutefois pas relevées.

Afin de répondre aux exigences de la motion, il faudrait modifier la statistique criminelle de telle façon que les infractions soient enregistrées en fonction des catégories de mobile. Or, ces mobiles ne peuvent être identifiés qu'à l'issue de l'instruction ou une fois qu'un jugement a été rendu par les autorités judiciaires (et encore!). Partant, la Police cantonale n'est pas en mesure d'établir une statistique: c'est à la justice que reviendrait cette tâche.

Enfin, si le canton de Berne se retrouvait seul à répertorier ces catégories de mobile, on ne pourrait pas procéder à une comparaison intercantonale. Le Conseil-exécutif pense donc que cela n'apporterait rien. Il faudrait en outre demander à l'Office fédéral de la statistique de modifier la statistique criminelle nationale; les directives pertinentes devraient alors être adaptées, moyennant l'accord de tous les autres cantons.

Pour les raisons qui précèdent, le Conseil-exécutif pense que l'adaptation de la statistique dans le canton de Berne n'a que peu de sens pour le moment. Il est néanmoins disposé à intervenir auprès de la Confédération dans le sens prôné par le motionnaire et il propose l'adoption de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 18. Cette motion pourrait être acceptée par le Conseil-exécutif en tant que postulat. M. Rudin, vous avez la parole. Les groupes sont priés de s'annoncer.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Worum geht es überhaupt? Ziel der Motion ist es, die homophobe Gewalt zu erfassen. Wie komme ich auf dieses Thema? In Grossbritannien und Schweden gibt es die Möglichkeit, das zu erfassen, auszuwerten und herauszufinden, wie sich das Problem darstellt. In der Schweiz haben das nicht. Wir haben keine Möglichkeit, eine Statistik zu führen. Infolgedessen wissen wir auch nicht, wie sich das Problem darstellt. Wir haben eine grosse Dunkelziffer. Ich bin Vorstandsmitglied von «Pink Cross» und habe in dieser Sache Abklärungen getroffen. Es gibt die «Rainbowline», bei der sich die Leute melden können, wenn sie ein Problem haben. Wir haben natürlich viele, die sich melden. Wie sich das jedoch im Kanton Bern im Alltag darstellt, kann ich nicht sagen.

Ziel ist es, herauszufinden, ob wir diesbezüglich im Kanton Bern ein Problem haben, ja oder nein. Daraus könnten dann entsprechende Massnahmen abgeleitet werden. Ich gehe davon aus, wir könnten hier ohne grossen Aufwand Zahlen, Daten und Fakten zu erheben, die später recht wichtig sein werden. Ich wurde im Vorfeld darauf angesprochen, wie der Bezug zum Nationalrat sei. Dieser hat entschieden, der Antidiskriminierungsartikel sei zu einem Artikel auszudehnen, der auch für Homosexuelle gelten sollte. Der Ständerat hat darüber noch nicht entschieden. Das ist natürlich nicht das gleiche. Hier geht es darum, Homosexuelle, die Gewalt erfahren haben, zu erfassen. Beim Antidiskriminierungsartikel geht es um etwas anderes, nämlich um Hetze, beispielsweise wenn gewisse Politiker davon reden, Homosexuelle hätten einen falschen Hirnlappen. Das sollte man nicht mehr sagen dürfen.

Hier im Kanton Bern geht es mir um etwas ganz anderes. Ich kann Ihnen ein Beispiel erzählen. Als ich 20 Jahre alt war und mit meinem Freund in Bern Hand in Hand über den Bahnhofplatz gegangen bin, wurde ich angepöbelt. Wir haben uns nicht geküsst, sondern Hände gehalten. Und das ist traurig. Das war nachmittags etwa um zwei Uhr, also am helllichten Tag. So etwas wird in der Schweiz nicht erfasst. Ich möchte auch nicht jammern, im Gegenteil. Es hat sich in den letzten Jahren unheimlich viel getan. Dessen bin ich mir bewusst. Es gibt auch diverse Probleme, die wir nicht gelöst haben – daran arbeiten wir. Ich möchte die Möglichkeit haben, solche Vorfälle zu erfassen. Ich bin froh, war ich nicht abends um drei Uhr unterwegs, was ab und zu auch vorkommt – vielleicht mit 20 noch etwas mehr als heute. Wäre ich morgens um drei Uhr unterwegs gewesen und auf die gleiche Truppe junger Männer gestossen, hätte ich vielleicht eine Faust erwischt. Ich weiss nicht, ob ich damals schon den Mut gehabt hätte, das der Polizei zu melden.

In Schweden und in Grossbritannien hat man sich etwas überlegt. Es ist nicht so, dass man von der Polizei befragt würde, ob man schwul oder lesbisch sei. Das interessiert in dieser Statistik eigentlich auch nicht. Sondern man will herausfinden, was das Motiv des Täters oder der Täterin ist. Das ist das Clevere an diesem Meccano. Und das wäre das Ziel dieser Motion. Im Vorfeld habe ich herausgehört, dass es eher knapp wird. Ich möchte zuerst hören, wie sich die einzelnen Parteien dazu stellen. Es gibt ja immer noch die Möglichkeit, den Vorstoss ins Postulat zu wandeln, wie das von der Regierung vorgeschlagen wird. Das möchte ich mir vorbehalten, zuerst jedoch die Debatte abwarten.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Der vorliegende Vorstoss ist für die grüne Fraktion ein Mosaikstein in einer gesellschaftlichen Entwicklung, die ein liberales Modell vertritt. Alle sollen unabhängig von der sexuellen Orientierung in diesem Staat die gleichen Rechte haben. Das ist für die grüne Fraktion sehr wichtig, und daher unterstützt sie den Vorstoss. Wir sind froh, dass er offene Türen einrennt. Die Regierung schreibt in ihrer Antwort, sie sei für dieses Thema sensibilisiert. Menschen, seien sie nun homosexuell oder transsexuell, haben die gleichen Rechte. Trotz der Liberalisierung und der positiven Entwicklungen, die stattgefunden haben – der Motionär hat es erwähnt – ist es leider immer noch üblich oder möglich, dass schwule oder lesbische Menschen in unserer Gesellschaft nicht akzeptiert sind. Es gibt Gewalttaten, und auch auf der verbalen Ebene gibt es Taten, die nicht zu akzeptieren sind.

Uns ist klar, dass mit dem vorliegenden Vorstoss die Problematik nicht umfassend gelöst wird. Aber, wie gesagt, er ist für uns ein wichtiger Mosaikstein. Nur wenn dokumentiert ist, dass Vorfälle homophober Gewalt stattfinden, kann man auch entsprechend tätig werden. Uns ist es wichtig, dass Beschimpfungen und Pöbeleien im Rechtsstaat nicht toleriert werden. Der Antwort der Regierung haben wir entnommen, man könne das nicht nur im Kanton Bern, sondern interkantonal machen. Mit unserer Unterstützung des Vorstosses unterstützen wir auch dieses Ansinnen. Dass das Anliegen auch auf nationaler Ebene ein Thema ist, haben wir vorhin gehört. Auch der Nationalrat hat letzte Woche entsprechende Schritte unternommen. Dabei geht es nicht um Dokumentation, sondern darum, ob Homophobie auch gesetzgeberisch verfolgt werden kann. Die grüne Fraktion unterstützt den vorliegenden Vorstoss. Wir hoffen, er werde seine Wirkung entfalten.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Die BDP-Fraktion hat Mühe mit dem Gedanken, dass eine Statistik über eine Lebensform gemacht werden soll, die im 21. Jahrhundert selbstverständlich, kein Thema und auch kein Problem mehr sein sollte. Auch mit einer Erfassung wird bei denjenigen Leuten, die aus irgendwelchen Gründen etwas gegen Schwule oder Lesben haben, nichts ändern. Vielmehr muss in diversen Köpfen ein Umdenken gegenüber Personen stattfinden, die eine andere Lebensform gewählt haben. Man muss toleranter werden und vom Bilderrahmen denken wegkommen. Gerade wir Politiker sollten auf kantonaler wie auch auf nationaler Ebene mit gutem Beispiel vorangehen. Man sollte sich nicht ständig negativ zu diesem Thema äussern, sich damit brüsten oder Medienpräsenz suchen.

Lesben und Schwule haben keine verdrehten Hirnlappen. Das kann jeder Mediziner beweisen. Leider stammen solche Aussagen von Politikern. Schliesslich ist es immer noch Privatsache, welche Partnerschaft Mann oder Frau wählt. Aus diesen Gründen haben wir uns in der BDP-Fraktion gefragt, ob wir unsere Polizei noch mehr mit Statistiken belasten müssen – über eine Lebensform, die in unserer Gesellschaft als selbstverständlich angenommen werden sollte. Wir sind vielmehr der Meinung, die Polizei sollte ihre Ressourcen nutzen, um in der Öffentlichkeit präsent zu sein. Diskriminierung und Gewalttaten kann man mit einer Statistik nicht aus der Welt schaffen. Aus diesem Grund, und

wirklich nur deshalb, lehnt die BDP-Fraktion eine Motion grossmehrheitlich ab. Auch ein Postulat lehnt sie ab, allerdings nur ganz knapp.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). Auch bei uns fiel die Entscheidung knapp aus. Allerdings erkennt die FDP-Fraktion den Handlungsbedarf grundsätzlich an. Physische und psychische Gewalt gegenüber Schwulen und Lesben ist eine Tatsache. Das kommt vor, oftmals offen und manchmal versteckt. Es kommt grob oder derb, aber auch ganz subtil vor, was ja nicht weniger schlimm ist. In jedem Fall ist es verletzend. Daraus leitet man in unserer Fraktion Handlungsbedarf ab. Über den Weg ist man sich nicht so einig. Wir möchten im Moment keine Berner Sonderlösung. Was macht man mit den Daten, wenn man diese im Kanton Bern gesondert erfassen würde? Man hat dann keine Vergleichsmöglichkeit. Das gesamtschweizerische Instrument der polizeilichen Kriminalstatistik ist in den Mittelpunkt gerückt. Wir haben hier den Chef der Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) – wenn jemand das Thema auf nationaler Ebene thematisieren kann, so ist es Regierungsrat Käser. Vielleicht sollten wir daher das Angebot annehmen, wonach man sich auf gesamtschweizerischer Ebene Gedanken dazu machen soll, ob das ein Thema ist. Wenn es ein Thema ist, soll man die Daten erheben. Dann kann man sie auch vergleichen und Instrumente oder Handlungsweisen daraus ableiten. Die Motion wird von der FDP einstimmig abgelehnt. Eine knappe Mehrheit spricht sich für die Überweisung als Postulat aus.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). «Es geht nicht um blöde Sprüche, sondern um Hass. Der Nationalrat will Diskriminierung von Schwulen und Lesben unter Strafe stellen. Zwei homosexuelle Parlamentarier erklären, warum das Gesetz nötig sei.» Das ist für die SVP-Fraktion ganz klar der Weg – wenn Sie das überhaupt tun müssen. Marianne hat vorhin klar gesagt, in unserer gutsituierten, lockeren Welt in der Schweiz sollte das eigentlich gar kein Thema mehr sein. Denn wir wollen keine diskriminierten Angelegenheiten, und vor allen Dingen wollen wir diese seitens der Polizei nicht ahnden können müssen. Was müssten denn die Polizisten in meiner Polizeischule von Hitzkirch noch alles zusätzlich lernen? Auf Diskriminierung sensibilisiert sein, auf Gewaltakte in Familien – das ist ein grosser Teil des neuesten Ausbildungsprogramms für Polizisten. Dementsprechend bin ich davon überzeugt, dass die Polizisten für jegliche Diskriminierung zu 100 Prozent sensibilisiert werden.

Wie das gehen soll, wenn so ein Gesetz überhaupt geschaffen werden muss, hat die Präsidentin der eidgenössischen Kommission gegen Rassismus, Martine Braunschweig Graf, ganz klar gesagt. Das Gesetz wird hervorgenommen, wir überlegen uns, was wir dort erneuern wollen. Und der Nationalrat hat das mit 107 Stimmen befürwortet. Aber, wie wir alle wissen, gibt es auch noch einen Ständerat. Dieser wird das auch anschauen. Wir sind davon überzeugt, nun sei abzuwarten, was der Bund macht. Wir von der SVP wollen keine kantonale Lösung, auch wenn wir das Problem ganz klar sehen. Ich bitte Sie daher, die Motion abzulehnen. Dem Postulat können einzelne SVP-Mitglieder zustimmen. Im Moment ist das Thema in den eidgenössischen Räten. Las-

sen wir diese jetzt gewähren und schauen wir, was sie für die Zukunft machen. Und nun noch etwas ganz kleines. Diskriminierung gibt es natürlich in allen Fällen. Ich bitte Sie, in Ihrem Umfeld und in Ihrer Familie darauf hinzuwirken, dass keine Gruppe unter uns Menschen diskriminiert wird. Dementsprechend versuche ich das auch vorzuleben. Ich habe Freude daran, wenn wir in der Schweiz und auf dieser Welt fröhlich leben dürfen.

Meret Schindler, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion sieht es ähnlich wie Christian Hadorn. Intoleranz und Diskriminierung haben in unserer Gesellschaft keinen Platz. Im Kanton Bern wohnt ein Achtel der gesamten Schweizer Bevölkerung. Wir können auch eine Vorreiterposition übernehmen. Darum unterstützen wir sowohl die Motion als auch das Postulat.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Au parti évangélique, on s'est demandé pourquoi il faudrait des mesures particulières pour que la police enregistre les actes de violence homophobes? Pour notre groupe, les lois, et en particulier le Code de procédure pénale, s'appliquent de la même manière pour tous. Qu'il s'agisse de haine ou de violence à l'égard des mineurs, des personnes âgées, d'hommes, de femmes, de ressortissants suisses, de ressortissants étrangers, la police et la justice font leur travail dans le respect des lois et traitent chacun de manière identique. Nous ne voyons donc pas de raison d'enregistrer l'orientation sexuelle d'une victime ou d'enregistrer séparément la violence homophobe. Si l'on voulait toutefois aller dans le sens des motionnaires, il faudrait répertorier les catégories de mobiles, et ceci pas uniquement à l'échelon du canton de Berne, mais bien à l'échelon de la Confédération. Donc, comme le Conseil-exécutif, quelques membres de notre groupe pourraient soutenir un postulat, alors que la majorité le rejeterait, tant sous la forme du postulat que sous la forme de la motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Wir sind nicht alle gleich. Wenn so in die Runde schaue, muss ich fast sagen: «Gottseidank sind wir nicht alle gleich.» Wer heute noch Homosexualität als Krankheit oder als verschobenen Hirnlappen versteht, hat selber etwas ein wenig verschoben im Gehirn. Zudem leistet man so der Gewalt und der homophoben Gewalt eben auch Vorschub. Lieber Christian Hadorn, es geht überhaupt nicht darum, dass du in deiner Polizeischule, wie du so schön sagst, etwas an der Ausbildung ändern müsstest. Du musst also keine Schwulen-Erkennungsprogramme durchführen. Das ist nicht notwendig, darum geht es nicht. Es geht einzig und allein um die statistische Erfassung, wenn denn bereits etwas geschehen ist. In anderen Fällen wird das auch erfasst. Das machen sie heute schon. Es gibt einfach nur ein Kreuzchen mehr. Sie haben Recht, wir möchten die Polizei damit eigentlich nicht belasten. Sie sollte eigentlich ihre Kernaufgabe lösen. Trotzdem ist es eben wichtig, dass man das macht. Wir sind wie die Regierung der Meinung, dass es besser wäre, wenn das nicht nur im Kanton Bern erfolgen würde, sondern gesamtschweizerisch. Wir begrüßen daher jede Intervention beim Bund in diese Richtung. Selbstverständlich unterstützen wir sowohl eine Motion wie allenfalls auch ein Postulat.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU-Fraktion spricht sich gegen jegliche Gewalt und gegen jegliche Diskriminierung aus, sei das aufgrund der sexuellen Orientierung, der Hautfarbe, der Haarfarbe, der politischen Einstellung oder auch des Glaubens. Diesbezüglich sind wir manchmal effektiv auch betroffen. Das möchte ich Ihnen auch zu bedenken geben. Hier wird aber etwas gefordert, das den Betroffenen überhaupt nichts nützt, nämlich eine Statistik. Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort selbst, das Anliegen sei eigentlich gar nicht umsetzbar. Die Polizei könne das gar nicht, das sei nicht zielführend. In Zeiten, in welchen wir Aufgaben abbauen, Verwaltungs- und Bürotätigkeiten reduzieren möchten, steht das Anliegen quer in der Landschaft. Vor noch nicht allzu langer Zeit konnte Ex-Kollegin Bethli Küng das pointiert auf den Punkt bringen: Die Polizei sollte vermehrt draussen tätig sein, nicht im Büro. Dieser Meinung sind wir auch. Daher können wir nicht immer wieder solche Dinge fordern. Wenn es ein Gesetz braucht, um diese Dinge zu ahnden, die nicht rechtens sind, so ist dies Sache des National- und des Ständerats. Dann sollen sie das beschliessen, und das tun sie auch. Wir werden deshalb sowohl die Motion als auch das Postulat ablehnen.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Vor kurzer Zeit wurde mir in einer Diskussion im Internet beschiedenen, wenn ich gegen die Homo-Ehe und gegen die Homo-Adoption sei, sei ich homophob. Ich fühlte mich da zumindest psychischer Gewalt ausgesetzt. Was in dieser Frage momentan läuft, grenzt an Meinungsterror. Man wird mundtot gemacht, wenn man eine andere Meinung zu einer Frage hat, die politisch diskutiert wird. In einer freien Demokratie sollte auch freie Meinungsäusserung gelten. Das erlebe ich in Diskussionen, die ich eigentlich gerne führe und auch gerne provoziere, das gebe ich zu. Diese Diskussion betrifft eine andere Ebene, das ist mir klar. Der Motionär hat fairerweise gesagt, worum es geht. Ich sehe, in welche Richtung das alles geht und wie ich zum Teil beschimpft werde, ich sei homophob, nur weil ich eine andere Meinung verrete, als es im Moment dem Mainstream entspricht. Wenn ich sehe, wie viele Leute nicht mehr wagen, zu ihrer Meinung zu stehen, wenn sie etwas nicht so toll finden, so muss ich sagen, das hier ist ein weiterer Schritt, ein weiteres Mosaiksteinchen. Daher lehne ich persönlich auch das Postulat ab, auch wenn ich es in Ordnung finde, wenn in der Polizeidirektorenkonferenz oder anderswo über das Erfassen von Motiven von Gewalttaten gesprochen wird. Es gibt noch viele andere Motive – das ist eines von vielen. Das ist ok, aber ich persönlich spreche mich dagegen aus und überweise das Postulat aus den genannten Gründen nicht.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Sie haben die Antwort des Regierungsrats gelesen. Die Problematik ist der KaPo bekannt. Es wurden in der Antwort auch ein paar Beispiele dafür aufgeführt, was die KaPo bereits unternommen hat. Entscheidend ist, dass die schweizerische Kriminalstatistik die Grundlage bildet. Um das Anliegen des Motionärs wirklich aufnehmen zu können, müsste man diese Kriminalstatistik ändern. Dies kann der Kanton Bern nicht alleine tun. Die Regierung kommt deshalb zum Schluss, dass es möglicherweise ziel-

führender wäre, das Anliegen auf Bundesebene einzubringen. Dies könnte zum Beispiel im Rahmen der Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) geschehen, wie dies Grossrat Costa angeregt hat. Es könnte auch im direkten Kontakt mit den bernischen Ständerats- oder Nationalratsmitgliedern geschehen, mit denen sich die Regierung periodisch trifft. Nun bin ich gespannt darauf, zu erfahren, wie der Motionär bezüglich der Umwandlung in ein Postulat entscheidet.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Zuerst zu Ruedi Löffel. Deine Argumentation ist etwa so, wie wenn einer kommt und sagt: «Du, ich habe den Arm gebrochen, das tut mega weh.» Du würdest dann sagen: «Ja, und ich habe das Bein gebrochen. Das tut auch weh.» Beides tut weh. Ich will auch keine Tabuisierung – darum geht es überhaupt nicht. Mir geht es nur um eine Statistik. Gegen Zahlen, Daten und Fakten müssen wir im Prinzip nichts haben. Ich wüsste nicht, warum das ein Problem sein sollte. Ich gehe davon aus, dass Sie alle in dieser Statistik nicht erfasst würden – vielleicht der eine oder andere als Opfer, aber das möchte ich tatsächlich nicht erwarten. Mir geht es schlussendlich wirklich darum, dass wir im Kanton Bern ein Zeichen setzen. Wir hätten die Möglichkeit gehabt, uns als liberaler, fortschrittlicher Kanton zu positionieren. Ich sehe aber, dass ich die Mehrheit für eine Motion nicht zusammenbringe. Das bedaure ich, denn das wäre ein stärkeres Zeichen gewesen. Infolgedessen werde ich ins Postulat wandeln. Ich hoffe doch, dass Sie da mitziehen und der Regierung die Möglichkeit geben, national in der Funktion, wie sie der Regierungsrat innehat, tätig zu werden.

La présidente. L'auteur de l'intervention a transformé sa motion en postulat, alors nous allons voter sur ce postulat, Enregistrement par la police des actes d'homophobie. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :	
Adoption sous forme de postulat	
Oui	81
Non	66
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous n'avons donc plus qu'une motion, nous retrouvons le directeur de la police demain matin, après les élections. Je vous souhaite à tous un bon appétit, la séance est close.

La séance est levée à 11 heures 43.

Les rédactrices :
 Sara Feraro (d)
 Monika Hager (d)
 Catherine Graf Lutz (f)



Mercredi 18 mars 2015, 9 heures – 11 heures 40

Troisième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 156 députés. Excusés : Aeschlimann Martin, Hamdaoui Mohamed, Hügli Daniel, Rösti Hans

Affaire 2015.RRGR.194

Election d'un ou d'une membre PS de la CSéc

Affaire 2015.RRGR.175

Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante pvl de la CIAT

Affaire 2014.RRGR.1243

Election d'un juge-suppléant ou d'une juge-suppléante germanophone de la Cour suprême, pour la période jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2014.RRGR.1244

Election d'un juge-suppléant ou d'une juge-suppléante francophone de la Cour suprême, pour la période jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2014.RRGR.1245

Election d'un juge-suppléant ou d'une juge-suppléante du Tribunal administratif, Cour des affaires de langue française, pour la période jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2014.RRGR.1246

Election d'un ou d'une juge germanophone de Tribunal régional (100%), pour la période jusqu'au 31.12.2016

Délibération groupée

La présidente. Je vous prie de prendre place, il est 9 heures, et avant que nous ne passions aux élections, j'ai une importante information à vous donner. Comme vous le savez, hier soir notre groupe de footballeurs du Grand Conseil bernois a joué contre l'équipe du National. Je ne parlerai pas ici de Wunder von Bern mais presque, ils ont gagné 2-1! (*Applaudissements.*) Je prierais ceux qui n'ont pas joué

de s'asseoir et ceux qui ont joué de se lever, afin de voir qui a gagné, qui a joué. Bravo à tous. (*Applaudissements, hilarité.* – *La présidente agite sa cloche.*) Ils ne se sont pas laissés aller, parce qu'en première partie, ils ont perdu 0-1, mais se sont tout à coup réveillés pendant la pause, pour finir par gagner 2-1. Encore une information importante: quelqu'un m'a demandé si l'on avait ce soir la séance du soir, il est clair que nous avons cette séance ce soir. Donc, nous passons la parole à M. Klopfenstein pour les élections. M. Klopfenstein, vous avez des informations importantes à vous donner, allez-y. Vous ne vous êtes pas annoncé.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Der Ausschuss IV, der sich mit den Richterwahlen befasste, hatte recht viel zu tun, denn es geht insgesamt um die Wahl von vier Richtern aus sämtlichen Fachgebieten. Diese Wahlen stehen leider im Zusammenhang mit dem Todesfall des Gerichtspräsidenten Beat Hofmann, der im letzten Jahr gestorben ist und der auf zwei Ebenen zu ersetzen ist. Wir kommen zur ersten Wahl, auf Ihrem Blatt die 3. Wahl: Hier haben wir eine Kandidatin. Es geht um die Wahl einer Ersatzrichterin deutscher Muttersprache, einer Obergerichtssuppleantin, eben als Ersatz für Beat Hofmann. Sie ist für die Amtsdauer bis Dezember 2016 zu wählen. Der Wahlausschuss empfiehlt Ihnen Frau Irene Graf, geboren 1958. Sie ist Vorsitzende der Schlichtungsstelle Bern-Mittelland. Bei der 4. Wahl geht es um das Pendant auf Französisch, also um einen französischsprachigen Obergerichtssuppleanten als Ersatz für Herrn Chételat. Der Ausschuss IV empfiehlt Ihnen Jean-Jacques Lüthi vom Jura Bernois als bestens geeignet. Auch er ist seit langem Vorsitzender der Schlichtungsstelle. Zur 5. Wahl – falls überhaupt jemand zuhört: Es geht um einen französischsprachigen Verwaltungsgerichtssuppleanten. Dort haben wir nur noch einen Kandidaten. Jean-Jacques Lüthi hat sich zurückgezogen, weil er ja bei der vorangehenden Wahl gewählt wird. Kandidat ist der Bieler Herr Christophe Tissot, geboren 1982. Er ist Bundesgerichtsschreiber und mit der Funktionsweise des Verwaltungsgerichts des Kantons Bern bestens vertraut. Wir schlagen Ihnen hier also Herrn Christophe Tissot vor. Jetzt kommen wir zum Filet-Stück dieser Wahl, nämlich zur Wahl einer 100-Prozent-Stelle als Gerichtspräsidenten des Regionalgerichts. Hier gibt es nur noch eine einzige Kandidatin. Herr Sarbach hat seine Kandidatur gestern zurückgezogen wie auch Frau Murielle Mallepell. Der Ausschuss IV schlägt Ihnen deshalb Frau Simone Mühlethaler als sehr geeignete Kandidatin vor, geboren 1974. Sie ist seit Langem Gerichtsschreiberin am Regionalgericht Oberland, hat aber auch richterliche Erfahrung als ausserordentliche Gerichtspräsidentin. Deshalb kann Ihnen der Ausschuss IV Frau Mühlethaler bestens empfehlen.

La présidente. Nous avons aussi des élections internes, c'est-à-dire l'élection d'un ou d'une membre du PS-PSA à la Commission de la sécurité. Quelqu'un du PS-PSA aimerait-il s'exprimer? – Non. Nous avons aussi une élection d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante du pvl pour la CIAT. Est-ce que quelqu'un du pvl aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas. Donc je vous prie de prendre vos places pour recevoir les enveloppes. Je vous rappelle que vous avez toutes les élections, les élections

internes et les élections des juges dans la même enveloppe. Je prierais les scrutatrices et scrutateurs de distribuer les enveloppes.

Les scrutateurs et les scrutatrices distribuent les enveloppes avec les bulletins. Après le dépouillement, la présidente proclame les résultats :

Affaire 2015.RRGR.194 Election d'un ou d'une membre PS de la CSéc

Bulletins distribués : 143, bulletins rentrés : 142, dont 6 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 136, majorité absolue : 69. Est élu :

Masson Pierre par 136 voix

(Applaudissements)

Affaire 2015.RRGR.175 Election d'un membre-suppléant ou d'une membre-suppléante pvl de la CIAT

Bulletins distribués : 143, bulletins rentrés : 142, dont 17 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 125, majorité absolue : 63. Est élu :

Rudin Michel par 125 voix

(Applaudissements)

Affaire 2014.RRGR.1243 Election d'un juge-suppléant ou d'une juge-suppléante germanophone de la Cour suprême, pour la période jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 143, bulletins rentrés : 142, dont 39 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 103, majorité absolue : 52. Est élue :

Graf Irène par 88 voix

Voix éparses : 15

(Applaudissements)

Affaire 2014.RRGR.1244 Election d'un juge-suppléant ou d'une juge-suppléante francophone de la Cour suprême, pour la période jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 143, bulletins rentrés : 142, dont 4 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 138, majorité absolue : 70. Est élu :

Lüthi Jean-Jacques par 138 voix

(Applaudissements)

Affaire 2014.RRGR.1245 Election d'un juge-suppléant ou d'une juge-suppléante du Tribunal administratif, Cour des affaires de langue française, pour la période jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 143, bulletins rentrés : 142, dont 5 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 137, majorité absolue : 69. Est élu :

Tissot Christophe par 133 voix

Voix éparses : 4

(Applaudissements)

Affaire 2014.RRGR.1246 Election d'un ou d'une juge germanophone de Tribunal régional (100%), pour la période jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 143, bulletins rentrés : 142, dont 4 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 138, majorité absolue : 70. Est élue :

Mühlethaler Simone par 132 voix

Voix éparses : 6

(Applaudissements)

La présidente. Toutes mes félicitations aux élus.

Affaire 2014.RRGR.1173

N° de l'intervention:	251-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	20.11.2014
Déposée par:	Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole) Bühler (Cortébert, UDC) Müller (Orvin, UDC)
Cosignataires:	16
N° d'ACE:	111/2015 du 4 février 2015
Direction:	POM

Amendes dans les prévisions budgétaires

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que les amendes d'ordre ne soient plus inscrites au budget.

Développement :

Le fait que, pour améliorer ses finances, le canton de Berne inscrive au budget les recettes générées par les amendes accroît la pression subie par la police, surtout à l'approche de la fin d'année.

Au lieu de se concentrer sur la prévention et la lutte contre la criminalité, les policiers et policières doivent multiplier les verbalisations pour remplir les caisses. Les contrôles routiers doivent pourtant être menés en priorité là où ils amélio-

rent la sécurité de la population et non là où ils rapportent le plus (en raison d'une signalisation douteuse). La prolifération des radars et des contrôles routiers génère des millions de francs d'amendes (impôts cachés). L'évolution du poste budgétaire « Rentrées fiscales et amendes » de 2005 à 2015 (constitué majoritairement d'amendes) montre clairement que la police a de plus en plus été orientée vers les contrôles routiers au lieu de la prévention et de la lutte contre la criminalité.

Année	Budget
2005	12 870 000.--
2006	13 634 000.--
2007	14 624 000.--
2008	33 114 000.--
2009	32 114 000.--
2010	32 994 000.--
2011	35 724 000.--
2012	38 144 000.--
2013	41 512 000.--
2014	38 638 000.--
2015	38 638 000.--

On oublie cependant que cela demande beaucoup de travail administratif et que ce travail a un coût. Les citoyens et citoyennes jugent par ailleurs ces contrôles massifs et le montant des amendes disproportionnés par rapport à d'autres infractions (vols par exemples).

Réponse du Conseil-exécutif

En guise d'introduction, le Conseil-exécutif renvoie à ses réponses à trois autres interventions parlementaires déposées en 2014:

- Interpellation 056-2014 Graber (La Neuveville, UDC) – Allocation des ressources de la Police cantonale bernoise et hiérarchie des préoccupations sécuritaires
- Motion 092-2014 Bühler (Cortébert, UDC) – Radars routiers: non au détournement fiscal, oui à la sécurité
- Motion 179-2014 Graber (La Neuveville, UDC) – Communication transparente et régulière des amendes infligées pour excès de vitesse

Les principaux arguments pertinents pour répondre à la présente motion ont déjà été détaillés dans ces trois interventions. Le Conseil-exécutif est toutefois disposé à aborder, ici encore, les éléments centraux que constituent l'inscription au budget et les effets des contrôles de vitesse.

1. Inscription au budget

Contrairement aux allégations figurant dans la motion, l'inscription au budget des recettes générées par les amendes ne vise aucunement à améliorer ce dernier. Le montant inscrit chaque année à ce titre correspond à des observations réalisées au cours des exercices précédents, tout en tenant compte, sous l'angle de la planification, de changements essentiels auxquels l'on s'attend pour les années à venir, d'un point de vue général. Si les amendes n'étaient plus inscrites au budget, la Police cantonale ne serait plus en mesure de tenir compte de rentrées financières très élevées dans ses planifications, dont on ne pourrait alors plus affirmer qu'elles sont complètes et correctes d'un point de vue factuel. L'ensemble du canton souffrirait

en outre de lacunes en matière d'informations, ce qui contreviendrait aux principes d'universalité et de vérité retenus à l'article 5, alinéa 2 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0).

Il convient en outre de signaler que les chiffres cités dans la motion font manifestement l'objet d'une fausse interprétation: l'augmentation drastique des recettes indiquée pour les années 2008 et 2009 trouve son origine dans le projet Police Bern (instauration d'une police unique) et du regroupement des amendes d'ordre perçues par le canton et par les communes qui en est résulté; le canton a également repris à son compte les installations fixes de contrôle de la vitesse et des feux de signalisation. L'évolution sur dix ans présentée dans la motion apparaît ainsi biaisée et non représentative.

Par ailleurs, l'augmentation constatée entre 2012 et 2013 est due à l'abaissement, dès septembre 2012, des seuils de mesure afin de correspondre aux marges de sécurité prévues par la loi. Elle a conduit, de fait, à une augmentation des recettes dues aux amendes d'ordre.

Enfin, les entrées budgétées au cours des dernières années n'ont, pour la plupart, pas été réalisées, si bien qu'elles ont été nettement adaptées à la baisse pour les années 2014 et 2015. On est donc loin, contrairement à ce qu'affirme l'auteur de la motion, d'une quelconque pression exercée sur le personnel de la Police cantonale.

2. Effets des contrôles de vitesse

L'argumentation de la motion tend à suggérer que les contrôles du trafic routier ne servent qu'à «remplir les caisses», sans tenir compte du fait que la vitesse est une cause non négligeable d'accidents. Cela se reflète dans les statistiques: en 2013, le canton de Berne a dénombré 5999 accidents de la circulation. Par le seul fait d'une vitesse excessive ou inadaptée, huit personnes ont perdu la vie tandis que 124 ont été blessées grièvement et 360 légèrement. L'alcool au volant a entraîné quatre autres décès et fait 43 blessés graves et 149 blessés légers.

Des études prouvent que les contrôles de la circulation exercent une influence positive sur la sécurité routière et constituent un instrument central de la prévention des accidents. Outre la répression, ils exercent un effet préventif très fort. Il s'agit là d'un aspect central que la motion passe totalement sous silence, alors qu'il constitue un indicateur que les contrôles menés poursuivent avant tout des buts de prévention.

Le traitement des amendes d'ordre est en majeure partie automatisé. Le travail administratif (bureaucratie) généré garde donc des proportions raisonnables.

Il est vrai que des citoyennes et citoyens peuvent être irrités par les contrôles de la circulation, notamment celles et ceux qui en subissent un alors qu'ils se trouvaient en infraction. Ainsi la Police cantonale reçoit-elle quelques doléances à propos de contrôles considérés comme trop fréquents ou déplacés. Mais les inquiétudes au sujet de la sécurité du trafic et du non-respect de prescriptions conduisent chaque année des dizaines de communes et de particuliers favorables aux actions de la police à demander à cette dernière de procéder à davantage de contrôles, de vitesse notamment.

Par ailleurs, il est à noter que dans le canton de Berne, les communes au bénéfice d'un contrat sur les ressources sont

elles aussi habilitées à procéder à des contrôles de vitesse (cf. art. 8, al. 3 de la loi du 8 juin 1997 sur la police, LPol; RSB 551.1), droit dont elles font un usage croissant. De plus, chaque commune est libre de contrôler elle-même les véhicules en stationnement. Celles qui ont conclu un contrat sur les ressources ont désormais la possibilité – dont elles font également usage – de diriger elles-mêmes le tiers des contrôles du trafic effectués par la Police cantonale. La base de calcul, à cet effet, n'est pas le montant des recettes, mais le nombre d'heures consacrées aux contrôles.

Vu les raisons exposées, légitimant l'inscription des recettes des amendes au budget et l'effet préventif général des contrôles de vitesse, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. M. le directeur est déjà parmi nous. Nous allons donc tout de suite passer à l'affaire 19, motion de Mme Geissbühler-Strupler, Amendes dans les prévisions budgétaires. Nous serons en débat libre, Madame, vous avez la parole, et je demande aux groupes de s'inscrire. C'est à vous Madame.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC).

Wir alle hier im Saal haben von der Bevölkerung den Auftrag erhalten, ihre Anliegen aufzunehmen und Probleme, die in der Bevölkerung auftauchen, zu lösen. Sicher geben Sie mir Recht, wenn ich sage, dass die Kernaufgabe der Polizei in der Bekämpfung der Kriminalität besteht, damit die Sicherheit der Bevölkerung gewährleistet ist. Verkehrskontrollen, vor allem Geschwindigkeitskontrollen sind ebenfalls wichtig, und zwar für die Unfallprophylaxe, das ist auch uns drei Motionären klar. Aber uns fehlen rund 100 Sicherheitspolizisten, und aus diesem Grund müssen in jedem Jahr Duzende von Überstunden gemacht werden. Deshalb verstehen es unsere Polizisten nicht, wenn sie ausgesendet werden, um an Orten Geschwindigkeitskontrollen durchzuführen, wo es nicht primär darum geht, die Sicherheit der Bevölkerung zu erhöhen, sondern wo fragwürdige Signalisationen möglichst viele Bussen generieren. Hier einige Beispiele: In unserer Gemeinde gibt es Geschwindigkeitstafeln mit rasch aufeinanderfolgenden Geschwindigkeitsbeschränkungen von 50 km/h, 60 km/h und wieder 50 km/h. Man muss also nach der 60 km/h-Beschränkung sofort wieder abbremsen, wenn man in die 50 km/h-Zone kommt, und dort ist es sehr praktisch, Geschwindigkeitskontrollen durchzuführen. Ein anderes Beispiel ist das Brückfeld in der Stadt Bern: Dort gibt es auf der Strasse, die nach unten führt, eine Zone mit 30 km/h, sodass man auf der Bremse stehen muss, damit man überhaupt 30 km/h fahren kann. Vor allem fragen wir uns, ob die Sicherheit dadurch nicht stärker gefährdet ist, wenn wir dauernd auf den Tachometer schauen müssen, damit die Geschwindigkeit eingehalten wird, als wenn wir dort ein bisschen zu schnell fahren. Die Polizei ist unter Druck, Sie haben es gesehen: Auch in diesem Jahr muss sie mit Bussen 38,5 Mio. Franken hereinholen.

Auch wir haben gemerkt, dass sich die in unserer Motion angegebenen Bussenwerte durch das Projekt Police Bern in den Jahren 2008 und 2009 und durch die Senkung der Messwertsschwelle in den Jahren 2012 und 2013 zwangsläufig

verändert haben. Trotzdem kann man nur mit massiven Verkehrskontrollen zu einem Budgetposten von 38,6 Mio. Franken pro Jahr kommen. In Mails und Briefen von Bürgerinnen und Bürgern wird geklagt, es sei bei ihnen eingebrochen worden, aber die Polizei hätte keine Zeit gehabt, sofort vorbeizukommen. Und bei Diebstahl oder Sachbeschädigungen ist immer wieder von Personalmangel die Rede, weshalb die Täter nicht verfolgt werden können.

Die Annahme der Motion würde die erwähnten Probleme lösen. Unser hochdotierter Verkehrsdienst würde ohnehin weiterhin Verkehrskontrollen durchführen und die Sicherheitspolizei könnte dann primär denjenigen Gebieten nachgehen, für die sie ausgebildet ist und die ihre Kerngeschäfte darstellen. Wir konnten in der SiK erfahren, wie die Ausrüstung der Sicherheitspolizei aussieht. Es ist einfach nicht richtig, die Sicherheitspolizisten zu gebrauchen, um das Budget noch zusätzlich dermassen aufzubessern.

Die Motion würde etwas bringen und die Anliegen der Bevölkerung und der Polizisten würden so aufgenommen. Wir wären aber je nach Ergebnis der Diskussion möglicherweise auch bereit, die Motion in ein Postulat zu wandeln.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die Motion wirft zwei separate Fragen auf. Die erste ist rein technischer Art, also ob man Bussengelder in diesem expliziten Fall budgetieren soll. Die zweite ist eine emotionale Frage, die in der Begründung der Motion aufgeworfen wird; nämlich die emotionale Schiene gegen die Geschwindigkeitskontrollen, gegen das Unbehagen, wenn man bei Geschwindigkeitskontrollen geblitzt wird. Zuerst zur technischen Frage: Grundsätzlich ist es richtig, wenn ein Kanton im Budget sämtliche Einnahmen, auch wenn sie noch nicht ganz klar sind, budgetiert. Zu diesen Einnahmen gehören zum Beispiel Bussen aller Art, also nicht nur die Bussen wegen Geschwindigkeitsüberschreitungen. Die Bussen, die der Kanton erhebt, beziehen sich nicht ausschliesslich auf die Geschwindigkeit, sondern auch auf Vieles andere. Dazu gehören aber auch die Steuern, Gebühren und Abgaben. All diese Einnahmen werden vom Kanton budgetiert, wobei im Vorneherein noch nicht ganz klar ist, wie hoch sie ausfallen werden und die Höhe der Einnahmen von den Tätigkeiten und Willensäusserungen oder Willensvollziehungen von Bürgerinnen und Bürgern abhängig ist. Wir sehen nicht ein, warum man jetzt die Einnahmen und explizit die Einnahmen aus Bussen nicht mehr budgetieren soll. Wenn wir ein sauberes Budget machen wollen, müssen wir all diese Einnahmen budgetieren. Ich weiss, dass Sie jetzt auf das Gold der Nationalbank hinweisen werden. Hier sind wir aber anderer Meinung: Das Geld der Nationalbank kommt aus einem ganz anderen Topf und ist von anderen Mechanismen betroffen. Es ist für uns klar, dass das nicht budgetiert wird. Aus diesem Grund ist die Motion aus technischer Sicht klar abzulehnen. Aus unserer Optik ist sie nicht zielführend, ja schon fast ein bisschen absurd.

Jetzt aber zur emotionalen Schiene. In der letzten Zeit hat die SVP in mehreren Kantonen, aber auch auf Bundesebene ein regelrechtes Geschwindigkeitskontrollen-Bashing veranstaltet. Für mich ist das völlig unverständlich, denn gerade diese Partei setzt sich seit Jahren für den Vollzug unserer Rechtsstaatlichkeit, unserer Gesetze ein. Sie schaut ziemlich genau darauf, ob jemand auch nur im Kleinsten über den gesetzli-

chen Rahmen hinausschiesst. Dann fuchtelte sie sofort mit der juristischen Keule herum. Aus dieser Optik verstehe ich nicht, warum man in dem Vorstoss diese Begründung dermassen deutlich hervorhebt. Wenn Sie konsequent sein wollten, müssten Sie eine Heraufsetzung der Geschwindigkeitslimiten verlangen, oder Sie müssten verlangen, dass Geschwindigkeitsübertretungen grundsätzlich im schweizerischen Recht straffrei sind. Aber das wissen Sie selber: Damit bringen Sie sich juristisch dermassen in die Bredouille, dass Sie das nicht machen können. Aus dieser Optik finde ich es nicht ganz fair, wenn man jetzt auf der moralischen Schiene versucht, Geschwindigkeitskontrollen als das grosse Übel herauszustreichen. Ich kann Ihnen versichern – das ist den Motionärinnen und Motionären wahrscheinlich entgangen: Wer die Geschwindigkeitsbeschränkungen einhält, wird nicht geblitzt und nicht gebüsst. Es wäre wunderbar, wenn wir den alljährlich budgetierten Bussenetat nicht einfahren würden, denn das würde heissen, dass sich alle an die Regeln und an die Rechtsstaatlichkeit halten. Das möchte die BDP von unseren Bürgerinnen und Bürgern fordern und bei ihnen auch fördern. Aus diesem Grund bitte ich Sie, diese Motion abzulehnen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die Motionärinnen und Motionäre gehören zu einer Partei, mit dem Slogan «Sicherheit - SVP wählen» die in die Wahlen einsteigen wollen. Wenn wir hier die Forderungen der Motionärinnen und Motionäre annehmen, tragen wir sicher nichts zur Sicherheit in diesem Kanton bei. Man will hier im Grunde erreichen, dass auf der Strasse die Anzahl der Kontrollen reduziert werden. Aber wenn wir das machen, gibt es auf den Strassen des Kantons Bern nicht mehr so viel Sicherheit, wie das heute der Fall ist. Die Motionärin hat gesagt, es handle sich hier um ein Anliegen der Polizei. Ich weiss nicht genau, mit welchen Polizistinnen und Polizisten sie spricht. Polizistinnen und Polizisten sind verantwortlich dafür, dass auch auf den Strassen Ruhe und Ordnung herrscht und dass die Regeln, die wir hier in der Schweiz gemäss unserem Rechtsstaat aufgestellt haben, eingehalten werden. Die Polizistinnen und Polizisten haben hier eine Verpflichtung und dieser Verpflichtung gehen sie nach.

Selbstverständlich habe ich anlässlich eines Gesprächs mit dem Polizeikommandanten auch einmal gefragt, ob Ende Jahr hinsichtlich Kontrollen und Bussen ein Druck besteht. Mir wurde geantwortet, dass dieser Druck nicht besteht. Die Kantonspolizei verfügt über ein klares Konzept, bei dem bereits Anfang Jahr feststeht, in welchen Strassen Kontrollen durchgeführt werden. Und zwar wird dort kontrolliert, wo Sicherheitsprobleme bestehen. Ich erläutere dies an einem Beispiel aus meiner Gemeinde: Die Bürgerinnen und Bürger wollen zum Teil selber auch Geschwindigkeitskontrollen. Konkret gelangen Bürgerinnen und Bürger an mich als Verantwortlichen für die Sicherheit auf den Strassen in der Gemeinde Huttwil und fordern Geschwindigkeitskontrollen. Es ist also nicht so, dass viele Leute wegen den Kontrollen reklamieren. Diejenigen, die reklamieren, sind eben die, die sich nicht an die Regeln halten und zu schnell fahren. Und wenn wir zu schnell fahren, müssen wir gewärtigen, dass wir geblitzt werden.

Ich wollte in Huttwil eine Geschwindigkeitskontrolle durchführen, aber es zeigte sich, dass das gar nicht so einfach ist. Es müssen sehr viele Dinge eingehalten werden, es

muss sehr viel abgeklärt werden, man muss einen Inforadar aufstellen und Messungen durchführen um festzustellen, ob dort wirklich ein Sicherheitsproblem besteht. Und bis die Kantonspolizei dann mit dem Radar in einer Gemeinde erscheint, braucht es ziemlich viel. Ich habe es aufgegeben, wir machen das bei uns jetzt anders. Wir stellen einen Inforadar auf und wenn die Leute zu schnell fahren, kommt dann halt nicht ein Smiley, sondern ein Smiley, das «e Lätsch macht».

Jetzt noch zur Frage des Budgetierens: Wir finden es richtig, wenn der Staat sämtliche Einnahmen, von denen er aufgrund seiner Erfahrungswerten ausgehen kann, budgetiert. Hier wissen wir ja aufgrund von Erfahrungswerten und dem Konzept, der Handhabung, dass es gewisse Erträge geben wird, und diese müssen ins Budget aufgenommen werden. Ich möchte sehen, wie die FiKo reagieren würde, wenn der Regierungsrat die Bussen nicht budgetieren würde und dann auf einmal das Budget Ende Jahr ganz anders aussähe. In diesem Fall würde man ja dem Regierungsrat vorwerfen, er habe nicht sauber und nicht richtig budgetiert. Von daher ist es nur richtig, die zu erwartenden Einnahmen weiterhin ins Budget einzustellen. Nebenbei gesagt: In diesem Jahr wurde weniger aufgenommen als im letzten Jahr. Von daher wird der budgetierte Betrag also nicht in jedem Jahr grösser. Aus diesen Gründen empfehlen wir Ihnen ganz deutlich und einstimmig, diese Motion abzulehnen.

Erich Hess, Berne (UDC). Im Mittelalter nannte man das Wegelagerei und in diese Richtung gehen wir auch heutzutage wieder: Zwischen 2005 und 2015 verdreifachten sich die Busseneinnahmen. Das kann es nicht sein. Die Polizei ist für die Sicherheit der Bevölkerung zuständig, sie soll sich also den Kriminellen widmen. Sie hat zu wenig Zeit für die Bekämpfung der Kriminalität und muss auf der Strasse Kontrollen durchführen. Das geht so nicht. Es kann nicht sein, dass der Autofahrer einmal mehr als Milchkuh herbeigezogen wird. Der Automobilverkehr ist auch sonst schon mehr als zu 100 Prozent kostendeckend und somit muss man ihn nicht auch noch mit Bussen belasten. Bussen müssen dort verteilt werden, wo es sicherheitsrelevant ist. Es kann also nicht sein, dass wir durch immer höhere Budgetierungen die Busseneinnahmen nach oben korrigieren und so die Polizei, die eigentlich die Kriminalität bekämpfen sollte, Bussen eintreiben muss, damit sie ihre Budgetzahlen erreichen kann.

In einem seriösen Budget müssen die Bussen budgetiert werden, aber einfach in einem gewissen Mass. Es sollte ein Mittelmass sein zwischen den Forderungen von Sabina Geissbühler und dem Bussenbudget des Regierungsrats. Deshalb unterstützt die SVP-Fraktion diese Motion als Postulat. Aber im Vordergrund muss wirklich die Sicherheit stehen. Es ist nicht so, wie SP-Grossrat Wüthrich sagte, dass sich die SVP nur gerade für die Sicherheit einsetzt. Das war vor vier Jahren ihr Wahlspruch – er ist immer noch aktuell. Aber bei den Wahlen 2015 gilt der Wahlspruch «Frei bleiben». Die Freiheit hat viele Aspekte und man darf die Balance zwischen Freiheit und Sicherheit nicht verlieren. Deshalb bittet die SVP-Fraktion Sie, die Motion als Postulat anzunehmen.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Wie wir bereits gehört haben, sind Bussengelder eine Form von Einnahmen. Einnahmen sind möglichst genau zu budgetieren und damit ist klar, dass wir diese Motion so nicht übernehmen können. Hingegen stellt sich die Frage nach der Höhe des Drucks, irgendwo eine Radarkontrolle aus rein monetären Interessen durchzuführen. Und diese Frage müssten wir im Rahmen des nächsten Budgets nochmals stellen, nämlich wie hoch der Betrag der budgetierten Bussen ist, und ob wir damit einen Druck erzeugen oder nicht. Diese Frage kann ich hier nicht beantworten. Die EVP wird die Motion sowohl als Motion wie auch als Postulat ablehnen.

Folgender Punkt ist für mich noch wichtig: Wir unterscheiden vorhin immer wieder zwischen Kriminalität und Geschwindigkeitskontrolle. Ein Raser handelt ebenfalls kriminell: Wer mit 150 km/h oder 160 km/h durch eine Geschwindigkeitsbegrenzung von 80 km/h oder durch eine Ortschaft brettet, handelt kriminell. Und diese Dinge lassen sich nur mit einer Radarkontrolle aufspüren. Deshalb werden wir hier nicht darauf verzichten können. Wie gesagt: Wir werden in der Budgetdiskussion sagen können, wie viele Millionen wir in dieser Ertragsposition einstellen wollen. Deshalb macht es keinen Sinn, diese Motion zu überweisen.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich verhehle nicht, dass die FDP – was die Begründung anbelangt – für diesen Vorstoss gewisse Sympathien hat. Dies auch wenn die Zahlen auf Seite 2 nicht ganz korrekt wiedergegeben sind. Auch wir stellen in diesem Bereich ein gewisses Malaise fest, weil das Bussenwesen überbordet, was schlussendlich auch dem Image der Kantonspolizei schaden kann. Die Kernaufgabe der Kantonspolizei wäre im Grunde eine andere, als einfach Bussen auszustellen. Ich will dem Raserwesen auf keinen Fall das Wort reden oder es beschönigen. Aber angesichts all der vielen Radars kann man sich schon fragen, ob es hier wirklich um die reine Verkehrssicherheit geht oder ob dahinter nicht doch auch eine gewisse finanzpolitische Komponente versteckt ist. Für mich sind das schon lange keine Radarfallen mehr, sondern «Simonsche Fallen» oder «Simonfallen».

Der Bürger und Strassenbenützer fühlt sich immer mehr gepiesackt. Und es tut mir auch ein bisschen Leid für die Kantonspolizei selber: Es gibt immer mehr Leute, die früher hinter der Kantonspolizei standen und langsam der Meinung sind, dass eine solche Polizei nicht das ist, was sie sich wünschen. Das schädigt das Image der Kapo, Adrian Wüthrich. Ich habe von Kantonspolizisten aus dem Seeland gehört, sie seien eigentlich für etwas anderes ausgebildet worden, als nur dafür, den Autofahrer zu piesacken. Und wegen dieses Rufes ist es wichtig, etwas Mass zu halten und Sensibilität zu entwickeln. Vielleicht kann uns der Polizeidirektor noch etwas dazu sagen. Es sagt niemand etwas dazu, wenn in einem Gebiet mit Tempo 30 Kontrollen durchgeführt werden, das begreifen alle. Aber die Leute haben Probleme damit, wenn ausserorts ausserhalb von jeglichem Gefahrengelände ein Radar aufgestellt wird. Die FDP versteht die Begründung dieser Motion, aber technisch haben wir Mühe damit. Deshalb können wir sie so nicht unterstützen; sie bringt nicht viel. Es wäre gut, wenn der Polizeidirektor etwas dazu sagen könnte, wie er die Zukunft der Radarkontrollen sieht. Ein Postulat haben wir nicht ge-

prüft. Ich habe gehört, dass die SVP selber die Motion in ein Postulat wandeln würde, aber über die Wandlung in ein Postulat hat die FDP noch nicht diskutiert. Ein Postulat würde vermutlich nicht so viel bringen, wenn man es durchdenken würde.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). «Schluss mit Steuereinnahmen via Budget. Die Steuereinnahmen dürfen nicht ins ordentliche Budget aufgenommen werden. Die Begründung: Die Kantonsverwaltung konzentriert sich nicht auf ihre Kernaufgaben». Es ist mir schon klar, das ist etwas übertrieben. Aber so kam es mir bei dieser Motion vor. Wenn man das, was hereinkommt, nicht budgetieren soll, brauchen wir gar keine Einnahmen mehr zu budgetieren, sondern nur noch Ausgaben. Ich finde diese Motion wirklich unsinnig. Die Motionärin und die Motionäre suggerieren, Bussen seien ein Schikanieren der Autofahrenden. Ein Kavaliersdelikt, oder, wie wir gehört haben, ein Entzug der Freiheit. Regeln und Gesetze gelten aber für alle gleich und man kann nicht etwas, das einem nicht passt, herauspicken und sagen, das dürfe man jetzt nicht mehr machen. Autofahrende, die schnell fahren, gefährden Menschenleben; ihr eigenes, aber oft auch das von anderen Menschen. Die Unfallkosten werden von den Bussen nicht gedeckt, werter Herr Hess, und Verkehrstote werden auch nicht finanziell abgegolten. Eigentlich sollte man prüfen, was diese Bussen bewirken sollen. Die grüne Fraktion ist ganz klar gegen eine Motion, und ein Postulat wäre völlig unsinnig.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Die glp lehnt diese Motion und ein Postulat aus formalen und inhaltlichen Gründen, die alle bereits genannt worden sind, ab. Ich möchte noch zwei Dinge ergänzen: Der erste Punkt geht an die Adresse vom lieben Grossratskollegen Hess: Du hast hier einfach etwas verwechselt: Hier geht es nicht um Milchkühe. Ich bin auch Autofahrer und habe auch schon eine Busse bekommen. Allerdings habe ich mich dann über mich selber geärgert, da ich selber schuld war. Ich werde also nicht gemolken. Das hat noch nie jemand in der Landwirtschaftspolitik zustande gebracht: Hier in diesem Bereich werden nur Büffel gemolken (*hilarité*).

Noch etwas zu Herrn Klopfenstein, zum Piesacken und zum Image der Polizei: Sorry, wer ist schuld, wenn ich zu schnell fahre? Sicher nicht der Polizist, sondern ich selber. Ich muss also mich selber bei der Nase nehmen, ich muss über mich selber wütend sein und nicht über den Polizisten. Selbstverständlich macht das der Polizist nicht so gerne, es ist nicht so angenehm, jemandem zu sagen, er müsse 120 oder 160 Franken bezahlen oder sogar den Ausweis abgeben. Aber in der Regel bin ich selber schuld. Und die Aussage, ausserorts mache es etwas weniger, ist unhaltbar. Er als Richter – er hört jetzt zwar nicht zu – sollte das wissen. Ich kann ja auch dann, wenn ich eine Pistole in die Hand nehme, nicht sagen, ich hätte nur ein bisschen abgedrückt, ich wollte eigentlich nicht ganz abdrücken. Es ist einfach so: Entweder hält man sich an das Gesetz oder nicht, punkt.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Es ist ja schon lustig, wie heute Morgen hier im Grossen Rat der Tag beginnt. Zugegebenermassen besprechen wir hier nicht das weltbe-

wegendste Thema, aber liebe Motionäre oder vielleicht Postulanten – wobei ich allerdings nicht weiss, was eine Wandlung in ein Postulat soll –, ich möchte euch aus meiner Erfahrung ein paar Dinge sagen, weil ich in der Stadt Thun dafür zuständig bin: Es gibt keine Pflicht, zu schnell zu fahren (*hilarité*). Man muss das also nicht machen und darf sich an die Geschwindigkeitsvorschriften halten. Es wurde bereits ausgeführt, dass einem in diesem Fall relativ wenig geschieht. Frau Geissbühler, Sie sagten, die Polizisten könnten nicht kommen, wenn man einen Einbruch melde, weil sie am Radaren sind. Das ist einfach blanker Unsinn. Als Polizeidirektor der Stadt Thun erhalte ich nicht Reklamationen, weil wir zu viele Geschwindigkeitskontrollen machen, sondern weil wir zu wenige durchführen. Es wurde vorhin aufgezählt, was es alles braucht, um auf den Strassen der Stadt überhaupt eine durchzuführen. Haben Sie eigentlich das Gefühl, dass gegen Ende des Rechnungsjahres der Blättler den Käser anruft und fragt: «Du, Hans-Jürg, hast du eine Ahnung, wo wir etwa so stehen?» Und der antwortet: «Uff, es fehlen uns noch 3 Millionen.» Und dann entscheiden sie, noch ein paar Bussen hereinzuholen? Nein, so läuft das wirklich nicht. Es gibt eine Einsatzplanung, das Ganze basiert auf einer Grundlage. Sicher stecken mehr Gedanken dahinter, als dies bei diesem Vorstoss der Fall ist.

Und noch etwas, lieber Erich Hess: Ich weiss nicht, wie es heute ist, aber manchmal, wenn ich die Staatskanzlei verlasse, sehe ich gegenüber so grosse, schwarze parkierte Autos (*hilarité*). Nicht weit von hier befindet sich ein Parkhaus. Bisweilen sehe ich an diesen Autos auch Bussenzettel – ich gebe zu, es sind eigentlich viel zu wenige. Und gerade du könntest etwas dazu beitragen, dass dieses Budget nicht erreicht wird (*hilarité, quelques applaudissements*).

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Ich bin schon etwas erstaunt, wie man sich jetzt über diesen Vorstoss lustig macht. Er ist sehr ernst zu nehmen. Ich weiss das, denn ich bin jeden Tag auf der Strasse unterwegs. Ich sehe aber auch die Problematik, wenn man sagt, man könne nichts budgetieren. Aber zumindest könnte man sich überlegen, ob die Höhe des Betrags nötig ist. Grossrat Wüthrich hat die Sicherheit angesprochen: Man kann das nicht ausschliesslich an der Sicherheit aufhängen. Heute gibt es ja diese mobilen Radarkasten, die von Zeit zu Zeit aufgestellt werden. Zwischen Muri und Bern-Ostring wird regelmässig so ein Kasten aufgestellt, das ist mir schon oft aufgefallen. So gibt es am Morgen kurz vor dem Ostring viel den grösseren Stau und fast jeden Morgen ereignet sich ein Unfall, weil die Autos abbremsen, sodass es einen Rückstau gibt. Ich frage mich also schon, was das mit Sicherheit zu tun hat. Man muss das schon sehen: Ein gewisser Druck besteht sicher, das stellen wir im Strassenverkehr gegen Ende Jahr immer wieder fest. Sicher kann man das nicht beweisen, aber wir stellen das fest: Die Radarkontrollen nehmen gegen Ende Jahr extrem zu. Deshalb ist der Ansatz von Sabina Geissbühler sicher gut. Allerdings sehe ich auch eine gewisse Problematik, wenn man die Bussen überhaupt nicht mehr budgetieren würde. Aber ich bitte Sie zumindest ein Postulat zu unterstützen.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Wir sprechen hier nicht primär vom Verkehr. Es geht hier auch nicht darum, über technische oder über emotionale Dinge zu sprechen. Wir sprechen hier über Bussen. Und Bussen werden nicht nur im Verkehr verteilt. Bussen gibt es auch, wenn jemand kiffte und erwischt wird, Bussen gibt es auch für Velofahrer und so weiter. Und, meine Damen und Herren, was ist eine Busse? Eine Busse ist eine staatliche Bestrafung. Was ist eine Strafe, erteilt vom Staat? Die richtige Definition lautet wie folgt: Das bewusste Zufügen von Leid durch den Staat am Bürger (*hilarité*). Ihr müsst nicht lachen; so lautet die Definition der Strafe. Ich bin überzeugt und wir sind uns hier sicher alle einig, dass das moralisch relativ heikel ist. Es ist heikel, wenn der Staat Gewalt anwendet um den Leuten Leid zuzufügen. Hören Sie jetzt zu – ich sage ja nicht, dass das nicht legitim ist. Bisweilen sind Strafen notwendig, auch wenn ich persönlich nicht so ein Fan bin von Strafen, und zwar in allen Bereichen. Erschwerend kommt hinzu, dass nicht nur der Staat derjenige ist, der bestraft, sondern der Staat legt auch fest, was bestrafenswert ist. Und er legt sogar auch das Strafmass fest. Woraus ergibt sich die Legitimation des staatlichen Strafens? Sie ergibt sich schlussendlich aus dem Zweck, der mit der Bestrafung verfolgt wird. Und was ist der Zweck der Bestrafung? Eine Verhaltensbeeinflussung: Wir wollen den Bürger in die Richtung beeinflussen, dass er ein gewisses Verhalten zeigt oder eben nicht mehr zeigt. Wenn wir die Bussen aber budgetieren, entziehen wir der Bestrafung die Legitimation. Denn wir rechnen mit der Straffälligkeit des Bürgers, wir wollen, dass er straffällig wird. Wir müssen das sogar wollen, denn sonst haben wir ein Loch in der Kasse. Und das ist moralisch nicht korrekt. Schlussendlich wäre nur legitim, wenn der Staat das Geld nehmen würde, das er für diese Kontrollen benötigt. Der Rest müsste auf eine andere Art verwendet werden, aber er darf nicht budgetiert werden. Wir geben damit zum Ausdruck, dass wir straffällige Bürger wollen. Wir wollen nicht, dass er das nicht mehr macht, denn stellen Sie sich vor, die Bürger wären nicht mehr straffällig: Dann hätten wir ein Loch in der Kasse gegenüber dem, was wir budgetiert haben. Ich bin nicht gegen das Bestrafen von falschem Verhalten, aber es ist unredlich, wenn wir das budgetieren. Denn schauen Sie: Schlussendlich ist dann der Staat nicht besser als der «Süchel» auf dem Schulhausplatz, der die Regeln bestimmt und sagt: «Wenn ihr nicht macht, was ich will, nehme ich euch die Jacke weg» – oder was auch immer. Dann sind wir nicht besser. Schlussendlich ist es eine moralische Frage.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Peut-être quelques faits dans cette discussion qui est très émotionnelle. Je n'ai pas l'habitude d'être émotionnel à la tribune, ni ailleurs, mais il y a quand même un certain nombre de chiffres que j'aimerais rappeler, qui ont été mentionnés dans l'interpellation de ma collègue Anne-Caroline Graber le 24 février 2014. La réponse mentionnait que les heures de contrôles de vitesse de la Police cantonale sont passées de 5900 heures à 7800 heures, soit 2000 de plus dans l'espace de quatre ans, c'est-à-dire entre 2009 et 2013. La plus grosse augmentation des heures a été constatée pour les contrôles sur les semi-autoroutes et sur les routes principales à l'extérieur des localités. Les rentrées fiscales – je les appelle comme

cela de manière un peu incorrecte mais je considère quasiment cela comme des rentrées fiscales liées aux amendes – ont passé dans le même temps entre 2009 et 2013 de 32 à 38 millions de francs, c'est quand même en pour cent une augmentation assez considérable; entre 2010 et 2011, on est même descendu à 29 millions pour remonter à 38 millions, ces chiffres sortent de la réponse à cette interpellation. Donc, lorsque l'on prétend à cette tribune sans rire qu'il n'y a pas de pression pour un petit peu améliorer les comptes du canton via les amendes d'ordre, j'ai vraiment beaucoup de peine à le croire, et pour cette seule raison, je vous demande d'au moins accepter cette motion sous forme de postulat. Il y a un thème ici, je crois qu'il n'est pas correct de ne pas en tenir compte. Dans la discussion publique, il faut véritablement que l'Etat soit un tout petit peu plus honnête dans son budget pour dire: nous n'allons pas avoir des rentrées fiscales cachées via les amendes d'ordre, nous allons faire un budget qui soit plus véridique.

La présidente. Vous avez déjà eu la parole. (*Brève discussion en aparté pour savoir si Monsieur Hess peut ou non reprendre la parole, pour une déclaration personnelle.*) – Mais court, allez-y.

Erich Hess, Berne (UDC). Ich wurde ein paarmal angesprochen. Ich fahre Auto seit ich 18 Jahre alt bin. Jetzt bin ich 33 Jahre alt und erhielt erst zwei Bussen, einmal eine in der Höhe von 60 Franken auf der Autobahn und die zweite für 20 Franken ebenfalls auf der Autobahn. Mich betrifft das Thema also nicht sehr, da ich mich grossmehrheitlich an die Geschwindigkeitsbegrenzungen halte. Es geht aber um das Prinzip: Es werden an vielen Orten Radare aufgestellt, wo es für die Sicherheit nicht relevant ist, und das geht nicht. So werden die Lastwagen über Autobahnbrücken kontrolliert, wo sie mit 80 km/h oder mit 89 km/h fahren. Führt man mit 89 km/h, bezahlt man eine Busse in der Höhe von etwa 20 Franken. Es fahren alle in ungefähr diesem Tempo, sodass die Polizei haargenau weiss, dass sie jedem Lastwagenfahrer 20 Franken abknöpfen kann. Ich gebe nicht der Polizei die Schuld, sondern der Politik,... (*La présidente interrompt l'orateur.*)

La présidente. Je vous ai demandé de répondre à ceux qui vous ont attaqué mais pas de faire une nouvelle allocution. Merci.

Erich Hess, Berne (UDC). ...der Politik, welche die Polizei dazu nötigt, Bussen zu verlangen. Deshalb bitte ich Sie, die Motion zumindest als Postulat anzunehmen und vielleicht die Polizei.... (*La présidente coupe le micro.*)

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Wir erleben heute hier im Grossen Rat wirklich einen spannenden Tagesbeginn. Ich gliedere meine Antwort in zwei Teile: Erstens geht es um die Frage, was eigentlich das konkrete Anliegen der Motion oder dann allenfalls eines Postulats ist: «Der Regierungsrat wird beauftragt, folgende Massnahme zu ergreifen: Bussengelder dürfen nicht mehr ins ordentliche Budget aufgenommen werden». Und wenn es um Bussengelder generell geht, hat es tatsächlich mit dem zu tun, was Herr Grossrat Müller vorhin hier ausgeführt

hat: Dann geht es nicht nur um Verkehrsbussen, obwohl in der Begründung nur auf sie eingegangen wird. Geschätzte Damen und Herren, wollen Sie für die Bussengelder einen Fonds einrichten? Der Staat hat einen Finanzrahmen, der sich im Budget abbildet. Dort sind Ausgaben und Einnahmen aufgeführt. Ich kann mir nicht vorstellen, wo die Busseneinnahmen verbucht werden sollen, wenn nicht im ordentlichen Budget. Demnach müsste man eine Spezialfinanzierung machen, also ein «Kässeli» einrichten, einen Fonds oder etwas ähnliches. Ich kann mir nicht vorstellen, dass der Rat hier allen Ernstes die Auffassung vertritt, dieser Weg wäre besser. Deshalb lehnt die Regierung diesen Teil ab. Noch weniger kann ich mir den Nutzen eines Postulats vorstellen. Sollen wir einen Expertenbericht erarbeiten lassen, der aufzeigt, wie man allenfalls mit den Bussen umgehen könnte, statt sie im ordentlichen Budget aufzuführen? So sähe ja wahrscheinlich das Resultat eines Postulats aus. Da wäre ich also ein bisschen überfordert, das kann ich Ihnen sagen. Im Namen der Regierung beantrage ich Ihnen also, sowohl eine Motion als auch ein Postulat abzulehnen. Zweitens. Ich wurde mehrmals aufgefordert, generell zum Bussenwesen ein paar Ausführungen zu machen. In der Motion steht: «Anstatt sich prioritär auf die Präventionsarbeit und Kriminalitätsbekämpfung zu konzentrieren, werden Polizistinnen und Polizisten zum Eintreiben von Verkehrsbussen missbraucht.» Die Vorstellung, dass am Morgen ein Antrittsverlesen durchgeführt wird, der Kommandant die Leute einteilt und befiehlt, dass heute alle in der Verkehrsbusseneintreibung arbeiten, entspricht schlicht nicht der Realität. Jedes Polizeikorps der Schweiz verfügt über eine Verkehrsabteilung. Und um den Strassenverkehr kümmert sich ausschliesslich diese Verkehrsabteilung. Aber, meine Damen und Herren, die Gesetze macht der Staat. Deshalb waren die Ausführungen von Grossrat Müller schon ziemlich spannend: Wenn man den Staat auf die gleiche Stufe setzt wie die «Süchle» auf dem Pausenplatz, habe ich kein Verständnis. Der Staat macht die Gesetze. Sie wissen es selber: In den vergangenen Jahren haben alle Parlamente auf allen Ebenen immer mehr die Tendenz, jedes gesellschaftliche Phänomen in ein Gesetz oder noch besser in ein Verbot zu kleiden. Und wer in diesem Staat muss dann diesen Gesetzen Nachachtung verschaffen, wer? Natürlich die Polizei. Die Polizei, der einzelne Polizist, hat nicht die Wahl, welchem Gesetz er Nachachtung verschaffen will, denn es handelt sich um einen generellen Auftrag der Polizei. Die Verkehrsabteilung ist für die Verkehrssicherheit zuständig und dort fallen Bussen an. Die Kriminalitätsabteilung ist für die Kriminalität zuständig und dort werden Verfahren bearbeitet, die dann an die Justiz weitergeleitet werden. Auf Bundesebene wurde – zu meinem persönlichen Bedauern – die Raserstrafnorm eingeführt. Ich drücke mein Bedauern nicht aus, weil ich mich über Raser freue. Aber auf einmal hielt man auf politischer Ebene fest, dass das Delikt des Rasens etwas ganz anderes ist als all die andern Delikte, dass dies speziell beurteilt und speziell behandelt werden muss und dass Raser unbedingt ins Gefängnis gehören. Die Medien teilen dann hin und wieder mit, dass jemand, der mit 136 km/h gefahren ist, erwischt und sein Fahrzeug konfisziert wurde und dass er ins Gefängnis musste. Darüber kann man sich freuen, aber es ist problematisch, wenn die Politik in einem einzigen Fall die Straf-

norm vorgibt und sich all die anderen Fälle der Kriminalität, die weit überwiegen, völlig neben dieser Strafnorm befinden. Sie folgen den ordentlichen im Staatswesen geltenden Verfahren, mit den drei Ebenen Legislative, Exekutive und Justiz. Dort ist die Justiz, das Gericht zuständig. Aber nun ist es halt so.

Jetzt zu den Zahlen im Budget: Dieses Thema war ja vor rund zwei Monaten bereits auf der nationalen Ebene in den Medien ein Thema. Als Präsident der KKJPD wurde ich vom Schweizer Fernsehen interviewt, weil der Kanton St. Gallen das Bussenbudget von einem Jahr auf das nächste um 60 Prozent erhöht hatte. Ich sagte dort sinngemäss, ich fände es falsch, wenn man versuche, das Staatsbudget mit Busseinnahmen zu optimieren. Das finde ich wirklich falsch. Im Vorstoss werden die Zahlen von Voranschlag und Budget aufgelistet. 2013 war ein Höhepunkt. Sie erinnern sich, was dieses Jahr für den Kanton Bern bedeutete, es war von drei Buchstaben begleitet und man suchte nach Möglichkeiten, um das Budget zu optimieren. Die Realität sah aber anders aus und sie zeichnete sich im Budget 2014 ab. Beim Betrag im Budget 2014 handelt es sich um den Betrag, der durch die Verkehrsbussen im Vorjahr eingenommen wurde. Genau diesen Betrag haben wir in das Budget 2014 und dann auch ins Budget 2015 übernommen. Wir haben den Betrag also eben gerade nicht erhöht. Dies obwohl man sich eine Erhöhung wegen der Zunahme der Motorfahrzeuge in diesem Land sehr wohl überlegen könnte. Im Moment sind, Stand Februar 2015, im Kanton Bern rund 766 000 Motorfahrzeuge eingelöst, was gegenüber 2005 eine markante Zunahme ist, und gleichzeitig ist in den vergangenen zehn Jahren die Anzahl der Verkehrstoten deutlich gesunken. Dies natürlich wegen zahlreichen Massnahmen im Verkehr und nicht nur wegen den Verkehrsbussen, aber sie sind ebenfalls ein Bestandteil davon. In meinem Beitrag im Schweizer Fernsehen habe ich gesagt, es habe grundsätzlich jeder Automobilist in seinem Fuss die Möglichkeit, ob er eine Busse bezahlen will oder nicht. Herr Hess hat sich heute geoutet, wie viele Bussen er in den vergangenen 15 Jahren erhalten hat. Es freut mich, dass es nicht mehr waren. Ich fahre auch fast jeden Tag von Langenthal nach Bern und ich habe in neun Jahren nur eine Busse bekommen. Da bin ich aber selber schuld. Zu meinen es sei die Schuld des Staates, wenn ich eine Busse bezahlen muss, ist eine etwas quere Optik.

Noch etwas zur Signalisation, die in der Begründung im untersten Abschnitt auf der ersten Seite erwähnt wird: Auch ich ärgere mich über Signalisationen auf unseren Strassen. Aber dazu muss ich Ihnen einfach Folgendes sagen: Auf den Nationalstrassen ist für die Signalisation nicht der Kanton Bern zuständig, sondern das ASTRA, das Bundesamt für Strassen. Hier gibt es unglaubliche Situationen, die jeder Automobilist erlebt und man wundert sich. Ich wurde bereits beim Direktor des ASTRA vorstellig und habe das Begehren oder eben diese Beobachtungen dort vorgebracht. Bei den Kantons- und Gemeindestrassen liegt die Signalisation in der Kompetenz des Kantons. Auch eine Gemeinde braucht die Zustimmung des Kantons, wenn sie eine Signalisation aufstellen will. Im Kanton selber ist für die Signalisation auf den Strassen die Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion zuständig. Die Polizei muss sich dann an diesen Signalisationen orientieren. So läuft das. Grundsätzlich sollten Ver-

kehrs- und Geschwindigkeitskontrollen der Sicherheit dienen, das haben verschiedene Votanten gesagt und das ist auch mir ein grosses Anliegen. Wer auf der A1 zwischen Oensingen und rund 10 Kilometer geradeaus weiter nach Osten fährt – es gibt dort nebensächlich eine berühmte Produktionsfirma für Kaffee – merkt, dass dort Geschwindigkeitskontrollen gemacht werden, und wenn er es nicht merkt, hat er dann eine Rechnung im Haus. Im Kanton Bern gibt es das in dieser Form nicht, aber es gibt durchaus Kantone, die das machen – ich nenne jetzt keine Namen. Für uns ist es wichtig, dass die Polizei die Geschwindigkeitskontrollen mit Verhältnismässigkeit und mit Augenmass durchführt und zwar dort, wo es um die Sicherheit geht. Vorzugsweise ist das innerorts, wo Fussgängerinnen und Fussgänger sowie Velofahrer gefährdet sind, wenn sich Leute nicht an die Regeln halten. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss in beiden Varianten abzulehnen.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC).

Ich bin schon etwas erstaunt, Herr Regierungsrat, wie lächerlich die Anliegen der Bevölkerung, die an uns getragen worden sind, und auch die Anliegen der Polizei, Adrian Wüthrich, hier im Saal gemacht werden. Ich bedanke mich bei Kollege Klopfenstein. Er ist der einzige, der auf das Problem der Polizei hingewiesen hat. Es ist ein Problem der Polizei und ich staune, dass es die Polizisten nicht wagen, ihrem Chef zu sagen, sie machten da nicht mit, sie würden nicht auf die Strassen gehen um die Bussen einzutreiben. Das findet wirklich so statt, und wer das nicht weiss und vor allem auch die Vorgesetzten sollten etwas mehr Kontakt zu denjenigen haben, die das machen müssen. Und das ist nicht der Verkehrsdienst, sondern es sind wirklich die Sicherheitspolizisten. Das ist das eine.

Wir haben nie gesagt, Raser seien geduldet und auch nicht, man solle keine Verkehrskontrollen durchführen. Uns wurde hier sehr viel in den Mund gelegt, was wir nie so gemeint haben. Ich möchte noch ein paar Beispiele geben: Wenn ich auf der Schützenmatte etwas zu lange parkiere, erhalte ich eine Parkbusse, obwohl es gleich daneben leere Parkplätze hat, und noch etwas weiter weg wird Drogenhandel betrieben. Das ist fragwürdig. Da muss man schauen, ob man etwas verändern kann. Noch zum Postulat: Der SVP geht es darum, zu prüfen, wie hoch der Betrag ist, der budgetiert wird. Darum geht es. Die Budgetposten dürfen nicht so hoch sein, dass Druck ausgeübt wird, um das Geld hereinzuholen. Dass das so gehandhabt wird, ist eine Tatsache und das wäre ja prüfenswert. Deshalb bitte ich Sie, dieses Problem nicht gleich unter den Tisch zu kehren, sondern mit einem Postulat die Höhe dieses Budgets zu prüfen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Gemäss Formulierung im Vorstoss soll nicht die Höhe geprüft werden. Die Formulierung lautet: «Bussengelder dürfen nicht mehr ins ordentliche Budget aufgenommen werden.» Ich habe nur diese Grundlage und deswegen empfehle ich Ihnen, sowohl eine Motion als auch ein Postulat abzulehnen.

La présidente. Vous l'avez entendu, cette motion a été transformée en postulat, donc nous allons voter. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet du postulat)

Oui 19

Non 132

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé ce postulat. M. le directeur, je vous souhaite une bonne journée.

Affaire 2014.RRGR.1177

N° de l'intervention: 255-2014
 Type d'intervention: Motion financière
 Déposée le: 20.11.2014
 Déposée par: Sollberger (Berne, pvl)
 (porte-parole)
 Kohler (Spiegel b. Bern, PLR)
 Wüthrich (Huttwil, PS)
 Kropf (Berne, Les Verts)
 Cosignataires: 10
 Urgence: accordée le 22.01.2015
 N° d'ACE: 45/2015 du 21 janvier 2015
 Direction: SAP

Budget 2016: garantir la formation postgrade en médecine

Le Conseil-exécutif est chargé, dans le budget 2016,

1. d'augmenter de 5,1 millions de francs le poste « Coûts des subventions cantonales » du groupe de produits Assistance somatique ;
2. d'augmenter de 0,8 million de francs le poste « Coûts des subventions cantonales » du groupe de produits Psychiatrie.

Développement

Jusqu'à il y a quelques années, la subvention annuelle par poste de médecin-assistant s'élevait encore à 60 000 francs dans le canton de Berne. Mais ces subventions ont subi brutalement des coupes, sous l'effet des mesures EOS. La subvention n'est aujourd'hui plus que de 10 000 francs par poste. Berne se situe ainsi à la dernière place du classement des cantons en ce qui concerne le financement de la formation médicale postgrade. La subvention ne permet absolument pas de couvrir les exigences minimales. Les quatre autres cantons disposant d'un hôpital universitaire paient tous des subventions plus élevées (ZH : 16 000 CHF, BS : 24 000 CHF, VD et GE : 90 000 CHF par poste de médecin-assistant à l'hôpital universitaire et par an). Mais certains cantons sans hôpital universitaire comme Lucerne versent aussi des subventions nettement plus élevées à leurs hôpitaux.

Les conséquences de ces coupes sont évidentes :

- Tous les hôpitaux qui proposent des postes de médecin-assistant devront combler le manque à gagner par des financements croisés. A long terme, il va en résulter un resserrement de l'offre de formation postgrade dans le

canton, les hôpitaux n'ayant pas intérêt à proposer des places déficitaires.

- Il y aura distorsion de la concurrence entre les cantons ayant un hôpital universitaire, les cliniques universitaires étant de loin les centres de formation postgrade les plus importants.

Les profiteurs du système sont les hôpitaux qui s'investissent le moins dans la formation continue mais qui ont quand même besoin de médecins spécialisés qualifiés.

La présente motion financière vise le relèvement à 15 000 francs de la subvention annuelle par poste de médecin-assistant en 2016, dans un premier temps. Il est important de soutenir financièrement les hôpitaux qui forment des médecins-assistants. Dans le canton de Berne, ce sont surtout les hôpitaux publics qui sont concernés puisqu'ils assurent pas moins de 95 pour cent de la formation postgrade. Seule l'indemnisation adéquate des frais de formation continue permettra de couvrir à long terme les besoins en médecins spécialistes bien formés, dans le domaine de la médecine de premier recours par exemple, mais aussi dans d'autres.

Réponse du Conseil-exécutif

Selon l'article 49, alinéa 3 de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal), les coûts de formation universitaire ne sont pas compris dans la rémunération tarifaire. Ils doivent donc être couverts par les hôpitaux et leurs organismes responsables ou par les cantons où sont situés les établissements. C'est ainsi que le canton de Berne contribue à la formation postgrade des médecins des hôpitaux bernois au sens des prestations d'intérêt général.

Il est très complexe de déterminer le coût de la formation médicale postgrade, qui est, par conséquent, très controversé. Diverses études ont certes été faites ces dernières années au niveau suisse. Mais comme elles ont débouché sur des résultats contradictoires, il n'existe pas d'unité de doctrine à ce sujet parmi les experts et les organisations. C'est dans ce contexte, en tenant compte des difficultés financières du canton, que le Conseil-exécutif avait fixé en 2013 la subvention de la formation médicale postgrade à 10 000 francs par médecin par année (en équivalent plein temps), ce qui représentait le montant versé par le canton de Zurich en 2012.

La présente motion financière préconise d'augmenter le poste « Coûts des subventions cantonales » du groupe de produits « Assistance somatique » de 5,1 millions de francs et celui du groupe de produit « Psychiatrie » de 0,8 million. En relevant ainsi la subvention annuelle à 15 000 francs, l'auteur de la motion entend soutenir financièrement les hôpitaux formateurs.

Le Conseil-exécutif a pris des mesures parfois drastiques ces dernières années pour équilibrer le budget. L'Examen des offres et des structures (EOS 2014) mené en 2012 pour prévenir le déficit structurel à partir de 2014 a ainsi permis d'alléger le budget de l'Etat et d'éliminer les déficits de la planification. Cependant, la situation financière du canton reste fragile et tant le budget que le plan intégré mission-financement (PIMF) prévoient un réendettement pour 2017-2018. C'est pourquoi, lors du débat sur le budget 2016 et le

PIMF 2016-2018, le Grand Conseil a adopté la motion de la Commission des finances 202-2014 intitulée « Pas de nouvel endettement dans le PIMF », qui exige du Conseil-exécutif d'éliminer lors du prochain cycle budgétaire la nouvelle dette prévue en 2017 et 2018 et de faire en sorte qu'il n'y ait pas non plus de nouvel endettement pour l'année 2019.

Vu la situation financière, le Conseil-exécutif considère qu'il n'est pas opportun d'augmenter la subvention cantonale de la formation postgrade des médecins à court terme. C'est pourquoi il a renoncé à mettre en œuvre la déclaration de planification Heuberger (Les Verts) / Sollberger (pvl) pour l'indemnisation de la formation postgrade en médecine et en pharmacie adoptée lors du débat sur le crédit-cadre 2014-2015 concernant les autres contributions au sens de la loi sur les soins hospitaliers (ACE 913 du 2 juillet 2014). Cela d'autant plus que le Grand Conseil avait exigé que ces dépenses supplémentaires soient compensées au sein même du crédit-cadre.

Le Conseil-exécutif juge cependant essentiel que la Confédération suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) ait préparé un accord intercantonal sur le financement de la formation postgrade, qui poursuit deux objectifs : verser aux hôpitaux un forfait uniforme de 15 000 francs par an par médecin en spécialisation et garantir un certain équilibre de la charge financière entre les cantons dont les établissements s'engagent fortement dans la formation médicale postgrade et ceux qui y contribuent dans une moindre mesure. L'accord a été adopté le 20 novembre 2014 par l'assemblée plénière de la CDS à l'intention des cantons. Le Grand Conseil débattira de l'adhésion du canton de Berne probablement au cours de 2016. Celle de 18 cantons est nécessaire au minimum pour que l'accord entre en vigueur. Comme les diverses procédures d'adhésion cantonales prendront un certain temps, son entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} janvier 2017.

Le Conseil-exécutif partage l'avis exprimé dans la motion que les hôpitaux contribuant à la formation médicale postgrade de manière appropriée doivent être rétribués comme il se doit. Il a aussi déclaré à plusieurs reprises tout le bien qu'il pense des efforts de la CDS pour parvenir à une réglementation nationale, avec toutes les réserves dues à l'incertitude financière du canton. Et il a d'ores et déjà prévu dans le plan intégré mission-financement à partir de 2017 les moyens supplémentaires nécessaires afin qu'en cas d'adhésion de Berne à l'accord intercantonal, les établissements bernois puissent toucher 15 000 francs par an par médecin en formation (en équivalent plein temps).

Le Grand Conseil aura la possibilité de s'exprimer sur le montant de la subvention à la formation médicale postgrade lors du débat sur l'adhésion à l'accord intercantonal, qui, s'il entre en vigueur, contraindra le canton de Berne à verser un forfait de 15 000 francs par place au minimum. Indépendamment, si le PIMF n'est pas modifié, il sera possible de subventionner dès 2017 la formation médicale postgrade d'un tel montant annuel par médecin (en équivalent plein temps). Une modification de l'article 31, alinéa 1 de l'ordonnance sur les soins hospitaliers (OSH) sera nécessaire en tout cas.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif recommande le rejet de la motion financière.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Prise de position de la Commission des finances

La Commission des finances se range à l'argumentation du Conseil-exécutif et propose au Grand Conseil le rejet de la motion financière.

La présidente. Nous passons à la Direction de la santé publique, M. le directeur, bonjour. Nous passons à l'affaire 20, motion financière, Budget 2016: garantir la formation postgrade en médecine. C'est M. Kohler qui vient argumenter cette motion, et après nous aurons le porte-parole de la Commission des finances, M. Jost. M. Kohler, je vous prie de vous annoncer encore. C'est à vous, vous avez la parole.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Ich spreche hier als Mitmotionär anstelle von Tanja Sollberger, die ja jetzt als Ärztin in einem Spital in Norwegen arbeitet. Ich hoffe, es geht ihr gut und ich hoffe auch, dass sie in einem Spital arbeitet, das etwas mehr Gelder für die Weiterbildung zur Verfügung hat als wir hier im Kanton Bern. Ich schicke Grüsse nach Norwegen, vielleicht hört Tanja jetzt zu.

Bei der Finanzierung ihrer Spitäler herrscht zwischen den einzelnen Kantonen eine zum Teil groteske Wettbewerbsverzerrung. So werden zu Beispiel anstehende Investitionen in die Infrastruktur mittels Steuergeldern mitfinanziert, was prinzipiell über die Tarife erfolgen sollte. Dies widerspricht somit den Grundsätzen des KVG. Die ärztliche Weiterbildung, also die Weiterbildung der Ärztinnen und Ärzte nach dem Staatsexamen, wird in der Tarifstruktur nicht abgebildet, was die Spitäler unter zusätzlichen, hohen finanziellen Druck bringt. Mittels Kantonsbeiträgen soll und wird deshalb diese Leistung separat mitfinanziert, was ja unbestritten ist. Wenn nun aber einzelne Kantone bis 90 000 Franken pro Assistentin und Assistent bekommt und andere Kantone wie der Kanton Bern nur 10 000 Franken – bis vor wenigen Jahren waren es 40 000 bis 60 000 Franken – führt dies zu einer weiteren massiven Wettbewerbsverzerrung zwischen den Leistungserbringern in der Schweiz. Sicher kann man über die Höhe diskutieren, aber 10 000 Franken sind nun definitiv zu wenig. Hier legen die Spitäler drauf und die Bereitschaft dieser Spitäler, überhaupt ärztliche Weiterbildung zu betreiben, nimmt natürlich ab. Der Kanton Bern liegt hier ganz am Schluss, und das müssen wir schnellstmöglich korrigieren. Die Universitätsspitäler sind aufgrund der grossen Anzahl von Assistentinnen und Assistenten natürlich besonders betroffen, so auch unser Universitätsspital, das Inselspital. Dies bedeutet, dass auch das Inselspital im Wettbewerb zwischen den Universitätskantonen benachteiligt ist. Die ganze Thematik der Wettbewerbsverzerrung wurde in der Standesinitiative der GSoK, die später diskutiert wird, noch weiter erläutert.

Mit der vorliegenden Finanzmotion soll der Betrag rasch und in einem ersten Schritt auf 15 000 Franken erhöht werden. Wir sind dringend auf diese Weiterbildungsplätze angewiesen. Wir steuern auf einen Ärztemangel zu, und zwar nicht nur in der Hausarztmedizin. Die Abgeltung von 10 000 Franken pro besetzte ärztliche Weiterbildungsstelle wird

übrigens in einer aktuellen Rechtsprechung vom Bundesverwaltungsgericht als zu tief beurteilt. Es geht bei dieser Motion nicht um Artenschutz bei den Ärzten, sondern um eine rasche Teilkorrektur einer grotesken Wettbewerbsverzerrung und um die Besserstellung der Spitäler im Kanton Bern, die ärztliche Weiterbildung leisten.

Ich erinnere Sie noch dringend an die Planungserklärung Heuberger / Sollberger. Sie wurde innerhalb der Diskussion rund um den Rahmenkredit 2014/15 «Zur Abgeltung weiterer Beiträge im Rahmen des Spitalversorgungsgesetzes – mehrjähriger Verpflichtungskredit» im Januar 2014 hier im Rat diskutiert, und zwar nach den Beschlüssen der ASP-Massnahmen. Damals ergab sich eine klare Mehrheit im Rat und es bestand der Wunsch nach einer Erhöhung von 10 000 auf 15 000 Franken. Im Januar 2014 wurde diese Planungserklärung mit 126 zu 9 zu 7 Stimmen angenommen. Aber es war dann am Regierungsrat, den Budgetposten innerhalb dieses Rahmenkredits zu verschieben, was er dann aber leider abgelehnt hat. Ich nehme positiv zur Kenntnis, dass der Regierungsrat im Aufgaben- und Finanzplan ab dem Jahr 2017 vorsorglich die zusätzlichen Mittel von 15 000 Franken eingestellt hat. Aber das ist nur vorsorglich und nicht sicher, und genau so unsicher ist auch die Lösung über die GDK, die Gesundheitsdirektorenkonferenz, mit der ab 2017 wirklich mehr zur Verfügung stehen soll. Deshalb bitte ich Sie, diese Finanzmotion zu unterstützen. Der Grosse Rat stand in der Vergangenheit der ärztlichen Weiterbildung an den Spitälern, der Hausarztmedizin, dem Problem des Hausärztemangels und dem Universitätsspital immer positiv gegenüber. Helfen Sie bitte mit, diese groteske Wettbewerbsverzerrung jetzt aufzulösen.

Ueli Jost, Thoune (UDC), rapporteur de la Commission des finances. Da es sich hier um eine Finanzmotion handelt wurde sie von der FiKo vorberaten. Obschon diese Motion zweifellos auch gesundheits- und volkswirtschaftlich relevante Aspekte aufweist, hat sich die FiKo bei ihrer Beurteilung auf den finanzpolitischen Teil beschränkt. Unter dieser Betrachtungsweise stützt eine knappe Mehrheit der FiKo die Haltung der Regierung und lehnt die kurzfristige Erhöhung dieser Beiträge an die ärztliche Weiterbildung ab. Dass die heutige Situation einseitig diejenigen Kantone belastet, die die ärztliche Weiterbildung anbieten, anerkennt auch die FiKo. Der Weg über eine gesamtschweizerische einheitliche Lösung, die von der GDK angestrebt wird, erscheint uns aber richtig. Zudem sind im Aufgaben- und Finanzplan ab 2017 die Mittel für eine moderate Erhöhung bereits eingestellt. Aus diesen Gründen lehnt wie bereits erwähnt eine knappe Mehrheit der FiKo diese Finanzmotion ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich persönlich bin froh, dass sich diese Finanzmotion jetzt bei Hans-Peter Kohler in guten Händen befindet. Mir ist das wichtig, weil ich nämlich diese Motion zusammen mit Tanja Sollberger geschrieben habe. Ich habe meinen Namen dann aus Effizienzgründen nicht angegeben, aber ich war von der Senkung der Weiterbildungsbeiträge sehr berührt. Deshalb haben wir diesen Effort unternommen. Tanja hat zusammen mit Thomas Heuberger im Jahr 2012 bereits eine Motion eingereicht, die dann als Postulat einstimmig überwiesen worden ist. Hans-Peter Kohler hat von der Planungserklä-

rung gesprochen, die ebenfalls mehrheitlich überwiesen wurde. Jetzt müssen wir also wirklich etwas machen. Seit damals floss zwar viel Wasser die Aare hinunter, aber die Institutionen, die Weiterbildungen anbieten, beginnen zu bluten. Zu 95 Prozent sind das die öffentlichen Spitäler, und sie können im Grunde, wenn man das aus rein wirtschaftlicher Sicht betrachtet, keine Weiterbildung mehr anbieten, denn sie ist zu teuer. Sie müssen die Weiterbildung mit Quersubventionierungen stützen, aber das geht nicht. Sie sind nicht nur nierenschwach, sie leiden schon bald an Nierenversagen. Die Kluft zwischen der Realität und unseren Wünschen wird also immer grösser.

Das wird uns massiv schaden. Wir werden die Hausärzte nicht mehr ausbilden können und zwar nicht die Hausärzte, die sich hier in der Stadt niederlassen, sondern diejenigen im hintersten Oberland oder Emmental, die dort die Grundversorgung gewährleisten. Sie gehen nicht mehr einfach gratis dorthin. Hier schneiden wir uns ins eigene Fleisch. Eine Alternative sind ausländische Ärzte, die möglicherweise gewillt sind, dort als Hausarzt zu arbeiten, aber sie können weder die Sprache noch kennen sie die Kultur. Wenn sie das wollen – okay.

Hans-Peter hat es bereits erwähnt: Interkantonale befinden wir uns böse in der Bredouille. Wir sind derjenige Kanton, der für die Weiterbildung am wenigsten bezahlt. Immerhin haben wir aber ein Universitätsspital und verschiedene A-Kliniken, die gute Weiterbildungen anbieten. Auch hier schaden wir uns als Wirtschaftsstandort in der Gesundheitsbranche massiv, wenn wir jetzt nicht rasch einen Schritt vorwärts machen.

Mir wurde gesagt, man könne jetzt nicht einfach etwas aus der ASP herausbrechen. Wir sind grundsätzlich auch dieser Meinung, aber wir sägen uns hier den eigenen Ast ab, auf dem wir sitzen. Wir schaden dem Wirtschaftskanton Bern mehr als wir ihm nützen. Und das kann nicht das Ziel einer sinnvollen ASP sein. Ich bitte Sie aufgrund all dieser Überlegungen, dieser Finanzmotion zuzustimmen. Spielen Sie nicht mit dem Feuer, denn mit einer Ablehnung tun wir das. Wir können zwar schon abwarten, bis die GDK irgendwann einmal einen Entscheid trifft. Aber wir müssen jetzt handeln. Deshalb bitte ich Sie, dieser Motion zuzustimmen.

Ursula Marti, Berne (PS). Wir haben insbesondere auf dem Land zu wenig Hausärztinnen und Hausärzte. Aber auch in den Spitälern fehlen uns die ärztlichen Fachpersonen. Sie müssen zu einem grossen Teil aus dem Ausland hergeholt werden. Deshalb müssen wir alles daran setzen, genügend Ärztinnen und Ärzte auszubilden. Die Ausbildung der Assistenzärztinnen und Assistenzärzte ist für ein Spital aufwändig, jedenfalls dann, wenn man es gut machen will. Oberärztinnen und Oberärzte müssen Fälle gemeinsam mit den Assistenzärztinnen und -ärzten besprechen, sie müssen Fragen beantworten und sich viel Zeit nehmen. Das bedeutet für ein Spital einen Aufwand. Und genau dieser Aufwand ist im Zeitalter der DRGs nicht abgegolten. Dieser Aufwand ist in den Fallpauschalen nicht eingerechnet. Das Spital muss also die Weiterbildung selber finanzieren und eine Eigenleistung aufwerfen. Ein Teil der Spitäler, vor allem die öffentlichen, tun das und legen drauf. Andere tun das nicht und sind in diesem Sinne Profiteure, indem sie dann Ärztinnen und Ärzte anstellen, die in einem öffentlichen Spital

ausgebildet worden sind. Dieses Verhalten ist allerdings auch verständlich, weil es sich bei der Weiterbildung um ein Defizitgeschäft handelt. Wir müssen dafür sorgen, dass es allen Spitälern möglich ist, diese Weiterbildung zu machen. Jetzt ist der Moment dafür, wir haben jetzt die Gelegenheit, das zu ändern, also machen wir das doch!

Zudem ist diese Forderung nicht übertrieben. Es wurde ja bereits gesagt: Der Vergleich mit anderen Kantonen zeigt, dass diese viel höhere Beiträge zur Verfügung haben. Wir müssen uns auch bewusst sein, dass es sich um einen Beitrag an die Qualität unseres Gesundheitssystems handelt. Die ganze Bevölkerung ist froh, wenn gut ausgebildete Fachpersonen vorhanden sind, falls man einmal ins Spital gehen muss.

Noch ein Wort zum Vorschlag der Regierung: Sie will mit der Einstellung des höheren Betrags bis 2017 zuwarten. Wir finden es natürlich gut, wenn die Regierung für dieses Anliegen ein offenes Ohr hat. Nur möchten wir nicht zuwarten, denn es ist dringend und man sollte diesen Schritt sofort machen. Auch möchten wir Sicherheit schaffen. Es sollte sicher sein, dass dieser Betrag wirklich erhöht wird. Es gibt einen finanzpolitischen Spielraum, wie ja der grosse Ertragsüberschuss vom vergangenen Jahr zeigt. Es spricht also alles für dieses Anliegen. Wir werden zustimmen und bitten Sie, die Chance, diesen Betrag zu erhöhen, zu ergreifen.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die BDP lehnt diese Motion grossmehrheitlich ab. Sie kommt zum falschen Zeitpunkt. Wir haben uns sogar überlegt, einen Ordnungsantrag zu stellen, um diese Motion um ein Jahr zu verschieben. Das ist ja offenbar möglich. Die BDP ist nicht grundsätzlich gegen die Erhöhung der Weiterbildungskosten. Gemäss Bericht der Regierung ist ja ab 2017 ein Betrag im Aufgaben- und Finanzplan eingestellt und der wird auch so ins Budget aufgenommen, ob die Vereinbarung der Gesundheitsdirektoren zustande kommt oder nicht. Ich gehe davon aus, dass ein Antrag eingereicht werden müsste, wenn das wieder herausgenommen werden sollte. Auch denke ich, dass diese Vereinbarung zustande kommt, denn der Gesundheitsdirektor des Kantons Bern hat signalisiert, dass er hier mitmacht und sich der Kanton Bern anschliessen wird. Dementsprechend erfolgt die Anpassung automatisch auf den 1. 1. 2017.

Auch wenn die Jahresrechnung 2014 gut aussieht und Überschuss verzeichnet, bedeutet das noch nicht, dass wir bei der Finanzschleuse Tür und Tore öffnen und das Geld wieder mit der Mistgabel verteilen können. Die BDP hat sich bisher konsequent an die ASP-Massnahmen gehalten und will das auch weiterhin so handhaben. Jede ASP-Massnahme ist ein wirtschaftlicher Einschnitt, ist wirtschaftlich schädlich. Aber wenn wir nicht so handeln würden, stünden wir heute ganz anders da und hätten im Jahr 2014 eine ganz andere Jahresrechnung gehabt. Die BDP bleibt hier konsequent.

Noch drei Argumente, die gegen diese Erhöhung sprechen: Erstens mussten sämtliche Bevölkerungskreise in irgendeiner Form zur ASP beitragen. Diese 5000 Franken sind der Beitrag der Ärzte zur ASP. Zweitens sind die Ärzte nicht gerade die Berufsgruppe, die zuunterst an der Einkommensskala figuriert. Drittens bezahlen andere Branchen die

Weiterbildung auch selber. Ich bitte Sie also, diese Motion abzulehnen. Ich betone nochmals: Es geht um ein Jahr, und in diesem Jahr wird der Kanton Bern wegen diesen 5000 Franken sicher nicht gleich untergehen.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Es wird Sie vielleicht etwas erstaunen, aber eine Mehrheit der SVP wird diese Finanzmotion annehmen. Warum? Erstens ist der Vorstoss inhaltlich völlig unbestritten, wie das Resultat zur damaligen Planungserklärung von Kollege Heuberger zeigt. Zweitens: Die ASP-Massnahmen, die damals getroffen wurden und die wir bisher mehr oder weniger konsequent mitgetragen haben, kamen ja nicht von uns. Wir haben nur gewisse Korrekturen vorgenommen, aber grundsätzlich handelte es sich um Vorschläge der Regierung. Wir behalten uns vor, solche ASP-Massnahmen zu überprüfen. Bis jetzt hatten wir nie einen Grund, davon abzuweichen, aber hier sehen wir doch Gründe, warum man in diesem konkreten Fall darauf zurückkommen sollte. Erstens ist es nicht nachhaltig: Wir sprechen von 2016, im Jahr 2017 ist der Betrag ohnehin eingestellt. Zweitens ist der Betrag auf das Gesamte gesehen relativ klein. Der Geschäftsbericht 2014 zeigt Abweichungen zu den Zahlen des Voranschlags. Beim Nachkredit der Tresorerie in der Höhe von 80 Mio. Franken können 36 Mio. Franken ohne weiteres kompensiert werden mit Geld, das man nicht ausgegeben hat. Wenn wir diesen Betrag hier ausgeben, wird man im Voranschlag bei der GEF sicher Möglichkeiten finde, um das Geld andernorts zu kürzen.

Die Zahlen sehen heute etwas besser aus. Das allein ist für uns aber nicht der Grund für unsere Zustimmung zu dieser Finanzmotion. Vielmehr war diese Erhöhung damals inhaltlich über alle Parteien hinweg unbestritten, es war also unbestritten, dass sie für die Ärzte, für die ärztliche Weiterbildung und für die Spitäler nötig ist. Und weil sie einerseits den relativ geringen Betrag und andererseits die Tatsache, dass es sich nicht um einen nachhaltigen Betrag handelt, da er ohnehin künftig eingestellt wird, in die Waagschale wirft, unterstützt eine Mehrheit unserer Fraktion diese Motion.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Die ASP wirft ihre Schatten auch auf dieses Geschäft. Die vorliegende Finanzmotion will nämlich etwas geradebiegen, was vor einigen Jahren aufgrund knapper Finanzen entschieden worden ist. Sie müssen sich das einmal vorstellen: Innerhalb weniger Jahre wurden für die gleiche Arbeit, also für die gleiche Ausbildungsleistung, die ein Spital in seine Assistenzärztinnen und -ärzte steckt, auf einmal nur ein Sechstel der Mittel bezahlt. Den Spitälern bleibt deshalb nichts anderes mehr übrig, als jetzt diese Finanzierungslücke durch Querfinanzierungen zu stopfen. Denn es geht ja nicht, keine Ausbildungsstellen anzubieten, da unser System dann komplett zusammenbrechen würde. Diese Ausbildungslast muss also zwingend getragen werden. Und wenn es nach der EVP-Fraktion geht, muss sie fair getragen werden, und zwar fair in zweierlei Hinsicht: Erstens darf es nicht sein, dass ungefähr 95 Prozent der Assistenzstellen an den öffentlichen Spitälern angeboten werden. Hier besteht ein komplettes Ungleichgewicht, eine ungerechte Verteilung der Last. Es muss hier eine Lösung geben, die alle Listenspitäler an Bord dieses Weiterbildungsschiffes holt. Sonst benachteiligen wir als Kanton systematisch die öffentlichen

Spitäler oder diejenigen Spitäler, die diese Ausbildungsstellen anbieten, und das kann es ja wohl nicht sein.

Zweitens fair im Sinn von ausgewogen: Diese Kosten sollen nämlich vom Kanton und von den Spitälern gemeinsam und austariert getragen werden. Die Erhöhung von 5000 Franken pro Assistenzstelle pro Jahr ist ein Schritt in die richtige Richtung. Das zeigt nämlich auch der «Kompromiss», wenn ich das so sagen darf, der GDK mit der interkantonalen Weiterbildungsfinanzierungs-Vereinbarung, die ebenfalls diese 15 000 Franken als einheitlichen pauschalen Minimalbeitrag – ich betone: Minimalbetrag – festgelegt hat.

Jetzt noch zwei Worte zu dieser Weiterbildungsfinanzierungs-Vereinbarung. Zuerst ein Dank an die Regierung. Die EVP-Fraktion begrüsst nämlich das Vorgehen des Regierungsrats sehr, vorausschauend im Aufgaben- und Finanzplan 2017 diese Mittel bereits eingestellt zu haben. Zudem erachten wir es auch als richtig und eben auch als fair, wenn in dieser Weiterbildungsfinanzierungs-Vereinbarung ein interkantonaler Ausgleich eingebaut ist, der genau diese Finanzierungslast der ärztlichen Weiterbildung auf mehrere kantonale Schultern verteilt. Aber zu all dem wird sich die EVP zu gegebener Zeit inhaltlich noch weiter äussern. Die EVP-Fraktion ist also einstimmig für eine Erhöhung der assistenzrztlichen Weiterbildungsbeitrge, aber – und dieses Aber ist gewichtig, da es den Zeitpunkt betrifft: Ein Teil der Fraktion wird dieser Finanzmotion nicht zustimmen, weil für sie der Zeitpunkt verfrüht ist. Dieser Teil ist der Meinung, man sollte jetzt nicht vorpreschen und der GDK und dieser Weiterbildungsfinanzierungs-Vereinbarung vorausgehen. Zweitens sehen sie es als dringender an, aufgrund des bestehenden finanzpolitischen Spielraums andere ASP-Massnahmen rückgängig zu machen. Eine Mehrheit der EVP stimmt der Finanzmotion zu, weil das Anliegen berechtigt ist. Es ist ein Puzzlestein für den Standort Bern als starken Medizinalkanton, der wir ja sein wollen; wie wir immer wieder postulieren. Es ist jetzt nötig, wir sollten das Geld jetzt sprechen. Wir brauchen das ärztliche und auch anderes gut ausgebildetes Personal, denn dieses fehlt. Es wäre schizophoren, jetzt hier zu bremsen, und finanzpolitisch ist es jetzt möglich einen Schritt weiterzugehen. Deshalb schliesse ich mit den Worten: Yes we can!

Christine Hsler, Burglauenen (Les Verts). Es wurde bereits sehr Vieles sehr ausführlich und sehr differenziert vorgetragen. Schon der Hauptmotionr, Hans-Peter Kohler hat uns klar dargelegt, was Sache ist. Eine grosse Mehrheit des Grossen Rats hat in der Debatte über den Rahmenkredit 2014 / 2015 der Planungserklärung Heuberger / Sollberger ganz klar zugestimmt. Wir wussten also schon damals: Wir müssen die ärztliche Weiterbildung im Kanton Bern sehr ernst nehmen, es besteht Handlungsbedarf und wir müssen sie mit genügend oder doch zumindest mit besseren Mitteln ausstatten, nämlich mit 15 000 statt mit 10 000 Franken. Schon damals ging es darum. Für die grüne Fraktion hat sich hier nichts verändert. Die Diskrepanz zwischen den Kantonen ist nicht nur gross, sondern riesig. Der Kanton Bern hinkt bei der Finanzierung und Sicherung der ärztlichen Weiterbildung weit hinterher, und wir spüren die Auswirkungen bereits. Dies vor allem bei der Problematik der Hausärztinnen und Hausärzte, die man nicht mehr überall findet. Der Handlungsbedarf ist klar und

die grüne Fraktion unterstützt diese Motion einstimmig. Ich bin froh, wenn Sie das auch tun.

La présidente. Si je ne me trompe pas, je n'ai plus de groupe. Avant de passer aux intervenants à titre personnel, j'ai encore deux annonces à vous faire. Sur la tribune, nous avons un groupe, qui s'appelle Spital Zweisimmen KmpferInnen et qui nous rend visite aujourd'hui. Bonjour Mesdames. (*Applaudissements.*) Et nous avons un deuxième groupe, le PS de la section Burgistein, à vous aussi, soyez les bienvenus aujourd'hui chez nous. (*Applaudissements.*) Nous continuons avec les intervenants à titre personnel, Mme Mühlheim, vous avez la parole. C'est à vous.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Diese Motion weist zwei spezielle Punkte auf. Erstens: Im Gegensatz zu späteren Motionen zeigt sie, dass die Stadt- und Landspitler gleichermassen betroffen sind, wenn sie für eine Leistung, die sie per Gesetz erbringen müssen, zu wenig Geld erhalten von dem, der verpflichtet ist zu bezahlen. Das ist auch der grosse Unterschied zur Argumentation von Herrn Etter der BDP. Es geht hier nicht darum, ob die Ärzte diese Ausbildung bezahlen müssen. Vielmehr ist im Bundesgesetz vorgesehen, dass die Aus- und Weiterbildung von den Spitälern, beziehungsweise vom Kanton bezahlt werden muss. Es ist selbstverständlich, dass weiterhin Ärzte für ihre Zusatzausbildungen zusätzlich finanziert werden müssen, aber hier geht es darum, eine schreiende Ungerechtigkeit zu minimieren. Unsere öffentlichen Spitäler tragen 90 Prozent der Kosten. Wer in der Kommission zum Spitalversorgungsgesetz mitgearbeitet hat, erinnert sich, wie die Privatspitäler versprochen haben, sie würden sich anteilmässig an diesen Kosten beteiligen. Leider müssen wir nach zwei Jahren feststellen, dass dem nicht so ist, und deshalb muss der Staat dringend seine Aufgabe wahrnehmen und so viel an diejenigen Spitäler bezahlen, die sonst unmittelbar in finanzielle Schwierigkeiten geraten würden.

Es gibt noch einen zweiten Aspekt: Wenn wir weiterhin in diesem Kanton genügend Ärzte ausbilden wollen, müssen wir bereit sein, dafür zu bezahlen. Wir geben das Geld nicht mit der Mistgabel aus, wir geben höchstens einen kleinen Beitrag an ein gerechtes Gesundheitsprinzip, das wir gesetzlich so verabschiedet haben; dass nämlich für die Aus- und Weiterbildung weiterhin die Kantone zuständig sind. 15 000 Franken sind wirklich nichts, und ich bitte Sie wirklich, diese Motion zu unterstützen. Es ist längst bekannt, dass der Betrag auf 15 000 Franken erhöht werden muss. Ein Jahr früher ergibt dies in den ländlichen Spitälern und an der Universitätsklinik in der Stadt Bern ein Jahr weniger Defizit. Bitte unterstützen Sie diese Motion.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Es geht hier nicht um ein wirtschaftliches Thema, lieber Jakob Etter. Es geht um ein Bildungsthema, und zwar um ein Bildungsthema im Gesundheitswesen. Wenn hier der Begriff «Weiterbildung» steht, geht es nicht darum, dass Ärztinnen und Ärzte, die bereits voll ausgebildet sind, irgendetwas Neues lernen, das auf den Markt gekommen ist. Dieser Begriff ist offensichtlich etwas missverständlich. Es geht vielmehr um die Ausbildung der Assistenzärztinnen und Assistenzärzte nach ihrem Staatsexamen, also um die Zeit, in der sie sich in einer

Fachausrichtung bilden oder eben in die Richtung weiterbilden, in der sie später als fertig ausgebildete Ärztinnen und Ärzte arbeiten werden. Wobei wir allerdings wissen, dass man in einem Beruf nie definitiv ausgelernt hat. (*La présidente agite sa cloche.*) Die Ausbildung der Assistenzärztinnen und Assistenzärzte wird den Spitälern nicht durch DRGs abgegolten. Jedes Spital bezahlt das also aus dem eigenen Budget, und damit geht es auch ein gewisses Risiko ein.

Noch etwas zu den Löhnen der Assistenzärztinnen und Assistenzärzte. Auch sie hinken im interkantonalen Vergleich massiv den andern Kantonen hinterher. Auch hier gilt das Beispiel: Man lässt sich im Kanton Bern ausbilden und arbeitet nachher in einem andern Kanton, wo man im Monat 1000 oder 2000 Franken mehr verdient.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich habe zuerst einmal eine frohe Kunde für die BDP und die EVP, beziehungsweise für all diejenigen, die hier begründet haben, sie könnten dem Vorstoss nicht zustimmen, weil man aus dem ASP-Päckchen keine ASP-Massnahme herausbrechen wolle. Bei der Sparmassnahme in Zusammenhang mit der ärztlichen Weiterbildung handelt es sich nicht um eine ASP-Massnahme. Ganz im Gegenteil, das war eine Sparmassnahme, die bereits ein Jahr vorher, also im Jahr 2012 in Hinblick auf das Budget 2013 umgesetzt worden ist. Von daher können Sie alle diesem Vorstoss problemlos zustimmen, da Sie damit keine ASP-Massnahme aus dem wichtigen ASP-Päckchen herausbrechen. Das ist das Erste.

Zweitens, es ist offensichtlich: Die Kürzung der ärztlichen Weiterbildung ist eine Massnahme zum Schaden dieses Kantons, und zwar des ganzen Kantons Bern. Im Vorstoss ist die Rede von einer Wettbewerbsverzerrung, die mit dieser Kürzung einhergehe. Der Begriff «Wettbewerbsverzerrung» ist euphemistisch. Man sollte von einem offensichtlichen Wettbewerbsnachteil sprechen, den der Kanton Bern dadurch erfährt. Ich denke, gerade im Hinblick auf die Stärkung des Medizinalstandorts Bern, der doch noch einer der wenigen Trumpfe dieses Kantons ist, wäre es ganz wichtig, diese Massnahme rückgängig zu machen. Gemäss Antwort des Regierungsrats ist sich auch die Regierung dessen bewusst. Ausdruck davon ist, dass mit Verweis auf die Vereinbarung der Gesundheitsdirektorenkonferenz GDK ab dem Jahr 2017 vorgesehen ist, eine entsprechende Korrektur einzuleiten. Aber der Fraktionssprecher der SVP hat zurecht darauf hingewiesen, dass es keinen Grund gibt, auf den Zwang von oben, also auf die GDK-Vereinbarung zu warten, wenn wir ja wissen, dass die Kürzung bei der ärztlichen Weiterbildung bereits heute unserem Kanton schadet. Von daher empfehlen wir Ihnen sehr, diesem Vorstoss zuzustimmen. Sorgen wir dafür, dass für die wichtige ärztliche Weiterbildung bereits ab dem nächsten Jahr die zusätzlich nötigen Mittel zur Verfügung stehen und wir zumindest einen sehr kleinen Schritt in die Richtung machen können, in die wir früher gehen wollten.

Pierre Alain Schnegg, Champoz (UDC). La formation des médecins est devenue pour les hôpitaux du canton de Berne un luxe qu'ils ne peuvent ou ne pourront plus assumer. Les contraintes, toujours plus fortes, sur ces institutions vont avoir pour conséquence une diminution des pos-

sibilités offertes pour la formation, voire une diminution de la qualité attendue. Pour notre système de santé, les menaces sont nombreuses. Qu'il s'agisse de la relève médicale, du personnel qualifié, mais également du carcan juridique qui étouffe aujourd'hui les établissements hospitaliers de petite et moyenne taille. Si rien n'est entrepris, c'est tout un pan de notre économie, de notre culture, de notre bien-être qui disparaîtra. À titre d'exemple, la loi sur le travail, si celle-ci n'est pas assouplie ou mise en œuvre d'une manière un tant soit peu judicieuse, portera un coup très grave à de nombreuses institutions, sans améliorer aucunement leur efficacité financière ou la qualité des soins prodigués, mais réduira d'une manière drastique les possibilités de formation de la relève médicale, qui aujourd'hui déjà, représente un énorme défi. Même si l'augmentation du montant proposé par cette motion ne solutionnera pas complètement la situation, elle permettra de montrer la volonté politique de gérer cette problématique et d'améliorer les conditions-cadres nécessaires à la formation de la relève médicale. Elle marquera également une marque forte de soutien à toutes les institutions qui s'engagent pour la formation des futurs médecins. Il s'agit ici de renforcer Berne comme place forte dans le paysage médical. Je vous invite donc à soutenir cette motion financière.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Es hier im Rat wohl allen klar, dass diese 10 000 Franken für die ärztliche Weiterbildung ein sehr kleiner Betrag ist. Die Gesundheits- und Fürsorgedirektion hat den Betrag eigentlich im Vorfeld des ASP gesenkt, aber auch als Sparmassnahme. Wir wissen alle: Vor 16 Monaten wurde die ASP diskutiert und dort nahmen wir sehr vielen Institutionen viel Geld weg. Sicher erinnern Sie sich alle noch an den Morgen, als sich die Behinderten, zum Teil Schwerstbehinderte, vor dem Rathaus befanden, und wir kaum ins Rathaus gelangen konnten. Auch sie mussten bluten, Franziska, und müssen noch heute bluten. Aber weil sie keine Lobby haben, sprechen wir hier im Rat nicht übers Rückgängigmachen dieser Sparmassnahmen. Ich hoffe, dass man dann auch so grosszügig sein wird und den Behinderten ebenfalls entgegenkommt, wenn dann auch im Bereich der Behinderten oder der Spitex so genannte Finanzmotionen eingereicht werden. Denn auch die Behinderten und ihre Institutionen müssen jetzt auf Vieles verzichten und auf alle möglichen Arten ihr Geld zusammentreiben, damit sie über die Runden kommen. Ich sage es nochmals: Sie haben leider keine Lobby und ich bedaure das sehr. Ich kann dieser Motion nicht zustimmen.

La présidente. Je n'ai plus personne à titre personnel, je donne la parole au directeur de la santé publique. Monsieur c'est à vous.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. J'ai bien compris, d'après les différentes interventions, que vous allez accepter cette motion, et le gouvernement vous dit non. Il y a plusieurs éléments qui me font sourire. Quand on a pris cette mesure d'économie en 2012–2013, il y avait une pression économique terrible, et les mêmes qui viennent dire qu'il faut payer pour les assistants en plus demandent pourquoi le canton de Berne, à l'époque, se paie le luxe de payer autant

pour certaines prestations, alors que pour la péréquation financière au niveau fédéral on reçoit autant d'argent. Le canton de Berne doit économiser, doit économiser, doit économiser: j'ai pris les marges de manœuvre que j'avais. Maintenant on vient me dire que nous sommes le canton qui paie le moins. Mon information va un peu au sang, la pression sur ces financements est aussi dans d'autres cantons: dans le canton de Zurich, mon collègue Heiniger, radical, est aussi descendu à 10 000 francs par assistant pour la plupart des hôpitaux. Donc, on a aussi utilisé cette marge de manœuvre, comme les cantons ont aussi la marge de manœuvre dans la réduction des primes, on a aussi discuté de cela ici. Tout cela, cela fait un peu cette balance-là, et je ne vois pas en quoi le fait de passer de 10 à 15 000 francs par poste d'assistant va changer quelque chose pour la formation des médecins-assistants quand il s'agit de les orienter pour devenir médecins généralistes.

Dieses Argument ist falsch. Es wird nicht mehr Hausärzte geben, wenn wir 5000 Franken mehr bezahlen, und zwar, weil die Kantone keine qualitative Steuerungsmöglichkeit haben, um mehr Hausärzte oder Gynäkologen oder was auch immer zu fordern. Eine solche gibt es nicht. Wir bezahlen für alle. Ich bin überzeugt, dass für Assistenzärzte, die an einem Unispital eine Kardiologie-Ausbildung absolvieren, so viele Drittmittel zur Verfügung stehen, dass für ihre Stelle pro Jahr viel mehr als 10 000 Franken bezahlt wird. Das muss man sich einfach vor Augen halten. Ich habe keine Differenz in Bezug darauf, dass wir für die Assistenzärzte etwas machen und mehr bezahlen müssen. Ich habe das Geld eingestellt. Wir werden das wieder im kommenden Herbst anlässlich des Rahmenkredits für die nächsten vier Jahre diskutieren. Ich gehe auf 15 000 Franken, das ist klar. Das Konkordat muss in allen Kantonen, also auch hier in diesem Rat, diskutiert werden. Ich habe ein bisschen Mühe, wenn wir hier vorpreschen sollen. Denn es gibt keinen Grund dafür, und es besteht kein dringender Handlungsbedarf. Es ist früh genug, wenn wir das im Jahr 2017 bezahlen. Ich bitte Sie, hier dem Regierungsrat zu folgen und die Motion abzulehnen.

La présidente. Le rapporteur de la Commission veut-il encore prendre la parole, M. Jost? – Non, ce n'est pas le cas. L'auteur de la motion? – M. Kohler, c'est à vous, vous avez trois minutes.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Es war von den spezialisierten Ärzten die Rede, von der Kardiologie. Ich sage nicht, dass die Verteilung von den Spezialitäten her bestens funktioniert. Man muss aber halt die Leute bereits während dem Studium so führen, dass sie vermehrt die Hausarztmedizin wählen. Aber ein grosser Teil der Assistenzärzte in den Regionalspitälern, in kleineren Spitälern, aber auch am Universitätsspital geht eben gleich in die Grundversorgung. Man kann sogar auch als Spezialist in der Grundversorgung eine hausärztliche Praxis führen. Das hinkt also für mich hinterher. Wir müssen hier einfach ein Zeichen setzen, damit die Spitäler weiterhin diese Weiterbildung machen wollen. Warum hilft ein Teil der Privatspitäler hier nicht mit? Weil es zu viel kostet. Diejenigen, die das machen und sich Mühe geben, müssen jetzt einmal diese 5000 Franken erhalten, damit sie das überhaupt weiterhin

machen wollen. Es kostet viel, denn die Leute müssen betreut werden. Auch setzen wir damit ein Zeichen. Dass wir mehr zur Grundversorgung hin bilden müssen, ist klar, aber daran arbeiten wir. Wir setzen ein Zeichen für die Grundversorgung und für die Nachfolge in der Hausarztmedizin. Denn wenn sie fehlt, werden wir ein grosses Problem haben, und zwar schon in ein paar Jahren.

La présidente. Est-ce que M. le conseiller d'Etat aimerait reprendre la parole? – Non, ce n'est pas le cas. Donc, nous passons au vote sur la motion Budget 2016: garantir la formation postgrade en médecine. Je rappelle que c'est une motion financière. Ceux qui acceptent cette motion financière votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 90

Non 48

Abstentions 15

La présidente. Vous avez accepté cette motion financière.

Affaire 2014.RRGR.1242

N° de l'intervention: 279-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 02.12.2014

Déposée par: CSoc (Zumstein, Bützberg)
(porte-parole)

Cosignataires: 0

Urgence: accordée le 22.01.2015

N° d'ACE: 219/2015 du 25 février 2015

Direction: SAP

Initiative cantonale: évaluation des distorsions de la concurrence contraires à la LAMal

Conformément à l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne adresse l'initiative cantonale suivante à l'Assemblée fédérale :

Modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal)¹, titre 7, article 106a (nouveau), Disposition transitoire relative à l'art. 49 LAMal :

« A l'occasion de l'analyse sur les effets de la révision de la LAMal concernant le financement hospitalier, la Confédération recensera les cantons qui financent les investissements ou les prestations d'intérêt général (p. ex. formation et perfectionnement des médecins) de leurs fournisseurs de prestations avec les recettes fiscales (art. 49, al. 3 LAMal). »

Développement :

La loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMal) impose les mêmes exigences à tous pour le financement des prestations de l'assurance obligatoire des soins (AOS). Selon la LAMal, les cantons n'ont par exemple pas le droit de re-

¹ RS 832.10

noncer à percevoir certains loyers, de mettre des biens immobiliers ou des infrastructures gratuitement à disposition ou de verser des subventions d'exploitation aux offres de prestations déficitaires. On sait maintenant que certains cantons financent malgré tout leurs hôpitaux avec l'argent du contribuable. Ce procédé est contraire aux principes de la LAMal ainsi qu'aux directives de la CDS et il est lourd de conséquences : étant donné que les tarifs hospitaliers sont déterminés en fonction de la rémunération des hôpitaux qui fournissent la prestation dans la qualité nécessaire, de manière efficiente *et avantageuse*, les cantons permettent aux fournisseurs de prestations qu'ils aident de proposer des tarifs AOS bas. Les bases de l'établissement des tarifs sont ainsi faussées pour toute la Suisse. Les autres fournisseurs de prestations se retrouvent par la même occasion gravement pénalisés, les tarifs AOS subissant de fortes pressions.

Le problème de la distorsion de la concurrence a déjà fait plusieurs fois l'objet de discussions à l'Assemblée fédérale². Le Conseil fédéral a cependant toujours répondu que la LAMal accordait délibérément une certaine latitude aux cantons et que les organismes responsables des hôpitaux, donc les cantons aussi, étaient libres d'accorder des aides financières à l'investissement à leurs établissements, bien que cela ne ressorte pas de la LAMal.

En raison de ses difficultés financières persistantes mais aussi parce qu'en plus de l'hôpital universitaire, il dispose de nombreux hôpitaux publics et privés, le canton de Berne n'est pas en mesure d'aider ses fournisseurs de prestations. Car pour éviter une distorsion de la concurrence à l'intérieur du canton, il devrait apporter un soutien équivalent à tous les fournisseurs de prestations bernois. Les habitudes des autres cantons désavantagent donc les fournisseurs de prestations du canton de Berne. Cette situation est insatisfaisante pour le canton de Berne. C'est pourquoi à l'occasion de l'analyse sur les effets de la révision de la LAMal concernant le financement des hôpitaux, il faudra indiquer clairement quels cantons aident ou ont aidé quels fournisseurs de prestations pour quels montants.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est conscient que les cantons ont mis en œuvre la révision de la LAMal de manière très différente en ce qui concerne le financement des hôpitaux et que certains font peu de cas de l'esprit de la loi. Logiquement, cela induit un risque de distorsion de la concurrence et de pression induite sur les tarifs. Le gouvernement en tient

compte lorsqu'il fixe ces derniers et qu'il approuve les conventions tarifaires.

Berne a opté pour une réalisation stricte de la LAMal. Reconnaissant que la motion est fondée, le Conseil-exécutif est prêt à proposer son adoption. Il convient cependant de relever que l'évaluation demandée par l'auteur est moins simple qu'il n'y paraît, car il n'existe pas de définition et de délimitation des prestations d'intérêt général et que nombreux sont sans doute les cantons qui soutiennent indirectement leurs hôpitaux, en leur demandant des loyers ne correspondant pas à la loi du marché, par exemple. Le gouvernement est ainsi conscient qu'une évaluation peut au mieux pointer les distorsions de concurrence. Et ce n'est qu'indirectement qu'elle peut contribuer à les prévenir en exerçant une certaine pression publique.

Le gouvernement relève, pour conclure, qu'il faut signaler lors du dépôt de l'initiative que son classement formel doit être contrôlé, car il existe déjà l'article 106a LAMal (Contribution des assureurs et de la Confédération pour la correction des primes).

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire 21. C'est une initiative cantonale, proposée par la CSoc, Evaluation des distorsions de la concurrence contraires à la LAMal. Le Conseil-exécutif est prêt à accepter cette motion. Est-ce que cette initiative cantonale est contestée? – Ce n'est pas le cas, donc nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette initiative cantonale votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 137

Non 9

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté cette initiative cantonale.

Affaire 2015.RRGR.69

N° de l'intervention: 021-2015

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 19.01.2015

Déposée par: Studer (Niederscherli, UDC)
(porte-parole)

Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC)
von Känel (La Lenk, UDC)
Knutti (Weissenburg, UDC)

Cosignataires: 1

Urgence: accordée le 22.01.2015

N° d'ACE: 204/2015 du 25 février 2015

Direction: SAP

² Cf. p. ex : [Interpellation 12.3865](#) – Incohérences dans la mise en œuvre du financement des hôpitaux (*pas encore traitée*) ; [Interpellation 13.3185](#) – Transparence sur le subventionnement des investissements et la couverture des déficits des hôpitaux (*pas encore traitée*) ; [Interpellation 12.3453](#) – Principes régissant le nouveau financement hospitalier. Différences de mise en œuvre entre les cantons (*liquidée*) ; [Motion 12.3245](#) – Mettre en œuvre le financement des hôpitaux tel qu'il a été voulu par le législateur (*adoptée avec des modifications*) ; [Interpellation 10.4001](#) – Financement hospitalier. Mise en œuvre conforme à la loi (*liquidée*).

Obstétrique dans la région de Simmental-Pays de Gessenay: une prestation d'intérêt général

Le Conseil-exécutif est chargé de donner mandat à la STS SA pour que sur le site hospitalier de Zweisimmen, l'obstétrique continue d'être fournie en tant que prestation, dans la même ampleur que jusqu'ici, les coûts étant pris en charge par le canton à titre de prestation d'intérêt général.

Développement

D'après les discussions récentes au Grand Conseil concernant la politique hospitalière, l'obstétrique sur le site de Zweisimmen ne fait pas partie des prestations de base, et on ne peut obliger la STS SA, dans les actuelles conditions légales et réglementaires, à continuer de proposer cette prestation déficitaire. Or, l'article 49 LAMal prévoit la possibilité dans exactement cette situation de proposer des prestations d'intérêt général en référence à des facteurs de politique régionale, ces prestations étant à la charge du canton. En 2010, le Conseil fédéral a fait valoir dans sa réponse à une intervention parlementaire que vu l'article 49, alinéa 1 LAMal, les parties à une convention conviennent de forfaits pour rémunérer le traitement hospitalier, y compris le séjour et les soins à l'hôpital ou dans une maison de naissance. Selon la loi, ces rémunérations ne comprennent pas les parts que représentent les coûts des prestations d'intérêt général. Par ailleurs, la notion de prestations d'intérêt général n'est pas entièrement définie dans la loi. Elle recouvre notamment les prestations dont les coûts ne relèvent pas de la LAMal telles que les coûts du maintien des capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale ainsi que les coûts de la recherche et de l'enseignement universitaires. Les cantons disposent en même temps d'une certaine marge pour le financement de ces prestations en relation avec les prestations de base.

Le site hospitalier de Zweisimmen revêt une grande importance pour la région et il ne doit pas être affaibli par l'abandon de l'obstétrique : l'Hôpital de Zweisimmen est le deuxième employeur direct du canton, et un grand nombre d'emplois (fournisseurs etc.) en dépendent par ailleurs ; il faut éviter que ne s'aggrave l'hémorragie et l'exode de la région de Simmental-Pays de Gessenay (alors que des emplois dans les régies fédérales, des structures cantonales etc. sont déjà perdus) afin que la région ne perde encore de sa capacité de création de valeur. Dans bon nombre d'exploitations agricoles, la succession est incertaine car les jeunes familles paysannes sont toujours moins disposées à prendre l'exploitation sur elles dans une région où les infrastructures sont mal développées, ce qui se répercute sur l'utilisation et l'entretien des surfaces agricoles, importantes également pour le tourisme. Il est donc essentiel que le canton finance les prestations d'obstétrique à l'Hôpital de Zweisimmen à titre de prestation d'intérêt général.

Réponse du Conseil-exécutif

Lors de l'élaboration de la loi sur les soins hospitaliers (LSH) de 2005, le Grand Conseil a doté les centres hospitaliers régionaux (CHR) du statut de sociétés anonymes disposant d'une large autonomie sur le plan de l'exploitation. Il s'est ainsi accommodé des conséquences possibles pour le

canton au niveau de la gestion d'entreprise. La démarche a été confirmée et soutenue lors de la dernière révision de la LSH en 2013, qui a été l'occasion de réduire au maximum l'influence de la politique et de l'administration.

Le rôle du Conseil-exécutif se limite donc désormais à examiner si les décisions du conseil d'administration du CHR Simmental-Thun-Saanenland AG (STS AG) sont compatibles avec les exigences politiques et le cadre juridique en vigueur.

Selon l'article 15, alinéa 1 LSH, le CHR STS AG est chargé d'assurer la couverture des besoins de la région en soins hospitaliers de base, dans la mesure où ils ne sont pas fournis par des tiers. Les prestations d'obstétrique appartiennent indubitablement aux soins de base, bien qu'elles ne doivent pas être obligatoirement proposées sur tous les sites. Pour déterminer s'il est admissible de fermer la maternité de Zweisimmen comme il est prévu, le Conseil-exécutif s'appuie sur la planification des soins pour le canton de Berne. Celle-ci prescrit depuis 2013 une distance maximale jusqu'à l'hôpital le plus proche assurant des prestations médicales de base (paquet de base chirurgie et médecine interne), y compris l'exploitation d'un service des urgences 24 heures sur 24³. Selon le rapport d'expert (voir note 1), seules les prestations de ce paquet, service des urgences compris, sont nécessaires à la couverture des soins de Zweisimmen. Elles sont donc mentionnées dans la liste cantonale des hôpitaux de soins aigus somatiques.

Comme l'indique la motion, il revient au CHR STS AG d'organiser les autres mandats de prestations, une compétence dévolue par la législation fédérale sur l'assurance-maladie. C'est le site de Thoune qui offrira des prestations d'obstétrique en mode hospitalier. Les femmes enceintes de la région disposeront par ailleurs de sages-femmes et d'une permanence téléphonique spécialisée, en plus d'une gynécologue à Zweisimmen. La décision de fermer la maternité de Zweisimmen est donc parfaitement légitime et n'occasionne aucun danger pour la population.

Selon les bases de planification en vigueur pour les listes cantonales des hôpitaux⁴, les services d'obstétrique comme d'autres divisions sont soumis à des charges et à des conditions minimales⁵ conformes aux recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS)⁶ afin de garantir la qualité requise. Tous les sites hospitaliers fournissant de telles prestations sont tenus de respecter ces exigences. Il s'ensuit que les coûts de base fixes sont aussi élevés dans un site enregistrant un nombre faible de naissances comme Zweisimmen (env. 120 en 2013) que dans ceux qui en comptent un nombre plus important (env. 1000 naissances à Thoune ou Bienne p. ex. en 2013). Il est à noter par ailleurs qu'en raison du nombre peu élevé de cas d'obstétrique à traiter, le personnel n'a guère la possibilité d'exercer de manière continue les pro-

³ ACE 814/2013 (19.6.2013) : rapport « Neuoperationalisierung der Zugänglichkeit mit einer ergänzenden Distanzkomponente »

⁴ Planification des soins 2011-2014 selon la LSH (http://www.gef.be.ch/gef/fr/index/gesundheits/gesundheits/spital-versorgung/Versorgungsplanungsgemeinschaft/projekt_versorgungsplanung2011-2014.html).

⁵ Modalités d'application de la classification GPPH à la liste des hôpitaux 2014 du canton de Berne pour les soins aigus

⁶ www.gdk-cds.ch

cessus assurant la qualité des soins (or le lien entre qualité et nombre de cas est prouvé scientifiquement)⁷.

Le site de Zweisimmen peine à remplir les critères de qualité et de rentabilité en raison du faible nombre de cas à traiter pour maintenir des prestations d'obstétrique remplissant les conditions médico-professionnelles requises par la loi fédérale, vu les frais fixes élevés et les forfaits par cas prévus. L'aspect économique ne constitue cependant qu'une partie de la question, l'élément majeur étant la conception durable des prestations hospitalières, notamment l'emploi optimal des forces qualifiées dont le nombre est limité (pénurie de personnel). Le CHR STS AG n'est pas en mesure de garantir plus longtemps le personnel qualifié nécessaire. La décision de fermer la maternité de Zweisimmen en avril 2015 et de concentrer les prestations obstétriques sur le site principal de Thoune, les deux établissements collaborant étroitement, fait ainsi pleinement droit à la sécurité des patientes et des patients.

Contrairement à ce que pense le motionnaire, il n'existe pas de base légale permettant au canton de financer les prestations d'obstétrique à l'hôpital de Zweisimmen à titre de prestations d'intérêt général. Selon l'article 66 LSH, le canton peut indemniser des prestations fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne sur la base de contrats de prestations uniquement lorsqu'elles ne sont pas financées en vertu de l'article 49 LAMal. Financer (subventionner) des prestations à la charge par l'assurance obligatoire des soins contreviendrait à l'article 49, selon lequel les forfaits par cas épuisent toutes les prétentions de l'hôpital (art. 49, al. 5). Les prestations financées selon cet article sont expressément exclues de tout financement supplémentaire. Comme les prestations hospitalières d'obstétrique sur le site de Zweisimmen ne sont pas indispensables à la sécurité des soins selon la planification en vigueur, il n'est pas possible de les subventionner au titre de l'intérêt général comme prestations de base fixes au sens de l'article 67 LSH. Même si cela pouvait se faire, cela ne résoudrait en rien le problème de la pénurie de personnel, comme indiqué ci-dessus.

Le gouvernement tient à souligner pour conclure que l'Etat n'a pas les moyens, en l'état de la planification financière actuelle, de rémunérer de telles prestations de base fixes pour des motifs de politique régionale. Les nombreux trains de mesures d'allègement de ces dernières années ont sciemment réduit à l'essentiel les moyens destinés à l'indemnisation des prestations d'intérêt général. Vu la grande incertitude de l'évolution des finances cantonales (versement incertain des dividendes la Banque nationale, risque de baisse des recettes dans la troisième réforme de l'imposition des entreprises, révision de la loi fiscale de 2016, pression politique au niveau fédéral sur les cantons bénéficiaires dans la péréquation financière nationale, etc.), le gouvernement est convaincu que le canton de Berne ne peut pas se permettre financièrement de déroger à une application stricte de la LAMal (voir aussi la motion 279-2014 Initiative cantonale: évaluation des distorsions de la concurrence contraires à la LAMal).

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 22, motion Studer, Obstétrique dans la région de Simmental-Pays de Gessenay: une prestation d'intérêt général. Monsieur, vous avez la parole.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Diese Motion scheint ein sehr emotionales Thema zu sein. Ich habe sie vor etwa zehn Minuten zurückgezogen im Wissen darum, dass ich viele Personen im Simmental und im Saanenland enttäuschen werde. Aber ich sehe keine andere Lösung. Warum reichte ich diese Motion ein? Als Agglomerationspolitiker und als Familienvater und Grossvater befinde ich mich in der privilegierten Lage, in der Nähe der Stadt Bern zu wohnen, und wir haben genügend Infrastrukturen, Geburtsabteilungen und Spitäler. In der Region draussen, im Obersimmental, im Saanenland, scheint ab dem 1. April eine Geburtsabteilung nicht mehr so einfach zu erreichen zu sein, denn dann wird die Geburtsabteilung im Spital Zweisimmen geschlossen. Man muss sich vorstellen, dass Leute aus dem Abläntschen, aus dem Fermeltal, aus dem Oberried oder aus dem Iffigental einen langen Weg haben, um in ein Spital zu gelangen, um zu gebären. Ich wollte mich für diese Leute einsetzen. Das war mir sehr wichtig, weil ich mit dem Simmental verbunden bin. Ich habe viele Freunde und viele Familienangehörige im Simmental und es wäre mir wichtig gewesen, diese Leute zu unterstützen. Diese Unterstützung fühlte ich zum Teil auch hier im Grossen Rat. Aber offensichtlich ist dieses Geschäft noch nicht reif und deshalb ziehe ich es zurück. Es ist noch nicht reif, weil man sich noch nicht ganz einig ist, was man eigentlich will und man handelt auch nicht mit ehrlichen Argumenten. Dafür aber, liebe Simmentaler, aber auch liebe Kolleginnen und Kollegen hier, gebe ich meinen Namen nicht her.

Heute Morgen, als ich unterwegs war, war ich sehr motiviert und wollte über Geburt sprechen. Jetzt kann ich das nicht, jetzt ziehe ich den Vorstoss zurück. Auch wenn das Lämpchen blinkt, muss ich noch rasch etwas sagen. Es wurde eine Medienmitteilung veröffentlicht, die ich hier mit jeder Vehemenz zurückweise. Diese Medienmitteilung hat diesem Geschäft... (*La présidente coupe le micro.*)

La présidente. Nous avons pris connaissance que vous retiriez cette motion. On continue avec l'affaire 23. Ici aussi, j'ai une information à vous donner. Motion de M. Schnegg, Pour une gestion efficace des soins préhospitaliers. (*Agitation dans la salle, la présidente agite sa cloche, puis interrompt brièvement la séance*) – Il y a eu une motion d'ordre, demandant que M. Studer ait la possibilité de finir son plaidoyer. Est-ce que quelqu'un est contre cette motion d'ordre? – C'est-à-dire pour qu'il puisse finir d'expliquer pourquoi il retire sa motion. Il retire sa motion, parce qu'il y a eu dans la presse des faits qui se sont avérés faux. – C'est à vous Monsieur.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Vielen Dank für Ihren Einsatz, dass ich zu Ende sprechen kann. Es dauert nicht lange. Diese Medienmitteilung, die heute veröffentlicht wurde, hat mich dazu bewogen, diese Motion zurückzuziehen.

⁷ Voir Gerber, A. & Rossi, R. (2010). Neonatologische Versorgung – Fallzahlenregelung. Monatsschrift Kinderheilkunde, 158(4), 356-363.

Denn darin stehen Dinge, die ich so nicht stehen lassen kann und zurückweisen will. Der Fraktionspräsident der SVP und ich als Fraktions-Vizepräsident haben gestern noch lange über dieses Geschäft gesprochen. Wir versuchten, mit den Initianten der Spitalstandortinitiative zu diskutieren und nach Lösungen zu suchen. Heute Morgen musste ich dann in der Medienmitteilung lesen, GSoK-Mitglieder hätten undemokratisch versucht, den Initianten das Volksrecht zu nehmen und sie zum Rückzug der Initiative zu bewegen. Das war überhaupt nicht so. Wir sprachen darüber und wollten herausfinden, ob sie überhaupt bereit sind, auch noch einmal darüber zu diskutieren. Denn so hätte sich eine Chance ergeben können, auch für das Spital Zweisimmen, denn das habe ich hier im Ratssaal gespürt. Jetzt ist diese Chance nicht da. Als Politiker will ich die Unwahrheiten so nicht stehen lassen. Wir haben nicht als GSoK-Mitglied gearbeitet, das möchte ich Ihnen allen hier sagen. Ich will in der GSoK nicht so hingestellt werden, als ob ich diese Kommission missbrauche. Ich sage das hier, damit das auch für das Präsidium klar ist.

Die Motion ist also zurückgezogen. Ich habe es bereits gesagt: Das Geschäft ist noch nicht reif. Wir haben also nochmals eine Chance, vielleicht ein bisschen cleverer und auch etwas konzentrierter darüber zu diskutieren, ob allenfalls in Zweisimmen doch noch etwas möglich wäre. Aber im Moment bin ich emotional auch etwas aufgebracht und muss mich zuerst einmal ein bisschen beruhigen. Vielen Dank für die Möglichkeit, nochmals sprechen zu dürfen.

La présidente. J'aimerais quand même aussi donner mon avis. Vous êtes d'accord que nous avons dans un règlement trois minutes quand quelqu'un veut retirer une motion. Donc c'est à moi, en tant que présidente, de dire à trois minutes quinze, que c'est fini, même si c'est un collègue, un très bon collègue, encore de mon parti. Je suis contente que vous ayez réagi. Ici au plénum, au parlement, nous avons un règlement, et à chaque instant, ma tâche est de travailler avec le règlement, et à vous d'intervenir quand vous pensez qu'il faut faire une exception, merci.

Affaire 2014.RRGR.891

N° de l'intervention: 166-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 01.09.2014
 Déposée par: Schnegg (Champoz, UDC)
 (porte-parole)
 Bhend (Steffisbourg, PS)
 Cosignataires: 5
 N° d'ACE: 149/2015 du 11 février 2015
 Direction: SAP

Pour une gestion efficace des soins préhospitaliers (sauvetage)

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures permettant de gérer des contrats de prestations d'une durée d'au minimum quatre ans pour les soins préhospitaliers (sauvetage). Seuls les services au bénéfice d'un contrat signé reçoivent les montants prévus.

Développement

Les soins préhospitaliers font actuellement l'objet de contrats de prestations signés (ou qui devraient être signés) pour une durée d'une année seulement.

Cette durée ne permet pas à ces services de soins préhospitaliers d'être gérés d'une manière optimale. Ils doivent faire face à des investissements très lourds (plusieurs centaines de milliers de francs) qui font l'objet d'amortissements sur plusieurs années.

Aujourd'hui, le système de contrat annuel ne permet justement pas de faire des prévisions à moyen terme. Cette solution oblige ces services de soins préhospitaliers à travailler dans l'incertitude. Ils prennent des décisions d'investissement sans pouvoir prévoir s'ils seront en mesure de les amortir ou non.

La gestion du personnel est également très difficile au vu de la durée de ces contrats avec le canton. Sachant que des efforts considérables doivent être effectués en termes de recrutement et de formation, il est important de pouvoir le faire avec une visibilité à moyen – long terme.

Avec une durée d'au minimum quatre années, ces services pourraient travailler sur la base d'un business plan à moyen terme et de cette manière investir avec beaucoup plus de soin les fonds à disposition. Cela permettrait sans aucun doute d'améliorer la gestion de ces services, de les rendre plus efficaces et d'en augmenter la qualité.

De plus, il est important que seuls les services ayant accepté de signer ces contrats puissent être rétribués. Il n'est pas acceptable que certains services puissent être rétribués sans être au bénéfice d'un contrat dûment accepté et signé. Il faut également relever qu'un passage de un à quatre ans pour la durée de ces contrats réduirait d'un facteur important l'effort administratif tant pour ces services que pour l'administration cantonale.

Réponse du Conseil-exécutif

Des contrats de prestations pluriannuels contreviendraient à la règle de la définition annuelle du budget. Sous le régime de l'ancienne loi sur les soins hospitaliers, il n'a jamais été possible d'en conclure, les fournisseurs n'étant pas prêts à signer des contrats dans lesquels les prestations étaient définies mais pas la rétribution, certains avançant qu'une durée de quatre ans ne leur permettait pas de garantir leur planification.

Il n'est pas possible de cesser le versement des mensualités, car les services de sauvetage sont tenus d'être au service de la population durant l'année entière. Comme le canton est responsable de la fourniture des soins préhospitaliers, il paraît approprié de garantir la disponibilité et l'exploitation des services de sauvetage par une rétribution sous forme de mensualités, même en l'absence de contrat de prestations.

Si le canton ne réussit pas à s'entendre avec les services de sauvetage, il peut édicter des décisions pour garantir la fourniture des prestations. Ces dernières ainsi que la rémunération seraient certes définies, mais il paraît plus que probable que les décisions feraient l'objet de recours, la SAP et les services de sauvetage n'étant pas d'accord sur la rétribution essentiellement.

Vu ce qui précède, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Donc, maintenant, nous passons à l'affaire 23. J'ai aussi une information sur cette motion de M. Schnegg. Pour une gestion efficace des soins préhospitaliers. Dans le texte de cette motion, la proposition est la suivante: «Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures permettant de gérer des contrats de prestations d'une durée d'au minimum quatre ans pour les soins préhospitaliers (sauvetage). Seuls les services au bénéfice d'un contrat signé reçoivent les montants prévus.» M. le motionnaire avait déposé cette motion avec deux points. Le premier point part de «Le Conseil-exécutif» jusqu'à «sauvetage». Le deuxième point serait «Seuls les services au bénéfice d'un contrat signé reçoivent les montants prévus.» Cette motion a été déposée avec deux points et nous la recevons avec seulement un point. Donc, le motionnaire a le droit de faire de cette motion deux points. De toute manière, il aurait eu le droit, mais il y a aussi eu un problème avec la traduction au départ. M. le motionnaire, vous avez la parole, et nous parlons ici de deux points. Avant que vous ne commenciez: Wir haben heute eine Delegation mit Mitgliedern von lokalen und regionalen Behörden aus der Mongolei zu Besuch. Es handelt sich um eine wöchige Studienreise in der Schweiz im Rahmen eines DEZA-Programms zur Unterstützung der Dezentralisierung in der Mongolei. Dabei besuchen sie die Gemeinde Köniz und den Grossrat in Bern. Darunter befinden sich unter anderem Präsidenten und Sekretäre von regionalen Parlamenten, vergleichbar mit dem Grossen Rat des Kantons Bern. Ich heisse diese Delegation willkommen. Ich hoffe, Sie haben heute bei uns einen interessanten Tag und wünsche Ihnen alles Gute. (*Applaudissements.*)

Monsieur c'est à vous

Pierre-Alain Schnegg, Champoz (UDC). Tout d'abord, j'aimerais m'excuser auprès de vous pour la gestion relativement chaotique de cette motion au sein de vos différents groupes, suite aux problèmes que notre présidente a mentionnés. Il est bien clair que nous la traiterons en deux points. Les services de sauvetage représentent un des maillons très importants dans notre système de santé. De pouvoir compter sur des prestations de qualité, disponibles dans des temps très courts, permet bien souvent de sauver des vies. Il n'est pour ces services pas question d'améliorer le confort de quelques personnes, mais bien de tout mettre en œuvre pour préserver la vie de citoyennes et citoyens devant faire face à une situation d'urgence. Les contraintes imposées à ces services sont de plus en plus lourdes et complexes. Certaines permettent toutefois d'améliorer la prise en charge des blessés. Si aujourd'hui le canton demande de pouvoir intervenir en trente minutes dans quatre-vingt pour cent des cas, de nouvelles normes sont d'ores et déjà mentionnées, et parleraient de pouvoir couvrir nonante pour cent des cas en quinze minutes, soit un nouveau palier très important qui ne se fera pas sans douleur. Dans la motion déposée conjointement avec mon collègue Patric Bhend, nous demandons au gouvernement de modifier les

contrats annuels actuels en contrats d'une durée d'au minimum quatre ans, de manière à offrir à ces services et institutions un minimum de visibilité pour leur permettre de mettre en place des programmes de formation, d'amélioration continue et d'investissements, coordonnés et efficaces, ce qu'aucun acteur économique ne pourra contester. En effet, comment prévoir des programmes à moyen et long terme en ayant une visibilité d'une année? C'est tout simplement impossible, voire suicidaire. De plus, il semblerait de bon sens de pouvoir consacrer un maximum de temps aux activités de sauvetage plutôt qu'à la négociation annuelle d'un nouveau contrat. Inutile de préciser que cela permettrait également à la SAP d'économiser du temps précieux pour ses propres ressources.

Dans sa réponse, le Conseil-exécutif mentionne que les contraintes pluriannuelles contreviendraient à la règle de la définition annuelle du budget. Mais alors, que penser de l'article 21 de la LEAC qui stipule que les contrats de prestations sont conclus en règle générale pour une durée de quatre ans? Vous comprendrez donc mon étonnement. Y aurait-il deux poids, deux mesures? Ou aurions-nous à ce point perdu les sens des priorités pour estimer qu'offrir une visibilité de quatre ans aux institutions culturelles était bien plus important que de le faire pour les services de sauvetage de ce canton? Sans remettre en question l'excellente solution trouvée pour les institutions culturelles, bien au contraire, il me semble tout à fait possible et non dommageable de le faire également pour les services de sauvetage. Quant à la deuxième question de cette motion, elle était de ne payer que les institutions au bénéfice d'un contrat. Cette question dérange plusieurs d'entre vous. Il nous semblait toutefois normal que le canton paie des prestations uniquement à des institutions ayant un contrat dûment signé. Aujourd'hui, nous savons donc tous que cette rigueur de bonne gestion n'est pas le cas dans la problématique qui nous occupe, et nous ne pouvons que le regretter. Les services de sauvetage sont bien trop importants pour que nous puissions les traiter avec moins d'égards qu'un centre culturel. Donnez-leur les moyens de pouvoir continuer de faire un travail de haute qualité pour le bien de toute la population de notre canton, et avec un maximum d'efficacité. C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir accepter le point 1 de cette motion et je transforme le point 2 en postulat. D'ores et déjà, merci de votre compréhension.

La présidente. J'attends des intervenants des groupes. Mme Lüthi pour le PS-PSA, c'est à vous.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Wir waren alle etwas überfordert, weil gesagt wurde, das Ganze werde zurückgezogen und könne nicht in zwei Teile aufgeteilt werden. Deshalb müssen wir jetzt hier ein bisschen spontan reagieren. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt eine Motion ab, aber unterstützt Ziffer 2 als Postulat, so wie es jetzt vorgeschlagen wird. Wir verstehen es, wenn sich die Leistungserbringer eine gewisse Planungssicherheit wünschen, dies vor allem, wenn ihre Leistungen, die sie für den Kanton erbringen, mit grösseren Investitionen verbunden sind, die längerfristig rentieren müssen. Das trifft übrigens aber auch auf andere Organisationen und Institutionen zu. Wir haben ebenfalls nicht viel Verständnis dafür, wenn gewisse Ret-

tungsdienstorganisationen zwar vom Kanton Geld wollen, gleichzeitig aber nicht bereit sind Leistungsverträge zu unterschreiben. Gleichzeitig scheint es aber auch nicht möglich zu sein, auf Ratenzahlungen an die Rettungsdienste zu verzichten, wenn keine Leistungsverträge bestehen, da der Kanton Bern die Versorgungssicherheit für die Bevölkerung garantieren muss. Der Kanton steht hier also in einem gewissen Abhängigkeitsverhältnis von Dritten, was staatspolitisch wirklich nicht schön ist. Mit einem Postulat könnte der Regierungsrat prüfen, wie dieses Dilemma behoben werden könnte. Einerseits geht es darum, Planungssicherheit für die Leistungserbringer zu erreichen, andererseits aber auch die finanzielle und versorgungstechnische Steuerungshoheit durch den Kanton. Wie bereits gesagt: Wir unterstützen Ziffer 2 als Postulat und lehnen Ziffer 1 ab.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Ich möchte mit Ihnen eine kurze Zeitreise durch das Rettungswesen machen. Erste frühstrukturelle Ansätze des Rettungswesens waren schon in der Ära Napoleon bekannt. Zunächst mussten die Personen, die für die Versorgung der Verletzten zuständig waren, gefunden werden. Sie zogen mit in die Schlacht und man musste sich auf ihre Fähigkeiten verlassen: Frisöre und Barbieri bildeten den Rettungsdienst. Sie waren praktisch die einzigen, die sich mit der Anatomie des Menschen beschäftigten. Während den Kämpfen blieben sie aber in sicherer Entfernung. Als die ersten Personen verletzt wurden, zogen sie mit Holzkarren auf das Schlachtfeld und transportierten die Verwundeten ab. Als ich vor 37 Jahren im Spital meine Berufskarriere begann, waren die einzelnen Spitäler mit Ambulanzen ausgerüstet. Diese lagen in den Händen des Gärtners und des Technischen Dienstes. In einzelnen Fällen war auch eine Krankenschwester oder ein Pfleger dabei. Bei einem Notfall rückte der Gärtner aus und nahm noch jemanden mit, oder der Mann vom Technischen Dienst. Die Ambulanzen waren mit dem Nötigsten ausgerüstet, das heisst mit einem Sauerstoffgerät und mit einem Paar Handschuhen, die man auswechseln konnte. Man war also weit weg vom heutigen Standard mit Medikamenten, Infusionen, Defibrillator und professionell ausgebildeten Rettungssanitäterinnen und Rettungssanitätern, die auch von Ärzten begleitet werden. Das ganze Rettungswesen in der Schweiz verfügt heute über einen hochprofessionellen Standard.

Im letzten Jahrzehnt hat sich die medizinische Erstversorgung der bodengebundenen Schweizer Rettungsdienste kontinuierlich verbessert. Dazu hat die Entwicklung des Ausbildungssystems der Rettungsberufe wesentlich beigetragen. Innerhalb von 35 Jahren hat sich der Beruf des Rettungssanitäters zu einer Profession mit zwei Ausbildungsabschlüssen herausgebildet. Der Interverband für Rettungswesen IVR diplomierte am 19. September 1977 die ersten 18 Rettungssanitäter. 1984 legte der IVR die Richtlinien zur Ausbildung und für den Einsatz der Rettungssanitäter fest. Die Ausbildung erstreckte sich auf drei Jahre und umfasste 400 Theoriestunden. Bis zum Jahr 2000 wurden ungefähr 1300 Rettungssanitäter nach IVR-Richtlinien ausgebildet. 1998 übernahm das Schweizerische Rote Kreuz die Regelung der Ausbildung von medizintechnischen Berufen, sprich Rettungssanitätern. Die Ausbildung wurde neu strukturiert, der Theorieanteil wesentlich ausgebaut und

damit an das Ausbildungssystem der anderen nicht-ärztlichen Gesundheitsberufe angepasst. Die Rettungsfahrzeuge inklusive Material befinden sich heute auf dem neuesten Stand. Sie müssen immer wieder überprüft und gewartet werden, und es müssen Neuanschaffungen gemacht werden. Das ganze Rettungswesen wurde zu einem hochprofessionellen Unternehmen. Wir alle wissen, dass es für eine fortschrittliche, zukunftsgerichtete Institution eine Planung und auch eine Planungssicherheit braucht. Mit einer jährlichen Budgetplanung kann schlicht nicht zukunftsorientiert geplant und organisiert werden. Deshalb sieht die BDP-Fraktion die Notwendigkeit dieser Motion und unterstützt sie grossmehrheitlich. Wir sind sehr froh, dass der Motionär Ziffer 2 zurückgezogen hat, weil wir dieser nicht zustimmen könnten.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Die Antwort der Regierung auf die Motion Studer, die zurückgezogen worden ist, ist sehr gut, das habe ich der GEF bereits zurückgemeldet. Die Antwort zur vorliegenden Motion ist sehr kurz und nicht sehr differenziert, dies auch in der Argumentation, und man merkt, dass zwischen dem Kanton als Auftraggeber und den einzelnen Player nicht alles zum Guten steht und dass sie Zoff haben.

Das Anliegen ist im Grunde logisch. Aber unserer Fraktion ist nicht klar, warum man nicht diejenige Variante gewählt hat, welche die Institutionen im Suchtbereich bereits alle gewählt haben, nämlich die Vierjahres-Rahmenleistungsverträge mit zusätzlichen Jahresverträgen für die Finanzierung. Diese geben eine planerische Sicherheit und klammern die Ausgaben nicht von den Budgetdiskussionen aus. Das ist der Grund, warum wir zu dieser Motion eine so grosse Ambivalenz haben und wir wären froh, wenn sie als Postulat überwiesen würde. Es kann ja nicht sein, dass wir mit Vierjahresverträgen die Summe, die wir pro Jahr überhaupt noch für Sparmassnahmen zur Verfügung haben, immer mehr nur auf einzelne Bereiche verteilen. Diese setzen wir damit immer mehr unter Druck und andere Player sind für vier Jahre ausserhalb der Diskussion. Das ist unser Hauptargument: Unsere Fraktion macht also hier aus rein finanzpolitischen Gründen nicht mit, damit die in jedem Jahr im Budget zur Diskussion stehende Masse nicht nochmals geschmälert wird.

Aber es ist allen klar: Hier besteht Handlungsbedarf und es müssen sich beide Player verbindlich finden bei einem Auftrag, bei dem man nicht einfach sagen kann, der Kanton kann ihn ausführen oder auch nicht. Und es ist auf Dauer schlecht, mit Verfügungen zu arbeiten, wenn man in diesem Spiel motivierte Player will. Von daher ist es unschön und wir wären froh, wir könnten diese Motion als Postulat überweisen. Ziffer 1 werden wir also, wenn der Motionär nicht wandelt, als Motion nicht annehmen. Ziffer 2, die er in ein Postulat wandeln wird, werden wir dagegen unterstützen, und zwar mit dem Gedanken, dass die GEF mit ihren Playern unabhängig von einer Grossratsmotion wirklich endlich zu einer verbindlichen und besseren Zusammenarbeit gelangt.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). In der grünen Fraktion gibt es beide Haltungen: Die einen haben ein gewisses Verständnis für den Motionär und seine Anliegen.

Dieser Teil der Fraktion, der die Motion unterstützen könnte, versteht es auch, dass man mit längerfristigen, also mit vierjährigen Leistungsverträgen sicher auch gewisse Möglichkeiten hat, effizienter zu werden, voraus zu planen, vielleicht sogar etwas günstiger zu werden und Synergien zu nutzen. Es gibt aber in der Fraktion auch einen Teil, der der Regierung und ihrer Argumentation folgt. Er will das bisherige Vorgehen beibehalten, damit wir immer wieder laufend budgetieren können.

Die Aussage in der Antwort der Regierung, wonach es nicht möglich war, mit einzelnen Leistungserbringern verbindliche Verträge zu machen, hat zu Irritation geführt. Wir halten das für eine Schwierigkeit, und wir hoffen, sie kann gelöst werden. Von daher wäre ein Postulat vielleicht sinnvoll, um das alles genauer zu prüfen und anders aufzugleisen. Ein Postulat würde in der Fraktion auch einige Stimmen erhalten, damit geprüft werden kann, wie das Problem gelöst werden kann.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Die EVP-Fraktion versteht das Anliegen der Motionäre. Sie möchten die Planungssicherheit für die Rettungsdienste herstellen oder erhöhen. Ein Jahr ist wahrlich keine lange Zeit, um mittel- oder längerfristiges Planen, Investieren, Abschreiben oder auch personelles Rekrutieren zu erlauben. Das ist aber eine theoretische Überlegung. Theoretisch in dem Sinn, dass die Rettungsdienste ja nicht von einem Tag auf den anderen, beziehungsweise von einem Jahr aufs andere in einer Region eingestellt oder einer neuen Organisation übertragen werden könnten. Nein, der Rettungsdienst muss für den ganzen Kanton und jederzeit gewährleistet sein und somit bedeutet das faktisch auch ohne genaue Höhe der Abgeltung während vier Jahren eine längere und grössere Planungssicherheit als klassische Einjahresverträge suggerieren könnten. Die EVP-Fraktion lehnt Ziffer 1 dieser Motion ab. Sie könnte sich aber teilweise für Ziffer 2 als Postulat erwärmen, weil es nicht ganz klar ist, wer am längeren Hebel sitzt – wenn ich das einmal so salopp sagen darf. Ob sich die dargelegte Situation jedoch mittels Postulat ändern lässt, sei dahingestellt. Die EVP-Fraktion wünscht sich im Grunde, dass auf beiden Seiten die Bereitschaft besteht, hier eine Einigung ohne Verfügung oder Beschwerde zu erreichen.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Die FDP unterstützt Ziffer 1 als Motion und Ziffer 2 als Postulat. Es muss das Ziel sein, Vierjahres-Leistungsvereinbarungen zu erreichen. Es ist klar, dass dazu von beiden Seiten Verhandlungen unerlässlich sind. Wenn aber Vierjahres-Leistungsvereinbarungen bestehen, heisst das nicht, dass nicht auch zusätzlich Jahresvereinbarungen bestehen, insbesondere in Zusammenhang mit dem Budget. Ziel muss es also sein, so viel von den Leistungsvereinbarungen wie möglich in einen Vierjahresvertrag aufzunehmen und dort, wo Handlungsspielraum nötig ist, insbesondere im Bereich der Finanzen, Jahresvereinbarungen zu schaffen. Diese Möglichkeit kennen wir auch in anderen Gebieten. Dieser Handlungsspielraum ist nötig, denn die Unternehmen brauchen die Sicherheit, um zumindest diejenigen Dinge, die klar sind, mit dem Kanton regeln zu können, und längerfristig zu wissen, wo es langgeht. Persönlich bin ich aber nicht überzeugt, dass das

Rettungswesen bei uns ideal aufgestellt ist, und ich frage mich, ob es richtig ist, wie es an den Spitälern angehängt ist. Hier erwarte ich, dass das anders laufen wird, auch wenn wir auf das Ziel, Vierjahresverträge zu vereinbaren, zugehen.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Weil ich vorhin etwas länger sprechen durfte mache ich es jetzt sehr kurz: Die SVP-Fraktion unterstützt Ziffer 1 als Motion und Ziffer 2 als Postulat. Die Planungssicherheit im Rettungswesen ist ein ganz wichtiger Punkt und Leistungsverträge sollten für die Planungssicherheit auf vier Jahre gemacht werden. Wir waren etwas erstaunt, dass das heute noch nicht so ist. In diesem Sinn unterstützen wir Pierre Alain Schnegg bei seinem Vorschlag.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Neue Legislatur – neue Ideen, oder: Man hat vergessen, was man vorher beschlossen hat, geschätzte Grossrätinnen und Grossräte. 2005 erarbeiteten wir ein Spitalversorgungsgesetz, das Leistungsverträge auf vier Jahre vorsah. Die Arbeit mit den Leistungserbringern war aber nicht einfach, und es war nicht möglich, diese Verträge abzuschliessen. In der Kommission, die das Spitalversorgungsgesetz überarbeitete, wurde dieses Thema diskutiert, und es wurde erwähnt, dass diese Vierjahresverträge nicht mehr sinnvoll seien, weil sie nicht brauchbar wären. Und jetzt sagen die verschiedenen Fraktionen des Grossen Rates, doch, wir brauchen Vierjahresverträge. Mir ist das egal. Die Antwort des Regierungsrats ist kurz ausgefallen, weil die Vorgeschichte lang war, einmal entschied man sich dafür, dann wieder dagegen und jetzt wieder dafür – es ist mir egal. Wenn es für die Planungssicherheit wichtig ist, kann man das einführen. Die Frage, warum man damals die Verträge mit den Leistungserbringern nicht abschliessen konnte, müssen Sie den ehemaligen Kollegen, die jetzt nicht mehr im Rat sitzen, stellen. Es war ihr Begehren, sich einmal dafür und dann wieder dagegen zu entscheiden. Ein Argument war, dass es günstiger sei, wenn man jedes Jahr Korrekturen vornehmen kann – okay. Herr Schnegg, wenn Sie Ihre Motion aufrechterhalten wollen, habe ich damit kein Problem. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab, weil das im Spitalversorgungsgesetz anders beschlossen wurde, aber die Welt verändert sich ja in jedem Jahr wieder.

Pierre-Alain Schnegg, Champoz (UDC). Encore une fois, je regrette les aller-retour générés par un petit problème administratif. Comme nous avons pu l'entendre, les services de sauvetage ont subi de profondes mutations, et cela va continuer. Il est donc important que nous puissions offrir des bases solides à ces institutions pour qu'elles puissent effectuer leurs tâches avec toute la qualité requise. L'affirmation qu'il y a une sécurité de planification n'est hélas pas une garantie de facto. Le contrat ne mentionne pas que des francs, mais également des règles à respecter et des prestations à fournir. C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir offrir aux services de sauvetage ce que la culture a su offrir à ses partenaires, et je vous demande de soutenir le point 1 sous forme de motion et le point 2 sous forme de postulat.

La présidente. Il y a peut-être encore quelque chose qui n'est pas très clair, je vais vous le rappeler, c'est que les comotionnaires doivent s'inscrire en tant qu'intervenants à titre personnel. M. Bhend, vous avez encore la parole, mais c'est trois minutes, à vous.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich möchte nur noch auf den zweiten Punkt eingehen: Organisationen können sich nicht weigern, Leistungsverträge einzugehen. Wer Geld vom Kanton Bern will, muss bereit sein, das zu definieren. Deshalb bin ich sehr froh, wenn Sie bei Ziffer 2 die GEF mit einem Postulat unterstützen, damit klar ist: Wer zahlt bezieht. Und es ist nun einmal der Kanton Bern, also wir, die das Geld zur Verfügung stellen. Deshalb muss der Kanton Vorgaben machen können, welche Leistungen er damit einkauft. Ich bin froh, wenn es hier einen Schritt vorwärts geht, wenn das Postulat überwiesen wird.

La présidente. Nous passons au vote. Je rappelle que nous avons deux points de cette motion, Pour une gestion efficace des soins préhospitaliers. Le premier point en tant que motion et le deuxième point en tant que postulat. Donc, nous passons au vote du premier point. Ceux qui acceptent le premier point en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	104
Non	39
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté ce premier point. Nous passons au point 2 en tant que postulat. Ceux qui acceptent ce point 2 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	131
Non	10
Abstentions	2

La présidente. Vous avez également accepté ce point 2 en tant que postulat. Je ne commence pas l'affaire 24, je clos ici la séance, mais soyez s'il vous plaît à l'heure après avoir mangé. Merci et bon appétit.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 40.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Dorothea Richner (d)



Mercredi 18 mars 2015, 13 heures 30 – 16 heures 30

Quatrième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 155 députés. Excusés : Bauen Antonio, Brunner Ursula E., Daetwyler Francis, Hamdaoui Mohamed, Schmidhauser Corinne

Affaire 2014.RRGR.1203

N° de l'intervention: 264-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 24.11.2014
 Déposée par: Müller (Orvin, UDC) (porte-parole)
 Grivel (Biel/Bienne, PLR)
 Cosignataires: 26
 Urgence: accordée le 22.01.2015
 N° d'ACE: 218/2015 du 25 février 2015
 Direction: SAP

Allocation des fonds de la compensation des charges dans les communes

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier le cadre légal afin que les communes dépensent conformément à leur affectation les fonds qui leur sont versés dans le cadre de la compensation des charges.

Développement

Depuis 2013, le canton soutient les communes dans le financement des services sociaux en leur versant des forfaits destinés au personnel administratif et aux cadres. En revanche, il n'y a aucun mécanisme de contrôle qui permette d'établir si les communes allouent bien ces forfaits, qui sont couverts à 50 pour cent avec les fonds de la compensation des charges, conformément à leur destination première.

Selon des recherches menées par le Bieler Tagblatt (27.9.2014), la Direction des affaires sociales de Bienne n'a jamais reçu ces forfaits qui auraient pu alléger les charges des services sociaux ou permettre de renforcer l'administration et les prestations des services sociaux. Concrètement, s'il est vrai que le canton a versé à la ville de Bienne approximativement 1,5 million de francs pour le financement de postes importants, afin de lui permettre de compléter ses ressources en personnel, l'exécutif de la ville a dépensé cet argent non pas dans le domaine social, mais à d'autres fins. Dans le Bieler Tagblatt du 27.9.2014, on lit ceci : « Déjà l'an dernier, il était prévu de réorganiser les services sociaux. L'intention était de mettre sur pied ce qu'il est convenu d'appeler des équipes inscriptions pour de premières clarifications, chaque équipe étant conduite par une personne responsable. Selon Madame Regula Unteregger, cheffe de l'Office cantonal des affaires sociales, l'argent versé pouvait

précisément servir à de tels projets. Mais comme le conseil municipal de Bienne n'a pas autorisé la création de ces postes, la réorganisation a été stoppée [trad.] ».

L'utilisation de fonds de la compensation des charges à d'autres fins que leur destination première semble être une pratique courante dans les communes. Les communes ignorent ainsi l'intention du canton de soutenir le domaine social.

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire charge le Conseil-exécutif de modifier le cadre légal afin que les communes dépensent conformément à leur affectation les fonds qui leur sont versés dans le cadre de la compensation des charges.

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) étudie déjà les adaptations nécessaires dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur l'aide sociale (OASoc), cela avec le concours de la Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte ainsi que de l'Association des communes bernoises.

Conformément à l'article 80, lettres b et c de la loi sur l'aide sociale (LASoc), les frais de traitement et de perfectionnement du personnel spécialisé et du personnel administratif employé par les services sociaux, ainsi qu'une part du travail de direction, peuvent être imputés à la compensation des charges de l'aide sociale. Le coût est ainsi assumé solidairement par le canton et les communes. Bien qu'il ait fait ses preuves, ce régime de financement requiert d'être mis à jour, d'autant que sa complexité s'est encore accrue suite à l'introduction du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. Une révision de l'OASoc est suffisante pour faire ces adaptations.

Le canton verse à tous les services sociaux un forfait par poste à plein temps de personnel spécialisé ou administratif qui dépend du nombre de cas traités. Les communes disposent d'une certaine marge de manœuvre, selon leur système salarial ou la structure d'âge de leur personnel. Beaucoup utilisent cette latitude pour doter le service social de ressources supplémentaires, certaines à d'autres fins.

Le Conseil-exécutif estime comme le motionnaire, dont il partage le but, que ce régime est à corriger pour faire face à la problématique évoquée. Diverses possibilités sont envisageables, à examiner selon le coût de la mise en œuvre (forfait avec remboursement, plafond avec décompte salarial effectif ou autre). Il convient de les coordonner avec les autres ajustements requis en ce qui concerne les frais de traitement, qui ne nécessitent pas une adaptation de la loi.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

Mathias Müller, Orvin (UDC). Heute Morgen wurde mir gesagt, ich hätte ein etwas abstruses Staatsverständnis. Ich hoffe, dass ich mit dem nächsten Vorstoss im Rat trotzdem durchdringe, und zwar auch auf der Fensterseite. Hier geht es weder um das Staatsverständnis noch um irgendwelche parteipolitischen Ideologien, sondern um Redlichkeit. Es geht um den Lastenausgleich, insbesondere um die Pauschalen, mit denen der Kanton den Gemeinden unter die

Arme greift. Meine Motion hat zum Ziel, dass diese Pauschale von den Gemeinden entsprechend der Absicht des Kantons eingesetzt wird. Das heisst, die Gemeinden sollen sie nicht mehr zweckentfremdet verwenden können. Der Kanton finanziert mittels Pauschalen die Stellen von Fachkräften in den Sozialdiensten. Das wird kontrolliert. Werden diese Stellen in den Gemeinden nicht geschaffen, fliesst auch kein Geld. Das ist logisch und absolut nachvollziehbar. Seit 2013 finanziert der Kanton mittels Pauschalen auch Stellen für Leitungs- und Administrationspersonal in den Sozialdiensten mit. Auch das ist nachvollziehbar und logisch. Weder logisch noch nachvollziehbar ist jedoch die Tatsache, dass da die Kontrollen fehlen. Das bedeutet, dass das Geld auch fliesst, wenn die Gemeinden diese Stellen nicht schaffen. Das ist unter anderem in der Stadt Biel passiert. Dort wurde gemäss Recherchen des «Bieler Tagblatts» Geld für dreizehn Stellen kassiert: Die 1,5 Mio. Franken flossen in die Stadtkasse, die entsprechenden Stellen wurden jedoch durch die Stadt Biel nie geschaffen. Aus der Antwort des Regierungsrats geht hervor, dass dies kein Einzelfall war. Vielmehr soll das auch in anderen Gemeinden gang und gäbe sein. Meines Erachtens kann und darf es nicht sein, dass der Kanton die Gemeinden in bester Absicht finanziell unterstützt, dass sich indessen die Gemeinden nicht an diese Absicht halten oder sich sogar darum foutieren. Wie gesagt, hat das weder mit Ideologie noch mit Parteipolitik zu tun, sondern mit Redlichkeit und Fairness gegenüber dem Kanton und den Bürgern, die diese Pauschalen mit ihren Steuergeldern mitfinanzieren. In dem Sinn hoffe ich, dass der Rat diese Motion unterstützen kann.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD). Der Text gemäss Motion verlangt von der Regierung, die Gesetzesgrundlage dahingehend zu ändern, «dass die Gemeinden die finanziellen Mittel aus dem kantonalen Lastenausgleich zweckgebunden einsetzen müssen». In der Begründung erkennen wir jedoch, dass es in diesem Vorstoss eigentlich nur um die Gelder geht, welche die Sozialdienste im Rahmen der Finanzierung des Sozialdienstpersonals erhalten. Wenn wir davon ausgehen, dass nicht die Begründung, sondern der Motionstext ausschlaggebend ist, versteht die BDP den Vorstoss so, dass alle Gelder aus dem Lastenausgleich, welche die Gemeinden erhalten, zweckgebunden zu verwenden sind. Ist eine solche Regelung richtig, möglich und nötig? Ist sie mit einem vertretbaren Kontrollaufwand überprüfbar? Und: Wo bleibt letztlich der Handlungsspielraum der Gemeinden? – Und die Gemeinden haben Handlungsspielraum; sie sind in dieser Frage autonom. Wir wissen es alle: Der Motionstext allein ist massgebend, nicht die Begründung. Zudem ist in diesem Text auch nur von den Gemeinden die Rede. Sehr viele Gemeinden haben den Sozialdienst jedoch in einer anderen Form geregelt. Mir fällt an dieser Stelle der Gemeindeverband ein. Die BDP hat den Eindruck gewonnen, diese Motion stehe in einem sehr engen Zusammenhang mit den Problemen der Stadt Biel, des Sozialdiensts Biel und des Personalbereichs von Stadt und Sozialdienst Biel. Die Presse hat viel darüber berichtet. Die Umsetzung dieser Forderung ist aus Sicht der BDP überhaupt nicht zielführend. Dabei stützen wir uns genau auf den Text der Motion. Deshalb lehnen wir diese Motion einstimmig ab. Das Postulat könnten einige wenige unter-

stützen, aber nur im Hinblick auf die Information der Regierung, dass im Rahmen der Gesamtkonzeption der Revision des Sozialhilfegesetzes per 2017 diese Thematik bereits aufgegriffen wurde. Die Mehrheit lehnt aber auch das Postulat ab, und zwar, weil der Motionstext etwas anderes fordert, als wir in der Begründung vernommen haben.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Die EVP unterstützt bei diesem Anliegen die Stossrichtung der Motionäre und hat sie so verstanden, wie es in der Begründung steht. Beim Nachfragen haben wir ebenfalls festgestellt, dass es tatsächlich Gemeinden gibt, in denen es schwierig ist, vom Finanzverwalter das Geld aus dem Lastenausgleich, das für die Administration, aber vor allem auch für die Weiterbildung der Angestellten im Sozialdienst gedacht ist, zu erhalten. Bei kleineren Gemeinden oder eben bei regionalen Sozialdiensten ist das Problem weniger gross. Problematischer, zu diesem zweckgebundenen Geld zu kommen, kann es aber in grösseren Gemeinden sein. So haben wir es jedenfalls von Fachpersonen erfahren. Wir sind wie der Regierungsrat der Meinung, dass es hier eine Korrektur braucht. Wir denken zudem, dass man diese ganze Geschichte auch gleich für die Ausgestaltung der Forderung bei der Revision des Sozialhilfegesetzes betrachten muss. Es kann aber gut sein, dass der Regierungsrat zum Schluss kommt, es sei dafür keine Gesetzesänderung notwendig, sondern man könne dieses Anliegen auf Verordnungsstufe neu regeln. Deshalb und auch, weil der Motionstext etwas verwirrend ist, unterstützt die EVP die Forderung höchstens als Postulat.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Als Departementsvorsteherin Soziales möchte ich dem Motionär ganz klar widersprechen: Unsere Gemeinde, Wohlen bei Bern, verwendet diese Gelder ausschliesslich für den Sozialdienst. Immerhin hat er in seiner Motion unterstellt, dass die Pauschalen für Administrativ- und Leitungspersonal zweckentfremdet werden. Ich bezweifle, dass diese Behauptung überhaupt der Realität entspricht. Sozialarbeitende sollten von administrativen Arbeiten entlastet werden, damit sie sich auf ihre Kernaufgabe, die Beratung der Sozialhilfebeziehenden, konzentrieren können. Insofern sind die Pauschalen zu befürworten. Persönlich bin ich der Meinung, dass es dafür eigentlich keine Gesetzesänderung braucht. Eine Verordnung würde letztlich reichen. Wichtiger wäre mir, dass man klar definieren würde, welche Arbeitsgattungen überhaupt als Leitungs- oder administrative Arbeiten gelten, wenn man denn etwas ändert. Damit wäre dies für alle Sozialdienste klar. Die grüne Fraktion wird diese Motion nicht annehmen. Einige wenige würden ein Postulat unterstützen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Maria Iannino hat es vorhin gesagt: Es geht um Administrativpersonal, welches in manchen Gemeinden ein Problem bildet. Es kann durchaus sein, dass in Wohlen das Geld für den eigentlichen Zweck eingesetzt wird. Es gibt aber offensichtlich neben Biel auch andere Gemeinden, die das Geld für Zwecke einsetzen, für die es nicht gedacht ist. Klar ist, dass bei den Sozialarbeitenden kontrolliert wird, wofür das Geld eingesetzt wird, das man vom Kanton bekommt, beim Administrativpersonal hingegen offenbar nicht. Wenn es Ge-

meinden gibt, die sich nicht an den vorgesehenen Verwendungszweck dieser Mittel halten, muss man seitens des Kantons eingreifen. Es kann nicht sein, dass der Kanton mit der Giesskanne Geld verteilt und die Gemeinden damit nachher machen, was sie wollen. Nicht alle, aber es gibt solche Gemeinden. Der Regierungsrat scheint begriffen zu haben, wozu es bei dieser Motion geht. Ich verstehe nicht ganz, weshalb die BDP sie nicht unterstützen kann, denn die Motionsforderung ist relativ offen formuliert. Danach wird begründet, weshalb man sie stellt und was man mit dieser offenen Formulierung verlangt. Von daher ist dies klar. Allenfalls gibt es eine Gesetzesänderung, und man kann immer noch darüber diskutieren, in welche Richtung sie gehen soll. Aber die Begründung ist klar und gibt die Stossrichtung vor. Ich finde, man könne der Motion deshalb in der vorliegenden Form zustimmen, auch wenn der Motionstext wenige Details enthält. Die Regierung will den Vorstoss als Postulat annehmen. Die SVP unterstützt die Forderung von Mathias Müller als Motion. Für uns ist wirklich begründet, dass man etwas macht. Der Kanton muss aktiv werden. Es kann nicht sein, dass das Geld einfach für Zwecke verwendet wird, für die es nicht vorgesehen ist. Ich bitte den Rat im Namen der SVP-Fraktion, die Motion in der vorliegenden Form zu unterstützen.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich nehme es vorweg: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion toleriert Zweckentfremdung von kantonalen Geldern durch die Gemeinden überhaupt nicht. Deshalb ist sie bereit, den vorliegenden Vorstoss in der starken Form der Motion zu unterstützen. In der Begründung geht der Motionär zwar spezifisch auf die Thematik bei der Finanzierung der Sozialdienste ein. Der Regierungsrat beschränkt sich deshalb in seiner Antwort ausschliesslich auf dieses Gebiet und stellt mit Recht fest, dass genau in diesem Bereich eine Korrektur auf Verordnungsstufe möglich ist. Das ist richtig. Die SP unterstützt den Vorstoss jedoch in der Form einer Motion, weil im Motionstext alle Mittel aus dem Finanzausgleich einfließen. Die SP ist klar der Meinung, dass alle Gelder aus dem Finanzausgleich ihrem Zweck entsprechend verwendet werden müssen. Wenn dieses Ziel erreicht werden soll, reichen gemäss unserer Einschätzung die Anpassungen auf Verordnungsstufe nicht. Ich gebe ein Beispiel: In einer Gemeinde wurden Gelder aus dem Finanzausgleich, die eigentlich für die Jugendarbeit vorgesehen wären, im Bereich der Kultur eingesetzt. Natürlich sind dort die Grenzen manchmal etwas fließend. Aber effektiv wird das gemacht, und auch das ist nicht richtig. Die Gelder sollen für den Zweck eingesetzt werden, für den sie bestimmt sind. Auf Gemeindeebene habe ich zudem oft erfahren, dass Gelder viel lockerer sitzen, wenn man eben sagen kann, sie würden über den Lastenausgleich abgerechnet. Oft wurde ganz offen gesagt, man könne einer Sache gut zustimmen, das komme sowieso in den Lastenausgleich. Die SP erwartet deshalb, dass mit der Überweisung dieser Motion sämtliche Bereiche, die durch den Lastenausgleich finanziert werden, einbezogen werden.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Die glp-Fraktion ist in ihrer Haltung nicht einstimmig. Es gibt bis jetzt eine Mehrheit, die auch einer Motion zustimmen kann, da

der Motionstext in der Tat offen formuliert ist. Es gibt aber auch Fraktionsmitglieder – und zu denen gehöre ich –, die der Meinung sind, dies müsse auf Verordnungsstufe geregelt werden. Und andere wollen erst einmal hören, wie argumentiert wird – das ist vielleicht noch eine Motivation für die weiteren Redner. Meine Juristenhirnhälfte sagt mir, dass dieses Anliegen ganz klar auf die Verordnungsstufe gehört. Die Begründung in Ehren, aber es ist eben die Begründung und nicht der Motionstext. Mein Gemeindeherz sagt mir indessen, dass es auf der Gemeindeebene Handlungsspielraum möchte. Wir alle kennen aus den Medien natürlich den Fall Biel. Man sollte jedoch nicht gleich sagen: «Biel ist überall.» In Köniz nehmen wir beispielsweise diese Autonomie ebenfalls wahr: Wir zeigen, dass es von den Zahlen her möglich ist, besser abzuschliessen als der Durchschnitt, wenn man es gut macht. Die Bonus-Malus-Zahlen haben das gezeigt. Wir haben zwar nicht dieselbe Sozio-demografie wie Biel, die tatsächlich schwierig ist, aber im Liebefeld haben wir ebenfalls Quartiere mit einem enorm hohen Ausländeranteil. Das ist auch keine einfache Situation. Im der Magengrube spüre ich natürlich, dass es sich einerseits um ein Retourkutsche gegen Biel handelt und andererseits ein Stück weit um ein Misstrauensvotum gegenüber der GEF oder vielleicht sogar gegenüber unserem Fürsorgedirektor. Denn man glaubt nicht mehr ganz, dass es tatsächlich auch gemacht wird, wenn gesagt wird, man mache etwas auf Verordnungsstufe. Deshalb beginnt man nun zu motionieren, damit es auf Gesetzesstufe gemacht wird. Ich bin gespannt auf das Resultat der Abstimmung – vor allem nach dem Votum von Patric Bhend.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). La motion est très simple. Elle exige qu'à l'avenir, moyennant une modification du code légal, l'argent prévu dans un Département ou une Direction soit utilisé pour ce qui est prévu et rien d'autre. Il n'est pas possible d'utiliser des fonds à d'autres fins, par exemple pour alléger votre budget communal. Bienne n'est pas une exception. Plusieurs communes du canton ont utilisé ce procédé. Disposer d'une marge de manœuvre ne veut pas dire que l'on peut faire ce que l'on veut. Je sais, ce n'est pas illégal en soi, mais je trouve cela personnellement immoral, voire même malhonnête vis-à-vis du canton et du peuple. Que dites-vous au citoyen qui utilise l'argent de sa caisse-maladie pour se payer des vacances? Vous répondrez, c'est un abus. Le canton doit contrôler les communes pour qu'elles utilisent l'argent prévu à bon escient, où c'est prévu, ou de le redonner au canton, d'autres pouvant en bénéficier. Je constate que le gouvernement partage notre avis et se tient prêt à apporter les corrections nécessaires. Par contre, nous n'attendons pas la révision de l'ordonnance sur l'aide prévue dans les deux ans. C'est trop long. Pas de postulat, mais une motion. Le groupe PLR soutient cette motion, et je vous en remercie.

La présidente. Je n'ai plus de groupe, ni d'intervenant à titre personnel. La parole est au directeur de la santé publique.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je veux bien que l'on me gratte ou que l'on me griffe, comme certains l'ont dit tout à l'heure,

mais moi je peux aussi gratter et griffer en retour et dire que l'on est en train d'enfoncer une porte ouverte ici, comme on l'a dit dans la réponse. J'ai déjà fait de l'histoire ce matin, je peux en faire de nouveau cet après-midi. J'aimerais rappeler qu'entre 2006 et 2010, avec le directeur des finances de l'époque, on a fait le tour du canton pour revoir complètement la péréquation financière entre le canton et les communes, entre autres aussi pour l'aide sociale. On est arrivés à une révision partielle de l'aide sociale, qui est entrée en vigueur à partir de 2011 si ma mémoire est bonne. De là est née aussi l'idée de payer des forfaits pour le personnel administratif parce que c'était un manque que l'on n'avait pas auparavant. On a introduit le système et on a été alerté, il y a environ une année, qu'il y avait un véritable problème à ce sujet-là, avec les communes - l'Association des communes bernoises - qui se plaignaient. Comme on l'a écrit dans le deuxième paragraphe, la Conférence bernoise d'aide sociale nous a aussi rendus attentifs à cela et on est en train d'étudier plusieurs modèles - on a répondu que l'on voulait le faire. Maintenant, si cela prend trop de temps, je ne le sais pas, car il faut aussi deux ans pour remplir une motion, cela n'ira pas plus vite. On est déjà en train de le faire et de regarder quels sont les modèles applicables, c'est pour cela que, comme le gouvernement, je vous propose d'accepter le postulat et de transformer cette motion en postulat.

La présidente. M. le motionnaire, voulez-vous encore la parole? – Non. Et vous ne l'avez pas transformée, cela reste une motion. Donc, nous votons sur une motion, Allocation des fonds de la compensation des charges dans les communes, ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 99

Non 41

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté cette motion.

Affaire 2014.RRGR.901

N° de l'intervention: 176-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 02.09.2014
 Déposée par: Müller (Langenthal, PS)
 (porte-parole)
 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
 Lüthi (Berthoud, PS)
 Studer (Niederscherli, UDC)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 150/2015 du 11 février 2015
 Direction: SAP

Procédures inutilement compliquées dans les services sociaux

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures nécessaires pour simplifier de manière significative la procédure selon laquelle les bénéficiaires de l'aide sociale qui n'exercent pas d'activité rémunérée font valoir leur droit aux allocations familiales.

Développement

Le calcul du bonus-malus de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, qui a été évalué pour la première fois, a pour but d'attester l'efficacité des services sociaux du canton de Berne. Un tel objectif est réjouissant, d'autant que les services sociaux souffrent de l'extension progressive de l'appareil administratif et que les communes sont souvent placées devant la nécessité d'engager du personnel supplémentaire.

La procédure selon laquelle les bénéficiaires de l'aide sociale qui n'ont pas d'activité rémunérée demandent le versement d'allocations familiales est un bon exemple de ces procédures laborieuses auxquelles sont confrontés les services sociaux, procédures qui ne renferment aucun potentiel d'économie. Il n'y a aucune commune mesure entre les coûts et l'utilité puisque dans le canton de Berne, les allocations pour enfants sont financées de la même manière que les prestations de l'aide sociale, à savoir par la compensation des charges de l'aide sociale.

Malgré cela, les services sociaux ont l'obligation de demander aux bénéficiaires de l'aide sociale de remplir un formulaire pour le versement des allocations familiales et de le présenter à la caisse de compensation, quand ils ne reçoivent pas déjà de telles allocations. Quand il s'agit de familles monoparentales, il faut vérifier si le parent qui n'a pas le droit de garde travaille ou bénéficie d'une autre aide financière. Pour les enfants de plus de 16 ans, il faut la confirmation de l'école ou un contrat de formation. Une fois que le dossier est constitué, la demande doit être déposée auprès des services sociaux en même temps qu'une demande de cession des allocations familiales. A la fin de l'année, la caisse de compensation détermine si le droit existe, calcule le montant des allocations familiales et communique le résultat aux services sociaux. Les services sociaux doivent ensuite présenter à la caisse de compensation une demande de cession des allocations familiales en indiquant la durée de la cession et le montant de la somme cédée. Ce n'est qu'après avoir examiné la demande détaillée que la caisse de compensation peut verser les allocations familiales aux services sociaux, ce qui peut prendre une à deux années et que les allocations peuvent enfin être versées aux bénéficiaires de l'aide sociale. En résumé, faire valoir son droit aux allocations familiales demande des heures de travail et dans sa totalité, le processus peut durer plusieurs mois ou même plusieurs années. Cette manière de procéder a pour seule conséquence que les coûts sont déplacés d'un compte de la compensation des charges sociales à un autre.

En 2009 déjà, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a constaté que cette laborieuse procédure ne permettait de réaliser aucune plus-value. La caisse de compensation a confirmé cette appréciation. Maintenant que les premières années ont passé depuis la mise en

place de cette procédure, on voit que tout ce travail ne se justifie pas et il faut donc de toute urgence corriger cette procédure.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion charge le gouvernement de simplifier la procédure de demande d'allocations familiales pour les bénéficiaires de l'aide sociale qui n'exercent pas d'activité rémunérée.

La loi cantonale du 11 juin 2008 et l'ordonnance cantonale du 17 septembre 2008 sur les allocations familiales (LCAFam, RSB 832.71 et OCAFam, RSB 832.711) sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2009. Si la collaboration entre les services sociaux et les agences AVS fonctionne bien, les démarches administratives requises des premiers prennent effectivement beaucoup de temps.

A l'instar des motionnaires, le gouvernement est d'avis qu'il faut simplifier la procédure. Les deux Directions concernées (SAP et JCE) chercheront ensemble une solution plus rationnelle. Il convient d'étudier la possibilité d'introduire une rétribution forfaitaire, puisque tant les dépenses d'aide matérielle que les allocations familiales sont financées par la compensation des charges de l'aide sociale. Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire 25, motion de M. Müller, mais cette fois, du PS, Procédures inutilement compliquées dans les services sociaux. Cette motion est adoptée par le Conseil-exécutif, y-a-t-il quelqu'un qui est contre cette motion? – Ce n'est pas le cas. Nous allons donc tout de suite voter. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	134
Non	3
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté cette motion.

Affaire 2014.RRGR.915

N° de l'intervention:	184-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	04.09.2014
Déposée par:	Müller (Orvin, UDC) (porte-parole) Studer (Niederscherli, UDC)
Cosignataires:	31
N° d'ACE:	153/2015 du 11 février 2015
Direction:	SAP

Autonomie et responsabilité des bénéficiaires de l'aide sociale

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier rapidement les bases légales pour que les bénéficiaires de l'aide sociale aptes à travailler à 50 pour cent au moins puissent être placés dans un programme d'occupation rétribué dès qu'ils intègrent le système de l'aide sociale. Le salaire doit correspondre au montant de l'aide sociale et se substituer à elle.

Développement :

Les bénéficiaires de l'aide sociale aptes à travailler doivent pouvoir être immédiatement astreints à un travail rémunéré pendant un mois.

Le but est de leur procurer ainsi un financement transitoire pour préserver leur autonomie, stimuler leur sens des responsabilités et leur éviter si possible d'intégrer définitivement l'aide sociale.

La ville de Winterthur pratique ce système avec succès¹. Les personnes qui participent au programme baptisé « passage » se voient surtout proposer des travaux en forêt ou dans des installations sportives. Différents thèmes sont abordés en groupe, tels que le logement, la santé, la gestion de l'argent, les amendes, les poursuites ou encore les contacts avec les autorités. Les participants et participantes ont des entretiens individuels avec des spécialistes pour analyser les raisons pour lesquelles ils sont au chômage et pour définir les démarches à entreprendre pour retrouver un emploi.

Mais dans le canton de Berne, aucune base légale ne permet de privilégier le versement d'un salaire par rapport à celui de l'aide sociale. Les communes ont les mains liées puisqu'actuellement les salaires ainsi versés ne peuvent être admis à la répartition des charges et doivent donc être financés par elles.

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire exige la création d'un cadre légal permettant de placer immédiatement les personnes sollicitant l'aide sociale qui sont aptes à travailler à 50 pour cent au moins dans un programme d'occupation rétribué, le salaire se substituant à l'aide sociale. La réalisation impliquerait la mise sur pied de programmes d'occupation à cet effet par le canton et les communes. Le contenu de l'intervention recoupe largement celui de la motion von Kaenel 232-2014 *Mise sur pied d'un programme d'occupation des demandeurs de l'aide sociale*, adoptée sous forme de postulat le 21 janvier 2015. Le Conseil-exécutif renvoie donc à la réponse donnée à cette dernière.

Selon le motionnaire, les communes ont les mains liées, étant donné qu'elles doivent financer elles-mêmes les salaires versés pour ce type de places, qui ne peuvent être portés à la compensation des charges. Le gouvernement en déduit qu'il souhaite qu'un soutien soit apporté aux communes désireuses de créer des places en complément aux programmes d'occupation et d'insertion actuellement pilotés par le canton. Le canton salue l'engagement de ces dernières, auxquelles il apporte son appui dans la mesure du

¹ <http://arbeitsintegration.winterthur.ch/integrationsprogramme/fuer-erwachsene/passage/>

possible. Il participe ainsi au financement des programmes d'insertion supplémentaires des communes, en se fondant sur les bases légales en vigueur et sur la stratégie en la matière. Cependant, financer d'autres offres communales par la compensation des charges de l'aide sociale entraînerait des coûts considérables et empêcherait un pilotage centralisé des programmes.

Vu les similitudes avec la motion von Kaenel 232-2014 susmentionnée, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter également la présente motion sous forme de postulat et d'examiner les questions de fond dans le cadre de la prochaine révision de la loi sur l'aide sociale.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à l'affaire 26, motion de M. Müller, cette fois-ci UDC, Autonomie et responsabilité des bénéficiaires de l'aide sociale. Comme on me l'a dit, le motionnaire est prêt à transformer en postulat. Le motionnaire est d'accord avec le Conseil-exécutif. Est-ce que ce postulat est contesté? – Ce n'est pas le cas. Donc, là aussi, nous passons au vote. Ceux qui acceptent ce postulat, Autonomie et responsabilité des bénéficiaires de l'aide sociale, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 122

Non 16

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.

Affaire 2014.RRGR.905

N° de l'intervention: 178-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 03.09.2014
 Déposée par: PS-JS-PSA (Stucki, Berne)
 (porte-parole)
 de Meuron (Thoune, Les Verts)
 Schnegg-Affolter (Lyss, PEV)
 Herren-Brauen
 (Rosshäusern, PBD)
 Cosignataires: 5
 N° d'ACE: 151/2015 du 11 février 2015
 Direction: SAP

Violence domestique: renforcer la protection de l'enfant

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. de s'assurer que les maisons pour femmes en détresse puissent proposer suffisamment de consultations pour enfants dans le cadre de l'aide aux victimes ;
2. d'adapter les contrats de prestations et de doter les maisons pour femmes en détresse des ressources financières nécessaires aux consultations pour enfants.

Développement:

La violence domestique ne concerne pas que les adultes. Les enfants et les adolescents sont souvent touchés par la violence de leurs parents, que ceux-ci l'exercent entre eux ou sur leurs enfants. Plus de la moitié de ces victimes n'ont pas encore l'âge d'aller à l'école.

Dans les maisons pour femmes en détresse, les mères et leurs enfants trouvent un refuge contre la violence de leur partenaire. Dans le calme et la sécurité, ils peuvent bénéficier de conseils et d'une assistance. Les maisons pour femmes en détresse n'ont cependant pas les moyens de travailler correctement avec les enfants. De telles consultations aideraient pourtant les enfants, souvent traumatisés, et soulageraient les mères. Elles pourraient ainsi mieux se concentrer sur le parcours qui les attend à la sortie de la maison pour femmes.

Les maisons pour femmes du canton de Berne ne sont actuellement pas en mesure de travailler correctement avec les enfants. Les enfants sont très vulnérables et ne peuvent pas eux-mêmes se faire aider, pour cela ils dépendent de l'aide des adultes. Les consultations doivent les aider à travailler sur ce qui s'est passé et à prendre confiance dans l'avenir. Une étude zurichoise montre que quatre entretiens suffisent à procurer aux enfants cette perspective positive.

Le bien-être des enfants est dans l'intérêt majeur du canton. Ce petit effort permettra peut-être d'éviter que ces enfants ne souffrent plus tard de troubles du comportement et de pathologies chroniques, des affections coûteuses. C'est pourquoi il faut impérativement adapter les contrats de prestations des maisons pour femmes en détresse et mettre à leur disposition les ressources financières nécessaires pour les consultations avec les enfants.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Celui-ci dispose d'une marge de manœuvre assez large par rapport au degré de réalisation de l'objectif, aux moyens employés ainsi qu'aux autres modalités de réalisation du mandat. La décision relève en outre de sa responsabilité.

Les motionnaires demandent au Conseil-exécutif de s'assurer que les maisons pour femmes en détresse puissent proposer suffisamment de consultations pour enfants et d'adapter leur rémunération et les contrats de prestations en conséquence.

Les trois maisons pour femmes du canton de Berne (en ville de Berne, à Bienne et dans la région Thoune/Oberland bernois) accueillent femmes et enfants en détresse, leur offrant protection, conseil et encadrement. Il s'agit d'améliorer leur sort physique et psychique, dans le but de leur permettre de retrouver le plus possible une vie autonome et indépendante après des délits souvent traumatisants. Les enfants qui ont vécu des actes de violence entre les adultes de référence ont explicitement droit aux conseils, conformément à l'article 2 de la loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes (LAVI ; RS 312.5). Il ne s'agit pas de prendre en charge seulement la mère en rapport avec son enfant mais aussi l'enfant lui-même. Les consultations sont tenues par des spécialistes en fonction de son

âge et de ses besoins selon un guide spécifique. Elles ont pour but d'accompagner et de soutenir l'enfant dans des circonstances difficiles pour lui permettre de surmonter la violence vécue afin de déboucher sur du positif et de la confiance. Les trois maisons bernoises soutiennent environ 75 enfants par an, à raison de 8 heures par enfant environ. Par souci d'exhaustivité, il convient d'ajouter que chaque établissement propose des prestations spécifiques pour les enfants en plus de la consultation proprement dite (p. ex. animation, atelier de peinture, groupe mère-enfant).

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) a conclu des contrats de prestations tant avec les services d'aide aux victimes qu'avec les maisons pour femmes en détresse. Les moyens financiers sont portés à la compensation des charges de l'aide sociale. Jusqu'à présent, seuls les services d'aide ambulatoire aux victimes facturaient les consultations pour enfants, les maisons pour femmes en détresse finançant cette prestation par des dons. Celle-ci va être étendue dans le cadre du projet pilote « Protection de l'enfant en cas de violence domestique ». Les motionnaires souhaitent désormais qu'elle soit portée à la compensation des charges de l'aide sociale. Il s'agit toute proportion gardée d'une somme modeste de l'ordre de 90 000 francs, dont le canton paie environ la moitié.

Le Conseil-exécutif a donné son aval au projet de mise en œuvre de la planification 2015-2017 relative à la protection de l'enfant en cas de violence domestique, le 26 novembre 2014. La SAP a été chargée de provisionner la somme supplémentaire de 45 000 francs pour la consultation des enfants dans le budget 2016 et dans le plan intégré mission-financement 2017-2019. La motion est ainsi réalisée. Par conséquent, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil de l'adopter et de la classer.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire 27, motion du PS-PSA, Violence domestique: renforcer la protection de l'enfant. Le Conseil-exécutif accepte la motion et demande le classement de cette motion. Je crois que le motionnaire est aussi d'accord. Est-ce que cette motion et le classement qui est aussi demandé, sont contestés? – Ce n'est pas le cas, là aussi donc, nous allons seulement faire un vote, vous acceptez cette motion et son classement, oui ou non. Ceux qui acceptent cette motion et son classement votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui	130
Non	2
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté cette motion et son classement.

Affaire 2014.RRGR.909

N° de l'intervention:	181-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	04.09.2014
Déposée par:	Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	152/2015 du 11 février 2015
Direction:	SAP

Protection de l'enfant: révision du droit de la surveillance

Le Conseil-exécutif est chargé de revoir le droit de la surveillance dans le domaine des prestations d'intégration sociale et de le renforcer dans celui de la protection de l'enfant dans le sens de la prévention :

1. Les standards du droit de la surveillance seront réglés au niveau cantonal et reconsidérés.
2. Les standards du droit de la surveillance s'inscriront dans la lignée des standards nationaux des associations professionnelles.
3. Le canton de Berne ouvrira un service auquel pourront être signalés les cas d'enfants en danger.
4. Le canton soutiendra les organisations d'animation de jeunesse dans leur travail de prévention.

Développement :

L'ordonnance sur les prestations d'insertion sociale attribue les tâches de surveillance aussi bien aux communes qu'au canton. Ce morcellement crée la confusion. De plus, les communes manquent souvent de personnel et des compétences nécessaires à la surveillance.

Les standards du droit de la surveillance doivent toujours viser le bien-être de l'enfant. Le canton doit s'orienter vers les standards nationaux les plus récents, recommandés par les associations professionnelles (cf. kibesuisse p. ex.).

Les services de signalement jouent un rôle très important dans la protection du bien-être de l'enfant. Mais proposer un service de signalement au niveau communal serait une absurdité organisationnelle, surtout pour les petites communes. C'est donc au canton d'agir.

Ne pas détourner le regard et réagir avant qu'il ne soit trop tard, voilà le principe à adopter dans le domaine de la prévention. Le canton doit davantage soutenir les communes et les organisations de jeunesse dans le domaine de la prévention.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion exige de revoir le droit de la surveillance dans les domaines régis par l'ordonnance du 2 novembre 2011 sur les prestations d'insertion sociale (OPIS; RSB 860.113)², ce qui concerne les places subventionnées dans les garderies et les heures subventionnées dans les familles de jour ainsi que l'animation de jeunesse. La surveillance en matière de protection de l'enfant est aussi à renforcer. Les critères de qualité sont inhérents à la réglementation de surveillance, à laquelle ils servent de base.

² RSB 860 113, art. 12-19

Point 1

Le motionnaire demande de reconsidérer les standards et de les régler au niveau cantonal. Or cela est déjà le cas actuellement. L'OPIs, qui fixe les normes de qualité à respecter, prescrit en effet aux communes de nommer une autorité de surveillance pour les prestations d'accueil extra-familial et d'animation de jeunesse publiques.

Quant aux garderies privées, elles sont autorisées et surveillées par l'Office des mineurs selon les critères de l'ordonnance fédérale du 19 octobre 1977 sur le placement d'enfants (OPE)³ et l'ordonnance cantonale du 4 juillet 1979 réglant le placement d'enfants⁴. Comme leurs tarifs doivent couvrir les coûts, il ne s'agit pas à proprement parler de prestations d'insertion sociale. Mais les objectifs d'effet sont les mêmes dans le cas des parents aux capacités économiques meilleures. Par ailleurs, les communes peuvent également subventionner des places dans les garderies privées.

De plus, l'accueil en famille de jour est à annoncer à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) et soumis à la surveillance de celle-ci.

Un contrôle des normes de qualité est déjà en cours auprès des organisations d'accueil familial de jour. Le Conseil-exécutif est prêt à procéder de même pour les garderies.

Un projet de délégation de la surveillance des organisation d'accueil familial de jour et de la surveillance du placement d'enfants est en effet à l'examen sous l'égide de l'Office des mineurs, tout comme l'introduction de critères analogues à ceux du Cadre d'orientation pour la formation, l'accueil et l'éducation de la petite enfance en Suisse de l'UNESCO⁵.

Suite à l'adoption de la motion Müller (221-2010), la révision de l'OPIs confèrera aux communes la possibilité de porter à la compensation des charges le coût de l'introduction de bons de garde. La révision prévoit également de revoir l'organisation de la surveillance.

Renforcer les standards de qualité induit automatiquement des conséquences financières pour les garderies, ce qui rendrait nécessaire une augmentation des coûts normatifs. Lors du débat sur la stratégie de développement de la petite enfance, le Grand Conseil avait décidé de ne pas mettre en œuvre la mesure concernant l'amélioration de la qualité des garderies. Le contrôle continu, voire un renforcement des standards cantonaux, est à saluer dans la perspective du développement optimal des enfants pris en charge.

Le motionnaire juge que le morcellement des tâches de surveillance entre le canton et les communes crée la confusion, d'autant plus que celles-ci manquent souvent de personnel et des compétences nécessaires. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) a pu constater que cela est partiellement le cas, en effet. Un guide pour les visites de surveillance a été développé à la suite des avis reçus. Comme il vient d'être introduit, il est encore trop tôt pour dire si cette structuration a soulagé suffisamment les communes. Faire surveiller les garderies communales privées ou d'utilité publique par l'Office des mineurs ne paraît pas judicieux. La surveillance des places

subventionnées doit en effet tenir compte des aspects de l'insertion sociale (règlement tarifaire, critères de priorité), et les communes autorisées en sont responsables envers le canton, sans compter que cela provoquerait un transfert des dépenses des communes au canton.

Proposition : adoption sous forme de postulat

Point 2

L'auteur demande l'alignement des normes de surveillance sur les standards nationaux, qui sont ceux requis pour être membre de kibesuisse, la Fédération suisse pour l'accueil de jour de l'enfant et pour bénéficier de son label de qualité ainsi que ceux du Cadre d'orientation. Les critères de qualité définis par l'OPIs s'y réfèrent d'ores et déjà. Les divergences sont essentiellement d'ordre financier ; rien ne s'oppose donc à l'examen d'une meilleure adéquation lors de la réalisation du point 1 adopté sous forme de postulat.

L'Office des mineurs, qui fonde ses autorisations et sa surveillance sur l'OPE et l'ordonnance cantonale, axe sa pratique sur les normes de qualité en matière d'exploitation et de pédagogie des organisations professionnelles nationales et du Cadre d'orientation. Celui-ci va aussi servir de base à l'avenir à la surveillance des prestations d'accueil familial de jour autorisées, si bien que la prise en charge, indépendamment de sa forme, se référera à un cadre pédagogique identique.

Contrairement à l'accueil extrafamilial, peu de normes de qualité s'appliquent à l'animation de jeunesse. Le Conseil-exécutif entend examiner l'adoption des critères développés par la haute école de Lucerne sur mandat de l'Association faîtière suisse pour l'animation enfance et jeunesse en milieu ouvert (AFAJ) lors de la prochaine révision de l'OPIs. Critères qui sont d'ores et déjà largement appliqués en pratique.

Proposition : adoption et classement

Point 3

En cas de soupçon, il est approprié d'agir avec compétence et cohérence. Dans chaque cas concret, il convient de déterminer avec le service compétent s'il faut le déclarer ou plutôt le dénoncer. Le canton de Berne peut compter sur un réseau de services et d'antennes approprié : Fil rouge de la protection de l'enfant, centres de consultation LAVI et groupe ad hoc de l'hôpital de l'île. L'APEA et l'Office des mineurs peuvent également être contactés en tout temps. Les besoins en la matière sont donc couverts, les personnes concernées pouvant déjà obtenir le soutien requis.

Proposition : adoption et classement

Point 4

La promotion de la santé et la prévention de l'addiction auprès des enfants et des adolescents sont bien développées dans le canton de Berne : prestations spécifiques aux problématiques ou non pour les intéressés ainsi que pour les communes, les garderies et l'animation de jeunesse.

La détection précoce des risques est incluse dans le projet mené sous la direction de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement de la petite enfance. Celui-ci a également pour but de renforcer la protection de l'enfant dans les garderies. Il est prévu d'organiser des formations de sensibilisation financées par le canton et de créer des instruments spécifiques pour ces structures.

³ RS 211.222.338

⁴ RSB 213.223

⁵ Instrument de travail de la Commission suisse pour l'UNESCO et du Réseau suisse d'accueil extrafamilial

Le canton de Berne met encore à la disposition de la population des centres de puériculture, des centres de consultation conjugale, partenariale et familiale ainsi qu'un numéro d'urgence pour les parents, proposant une aide concrète aux familles pour faire face à leurs multiples tâches et surmonter leurs problèmes, contribuant ainsi préventivement à la protection de l'enfant. Il est prévu de combler les lacunes, notamment en faveur des groupes cibles difficiles à atteindre, par le renforcement de la formation des parents à bas seuil et l'extension du service spécialisé.

Proposition : adoption et classement

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1 : adoption sous forme de postulat

Point 2 : adoption et classement

Point 3 : adoption et classement

Point 4 : adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire 28, c'est une motion de M. Brönnimann, Protection de l'enfant: révision du droit de la surveillance. M. Brönnimann, est-ce que vos camarades pourraient vous annoncer?

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Wunderbar. Nun haben wir schön Zeit, um uns grundsätzlich über etwas zu unterhalten. Andernfalls müssten wir noch vor dem Zvieri nach Hause gehen, wenn es in diesem Tempo weitergeht. Ich lege kurz dar, inwiefern ich mit der Antwort des Regierungsrats zufrieden bin. In Ziffer 2 und 3 bin ich von der Antwort des Regierungsrats befriedigt. Ich ziehe höchstens etwas andere Schlüsse. Darauf werde ich noch zurückkommen. Ich bestreite indessen die Abschreibung nicht. Ziffer 3 geht in eine ähnliche Richtung wie ein Vorstoss von Sarah Gabi, den wir später noch behandeln werden. Wir haben uns darauf geeinigt, dass ich Ziffer 3 deshalb zurückziehe.

Damit kommen wir zum wesentlichen Punkt, zu Ziffer 1: Damit sich der Rat darauf einstellen kann, kündige ich jetzt schon an, dass ich Ziffer 1 nicht zurückziehen werde. Zudem halte ich an der Motion fest. Wieso? Es ist ähnlich wie beim vorvorherigen Vorstoss eine sehr offene Formulierung. Die Antworten des Regierungsrats zeigen auf, dass die Aufsicht sehr zersplittet ist. Zum Teil sind die Gemeinden zuständig, zum Teil das kantonale Jugendamt und zumindest indirekt manchmal sogar die GEF oder die KESB. Aus meiner persönlichen Erfahrung – leider hatte ich gleich zu Beginn meiner Amtszeit einen solchen Übergriffsfall – sind die Gemeinden überfordert, das gesteht der Regierungsrat auch ein. Und wie Sie alle wissen, komme ich nicht gerade aus einer kleinen Gemeinde. Aber ich stehe dazu: Selbst eine so grosse Gemeinde wie Köniz ist überfordert. Deshalb bin ich der festen Überzeugung, dass wir dies auf kantonaler Ebene regeln müssen. Auch in meiner Fraktion konnte ich nicht alle überzeugen. Meine Grossratskollegin Barbara Mühlheim sagte, die Aufsicht müsse von den Gemeinden wahrgenommen werden, in der Stadt Bern funktioniere das wunderbar. Ich bezweifle nicht, dass es in der Stadt Bern handhabbar ist. Aber bereits in einer Gemeinde wie Köniz funktioniert es, wie ich aus Erfahrung weiss, nicht mehr. Das aktuelle Recht atmet für mich den Geist einer Liberalisierung, die man einmal wollte in der Hoffnung, dass man mehr

Plätze in Kitas und bei Tageseltern anbieten könnte. Die Liberalisierung wurde vorgenommen, und das Niveau im Bereich Bewilligungspflicht wurde gesenkt. (*La présidente agite sa cloche.*) – Vielen Dank.

Die Aufsicht wurde nicht verschärft, weil man wusste, dass dies auch Kosten zur Folge hätte. Dass es nicht mehr Plätze gab, ist bekannt. Wir wissen, was wirklich zu Betreuungsplätzen geführt hat: zum Beispiel das Tagesschulsystem, das der Kanton Bern sehr erfolgreich eingeführt hat, aber auch das Betreuungsgutscheinsystem in der Stadt Bern, dessen Pilotversuch unterdessen gezeigt hat, dass es funktioniert. Auf diese Art und Weise kann man Plätze schaffen. Wenn unser politisches Ziel einfach darin bestünde, Plätze zu schaffen, wäre eine vollständige Liberalisierung nicht der richtige Weg. Die verschiedenen Verordnungen, die auch bei Pflegekindern die Aufsicht regeln, stammen aus den 70er-Jahren. Mir scheint, es wäre nun an der Zeit, dies im Zusammenhang mit der Revision der ASIV zu überarbeiten. Das konnte man auch im Vorstoss sehen. Eine solche Revision wurde uns denn auch schon verschiedentlich in Aussicht gestellt. Zum Teil wurden seitens der GEF Jahreszahlen genannt. Zumindest ich habe jedoch plötzlich nichts mehr davon gehört. Auch in der Antwort des Regierungsrats habe ich bezüglich Jahreszahlen nichts gesehen. Vielleicht werde ich heute im Votum des Fürsorgedirektors etwas hören. Mir geht es genau gleich wie dem Kollegen Müller (SVP) vorhin: Ich möchte das Anliegen als Motion durchbringen, um der GEF zu zeigen, dass sie mit der Revision ASIV vorwärtskommen muss und dass eine Verbindlichkeit geschaffen werden muss. So weit mein Fazit. Ich freue mich auf eine spannende Diskussion.

La présidente. Le point n° 3 a été retiré. Le motionnaire accepte le classement des points n° 2 et n° 4. Nous discutons donc seulement sur le point n° 1.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Der Motionär will, dass die Prävention und die Aufsicht insbesondere in Kitas, bei Tagesfamilien und bei der offenen Kinder- und Jugendarbeit verschärft werden. Als Grund sieht er fehlende kantonale Standards und teilweise Überforderung bei den Gemeinden. Zudem möchte er eine zentrale Meldestelle. Diesen Punkt hat er zum Glück inzwischen zurückgezogen. «Hinschauen und aktiv werden» schreibt er in seiner Motion: Das könnte fast ein Satz der SVP sein und ist von daher eigentlich ein guter Ansatz. Letztlich gilt es jeden Fall zu verhindern, der einem Kind schadet. Der Motionär will aber beinahe einen Überwachungsstaat und fordert mehr Professionalität. Wie sich das auswirken kann, werte Kolleginnen und Kollegen, sehen wir aktuell wohl bei der KESB. Auch da wurde uns stets eingetrichtert, die Gemeinden seien nicht fähig, das selbst zu machen. Das müsse professionell geschehen. Ich bin überhaupt nicht überzeugt, dass es heute besser ist. Es ist einfach teurer geworden. Übrigens muss ich auch sagen, dass nicht alle Kinder und Institutionen fast militärisch gleichgerichtet sein müssen, wie es der Motionär ein Stück weit fordert. Vor allem die Schweiz und auch der grosse Kanton Bern leben eigentlich von Individuen, also auch von einem gewissen Spielraum und einer gewissen Unterschiedlichkeit. Vielleicht haben die Kinder zum Beispiel im Horrenbach andere Ansprüche als in Bümpliz oder Gäbel-

bach, um zufrieden und glücklich zu sein. Die geforderten Massnahmen werden zudem laut dem Regierungsrat heute bereits zum grössten Teil erfüllt. Somit kann man die Ziffern 2 und 4 annehmen und abschreiben. Ziffer 1 lehnt die SVP einstimmig ab.

La présidente. J'ai une communication importante à vous faire. Comme vous avez pu vous en apercevoir, nous avançons assez vite. Nous avons ensuite la Direction de l'instruction publique qui est inscrite au programme, et M. le directeur de l'instruction publique est déjà là. Quand nous aurons fini avec l'instruction publique, nous aurions dû passer à la Direction de l'économie publique, malheureusement, M. Rickenbacher n'est pas libre cet après-midi. Donc, nous passerons à la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques et M. Neuhaus viendra après la Direction de l'instruction publique. Je le dis à l'intention de ceux qui doivent encore se préparer. Je répète. Nous avons encore l'instruction publique et après l'instruction publique ce sera M. Neuhaus qui viendra. Mme de Meuron, c'est à vous.

Andrea de Meuron, Thoune (Les Verts). Der Motionär verlangt eine Überarbeitung des Aufsichtsrechts im Bereich der Angebote der sozialen Integration. Der präventive Kinderschutz soll dort verschärft werden. Wie wir gehört haben, sprechen wir von Angeboten wie Kitaplätzen oder Tagesfamilien, Angebote, in deren Obhut Eltern ihre Kinder in der berechtigten Hoffnung auf bestmögliche Betreuung geben. Die öffentliche Hand finanziert mit und hat aus unserer Sicht auch eine entsprechende Mitverantwortung. Dass der Kinderschutz in diesen Institutionen gewährleistet ist und dass im richtigen Moment hingeschaut wird, also nicht erst, wenn es in der Zeitung steht, hat auch für unsere Fraktion eine grosse Wichtigkeit. Wer die Antwort des Regierungsrats zu Ziffer 1 liest, stellt fest, dass es effektiv für jedes Angebot auch eine entsprechende Aufsichtsstelle gibt. Auf dem Papier ist also alles geregelt. Doch je nachdem, um welches Angebot es sich handelt – ob um einen privaten Kitaplatz oder einen subventionierten; um einen Platz in einer Tagesfamilie oder um die Jugendarbeit –, ist eine andere Stelle für die Aufsicht verantwortlich. Ich musste die Antwort mehrmals lesen, um nachvollziehen zu können, wer wo zuständig ist. Mir fiel spontan das Wort «Behördenschungel» ein. Sogar der Regierungsrat teilt die Auffassung, dass die aktuelle Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden zu einer Aufsplitterung führt und dass gerade kleine Gemeinden personell und fachlich überfordert sein können. Eine Überprüfung und vor allem eine Regelung dieser Aufsichtsbehörde auf kantonaler Ebene scheinen deshalb angebracht. Unsere Fraktion bezweifelt zum Beispiel auch, dass der erwähnte Aufsichtsleitfaden bei der Bereinigung der Aufgabenteilung allein genügt. Weiter fehlt uns in der Antwort auch ein Zeithorizont, bis wann die nötige Überprüfung und vor allem bis wann die nötige ASIV-Revision erfolgen soll. Aus Sicht der grünen Fraktion ist eine klare Zuteilung der Verantwortlichkeiten notwendig. Es gilt nicht nur zu prüfen, sondern auch Lösungen zu suchen, die gewährleisten, dass die personellen und finanziellen Ressourcen effizient und vor allem mit dem Ziel, die betroffenen Kinder vor Übergriffen zu schützen, eingesetzt werden. Deshalb unterstützt die grüne Fraktion Ziffer 1 als Motion.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Wie gewünscht, werde ich mich nur noch zu Ziffer 1 äussern. Ziffer 1 nimmt für unsere Fraktion ein wichtiges Anliegen auf. Es ist tatsächlich so, dass bei der Aufsicht vor allem in kleineren Gemeinden ein Problem besteht. Für kleinere Gemeinden ist es schwierig, die Aufsicht, welche der Kanton über die ASIV vorgibt, selbst durchzuführen. Wir könnten daher ein Postulat gut unterstützen. Eine Motion geht der Mehrheit der Fraktion aber zu weit, und zwar, weil in grösseren Gemeinden Strukturen bestehen, die sehr gut funktionieren. Ich selbst kenne die Stadt Bern relativ gut. Es gibt keinen Grund, der Stadt Bern diese Aufsicht zu entziehen und zu kantonalisieren. Im Gegenteil gäbe es sogar die Variante, dass grössere Gemeinden mit ihren bestehenden Strukturen auch Aufgaben für kleinere Gemeinden in der Umgebung übernehmen könnten. Das ist in verschiedenen anderen Bereichen auch der Fall. Es gibt für uns keinen Grund, allen Gemeinden eine Kantonalisierung aufzuzwingen, weil die Aufsicht in einzelnen Gemeinden ein Problem ist. Deshalb greift dieser Vorstoss aus unserer Sicht zwar ein wichtiges Anliegen auf, geht jedoch in der verbindlichen Form einer Motion zu weit. Die Antwort des Regierungsrats auf die Motion zeigt aber einmal mehr auf, dass generell die ASIV das Problem ist. Die ASIV müsste längst revidiert werden. Leider wird das vom Regierungsrat immer mehr verzögert. Einmal war die Rede von 2016, dann von 2017. Jetzt heisst es seitens des Sprechers von Regierungsrat Perrenoud auf einmal, es werde Mitte 2018. Diese Verzögerung ist vor allem auch deswegen problematisch, weil der Grosse Rat bereits im Januar 2011 eine Motion von FDP, glp, BDP und SVP überwiesen hatte, die forderte, die ASIV müsse dahingehend überarbeitet werden, dass das Gutscheinsystem, welches die Stadt Bern im Bereich der familienergänzenden Kinderbetreuung eingeführt hat, ebenfalls ASIV-kompatibel sei. Damals wurde gesagt, mit der ASIV-Revision, die demnächst anstehe, könne diese Forderung umgesetzt werden. Inzwischen lautet die neuste Auskunft, die der Regierungsrat dem «Bund» gegeben hat, dass dies gar nicht gehe, sondern eine Änderung im Sozialhilfegesetz erfordere. Deshalb könne die ASIV-Revision nicht so schnell vonstattengehen. Das ist deshalb problematisch, weil jener Vorstoss – Philippe Müller war damals Erstunterzeichner – ganz klar eine schnelle, verbindliche Umsetzung dieser Revision verlangt hatte und der Regierungsrat gesagt hatte, mit der ASIV sei das möglich. Und eine Verordnung liegt bekanntlich in seiner Kompetenz. Wenn aber gesetzgeberischer Handlungsbedarf bestand, hätte dieser Vorstoss aufgrund der Fristen längst umgesetzt werden müssen. Es wäre eine verbindliche Motion gewesen, und das Sozialhilfegesetz müsste dem Grossen Rat seit etwa zwei Jahren vorliegen. Die nötige Revision wird also tatsächlich verzögert. Aus Sicht der Stadt Bern ist das ein echtes Problem. In der Stadt Bern hatte ein grosser Streit über das Gutscheinsystem stattgefunden. Das haben vermutlich auch Nichtstadtberner mitbekommen. Inzwischen finden die Verwaltung, die privaten wie auch die städtischen Kindertagesstätten und vor allem alle Parteien von links bis rechts, man brauche endlich eine ASIV, die dem vom Volk beschlossenen System

entspricht. Und das Verständnis dafür, dass diese Revision immer mehr verzögert wird, geht immer stärker gegen null. Wir bitten den Regierungsrat wirklich, vorwärtszumachen und die Anpassungen, die für die Stadt Bern, aber auch für viele kleinere Gemeinden wichtig sind, endlich an die Hand zu nehmen..

Vania Kohli, Berne (PBD). Der BDP-Fraktion hatte eigentlich grosse Sympathie für die Antwort des Regierungsrats. Obwohl aber Ziffer 1 so offen formuliert ist – formalrechtlich wie ein Postulat –, werden wir sie trotzdem als Motion unterstützen.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Anliegen des Motionärs. Betreffend die Aufsichtsfunktion ist es wichtig, für mehr Klarheit zwischen dem Kanton und den Gemeinden zu sorgen, gerade weil die Gemeinden mit ihrer Aufsichtspflicht gegenüber Kitas, Tagesfamilien und offener Kinder- und Jugendarbeit oft an Grenzen stossen können und teilweise damit überfordert sind. Zudem erachten wir es auch als sinnvoll, dass vorgeschlagen wird, sich an den nationalen Aufsichtsstandards zu orientieren, zum Beispiel an denen von Kibesuisse. Wichtig ist in erster Linie, dass die Übergriffe weder toleriert noch geduldet oder gedeckt werden und dass die Täter nicht in irgendeiner Form weiterbeschäftigt werden können. Opferschutz, nicht Täterschutz: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt Ziffer 1 sowohl als Postulat wie auch als Motion.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Auch wir nehmen das Anliegen des Motionärs sehr ernst. Der Antwort des Regierungsrats kann jedoch entnommen werden, dass schon heute eine kantonale Regelung grundsätzlich vorliegen würde. Die Angebote und die Aufsichtsbehörden werden genannt und liegen vor. Wir unterstützen deshalb nur den Überprüfungsauftrag; das heisst: Wir unterstützen Ziffer 1 in Form eines Postulats.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Da wir nur noch über Ziffer 1 diskutieren, kann ich mich ebenfalls relativ kurz fassen. Die EVP-Fraktion findet es als Grundsatz ausserordentlich wichtig, dass Prävention im Rahmen der Angebote zur sozialen Integration, aber auch anderswo, wo mit Kindern gearbeitet wird, überall und immer einen hohen Stellenwert genießt. Wir können verstehen, dass es aus der Sicht des Motionärs einfacher scheint, diesen Schutz der Kinder kantonale zu regeln und zu überprüfen. Uns überzeugen jedoch die Argumentation des Regierungsrats zu Ziffer 1 und auch die Stimmen aus der Mitte der Gemeindevertreter in unserer Fraktion, dass genau dieser geforderte aufsichtsrechtliche Standard bereits besteht und eine kantonale Regelung de facto eigentlich schon vorhanden ist. Die EVP-Fraktion unterstützt das Anliegen jedoch als Postulat, weil aus der Antwort des Regierungsrats eben auch klar hervorgeht, dass gewisse Gemeinden mit der Aufsicht tatsächlich an ihre Grenzen stossen. Zudem wurde die Wirkung des erwähnten Aufsichtsleitfadens, der den Gemeinden zur Verfügung gestellt wird, noch nicht evaluiert. Darum unterstützen wir das Postulat einstimmig; die Motion lehnen wir eher ab.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Ich entschuldige mich, dass ich nun etwas pedantisch werde, aber der eine oder andere von Ihnen weiss, dass ich Philosophie studiert habe. Also prüft man manchmal ganz genau, was geschrieben steht. Und wenn man ganz genau prüft, was da geschrieben steht, schliessen sich gewisse Dinge auch nicht aus. Man könnte die Aufsicht, so wie es hier steht – «Die aufsichtsrechtlichen Standards sind auf kantonaler Ebene zu regeln und zu überprüfen.» –, auch in den Gemeinden lassen. Es ist lediglich so, dass es einen Überbau gibt, und diesen Überbau erachte ich als begrüssenswert. Deshalb werde ich einer derjenigen aus der glp-Fraktion sein, die diese Ziffer als Motion unterstützen. Also noch einmal für alle, die Bedenken haben: Ganz präzise lesen. So schlimm, wie manche vermuten, ist es gar nicht.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. La tirade concernant les Btreuungsgutscheine, on peut tout dire quand on est là-devant, mais j'aimerais que cela soit un peu sérieux. J'ai discuté de cela avec ma commission, la CSoc, on a présenté en présence de députés la situation, les difficultés qui sont engendrées. Le «y a qu'à», «il suffit de», ce n'est pas si simple quand on voit le projet pilote: cela va bien pour les agglomérations telles que Bienne, Berne ou Thounne, mais dès que l'on est dans des régions de campagne, où il n'y a pas de concurrence, c'est beaucoup plus difficile. Les travaux sont en cours, et cela va très bien. Ce n'est pas par volonté de freiner le dossier qu'on est là, cela j'aimerais quand même le souligner. Concernant le sujet ici, j'aimerais juste pouvoir attirer votre attention sur le dernier paragraphe du point 1, où il est dit: «Faire surveiller les garderies communales privées ou publiques par l'Office des mineurs ne paraît pas judicieux» - cet Office qui n'est pas dans ma Direction mais dans la Direction du collègue qui vient tout à l'heure. C'est aussi la question de savoir si l'on veut tout cantonaliser ou pas, et c'est pour cela que l'on a proposé cela comme postulat, parce qu'il y a des améliorations à faire, elles sont nécessaires. Le postulat me paraît tout à fait judicieux, la motion est exagérée. J'en aurai terminé.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich bedanke mich für die Diskussion. Wie angekündigt, werde ich, auch wenn das Resultat knapp ausfallen wird, an der Motion festhalten und wandle Ziffer 1 nicht in ein Postulat. Mein Fraktionskollege hat es vorhin noch festgehalten: Es steht «zu regeln und zu überprüfen». Das verleiht dem Anliegen Nachdruck. Es geht nicht einmal darum, dass am Schluss alles auf Kantonsebene ist. Im Moment ist die Aufsicht jedoch stark zersplittert. «Behördendschunzel» ist als Stichwort dazu gefallen, und das ist es für mich in der Tat. Noch eine Bemerkung zur Aussage der EVP, die Gemeindevertreter hätten dies gesagt: Ich hoffe einfach, dass sie noch gleich denken, wenn sie einmal einen Fall haben. Bevor ich mit einem Fall konfrontiert war, hätte ich dasselbe gesagt und gedacht. Ich musste indessen feststellen, dass sich selbst in einer Gemeinde wie Köniz, die eine Fachstelle Prävention hat, die Aufsicht auf jährliche Besuche beschränkt, die im Voraus vereinbart werden. Das ist mir zu wenig. Dazu stehe ich. Katrin Zumsteins Votum war etwas formaljuristisch. Ich verstehe das, bin ich doch ebenfalls

zum Teil Jurist. Will man es jedoch derart formaljuristisch sehen, hätte man vorhin dem Vorstoss von Mathias Müller auch nicht zustimmen sollen. Dort hatte man kein Problem. Damit kann ich aber gut leben.

Auch die SVP argumentiert hier etwas formaljuristisch, obwohl gerade sie sonst immer «Taten statt Worte» fordert. Darum geht es für mich ein Stück weit.

Nun kann man zählen. Vorhin habe ich mich noch bei der EDU erkundigt. Dort sagte man, man wolle erst noch zuhören. Ich hoffe, man habe gut zugehört und stehe der offen formulierten Ziffer 1 wohlwollend gegenüber. Zudem bin ich in der skurrilen Situation, dass ich wohl bei meiner eigenen Fraktion ebenfalls noch Überzeugungsarbeit leisten muss. Damit würde es schon fast reichen. Glauben Sie mir einfach. Es klingt schon so, wie Michael Köpfli gesagt hat. In der Stadt Bern mag das funktionieren, aber selbst in einer so grossen Gemeinde wie Köniz habe ich die grössten Zweifel, und in den kleineren Gemeinden wird es zum Papiertiger. Das greift nicht. Ich verlange bekanntlich lediglich die Überprüfung. Ich halte jedoch an der Motion fest, denn der Auftrag soll für die GEF verbindlich sein. Ich hätte mir allerdings gewünscht, dass die GEF selbst auch mit der Motion leben könnte, wenn sie in der Antwort schon zustimmt. Ich wollte ihr nichts reinwürgen. Ich will aber, dass es verbindlich ist. Deshalb halte ich an der Motion fest, mit dem Risiko, dass es vielleicht nicht reicht.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-présidente. Wer Ziffer 1 als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 67

Non 69

Abstentions 2

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wer die Ziffern 2 und 4 als Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 2 et 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui 139

Non 0

Abstentions 0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Die Ziffern 2 und 4 der Motion wurden angenommen und gleichzeitig abgeschrieben. Ziffer 3 ist zurückgezogen. Damit sind wie am Ende der Gesundheits- und Fürsorgedirektion. Ich danke Regierungsrat Perrenoud für seine Anwesenheit und wünsche ihm und seinen Mitarbeitenden einen guten Tag. – Ich begrüsse den Erziehungsdirektor.

Affaire 2015.RRGR.18

Groupe de produits Services psychologiques pour enfants et adolescents et offres périscolaires (08.04.9110). Dépassement de crédit en 2014. Crédit supplémentaire

Annexe 04, ACE 34/2015

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wünscht Grossrat Kipfer das Wort? – Das ist nicht der Fall. Der Erziehungsdirektor? – Er verzichtet ebenfalls. Somit stimmen wir über das Geschäft ab. Wer den Kredit annehmen will, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 110

Non 6

Abstentions 8

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Grosse Rat hat dem Kredit zugestimmt.

Affaire 2015.RRGR.72

N° de l'intervention: 023-2015

N° d'affaire: 2015.RRGR.72

Déposée le: 19.01.2015

Déposée par: Näf (Muri, PS) (porte-parole)
Grivel (Biel/Bienne, PLR)

Cosignataires: 1

Urgence: accordée le 22.01.2015

N° d'ACE: 223/2015 du 25 février 2015

Direction: INS

Droits acquis des enseignants et enseignantes: solutions individuelles pour les cas de rigueur

Le Conseil-exécutif est chargé d'analyser la situation personnelle des enseignants et enseignantes concernés par la suppression des droits acquis à partir du 1^{er} août 2015. En cas d'injustice flagrante, il offrira de son plein gré un supplément de salaire.

Développement :

La motion Gasser (M 236-2014) demandait le maintien des droits acquis même après le 1^{er} août 2015. Sa réalisation aurait nécessité une modification de loi, ce que le Conseil-exécutif a refusé de faire en invoquant les décisions prises par le Grand Conseil en 2007. Suite aux débats entre les représentants et représentantes des principaux groupes parlementaires, la motion a été retirée au profit de la présente intervention. Etant donné que les dispositions de la loi sur le statut du corps enseignant (LES) ne prévoient rien pour les enseignants et enseignantes de moins de 60 ans mais que dans le même temps certaines personnes devraient subir des pertes de salaire massives, il faut faire un geste en faveur des enseignants et enseignantes victimes

d'une injustice flagrante en leur offrant spontanément un supplément de salaire.

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire charge le Conseil-exécutif de prendre, pour les cas de rigueur, des mesures afin que les enseignants et enseignantes touchés par l'abrogation, au 1^{er} août 2015, des dispositions de la loi sur l'école obligatoire (LEO) relatives aux droits acquis ne subissent pas de baisses de salaire. Le Conseil-exécutif devrait ainsi leur offrir de son plein gré un supplément de salaire.

La présente motion est liée à la motion 236-2014 Gasser (Bévilard) *PSA Maintien des droits acquis*, qui demande de renoncer à la suppression des droits acquis. Le Conseil-exécutif avait proposé le rejet de cette motion. Lors de la session de janvier 2015, dont le programme prévoyait le traitement de la motion Gasser, l'auteur a retiré cette dernière au profit de la présente motion.

La réglementation des droits acquis a été mise en place lors de l'introduction du système 6/3 dans les années 1990 (augmentation de la durée de l'école primaire de quatre à six années et réduction de la durée de l'école secondaire de cinq à trois années). Les enseignants et enseignantes d'école secondaire qui, après la mise en place du nouveau système scolaire, délivraient leur enseignement dans des classes générales (7^e à 9^e année) ou en 5^e et 6^e de l'école primaire ont ainsi bénéficié du maintien des droits s'appliquant au traitement de base ainsi qu'aux allocations sociales et aux allocations de renchérissement. Ils ont donc continué de percevoir un salaire d'enseignant d'école secondaire pour le degré d'occupation que représentait leur ancien poste (classe de traitement 10). C'est pourquoi, durant de nombreuses années, la différence de salaire entre les personnes titulaires d'un diplôme d'enseignement au degré primaire et les enseignants et enseignantes du secondaire bénéficiant des droits acquis dans les classes primaires et générales était d'environ 1000 francs par mois.

Une modification de l'ordonnance sur le statut du corps enseignant (OSE) au 1^{er} août 2004 a créé la base légale permettant de rétribuer selon la classe de traitement 10 toutes les personnes enseignant au degré secondaire I, 7^e à 9^e année (9^e à 11^e année HarMoS), qu'elles enseignent dans une classe générale ou dans une classe secondaire. L'inégalité de traitement au degré secondaire I a ainsi pu être supprimée.

En 2004, le Grand Conseil a en outre adopté une révision de la loi sur le statut du corps enseignant (LSE), qui est entrée en vigueur en 2007. Dans le cadre de cette révision, le maintien des droits acquis pour les enseignants et enseignantes d'école secondaire qui délivrent leur enseignement en 5^e et 6^e année (7^e et 8^e année HarMoS) a été limité à environ dix ans, après de longues discussions au sein du Grand Conseil (modification indirecte de la LEO, abrogation de l'art. 75, al. 1, lit. e LEO). En supprimant la réglementation des droits acquis, le Grand Conseil souhaitait mieux répondre au principe constitutionnel « à travail égal, salaire égal ». L'échéance du délai transitoire d'environ dix ans a été fixée au 31 juillet 2015.

Afin d'éviter les cas de rigueur lors de la suppression des droits acquis, des mesures supplémentaires ont été inscrites dans la LSE pour les membres du corps enseignant de 5^e et 6^e année (7^e et 8^e année HarMoS) :

- pour les personnes concernées de toutes les classes d'âge : lors de la suppression des droits acquis au 1^{er} août 2015, la réduction du traitement s'effectue progressivement sur plusieurs années (trois ans au maximum) si la différence entre le traitement annuel correspondant à la classe de traitement 10 et celui correspondant à la classe de traitement 6 dépasse au total 8000 francs par année ;
- pour les personnes concernées qui seront âgées de plus de 60 ans au 1^{er} août 2015 : une réglementation spéciale visant à éviter les effets négatifs sur les caisses de pension a en outre été prévue pour les enseignants et enseignantes ayant atteint un certain âge : si la réduction annuelle du traitement brut dépasse 5000 francs par année au total et si l'enseignant ou l'enseignante concernée est âgée de plus de 60 ans au 1^{er} août 2015, le traitement actuel assuré au 31 juillet 2015 est conservé pour la prévoyance professionnelle. Le canton prend à sa charge les contributions supplémentaires de l'employeur et du salarié.

Ces réglementations, qui ont été incluses aux dispositions transitoires afin d'éviter les cas de rigueur, ont été le fruit d'un large débat au Grand Conseil. A l'issue du débat, elles ont non seulement été publiées dans le Recueil officiel des lois bernoises, mais également communiquées aux enseignants et enseignantes dans un bulletin d'information accompagnant le décompte de traitement de juin 2007. Dans un courrier adressé le 23 juillet 2014 à une soixantaine de personnes encore concernées par la suppression des droits acquis, la Section du personnel de l'Office des services centralisés de la Direction de l'instruction publique a par ailleurs fait le point sur la situation avec un an d'avance et indiqué le traitement qui serait perçu dans la classe de traitement 6.

La suppression des droits acquis pour les enseignants et enseignantes d'école secondaire qui délivrent leur enseignement en 7^e et 8^e année HarMoS met fin à l'inégalité de traitement entre les enseignants et enseignantes d'un même degré scolaire. Le Conseil-exécutif estime que le principe « à travail égal, salaire égal » doit également être appliqué au degré primaire. En vertu de la jurisprudence du Tribunal fédéral relative à l'article 8, alinéa 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 (RS 101), les anciens rapports de droit doivent être adaptés au nouveau droit dans les meilleurs délais. Le droit transitoire ne doit tenir compte de rapports de droit particuliers que si des intérêts dignes de protection l'exigent. Depuis l'introduction du système 6/3 au milieu des années 1990, le délai de suppression des droits acquis des enseignants et enseignantes d'école secondaire enseignant au degré primaire a duré une vingtaine d'années. Ainsi, le Conseil-exécutif est d'avis que la situation particulière des enseignants et enseignantes concernés a suffisamment été prise en compte.

Le Conseil-exécutif comprend la préoccupation exprimée par le motionnaire. Les dispositions transitoires devraient cependant être modifiées au même niveau de réglementation où elles ont été fixées, c'est-à-dire au niveau de la loi.

Cela vaut aussi pour d'éventuelles autres réglementations applicables aux cas de rigueur à titre d'exception.

Le Conseil-exécutif estime néanmoins que le long maintien des droits acquis et les réglementations applicables aux cas de rigueur prévues dans les dispositions transitoires de la LSE ont à l'époque constitué le meilleur compromis possible s'agissant de cette question de politique du personnel. Par conséquent, il ne souhaite pas revenir sur celle-ci et propose au Grand Conseil de rejeter la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Roland Näf, Muri (PS). Die Fraktionen erinnern sich sicher noch an die Motion von Peter Gasser in Bezug auf die ganze Frage des Besitzstandes für Lehrerinnen und Lehrer, die 1996 auf Wunsch der Erziehungsdirektion als Sekundarlehrerinnen und Sekundarlehrer auf die Mittelstufe gewechselt haben. Damals erhielt Peter Gasser von den Fraktionen das Signal, dass sie nicht auf die gesetzliche Lösung zurückkommen wollen, die 2004 vom Rat beschlossen worden ist. Das ist für uns auch verständlich. Auf Anraten von verschiedenen Ratsmitgliedern, aber beispielsweise auch von LEBE kamen wir zum Schluss, dass wir einen anderen Weg suchen müssen, und zwar einen Weg, den auch die Mehrheit der BiK gegenüber der Justizkommission empfohlen hat: dass nämlich das Gesetz ganz klar nicht angepasst wird – wir sind uns wohl einig, dass dies nicht sinnvoll wäre –, dass aber für die einzelnen Menschen, die in der Lösung, die wir gefunden hatten, wirklich danebenstehen und zu kurz kommen, weil sie in eine schwierige persönliche Situation geraten, eine Einzelfall-Härtelösung gesucht wird. Das wollen wir mit unserem Vorstoss erreichen. Ich möchte noch einmal daran erinnern, was mit einem Einzelfall genau gemeint ist. Es geht nicht um den Gedanken, den die Erziehungsdirektion aufführt, dass irgendwelche gesetzlichen Anpassungen gemacht werden. Es geht vielmehr darum, daran zu denken, was es bedeutet, dass eine einzelne Person durch diese Lösung, die getroffen wurde, einfach aus dem System fällt.

Ich möchte Ihnen auf der menschlichen Ebene einen Einzelfall schildern, denn darum geht es. Es betrifft eine Person im Raum Thun. Er ist Familienvater und ist knapp unter sechzig; es reicht also nicht für die allgemeine Härtefalllösung, die 2004 in Sachen Pensionskasse beschlossen worden ist. Er war spät Vater geworden; seine Kinder sind momentan in der Ausbildung. Er würde nun eine massive Einbusse erleiden. Seinerzeit haben wir stets die Argumentation gehört – zu Recht –, weshalb denn so jemand in all den Jahren keine andere Stelle gesucht hat, denn er hätte lange genug Zeit gehabt. Ich kann Ihnen versichern, dass dies wirklich ein Härtefall ist. Er hat es versucht. Er hat sich beworben und hat mehrfach die Antwort erhalten: «Es tut uns leid, Sie sind zu alt.» Das ist ein Problem, das wir in der ganzen Gesellschaft haben. Das zweite Argument, das er ebenfalls zu hören bekam, lautete: «Sie haben in den letzten zwanzig Jahren auf der Oberstufe keine Erfahrungen mehr gemacht. Wie wollen Sie sich denn auf der Oberstufe bewerben?» Für ihn ist das ein Riesenfrust. Der Mann ist verärgert, denn seinerzeit wurde ihm das Versprechen gegeben – offenbar von einer Einzelperson in der ERZ –, sein Besitzstand sei bis zur Pensionierung garantiert. Damit hat er gerechnet.

Deswegen glaubt nun dieser Mann nicht mehr an die Gerechtigkeit. Er ist wirklich verzweifelt und findet das total ungerecht. Wir sind der Überzeugung, dass es in einem solchen Fall dem Regierungsrat sehr wohl ohne irgendwelche Gesetzesänderungen möglich ist, den Einzelfall zu betrachten. Ungefähr sechzig Frauen und Männer sind betroffen, von denen letztlich vielleicht noch fünf bis zehn oder sogar weniger in einer so schwierigen Situation sind wie der Mann, von dem ich Ihnen berichtet habe. Ich bin überzeugt, dass es dem Regierungsrat wirklich möglich ist, in den paar wenigen Fällen freiwillig ein Entgegenkommen zu zeigen, wenn der Rat dem Vorstoss heute zustimmt. Zum Schluss möchte ich noch einmal betonen: Gesetze sind gut, aber es ist immer so, dass der einzelne Mensch, das einzelne Schicksal vom Gesetz nicht immer optimal abgedeckt wird. Wenn wir nun Herz zeigen wollen für den Fall, den wir 2004 mit unserer Gesetzesänderung nicht haben abdecken können, sollten wir der Motion zustimmen.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Der Regierungsrat wird mit der Motion Näf beauftragt, die persönliche Situation von Sekundarlehrpersonen, die ab dem 1. August 2015 von der Aufhebung des Besitzstands betroffen sind, zu prüfen. In Härtefällen soll der Regierungsrat den Betroffenen mit einem freiwilligen Lohnzuschlag entgegenkommen. Was ist jedoch ein Härtefall und was ist ein freiwilliger Lohnzuschlag? Die alte Besitzstandsregelung war in den 90er-Jahren entstanden, und zwar bei der Einführung von sechs Jahren Real- und drei Jahren Sekundarschule anstelle von vier Jahren Real- und fünf Jahren Sekundarschule. Lehrpersonen, die anstelle der fünften und sechsten Klasse Sekundarschule im Wechsel neu an der fünften und sechsten Klasse Realschule unterrichtet haben, haben während mehr als zwanzig Jahren trotzdem den um rund 1000 Franken pro Monat höheren Lohn erhalten. Im Jahr 2004 wurde nach einer eingehenden Diskussion im Grossen Rat das neue Lehreranstellungsgesetz genehmigt, mit einer Übergangsfrist von zehn Jahren für die höheren Lohnzahlungen. Nun geht diese weitere Frist von zehn Jahren zu Ende. Davon betroffen sind zirka sechzig Lehrpersonen, die korrekterweise bereits im vergangenen Sommer von der Erziehungsdirektion schriftlich informiert wurden, dass die Übergangslösung nach rund zwanzig Jahren wegfällt. Zu diskutieren gab in unserer Fraktion, dass den betroffenen Lehrern im Jahr 1994 in einem Brief mitgeteilt wurde, dass vom 1. August 1994 an anstelle des Reallehrerlohns weiterhin der Sekundarlehrerlohn bezahlt werde. Das Versprechen wies kein Enddatum auf, weil ein kantonales Amt, das heute in dieser Form gar nicht mehr existiert, keine Versprechen abgeben kann. Es gibt ganz klar auch keine gesetzliche Grundlage, um die höheren Lohnzahlungen weiterzuführen. Die SVP-Fraktion beantragt daher grossmehrheitlich Ablehnung der Motion. Auch der Regierungsrat lehnt sie bekanntlich ab. Es gilt klar gleicher Lohn für gleiche Leistungen.

Wie kommt sich wohl heute, nach zwanzig Jahren, ein Lehrer vor, der für die genau gleichen Aufgaben weniger Lohn erhält als sein Berufskollege? Die Übergangsfrist von rund zwanzig Jahren war lang, und die sechzig betroffenen Lehrpersonen wurden frühzeitig informiert. In der Privatwirtschaft kann auch niemand einen Lohn auf mehr als

zwanzig Jahre versprechen. Und auch Selbstständigerwerbende und Landwirte leben mit Einkommensschwankungen und erhalten zum Beispiel weniger Geld für die Milch. Deshalb noch einmal: Was sind freiwillige Lohnzahlungen, um den Betroffenen entgegenzukommen? Hauptpunkt ist, dass der gleiche Lohn für die gleichen Leistungen gezahlt werden soll. Deshalb wird die Mehrheit der SVP-Fraktion die Motion ablehnen, und ich bitte den Rat, das auch zu tun.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Härtefall-Einzellosung: Ja, dafür hat man doch Verständnis. Es gibt indessen noch ein Aber. Wenn wir in der Antwort des Regierungsrats die ganze Chronologie der letzten zwanzig Jahre lesen, insbesondere von 2004, wird man etwas stutzig. Besonders stutzig wird man, wenn man liest, dass im LAG bereits zwei zusätzliche Massnahmen vorgesehen sind, um den Besitzstand in Härtefällen regeln zu können. Härtefälle wird es immer irgendwo geben. Aufgrund dieser Härtefälle eine Gesetzesänderung vorzunehmen, wie der Regierungsrat schreibt, die ein Präjudiz für andere Härtefälle sein könnte, ist unangemessen. Meinen Ausführungen können Sie entnehmen, dass die BDP diese Motion ablehnt.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Stellen Sie sich vor, dass jemand beim Systemwechsel von 4/5 auf 6/3 in den 90er-Jahren knapp vierzigjährig war. Man hat ihm damals gesagt, dass der Grosse Rat für 2015 einen Wechsel beschlossen hat und dass man dann auf den anderen Lohn wechseln müsse. Das hat er also gewusst. Es ist eine Tatsache, dass man, unabhängig davon, in welchem Alter man Kinder hat – das müssen wir hier wohl kaum zur Diskussion stellen –, für jedes Kind Kinderzulagen und Betreuungszulagen erhält. Damit würde im Fall, den Roland Näf geschildert hat, bereits ein Viertel des Verlusts ausgeglichen. Man hat also ganz genau gewusst, was auf einen zukommt. Man müsste wirklich, wie wir es vorhin gehört haben, einmal definieren, was denn eigentlich ein Härtefall ist. Stellen Sie sich vor: Jemand erfährt, dass er aufgrund des Euro-Mindestkurses, der fallengelassen wurde, im Jahr 2035 weniger Lohn haben wird. Der sagt sich, ich verändere mal noch nichts, der Besitzstand ist ja noch zwanzig Jahre lang garantiert. Einen Monat vor 2035 fällt ihm dann plötzlich ein, dass er wohl einen anderen Job suchen sollte. Im Übrigen haben wir Lehrermangel. Ich glaube Roland Näf sogar, dass der erwähnte Mann ein Problem hat. Die einen waren aktiv, haben eine neue Stelle gesucht und haben sich verändert. Und der andere fand nichts. Ja, das ist ein tragischer Fall. Es kann jedoch nicht sein, dass wir nun den Beschluss fassen, für die wenigen Fälle – offenbar etwa sechzig Fälle im Kanton Bern – eine Sonderregelung zu treffen. Sonst wäre jeder, der einen Versuch gemacht hat und sich weitergebildet hat, auf Berndeutsch gesagt, blöd gewesen. Der glp geht es ganz klar um gleichen Lohn für gleiche Arbeit. Es gibt sicher immer Ausnahmen, aber an diesem Grundsatz möchten wir festhalten. Deshalb lehnen wir die Motion klar ab.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Auch wenn ich am Schluss auf dasselbe Resultat komme wie Christoph

Grimm, muss ich dennoch etwas berichtigen: Man hat den Leuten nicht schon Mitte 90er-Jahre gesagt, sie müssten sich in zwanzig Jahren verändern. Das wurde erst 2004 gesagt. Während der ersten zehn Jahre konnten die Lehrkräfte wirklich damit rechnen, dass sie diesen Status bis ans Ende ihrer Berufstätigkeit haben würden. Am 8. September 2004 wurde im Grossen Rat jedoch das LAG diskutiert. Irene Hänsenberger hat im Namen der SP-Fraktion den Antrag gestellt, die Übergangsfrist von fünf Jahren, die im Entwurf der Regierung vorgesehen war und auch von der Mehrheit der Kommission unterstützt wurde, auf zehn Jahre zu verlängern. Dieser Antrag wurde von LEBE unterstützt und auch gut lobbyiert. Mit 91 gegen 69 Stimmen wurde er in der Folge recht überraschenderweise angenommen. Damals umfasste der Grosse Rat noch 200 Mitglieder. Die betroffenen Lehrkräfte wissen also seit gut zehn Jahren, was kommt. Und nun, da der 1. August 2015 demnächst kommt, haben wir das Thema noch einmal im Rat und diskutieren über eine allfällige Härtefallregelung. Die grüne Fraktion hat gewiss sehr viel Verständnis für diejenigen Lehrpersonen, die Mühe haben zu akzeptieren, dass sie vom August an für die paar wenigen letzten Jahre ihrer Berufstätigkeit nur noch den Primarlehrerlohn erhalten sollen für eine Arbeit, die sie während zwanzig oder vierzig Jahren mit ihrer Sekundarlehrerausbildung und dem entsprechenden Lohn geleistet haben. Andererseits sehen wir aber auch die Primarlehrkräfte, seien sie sechzig, vierzig oder fünfundzwanzig, die jahrelang im selben Kollegium neben solchen Sekundarlehrkräften gearbeitet und in den fünften und sechsten Klassen genau dieselbe Arbeit geleistet haben, jedoch über all die Jahre bei einem Vollpensum pro Jahr 13 000 Franken weniger verdient haben. Dass sich diese Personen daran stören, verstehen wir ebenso. Sie haben zwar nie laut reklamiert, sondern blieben fair, aber das Prinzip «gleicher Lohn für gleiche Arbeit» wurde damit seit Jahren verletzt. Deshalb ist die Mehrheit der grünen Fraktion der Meinung, dass die betroffenen Personen nun wirklich zehn Jahre Zeit hatten, eine Stelle auf der Sekundarstufe zu finden. Wenn sie keine gefunden haben, gibt es verschiedene Gründe dafür. Am wenigsten bezweifle ich den Grund, es gebe zu wenige Stellen. Ich begreife aber, dass es Leute gibt, die lieber im selben Kollegium, im selben Schulhaus, geblieben sind und sich davor gescheut haben, sich zwischen fünfundfünfzig und sechzig noch einmal zu verändern.

Die beiden Härtefallmassnahmen, die ebenfalls 2004 bei der LAG-Revision beschlossen wurden, fangen Härtefälle aus unserer Sicht recht gut auf. Nebst der eigentlichen Thematik der konkreten Motion müssen unseres Erachtens jedoch die grossen Gehaltsunterschiede zwischen Sek und Prim, die wieder einmal als Zahlen auf dem Tisch liegen, und auch weiter oben, auf der Sek-Stufe II, wirklich überprüft werden. Sie lassen sich längst nicht mehr mit der unterschiedlich langen Ausbildung erklären. Für uns ist dies eigentlich das Hauptthema der heutigen Diskussion.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Es handelt sich um ein Thema, das bereits bei der Motion Gasser diskutiert wurde, die anschliessend zurückgezogen wurde. Ich erinnere mich gut an die regen Diskussionen in unserer Fraktion, die es damals ausgelöst hat. Wir waren uns nicht einig und sind

es auch heute noch nicht. Es war das Spannungsfeld zwischen der Solidarität mit den Betroffenen und dem Festhalten an den rechtlichen Grundlagen, das uns bewegt hat. Das hat uns die Entscheidung nicht leicht gemacht. Wir anerkennen, dass mit der Bereinigung dieses Gehaltssystems eine gesetzliche Anpassung vorgenommen wurde, die ein Versprechen gebrochen hat: das Versprechen der Besitzstandswahrung. Aus unserer Sicht ist das eine unschöne Geschichte. Die betroffenen Lehrpersonen müssen jetzt, in diesem Jahr, anfangen, eine Lohnneinbusse in Kauf zu nehmen. Wenn wir aber an dieser Stelle über eine Lohnneinbusse sprechen, handelt es sich um eine Lohnneinbusse auf einem Niveau, bei der aus unserer Sicht noch niemand am Hungertuch nagen muss. Dazu kommt, dass mit der LAG-Revision auch zwei Massnahmen für Härtefälle beschlossen wurden. Unseres Erachtens sind diese Massnahmen ausreichend. Alles andere wurde bereits erwähnt: wie lange die Leute Zeit hatten und was man dafür alles unternommen hat. Aus diesen Gründen lehnen wir die Motion mehrheitlich ab.

Peter Gasser, Bévillard (PS). Lors de la dernière session, j'ai retiré ma motion au profit de ce nouveau texte. Je ne vais pas répéter ici les arguments exprimés lors de la dernière session. Je me permets toutefois d'insister sur quelques autres éléments. Premièrement, il s'agit ici de donner une marge de manœuvre à la Direction de l'instruction publique pour apprécier une situation personnelle, et, le cas échéant, pouvoir offrir une aide financière. Il ne s'agit pas d'une modification de la loi, ce qu'appliquait ma précédente motion, mais d'une autorisation donnée par le législatif que nous sommes à son exécutif. En acceptant la présente motion de mes collègues, vous autorisez tout simplement la Direction de l'instruction publique de faire des exceptions à la loi, au cas par cas. J'entends déjà les cris d'orfraie des nombreux juristes de cette docte assemblée, pour autant qu'ils soient attentifs à ma diatribe évidemment, criant au vice de forme, ou invoquant tel autre argument juridique abscons pour rejeter ma démonstration. Et pourtant, je n'en démords pas. Si nous ici, nous donnons cet accord, il sera possible de trouver une solution pour laisser cette marge de manœuvre à la Direction précitée. Par ailleurs, je vous rappelle que nous parlons ici d'individus, de collègues pour moi, bref, des êtres humains, qui, après de nombreuses années de travail accompli au plus près de leur conscience, reçoivent en guise de gratitude une importante diminution de salaire accompagnée, en guise de dessert, d'une augmentation des cotisations à la Caisse de pension suite au changement de système. Quand on sait que nous parlons d'une poignée de collègues, de quelques milliers de francs, et que le canton boucle avec des millions de bénéfice, cela fait très mal. Enfin, je regrette encore que les collègues concernés soient considérés comme des profiteurs. Quand bien même il y en aurait, cela ne justifie en rien l'affront fait à tous ceux qui, honnêtement, ont cherché une nouvelle place de travail au secondaire I, mais sans succès: c'est à eux que s'adresse cette motion.

Permettez-moi encore rapidement de dire que, à propos des précédentes interventions, il y a eu une publication dans la Feuille officielle scolaire en 1994, pour moi, c'est quelque chose d'officiel, et ce n'est pas simplement une promesse d'un quelconque service administratif. Enfin donc, c'est pour

toutes ces raisons qui me semblent pertinentes que je vous enjoins, au nom du groupe socialiste, de soutenir cette motion.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Die Motion Gasser wurde seinerzeit zurückgezogen, weil eine Umsetzung sehr aufwendig und auch unverhältnismässig gewesen wäre. Die nun vorliegende Motion, welche in dieselbe Richtung zielt, ist sehr vage und aus meiner Sicht auch «gummig». Was sind denn Härtefälle und wem will man freiwillig entgegenkommen? Inzwischen wissen wir auch, dass die betroffenen Lehrpersonen frühzeitig schriftlich informiert wurden. Die zusätzlichen Massnahmen, welche für die betroffenen Personen jetzt gelten, entsprechen für mich dem geforderten Entgegenkommen. Deshalb macht diese Motion keinen Sinn. Die FDP-Fraktion wird sie denn auch ablehnen.

Stephan Oester, Belp (UDF). Inhaltlich muss ich nicht mehr gross auf das Thema eingehen. Die Vor- und die Nachteile wurden erörtert. Die EDU-Fraktion hat nicht erneut darüber diskutiert, weil es schon einmal vorgelegen hat. Die Argumente, die einen Vergleich mit der Privatwirtschaft anstellen oder die lange Zeit anführen, die für ein Umschwenken zur Verfügung gestanden hat, sowie die Antwort des Regierungsrats überzeugen uns eigentlich, sodass wir die Motion einstimmig ablehnen.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Les radicaux se succèdent à la tribune, mais il faut croire que les avis divergent. Après le retrait de la motion de Peter Gasser sur le même sujet, la mort dans l'âme, la nouvelle motion propose des solutions individuelles pour les derniers cas de rigueur, c'est-à-dire moins d'une soixantaine de personnes concernées par la suppression des droits acquis fixés au 1.8.2015. Et cette fois, sans modification de la loi, mais plutôt par une solution interne à la DIP. On demande donc un geste de faveur de la part de la DIP vers ces maîtres qui se sont engagés depuis des années pour l'école bernoise. On connaît l'historique de cette situation. L'introduction du 6/3 en 1990, la modification de l'ordonnance sur le statut des enseignants en 2004, une promesse que le salaire acquis serait garanti jusqu'à la retraite, et en 2007, après de longues discussions au Grand Conseil, la réglementation des droits acquis a été limitée en 2015. Adieu la promesse, selon le principe à travail égal, salaire égal. Les syndicats sont partagés, le SEJB soutient la motion, le LEBE pas. Personnellement, je pense que l'on aurait pu, à l'interne, réunir et régler la question avec ces soixante personnes, que certains pensent avoir été négligents par rapport à leur situation personnelle. On aurait pu faire aussi un rappel, on aurait pu les réunir, ils n'ont pas manqué leur devoir comme de mauvais élèves. Les autorités ont changé, les directions ont changé, enfin bref, on peut trouver moult arguments dans ce sens-là. La motion n'a pas grande chance de passer, le postulat ne sert à rien. On a manqué le train. Pour les soixante personnes, un sentiment de déception et de frustration, si ce n'est plus. Elles partiront à la retraite d'ici peu, le cœur mais aussi le portemonnaie serrés. Pas seulement par leur faute comme on veut bien nous le faire dire. Essayé, pas pu. Ou auriez-vous par hasard changé d'avis pour ces quelques individus? Je le souhaite, votre vote tranchera.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Meines Erachtens haben alle, die sich nun geäußert haben, ein wenig Recht. Ich kenne ebenfalls solche Einzelfälle, und wenn ich diese anschau, bin ich der Meinung, dass man der Motion des Kollegen Näf zustimmen wollte. Die SVP-Fraktion ist sich nicht einig, eine Minderheit wird das aber tun. Man darf nicht ausser Acht lassen, dass die Personen, von denen hier die Rede ist, seinerzeit auf ausdrücklichen Wunsch der Erziehungsdirektion in der fünften und sechsten Klasse unterrichtet haben. Man kann natürlich durchaus argumentieren, sie hätten nun wechseln können. Roland Näf hat das Problem, das sich beim Wechseln ergibt, vorhin jedoch geschildert. Es gibt indessen noch ein anderes Argument: Es gibt auch Leute, die gerne in der fünften und sechsten Klasse unterrichten! Und vielleicht sind dies Lehrer, die wir dort wollen. Wir wollen nicht unbedingt Lehrer, die an einem bestimmten Ort nur deswegen Schule geben, weil sie dort vielleicht etwas mehr verdienen. Vielmehr wollen wir die richtigen Lehrer auf der richtigen Stufe. Und hier könnten solche dabei sein. Dazu kommt, dass man ihnen 1994 den Besitzstand versprochen hat, ohne zu erwähnen, dass er möglicherweise nur befristet gilt. Nun kann man zwar sagen, es stehe auch nicht explizit, er sei unbefristet, aber wenn ich irgendwo angestellt bin und mir vom zuständigen Amt, wie Roland Näf vorhin ausgeführt hat, versprochen wird, der Besitzstand sei bis zur Pensionierung garantiert, scheint es mir nicht richtig, wenn einige Jahre später einfach beschlossen wird, dies zu ändern. Deshalb bin ich der Meinung, dass man in diesen Härtefällen – und um diese geht es – eine Lösung finden sollte. Es wurde auch gefragt, was denn ein Härtefall sei. Der Härtefall hat eben die Eigenschaft, dass man den Einzelfall betrachten muss. Man weiss auch, dass auf anderer Stufe ebenfalls gefordert wird, den Einzelfall zu prüfen. Das ist hier nicht anders. Ich bin überzeugt, dass man für die wenigen Fälle, um die es geht, eine gute Lösung finden kann. Ich bitte deshalb den Rat, der Motion zuzustimmen.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich möchte etwas berichtigen. Bei den Lehrpersonen ist es nicht so, dass für gleiche Leistung der gleiche Lohn gezahlt wird; eben gerade nicht. Wer eine längere Ausbildung hat, erhält einen höheren Lohn; wer eine weniger lange hat, einen tieferen. Und es sind die Sekundarlehrer, die ein um zwei Jahre längeres Studium absolviert haben. Das wurde bisher noch nicht erwähnt. Für mich ist das jedoch das Hauptargument. Ich bin sofort dafür, einmal darüber zu diskutieren, ob das richtig sei. Sie erinnern sich vielleicht noch an mein Postulat, in dem ich verlangt hatte, dass man die Heilpädagogiklöhne an die Primarschullöhne anpassen soll. Auch dort besteht ein Riesenproblem, wenn eine Legasthenietherapeutin mit zwei Kindern massiv höher eingestuft ist als eine Primarlehrerin, die daneben mit zwanzig Kindern arbeiten muss. Von ziemlich vielen hier im Rat wurde gesagt, dies wäre ungerecht, weil die Heilpädagogen ein um zwei Jahre längeres Studium absolvieren als die Primarlehrer. Ich bitte auch den Erziehungsdirektor, das endlich einmal anzuschauen. Soweit ich mit erinnere, gehörte er auch zu denen, die so argumentiert haben. Ich bin auch nicht davon überzeugt, dass dies richtig ist. Man darf hier aber kein Exempel statuieren und sagen, diese Perso-

nen, die bekanntlich Sekundarlehrer sind und länger studiert haben, hätten dieselbe Arbeit geleistet wie die anderen, während man bei den Heilpädagogen hoch oben einsteigen muss, eben weil sie länger studiert haben. Ich bitte den Rat, konsequent zu sein und zuzustimmen.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Ich wollte mich eigentlich nicht zu Wort melden, aber nun reizt es mich, doch auch noch etwas zu sagen. Wir sprechen hier von einem Besitzstand, einer Garantie! Peter Gasser spricht von einem Affront. Für mich besteht der Affront darin, dass man solche Vereinbarungen unterschreibt, und zwar für zwanzig Jahre! Solche Verträge können wir in der Privatwirtschaft, in der Industrie und im Gewerbe nicht machen – ausgeschlossen! Das ist nicht machbar. Diese Leute hätten alle genügend Zeit gehabt, um zu agieren und sich weiter zu interessieren. Die Zeit war für alle vorhanden. Zudem muss man ebenfalls erwähnen, dass in diesem Schreiben von 1994 nirgends stand, diese Regelung gelte bis zur Pensionierung. Hier sprechen wir nun von Einzelfällen, die stark betroffen sind, so genannten Härtefällen. Ich will Ihnen noch das andere schildern: Wir haben Härtefälle in der Industrie, die im Moment mit dem Export kämpft. Ich kenne einige betroffene Firmen, eine in meiner Nähe in Burgdorf, die Firma Aebi: Da muss jeder Arbeiter zum selben Lohn pro Woche drei Stunden länger arbeiten. Im Emmental gibt es eine grosse Firma, die Mopac, deren Arbeiter sich mit 10 Prozent weniger Lohn begnügen müssen, um Kündigungen zu verhindern. Das sind Härtefälle! Da sind Arbeiter betroffen. Aber in diesen Fällen, von denen hier die Rede ist, geht es nicht um die Existenz eines Lehrers. Das muss ich an dieser Stelle noch deponieren.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Ich habe nun die Diskussion verfolgt, und wegen einiger Voten hat es mich nun ebenfalls noch «usem Schtüeli glüpf». Als KMU-Patron bin ich sehr erstaunt, was hier als Härte bezeichnet wird. Beim Wegfall des Privilegs, von dem die Mitarbeiter beim Staat zwanzig Jahre lang profitiert haben, kann man auf keine Art und Weise von einer Härte sprechen. Man kann es vielleicht eine abnehmende Milde nennen. Nicht mehr und nicht weniger. Angesichts der Lohnniveaus ist der Weg, der beschritten wird, zumutbar. Ich bitte den Rat, der Motion nicht zuzustimmen.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Es geht hier um eine lange Geschichte, wie Sie sicher alle gemerkt haben. Ich habe viel Verständnis für das Anliegen von Peter Gasser und nun von Roland Näf, die eine Lösung für die Härtefälle möchten. Ich habe versucht zu prüfen, was wir im Rahmen des Gesetzes machen könnten. Wir haben es gedreht und gewendet: Zulagen, Treu und Glauben, Härtefallbestimmungen – ohne eine Änderung des Gesetzes können wir wohl nichts machen.

Doch wie ist das Ganze entstanden? Eine Lehrperson, die in der Primarstufe unterrichtet, ist unabhängig von ihrer Ausbildung in der Gehaltsklasse 6. Wer in der Sekundarstufe I unterrichtet, hat Gehaltsklasse 10. Mit dem Wechsel vom System 4/5 zum System 6/3 und damit zur Verkürzung der Sekundarstufe I in den 90er-Jahren wurde den Sekundarlehrerinnen und -lehrern, die verdankenswerterweise auf

der Primarstufe weiterunterrichteten, der Besitzstand für immer garantiert. Es handelte sich nicht nur um eine Milde, sondern man war auch auf sie angewiesen. Dabei besteht eine recht grosse Lohndifferenz. Wer als ehemaliger Sekundarlehrkraft auf Primarstufe unterrichtete, hatte wesentlich mehr Lohn als eine langjährige Primarlehrkraft. Das kann monatlich ohne Weiteres einen vierstelligen Betrag ausmachen. Diesen Besitzstand versprach man damals ohne zeitliche Limite bis zur Pensionierung. Das entsprach in den 90er-Jahren dem Volksschulgesetz.

Bei der LAG-Revision 2004 – damals war ich Mitglied des Grossen Rats – beantragte der Regierungsrat, diese Besitzstandswahrung auf nur noch fünf Jahre zu limitieren. Der Grosse Rat hat ausführlich darüber diskutiert. Er kam zum Schluss, fünf Jahre seien zu wenig, und beschloss eine zehnjährige Übergangsfrist bis 31. Juli 2015. Das Ende dieser Frist steht nun bevor. Es wurden ganz klare Übergangsregelungen geschaffen: drei Ziffern, deren wesentlicher Inhalt in der Antwort des Regierungsrats auf den Seiten 2 und 3 wiederholt wird. Genau für Personen, die kurz vor der Pensionierung stehen, wurden Speziallösungen bestimmt; zum Beispiel hilft der Arbeitgeber die Pensionskassenversicherung weiterhin mittragen. Nun ist es effektiv so, dass auf den 1. August 2015 nicht alle Betroffenen in eine neue Stelle gewechselt haben. Es gibt auch Personen, die keine Stelle gefunden oder gar keine gesucht haben. Bei den Betroffenen handelt sich um rund sechzig Personen. Einige haben nun doch noch eine Stelle auf Sek-I-Niveau gefunden; daher erleiden sie keine Lohneinbusse. Einige wenige trifft es aber mit rund 1000 bis 1600 Franken pro Monat. Man kann unterschiedlicher Meinung sein: Man kann der Meinung sein, man habe 2004 mit der Beschränkung auf zehn Jahre einen Fehler gemacht, die Übergangsbestimmungen reichten nicht aus und man wolle es wieder anders. In dem Fall müsste der Grosse Rat das Gesetz ändern.

Nachdem der Grosse Rat im Jahr 2004 genau für diese Härtefälle klare Übergangsregelungen beschlossen hat, kann ich mich nicht einfach über das Gesetz hinwegsetzen. Wenn die Motion überwiesen wird, werde ich eine Gesetzesänderung vornehmen müssen. Das ist kein Problem: In dem Fall werden wir eine entsprechende Gesetzesvorlage präsentieren, die rückwirkend auf den 1. August 2015 gelten wird. Aber ich muss die Übergangsbestimmungen anpassen, sonst würde die Finanzkontrolle zu Recht monieren, das gehe nicht. Wenn der Rat der Meinung ist, die Übergangsbestimmungen seien zu hart, kann er eine Änderung beschliessen. Er ist letztlich der Gesetzgeber, und wir können etwas ändern.

Ich bin allerdings auch in der Sache nicht ganz sicher, ob es richtig wäre. Sie haben nun einige Argumente gehört. Es gibt die Frage der Lohnungleichheit: 2004 wurde im Rat ausführlich diskutiert, ob es richtig sei, dass eine Lehrkraft mit Primarlehrerausbildung, die immer auf der Primarstufe unterrichtet hat, weniger verdient als eine Lehrkraft, der die Besitzstandswahrung garantiert wurde, weil sie als Sekundarlehrkraft auf Primarstufe unterrichtet. Insgesamt war der Grosse Rat damals der Meinung, diese Lohndifferenz sei nicht richtig. Und die Lehrerinnen und Lehrer bekamen zehn Jahre Zeit, um sich neu zu orientieren. Die Härtefälle wurden mit Übergangsbestimmungen gemildert. Es ist eine

Abschätzungsfrage. Wir sind der Ansicht, dass sich der Grosse Rat diese Frage damals klar überlegt und klare Übergangsbestimmungen beschlossen hat und dass diese Frist auch zumutbar war. Es gibt nun in der Tat einige Härtefälle, aber das wurde damals in Kauf genommen. Das ist der Grund, weshalb wir diese Motion ablehnen.

Roland Näf, Muri (PS). Ich bedanke mich herzlich für die Diskussion und für die guten Argumente. Vor allem danke ich auch denen, die nun den einzelnen Menschen, den Einzelfall, gesehen haben und diese Sicht quer über alle Parteien hinweg auch vertreten haben. Vielen Dank. Auf einige Argumente möchte ich noch kurz eingehen. Eines der Hauptargumente war die Lohnungleichheit. Wenn wir tatsächlich anfangen würden, über die Frage der Lohnungleichheit zu diskutieren, gäbe es noch einiges, das im Argen liegt – auch in der ERZ in Bezug auf Lehrpersonen. Ich könnte Ihnen einige Beispiele nennen, die wir angehen müssten. Auch auf die Argumentation von Hugo Kummer und Markus Wenger bezüglich des Gewerbes möchte ich eingehen: Sie haben absolut recht. Im Gewerbe könnte man das garantiert nicht machen. Die Situation ist nun aber effektiv so, dass unsere welschen Kolleginnen und Kollegen schwarz auf weiss – ich weiss nicht, wer in der ERZ diesen Bock geschossen hat – die Information «bis Auflösung des Anstellungsverhältnisses» erhalten haben. Das kann ich nachweisen und Ihnen zeigen. Das stand effektiv in einer französischsprachigen Information. Es ist in der Tat ein Problem von Treu und Glauben, das nicht geklappt hat. Zum Schluss hat nun der Erziehungsdirektor gesagt, er müsse das Gesetz ändern. Ich war der Meinung, dass der Regierungsrat dies mit einem Beschluss machen kann, wenn der Grosse Rat heute den Vorstoss überweist. Ich will nicht in eine Rechtsdiskussion eintreten, aber es ist auf jeden Fall möglich, zumindest mit einer kleinen Gesetzesänderung, wie der Erziehungsdirektor dargelegt hat. Das wäre hier möglich. Ich bitte den Rat, der Motion zuzustimmen.

Marc Jost, Thoun (PEV), vice-président. Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnen will, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 44

Non 92

Abstentions 8

Marc Jost, Thoun (PEV), vice-président. Der Grosse Rat hat die Motion abgelehnt.

Affaire 2014.RRGR.896

N° de l'intervention: 171-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 02.09.2014

Déposée par: Bärtschi (Lützelflüh, UDC)
(porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 162/2015 du 18 février 2015
Direction: INS

Obligation d'enseignement des recteurs et rectrices des écoles du secondaire II

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que les recteurs et les rectrices des écoles du secondaire II (écoles professionnelles, gymnases et écoles de culture générale), qui évaluent leurs enseignants et enseignantes, enseignent aussi dans une certaine mesure.

Développement:

Depuis 2001, les recteurs et les rectrices des écoles du secondaire II du canton de Berne ne sont plus obligés d'enseigner. Depuis 2006, ils sont tenus d'évaluer les prestations des enseignants et enseignantes de leur établissement. Or, pour mener à bien cette tâche correctement, les recteurs et les rectrices doivent eux-mêmes enseigner dans une certaine mesure. En effet, seul le contact permanent avec les élèves durant les cours leur donne les connaissances et l'expérience nécessaires pour évaluer leurs enseignants et enseignantes de manière cohérente, compétente et juste. Cela est d'autant plus important qu'aujourd'hui les écoles sont en pleine mutation culturelle et sociale. Le comportement des élèves change lui aussi en conséquence. Il me semble donc fâcheux que les recteurs et les rectrices qui n'enseignent plus depuis plusieurs années évaluent leurs enseignants et enseignantes. Les recteurs et rectrices de très gros établissements, comme la GIBB, pourront être libérés de cette obligation. Cette réglementation ne s'applique pas aux recteurs et aux rectrices sur le point de prendre leur retraite.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le motionnaire charge le Conseil-exécutif de faire en sorte que les recteurs et les rectrices des écoles professionnelles, des gymnases et des écoles de culture générale, qui mènent des entretiens d'évaluation périodiques (EEP) avec leurs enseignants et enseignantes, enseignent eux-mêmes dans une certaine mesure. D'après lui, ce n'est que de cette façon qu'ils peuvent évaluer les prestations des membres du corps enseignant de manière cohérente, compétente et juste lors des EEP.

A l'heure actuelle, les recteurs et les rectrices ne sont soumis à aucune obligation ni interdiction d'enseigner. Ils sont libres de déterminer s'ils souhaitent se consacrer entièrement aux tâches de direction ou enseigner à temps partiel en plus de ces dernières. Les recteurs et les rectrices du canton de Berne étaient soumis à une obligation d'enseigner jusqu'en 2001. Selon leur degré d'occupation, ils de-

vaient ainsi dispenser entre deux et quatre leçons. Lors de l'examen du pool de direction en 2001, il a été constaté que celui-ci n'était pas suffisant pour assurer la conduite professionnelle d'une école. A la suite de cet examen, le pool de direction n'a toutefois pas été augmenté au degré secondaire II. En revanche, l'obligation des recteurs et des rectrices d'enseigner a été supprimée, ce qui a entraîné une hausse indirecte des ressources consacrées à la direction des écoles.

Dans les années qui ont suivi, le développement d'une direction professionnelle des écoles s'est poursuivi. Aujourd'hui, le canton pilote les établissements du degré secondaire II au moyen de conventions ou de contrats de prestations ainsi que d'enveloppes budgétaires. Dans ce cadre, les recteurs et les rectrices veillent à organiser leur école et à gérer leur personnel de manière optimale avec les ressources dont ils disposent. Ils sont également responsables de confier la tenue des EEP aux différents membres de la direction de leur établissement.

A l'heure actuelle, la situation est la suivante dans les écoles du degré secondaire II :

- Dans les grands établissements, la plupart des recteurs, des rectrices, des directeurs et des directrices se concentrent sur leurs tâches de direction et n'enseignent pas. Les vice-recteurs et les vice-rectrices ainsi que les autres membres de la direction concilient en revanche fonction de direction et enseignement.
- Dans les petits établissements, le pool de direction est calculé au plus juste, de sorte que les recteurs, les rectrices, les directeurs et les directrices doivent en règle générale enseigner afin d'atteindre un degré d'occupation de 100 pour cent.

Dans les écoles dans lesquelles le membre de la direction assumant la responsabilité générale de l'établissement se consacre à la conduite pédagogique et à la direction des tâches d'exploitation de l'école, la structure de la direction comporte en principe plusieurs niveaux. S'agissant de l'évaluation des prestations des collaborateurs et des collaboratrices, cela signifie que le recteur, la rectrice, le directeur ou la directrice mène les EEP avec les membres de la direction d'école qui lui sont directement subordonnés et, le cas échéant, avec les enseignants et les enseignantes assumant une certaine fonction de direction, comme la présidence d'un collège de discipline. Les EEP avec les autres enseignants et enseignantes sont menés par les autres membres de la direction, qui concilient fonction de direction et enseignement et, partant, disposent du contact avec les élèves souhaité par le motionnaire.

Il est cependant possible de concevoir des structures de direction dans lesquelles les recteurs, les rectrices, les directeurs et les directrices qui n'enseignent pas mènent les EEP avec les membres du corps enseignant. Grâce à leur fonction de direction, ils connaissent les mutations pédagogiques, sociales et culturelles qui s'opèrent dans les écoles et l'environnement scolaire ainsi que les évolutions dans le comportement des élèves, malgré le fait qu'ils n'enseignent pas. En outre, le profil d'exigences correspondant à cette fonction de direction requiert de l'expérience dans les institutions de formation et des connaissances de l'enseignement afin que les titulaires de postes disposent des compétences nécessaires pour discuter du mandat et de la

situation professionnels des enseignants et des enseignantes lors des EEP.

S'opposent également à la réintroduction de l'obligation d'enseigner pour les recteurs, les rectrices, les directeurs et les directrices les coûts supplémentaires qui y sont liés. En effet, si l'enseignement venait à faire partie intégrante des tâches de rectorat et de direction, les ressources pour la conduite des écoles devraient être augmentées en conséquence.

Le Conseil-exécutif estime que le système actuel, comportant les deux variantes possibles, a fait ses preuves et qu'aucune modification n'est nécessaire. Il propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Dieses Geschäft wurde zurückgezogen.

Affaire 2014.RRGR.908

N° de l'intervention: 180-2014
 Type d'intervention: Postulat
 Déposée le: 03.09.2014
 Déposée par: Kohli (Berne, PBD) (porte-parole)
 Desarzens-Wunderlin (Boll, PLR)
 Keller (Hinterkappelen, Les Verts)
 Cosignataires: 4
 N° d'ACE: 167/2015 du 18 février 2015
 Direction: INS

Obtention des certificats ECDL dans les écoles moyennes

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier l'opportunité de proposer dans toutes les écoles moyennes du canton de Berne (gymnases et écoles de culture générale) des leçons destinées à préparer les examens ECDL et d'organiser les examens d'obtention des certificats ECDL au sein de l'école. L'idéal serait que les élèves commencent les cours ECDL en début de neuvième année. Ainsi, même les élèves qui quittent l'école à la fin de la scolarité obligatoire seraient en possession d'un certificat ECDL. Le Conseil-exécutif pourrait par ailleurs recommander aux communes de proposer le certificat ECDL au degré secondaire I.

Développement :

Tous les élèves devraient quitter l'école avec un certificat de capacité en TIC. Le certificat ECDL (European Computer Driving Licence), internationalement reconnu et le plus répandu en Suisse, atteste ces capacités. Les aptitudes pratiques acquises grâce à l'ECDL sont utiles aux élèves durant leur formation professionnelle ou leurs études.

Savoir se servir d'un ordinateur est devenu indispensable, au même titre que savoir lire, écrire et compter. C'est pourquoi les écoles doivent elles aussi réagir à cette mutation. Avec les certificats ECDL, elles peuvent transmettre à leurs élèves de solides connaissances attestées dans l'utilisation des applications Office, des systèmes d'exploitation et de l'internet, contribuant ainsi à l'amélioration des perspectives d'avenir de leurs élèves.

Le programme ECDL est déjà solidement ancré dans de nombreuses écoles secondaires de Suisse alémanique et a fait ses preuves en tant que matière optionnelle⁶. Dans le canton de Zurich, l'ECDL fait partie du programme scolaire de l'école de culture générale. Les élèves suivent quatre modules ECDL dans le cadre du cours d'informatique et peuvent obtenir le certificat ECDL Profile. Depuis le lancement de ce programme en 2007, cette école a déjà fait passer 11 000 tests (épreuves de certificat et tests de placement). L'ancienne école cantonale d'Aarau a elle aussi déjà fait passer plus de 28 000 tests. Et ce ne sont pas les seuls exemples.

Le programme ECDL offre une certification toujours actuelle et flexible des compétences informatiques. Il n'y a pas de limite d'âge pour s'inscrire, dans l'esprit d'un apprentissage tout au long de la vie.

Chaque année en Suisse, 18 000 personnes, dont deux tiers de jeunes en formation professionnelle, en école moyenne ou en école secondaire, passent les examens modulaires ECDL et améliorent ainsi leurs chances sur le marché de l'emploi.

La Société Suisse d'informatique (SI), bénéficiaire d'une licence de la fondation ECDL, une organisation à but non lucratif sise à Dublin, promeut la diffusion de l'ECDL en Suisse et garantit ainsi aussi sa qualité.

Réponse du Conseil-exécutif

Les cours de technologies de l'information et de la communication (TIC) occupent une place importante dans les écoles moyennes. Ainsi, une leçon dédiée aux TIC a été introduite dans le cadre de l'actuelle révision du plan d'études germanophone pour la formation gymnasiale. Ces cours de TIC ne doivent pas mettre l'accent sur l'utilisation d'applications (formations liées à des produits), mais plutôt permettre la transmission de connaissances TIC plus étendues (sécurité et protection des données, etc.).

Les travaux autour du plan d'études vont se baser sur les expériences acquises au sein des écoles moyennes tout en tenant compte des dernières évolutions. Certaines écoles ont déjà pris l'initiative de proposer à leurs élèves des cours facultatifs permettant l'obtention de certificats informatiques, que ce soit ceux d'ECDL ou ceux d'autres prestataires (p. ex. SIZ). Ces expériences vont elles aussi être prises en considération pour l'élaboration du nouveau plan d'études. Dans le cadre du travail effectué sur le plan d'études, il est impératif de veiller à ce que la liberté d'enseignement du corps enseignant et l'autonomie partielle des écoles ne soient pas entravées inutilement par une consigne concernant le produit ou les moyens d'enseignement à utiliser.

Le processus de remaniement du plan d'études germanophone pour la formation gymnasiale qui est actuellement en cours offre en principe la possibilité d'étudier la demande formulée dans le postulat visant à introduire la préparation aux examens ECDL dans le programme des écoles

⁶ La liste de tous les centres d'examen ECDL dans les gymnases et écoles cantonales, les écoles de culture générale et au niveau secondaire (secondaire I), se trouve à l'adresse www.ecdl.ch/pruefungsstandorte.

moyennes. Ce faisant, il convient de tenir compte des points suivants :

- Les cours ECDL concernent uniquement les produits Microsoft et ne tiennent pas compte des autres produits sur le marché. Il s'agit donc d'une offre unilatérale.
- Au moment de traiter le postulat, il faut examiner d'un œil critique l'option d'une orientation des écoles cantonales vers un seul prestataire. Une telle démarche rendrait impossible le recours à des produits Open Source.
- Avec une formation axée sur un seul produit, les compétences informatiques ne sont pas développées de manière optimale. Il est au contraire possible de transmettre des compétences informatiques étendues uniquement si l'on va au-delà du savoir nécessaire à une seule application.
- Les coûts liés à l'introduction des cours préparant aux examens ECDL doivent être étudiés avec attention. A l'heure où des mesures d'économie rigoureuses sont mises en place dans le sillage de l'examen des offres et des structures, il ne serait pas bon de lancer de coûteux nouveaux cours pas forcément nécessaires.
- De nombreuses écoles étudient actuellement la possibilité d'introduire la stratégie informatique « Bring your own device » ou en français « Apportez votre équipement personnel de communication ». Une formation axée sur les produits Microsoft empêcherait la réalisation d'un tel projet.
- Selon l'auteur du postulat, de nombreuses écoles secondaires proposent déjà des cours ECDL. Il faut éviter le dédoublement de l'offre en proposant de tels cours dans toutes les écoles moyennes.

Compte tenu des points susmentionnés, le Conseil-exécutif est disposé à étudier, dans le cadre du remaniement du plan d'études germanophone pour la formation gymnasiale, la question de savoir s'il faut ou non introduire des cours de préparation aux examens ECDL obligatoires au sein des écoles moyennes du canton de Berne.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Ist das Postulat im Rat bestritten? – Das ist nicht der Fall. Somit stimmen wir darüber ab. Wer Das Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer es ablehnen will, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	86
Non	47
Abstentions	6

Affaire 2014.RRGR.1106

N° de l'intervention: 208-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 10.11.2014

Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC)
(porte-parole)
Schwarz (Adelboden, UDF)
Berger (Aeschi, UDC)
Rösti (Kandersteg, UDC)
0
Cosignataires:
Urgence: refusée le 20.11.2014
N° d'ACE: 163/2015 du 18 février 2015
Direction: INS

Latitude des communes dans la mise en œuvre de la loi sur l'encouragement des activités culturelles

Le Conseil-exécutif est chargé de proposer une modification de la loi sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC) de manière à ce que le modèle de la commune-siège puisse être appliqué même dans les communes qui ne sont pas intégrées à une conférence régionale.

Développement :

D'après la LEAC, l'encouragement des activités culturelles est une tâche que se partagent le canton et les communes. Celles-ci devraient donc bénéficier de la latitude nécessaire. Pourtant la LEAC prévoit la création d'un syndicat de communes dans les cas où il n'existe pas de conférence régionale. Or, pour les communes, le regroupement en syndicat est trop onéreux et exige trop de formalités administratives. Elles le considèrent comme excessivement lourd et disproportionné. Les communes de l'arrondissement administratif de Frutigen-Bas-Simmental se sont prononcées contre la création d'un syndicat de communes et souhaitent la mise en place du modèle de la commune-siège. Ce modèle doit donc être intégré dans la loi si celle-ci doit pouvoir être mise en œuvre avec succès.

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire demande que la loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC) soit modifiée de manière à ce que le modèle de la commune-siège puisse être appliqué même dans les communes qui ne sont pas intégrées à une conférence régionale.

Alors que le Conseil-exécutif estime que le modèle de la commune-siège est adapté pour l'accomplissement d'une tâche opérationnelle comme la protection contre le feu, il pense que ce n'est pas le cas pour l'encouragement des activités culturelles. En vertu de l'article 22, alinéa 2 LEAC, les contrats de prestations réglant le soutien apporté conjointement par la commune-siège, le canton et les communes de la région aux institutions culturelles sont conclus moyennant l'approbation de l'institution culturelle subventionnée, de la commune-siège, de l'organisation régionale représentant les communes et du canton (Conseil-exécutif). Si l'organisation régionale représentant les communes et la commune-siège ne faisaient qu'une, les communes de la région seraient exclues du processus de décision.

Pour l'encouragement des activités culturelles au sens de la LEAC, le regroupement des communes constitue donc une plate-forme décisionnelle (cf. art. 24, al. 2 LEAC) permettant aux communes concernées de disposer d'un droit de vote pondéré. Les décisions ne peuvent pas être déléguées aux communes-sièges car celles-ci sont des partenaires con-

tractuels autonomes et à ce titre, elles n'ont pas le droit de vote pour les décisions du syndicat de communes (ou de la conférence régionale) concernant « leurs » institutions culturelles (art. 24, al. 3 LEAC).

Si la loi prévoyait une autre solution que le syndicat de communes, un grand nombre de modalités concrètes devraient être réglées par contrat (appartenance obligatoire des communes se situant dans le périmètre, droit de vote pondéré, interdiction pour la commune-siège de voter sur les affaires concernant ses propres institutions, etc.) faute de quoi les communes de la région seraient privées d'un droit de codécision garanti par la loi.

Les communes peuvent déjà s'appuyer sur le règlement d'organisation type élaboré par l'administration pour les syndicats de communes à structure simple. Dans ce modèle, l'administration du syndicat de communes peut être déléguée à une commune. Une autre solution ne réduirait donc pas la charge de travail et ne serait pas plus favorable qu'un syndicat de communes à structure simple. En Haute-Argovie, il a été décidé de constituer un syndicat sur la base du règlement d'organisation précité et la plupart des communes de l'arrondissement administratif de Frutigen-Bas-Simmental évoqué par le motionnaire se sont prononcées en faveur d'un syndicat lors d'une consultation de la préfecture (état en décembre 2014). L'administration serait alors déléguée à la commune de Spiez.

Il faut souligner qu'une éventuelle modification de la loi ne pourrait pas être réalisée en temps voulu pour la première période de subventions au sens de la LEAC (à compter du 1^{er} janvier 2017) car les négociations sur les contrats de prestations ne peuvent avoir lieu que si l'organisation régionale des communes est réglée à l'été 2015. En l'absence d'organisation régionale opérationnelle, les contrats de prestations risqueraient de ne pas être garantis et les institutions culturelles risqueraient de ne pas percevoir les aides cantonales. En outre, les objectifs de la LEAC visant à accroître la compétence des régions en matière d'encouragement des activités culturelles et de donner aux institutions culturelles une large assise régionale ne seraient pas atteints.

Pour toutes ces raisons, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Das Geschäft wurde zurückgezogen. Damit sind wir am Ende der Erziehungsdirektion angelangt. Ich danke dem Erziehungsdirektor und verabschiede ihn sowie seine Mitarbeiter.

Affaire 2015.RRGR.136

Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (GP 05.17.9101). Dépassement du solde de la MC III. Crédit supplémentaire

Annexe 04, ACE 106/2015

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

La présidente. J'ai une information importante à vous donner, même deux. Tout d'abord, nous saluons la section UDC de Lützelflüh qui nous rend visite aujourd'hui. Mesdames et messieurs, soyez les bienvenus ici parmi nous (*applaudissements*). Deuxièmement, M. Neuhaus arrive seulement d'ici une demi-heure, on a été un peu trop vite. Alors, time-out, Kaffee-Pause jusqu'à 15 heures 45 précises.

La séance est interrompue jusqu'à l'arrivée du directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.

La présidente. Je vous prie de prendre place, nous allons continuer et je rouvre la séance. J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. le directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques en le remerciant pour sa flexibilité. Notez en fait que sur le plan de la session, M. Neuhaus aurait dû être là lundi prochain. Alors, nous commençons tout de suite avec l'affaire 43, demande de crédit, Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte. Dépassement du solde de la MC III. Crédit supplémentaire. M. Pfister, porte-parole de la Commission des finances a la parole.

Hans Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), rapporteur de la CFin. Wir behandeln heute einen Nachkredit, dem letztlich sicher zugestimmt wird. Gleichwohl muss man dazu ein paar Worte sagen. In der Finanzkommission und im Ausschuss wurde das Geschäft beraten; und wir haben mit Erstaunen festgestellt, dass an einer Sitzung mit der Begleitgruppe und der FIN am 10. November 2014 die Äusserung gemacht wurde, man werde das Budget voraussichtlich einhalten können. Wenn man so etwas im November sagt und nun ein Nachkredit von 10,667 Mio. Franken kommt, dann stimmt aus meiner Sicht etwas nicht, denn das hätte man bereits im November merken müssen. Wir stellen uns die Frage, wie lange es noch gehe, bis man bei der KESB auch das Finanzielle in den Griff bekommt. Es kann nicht sein, dass der Grosse Rat jährlich einen Nachkredit bewilligen muss. Ebenfalls staunen wir, wie man 10,667 Mio. Franken kompensieren kann. Da stellt sich für mich persönlich die Frage, ob man zu gut budgetiert, so dass man noch derart viel Luft hat. Die Finanzkommission hat diesem Kredit mehrheitlich zugestimmt. Ich hoffe, dass ihn auch der Grosse Rat absegnet.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Der vorliegende Nachkredit zeigt auf, dass die SVP Recht hatte. Sie hat nämlich von Anfang an gewarnt, dass die Kosten dieses Konstrukts stetig steigen werden, und zwar unkontrolliert. Die SVP ist sich bewusst, dass ein Nein zu diesem Nachkredit nichts daran ändert, dass das Geld ausgegeben wurde. Sie begrüsst grundsätzlich auch eine vorsichtige Budgetierung und anerkennt die Tatsache, dass genaue Kostenschätzungen bei einer neuen Organisation schwierig sind. Trotzdem lehnen wir diesen Kredit mehrheitlich ab. Damit verleihen wir unserem Unmut über die heiklen Punkte bei der KESB Ausdruck. Weil ein völlig neues System aus dem Boden gestampft wurde, anstatt sich an den bestehenden Strukturen zu orientieren, sehen wir uns nun mit dieser Kostenexplosion konfrontiert. Die KESB

darf nicht zu einem Instrument werden, das jeden Preis kosten darf. Besonders hellhörig macht auch der Anstieg der Zahl der Dossiers. Es darf eben nicht auf Biegen und Brechen überall eingegriffen werden. Das führt sonst zwangsläufig zu einer Überversorgung, die letztlich wieder vom Steuerzahler finanziert werden muss. Die SVP hatte also Recht. Die KESB wurde teurer; nun zählen wir darauf, dass diejenigen Parteien, welche die Warnung damals in den Wind geschlagen haben, jetzt mithelfen, die Entwicklung der Dossiers und der Kosten der KESB in den Griff zu bekommen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Die Umorganisation der KESB ist und bleibt sicher ein Jahrhundertgeschäft wie kaum ein zweites. Von Anfang an standen die Kosten im Fokus. Der Regierungsrat weist im Papier zuhanden der FiKo, der GSoK und der politischen Begleitgruppe KESB sowie im Vortrag darauf hin. Die KESB läuft noch nicht lange, und die Arbeiten sind sehr anspruchsvoll. Referenzzahlen fehlen faktisch, denn man hat die neue Organisation quasi auf der grünen Wiese aufgebaut. Bereits wurden Anpassungen nötig, und die JGK hat reagiert: Die Vernehmlassung «Dringliche Änderungen des Kindes- und Erwachsenenschutzgesetzes» läuft. Wir möchten nicht in das KESB-Bashing von Anfang 2015 einstimmen. Aber auch wir haben uns Gedanken gemacht. Wir hoffen einfach sehr, dass sich die KESB-Zahlen in den kommenden zwei Jahren einpendeln werden und wir uns in einem Kostenrahmen bewegen können, sodass das Budgetieren einfacher und kostengenaue möglich ist. Der Peak der Kosten sollte aus unserer Sicht nun wirklich erreicht sein, und wir sind froh, wenn wir den in Aussicht gestellten Bericht nach der ersten Legislatur zur Kenntnis nehmen können.

Die Diskussion in der BDP-Fraktion hat auch gezeigt, dass sich die Frage stellt, ob der administrative Aufwand in der KESB tatsächlich immer gerechtfertigt ist. Aus diesem Grund werden nicht alle BDP-Mitglieder den Nachkredit gutheissen. Dies, weil der administrative Aufwand aus ihrer Sicht noch immer zu hoch ist. Kritisch stellen wir die Frage, ob es wirklich alle Abklärungen in diesem Ausmass braucht, ob die extrem umfangreichen Dossiers für die Abklärung wirklich immer nötig sind oder ob nicht weniger manchmal mehr wäre. Aus unserer Sicht könnten die nötigen Entscheide vermutlich auch mit weniger Abklärungen gefällt werden. Wir wollen zwar die Professionalisierung, aber die Verantwortung von Entscheiden sollte nicht von der Dossierdicke abhängig sein. Wie gesagt, wird die grosse Mehrheit der BDP-Fraktion dem Kredit zustimmen, es gibt aber auch ein paar Neinstimmen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich will die Diskussion nicht verlängern. Die glp wird dem Nachkredit zustimmen. Auch wir haben uns Fragen gestellt, aber ich kann nicht akzeptieren, dass wir uns ein Bashing seitens der SVP zum Beispiel wegen der Finanzierung der Psychiatrie anhören müssen. Liebe SVP und wer sonst noch geholfen hat: Bei der ASP-Debatte haben wir die 5 Mio. Franken für die Psychiatrie gestrichen. Schon damals haben wir erfahren, dass dieser Boomerang auf uns zurückfallen wird. Es haben einfach alle die Ohren verschlossen. Aber dieser Boomerang ist nun mit einem Teil dieses Nachkredits effektiv zurückgekommen. Ich erinnere daran, dass man sehr

aufpassen muss, wie das Resultat unter dem Strich aussehen wird, wenn man solche Kürzungen vornimmt. Dies ist nun eines der Resultate einer unberechtigten Kürzung, die der Grosse Rat bei der ASP vorgenommen hat. Das wollte ich hier noch rasch festhalten.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Die KESB ist eine völlig neue Organisation. Sie arbeitet seit etwas mehr als zwei Jahren in dieser Form zusammen. Klar ist es unschön, dass im Herbst 2014 gesagt wurde, es sei alles im grünen Bereich und es laufe auch finanziell alles gut, und dass wenige Monate später ein solcher Nachkredit eingeholt werden muss. Professionalisierung hat aber ihren Preis – nicht nur monetär, aber eben ganz sicher auch. Die KESB wird evaluiert werden, und auch ohne dies sind wir überzeugt, dass sich diese Organisation ständig verbessern und verschlanken wird. Sie wird Elemente abbauen können oder andere aufbauen müssen, damit sie sich so organisieren kann, wie es sich für einen professionellen Betrieb gehört. Wir wollten die KESB und werden daher auch dem Nachkredit zustimmen.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Auch wir sind von der Kurzfristigkeit dieses Nachkredits überrascht. Wenn man genau hinschaut, ist es so, wie vorhin Franziska Schöni ausgeführt hat: Mehr als 7 Mio. Franken dieses Nachkredits entstanden durch die Überlieger in der Psychiatrie. Diese Kosten hat nicht die KESB verursacht. Das KESB-Bashing, wie es vorhin genannt wurde, ist daher nicht gerechtfertigt. Anita Luginbühl hat gesagt, dass wir demnächst das Gesetz revidieren werden, das noch gar nicht lange in Kraft ist. Gewisse «Fehler» oder Lücken wurden entdeckt, und im Sinn der Effizienz wird das nun gemacht. Ich will mich nicht weiter zur KESB äussern. Das Wichtige hat Béatrice Stucki vorhin gesagt. Wir stimmen dem Nachkredit jedenfalls zu.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Auch die EVP-Fraktion wird dem Nachkredit zustimmen. Grundsätzlich gibt es zwei Systeme, wie man damit umgehen kann, wenn man finanzpolitisch etwas Neues aufbaut: Einerseits kann man vorsichtig budgetieren, mit dem Risiko, dass man einen Nachkredit einholen muss; oder man packt genügend Geld darauf, damit das sicher nicht passiert. Die EVP ist eher der Meinung, man solle vorsichtig budgetieren und halt das Risiko eines Nachkredits eingehen. Wir bitten den Rat jedoch, der KESB buchstäblich Kredit zu geben: nicht nur indem man dem Nachkredit zustimmt, sondern indem man ihr auch Kredit gibt, damit sie ihre Organisation solide und professionell aufbauen kann.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). Ich kann mich kurz fassen: Es ist unangenehm, einen solchen Nachkredit einholen zu müssen, aber wir wollten die KESB. Wir wollen Qualität und professionelle, seriöse Arbeit. Wir arbeiten hier in einem sehr heiklen Bereich und wollen, dass entsprechend sauber gearbeitet wird, dass man dies ernst nimmt und sich darum kümmert. Deshalb steht die grüne Fraktion grossmehrheitlich hinter dem Nachkredit und wird ihn grossmehrheitlich genehmigen. Ich wäre froh, wenn das viele weitere Ratsmitglieder ebenfalls machen würden. Wir haben allen Grund, gut hinzuschauen und hier verantwortungsbewusst zu handeln.

La présidente. Est-ce qu'il y a encore des intervenants pour les groupes? – Pour la Députation? – Ce n'est pas un thème de la Députation, Monsieur. – Bon, vous avez la parole, Monsieur.

Maxime Zuber, Moutier (PSA). Je serai très bref, la Députation ne s'est pas prononcée sur la question de ce crédit en tant que telle et elle n'aura pas donné ici un avis de groupe. Mais c'est un devoir pour moi en tant que président de la Députation de rappeler les fortes réticences qui s'étaient exprimées à l'époque où le Grand Conseil devait choisir entre deux modèles d'autorités de protection de l'enfant et de l'adulte. Vous vous souvenez qu'il y avait la possibilité d'un modèle, celui qui a été mis en œuvre, à savoir le modèle cantonal, professionnel, et puis il y avait la possibilité de mettre en place un modèle sur la base des autorités tutélaires existantes. Et un des arguments du Conseil-exécutif, en particulier du directeur de la justice, c'était l'argument financier, et l'on avait dit aux communes que le modèle cantonal allait coûter moins cher, ou en tout cas, que ce serait une opération blanche. Aujourd'hui, la démonstration est faite que tel n'est pas le cas. Dans la situation actuelle, ces autorités de protection de l'enfant et de l'adulte sont débordées et je fais le pari que nous n'avons pas fini de voter des augmentations de crédit, parce que ces autorités n'ont pas les moyens de fonctionner, parce que le travail qu'elles ont à faire est beaucoup trop compliqué, et c'était beaucoup plus simple quand les communes pouvaient s'occuper de ce travail-là. La preuve est faite aujourd'hui.

La présidente. Je ne suis pas sûr que la Députation ait discuté sur ce thème.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Es ist unangenehm, einen solchen Kredit vertreten zu müssen, auch wenn er begründet ist. Mir tut es leid, wenn sich jemand vor den Kopf gestossen fühlt. Am 20. November gaben wir den entsprechenden Wissensstand wieder. Diverse Kosten wurden erst nachher abgerechnet. Zum Beispiel hatten wir auch bei den Überliegern schon vorher darauf hingewiesen. Aber die Gemeinden und die Sozialdienste haben nachträglich abgerechnet, bis ins neue Jahr hinein. Deshalb konnten wir auch nur diejenigen Kosten angeben, die bekannt waren. Am 29. Januar 2010 hat der Grosse Rat beschlossen, dass der Kanton das System übernehmen soll. In einem zweiten Umgang habe ich mich dagegen gewehrt; der Rat hielt jedoch an der Kantonalisierung fest. Den Vorwurf, der Kanton hätte es billiger machen können, weise ich klar zurück. Wenn man feststellt, dass im Berner Jura 70 Prozent mehr Dossiers vorliegen, als angekündet wurden, kann man dies dem Kanton zuschieben. Man kann aber auch sagen, man habe weniger angekündet. Es ist jedoch keine Frage der Sprache oder der Region, sondern ein komplett neues System. Mit einem neuen Gesetz wurden 319 Organisationen in 11 kantonale und einer burgerlichen KESB zusammengefasst. Es hatten Grundlagen gefehlt; manche Gemeinden hatten vor der Einführung der KESB ein halbes Jahr lang nichts mehr gemacht, was zu einem Überhang an Arbeit führte. Entsprechend hat man nun bei den Kosten

überschossen. Wir haben bei den Kosten aber auch überschossen, weil nach 2013 die Massnahmenkosten von 100 auf 50 Mio. Franken gekürzt wurden. Der Nachkredit mag unangenehm sein, er ist aber begründet. Wir hatten eng budgetiert, und diverse Kosten fallen nun bei anderen Direktionen weg und kommen zur JGK.

Zum Schluss entschuldige ich mich noch einmal bei allen, die überrascht und entsetzt waren, die persönlich oder sonst wie getroffen wurden: Wir hatten nicht behauptet, das Modell werde billiger. Es ist effektiv auch schwierig, einen Vergleich anzustellen. Jeder Franken des Nachkredits ist indessen begründet. Ich hoffe, dass ihm der Grosse Rat zustimmen kann, und bedanke mich im Namen des Regierungsrats.

La présidente. Nous passons donc au vote. Ceux qui acceptent ce crédit supplémentaire votent oui, ceux que le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 92

Non 34

Abstentions 21

La présidente. Vous avez accepté ce crédit supplémentaire.

Affaire 2014.RRGR.898

N° de l'intervention: 173-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 02.09.2014
 Déposée par: Gabi Schönenberger
 (Schwarzenbourg, PS)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 33
 N° d'ACE: 80/2015 du 28 janvier 2015
 Direction: JCE

Prévention des abus sexuels dans les institutions et les associations

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Mettre à la disposition des institutions et des associations de la documentation (guides, chartes, schémas d'intervention) sur le thème des abus sexuels.
2. Obliger les institutions et les associations à élaborer des guides, chartes ou schémas d'intervention.
3. Obliger les institutions et les associations dans lesquelles des abus sexuels ont déjà été commis à prendre au plus vite les mesures nécessaires.
4. Mettre à la disposition des institutions et des associations dans lesquelles des abus sexuels ont déjà été commis des informations pratiques propres à les aider.

Développement

L'intégrité sexuelle et psychique des enfants et des jeunes doit être garantie, de même que leur droit à l'autodétermination. La prévention des abus sexuels est dès lors une nécessité : il faut respecter les limites, les siennes propres et celles d'autrui.

Les institutions et les associations doivent savoir comment procéder en cas d'abus sexuel et à qui s'adresser. Elles doivent intégrer la prévention dans leur quotidien pour empêcher les abus sexuels.

L'article 328 du Code des obligations, qui règle la protection de la personnalité des travailleurs et travailleuses, oblige l'employeur à veiller « au maintien de la moralité. En particulier, il veille à ce que les travailleurs [et les travailleuses] ne soient pas harcelés sexuellement et qu'ils ne soient pas, le cas échéant, désavantagés en raison de tels actes ».

Ces obligations devraient également être imposées aux institutions et aux associations (écoles, églises, associations sportives, scouts, crèches, etc.). Elles devraient notamment être tenues d'élaborer des guides, chartes ou schémas d'intervention et un soutien devrait leur être proposé à cet égard.

Grâce à ces mesures préventives, elles contribueront à la protection des jeunes placés sous leur responsabilité.

Si malgré tout, des abus sexuels sont commis, les faits doivent être rapidement clarifiés et les mesures nécessaires prises.

Voici les dispositions qu'on pourrait trouver dans une charte :

- Les enfants ont droit à la protection de leur intégrité personnelle.
- L'exploitation sexuelle constitue une atteinte à la personnalité et à la dignité humaine.
- L'exploitation sexuelle est un délit passible de sanctions pénales.
- L'institution XY ne tolère pas l'exploitation sexuelle.
- Les personnes coupables d'exploitation sexuelle s'exposent à des sanctions (dénonciation, licenciement).

Dans un deuxième temps, il faudrait définir la notion d'exploitation sexuelle.

Et dans un troisième temps, il faudrait indiquer comment procéder en cas d'exploitation sexuelle ou de présomption d'exploitation sexuelle et à qui s'adresser (ce qui serait d'une grande aide pour les victimes et leurs parents qui assument la fonction de représentants légaux).

Swiss Olympic et l'Office fédéral du sport (OFSP) ont conçu ensemble un programme exemplaire intitulé « Contre les abus sexuels dans le sport » (<http://www.swissolympic.ch/fr/Ethique/Contre-les-abus-sexuels>).

Les institutions doivent être tenues de dénoncer immédiatement les cas d'abus sexuel et de déferer les coupables à la justice afin qu'ils ne puissent se soustraire aux sanctions. Le but est de protéger les victimes et les jeunes d'autres abus. Il faut en pareil cas agir avec détermination et ne pas protéger les auteurs.

On ne saurait admettre en effet que des personnes qui ont commis des crimes passibles de sanctions pénales puissent continuer à exercer leur métier sans être inquiétées. Qui-conque ferme les yeux, couvre ou dissimule intentionnellement de tels actes s'en rend complice.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion aborde le thème important de l'attention portée à la dignité et au bien-être des enfants et des adolescents mineurs ainsi qu'à leur protection. La prévention des abus sexuels en fait aussi partie.

Il est généralement admis qu'au cours de ces dernières années, un tabou est tombé et que le sujet des abus sexuels subis par des mineurs est abordé par l'Etat et par la société de manière à la fois ouverte et offensive. Cela se traduit par une meilleure information, une prévention améliorée et une conscience accrue du problème dans l'opinion publique.

Depuis longtemps déjà, il importe pour le canton de Berne que les enfants et les adolescents soient protégés de manière efficace contre les abus sexuels et qu'ils bénéficient du meilleur soutien possible s'ils ont été les victimes de tels actes. Au début de 2001 déjà, dans le cadre du projet intitulé « Mise en œuvre de la protection de l'enfant dans le canton de Berne », le Conseil-exécutif avait pris des mesures visant à améliorer la protection des enfants face aux abus sexuels. Un centre d'observation avait été établi dans la clinique pour enfants de l'Hôpital de l'Ile, le service « Fil rouge de la protection de l'enfant », qui regroupe un centre de réception et de coordination ainsi que cinq entités régionales interdisciplinaires, avait été institué afin de répondre aux préoccupations des personnes, mais aussi des institutions et des associations qui soupçonnaient un abus sur un enfant mais ne savaient pas comment procéder en pareil cas. Les mesures prises à cette époque se sont traduites par une meilleure collaboration entre les spécialistes, la création d'une culture commune quant à la procédure à suivre en cas d'abus d'enfants et une meilleure mise en réseau des structures existantes. Une coopération étroite est désormais également établie avec les nouvelles autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA).

En réaction à de nombreux abus sexuels dont un membre du personnel éducatif s'était rendu coupable dans le contexte institutionnel, les institutions réunies au sein de l'Association bernoise des institutions sociales (SOCIAL-BERN) ont prévu différentes mesures de sensibilisation et de prévention. Les travaux ont débouché en particulier sur la rédaction de la Charte pour la prévention des abus sexuels, de la maltraitance et d'autres formes de violation de l'intégrité (http://www.charta-praevention.ch/cms161/userfiles/downloads/Charta_Praevention_F_A4.pdf). Les autorités de surveillance invitent les institutions à reconnaître cette charte et à appliquer ses recommandations au quotidien. Parmi celles-ci, mentionnons l'attention particulière à porter aux procédures de recrutement (vérification des certificats de travail, demande de références).

Par ailleurs, dans tous les foyers pour enfants et adolescents, les membres de la direction et les collaborateurs doivent être aptes à assumer leurs tâches de manière appropriée. Cela suppose que la totalité d'entre eux doivent présenter avant leur engagement un extrait du casier judiciaire ainsi qu'une déclaration attestant qu'aucune procédure pénale les concernant n'est en cours.

Enfin, le mandat de prestations de l'Office bernois de médiation pour les questions du troisième âge, de l'enca-

drement et des homes a été étendu puisque cet organe assume désormais également la fonction de service compétent lors d'annonces de cas d'abus sexuels et d'autres violations de l'intégrité.

Dans le domaine scolaire, le récent cas du travailleur social qui, à Köniz, a commis des actes de violence sexuelle sur des garçons a fortement ébranlé l'opinion publique. En réponse à ces événements, la Direction de l'instruction publique a publié une notice à l'intention des responsables d'écoles, d'écoles à journée continue et du travail social en milieu scolaire (Notice «Exploitation sexuelle: prévention, gestion des soupçons et intervention») destinée à l'école obligatoire. Lors d'engagements, il s'agit par exemple de demander systématiquement des références ainsi qu'un extrait actuel du casier judiciaire.

La prévention des abus sexuels conçue comme une culture de l'attention, du respect, de l'estime et de la compréhension des questions de proximité et de distance s'est également établie dans les associations.

Le programme mentionné dans la motion, intitulé «Contre les abus sexuels dans le sport», fournit aux sociétés et associations sportives des informations pratiques et concrètes notamment sous la forme de mémentos, de guides, de notices et de modalités à respecter. L'Office de la sécurité civile, du sport et des affaires militaires (OSSM), quant à lui, collabore avec l'association mira. Le module de formation interdisciplinaire d'une journée «Contre les abus sexuels», par exemple, est ainsi organisé depuis six ans. Dans la partie francophone du canton, ce module est proposé en collaboration avec l'Association pour l'éducation sexuelle dans les écoles (APESE). Il est fait référence à ces modules interdisciplinaires dans les formations théoriques destinées aux cadres de Jeunesse et Sport (J+S). En 2016, le thème des abus sexuels sera en outre l'un des points forts des cours de formation continue des coaches J+S.

A l'échelon communal, différents projets ont eux aussi été lancés, tel celui intitulé «Köniz schaut hin», qui a démarré en février 2013. Ce projet se fonde sur le programme précité de Swiss Olympic «Contre les abus sexuels dans le sport» et concerne l'animation de jeunesse, l'école de musique ainsi que les associations sportives et de jeunesse.

On constate en résumé qu'il existe un nombre très important de réseaux, d'offres, de guides et de notices de qualité visant à prévenir les abus sexuels ou à agir en cas de soupçon ou de fait avéré. Il est en outre facile d'y avoir accès. Nombreuses sont les institutions et les associations à avoir par ailleurs élaboré des règles de comportement claires et à s'engager expressément à ne tolérer aucune forme d'abus sexuel.

Les différentes demandes de la motionnaire appellent les réponses suivantes:

Point 1:

Lorsque des enfants et des adolescents sont accueillis dans une institution, l'Etat a une responsabilité particulière à leur égard et doit les protéger au mieux contre tout danger. C'est pour cette raison que le canton, dans le cadre de ses procédures d'octroi d'autorisations et de surveillance, exige des institutions qu'elles exposent dans leur programme pédagogique et leur programme d'exploitation la façon dont elles assurent la protection de l'intégrité sexuelle des jeunes. La manière dont la sexualité ainsi que la prévention de toute

exploitation sexuelle et d'autres atteintes à l'intégrité sont abordées ou mises en œuvre doit être commentée, les processus de surveillance interne doivent être décrits et un service d'annonce externe (tel que l'Office bernois de médiation pour les questions du troisième âge, de l'encadrement et des homes) doit être désigné. Les autorités de surveillance conseillent volontiers les institutions lors de l'élaboration de ces procédures. Les institutions peuvent en outre bénéficier gratuitement de la vaste gamme de prestations socio-pédagogiques de la fondation Santé bernoise.

Les associations disposent elles aussi de toute une palette d'offres de conseil et de soutien visant à prévenir les abus sexuels. Les organismes proposant des loisirs peuvent s'adresser en particulier à l'association mira, qui assiste les groupes et met du matériel d'information à leur disposition. Mentionnons également le programme très complet intitulé «Prévention des abus sexuels» qui a été développé par le mouvement scout de Suisse et qui comporte des relais cantonaux.

Vu le nombre important d'offres, de guides et de notices existants, dont l'accès est aisé, aucune autre mesure ne s'impose.

Proposition: adoption et classement

Point 2:

Le canton demande aux institutions de préciser dans leurs programmes et leurs procédures la manière dont elles garantissent la protection de l'intégrité sexuelle des adolescents. Il conviendrait d'examiner la possibilité de donner un statut contraignant à la Charte pour la prévention des abus sexuels, de la maltraitance et d'autres formes de violation de l'intégrité déjà mentionnée. Cela impliquerait notamment que toutes les institutions doivent mettre en place un service interne de communication et forment régulièrement leur personnel. L'autorité de surveillance, à savoir le canton, devrait de son côté contrôler dans le cadre d'audits le respect des standards.

C'est le principe de l'autonomie privée qui s'applique habituellement aux associations. L'Etat ne peut imposer des obligations que dans le cas où le but de l'association sert à l'accomplissement d'une tâche publique et que l'association perçoit des indemnités à cet effet. Le fait que des mineurs recourent à une offre proposée par une association relève en premier lieu de la responsabilité des parents. L'évaluation de l'offre et des personnes qui la proposent ainsi que la sensibilisation et l'information des enfants est donc de leur ressort. Il s'agirait là encore d'examiner de manière plus approfondie dans quelle mesure les associations bénéficiant de subventions publiques devraient être contraintes de prévoir certains moyens visant à prévenir les abus sexuels.

Proposition: adoption sous forme de postulat

Points 3 et 4

Si un cas d'abus sexuel est très vraisemblable ou qu'il est prouvé, il convient d'agir avec compétence et cohérence. Les actes de violence sexuelle commis sur des mineurs constituent des faits punissables liés à divers droits et obligations d'aviser ainsi qu'à des droits et des devoirs de dénoncer. Il y a toujours lieu de déterminer avec un service spécialisé comment procéder dans un cas concret et de décider si une dénonciation ou un avis est judicieux. Dans le canton de Berne, les services adéquats à cet égard sont, outre l'organe spécialisé «Fil rouge de la protection de

l'enfant», les centres de consultation d'aide aux victimes, l'Office bernois de médiation pour les questions du troisième âge, de l'encadrement et des homes et le groupe de protection de l'enfant de l'Hôpital de l'Île. Il est également possible de prendre contact avec les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte ou avec les autorités de surveillance compétentes (Office des mineurs et Office des personnes âgées et handicapées). Si nécessaire, tous ces services peuvent aussi mettre très rapidement des informations pratiques à la disposition des personnes intéressées.

Proposition: adoption et classement

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption et classement

Point 2: adoption sous forme de postulat

Point 3 : adoption et classement

Point 4 : adoption et classement

Affaire 2014.RRGR.899

N° de l'intervention: 174-2014
 Type d'intervention: Postulat
 Déposée le: 02.09.2014
 Déposée par: Gabi Schönenberger
 (Schwarzenbourg, PS)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 25
 N° d'ACE: 81/2015 du 28 janvier 2015
 Direction: JCE

Accès des victimes d'abus à une aide rapide et non bureaucratique

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier la possibilité de mettre en place une ligne d'appel cantonale qui permettrait aux victimes d'abus sexuels d'être aidées rapidement sans formalités bureaucratiques.

Développement :

L'intégrité sexuelle physique et psychique ainsi que le droit d'autodétermination qui l'accompagne doivent être préservés.

La prévention des violences sexuelles est une nécessité. Le respect de ses propres limites et de celles des autres est important.

Lorsque des abus sexuels ont eu lieu, la meilleure aide consiste à intervenir rapidement et sans formalités bureaucratiques pour apporter conseils et soutien aux victimes et ainsi les soulager un peu.

Réponse du Conseil-exécutif

Pour les personnes qui en sont victimes, les actes de violence sexuelle sont des événements douloureux et souvent traumatisants. C'est pourquoi la loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI; RS 312.5) vise notamment une protection étendue des victimes d'infractions sexuelles. Conformément à l'article 1 LAVI, toute personne qui a subi, du fait d'une infraction, une atteinte directe à son intégrité physique, sexuelle ou psy-

chique, a droit au soutien prévu par la loi. Le fait que l'auteur de l'infraction ait agi de manière coupable ou qu'une dénonciation pénale ait été déposée ne joue aucun rôle. Les prestations fournies au titre de l'aide aux victimes comprennent les conseils et l'accompagnement, l'aide financière immédiate ou à plus long terme, l'indemnisation ainsi que la réparation morale (art. 2 LAVI).

Les victimes de violence sexuelle peuvent évoquer leur cas par téléphone ou par écrit avec un représentant de l'un des centres de consultation spécialisés reconnus dans le canton et l'exposer de manière confidentielle et gratuite à un ou une spécialiste. Les collaborateurs des centres de consultation informent et soutiennent les personnes concernées dans les domaines juridique, psychologique, social, médical ainsi que pour les questions du quotidien. Ils apportent en outre une aide immédiate pour répondre aux besoins les plus urgents (interventions de crise) en proposant une psychothérapie, une première consultation juridique donnée par un avocat ou une avocate ou encore en mettant à disposition un hébergement d'urgence ou en offrant des mesures de sécurité. Les coûts à cet égard sont couverts par les fonds de l'aide aux victimes, indépendamment de la situation financière de la victime.

Les prestations prévues par la loi sur l'aide aux victimes d'infractions doivent permettre aux victimes de violence sexuelle de bénéficier d'un soutien rapide, de manière simple et gratuite. Il s'agit là d'un aspect déterminant de cette aide. Dans le canton de Berne, cinq centres de consultation reconnus sont compétents en matière d'aide aux victimes de violence sexuelle et apportent les aides demandées dans le postulat de manière professionnelle, en étroite collaboration avec la Police et d'autres acteurs. En outre, le canton charge la Main tendue (n° de tél. 143), conformément à l'article 1, alinéa 4 de la loi portant introduction de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LiLAVI; RSB 326.1), d'offrir un soutien par téléphone, 24 heures sur 24, aux victimes d'infractions. Dans un tel contexte, l'introduction d'une ligne d'appel cantonale destinée aux victimes de violence sexuelle ne semble pas offrir d'utilité supplémentaire. Le Conseil-exécutif propose donc l'adoption du postulat et son classement.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption et classement

Délibération groupée

La présidente. Nous passons donc à la motion «Prévention des abus sexuels dans les institutions et les associations» et au postulat «Accès des victimes d'abus à une aide rapide et non bureaucratique». Nous avons ici une délibération groupée, mais le postulat a été retiré. Madame Gabi a la parole.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Ich wurde von der Tatsache etwas überrumpelt, dass das Geschäft bereits heute behandelt wird und nicht erst am Montag. Ich entschuldige mich im Voraus, falls es in meinem Votum chaotische Stellen haben sollte. Zuerst ist es mir wichtig zu betonen, dass es mir bei diesem Vorstoss in keiner Weise darum geht, alle Personen, die gerne mit Kindern arbeiten und viel Zeit mit ihnen verbringen, unter Ge-

neralverdacht zu stellen. Ich bewundere die Leute, die beispielsweise ihre rare Freizeit den Kindern schenken und in ihre Förderung investieren, sei es im Fussballklub, in der Kirche, in der Pfadi und an vielen weiteren Orten. Ich bin selbst Mutter von drei Kindern, und mein Ältester geht nun in die erste Klasse. Er spielt ebenfalls Fussball, und ich bin den Leuten für ihren tollen Einsatz dankbar. Es geht mir einzig um reibungslose Aufklärung, damit Vorfälle nicht weiterhin unter den Teppich gekehrt werden können, damit man nicht darüber hinwegsieht oder klare Verdachtshinweise ignoriert. Vielmehr soll genau hingeschaut und bei Vorkommen gehandelt werden. Es geht darum, sinnvolle Strukturen, zum Beispiel in Form eines Positionspapiers, zu schaffen und präventiv sexuellem Missbrauch entgegenwirken zu können. Viele Organisationen, Institutionen und Vereine machen das bereits auf vorbildliche Weise, aber eben nicht alle. Es liegt gerade auch im Interesse von Institutionen und Vereinen, die mit Kindern arbeiten, sich diesbezüglich klar zu positionieren. Alle Kinder, die dadurch vor irgendeiner Form von Missbrauch bewahrt und, wenn es bereits Übergriffe gegeben hat, vor weiteren Übergriffen geschützt werden können, werden Ihnen immens dankbar sein. Mein Vorstoss bietet dazu konkrete Lösungsvorschläge.

Weshalb überhaupt mein Vorstoss? Sein Ursprung liegt bereits im Jahr 2010: Der frühere Abt Martin Werlen von Einsiedeln, an sich ein weltoffener Mensch, sagte damals gegenüber «Schweiz aktuell», dass auch in Einsiedeln sexuelle Übergriffe an Schülern stattgefunden hatten. An der Stiftsschule Einsiedeln haben sich insgesamt fünf Mitglieder der Gemeinschaft Verfehlungen zuschulden kommen lassen. In allen fünf Fällen wurde auf Erstattung einer Anzeige verzichtet. Drei dieser fünf Mitglieder wurden weiterhin beschäftigt – mit der Begründung, man habe ihnen eine zweite Chance geben wollen. Das hat mich damals sehr wütend gemacht. Und die aktuelleren Fälle machen mich immer noch «hässig». Wer gibt den Kindern nach einem solchen Vorfall eine Chance und das Recht auf eine normale, unbeschwerte Kindheit? Weshalb werden die Täter von den Mitwissenden nicht angezeigt? Tragen die Mitwisser nicht auch Verantwortung gegenüber den jungen Geschöpfen, die diesen «Grütele» ausgesetzt waren? Tragen nicht auch die Institutionen eine Mitverantwortung für ihre Angestellten und Mitglieder? Durch solche vorsätzlich vertuschten Missbrauchsfälle wird den Kindern eine normale, unbeschwerte Kindheit verunmöglicht. Das Leben verändert und erschwert sich nach einem Übergriff nachhaltig.

Zugegeben: Viele Institutionen wie Heime oder Kitas sind seither bereits selbst aktiv geworden. Das ist gut und wichtig. Aber, wie gesagt, noch längst nicht alle Institutionen und Vereine haben so vorbildlich reagiert. Ich danke dem Regierungsrat für seine Antworten; er anerkennt die Wichtigkeit des Themas – er hört im Moment zwar nicht zu –, Kinder und Jugendliche in ihrer Integrität zu schützen. Zwar sind bei diesem Vorstoss zwei Direktionen betroffen; trotzdem sollte der Regierungsrat genau hinschauen.

Mit Ziffer 2 könnte der Regierungsrat das Ganze wirklich in die Wege leiten, indem er ganz konkret Institutionen und zumindest diejenigen Vereine, die mit öffentlichen Geldern unterstützt werden, zum Erstellen eines solchen Positionspapiers verpflichtet und dazu anhält, bei bereits eingetretenen

Übergriffen zu handeln. Dies läge gerade im Interesse der Institutionen und der Vereine selbst, die mit Kindern zu tun haben, denn auf diese Weise könnten sie sich klar positionieren. Notfalls würde ich mir im Interesse der Sache vorbehalten, Ziffer 2 in ein Postulat zu wandeln. Zuerst möchte ich jedoch die Voten aus dem Grossen Rat vernehmen. Was die Abschreibung betrifft, möchte ich eigentlich nicht, dass die Ziffern 1, 3 und 4 einfach abgehakt werden. Das wäre etwas voreilig, denn der Regierungsrat soll die glücklicherweise zum Teil bereits bestehenden guten Angebote, zum Beispiel von Swiss Olympic, in Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Sport (BASPO), Berner Gesundheit und Weiteren am besten auf einer Plattform als Anlaufstelle zusammentragen und so besser zugänglich machen. Es fehlt an der nötigen Übersicht, Koordination und Publimachung der vorhandenen Angebote. Bei den Ziffern 3 und 4 ist mir die Antwort des Regierungsrats zu wenig klar positioniert und konsequent. Sexuelle Missbräuche an Kindern sind strafbar. Sie gehören sogar zu den Offizialdelikten, welche die Strafverfolgungsbehörde von Amtes wegen verfolgen muss. Aber, wie gesagt, die Polizei muss davon erfahren, auch wenn die Vereine und Institutionen sie nicht melden können.

La présidente. Stop. Merci. Le temps de parole est écoulé.

Meret Schindler, Berne (PS). Im Grossen Rat sitzen viele Eltern und Grosseltern von Kindern unterschiedlicher Altersklassen. Bekanntlich sind Kinder schon früh in Institutionen oder Vereinen: zum Teil schon ab vier Monaten, wenn sie in eine Kita gehen, oder ab sieben bis acht Jahren, wenn sie Fussball spielen, tanzen oder von mir aus auch hornussen. Man schickt die Kinder in den nahe gelegenen Klub oder in die Kita, in der gerade ein Platz frei ist, oder dorthin, wo auch Freundinnen und Freunde des Kindes hingehen. Und nun ganz ehrlich, liebe Anwesende: Wer von Ihnen hat überprüft, ob Ihr Kind den bestmöglichen Schutz vor sexuellen Übergriffen hat? Gehen Sie nicht alle davon aus, dass die Vereine das sowieso machen? Und wie schockiert ist man, wenn etwas passiert und der Ort, an den man das Kind schickt, nicht angemessen intervenieren kann? Werte Anwesende, wir wollen keine Eltern mit dieser Ungewissheit leben lassen. Wir wollen, dass die Kinder den bestmöglichen Schutz erhalten. Deshalb unterstützen wir die Motion und hoffen, dass Sie mitziehen können.

Vania Kohli, Berne (PBD). Die BDP ist der Ansicht, dass gerade in diesem sehr wichtigen Bereich schon sehr viel gemacht wurde. Gott sei Dank kann heute auch offen darüber gesprochen werden. Unseres Erachtens gibt es auch schon genügend Richtlinien, Merkblätter etc., und vieles oder fast alles ist mit geringem Aufwand im Internet auffindbar. Persönlich und auch als Juristin möchte ich sehen, mit welcher Rechtsgrundlage der Regierungsrat den privatrechtlichen Vereinen vorschreiben kann, irgendetwas zu machen; aber item. Die BDP-Fraktion unterstützt die Anträge der Regierung: Bei den Ziffern 1, 3 und 4 Annahme und gleichzeitige Anschreibung, bei Ziffer 2 Annahme lediglich als Postulat. Eine gewisse Eigenverantwortung, liebe Kolleginnen und Kollegen, liegt im Übrigen auch bei den Eltern: Diese Problematik muss offen mit den eigenen Kindern besprochen werden, sie müssen dafür sensibilisiert werden

und – das ist das Wichtigste – man muss die Kinder lehren, Nein zu sagen.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). Die grüne Fraktion trägt die Anliegen der Motionärin und der Mitunterzeichnenden durchaus mit. Wir sind ebenfalls der Meinung, dass man dieses Thema sehr ernst nehmen muss, dass man gut hinschauen muss und dass der Kanton und wir alle eine Verantwortung haben. Wir sind aber auch davon überzeugt, dass bereits sehr vieles gut gemacht wird, gerade auch in den Institutionen und den Vereinen. Wir müssen auch aufpassen, dass wir als Parlament nicht allzu stark im Detail regeln, wie diese Missbrauchsfälle verhindert werden müssen. Die Problematik besteht darin, dass wir sie auch mit einer noch so grossen Regeldichte nicht wirklich verhindern können. Sie geschehen leider ab und zu; wir müssen alles, was uns möglich ist, dazu beitragen, dass sie nicht geduldet werden und dass sie möglichst nicht passieren. Wir dürfen jedoch auch nicht das ganze System ständig noch stärker übersteuern und noch mehr Regeln aufstellen, die nachher einfach umgangen werden, wenn jemand sie partout umgehen will. Wir sind jedoch der Meinung, die Forderungen seien durchaus angemessen. Wir halten es wie die Regierung und nehmen alle Ziffern an; Ziffer 2 als Postulat. Die Ziffern 1, 3 und 4 schreiben wir direkt ab.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Das ist nun der Vorstoss, den ich vorhin bereits angesprochen habe. Darin geht es um etwas Ähnliches wie in meinem Vorstoss. Die grünliberale Fraktion ist von den Antworten der Regierung befriedigt und wird daher auch der Abschreibung zustimmen. Weil ich mich in der Gemeinde Köniz selbst mit diesem Thema beschäftigen durfte und musste, muss ich zugeben, dass es da schon einiges gibt. Wer die Antwort der Regierung genau gelesen hat, konnte erkennen, dass unter anderem sogar auf das Beispiel von Köniz mit dem Präventionsprojekt «Köniz schaut hin» hingewiesen wird. Allen, die nun argumentieren, es gebe auch im Internet bereits sehr vieles, muss ich sagen: Damit ist es einfach nicht getan. Ich sehe in Köniz ganz konkret, wie meine Leute – es handelt sich um zwei Personen in der Fachstelle Prävention, aber nicht etwa um 200 Stellenprozent – in die Schulen gehen und versuchen, dort beim Verhalten und bei der Sensibilisierung eine Veränderung zu erreichen. In der ersten Phase des Projekts «Köniz schaut hin» konzentrieren wir uns nur auf die Schulen, in denen Leute in einem öffentlich-rechtlichen Anstellungsverhältnis tätig sind, das direkt mit der Gemeinde oder zumindest mit dem Kanton zu tun hat. Es gab Weiterbildungen mit den ganzen Kollegien, und nun sind wir auf der Ebene der einzelnen Schule. In der nächsten Phase unseres Gesamtpräventionsprojekts, bei dem es nicht nur um Übergriffe, sondern auch um Drogenmissbrauch und Gewalt geht, werden wir zu den Vereinen gehen: Dazu gehören auch Sportvereine und Musikschulen. Ich bin sehr gespannt, wie das dort, wo die Gemeinde Köniz nun diese Hilfestellung leistet, funktionieren wird. Als Swiss Olympic seinerzeit solche Programme lancierte, gab es eine starke Abwehrhaltung, nach dem Motto: «Bei uns gibt es so etwas nicht. Weshalb stellt man uns unter Verdacht?» Leider hat die Realität zeigt, dass es manchmal eben doch etwas gibt. Dass man auch noch personelle Ressourcen zur

Verfügung stellen würde, fordern die Vorstösse jedoch nicht. Sie fordern lediglich Materialien. Man sollte eigentlich noch mehr tun, aber da ist jede Gemeinde selbst gefordert.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Wie allen hier im Saal sind auch uns die Kinder und Jugendlichen wichtig. So wie es im Vorstoss steht, geht man jedoch immer nur davon aus, dass Übergriffe von Erwachsenen gegenüber Kindern und Jugendlichen erfolgen. Bei Problemfällen können aber auch Jugendliche Übergriffe gegenüber Kindern verüben. Wir müssen bekanntlich alles betrachten. Wie auch die Regierung schreibt, gibt es bereits vieles. Die Frage ist, wie man das zusammenbringt und wie man sich richtig informiert. Das müsste eigentlich das Ziel sein. Wir sind aber ebenfalls der Ansicht, dass es schon manches Angebot gibt. Wir dürfen nicht alles übersteuern, weil es Problemfälle von Erwachsenen und auch Jugendlichen gegenüber Jugendlichen und Kindern gibt. Wir gehen von der Annahme aus, dass man aufgrund der Kenntnis eines jeden von uns Informationen findet, um sich zu informieren, sei es als Verein, Heim oder Institution. Wir teilen die Sichtweise von Vania Kohli: Wir Eltern kommen nicht darum herum, unseren Kindern zu sagen, wie man sich auch gegenüber Jugendlichen und Erwachsenen verhält und wie man miteinander umgeht. Wir werden abstimmen, wie es die Regierung beantragt.

Raphael Lanz, Thouné (UDC). Die SVP teilt die Haltung der Motionärin. Wir verurteilen sexuelle Übergriffe generell und gegenüber Kindern im Speziellen. Wir sind der Meinung, dass die Täter, die gefasst werden, verurteilt werden müssen und dass diese Taten streng geahndet werden müssen. Darin sind wir uns hoffentlich alle einig. Uns hat auch überzeugt, was nun ausgeführt wurde. Ich kann auf meine Vorrednerinnen und Vorredner verweisen. Wir stimmen den Anträgen des Regierungsrats grundsätzlich zu. Ein Problem sehen wir bei Ziffer 2. Dort wird gefordert, dass Institutionen und Vereine zum Erstellen eines konkreten Leitfadens, eines Positionspapiers oder eines Merkblatts verpflichtet werden. Es gibt Institutionen, die staatliche Aufgaben erfüllen und denen unsere Kinder anvertraut werden. Dort sehen wir das eigentlich noch. Aber wenn man ganz generell von allen Vereinen spricht, muss ich festhalten, sehr geehrte Damen und Herren, dass das Vereinsrecht Bundesprivatrecht ist. Ich bin ganz und gar nicht sicher, ob der bernische Grosse Rat Vereine, die grundsätzlich mit dem Staat nichts zu tun haben, überhaupt zu so etwas verpflichten kann. Wir müssen achtgeben, dass wir keine Scheinsicherheit kreieren, indem wir den Eltern vermitteln, der Staat Sorge dafür, dass nichts passiert, wohin auch immer sie ihre Kinder schicken. Diese Sicherheit können wir den Eltern leider nicht geben. Deshalb spreche ich von einer Scheinsicherheit. Ich teile auch die Sichtweise meiner Vorrednerinnen, wonach der Staat den Eltern nicht alles abnehmen kann. Das Wichtigste ist ganz sicher, dass man auch die Kinder selbst für Verhaltensweisen sensibilisiert, die zu weit gehen. Man muss ihnen klarmachen, dass sie sich sofort melden, wenn sie den Eindruck haben, so etwas passiert. Das sage ich auch als Vater von drei Töchtern. Es ist klar, dass es die Kultur des Hinschauens braucht. Und solche Übergriffe müssen geahndet werden; sie dürfen nicht vertuscht werden. Aber Vereine, die mit dem Staat nichts zu

tun haben, zu einem Leitfaden oder einem Merkblatt zu verpflichten, scheint uns keine Massnahme zu sein, die einen praktischen Nutzen bringt. Deshalb können wir Ziffer 2 nicht zustimmen.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Die Motionärin greift in ihrem Vorstoss eine wichtige gesellschaftliche Problemstellung auf. Sexuelle Übergriffe gegenüber Minderjährigen stellen einen massiven Eingriff in die körperliche und die seelische Integrität der Missbrauchsoffer dar. Dies kann für die Betroffenen schwerwiegende und traumatische psychische Folgen haben. Die EVP stellt fest, dass glücklicherweise in den letzten Jahren eine zunehmende Enttabuisierung dieser Problematik und eine Sensibilisierung dafür stattgefunden haben. Die Regierung zeigt in ihrer ausführlichen Antwort auf den Vorstoss auf, dass es bereits sehr viele und sehr gut vernetzte Anlauf- und Beratungsstellen sowie Netzwerkstrukturen, Angebote, Leitfäden und Merkblätter zur Verhütung sexueller Übergriffe gibt. Diese sind notabene einfach abrufbar und gut zugänglich. Die Annahme und die gleichzeitige Abschreibung von Ziffer 1 macht daher aus unserer Sicht Sinn. In den Ziffern 3 und 4 fordert die Motionärin, dass der Kanton die Institutionen und Vereine dazu anhalten soll, im Fall eines Übergriffs möglichst rasch Massnahmen einzuleiten und in solchen Fällen eine konkrete Unterstützung zur Verfügung zu stellen. Dazu ist zu sagen, dass es sich bei Fällen von sexuellem Missbrauch grundsätzlich um Straftatbestände mit unterschiedlichen Melderechten und -pflichten sowie Anzeigerechten und -pflichten handelt, wie die Regierung richtig festhält. Für solche Fälle bestehen ausgewiesene Fachgremien und Beratungsstellen, welche die betroffenen Institutionen und Vereine in ihrer Vorgehensweise kompetent beraten können. Deshalb ist die EVP-Fraktion auch bei diesen beiden Ziffern mit der Annahme und der gleichzeitigen Abschreibung einverstanden. Die EVP erachtet jedoch Ziffer 2 der Motion als prüfenswert und ist daher bereit, sie als Postulat zu überweisen. Wir sind der Meinung, dass es durchaus sinnvoll sein könnte, die Institutionen in einem vernünftigen Mass und Rahmen noch weitergehend zu präventiven Massnahmen wie der Einrichtung interner Meldestellen und der regelmässigen Schulung des Personals zu verpflichten. Wenn damit ein einziger Missbrauchsfall vermieden werden kann, hat sich der Aufwand gelohnt.

La présidente. Nous allons recommencer à 17 heures 15.

Les délibérations sur ces deux affaires sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 30.

Les rédactrices :

Priska Vogt (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mercredi 18 mars 2015, 17 heures – 18 heures 53

Cinquième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 147 députés. Excusés : Ammann Christoph, Bauen Antonio, Brunner Ursula E., Daetwyler Francis, Desarsens-Wunderlin Eva, Giauque Beat, Hadorn Christian, Hamdaoui Mohamed, Kohler Hans-Peter, Kropf Blaise, Lanz Raphael, Oester Stefan, Pfister Hans-Jörg

Affaire 2014.RRGR.898

Motion 173-2014 Gabi Schönenberger (Schwarzenbourg, PS) – Prévention des abus sexuels dans les institutions et les associations

Suite

La présidente. (*La présidente agite sa cloche.*) Il est 17 heures 15, la séance est ouverte. Je vous rappelle que nous sommes à l'affaire 44, Gabi Schönenberger, Prévention des abus sexuels dans les institutions et les associations. M. Seiler s'est annoncé en tant qu'intervenant à titre personnel. S'il y a d'autres intervenants à titre personnel, je vous prie-rais de vous annoncer, merci. C'est à vous Monsieur.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Ich möchte daran erinnern, dass die grossen sexuellen Übergriffe in den letzten Jahrzehnten vor allem in professionellen Einrichtungen verübt wurden. Ich warne Sie vor dem Glauben, mit Papier und Verordnungen von oben könnten solche Übergriffe in Zukunft einfach verhindert werden. Dazu braucht es mehr! Heute haben wir in allen Heimen immer mehr Vorschriften von oben, und wir haben immer weniger Zeit, um hinschauen und um mit den Kindern Beziehungen aufzubauen. Das ist das grosse Problem. Wir sind nicht mehr gewohnt, hinzuschauen.

La présidente. Y-a-t-il encore des intervenants à titre personnel? – Ce n'est pas le cas, M. le directeur, vous avez la parole.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Die Motionärin thematisiert ein sehr wichtiges Anliegen. Der Regierungsrat hat in seiner Antwort erklärt, was der Kanton Bern bereits heute unternimmt. Weitere Massnahmen brauchen mehr Ressourcen. Wie richtig gesagt wurde, helfen zusätzliche Merkblätter oder eine Internet-Plattform hier nicht weiter. Es braucht uns alle! Es braucht das persönliche Engagement jedes Einzelnen. Ein grosser Prozentsatz der Missbräuche geschieht in den Familien. Mit Papier verhindert man solche nicht! Wir müssen hinschauen und reagieren!

Ich fordere Sie auf, dem Antrag des Regierungsrats zu folgen, die Punkte 1, 3 und 4 anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben sowie den Punkt 2 als Postulat entgegenzunehmen.

La présidente. Mme la motionnaire, vous avez la parole. Vous avez trois minutes. C'est à vous.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Nun kann ich noch kurz das sagen, wozu ich vorher keine Zeit hatte. Ich konnte leider meine Rede in 5 Minuten nicht genügend vorbereiten, weil ich ziemlich überraschend schon heute an die Reihe gekommen bin.

Sexueller Missbrauch ist strafbar! Er gehört zu den Officialdelikten, welche die Strafverfolgungsbehörde von Amtes wegen verfolgen muss, wenn ihr ein solcher zur Kenntniss gelangt. Aber wie gesagt, die Polizei muss davon erfahren, und wenn Vereine und Institutionen das nicht melden, dann erfährt auch niemand davon. So können sich Sexualtäter unbelangt weiterhin an Kindern vergreifen. Daher stehen eben die Einrichtungen selbst in der Pflicht, Fälle sexueller Ausbeutung unverzüglich zur Anzeige zu bringen. Durch ein Positionspapier soll klar mitgeteilt werden, dass solche Übergriffe weder toleriert und geduldet noch gedeckt werden. Ich sage nicht, dass man damit jegliche Missbräuche verhindern kann, aber man kann die Leute auf diese Weise sensibilisieren! Raphael Lanz hat das sehr schön als «Kultur des Hinschauens» bezeichnet. Genau dies soll ein solches Positionspapier fördern! Es soll nichts anderes bewirken.

Ich sage es hier noch einmal: Ich plädiere für Opferschutz und nicht Täterschutz und vor allem eben für Prävention. Denn am besten ist immer, wenn es gar nicht zu Übergriffen kommen kann oder wenigstens nicht so einfach und «gäbig». Ich werde die Abschreibung der Punkte 1, 3 und 4 bestreiten. Ich weiss, dass ich damit ziemlich alleine stehe, aber ich kämpfe und gehe dann halt unter damit. Im Sinne der Sache bin ich gerne bereit, Punkt 2 in ein Postulat zu wandeln. Ich bin allen hier im Grossen Rat dankbar, für die Unterstützung meines Anliegens. Danke für Ihre Aufmerksamkeit.

La présidente. Madame, si j'ai bien compris, vous contestez le classement du point 1, du point 3 et du point 4. Et le point 2 en postulat. Comme cela, on votera vraiment séparément le point 1, motion: oui ou non et en deuxième vote, ce sera classement du point 1: oui ou non. Pour le point 2 ce sera postulat, le point 3 la même chose, puis nous ferons deux votes pour une motion et après pour le classement, et pour le quatrième point la même chose pour la motion, et après pour le classement. On y va. Ceux qui acceptent ce point 1 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 66

Non 68

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 en tant que motion. Nous passons tout de suite au point 2. C'est un postulat. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 89

Non 46

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous passons au point 3 en tant que motion tout d'abord. Ceux qui acceptent ce point 3 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 67

Non 70

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé ce point 3. Nous passons au point 4, d'abord sur la motion et après sur le classement. Ceux qui acceptent ce point 4 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 71

Non 69

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce point 4 en tant que motion. Nous passons maintenant au classement. Ceux qui aimeraient classer ce point 4 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 99

Non 39

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté le classement de ce point 4. Je le répète encore une fois, l'affaire 45 a été retirée.

Affaire 2015.RRGR.9

N° de l'intervention: 002-2015

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 06.01.2015

Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC)
(porte-parole)

von Känel (La Lenk, UDC)

Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC)

Cosignataires: 2

Urgence: accordée le 22.01.2015

N° d'ACE: 211/2015 du 25 février 2015

Direction: JCE

Plan directeur 2030: limiter les dégâts pour les communes rurales et les communes de montagne

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Soumettre le plan directeur cantonal 2030 à l'examen et à l'approbation du Grand Conseil.

2. Veiller à ce que les communes aient toutes les mêmes possibilités de croissance démographique dans le plan directeur 2030.

3. Soumettre le plan directeur 2030 au référendum.

Développement :

Le plan directeur 2030 n'offre quasiment aucune possibilité de développement aux communes rurales et aux communes de montagne. Cette évolution préoccupante doit être contrée par tous les moyens. Les mesures d'envergure du plan directeur 2030, qui auront des conséquences radicales pour les communes et les propriétaires fonciers, ne doivent pas relever de la seule compétence du Conseil-exécutif.

Le plan directeur 2030 tel qu'imaginé par le Conseil-exécutif aura des conséquences néfastes pour l'Oberland bernois. Sur une période de 15 ans, les terrains à bâtir que le Conseil-exécutif est disposé à concéder aux communes rurales et aux communes de montagne leur permettront une croissance démographique ne dépassant pas quatre pour cent. Ce qui équivaut dans bien des communes de l'Oberland à un gel du zonage pour les 20 prochaines années.

La croissance démographique atteindra par contre jusqu'à douze pour cent dans les villes, les agglomérations et dans certains pôles du 4^e niveau choisis arbitrairement. Il s'agit là d'une grave inégalité de traitement qui va creuser encore l'écart entre les communes riches et les communes pauvres. Le développement économique et démographique se concentrera manifestement dans les zones urbaines et dans certaines communes.

Le Grand Conseil, qui représente le peuple, doit dès lors pouvoir amender et améliorer le plan directeur 2030.

Réponse du Conseil-exécutif

Le plan directeur du canton de Berne dans sa forme actuelle est un instrument de pilotage du Conseil-exécutif. Il intègre la dimension spatiale dans la pesée des intérêts politiques et est lié à la planification politique ainsi qu'au plan intégré «mission-financement». Sa durée de validité n'est pas limitée, mais il est mis à jour tous les deux ans dans le cadre d'un controlling. Le Conseil-exécutif considère que ces caractéristiques, ainsi que la répartition des compé-

tences, ont fait leurs preuves. Il a montré, dans les trois derniers rapports sur l'aménagement du territoire, que cet instrument est reconnu et qu'il déploie des effets.

La motion demande à ce que le partage des compétences soit modifié. Une révision de la loi sur les constructions (LC) serait nécessaire à cet effet: selon l'article 104, alinéa 3 LC, le Conseil-exécutif adopte le plan directeur et ses modifications. Par ailleurs, le plan directeur est porté à la connaissance du Grand Conseil lorsqu'il a subi un remaniement total (art. 104, al. 5 LC). En vertu de la LC en vigueur actuellement, le Conseil-exécutif ne peut donc pas soumettre le plan directeur au Grand Conseil pour approbation (point 1 de la motion) ni le soumettre au référendum (point 3).

En vertu de l'article 10, alinéa 1 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), les cantons règlent la compétence et la procédure concernant le plan directeur. Ils sont libres de décider si ce dernier ressortit au pouvoir exécutif ou au pouvoir législatif. Comme l'a montré un relevé réalisé par l'Association suisse pour l'aménagement national (ASPAN) en 2011 sur mandat du canton de Berne, la compétence pour le plan directeur cantonal est détenue dans sept cantons par le parlement, dans six cantons par l'exécutif exclusivement et dans treize cantons (dont celui de Berne) par l'exécutif, le parlement ayant un rôle consultatif. Le plan directeur n'est soumis au référendum dans aucun canton.

Depuis son introduction dans le canton de Berne, le plan directeur relève de la compétence du Conseil-exécutif. La disposition prévoyant qu'il est porté à la connaissance du Grand Conseil après avoir subi un remaniement total a été ajoutée dans la LC en 2004. Grâce au rapport sur l'aménagement du territoire au sens de l'article 100 LC, le Grand Conseil est informé tous les quatre ans de l'état de l'aménagement du territoire et en particulier de la mise en œuvre du plan directeur; il peut exercer une influence dans ce domaine au moyen de déclarations de planification. Le rapport sur l'aménagement du territoire de 2014 a été traité au Grand Conseil à la session de novembre 2014.

Dans le cadre des procédures de participation publique et de consultation concernant le plan directeur 2030, qui se sont terminées récemment, seule une prise de position sur 300 environ réclamait le transfert au Grand Conseil de la compétence pour le plan directeur.

Une redistribution des compétences impliquerait une révision complète de la forme et du contenu du plan directeur. Dans sa forme actuelle, le plan directeur énonce dans de nombreux domaines des conditions générales fondées sur des prescriptions de rang supérieur ou sur les objectifs de développement spatial du canton de Berne. Ces conditions générales doivent être concrétisées au cours d'étapes d'aménagement ultérieures. La plus grande marge de manœuvre possible est ainsi ménagée aux entités chargées de l'aménagement situées à un niveau inférieur, notamment les communes, dont l'autonomie est ainsi respectée. Les cantons dans lesquels le plan directeur relève exclusivement de la compétence du pouvoir législatif (p. ex. Zurich, Argovie ou Zoug) inscrivent des prescriptions d'ordre spatial souvent très concrètes dans le plan directeur, limitant ainsi la liberté d'action des communes.

L'exemple du canton de Zurich montre en outre que l'élaboration du plan directeur présente un certain nombre

de problèmes du point de vue temporel lorsqu'il s'agit d'un instrument du pouvoir législatif: le processus de remaniement total du plan directeur a duré huit ans, et les débats ont occupé une semaine entière d'une session parlementaire.

Le projet de plan directeur 2030 met en œuvre les exigences de la LAT révisée. Selon les dispositions transitoires (art. 38a, al. 2), la surface totale des zones à bâtir ne doit pas augmenter dans le canton jusqu'à l'approbation de l'adaptation du plan directeur et de la partie concernant le milieu bâti par le Conseil fédéral, ce qui équivaut de fait à un moratoire sur le classement en zone à bâtir. Si l'approbation du plan directeur par le Conseil fédéral n'a pas lieu dans les cinq ans, un gel absolu des classements entre en vigueur (art. 38a, al. 3 LAT). Le délai expire au 30 avril 2019.

En raison de ces dispositions transitoires, le Conseil-exécutif a lancé l'élaboration du plan directeur 2030 immédiatement après l'adoption de la révision de la LAT par le peuple et soumis le projet aux procédures de participation publique et de consultation l'automne dernier. Si la loi sur les constructions était modifiée selon les vœux des auteurs de la motion et que le projet de plan directeur 2030 doive être entièrement remanié dans la foulée, le délai imparti par la législation fédérale ne pourrait selon toute vraisemblance pas être respecté. Le moratoire sur le classement en zone à bâtir se prolongerait puis serait remplacé par un gel des classements dont les conséquences pour le canton et l'économie peuvent difficilement être estimées.

Pour ces raisons, le Conseil-exécutif propose le rejet des points 1 et 3 de la motion.

Au point 2, les motionnaires demandent une modification du contenu du projet de plan directeur 2030. Ce point revêt les caractéristiques d'une motion ayant valeur de directive, dans la mesure où les compétences ne subissent pas de modifications au sens des points 1 et 3.

Le plan directeur 2030 met en œuvre les nouvelles exigences du premier volet de la révision de la LAT, qui a été accepté par une large majorité – deux tiers – des votants dans le canton de Berne. La population a ainsi confié un mandat clair aux autorités. Les instruments employés par la Confédération pour mettre en œuvre cette révision partielle, qui sont la révision de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT), le complément au guide de la planification directrice et les directives techniques sur les zones à bâtir, ne laissent aux cantons que peu de marge de manœuvre. Ils exigent notamment un développement différencié en fonction de la catégorie d'espace.

Le projet de plan directeur 2030 se fonde sur le scénario «haut» de l'évolution démographique dans le canton de Berne (selon l'Office fédéral de la statistique). Les valeurs projetées constituent la limite supérieure permise par l'OAT pour le calcul de la dimension des zones d'habitation, des zones mixtes et des zones centrales. Le canton exploite par conséquent pleinement la marge de manœuvre accordée par la Confédération.

La répartition de la population découle du projet de territoire du canton de Berne et des types d'espace qui y sont définis. Le développement démographique attendu est plus élevé dans les espaces centraux. Des centres des niveaux 3 et 4 se trouvent dans tout le canton et dans chaque région. Les centres du niveau 4 ont été définis par les régions dans les

conceptions régionales des transports et de l'urbanisation (CRTU) selon des critères uniformes et des processus légitimés démocratiquement. Si ces centres régionaux sont renforcés, les communes alentour en profiteront. Des centres touristiques, dans lesquels un développement démographique plus élevé est possible, sont en outre définis dans le plan directeur (sur la base des CRTU).

Le gel des classements en zone à bâtir, critiqué dans le développement de la motion, ne dépend pas de l'emplacement d'une commune ou de son affectation à un certain type d'espace, mais bien plutôt de la taille de ses réserves de terrain à bâtir, donc de la densité existante. Le gel des classements ne touchera pas seulement les communes de l'Oberland bernois, mais aussi de nombreuses communes et villes bernoises disposant de grandes réserves de terrain à bâtir et dont le tissu bâti n'est donc pas très dense.

L'égalité de traitement des communes en ce qui concerne le développement démographique tel que la réclament les motionnaires serait contraire aux exigences du droit fédéral et ne serait pas souhaitable du point de vue pratique. Pour cette raison, le Conseil-exécutif propose également le rejet du point 2 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 46, motion de M. Knutti, Plan directeur 2030: limiter les dégâts pour les communes rurales et les communes de montagne. Le motionnaire a la parole et je prie les groupes de s'annoncer. Monsieur, c'est à vous.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Mit dem Vorschlag des Richtplans 2030 hat der Regierungsrat nach meiner Auffassung ganz klar über das Ziel hinausgeschossen. Ich kann noch halbwegs verstehen, dass die Genehmigung des Richtplans dem Grossen Rat nicht vorgelegt werden muss, obschon der Richtplan in andern Kantonen, wie Zürich, Aargau oder Zug, in der Kompetenz der Legislativen liegt. Doch hier im Kanton Bern verlangt solches eine Änderung des Baugesetzes. Ich ziehe die Punkte 1 und 3 meiner Motion zurück, weil sie somit nicht umsetzbar wären.

Wir können aber nicht akzeptieren, dass der Regierungsrat den Land- und Berggemeinden nur gerade 1 bis 4 Prozent Bauland für ihr Bevölkerungswachstum während den nächsten 15 Jahren geben will. Den Agglomerationsgemeinden will er hingegen zum Teil bis zu 12 Prozent zugestehen. Ich denke, wir Grossräte haben hier eine grosse Verantwortung für den ganzen Kanton und können eine solche Ungleichbehandlung nicht zulassen. Welche Entwicklungsmöglichkeit hätten dann die Gemeinden mit dem Raumtyp Hügel- und Berggebiet, wie beispielsweise Blumenstein, Boltigen, Eriz, Innertkirchen, Rüschegg oder St. Stephan, konkret noch? Bei 1000 Einwohnern entspricht ein Wachstum von 1 Prozent genau 10 Personen. Das ergibt über 15 Jahre pro Jahr weniger als eine Person. In Bauland umgerechnet entsprechen 10 Personen rund 3 Einfamilienhausparzellen oder rund 0,2 Hektaren. Schweizerinnen und Schweizer haben immer noch das Recht, sich an jedem Ort unseres Landes niederzulassen. Wir haben auch das Beispiel der Gemeinde Wimmis, die notabene einen Autobahnanschluss hat. Auch in einer solchen Gemeinde wird die Einzonung

ähnlich beschränkt. Gerade weil wir zu unserem Kulturland grosse Sorge tragen, ist es wichtig, nicht nur dort zu bauen, wo Fruchtfolgefläche vorhanden ist, sondern eine Entwicklung über den ganzen Kanton zuzulassen.

Aus diesen Gründen wollen wir Punkt 2 aufrechterhalten und damit einigermaßen eine Gleichbehandlung über den ganzen Kanton erreichen. Deshalb bitte ich Sie, den zweiten Punkt meiner Motion zu unterstützen.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Ich spreche hier nur zu Punkt 2. Es ist zwingend notwendig, dass jede Region in Bezug auf das Bevölkerungswachstum unterschieden wird. Wie der Richtplan vorsieht, ist es gleichzeitig zwingend, bei den Vorgaben der Nutzungsdichte zwischen verschiedenen Raumtypen zu unterscheiden. Eine Überbauung in einem urbanen Zentrum muss dichtere Vorgaben erfüllen als eine Überbauung in einer ländlichen Gemeinde. Das ist logisch und auch richtig. Damit erklären sich auch die unterschiedlichen Wachstumsberechnungen. Bevölkerungswachstum und Nutzungsdichte wirken in der Raumplanung zusammen. Sonst braucht es entweder Hochhäuser in Dimentigen oder wir «verbetonieren» und zersiedeln unseren ganzen Kanton. Wenn wir unser gesamtes Kulturland schonen wollen und nicht nur die Fruchtfolgeflächen, sondern auch die Landschaft schützen wollen, dann braucht es regionale Abstufungen. Nur damit können wir dem unverantwortlichen Kulturlandverschleiss mit den Einfamilienhausquartieren der letzten 20 Jahre entgegenwirken. Wir sind uns hier im Grossen Rat einig: Jede Region soll sich weiterentwickeln können. Aber das Bevölkerungswachstum muss regional angepasst werden. Und das ist nur ein Aspekt der Entwicklung! Die Grünen erachten die Berechnung im Rahmen des Richtplans als sinnvoll und zielführend. Aus diesen Überlegungen lehnen die Grünen Punkt 2 der Motion ab.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Die Motionäre sorgen sich um die zukünftige bauliche Entwicklung der Berggebiete und fürchten, dass eine solche durch den kürzlich vorgelegten Richtplan verhindert wird. In der BDP haben wir uns intensiv mit dem Paket auseinandergesetzt, das gegenwärtig in der Raumplanungs-Gesetzgebung vorliegt: mit Richtplan, Baugesetz, Kulturlandinitiative, Raumplanungsgesetz, Zweitwohnungsinitiative und vielleicht zukünftig auch noch einem Raumplanungsgesetz 2. Gestern haben die Teilnehmenden an einer Veranstaltung einen Überblick erhalten. Diese Angelegenheit ist sehr umfangreich und sehr komplex.

Zu Punkt 2: Hier werden die Folgen des angenommenen Raumplanungsgesetzes sichtbar. Die Möglichkeiten, neue Flächen einzuzonen, schwinden. Das ist klar ein Volkswille. Die Bevölkerung lehnt eine weitere Zersiedlung ab und zwar ganz klar. Das straft die Entwicklung von Wohn- und Gewerbegebäuden überall und nicht nur im Land- und im Berggebiet. Das verlangt aber zukünftig neue Lösungen in den von Thomas Knutti hier erwähnten Gebieten. Es geht dabei um viel mehr als nur um das Einzonieren. Die Planung wird sicher aufwendig.

Es gibt aber auch Chancen für mehr Qualität und für neue Ansätze. Gerade in den Berg- und Landgebieten erwarte ich langfristig – das ist eine etwas gewagte Behauptung – einen ökonomischen Wettbewerbsvorteil für Gemeinden, die pla-

nerisch vorbildlich und nicht stark überbaut sind. Ich stelle mir vor, wenn in 20 Jahren die Verdichtung in den Zentren und Agglomerationen umgesetzt ist, wird nicht jeder in verdichteten Siedlungen wohnen wollen. Ich bin überzeugt, dass der Wunsch, aufs Land zu ziehen, zunehmen wird und zwar nicht nur deshalb, weil dort die Wohnungen weiterhin günstig sind, sondern weil es dort auch eine hohe Wohnqualität geben wird.

Ich hoffe sehr, dass irgendwann das RPG 2 kommen wird, bei dem der Ausbau bestehender Gebäude in der Landwirtschaftszone ernsthafte Fortschritte bringt. Der qualitativ gute Erhalt von Liegenschaften auf dem Land braucht mehr planerische Möglichkeiten. Wir müssen die heute noch möglichen Einzonungen gemäss den Vorstellungen im Richtplan verwirklichen. Das ist in gut erschlossenen Gebieten einfach, also in relativ zentral gelegenen Orten. Unser Kanton muss aus den möglichen Einzonungen und Verdichtungen zum Wohl aller den grösstmöglichen Nutzen ziehen. Gemäss den Angaben der Verwaltung liegen ja gerade in den peripheren Gebieten mehr Zonenreserven vor als in den zentraleren Gebieten mit einer sehr grossen Nachfrage nach Land. Das Anliegen der meisten Gemeinden in Land- und Berggebieten muss daher in erster Linie sein, die Bevölkerung überhaupt halten zu können. Die BDP hat in der Vernehmlassung des Richtplans gefordert, dass die Raumtypen «Zentrumsnahe ländliche Gebiete» sowie «Hügel- und Berggebiete» gleiche Wachstumsmöglichkeiten erhalten. So wie Punkt 2 hier formuliert ist, müssen wir ihn ablehnen.

Christoph Berger, Aeschi (UDC). Ich möchte noch einmal daran erinnern, dass die Punkte 1 und 3 zurückgezogen wurden. Daher äussere ich mich auch nur zu Punkt 2. Wir sind uns sicher alle einig, dass wir mit dem kantonalen Richtplan 2030 die Weichen für die Entwicklung unseres Kantons stellen. Der Spagat zwischen der klaren Annahme des Raumplanungsgesetzes hier in unserem Kanton sowie der zustande gekommenen Kulturlandinitiative auf der einen Seite und den zukünftig sicher eingeschränkten Entwicklungsmöglichkeiten der Gemeinden auf der anderen Seite, wird tatsächlich eine grosse Herausforderung darstellen. Gerade die ländlichen Gemeinden sorgen sich sehr, dass sie mit dem vorgesehenen Richtplan kaum mehr Wachstumspotenzial haben. Selbstverständlich kann Wachstum nicht das alleinige und entscheidende Kriterium sein, ob eine Gemeinde auch zukünftig bestehen kann. Aber die Marschrichtung des Kantons, Einzonungen künftig fast ausschliesslich an zentralen Lagen zuzulassen, hat für Berg- und Landregionen weitreichende Folgen. Es gibt Gemeinden, die in den nächsten 20 Jahren praktisch keine neuen Einzonungen mehr vornehmen. Eine Gleichbehandlung der Gemeinden müsste für unsere Partei möglich sein. Darum unterstützt die SVP Punkt 2 dieser Motion mit grossem Mehr.

Adrian Haas, Berne (PLR). Die Punkte 1 und 3 wurden zurückgezogen. Wir sind froh, weil sie hier nicht umgesetzt werden könnten. Die Kompetenzen und die Frage des Referendums sind im Kanton Bern aufgrund des heutigen Baugesetzes anders geregelt. Darum spreche ich hier nur zu Punkt 2. Dieser verlangt eine regionale Gleichbehandlung.

So wie wir ihn verstehen, würde das bedeuten, dass man allen Gebieten des Kantons gleiche Prozentsätze der Bevölkerungsentwicklung zugesteht. Ich glaube, hier steckt das Problem dieser Forderung: Das ist unrealistisch, und das geht auch nicht. Wir anerkennen, dass die JGK im Rahmen ihres Richtplanentwurfs auf das Bevölkerungswachstum der vergangenen zehn Jahre abstützt und betrachtet, wie dieses sich fortschreiben könnte. Damit ist auch klar, dass man nicht alle Gemeinden über den gleichen Leisten schlagen kann. Wir haben allerdings ein gewisses Verständnis für diese Motion, wenn wir auch nicht überall genau verstehen, warum gerade dieser Prozentsatz für die Entwicklung angenommen wird und nicht ein anderer. Die Gemeindegrenzen sind nicht überall eine taugliche Basis dafür.

Wir sind auch der Meinung, dass die vorgesehene Gesamtentwicklung in dieser Richtplanung zu klein ist. 35 Hektaren pro Jahr sieht man gesamtkantonal vor. Das entspricht etwa der doppelten Fläche des Viererfelds. Und das ist aus unserer Sicht für den ganzen Kanton pro Jahr eindeutig zu wenig. Ich glaube, die Verwaltung hat die Vorstellung, man könne überall noch wahnsinnig verdichten. Diese Forderung wird vom Volk getragen. Wenn es aber um konkrete Vorhaben geht, dann wird es wahnsinnig schwierig. Insbesondere ist das in den städtischen Gebieten heikel, genau dort, wo der Kanton mit dem Richtplan die Hauptentwicklung zulässt. Ich kann ihnen aus der Stadt Bern ein Lied über Quartierholungsgebiete singen, die man erhalten will, über Grünzonen, über denkmalpflegerisch wertvolle Gebäude, die man nicht abreißen darf und damit auch die Grundstücke nicht optimal nutzen kann.

Ich glaube nicht an das Verdichtungspotenzial, das hier immer aufgerechnet wird. Das ist letztlich unrealistisch. Wenn sich der Kanton Bern weiterentwickeln will, dann braucht es gewisse zusätzliche Einzonungen. Wir müssen nicht jedes Landwirtschaftsland verbauen; das ist mir auch klar. Aber es braucht sicher auch etwas mehr, als man sich im Rahmen der Kulturlandinitiative vorstellt. Ich hoffe, dass man sich dort in einem Kompromiss finden wird. Die Initiative verlangt eigentlich, dass man nicht mehr einzonen kann, weil die landwirtschaftliche Nutzfläche heute im Wesentlichen alles umfasst, was nicht Bauzone ist oder Sömmerungsfläche. Wer dieser Initiative zustimmt, würde jegliche Einzonung und jegliche Entwicklung im Kanton Bern abwürgen. Ich glaube, das kann es auch nicht sein. Doch über diese Initiative und einen allfälligen Gegenvorschlag werden wir ja noch sprechen. Punkt 2 ist unseres Erachtens weder machbar noch sachgerecht. Deshalb lehnen wir ihn ab.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Der Motionär fordert den Regierungsrat auf, dafür zu sorgen, dass im Kantonalen Richtplan 2030 eine Gleichbehandlung der Gemeinden in Bezug auf das Bevölkerungswachstum möglich wird. Die EVP hat ein gewisses Verständnis für die Ängste der Land- und Berggemeinden bezüglich ihrer eingeschränkten Entwicklungsmöglichkeiten. Die Forderungen des Motionärs erachten wir jedoch aus folgenden drei Gründen als wenig sinnvoll und nicht umsetzbar: Erstens lassen die Vorgaben des Bundes dem Kanton wenig Handlungsspielraum und verlangen eben gerade eine Differenzierung der Entwicklung in den verschiedenen Raumtypen.

Wenn die ungehemmte Siedlungsentwicklung und der Verlust von wertvollem Kulturland wirkungsvoll verhindert werden sollen, dann sind die Einschränkungen, regionalen Differenzierungen und Priorisierungen zwangsläufig notwendig. Zweitens kann Ungleiches nicht gleich behandelt werden. Es ist klar, dass die grössten Potenziale des Wachstums in den Städten, Agglomerationen und regionalen Zentren liegen und daher auch dort priorisiert werden müssen. Dort bestehen die notwendigen Infrastrukturen und Erschliessungen. Ein stärkeres Wachstum auf dem Land würde auch bedeuten, dass der Kanton und die Gemeinden gerade für den Ausbau mehr finanzielle Mittel in die Hände nehmen müssten. Es macht daher Sinn, die knappen Mittel, die uns für die Infrastrukturen zur Verfügung stehen, gezielt und punktuell einzusetzen. Das ist am besten in den Zentren gewährleistet, und von einer Stärkung der Zentren profitiert ja letztlich auch das ganze Umland.

Drittens, und das scheint uns wesentlich, ist ein Einzonungsstopp nicht in erster Linie von der Lage der Gemeinde oder von der Raumtypenzuteilung abhängig, sondern hauptsächlich vom Anteil der unüberbauten Baulandreserven beziehungsweise von der vorhandenen Dichte. Anders gesagt, wird es auch für die Gemeinden zukünftig immer noch die Möglichkeit und das Potenzial geben, erwünschte Entwicklung und angestrebtes Wachstum mit einer besseren Verdichtung und mit neuen innovativen Planungsansätzen zu erreichen. Die Gemeinden haben das bis zu einem gewissen Grad also selber in der Hand. Die EVP-Fraktion lehnt deshalb Punkt 2 dieser Motion ab.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Der Vorstoss will eine Raumplanung nach dem Giesskannenprinzip einführen. Jede Gemeinde soll gleich stark wachsen können, unabhängig von ihrer Erschliessungssituation. Damit ist klar, welche Folge dieser Vorstoss hätte, wenn wir ihn annehmen würden. Wir würden mehr Kulturland pro Einwohner für unser Wachstum verbrauchen. Wir würden mehr Kulturland vernichten als nötig, denn in den ländlichen Gebieten kann man weniger dicht überbauen als in Städten, städtischen Agglomerationen und in regionalen Zentren.

Ich glaube, die Motionäre verdrängen oder verschleiern mit ihrem Vorstoss einige wichtige Dinge.

Das neue Raumplanungsgesetz hat einen Paradigmenwechsel eingeläutet. Das Fremdwort bedeutet: Die Linie der Erkenntnisse wurde neu gelegt. Wir wollen die Zersiedlung in unserem schönen Land stoppen. Wir wollen das Kulturland schonen, denn wir haben in den letzten drei Generationen viel zu viel Boden verbraucht, eine nicht erneuerbare Ressource. Wir haben in den letzten drei Generationen mehr Land verbaut, als alle Menschen, die bisher in der Schweiz gelebt haben. Das muss gestoppt werden! Es gibt keinen Platz mehr für Anliegen, die genau das Gegenteil dieses Paradigmenwechsels wollen, nämlich jeder Gemeinde erlauben, ungeniert einzuzonen und zu überbauen, wie sie will. Ich glaube, mit diesem Vorstoss will man das Rad zurückdrehen, und hier wird eigentlich auch der Volksentscheid zum Raumplanungsgesetz mit Füßen getreten. Die Revision des Raumplanungsgesetzes, das diesen Paradigmenwechsel gebracht hat, wurde mit einer Zweidrittelmehrheit angenommen. Im Kanton Bern war die Zustimmung besonders hoch. Auch die Zweitwohnungsinitiative wurde im

Kanton Bern deutlich angenommen, obwohl er ein Touristenkanton ist. Das ist eigentlich bemerkenswert.

Eine Zustimmung zu dieser Motion, und das ist ein weiteres Argument gegen das Anliegen, würde den Kanton Bern in der Auseinandersetzung mit dem ARE um den Richtplan definitiv ins Offside befördern. Ich gehe eigentlich noch einen Schritt weiter und sage, es wäre nicht ein Offside, sondern ich glaube, das ARE würde die ganze Mannschaft in die Kabine schicken. Denn ein Richtplan des Kantons Bern, der jeder Gemeinde die gleich grosse Wachstumschance gibt, hätte überhaupt keine Chance, vom ARE genehmigt zu werden. Die Folge wäre ein langes, totales Einzonungsverbot. Ist das im Interesse unseres Kantons?

Die Annahme dieser Motion würde auch zu einer grösseren Vernichtung des Kulturlands führen, als der Richtplan vorsieht, den der Regierungsrat jetzt vorgelegt hat. Ist das die Absicht der Motionäre? Sind sie Lobbyisten der Landwirte, die ihr Land gerne eingezont hätten, um ein bisschen Geld zu verdienen? Ich bin enttäuscht! Dieser Vorstoss ist ganz klar gegen die Interessen der Landwirtschaft gerichtet. Gerade in den ländlichen Gebieten müssten wir besonders Sorge tragen zu unserem Kulturland.

Im Übrigen warne auch ich, ebenso wie andere, deutlich vor den Kostenfolgen einer derartigen Raumplanungspolitik mit der Giesskanne. Wer soll bezahlen, wenn wir in jedem abgelegenen Dorf, ohne ÖV-Anschluss und übriger Erschliessung, neue Einfamilienhauszonen bereitstellen? Wir können nicht alles überall machen, meine Damen und Herren. Denn sonst müssen wir die NFA-Milliarden noch ein wenig aufstocken und dafür bei den Geberkantonen versprechen. Eine solche Raumplanung können wir schlicht nicht bezahlen. Lehnt diesen Vorstoss bitte ab! In einem Wort, dieser Vorstoss ist «Chabis»!

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Es wurde schon sehr viel gesagt. Ich möchte das nicht wiederholen. Nur auf einen Punkt will ich noch eingehen. Ich habe den Eindruck, dass die Motionäre von einer falschen Annahme ausgehen, dass nämlich Wachstum nur stattfinden kann, wenn man einzont. Doch das hat nichts mit Land zu tun, das einem zur Verfügung steht. In Uetendorf sind wir im Moment gerade an einer Ortsplanrevision. Wir hätten ein schönes Stück Land gerade mitten im Zentrum. Es wird noch landwirtschaftlich genutzt, aber es ist verpachtet. Das Dorf könnte dort schön intern wachsen, doch das Land wurde uns nicht zur Verfügung gestellt. Nun hat man die ganze Ortsplanung so machen müssen, dass sie eigentlich keinen Quadratmeter zusätzliches Land braucht. Und so etwas geschieht in einer Agglomerationsgemeinde! Trotzdem haben wir darauf geachtet, dass wir ein gewisses Wachstum haben. Nun ist ein Hochhaus mit 14 Geschossen im Zentrum vorgesehen, wo der Landturm steht. So müssen wir verdichten, denn wir können nicht anders! Wir müssen in die Höhe bauen, wenn wir noch wachsen wollen, und dann braucht man kein Land. So kann man eben auch wachsen!

Es gibt noch einen zweiten Punkt. Sie wollen das gleiche Wachstum für alle Regionen. Wachstum müsste dort geschehen, wo es der Markt auch will! Haben Sie dann die Leute, die zuziehen wollen? Die gleichen Leute kommen und jammern, es gäbe eine Entvölkerung, die Menschen würden aus den Dörfern «i de Chräche hinde» wegziehen,

und sie hätten Angst, dass es immer mehr werden. Ja, haben Sie das Gefühl, dass das mit zusätzlichem Bauland anders würde? Füllen Sie doch zuerst einmal die Häuser wieder, die jetzt offenbar leer stehen. Ich weiss, das ist nicht so einfach. Bernhard Riem hat sehr schön gesagt, dass es Leute geben wird, die genau das suchen, nämlich eine hohe Lebensqualität. Auch ich bin davon überzeugt und gehöre persönlich zu diesen. Dieses Hochhaus ist etwa 20 Meter hinter meinem Nacken geplant. Ich habe es selber initiiert, weil ich das Gefühl habe, wir müssen es so machen. Aber mir gefällt es dann nicht mehr. Ich will dann nicht mehr dort wohnen, und ich suche mir jetzt einen Wohnort mit solch einem leerwerdenden Haus, wo ich wirklich im Grünen bin. Ich bin überzeugt, es gibt auch andere Leute, die Ähnliches wollen. Zudem bin ich überzeugt, dass ein Wachstum auf diese Weise eben auch zukünftig möglich ist, und dann können wir dort neu bauen, wo es wirklich verlangt wird, nämlich in der Agglomeration und in den Städten. Die glp-Fraktion lehnt auch diesen Punkt 2 ab.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Raumplanung ist gegenwärtig das Thema. Ich war am vergangenen Wochenende am Politforum, und wenn ich jetzt hier spreche, dann sicher nicht, weil ich das Gefühl habe, ich müsse auch noch ein paar Ratschläge geben und wisse, wie es gehe. Im Gegenteil, ich hatte nach diesem Samstagmittag eher das Gefühl, es müsse noch viel darüber nachgedacht und geplant werden. Wie das dann wirklich gehen soll und wie die Realität sein wird, sehen wir dann in 20 oder 30 Jahren. Nun spreche ich auch nur zu Punkt 2. Man kann Sachverhalte ja immer verschieden interpretieren. Ich finde, das Anliegen ist sehr offen gehalten. Der Text nennt keine Prozentzahlen. In der Begründung wird zwar von Prozentzahlen gesprochen, aber gerade beim Beispiel von Thomas Knutti sehen wir, um wie wenig es sich dann noch handelt. Für die Gleichbehandlung sehen wir von der EDU-Fraktion noch andere Kriterien als nur irgendeine Prozentzahl. Andere Faktoren spielen auch eine Rolle, und dort kann man einer Gemeinde entgegenkommen. Es gibt nicht nur gerade Bevölkerungszahlen, die 10 oder eben 3 oder nur 1 Prozent wachsen dürfen. Daher wäre ich einfach ein bisschen vorsichtig.

Meine Vorredner können schon einfach etwas sagen, aber das kann ich auch. Ich bin auch in der Agglomeration Thun daheim. Wenn man aber «nebenaussen» wohnt – wenn ich so sagen darf; Eriz wurde erwähnt oder eben St. Stephan oder irgendwo –, dann sieht die Situation schon etwas anders aus. Man könnte diesem Punkt ja auch im Sinne einer Kundgebung absolut zustimmen. Soviel zuhanden des Votums von Adrian Haas, das ja grundsätzlich nicht so sehr dagegen lautete. Doch die FDP zum Beispiel will ihn ja nicht annehmen. Wieso kann man jetzt nicht sagen: Gut, wir haben auch ein Anliegen in diese Richtung, und wir wollen denen, die «nebenaussen» wohnen, nicht alles abschneiden. Aus diesen Gründen sagen wir von der EDU-Fraktion Ja zu Punkt 2.

La présidente. Si mon calcul est bon, je n'ai plus d'intervenant pour les groupes. Nous avons les intervenants à titre personnel et vous avez trois minutes. C'est à vous M. Krähenbühl.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Bei dieser Anrufung des Raumplanungsgesetzes fühle ich mich natürlich schon angesprochen. Ich gehörte zu den Exoten meiner Partei, als ich mich für dessen Revision stark machte. Ich stimmte ihr aus Überzeugung zu, und ich stehe nach wie vor zum Anliegen des Kulturlandschutzes. Ich erschrak aber doch etwas, als ich die Vorgaben dieses Richtplans gesehen habe. Ebenso ging es der Bevölkerung und den Behörden in meinem Gebiet, im Zugtäl. Bei uns gab es eine Grosse Zustimmung zur Revision. Unsere Bevölkerung ist sensibilisiert, und bei uns gibt es viele Bauern. Das Ziel kann nun wirklich nicht sein, dass wir in den flachen Gebieten um die Städte herum, wo die guten Böden sind, Fruchtfolgeflächen weiterhin munter überbauen und unter dem Vorzeichen des Kulturlandschutzes bei uns draussen, – das Eriz wurde erwähnt – an «stotzigen» Hängen und auf kieshaltigen Flächen mit kurzer Vegetationszeit, alles stilllegen und uns zu einem Naturreservat machen. Die Vorgaben werden zum Teil so empfunden. Ich stelle auch fest, dass der Regierungsrat jetzt offenbar die Fruchtfolgeflächen gefunden hat, die er im Mittelland hat verbauen lassen. Diesen Prozess verfolge ich mit Besorgnis. Das kann es nicht sein! Wenn man Kulturland schützen will, dann müssen vor allem auch die besten Böden geschützt werden. Und die sind jetzt halt grad im Oberland nicht «nebenaussen», sondern im flachen Gebiet, wo die Städte sind. Darum bitte ich Sie wirklich, diesen Punkt anzunehmen. Das Unverständnis der Bevölkerung auf dem Land ist gross!

Christian von Känel, La Lenk (UDC). Warum haben wir diese Motion eingereicht? Uns geht es ganz klar auch um den Schutz des Kulturlands, und ich habe auch ganz klar einer inneren Verdichtung zugestimmt. Aber die innere Verdichtung richtet sich gegen unsere Tourismusorte im Berner Oberland. Ein Beispiel aus unserer Gemeinde: Bei der inneren Verdichtung wurde mit 1400 Bewohnern plus 800 Arbeitsplätzen gerechnet, das heisst mit 2200 Personen. Wenn die Lenk voll ist, haben wir jedoch 11 000 Personen oder 550 000 Übernachtungen. Diese werden gar nicht angerechnet. Deswegen sind wir ganz klar gegen den Richtplan und haben diese Motion eingereicht. Weil unsere Tourismusorte – nicht nur die Lenk, sondern auch die andern Orte – denken, dass sie ganz falsch eingeschätzt wurden.

Ich war bei Christoph Neuhaus, und er hat mir versprochen, dass in diesem Bereich etwas gemacht wird. Deswegen waren wir auch ganz klar bereit, die Punkte 1 und 3 zurückzuziehen. Nun geht es um Punkt 2, und ich kann Ihnen ein Beispiel erzählen: Die Gemeinde Lauenen kann innerhalb von 15 Jahren noch 100 Quadratmeter einzonen. Das ist ein Witz! Dann machen wir besser überhaupt nichts. Das ist ja die Ausgangslage des ganzen Themas. Deswegen sage ich ganz klar, Adrian Haas, es geht nicht darum, dass man die Landregionen prozentual gleich behandeln müsse. Wir sagten einmal, wir betrachten es von der Bevölkerung her und schauen darauf, dass alle gleich behandelt werden. Mir geht es auch nicht um die Baulandreserven, sondern es geht mir um die Richtplanung für die Zukunft. Wenn wir einmal ein Zeichen gesetzt haben, gilt das vielleicht für die nächsten 50 Jahre und nicht nur bis 2030.

Vielleicht noch ein konkretes Beispiel: Bei uns in der Lenk sagt der Regierungsrat, dass wir mit der inneren Verdich-

tung 10 Hektaren Land überbauen können. Was wollen Sie denn in der Lenk? Sollen wir Hochhäuser bauen? Heute ist diese Fläche überbaut. Wir haben ja 75 Prozent Agglomerationen und 25 Prozent ländliche Gebiete im Kanton. Jetzt geht es eigentlich darum, ob wir diesen Prozentsatz nicht etwas verschieben können. Deswegen müssen wir doch darüber diskutieren, ob die ländlichen Gemeinden gleichwohl einen gewissen Spielraum erhalten können und ob man vielleicht auch ein bisschen Offenheit zeigen kann, wenn eine Gemeinde wirklich die Möglichkeit hat, sich zu vergrössern. Deshalb hoffe ich ganz klar auf Ihre Unterstützung!

Gerhard Fischer, Meiringen (UDC). Nun erhalten wir einen kleinen Vorgeschmack von der Raumplanung und dem Richtplan 2030. Ich habe eine Frage an den Herrn Regierungsrat und auch an einige Grossräte hier im Saal. Die Ausgangslage vor einem halben Jahr war uns klar. Der Kanton Bern hat seine Hausaufgaben gemacht, und wir stehen als Weltmeister da. Wir sind die Musterknaben schlechthin. Trotzdem wurde der Richtplan vom ARE zurück an den Absender geschickt.

Bisher wurde mehrmals erwähnt, das Schweizervolk, der Kanton Bern, habe die Revision gewollt. Eine Zweidrittelmehrheit stimmte zu, wie wir verschiedentlich gehört haben. Aber nehmen Sie auch zur Kenntnis, dass im Kanton Wallis das ganze Raumplanungsgesetz abgelehnt wurde. Nun komme ich zu meinen Fragen an den Regierungsrat: Kann der Kanton Wallis unter dieser Prämisse überhaupt einen genehmigungsfähigen Richtplan beim ARE einreichen? Wenn Nein, welche Auswirkungen hat das auf die andern Kantone und insbesondere auf den Kanton Bern, wenn wir von einer Gleichbehandlung aller Bürger in der Schweiz ausgehen? Die vorliegende Motion will ja genau dies, eine Gleichbehandlung.

Nun habe ich noch einige Beispiele: Innertkirchen, Guttannen, Gadmen und ebenso die Lenk haben keine Möglichkeiten. Wir haben Projekte wie die Kraftwerk Oberhasli AG (KWO) für 1,9 Mrd. Franken. Stellen Sie sich bitte vor, dass diese irgendwann realisiert werden. Wo können dann die Menschen wohnen und leben? Sie werden dann pendeln, und das wollen viele Leute auch nicht. Ganz klar ist etwas mehr Zurückhaltung und Gleichbehandlung gefordert.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Entweder habe ich getrunken oder ich bin heiser, ich weiss es selber nicht so genau. Aber ich hoffe, Sie verstehen mich trotz meiner rauen Stimme. Aus meiner Optik diskutieren wir hier über ein ganz wichtiges Thema. Wenn man über einen Richtplan spricht, dann geht es um die Zukunft! Wir haben Adrian Haas von der Sicht der FDP, der Wirtschaft, sprechen hören. Luc Mentha hat eigentlich ein bisschen ausgesprochen, was ich selber denke. Ich bin etwas hin und her gerissen, aber eines ist für mich gewiss: Wir können nicht mehr in diesen Gemeindestrukturen weiterfahren! Und da danke ich auch Christoph Neuhaus, er hat nämlich dieselbe Meinung. In 350 Gemeinden hat jeder eine andere Idee usw.

Wir müssen Entwicklungszentren definieren, die im Oberland ganz anders sein können als bei uns im Seeland und im Mittelland, wo wir Ackerbau treiben. Tourismusgebiete kann man nicht mit unserem Gebiet vergleichen und unser

Gebiet nicht mit der Stadt Bern oder mit Zollikofen oder wem auch immer. Um dieses Problem zu lösen, müsste man eigentlich unseren Kanton zu 50 Gemeinden zusammenfassen, wie Philippe Müller einmal vorgeschlagen hat. Aber ich glaube, das bringen wir nicht fertig, solange ich lebe. Doch wir müssen das überdenken. Die ganze Geschichte mit diesen Regionalkonferenzen können Sie auch vergessen. Überall werden diese abgelehnt. Also müsste man eigentlich wieder die alte Struktur der Ämter nehmen. Bei uns müsste man ein Wirtschaftszentrum Lyss-Aarberg machen. Adrian, jetzt musst du zuhören! Dort ist Landwirtschaftsland nicht so geschützt wie beispielsweise in Rapperswil. Dort müsste man eine Raumplanungseinheit haben und eine Steuereinheit. Das heisst, von Rapperswil bis nach Lyss gibt es einen Steuerausgleich. Das können Sie in einem Gemeindeverband machen.

Wir haben in Lyss in einem Gemeindeverband 50 Mio. Franken investiert. Der Lyssbachverband hat hervorragend funktioniert. Alle haben bezahlt, Schüpfen, Rapperswil und so weiter. Warum sollen wir das nicht weiterdenken? Dann ist Rapperswil nicht mehr Konkurrenz zu Schüpfen und zu Grossaffoltern. Wir könnten dann die ganze Entwicklung von Industrie und Gewerbe nach Lyss delegieren. In Lyss können wir die ganzen Wohnbauten gegen den Fienisberg hinauf planen, wo man zukünftig überhaupt nicht mehr Landwirtschaft betreiben will, weil es steil ist und gar keine Fruchtfolgeflächen hat. So können wir das auf unserem Gebiet bewältigen. Über die Möglichkeiten in Bern, Zollikofen, Oey-Diemtigen, Saanen-Gstaad oder Zweisimmen kann ich mich nicht äussern. Sehr verehrte Damen und Herren, wir müssen etwas ändern, sonst kommt es nicht mehr gut heraus!

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Raumplanung ist ein emotionales Thema. Von Raum sind wir alle betroffen, und an solchen haben wir auch die verschiedensten Ansprüche. Wir wollen Raum für das Wohnen, für den Verkehr, für die Landwirtschaft, für die Natur und so weiter. Gerade darum ist es wichtig, dass man diesen Raum gemeinsam plant und zwar über den ganzen Kanton hinweg, wodurch man die verschiedenen Ansprüche an diesen Raum organisieren kann. Mir ist bewusst, dass die Gesamtstrategie des Kantons für kleine Gemeinden eine Herausforderung ist. Ich selber lebe auch in einer solchen Gemeinde. Sie hat 1000 Einwohner und weist ein Entwicklungspotenzial von 4 Prozent auf. Wir können also um 40 Personen wachsen. Aber das ist ja auch eine Chance, denn gerade dadurch bewahrt unser Dorf seinen ländlichen Charakter und seinen Charme. Als Bäuerin liegt mir der Schutz des Kulturlands sehr am Herzen, und ich weiss, dass es vielen Bauern und Bäuerinnen hier im Saal ebenso geht. Deshalb ist dieser Vorstoss für mich ein völliger Widerspruch. Wir können nicht auf der einen Seite Kulturlandschutz fordern und auf der andern ein grösseres Bevölkerungswachstum in jedem kleinen Dorf wollen. Wir brauchen Lösungen für Entwicklungsmöglichkeiten, aber solche Lösungen müssen wir in eine andere Richtung denken. Wir müssen weiter denken! Wir müssen in funktionalen Räumen denken! Wir müssen an Fusionen von Gemeinden denken, und wir müssen vielleicht auch noch an den finanziellen Ausgleich zwischen den Regionen denken, zwischen den Gemeinden mit ihren unterschiedlichen Ent-

wicklungspotenzialen. Wir sind uns wohl einig, dass der Sinn des Richtplans darin besteht, dass man das Bauen sinnvoll kanalisieren kann. Deshalb und vor allem im Interesse des Kulturlandschutzes lehne ich Punkt 2 dieser Motion ab, und ich hoffe auch wirklich auf die Unterstützung der Bauern und Bäuerinnen hier im Saal.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich habe Freude an dieser Diskussion. Sie ist äusserst wichtig, und wir werden sie noch oft führen. Es geht um einen wichtigen Punkt und als Landvertreter möchte ich hier auch noch nachstossen. Es besteht wirklich ein Unbehagen und wir müssen darüber sprechen, was wir im Kanton Bern wollen. Der Landbevölkerung müssen wir erklären, was mit diesem Richtplan geschieht und was wir beschlossen haben. Jetzt dämmert es langsam allen hier im Saal, was die zukünftigen funktionalen Räume bedeuten. Eigentlich wollte ich das sagen, was Fritz Ruchti vorher dargestellt hat. Ich bin nämlich Sprecher des Postulats, «Wie könnte der Kanton Bern heute aussehen».

Fritz Ruchti hat das gerade sehr schön dargestellt: Wir müssen in neuen Strukturen denken. Wir können wahrscheinlich in unseren kleinteiligen Gemeindestrukturen heutige Probleme nicht mehr lösen. Wie haben keine Landstrukturen mehr, wo es in den kleinen Gemeinden noch die Käserei, die Post und den Laden gab. Dort wo ich aufgewachsen bin, ist diese Struktur zerstört. Wir haben noch eine Brauerei, welche die Dorfgemeinschaft ein bisschen zusammenhält. Aber sonst ist das heute ganz anders. Wir müssen diese Strukturen wirklich überdenken, und hier hoffe ich doch, dass wir diese Diskussion im Sinne von Fritz wirklich anstossen können. Darum ist das eine wichtige Diskussion hier im Grossen Rat, auch wenn ich Punkt 2 dieser Motion ablehne.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich möchte gerne noch etwas zu den Proportionen sagen, die hier am Rednerpult im Zusammenhang mit dem Siedlungswachstum erwähnt wurden. Adrian Haas hat das Viererfeld erwähnt. Ich meine, dass diese Grössenordnung, im Vergleich zu unserer Wachstumsmöglichkeit und dem Vorschlag des Richtplans, etwas zu knapp vorgesehen ist. Im Erläuterungsbericht zum Richtplan steht: «Die Grösse der Zunahme des Siedlungsgebiets in den nächsten 25 Jahren (bis 2038) wird auf 1400 ha beschränkt.» [Quelle: Richtplan 2030: Erläuterungen zu den Richtplananpassungen im Teil Siedlung, p.10] Das entspricht 14 Quadratkilometern, was etwa die Fläche der Stadt Burgdorf mit 15,6 Quadratkilometern umfasst, wie Google Maps zeigt. Somit ist ein Wachstum durchaus angedacht. Die erwähnten Befürchtungen entstehen meines Erachtens wegen dem von Luc Mentha dargestellten Paradigmenwechsel. Ein solcher ist natürlich notwendig, wenn man beginnen will, sich zu beschränken. Das löst Ängste aus, und das ist verständlich. Man muss suchen, wo man noch wachsen kann, und man kann vor allem nicht mehr weiterfahren wie bisher. Man konnte bisher einfach aus dem Vollen schöpfen! Man konnte einzonen, wo man wollte. Und es entspricht natürlich auch dem neoliberalen Gedankengut, einfach den Markt arbeiten zu lassen und dann dort zu bauen, wo sich der Markt entfaltet hat. Ich meine, die Zukunft soll anders aussehen.

Die grosse Zustimmung der Stimmbevölkerung geschah meines Erachtens nicht aus Unkenntnis der Konsequenzen, sondern weil die meisten Leute gedacht haben, man wolle sich auf das beschränken, was man schon hat. Fritz Ruchti hat einen Ansatz aufgezeigt, wie es weitergehen müsste und wie wir mit den beschränkten Möglichkeiten des Wachstums umgehen könnten. Um uns herum hat es Gemeinden, von denen ich glaube, dass sie einfach nicht mehr wachsen, auch wenn sie noch Bauland hätten. Das ist nicht zynisch gemeint, sondern es ist Besorgnis erregend. Sie können nicht mehr wachsen, weil verschiedene Dinge nicht mehr da sind. Fehlen Schulhäuser und müssen die Kinder weissen nicht wie weit herumziehen, dann findet auch ein gewisses Wachstum nicht mehr statt. Dort müssen wir wirklich viel mehr zusammen denken und vernetzen.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Sie sehen nun gerade nacheinander den grössten und den kleinsten Vertreter der EVP am Rednerpult. Nach dieser Diskussion neige ich dazu, zu sagen, dass alle meine Vorredner ein Stück weit Recht haben. Und das führt auch zum Dilemma, das ich spüre. Geboren in Blumenstein, sind mir diese Ängste sehr vertraut. Da heisst es einfach, mit dem neuen Richtplan haben wir quasi ein Bauverbot. Es kann nicht sein, dass wir einfach gewisse Randregionen völlig auf null Wachstum zu setzen und abzuhängen. Das dient auch dem Landwirtschaftsland nicht. Wir sind also aufgefordert, eine Lösung zu finden. Die Lösung der Motion, alle Regionen nach einem zu definierenden Parameter gleichzustellen, ist nicht möglich. Das wäre auch ungerecht. Gerech ist nämlich, die Leute dort gleichzustellen wo sie gleich sind und sie dort ungleich zu behandeln, wo sie ungleich sind. Wir haben gehört, dass die Lenk als Touristenort, Blumenstein als Randregion, Eriz und Bern unterschiedliche Voraussetzungen haben. Ich habe mir überlegt, ob man das Ganze als Postulat herüberbringen sollte und damit sagt, wir hätten noch ein Bedürfnis, man solle an uns auf dem Land draussen denken. Aber mit der Motion schreiben wir nicht vor, dass wir irgendeinen unmöglichen Gleichheitswahnsinn betreiben wollen. Könnten wir das als Versuch starten?

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Ich habe nur eine ganz kurze Reaktion auf Martin Aeschlimann. Du musst jetzt nicht gleich gehen, warte noch einen Moment. Wenn du sagst, es gebe in deinem Umfeld Gemeinden, die sich nicht mehr entwickeln können, weil verschiedene Dinge fehlen, dann musst du vielleicht einmal nach Oberburg schauen und überlegen, was dort fehlt oder was dort zu viel ist. Dort hat man der Hauptstrasse entlang eine Verslumpung. Und woher kommt das? Weil solche Leute wie du, immer gegen die Zufahrt ins Emmental sind.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Punkt 2 dieser Motion hat den Charakter einer Richtlinienmotion. Doch das ist nicht entscheidend. Wesentlicher ist, dass sein Inhalt bundesrechtswidrig ist. Seit letzter Woche ist bekannt, dass der Kanton Bern Differenzen mit dem Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) hat. Es wäre daher gegenwärtig wahrscheinlich ungeschickt, hier im Grossen Rat bewusst dagegen zu verstossen, was der Bund tut. Das betrifft die

rechtliche Seite. Eine andere Seite ist die Realität des täglichen Lebens. Diese ist leider anders. Ich ziehe nicht dorthin, wo der Motionär will. Ich wiederhole mich immer wieder gerne: Hier wird eine dezentrale Zentralisierung vorgenommen! Wenn Sie die alten Ämter betrachten, dann sehen Sie überall wachsende Dörfer und Städte. Wir haben aber auch eine ganze Anzahl verschiedenster Gemeinden, die laufend Bevölkerung verlieren. Hier bewirkt das Einzonen nichts. Wenn die Menschen nicht dorthin ziehen wollen, weil die Gemeinden beispielsweise nicht an den öffentlichen Verkehr angeschlossen sind und nicht gebaut wird, dann hilft auch Bauland nicht weiter.

Bei Gemeinden, die sich beschweren, dass Bauland fehle und deshalb nicht mehr gebaut werden könne, muss man genauer hinschauen. Wer zu viel unüberbaute Bauzonenreserve hat, wem also die Dichte fehlt, kann weniger Land einzonen. Wer seine Hausaufgaben schlechter gemacht hat, erhält normalerweise eine schlechtere Note. Hier kann man dann einfach weniger einzonen. Ich habe von einer Gemeinde gehört, die keine Einzoning machen kann. Ich gehe gerne mit Ihnen in die Gemeinden, die sich beschweren. Dann schaue ich dort auch noch die Bauparzellen an, die das Grosskind irgendwann bebauen wird, denn die Kinder wohnen in Basel und in Zürich.

Wie ich hier im Grossen Rat auch schon erzählt habe, suchte ich vor vier Jahren eine Liegenschaft und habe verschiedenste Baulandparzellen im Kanton Bern angeschaut. Ich habe mich dann entschieden, nicht dorthin zu ziehen. Diese Baulandparzellen sind immer noch verfügbar, und es ist nicht einmal eine Frage des Preises. Es gibt Gemeinden, die in diesem Jahrzehnt gar nicht mehr einzonen konnten, weil keine Nachfrage besteht. Nachfrage können Sie nicht mit einem Angebot hervorrufen. Die Wirtschaft kann nicht einfach irgendein Produkt herstellen und dann befahlen, dass man es kauft. Genauso wenig können wir einfach Bauland bereitstellen und befahlen, dass es bebaut wird. Wenn die Leute nicht kommen, dann können wir eben auch nichts tun.

Noch ganz kurz etwas zum System: Es basiert auf dem Gesamtwachstum des Kantons. Dieses wird auf die Raumtypen heruntergebrochen. Wir machen quer durch den Kanton einen Ausgleich und stellen Gleiches Gleichem gegenüber. Wenn nun Gemeinden über Jahre und Jahrzehnte Bevölkerung verloren haben und dann trotzdem noch sagen, sie könnten mit einem Prozent wachsen, dann begreife ich die Welt nicht ganz.

Wir müssen noch etwas wachsen, und wir wollen noch etwas wachsen! Wir haben pro Tag 25 000 Zupendlerinnen und Zupendler. Mir wäre es lieber, wenn sie im Kanton Bern wohnen und nicht mit der Neat aus dem Wallis hierher und wieder zurück fahren würden, und man uns dann noch sagt, wir hätten zu viel gebaut, wie die Neat oder auch andere Bauten, die uns immer angerechnet werden. Ich erkläre Ihnen das Meccano sehr gerne. Es ist aber auch nicht auf ewig in Stein gemeisselt, und wenn sich etwas verändert, dann schauen wir das wieder an.

Herr Grossrat Gerhard Fischer stellte eine sehr gute Frage betreffend den Kanton Wallis. Wie bereits erwähnt, sind wir in Verhandlung mit dem Bund. Das ARE drückt den Kanton Bern massiv tiefer als das Wallis. Deshalb wehren wir uns auch! Du brauchst dir keine Sorgen zu machen wegen der Kraftwerke Oberhasle AG (KWO) und den entsprechenden

Arbeitszonen, Gerhard. Das ist anders als bei Wohn-, Misch- und Kernzonen.

Ich komme zum Schluss und weise noch einmal auf das Wichtigste hin: Punkt 2 ist bundesrechtswidrig. Wir können ihn zwar annehmen, aber der Bundesrat wird das nie genehmigen! Doch selbst wenn er es akzeptieren würde, würde das nichts nützen, denn die Leute gehen dorthin wohnen, wo sie wollen. Man kann ihnen den Wohnort nicht befahlen! Soweit sind wir noch nicht. In Rumänien hat Ceaușescu Dörfer umgesiedelt. Aber das bringt der Kanton Bern nicht fertig, und das bleibt hoffentlich auch so! Lehnen Sie also bitte Punkt 2 dieser Motion ab.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Vielen Dank für diese angeregte Diskussion. Ich bin natürlich etwas enttäuscht, weil von diesen vielen Voten hier im Saal, ausser von der SVP, kein einziges einen Millimeter Verständnis für den ländlichen Raum zeigte. Das muss ich hier klar festhalten. Die Motion ist in Punkt 2 sehr offen formuliert: « ... dafür zu sorgen, dass im kantonalen Richtplan 2030 eine Gleichbehandlung der Gemeinden in Bezug auf das Bevölkerungswachstum ermöglicht wird ». Wir haben keine einzige Prozentzahl drin. Wir sagen nicht, wie viel und wir sagen auch nicht, dass wir mehr Land einzonen wollen. Wir sagen einzig und allein, dass wir eine Gleichbehandlung von allen Gemeinden in diesem Kanton wollen. In der Vernehmlassung des Richtplans sind immerhin 300 Stellungnahmen eingegangen. Das ist in meinen Augen Zeichen genug, dass die Gemeinden mit dem, was jetzt abgeht, wohl nicht ganz einverstanden sind. Und ich kann es gerne noch einmal sagen: Auch in ländlichen Regionen gibt es unfruchtbare Böden, und dort muss man einfach überbauen können. Dadurch kann man Fruchtfolgeflächen schützen. Das müsste auch im Interesse von vielen Landwirtschaftsvertretern sein. Noch ein Wort zu Kollege Hannes Zaugg: Ich habe gehört, du hättest im Oberland ein Häuschen gekauft. Ich bin nicht ganz sicher, ob das so ist. Aber ich weiss nicht, ob du nach deinen heutigen Voten, dort noch willkommen bist (*hilarité*).

Und noch zum Schluss: Wir haben in den meisten Gemeinden ein Prozent Wachstum. Wer hier im Saal ein gewisses Verständnis für den ländlichen Raum hat, unterstützt uns jetzt. Und ein Mann hier drin hat mich auf eine ganz gute Idee gebracht. Vielen Dank, Markus Wenger, unterstützt doch wenigstens das Postulat, um all dem ein wenig gerecht zu werden.

La présidente. Vous l'avez entendu, le motionnaire a transformé ... (*Agitation dans la salle. Monsieur Zaugg demande la parole pour une déclaration personnelle en réponse à Monsieur Knutti.*) – Vous vous annoncez Monsieur. Bref, M. Zaugg, c'est à vous.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Genau wegen solchen Menschen, wie du einer bist, Thomas Knutti, zieht es mich jetzt mehr ins Emmental (*hilarité*).

La présidente. C'était très bref, bravo. Donc, le motionnaire a transformé en postulat, je rappelle que les points 1 et 3 ont été retirés. Nous votons seulement sur le point 2 en tant que postulat. Ceux qui acceptent ce point 2 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 59

Non 77

Abstentions 6

La présidente. Vous avez refusé ce point 2 en tant que postulat.

Affaire 2015.RRGR.57

N° de l'intervention: 010-2015
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 19.01.2015
 Déposée par: Burren (Lanzenhäusern, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: accordée le 22.01.2015
 N° d'ACE: 212/2015 du 25 février 2015
 Direction: JCE

Economie forestière et énergie éolienne: simplification de la procédure d'aménagement

Le Conseil-exécutif est chargé de simplifier comme suit la procédure d'aménagement concernant les territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes selon le plan directeur cantonal :

1. Tous les territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes selon le plan directeur cantonal seront maintenus au moins jusqu'en 2020 afin, notamment, qu'il soit possible de procéder aux relevés nécessaires pour prendre une décision.

Aucun territoire potentiellement retenu pour l'implantation d'éoliennes ne pourra être supprimé d'un plan directeur régional ou réduit en surface.

2. La procédure relative au plan d'affectation, au niveau communal, fera office de procédure directrice lors de la prise de décisions obligatoires pour les autorités et les propriétaires à l'intérieur des territoires où des éoliennes pourraient être implantées.

Dans son plan directeur éolien, la région ne doit pas limiter davantage le périmètre des territoires propices à l'implantation d'éoliennes selon le plan directeur cantonal. C'est la procédure relative au plan d'affectation communal qui prévaut dans la prise d'autres décisions (s'appuyant directement sur le plan directeur cantonal).

3. Le rapport du Conseil fédéral relatif au postulat du conseiller aux Etats Robert Cramer, intitulé « Simplification de la construction d'éoliennes en forêt et dans les pâturages boisés », doit être intégralement mise en œuvre dans le canton de Berne aussi. Les éoliennes peuvent en principe être autorisées en forêt pour autant que le défrichement ait été autorisé. La forêt ne fera plus partie des zones d'exclusion du plan directeur cantonal.

Développement :

La nouvelle stratégie énergétique 2050 prévoit une augmentation considérable de la production d'électricité issue de sources d'énergies renouvelables. Il faut s'attendre à un boom des constructions de nouvelles installations dans tous les domaines. Cela s'applique également à l'énergie éolienne qui a jusque-là joué un rôle plutôt accessoire par rapport aux autres énergies renouvelables. L'énergie éolienne dispose cependant d'un important potentiel de croissance en Suisse aussi.

Ces 20 prochaines années, on espère multiplier la production d'énergie éolienne suisse par 20. La Suisse dispose en effet de sites adaptés et donc d'un bon potentiel de croissance de sa production d'énergie éolienne.

Différentes régions suisses présentent un potentiel considérable. Les zones offrant les meilleures conditions de vent se trouvent dans l'Arc jurassien ainsi que dans les Alpes et les Préalpes. L'Office fédéral de l'énergie évalue le potentiel économique de l'énergie éolienne en Suisse à 12 000 GWh par an. Si l'implantation d'éoliennes est prohibée par la Confédération dans les zones de protection, ce potentiel baisse à 5 300 GWh par an. Si l'implantation d'éoliennes est également prohibée en forêt, le potentiel d'énergie éolienne n'est plus que de 3 400 GWh par an.

On parle actuellement de faire de la forêt un critère d'exclusion dit flexible dans les plans directeurs éoliens des régions, alors que dans le rapport relatif au postulat Cramer, le Conseil fédéral affirme que les parcs éoliens peuvent être autorisés en forêt pour autant qu'une autorisation de défrichement ait été délivrée.

Le plan directeur éolien de la conférence régionale de Berne-Mittelland prévoit en outre de supprimer ou de réduire le périmètre des territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes avant même qu'une campagne de mesure du vent n'ait pu fournir des éléments de décision.

C'est pourquoi les autres décisions ayant force obligatoire pour les autorités et les propriétaires doivent être prises directement durant la procédure relative au plan d'affectation communal. Cela permettra de simplifier et d'accélérer les procédures d'aménagement à l'intérieur des territoires potentiels déjà identifiés.

La forêt doit être purement et simplement supprimée des critères d'exclusion flexibles énoncés par le Conseil fédéral (postulat Cramer). Pour l'économie forestière, l'énergie éolienne est porteuse d'avenir. Elle lui offre en outre la possibilité de contribuer concrètement à la réalisation des objectifs de la Stratégie énergétique 2050.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Les installations éoliennes ont des répercussions importantes sur le territoire et l'environnement, et ce dans un vaste périmètre. C'est pourquoi le plan directeur cantonal prévoit que la coordination spatiale ait lieu de manière pro-

gressive et en étroite collaboration entre le canton, les régions et les communes. Le canton a effectué une première sélection et délimité sommairement les périmètres qui, de son point de vue, seraient adaptés pour l'implantation de grands parcs éoliens (territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes). Les régions sont chargées, d'ici à 2018, d'étudier ces territoires potentiels de manière plus approfondie et de délimiter de façon plus précise les périmètres propices à l'implantation d'éoliennes dans leurs plans directeurs. Enfin, les communes fixent de manière contraignante pour les propriétaires fonciers les emplacements des différentes installations dans le cadre d'une procédure communale relative au plan d'affectation.

Le Conseil-exécutif est convaincu qu'avec une telle démarche progressive il sera plus aisé de trouver les territoires les mieux adaptés à l'implantation d'éoliennes et de faire accepter au mieux les projets en vue de leur mise en œuvre.

Concernant les propositions concrètes présentées dans la motion, le Conseil-exécutif est de l'avis suivant:

1. Les régions n'ont pas pour tâche de supprimer les territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes, et ne sont pas compétentes pour le faire puisque ces territoires font partie intégrante du plan directeur cantonal. En revanche, elles ont pour mission d'étudier en détail ces territoires délimités sommairement par le canton et d'en garantir la coordination avec les autres affectations et intérêts dignes de protection. Si, sur la base de cet examen, les territoires délimités se révèlent appropriés, ils sont inscrits dans les plans directeurs régionaux en tant que périmètres propices à l'implantation d'éoliennes. Ceux-ci sont ensuite repris dans le plan directeur cantonal.

Si toutefois, sur la base de l'examen réalisé, une région estime qu'un territoire potentiel pour l'implantation d'éoliennes n'est pas adapté, elle peut renoncer à le désigner comme périmètre propice à l'implantation d'éoliennes. Elle a ainsi rempli le mandat qui lui avait été confié et le territoire concerné peut être supprimé du plan directeur cantonal lors de la révision suivante.

Conformément à la motion Krähenbühl (M 149 2014), le Conseil-exécutif examinera et adaptera le plan directeur cantonal selon les indications relatives à l'énergie éolienne. Ce faisant, il pourra aussi vérifier si le maintien de certains territoires qui ont déjà été examinés par les régions est opportun du point de vue du canton. En ce sens, le Conseil-exécutif est prêt à proposer l'adoption de ce point de la motion sous forme de postulat.

2. Le Conseil-exécutif ne peut admettre la proposition formulée par le motionnaire. Les régions accomplissent, avec leur planification, une tâche indispensable. En premier lieu, elles contribuent à faire un tri parmi les territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes, qui sont volontairement délimités assez sommairement. Les communes et les promoteurs peuvent ainsi se concentrer sur les périmètres où un parc éolien a de bonnes chances de voir le jour. Les régions jouent en outre un rôle important puisqu'elles posent la question du développement de l'énergie éolienne au niveau régional, ce qui permet de coordonner certains aspects au-delà des limites communales. De par ces deux fonctions, elles contribuent de manière déterminante à préparer le terrain pour les plans d'affectation communaux et à

augmenter la sécurité des plans. Pour ces raisons, le Conseil-exécutif propose de rejeter ce point de la motion.

3. Le Conseil-exécutif estime lui aussi que la décision du Conseil fédéral concernant le postulat Cramer doit être mise en œuvre également dans le canton de Berne. Selon le rapport du Conseil fédéral du 10 octobre 2012 relatif au postulat du conseiller aux Etats Robert Cramer, des éoliennes peuvent en principe être implantées à des endroits adéquats dans des forêts et des pâturages boisés pour autant que les conditions d'octroi d'une autorisation de défrichement soient remplies. Dans le cadre de la démonstration du besoin, il convient de procéder à une pesée des intérêts et de vérifier si l'implantation est imposée par la destination, si les conditions en matière d'aménagement du territoire sont remplies et si l'installation présente un risque pour l'environnement, en tenant compte des aspects de la protection de la nature, du paysage et du patrimoine. Il est difficile de satisfaire à toutes ces exigences. L'aide à l'exécution «Défrichements et compensation du défrichement» de l'OFEV (édition 2014), qui a été adaptée selon le rapport du Conseil fédéral, précise explicitement: «Si, sur la base d'un examen global, il existe des emplacements alternatifs équivalents ou meilleurs en dehors des forêts et des pâturages boisés, il faut leur donner la préférence». Le canton, dans sa pratique actuelle, respecte ces directives.

Dans le projet de plan directeur éolien de la conférence régionale de Berne – Mittelland, qui a été soumis à la procédure de participation, les différents aspects juridiques relatifs à la forêt sont présentés de manière détaillée, en conformité avec la pratique de la Confédération et du canton. Le projet précise notamment que des parcs éoliens ne peuvent pas être installés complètement en forêt, mais que certaines installations qui en font partie (turbine, conduite, voie d'accès) peuvent se trouver en forêt (en bref, il s'agit de «critères d'exclusion flexibles»). La question de la forêt est ainsi prise en considération de manière appropriée et à un niveau adéquat dans la planification régionale. Il n'y a pas d'écart par rapport à la législation sur la forêt actuellement en vigueur ni avec la pratique du canton. C'est pourquoi le Conseil-exécutif propose de rejeter ce point de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption sous forme de postulat

Point 2: rejet

Point 3: rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 47, motion de M. Burren, Economie forestière et énergie éolienne: simplification de la procédure d'aménagement. Nous avons ici affaire à une motion ayant valeur de directive, c'est pourquoi le Bureau vous propose un débat réduit. M. Burren a déposé une motion d'ordre, il demande un débat libre. Nous pouvons passer tout de suite au vote. Je le rappelle, M. Burren a demandé le débat libre au lieu du débat réduit. Est-ce que l'on peut passer au vote? – Je n'ai pas de réaction, donc nous votons. Ceux qui acceptent cette motion d'ordre, c'est-à-dire un débat libre pour cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (motion d'ordre Burren, UDC: débat libre)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 125

Non 9

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté cette motion d'ordre, donc nous sommes en débat libre. M. Burren a la parole. Je vous prie de vous annoncer et d'avancer. Je prie les groupes de s'annoncer s'il vous plaît. Monsieur, vous avez la parole.

Andreas Burren, Lanzenhäusern (UDC). Danke für Ihre Unterstützung. Ich werde trotz freier Debatte nicht länger sprechen. Die Richtlinienmotion habe ich eingereicht, als ein Energieunternehmer angefragt hat, ob es möglich wäre, im Gebiet der Gemeinde Guggisberg einen Windpark zu errichten. Die Waldbesitzer, zwei Burgergemeinden, haben Interesse gezeigt und gemerkt, dass dies für sie ein neues Standbein sein könnte, weil eine Burgergemeinde heute einzig vom Holzgewerbe kaum mehr bestehen kann. Die Burgergemeinden haben diese Standorte bei der Regionalkonferenz Bern-Mittelland eingereicht. Leider sind sie von den zuständigen Personen im Richtplan Windenergie, ohne Rücksprache mit den Antragstellenden, gestrichen worden. Das hat uns dazu bewogen, Punkt 2 dieser Motion einzureichen. Wir sind uns aber bewusst, dass es keinen Sinn macht, wenn jede Gemeinde ein eigenes Projekt gestaltet und ziehen darum Punkt 2 der Motion zurück. Ich hoffe aber, dass Sie Punkt 1 als Motion überweisen können, damit die Standorte noch bis 2020 bestehen bleiben und die Wirtschaftlichkeit geprüft werden kann.

Es gibt vorgesehene Standorte, wo bereits lastwagentaugliche Strassen mitten in das Gebiet führen und Stromleitungen durchgehen. Das eine Gebiet liegt sogar auf dem Hügelzug des Schwybergs, im freiburgischen Schwarzsee, den Windmessungen als geeignet taxieren. Es macht doch Sinn, wenn man prüft, ob in diesen Gebieten ein Windpark sinnvoll ist.

Mit Punkt 3 verlangen wir, dass das Postulat von Ständerat Cramer, «Erleichterung des Baus von Windparkanlagen in Wäldern und Waldweideflächen», auch im Kanton Bern umgesetzt wird. Das will ja eigentlich auch der Regierungsrat, wie er zu Beginn des Antwortschreibens sagt. Ich staune dann, dass er am Schluss Punkt 3 ablehnen will. Ich hoffe, dass Sie die Punkte 1 und 3 als Motion unterstützen können. Weil es eine Richtlinienmotion ist, hat der Regierungsrat bei der Umsetzung grossen Spielraum. Man kann eigentlich hier auch sagen, es spielt fast keine Rolle, ob es eine Motion oder ein Postulat ist. Ich halte vorläufig an der Motion fest und höre mir die Diskussion an. Danach entscheide ich mich. Ich könnte nun noch ein bisschen provokativ werden und sagen, alle diejenigen, die damals der Energiewende zugestimmt haben, sollten doch auch hier diesen beiden Punkten zustimmen. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

La présidente. Donc, nous discutons seulement les points 1 et 3, et en tant que motion. M. Trüssel pour le pvl, vous avez la parole.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich hoffe, Sie hören mir doch noch zu und schenken uns doch noch ein wenig Glaubwürdigkeit in Bezug auf Energiefragen. Uns ist völlig klar, dass wir bei der Umsetzung der Energiestrategie, bei vielen Technologien eine Interessenabwägung machen müssen. Es gibt in Gottes Namen bei uns keine Wüste, wo auf grossen Flächen kein Mensch und kein Vogel lebt. Wir werden uns also von Fall zu Fall in Kompromissen einigen müssen. Es geht aber auch nicht, dass wir ohne Rücksicht auf die Umwelt jedes Bächlein stauen, nur weil wir noch ein paar Franken dabei verdienen können.

Ich nehme es vorweg: Die Grünliberalen werden Punkt 1 auch als Motion unterstützen. Windenergieprojekte werden so oder so nur dort realisiert, wo es genügend Wind gibt, wo die Erschliessung des Standorts gegeben ist und wo wir Einspeisemöglichkeiten ins Übertragungsnetz vorfinden. Es macht also absolut keinen Sinn, die vielen möglichen und unmöglichen Ausschlusskriterien bereits im Vorfeld zu formulieren. Der Markt wird ausschliesslich wirtschaftliche Projekte weiter verfolgen. Wenn man wirtschaftliche Standorte und Investoren gefunden hat, lassen sich mit der geltenden Gesetzgebung gewiss gute und vernünftige Lösungen entwickeln, die allem Rechnung tragen.

Zu Punkt 3: Wie bereits bei Punkt 1 gesagt, sind wir genau derselben Meinung wie die Motionäre. Wir werden ihn deshalb auch als Motion unterstützen. Selbstverständlich dürfen wir nicht einfach in Gebieten blind bauen gehen, die einen unmittelbaren Einfluss auf uns alle haben. Wir haben aber genügend gesetzliche Grundlagen. Potenzielle Investoren sind wohl in der Lage, diese entsprechend zu studieren, zu würdigen und sinnvolle, gesetzesgetreue Projekte zur Umsetzung zu empfehlen. Ich hoffe, Sie können diesem Antrag Punkt 1 und 3 zustimmen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die Motion will die Vereinfachung des Planungsverfahrens für Windenergieanlagen in Windenergieprüfräumen und will auch erleichtern, dass Windenergieanlagen im Wald gebaut werden können. Zu Punkt 1: Der Motionär will grundsätzlich, dass die Windenergieprüfräume bis 2020 offen bleiben. Das akzeptieren wir auch. Das ist sehr wichtig, denn nur so können Windmessungen seriös durchgeführt werden, und es kann wirtschaftlich eben gut abgeklärt werden, ob sich ein bestimmtes Projekt überhaupt lohnt oder nicht. Allerdings wird nur eine Minderheit die Motion unterstützen. Dem Vorschlag des Regierungsrats, Wandlung in ein Postulat, stimmt die BDP-Fraktion einstimmig zu.

Punkt 3 behandelt das Postulat Ständerat Cramers betreffend Windenergieanlagen im Wald. Dort verlangt der Motionär, dass dies Eins zu Eins umgesetzt wird. Bisher hat allerdings nur der Bundesrat gesagt, er möchte dieses Postulat annehmen. Wie das genau ausgeht, ist also noch offen. Darum lehnt eine kleine Mehrheit der Fraktion die Motion in diesem Punkt ab. Eine Minderheit könnte zustimmen.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Die Grünen haben grosse Sympathie für diesen Vorstoss. Unsere Sympathie geht so weit, dass wir diesen Vorstoss in beiden Punkten unterstützen. Am Jahresanfang wurde der regionale Richtplan Windenergie Bern-Mittelland zur Stellungnahme aufgelegt. Wir haben uns in diesem Rahmen intensiver mit

dem Thema in unserer Region befasst. Dieser Richtplan wurde sorgfältig erarbeitet, grundsätzlich geeignete Standorte wurden gewählt und auch Natur- und Landschaftsschutz berücksichtigt. Wir erhielten aber auch den Eindruck, dass man eigentlich eher windstärkere Standorte untersuchen müsste. Und hier kommt nun die Forderung von Res Burren. Wir haben trotzdem Kritik geübt. Erstens haben wir eben das Gefühl, dass man sich auf windstärkere Standorte mit mindestens 5 Metern pro Sekunde konzentrieren soll. Da haben wir den Eindruck erhalten, dass man auch Anlagen im Wald prüfen müsste und solche eben nicht grundsätzlich ausschliessen soll, wie es der Kanton bisher gemacht hat. Für uns ist das nicht ganz dringend. Es gibt durchaus landschaftliche, ökologische und auch raumplanerische Gründe für den Bau von Windanlagen im Wald. Zum Beispiel kann man im Wald gewisse Probleme umgehen. Die Windanlagen sind häufig weniger sichtbar, und der Lärm ist ganz klar ein viel kleineres Problem. Gerade in unserer Region Bern-Mittelland haben wir eben häufig Kuppen und Grate, wo die Windgeschwindigkeiten 5 Meter pro Sekunde erreichen. Aber genau diese sind meist bewaldet. Somit sind die für die Windnutzung interessantesten Gebiete bei der kantonalen Festlegung eben keine Windprüfräume geworden. Man hat sie ausgeschlossen. Darum haben wir den Eindruck, wir sollten es so machen. Wenn ich den Friesenberg betrachte: Er ist bewaldet und hat genügend Wind, wenn man seine Kette nutzen würde.

Ich komme zu meinem Fazit: Die grüne Fraktion unterstützt den Motionär in beiden Punkten. Ein Teil unserer Fraktion unterstützt Punkt 1 als Motion, als Postulat könnte ihm sicher die ganze Fraktion zustimmen. Dieser Punkt betrifft Windenergieprüfräume, die bis 2020 offen gehalten werden sollen. Punkt 3, wonach Windanlagen im Wald grundsätzlich überprüft und nicht ausgeschlossen werden sollen, wird von der ganzen Fraktion als Motion unterstützt.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Grundsätzlich unterstützt natürlich auch die FDP die Windenergie. Wir sind überzeugt, dass sie auch einen Beitrag dazu leisten kann, erneuerbare Energie sinnvoll einzusetzen. Andererseits sind wir aber der Meinung, dass wir auch dem Landschaftsschutz einen entsprechenden Stellenwert geben und Sorge tragen sollen. Unseres Erachtens brauchen wir auch eine überkommene Abstimmung, gerade wenn wir grössere Windparks machen wollen. Darum sind wir sehr froh, dass Punkt 2 zurückgezogen wurde.

Wir sind der Meinung, dass man diese Verlängerung gewähren kann. Man soll diese Abklärungen und Messungen bis ins Jahr 2020 machen können. Darum unterstützt die FDP-Fraktion einstimmig Punkt 1 als Motion. Bei Punkt 3 sind wir etwas anderer Meinung. Die Regierung zeigt in ihrer Antwort auf, dass dort eigentlich die Vorgaben eingehalten werden und keine Differenzen zur nationalen Ebene bestehen. Zudem sind wir nicht ganz sicher, ob es richtig ist, als Grosser Rat den Regionen so explizit in ihre Geschäfte hineinzureden. Darum lehnen wir Punkt 3 als Motion ab und auch als Postulat.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Sehr viel wurde bereits gesagt. Auch meine Fraktion unterstützt Windenergieanlagen wo es nur geht. Aus der Planung in meiner Region

weiss ich, wie schwerfällig Projektierungsanforderungen an Windenergieanlagen sind. Vieles muss abgeklärt werden, und auch der Landschaftsschutz wird genau studiert. In Eriswil möchten sie möglichst bald mit einem Bau beginnen. Sie müssen warten, weil noch nicht alles richtig abgeklärt und geplant ist. Darum ist es nur richtig, wenn hier in den Regionen vorwärts gemacht wird. Das wird von uns unterstützt, wo es geht. Nun können wir uns darüber unterhalten, ob es eine Richtlinienmotion ist. Was machen wir mit Motion oder Postulat? In unserer Fraktion sagten wir, dass wir ein Postulat unterstützen. Ich meine, mit der Richtlinienmotion spielt es kaum eine Rolle. Aber ich bleibe dabei, wir würden das Postulat grossmehrheitlich unterstützen.

Bei Punkt 3 ist bei uns auch die grosse Mehrheit für ein Postulat. Einige wären für eine Motion und ganz wenige werden sich enthalten. Darum würden wir das Postulat auch hier ganz gerne unterstützen und den Vorstoss von Herrn Cramer auch im Kanton Bern einigermaßen buchstabengetreu umsetzen.

La présidente. Pour l'UDC, M. Bärtschi. Y-a-t-il encore des groupes? – S'il y a encore des groupes, annoncez-vous maintenant. C'est à vous Monsieur.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Ich nehme es vorweg: Die SVP unterstützt die beiden Punkte 1 und 3 als Motion vollumfänglich. Die Windenergie kann dort, wo die Anlage gebaut wird, eine recht grosse Betroffenheit auslösen. Daher bin ich überzeugt, dass man sich nicht allzu früh gegen irgendeinen der Standorte aussprechen soll. Das von Res Burren angesprochene Problem zeigt, dass manchmal einzelne Menschen einen Standort einfach hinauswerfen können, obwohl ein solcher vielleicht zweckdienlich ist. Darum sind wir voll und ganz der Meinung, dass man sich hierbei die Zeit bis im 2020 gibt, damit man wirklich sieht, ob ein Standort geeignet ist oder nicht. Die Windmessungen müssen zuerst sauber abgeschlossen sein, und dann kann man sagen, ob ein Standort geeignet ist oder nicht.

Grosso modo werden die Fragen von unserer Fraktion etwa einheitlich unterstützt. Ich wiederhole mich da nicht mehr auf jedem Gebiet. Einzig zur Frage, ob Motion oder Postulat, sage ich noch etwas. Adrian Wüthrich hat es bereits angetönt: Ob Sie ein Postulat unterstützen oder eine Motion, ist im Endeffekt ein marginaler Unterschied. Natürlich kann man auch sagen, Res Burren hätte wandeln können, weil ein Postulat die gleiche Kraft hätte. Ich wiederhole: Die SVP unterstützt die Motion in den Punkten 1 und 3 vollumfänglich.

La présidente. Pour le PEV, M. Messerli. Y-a-t-il encore des groupes? – Ce n'est pas le cas, donc les intervenants à titre personnel sont priés de s'annoncer. M. Messerli, c'est à vous.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Wir stehen bei der Nutzung von Windenergie in einem klassischen Interessenkonflikt zwischen der Nutzung erneuerbarer Energie und dem Landschafts- und Naturschutz. Hier braucht es gute und vernünftige Lösungen, um möglichst alle Interessen unter einen Hut zu bringen und möglichst nachhaltige Ansätze zu finden. Die EVP-Fraktion ist daher bereit, Punkt 1 der Moti-

on, wonach sämtliche Windenergieprüfräume mindestens bis 2020 grundsätzlich offen bleiben sollen, als Motion zu überweisen. Es macht Sinn, dass für die Wirtschaftlichkeit der potenziellen Standorte mehr Zeit eingeräumt wird.

Zu Punkt 3: Wir erachten es als wenig sinnvoll, das flexible Ausschlusskriterium «Wald» im regionalen Richtplan ersatzlos zu streichen, wie es die Motionäre fordern. So einfach, wie sie es sich vorstellen, ist es nicht. Auch der Entscheid des Bundesrats bezüglich des Berichts zum Postulat Cramer bedeutet nicht, dass jetzt einfach ohne Einschränkungen im Wald gebaut werden kann, wenn die Voraussetzungen zu einer Rodungsbewilligung erfüllt sind. Auch in diesem Fall müssen die Anforderungen des Natur-, Heimat- und Landschaftsschutzes geprüft werden. Hierzu ist auch eine ganzheitliche Betrachtung notwendig, und es sind gleichwertige Alternativstandorte zu prüfen. Die EVP-Fraktion könnte diesen Punkt allenfalls in Form eines Postulats unterstützen. Aus unserer Sicht gibt es auch hier Handlungsspielräume, die bisher noch zu wenig genutzt wurden. Anlagen im Wald können in gewissen Fällen durchaus Sinn machen.

La présidente. Donc, en tant qu'intervenant à titre personnel. M. Graber de l'UDC; c'est à vous.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Windenergie! Ich glaube, kein Vorstoss über Windenergie sollte hier im Grossen Rat über die Bühne, ohne dass ich auch etwas dazu sage. Ich war einer der Ersten, die die Windenergie in den Grossen Rat gebracht haben, und ich erinnere mich noch gut daran, wie Sie mir damals so schön zugestimmt haben. Es freut mich noch heute! Ich muss Ihnen aber eines sagen: Wie vorhin erwähnt wurde, war die Wirtschaftlichkeit der Standorte schon damals ein Hauptkriterium. Die guten Standorte sind oft auf Hügelzügen, die bewaldet und oft nicht so gut zugänglich sind. Diese zu erschliessen, ist eben auch ein Kriterium. Das müssen wir wissen. Wenn wir dort genügend Wind haben, ist es heute kein grosses Problem, Investoren zu finden. Rita Haudenschild hat es schön gesagt. Man hat die Windprüfräume nicht seriös abgeklärt. Man hat einfach die Gebiete viel zu eng gemacht. Darum haben wir heute auch Probleme, dass es Orte mit gutem Wind gibt, die aus diesen Windenergieprüfräumen ausgeschlossen sind. Auf vielen Hügelzügen haben wir eben oft Wald. Wir können dort aber etwas unternehmen, und da bin ich froh, dass man dem Vorstoss hier im Grossen Rat, so wie er jetzt vorliegt, zustimmen kann.

La présidente. Des Verts, M. Amstutz. Y-a-t-il encore des intervenants à titre personnel? – Je vous donne trente secondes pour vous annoncer, après je clos la liste. Monsieur, c'est à vous.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je suis le dernier intervenant, j'espère que je pourrai capter votre attention, je ne serai pas très long. Mais en tant que pratiquement seul représentant d'une région où nous avons beaucoup d'éoliennes, j'avais envie de vous dire quelques mots. Je ne vous apprend rien si je vous dis que les éoliennes font partie d'un mix énergétique. Au même titre que la lutte contre le gaspillage, le photovoltaïque, la biomasse, et bien

sûr, l'éolien. Il y a seize ans maintenant que les éoliennes tournent sur le Mont Soleil et sur le Mont Crosin, et je crois ne pas exagérer si je dis que ces machines, dans ces deux régions-là, ont été bien acceptées. Récemment, le 8 mars, une votation importante a eu lieu au sujet d'éoliennes qui seraient implantées sur la montagne de Tramelan: on avait là un pourcentage d'acceptants de soixante. Les opposants, il y en a eu et la lutte a été assez dure au niveau de la montagne de Tramelan, ont différents arguments: ils parlent très souvent de distances, ils parlent de paysages et de forêts. Je dirais, comme quelques-uns de mes préopinants, que les bases légales, elles existent: au niveau de notre région, le plan directeur du parc éolien règle bien des choses, règle des distances, etc. Personnellement je soutiens justement cette motion, il est évident qu'il faut placer les éoliennes là où elles sont efficaces. Mais pour savoir si elles sont efficaces, il faut accepter de pouvoir mesurer le vent. Cela paraît tout simple, il faut donc aussi simplifier la prise de relevés. Ainsi, point 1 de la motion, pour moi c'est évident, je l'accepte totalement comme il est. Il y a une critique que l'on entend assez souvent chez nous, c'est que, oui, on installe des éoliennes sur les crêtes jurassiennes, mais que se passe-t-il dans les Préalpes et dans les Alpes? Cela serait aussi un signe, en ouvrant ces espaces aux éoliennes, pour dire qu'il n'y a pas que les crêtes du Jura sur lesquelles on va mettre des éoliennes, mais aussi là-bas. Le point 2 me paraît tout aussi évident, il faut intégralement mettre en œuvre, même si l'on n'a pas encore la position du Conseil fédéral, la proposition du conseiller d'Etat Cramer. Donc, je vous invite aussi à accepter le point 1 et le point 3 en tant que motion.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. In der Raumplanung ist uns ein Spagat zwischen Schutz und Nutzen eigentlich vertraut. Zu Punkt 1: Aufgrund der angenommenen Motion Krähenbühl (M 149-2014) wird der Regierungsrat den kantonalen Richtplan bezüglich der Festlegung von Windenergie überprüfen und anpassen. Gleichzeitig kann man dann auch prüfen, ob die Windenergieprüfräume aus kantonaler Sicht noch angezeigt sind. Darum ist der Regierungsrat bereit, diesen Teil des Vorstosses als Postulat entgegenzunehmen.

Punkt 2 lehnt der Regierungsrat ab, denn die Regionen sind in der Planung wichtig. Im Kanton Bern sehen wir ja eine Strategie der Konzentration vor: Bildlich gesprochen, sollen nicht Spargelfelder den ganzen Kanton überziehen. Zudem machen ja die Regionen eine Art Vorauswahl. Sie trennen die Spreu vom Weizen. Die Gemeinden und Investoren können sich dann dort konzentrieren, wo ein Windpark gute Realisierungschancen hat. Diese Abstimmung der Entwicklung der Windenergie über die Gemeindegrenzen hinaus trägt dazu bei, die Nutzungsplanung für die Gemeinden vorzubereiten und die Planungssicherheit zu erhöhen.

Zu Punkt 3: Der Regierungsrat stimmt der Forderung zu, dass der Entscheid des Bundesrats bezüglich des Berichts zum Postulat von Ständerat Robert Cramer auch im Kanton Bern umgesetzt wird. Der Bericht des Bundesrats vom 10. 10. 2012, in Erfüllung des Postulats Cramer, hält fest, dass Windenergieanlagen auch auf geeigneten Standorten im Wald und auf Wytweiden realisiert werden können. Wir

achten auch dort darauf, dass der Aspekt Wald in den regionalen Planungen stufen- und sachgerecht berücksichtigt wird. (*La présidente agite sa cloche.*) Hierbei gibt es keine Differenz, weder zur aktuellen Waldgesetzgebung noch zur konkreten Praxis des Kantons. Daher beantragt Ihnen der Regierungsrat, diesen Teil der Motion abzulehnen.

Andreas Burren, Lanzenhäusern (UDC). Ich fasse mich kurz, denn ich sollte um sieben Uhr in Schwarzenburg die Tiefbaukommission eröffnen. Das wird wohl etwas knapp. Ich werde in beiden Punkten an der Motion festhalten. Vielleicht noch eine Information für diejenigen, die bei Punkt 3 Bedenken haben. Es wird keinen Wildwuchs geben, denn vieles ist ja gesetzlich geregelt, und darum hoffe ich, dass die Punkte 1 und 3 als Motion unterstützt werden.

La présidente. Nous votons donc. Comme vous l'avez entendu, le point 2 a été retiré et nous votons sur les points 1 et 3 en tant que motion. Ceux qui acceptent le point 1 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	130
-----	-----

Non	0
-----	---

Abstentions	0
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté ce point 1 à l'unanimité. Nous passons au vote sur le point 3 en tant que motion. Ceux qui acceptent ce point 3 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	112
-----	-----

Non	9
-----	---

Abstentions	9
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté ce point 3. J'aimerais encore à vous informer sur la suite des débats demain matin. On aura d'abord le directeur de la justice pour les deux interventions qui nous restent pour cette Direction, puis le directeur de l'économie publique et la directrice des finances. Je vous souhaite une bonne soirée, rentrez bien, à demain matin, la séance est levée.

La séance est levée à 18 heures 53.

Les rédactrices :

Sonja Riser (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Jeudi 19 mars 2015, 9 heures – 11 heures 45

Sixième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 155 députés. Excusés : Blank Andreas, Burkhalter Matthias, Desarzens-Wunderlin Eva, Fuchs Thomas, Hamdaoui Mohamed

Affaire 2014.RRGR.894

N° de l'intervention: 169-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 01.09.2014
 Déposée par: Junker Burkhard (Lyss, PS)
 (porte-parole)
 Schnegg-Affolter (Lyss, PEV)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 04.09.2014
 N° d'ACE: 138/2015 du 11 février 2015
 Direction: JCE

Surveillance et contrôle des archives communales

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes :

1. Edicter en temps utile des règles claires au sujet de la surveillance et du contrôle des archives communales.
2. Pour faciliter l'archivage, confier la surveillance et le contrôle au même service.
3. Déléguer cette tâche aux Archives de l'Etat avec les EPT nécessaires.
4. Adapter le plus rapidement possible l'ordonnance de Direction sur la gestion et l'archivage des documents dans les communes, qui est en révision depuis fort longtemps.

Développement :

Le droit de consulter les données personnelles de personnes concernées par les mesures de coercition à des fins d'assistance a clairement montré que ce droit est interprété et appliqué dans les communes de manière variable. Alors que certaines communes se montrent tout à fait prêtes à fournir ce service et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour remettre les dossiers aux personnes concernées, d'autres doivent longuement étudier la question avant de pouvoir se déclarer disposées à contribuer à la recherche des documents souhaités.

La surveillance et le contrôle des archives communales sont souvent mal résolus, les modalités reposent sur une directive concernant les archives communales, qui est obsolète et donc en révision. Cependant, la révision ne semble guère avancer.

Or, la situation qui est actuellement celle des personnes concernées par des mesures de coercition à des fins d'assistance appelle une intervention rapide.

Les communes ont besoin d'être soutenues dans l'archivage de leurs documents et d'être suivies par des services de surveillance et de contrôle opérationnels, ce qui n'est actuellement pas le cas partout. C'est pourquoi il faut faire en sorte que la surveillance et le contrôle soient confiés au même service. Ce qui nous importe le plus, c'est que la tâche soit déléguée à un service doté des compétences nécessaires en matière d'archivage. Dans le canton de Berne, c'est sans aucun doute le cas des Archives de l'Etat. Ce qui a déjà été fait dans d'autres cantons, à savoir de déléguer aux Archives de l'Etat la surveillance et le contrôle des archives communales et de les doter des EPT nécessaires, est une option rationnelle. Les communes pourraient profiter au mieux du savoir-faire des Archives de l'Etat et auraient à s'adresser à un seul service.

C'est pourquoi nous demandons au Conseil-exécutif de clarifier le plus rapidement possible la problématique de la conservation de documents dans les archives communales.

Motivation de l'urgence :

Plus le temps passe, plus il est difficile pour les personnes concernées par des mesures de coercition à des fins d'assistance de retrouver leurs dossiers dans les archives. Comme bon nombre de ces personnes ont atteint un âge relativement avancé, le temps presse. Plus les communes sont rapides à mettre leurs documents à disposition, plus grand sera le nombre de personnes qu'il sera encore possible d'aider. Les mesures à prendre peuvent s'inscrire dans le contexte de la révision de l'ordonnance de Direction.

Réponse du Conseil-exécutif

1. Il existe déjà, à l'heure actuelle, des règles claires au sujet de la surveillance et du contrôle des archives communales. La surveillance cantonale des communes incombe au préfet compétent ou à la préfète compétente, à moins que des dispositions spéciales ne l'attribuent à d'autres services¹. L'examen de la gestion des archives constitue un aspect important des visites de contrôle des préfets dans les communes, lesquelles ont lieu au moins tous les quatre ans². Pour la section historique des archives communales, les Archives de l'Etat sont l'autorité de surveillance compétente³.

2. A ce jour, les communes peuvent déjà s'adresser aux Archives de l'Etat pour toutes les questions spécifiques relatives à la gestion des archives. Les Archives de l'Etat leur prodiguent des conseils avisés et leur assurent un soutien professionnel.

3. Le conseil et le soutien des communes ainsi que la surveillance des archives communales exigent des savoirs spécifiques liés à la gestion des archives mais aussi de solides connaissances et une bonne compréhension de la

¹ Article 87, alinéa 1 de la loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo; RSB 170.11).

² Article 141, alinéa 1 de l'ordonnance du 16 décembre 1998 sur les communes (OCo; RSB 170.111).

³ Article 20 de l'ordonnance du 4 novembre 2009 sur l'archivage (OArch; RSB 108.111).

structure et de l'organisation des communes. C'est pourquoi les Archives de l'Etat et les préfectures travaillent ensemble. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'y a pas lieu de mettre un terme à cette répartition des tâches, qui a fait ses preuves et qui est nécessaire.

En outre, il est d'avis que le transfert des fonctions de surveillance et de contrôle aux Archives de l'Etat ne permettrait pas d'améliorer la qualité des archives communales et ne simplifierait pas non plus la tâche des communes en matière d'archivage. La qualité des archives communales dépend pour l'essentiel des ressources de l'administration communale disponibles pour la gestion des archives. Par ailleurs, transférer la compétence en matière de surveillance aux Archives de l'Etat ne changerait rien à la procédure relative à la consultation des dossiers ni au nombre de refus de l'autorisation de les consulter pour des raisons de protection des données. Enfin, le simple fait qu'un seul service cantonal soit compétent en matière de surveillance ne permettrait pas non plus d'accroître l'efficacité de la surveillance des archives communales.

4. La nouvelle ordonnance de Direction sur la gestion et l'archivage des documents des collectivités de droit public au sens de la loi sur les communes et de leurs établissements est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015. Elle a remplacé la directive ISCB n° 1/170.111/3.1 du 24 septembre 2007, qui était auparavant déterminante pour la gestion des archives dans les communes.

La problématique soulevée par les motionnaires, à savoir le droit, pour les personnes concernées par des mesures de coercition à des fins d'assistance, de consulter leur dossier, relève en fait des législations sur l'information et sur la protection des données. Toute personne a le droit de consulter des dossiers officiels dans la mesure où aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose⁴. Cette disposition cantonale exige qu'il soit procédé à une pesée des intérêts avant chaque décision d'accorder ou non l'accès aux dossiers, en particulier dans les domaines où des données personnelles particulièrement dignes de protection sont concernées (comme c'est assurément le cas pour les mesures de coercition à des fins d'assistance). Les communes ne peuvent accorder le droit de consulter les dossiers que lorsque la consultation ne va pas à l'encontre de la protection de données de tiers. La pesée des intérêts constitue une tâche extrêmement difficile et son résultat est différent dans chaque cas particulier. On ne saurait toutefois en déduire que les communes sont libres d'avoir des pratiques différenciées en la matière. Le Conseil-exécutif estime que les communes se chargent de ces questions difficiles et émotionnelles de manière responsable et en tenant compte de chaque situation particulière.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption et classement

Point 2: rejet

Point 3: rejet

Point 4: rejet

La présidente. (*La présidente agite sa cloche.*) Il est 9

heures, j'ouvre la séance. Je souhaite bien le bonjour aussi à M. le directeur. Nous avons fini hier l'affaire 47 et nous commençons aujourd'hui avec l'affaire 48, motion de Mme Junker, Surveillance et contrôle des archives communales. Mme Junker a la parole.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (PS). Herzlichen Dank für die Bearbeitung der Motion. Vorab möchte ich mitteilen, dass wir die Ziffern 2 bis 4 zurückziehen. Ich danke Ihnen für die Annahme von Ziffer 1, wobei ich gegen deren Abschreibung bin. Wir stellen fest, dass es sehr wohl Gemeinden gibt, die offensichtlich mit der Behandlung von Gesuchen um Akteneinsicht überfordert sind. Die Wartezeiten für die Gesuchstellenden betragen oftmals über sechs Monate, bis man sie schon nur wissen lässt, ob ihnen die Einsicht gewährt wird oder nicht. Es kann nicht sein, dass die Betroffenen von fürsorglichen Zwangsmassnahmen derartige Wartezeiten in Kauf nehmen müssen, umso weniger als es sich um ältere und alte Menschen handelt, die ihre Geschichte noch aufarbeiten möchten. (Die Präsidentin läutet die Glocke). Zudem geht es auch darum, dass sie die Möglichkeit haben, anschliessend eine Entschädigung zu beantragen. Meine bereits vor Jahren verstorbene Grossmutter konnte leider nie herausfinden, weshalb ausgerechnet sie aus der Familie gerissen und verdingt wurde. Ihre Schwester durfte nämlich in der Familie bleiben. Dies war vermutlich nur eine der offenen Fragen, welche meine Grossmutter in ihrem Leben beschäftigt hatten. Ich bin froh, dass die Betroffenen heute Gelegenheit zur Akteneinsicht haben und die offenen Fragen aus der Vergangenheit klären können. Ich bitte Sie daher, auf die Abschreibung zu verzichten und die Kontrollorgane anzuweisen, die Gemeinden in Sachen Archivierung enger zu begleiten. So sind die Gemeinden insbesondere auf die geschilderte Problematik der von den früheren fürsorglichen Massnahmen betroffenen Personen zu sensibilisieren. Dies, damit alle Gesuche möglichst speditiv behandelt werden können. Ich wurde gefragt, weshalb diese Motion von zwei Lysserinnen eingereicht wurde. Es handelt sich überhaupt nicht um ein Problem der Gemeinde Lyss. So hat meine erste Nachfrage auch ergeben, dass sich Lyss vorbildlich zu verhalten scheint. Danke für Ihre Aufmerksamkeit.

La présidente. Je prierais les groupes de s'annoncer et je vous prierais aussi d'être un tout petit peu plus calmes.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Ich bin Mitmotionärin, spreche aber als Fraktionssprecherin der EVP zu diesem Vorstoss. Wie Sie mitbekommen haben, geht es in der Diskussion nur noch um Ziffer 1. Die Abschreibung wird – wie auch die EVP findet – zu Recht bestritten. Aus verschiedensten Fallbeispielen ist bekannt, dass Menschen, die in ihrer Kindheit von Zwangsmassnahmen betroffen waren – sei es als Verdingkinder oder als Betroffene von Heimeinweisungen – von den Gemeinden nicht immer ohne Weiteres Einsicht in ihre Akten erhalten. Wie wichtig das Aufarbeiten ihrer Geschichten ist, können Sie im heutigen Artikel in «Der Bund» nachlesen. Ich empfehle Ihnen diesen Artikel wärmstens. In diesem wird beschrieben, wie wichtig es für die betroffenen Menschen ist, ihre Geschichte aufarbeiten zu können. Ein Archiv zu führen, ist anspruchsvoll.

⁴ Article 27, alinéa 1 de la loi du 2 novembre 1993 sur l'information du public (loi sur l'information, LIn; RSB 107.1).

So gibt es Gemeinden, die bei der Erfüllung dieser Aufgabe teilweise an ihre Grenzen stossen. Für die Betroffenen ist es jedoch sehr mühsam oder sogar unzumutbar, das Gefühl vermittelt zu erhalten, dass man sie nicht ernst nimmt, indem man sie über Monate hinhält. Wer Einsicht in seine Akten erhalten möchte, soll nicht Monate lang warten müssen, um schon nur eine Bestätigung auf die Anfrage zu erhalten. Den Betroffenen geht es – wie von der Mitmotionärin erwähnt – vielleicht auch darum, eine Entschädigung zu beantragen. Diesbezüglich ist eine Initiative hängig. Deshalb können sie nicht monatelang warten, weshalb wir eine Überprüfung der Aufsicht sehr begrüssen würden. Eine engmaschigere Aufsicht oder eine regelmässigere Begleitung der Gemeinden bei der Archivierung würde sicher nicht schaden. Wir bitten Sie, den Druck aufrechtzuerhalten und Ziffer 1 nicht abzuschreiben.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Liest man die Empfehlung des Regierungsrats, wie mit Ziffer 1 zu verfahren sei – Margrit, du wirst mir diese Bemerkung verzeihen –, handelt es sich hier nicht nur um einen Vorstoss zum Archiv, sondern auch um einen Vorstoss für das Archiv, der erfolgreich archiviert werden soll. Weil die Abschreibung bekanntlich bestritten ist, befassen wir uns nun inhaltlich damit. Aus Sicht der SVP-Fraktion überzeugen die Ausführungen des Regierungsrats. Die Gemeinden können sich mit fachlichen Fragen bereits heute an das Staatsarchiv wenden. Zwischen Kanton und Gemeinden besteht folglich nicht irgendein «Eiserner Vorhang». Wir teilen die Auffassung des Regierungsrats, wonach eine Kantonalisierung oder auch eine vermehrte Begleitung weder zu einer Verbesserung der Qualität der Gemeindearchive noch zu einer Erleichterung der Archivführung führt – dies jedenfalls im Grundsatz. Aus Sicht der SVP besteht also kein grundsätzlicher Revisionsbedarf in Richtung vermehrter Kantonalisierung oder vermehrter Begleitung der Gemeinden, was letztendlich auf das Gleiche hinauslaufen würde. Im Übrigen möchten wir seitens der SVP-Fraktion Folgendes festhalten: Die Motion dreht sich vor allem um die Fälle von Personen, die von fürsorglichen Zwangsmassnahmen betroffen waren. Das Verfahren, um Akteneinsicht zu erhalten, ist allerdings nicht auf Ebene der Gemeinde geregelt. Dieses Verfahren ist primär auf der Ebene der Kantone geregelt. Ich verweis hier auf das Informationsgesetz (IG) sowie auf das kantonale Datenschutzgesetz (KDSG). Diese Gesetze – sowohl das KDSG als auch das IG – gelten auch dann, wenn man Gemeinden vermehrt begleiten oder die Archivführung sogar kantonalisieren würde. Wenn die vorliegende Motion schnellere, unkompliziertere Verfahren fordert, aber den Gemeinden gleichzeitig ihre Aufgaben wegnehmen will, kämpft sie auf dem falschen Feld. Für das Verfahren und für das, was zu den von den Motionärinnen beklagten längeren Verfahrensdauern führt, ist primär das kantonale Recht massgebend. Will man etwas daran ändern, muss bei diesen Gesetzen angesetzt werden. Nachdem die Abschreibung bestritten ist, wird die SVP-Fraktion Ziffer 1 der Motion ablehnen.

La présidente. Je vous rappelle que les points 2, 3 et 4 ont été retirés. Donc, sur ces points-là, nous ne discutons pas. La seule chose qui est contestée par la motionnaire, c'est le

classement. Donc, s'il vous plaît, concentrez-vous sur le classement. Mme Gyga c'est à vous.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD). Ich kann es kurz machen, indem ich die Haltung der BDP vorwegnehme: Bezüglich Ziffer 1 stimmen wir entsprechend der Empfehlung der Regierung ab. Wir teilen die Auffassung, dass die Aufsicht und die Kontrolle über die Gemeindearchive schon lange sinnvoll und praktikabel geregelt sind und von den Regierungsstatthalterämtern auch gewissenhaft wahrgenommen werden. Die Gemeinden können – wie auch von Patrick Freudiger erwähnt – schon heute mit Fachfragen an das Staatsarchiv gelangen. Die entsprechende Beratung und Unterstützung seitens des Staatsarchivs funktioniert gut. Nochmals: Die BDP-Fraktion stimmt einstimmig nach der Empfehlung der Regierung ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Wir haben diese Motion auch in der Fraktion diskutiert und sind der Meinung, dass man Ziffer 1 annehmen, aber gleichzeitig abschreiben kann. Wie eben von den Motionärinnen erwähnt, liegt das Problem anderswo, wenn eine Gemeinde über Monate nicht auf eine Anfrage antwortet. Das hat nichts mit der Archivierung zu tun. Als ich als Gemeindepräsident einmal gehört habe, dass keine Antwort erteilt wird, bin ich der Sache selber nachgegangen. Würde ich als Gemeindepräsident nicht aktiv werden, könnten sich die Bürgerinnen und Bürger an den Regierungsstatthalter wenden. Das Problem liegt also anderswo, das heisst, es stimmt irgendetwas innerhalb der Verwaltung nicht. Deshalb müsste dort angesetzt und das Problem anders gelöst werden. Allenfalls könnte man über folgende Lösung sprechen: Gelangt man in diesen speziellen Fällen zu keinem Resultat, müsste es eine Ombudsfrau oder einen Ombudsmann geben, an die oder den man sich wenden kann. Ob dies wirklich die Lösung ist, weiss ich nicht. Wir haben aber das Gefühl, dass es in den Gemeinden aktuell nicht derart schlecht läuft – jedenfalls in den Gemeinden, die ich kenne.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Die FDP-Fraktion ist der gleichen Meinung wie der Regierungsrat. Ziffer 1 kann angenommen und gleichzeitig abgeschrieben werden. Wir sind der Überzeugung, dass die Gemeindeglieder heute wissen, wie die Archivierung zu erfolgen hat und wie damit umzugehen ist. Ist dies nicht der Fall, kann man sich an die zuständigen Stellen des Kantons wenden.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist dem Charme von Margrit Junker erlegen. Deshalb bestreiten wir die Abschreibung gemeinsam mit ihr und werden Ziffer 1 – natürlich ohne Abschreibung – annehmen. Ich mache Ihnen beliebt, dies ebenso zu tun, damit wir den Druck aufrechterhalten und dadurch verhindern können, dass dieses Anliegen bereits heute von der Traktandenliste entfernt wird. Es sind ein paar Fragen offen, die offenbar geregelt werden müssen. Deshalb möchten wir unsere Unterstützung leisten, damit dies klar und in bester Ordnung erledigt werden kann. Deshalb werden wir die Abschreibung bestreiten.

La présidente. Y-a-t-il encore des groupes qui aimeraient s'annoncer? – Non. Des intervenants à titre personnel? – Non plus. Donc, M. le directeur, vous avez la parole, c'est à vous.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Die bernischen Archive sind soweit gut organisiert und kontrolliert. Daher bitte ich Sie, Ziffer 1 der Motion anzunehmen und abzuschreiben. Wer – wie von den Motionärinnen beschrieben – Probleme bei der Akteneinsicht hat, soll so vorgehen, wie Grossrat Hannes Zaugg eben vorgeschlagen hat: Die betroffenen Personen sollen sich nochmals bei der Gemeinde melden oder an den Regierungstatthalter gelangen, der eine entsprechende Funktion hat. Eine kleine Differenz besteht gegenüber Ihrer Meinung, Hannes Zaugg: Es bedarf keiner Ombudsfrau bzw. keines Ombudsmannes. Angesichts dessen, dass ich auch schon Einfluss nehmen musste, kann man sich – sollte es mit der Akteneinsicht definitiv nicht klappen – immer noch an mich wenden, und zwar über christoph.neuhaus@jgk.be.ch oder 031 633 76 01. Schreiben Sie diesen Vorstoss ab und verursachen Sie nicht noch mehr Papier als ohnehin schon notwendig. Denn irgendwann müssten wir das Ganze noch archivieren. Insofern sind wir Ihnen für eine direkte Abwicklung sehr dankbar.

La présidente. Mme la motionnaire aimerait encore la parole? – Non. Nous passons au vote. Nous allons d'abord voter sur la motion, motion, oui ou non. Après nous passerons au deuxième vote, au classement. Ceux qui acceptent le point 1 de cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 96

Non 46

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce point 1 en tant que motion. Nous passons maintenant au classement. Ceux qui acceptent le classement de ce point 1 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 86

Non 50

Abstentions 6

La présidente. Vous avez accepté ce classement. Les points 2, 3 et 4 ont été retirés.

Affaire 2014.RRGR.904

N° de l'intervention: 177-2014

Type d'intervention: Postulat

Déposée le: 03.09.2014

Déposée par: Müller (Berne, PLR) (porte-parole)
Grivel (Biel/Bienne, PLR)

Cosignataires: 10

N° d'ACE: 139/2015 du 11 février 2015

Direction: JCE

A quoi pourrait ressembler le canton de Berne?

Le Conseil-exécutif est chargé de montrer à quoi pourrait ressembler le canton de Berne si sa subdivision répondait à des critères et aux besoins actuels de l'économie et de l'aménagement du territoire et comptait moins de 50 communes.

Développement :

Le canton de Berne a des problèmes économiques et structurels. Sa puissance économique est inférieure à la moyenne nationale (80%), tandis que sa charge fiscale lui est supérieure (120%). La situation financière est extrêmement tendue, et aucune amélioration ne se profile à l'horizon. Au contraire : le nouvel endettement réduit encore la marge de manœuvre du canton.

Le canton compte cependant pas moins de 360 communes municipales, des structures très locales et compliquées. Logiquement, les frontières communales sont héritées de l'Histoire et bien souvent, elles ne rendent plus compte de la réalité. Elles constituent même plutôt un obstacle au développement (p. ex. aménagement du territoire, projets de construction). De plus en plus de communes ne sont plus capables de remplir elles-mêmes certaines tâches publiques et ont aussi du mal à pourvoir leurs charges politiques. On le voit bien avec les conférences régionales, instituées dans l'intervalle.

Il manque dans les petites fusions effectuées jusqu'à présent une vision globale. Elles sont chronophages et les progrès sont maigres. Dans les fusions de communes, ils y a souvent des gagnants et des perdants, d'où leur échec partiel. C'est pourquoi il faut changer d'approche. La question à se poser est la suivante : comment subdiviserait-on ce canton aujourd'hui ?

Le Conseil-exécutif doit donc montrer comment subdiviser le canton en fonction des réalités et des besoins sociaux, économiques et territoriaux actuels, ce qui augmenterait nettement les possibilités d'intervention dans l'aménagement du territoire et les transports. Les communes récupéreraient des compétences et seraient clairement renforcées. Elles auraient un poids politique complètement différent et leur autonomie serait consolidée. Les structures telles que les conférences régionales pourraient devenir superflues. Les régions seraient plus équilibrées car leur nouvelle force leur permettrait de devoir céder moins de tâches au canton.

Il y a deux ans, les électeurs et électrices du canton de Berne ont adopté le projet d'« Optimisation de l'encouragement des fusions de communes », confirmant qu'il faut se diriger vers une simplification des structures. Il serait intéressant d'avoir sous les yeux la représentation d'un canton

plus fort, plus équilibré et plus sûr de lui. Un scénario possible.

Réponse du Conseil-exécutif

De tous les cantons suisses, celui de Berne, qui compte 356 communes politiques (état : janvier 2015), reste le plus largement fractionné en très petites structures. Aux communes municipales et mixtes s'ajoutent quelque 800 autres collectivités qui assument des tâches de droit public. De par sa diversité tant géographique que topographique et son bilinguisme, ce canton présente d'autres particularités fondamentales.

Le Conseil-exécutif approuve le développement du postulat dans la mesure où il admet que dans de nombreux cas, les limites actuelles des communes, héritées du passé, ne reflètent plus la réalité. Il en résulte une multitude de formes de collaboration intercommunale nécessaires à l'accomplissement de tâches publiques. L'encouragement des fusions mis en place depuis une dizaine d'années par le canton a permis, jusqu'en 2015, de procéder à 30 fusions avec 70 communes concernées.

Dans ce contexte, la demande d'élaboration d'un scénario tel que celui que prévoit le postulat ne manque pas d'intérêt. Un tel modèle nécessite pourtant une analyse détaillée de la situation actuelle et un travail de fond qui doit être mené avec soin, de manière interdisciplinaire. Il devrait par ailleurs intégrer les stratégies et les réformes cantonales actuelles, telles que la stratégie économique 2025, le plan directeur 2030 ainsi que les conditions générales prévues à l'échelon national.

La création de ce que l'on nomme des «espaces fonctionnels» pourrait être un but à atteindre. Il s'agirait, partiellement tout au moins, d'esquisser la future répartition des tâches entre le canton et les communes en intégrant les groupements d'intérêts des communes à la réflexion. A cela s'ajoutent des sujets, énumérées ici de façon non exhaustive, tels que la structure administrative et la structure des cercles électoraux, les préfectures, les conférences régionales, les compétences communales en matière d'aménagement et d'octroi d'autorisations mais aussi les flux intercantonaux concernant les finances et la compensation des charges.

Il existe à cet égard un certain recoupement avec les questions que traite le «Groupe de contact Développement», créé suite à la procédure de consultation de la loi sur les constructions afin de débattre des compétences des communes ou du canton en matière d'aménagement du territoire. Les résultats obtenus au sein de ce groupe peuvent servir de base à d'autres travaux et livrer des informations utiles pour le scénario demandé, même si celui-ci met l'accent sur un autre point.

De l'avis du Conseil-exécutif, enfin, le scénario demandé, qui prévoit une réduction massive du nombre de communes politiques, devrait présenter tout le spectre des modèles d'application envisageables.

La préparation d'un tel scénario, qui doit être conçu comme une véritable base de discussion, exige un important investissement en termes de coûts et de volume de travail, que les ressources humaines et financières actuelles ne permettent pas d'assumer. Vu la complexité du projet, le recours à

des spécialistes externes s'imposera⁵. Le service compétent, pour pouvoir mettre en œuvre le postulat, aura besoin de moyens financiers supplémentaires qui devront être ajoutés au budget 2016 et au plan intégré «mission-financement» 2017 à 2019.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire 49, postulat de M. Müller PLR, A quoi pourrait ressembler le canton de Berne? Le Conseil-exécutif accepte ce postulat. Est-ce que ce postulat est contesté? Oui, ce postulat est contesté, M. Müller, vous avez la parole, et je prie les groupes de s'annoncer. C'est à vous.

Philippe Müller, Berne (PLR). «Fürs Denken kann man keinen henken» – so lautet ein alter Spruch aus dem Strafrecht. Worum geht es? Es geht um ein Postulat, um einmal eine konkrete Diskussionsgrundlage zu haben. Wie würden die Gemeindegrenzen heute – nach heutigen wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und raumplanerischen Bedürfnissen – gezogen, wenn man frei wäre, dies zu tun? Es geht darum, sich einmal Gedanken darüber zu machen, wie der Kanton Bern aussehen könnte, wenn er nicht in gut 350 Gemeinden aufgeteilt wäre. Heute würde man den Kanton Bern nie und nimmer in 350 Gemeinden aufteilen, sondern in grössere, aber weniger Gemeinden. Es wären Gemeinden mit mehr Gewicht, die nicht verschiedene Aufgaben abgeben müssten, weil sie diese nicht mehr selber bewältigen können. Es wären selbstbewusste Gemeinden. Man kann nicht Klein- und Kleinst-Gemeinden wollen, während man sich gleichzeitig darüber beklagt, dass andauernd Aufgaben nach Bern verschoben werden. Gleichzeitig wird mit den Regionalkonferenzen eine Organisationsstufe dazwischengeschaltet. Diese weist – vorsichtig ausgedrückt – sicher nicht die gleiche demokratische Legitimation und vor allem nicht die gleiche demokratische Abstützung auf wie die gewählten Organe von Gemeinden und Kanton. Hätten die Gemeinden mehr Gewicht, könnten sie mindestens einen Teil dieser Aufgaben wieder übernehmen.

Mit einer Gesamtschau würden die heutigen Ortschaften nicht abschafft. Wer heute durch den Kanton Glarus fährt, sieht Ortschaften wie Linthal, Schwanden oder Näfels. Diese sind immer noch genau gleich vorhanden, aber im Rahmen von grösseren Gemeinden. Die Ortstafeln sind jedoch nach wie vor unverändert. Enge Gemeindegrenzen stellen zum Teil wirklich ein Entwicklungshindernis dar. Ein Beispiel: Für ein grösseres industrielles Ansiedlungsprojekt stehen die Chancen natürlich wesentlich besser, wenn man eine grössere zusammenhängende Industriezone hat anstatt vier oder fünf kleinere, die auf mehrere Standorte verteilt sind. Drei Traktanden zuvor haben wir lange über die Raumplanung und über die Einzonungen gesprochen. Ich erinnere an die Worte von Fritz Ruchti, der gesagt hat, dass wir nicht mehr in unseren engen Gemeindegrenzen weitermachen können. Ich kann Ihnen sagen, dass ich weiss,

⁵ Les mêmes arguments ont été avancés en 2012, lors du traitement de la motion Bhend dont l'objectif était le même (M 169/2012 «Bases de décision pour une structure cantonale optimale»).

wovon ich spreche! Bei einem Industrieprojekt in Lengnau, bei dem es anfänglich um 300 Arbeitsplätze auf einen Schlag geht, sprechen wir nicht über eine Fläche von 10 000 oder 20 000 m², sondern von 130 000 m² an einem Stück.

Eines ist dieser Vorstoss allerdings nicht: Er ist keine Fusionsvorlage. Klein-Fusionen beruhen nicht auf einer Gesamtschau. Oft führen sie sowohl zu Gewinnern als auch zu Verlierern. Dies will der Vorstoss nicht. Überdies bin ich gegen Zwang in diesem Bereich. Gefragt ist also ein anderer Ansatz. Vielleicht verlaufen die Gemeindegrenzen dann nicht mehr den heutigen Grenzen entlang, sondern mitten durch heutige Gemeinden hindurch. Diesbezüglich soll die Regierung einen möglichen Vorschlag bzw. eine Diskussionsgrundlage unterbreiten. Ich kann mir fast nicht vorstellen, dass man nicht einmal darüber diskutieren möchte. «Fürs Denken kann man keinen henken». Danke für Ihre Unterstützung.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Die Postulanten verlangen von der Regierung, in einem Bericht aufzuzeigen, wie der Kanton Bern nach heutigen raumplanerischen und wirtschaftlichen Kriterien und Bedürfnissen in weniger als 50 Gemeinden gegliedert sein könnte. Ich nehme es vorweg: Die SVP-Fraktion hält das aufwendige Erarbeiten eines solchen Berichts, der letztlich nichts anderes als eine hypothetisch-theoretische Abhandlung wäre, für absolut überflüssig. Was ein entsprechender Bericht schlussendlich bringen soll, bleibt total im Verborgenen. Dies auch nach den Ausführungen des Postulanten. Würden wir in einigen Jahren einen Bericht vorgelegt erhalten, stellte sich für uns die Frage «Und was jetzt?». Der Vorstoss suggeriert, dass ein Kanton Bern mit weniger als 50 Gemeinden zu einem wirtschaftsstärkeren Kanton mit tieferen Steuern würde. Aus unserer Sicht ist es ein Irrtum zu meinen, Zentralisierungen führten automatisch zu Verbesserungen und seien günstiger. Wie die Vergangenheit gezeigt hat, ist das Gegenteil der Fall. Zentralisierungen führen nicht nur zu mehr Anonymität, sondern die damit verbundene so genannte Professionalisierung macht den Staatsapparat auch teurer wie zum Beispiel die vor einigen Jahren umgesetzte Bezirksreform. Nun zu den durch diesen Vorstoss angestrebten Gemeindefusionen: Wir haben bekanntlich ein Gemeindefusionsgesetz. Zudem gibt es Gemeinden, die fusionieren. Während den vergangenen sechs Jahren ist die Anzahl Gemeinden im Kanton Bern um 42 Gemeinden – also um immerhin über 10 Prozent – zurückgegangen. Unzählige Fusionsverhandlungen sind im Gang. Das Gesetz greift also. Fusionen sind für uns nicht grundsätzlich des Teufels; sie brauchen aber eine gewisse Zeit. Die Überzeugung, diesen Schritt zu tun, muss bei den Gemeindebürgerinnen und -bürgern bleiben. Entscheidend ist nicht, was in einem etliche Seiten langen Bericht steht. Entscheidend ist, was in den Köpfen der Gemeindebürger vorgeht. Gemeindefusionen sind das Ergebnis eines grunddemokratischen Prozesses. Wozu ein Bericht über einen hypothetischen Kanton Bern mit weniger als 50 Gemeinden beitragen soll, ist absolut schleierhaft. Die Annahme dieses Postulats bringt nichts bis auf zwei Dinge: erstens einen enormen Aufwand und zweitens horrenden Kosten. Der Regierung zufolge bedürfte es sogar zusätzlicher Posten im Budget 2016 sowie im Aufgaben- und Fi-

nanzplan 2017–2019. Ich habe beim Regierungsrat nachgefragt, was dies frankenmässig bedeuten würde. Die Antwort lautete: 500 000 bis 1 Mio. Franken. Nehmen Sie dieses Postulat an, sagen Sie nicht nur «Ja» zu unnötiger Bürokratie, sondern auch zu einem möglicherweise sehr dicken «Papiertiger», der bis zu 1 Mio. Franken kosten dürfte. Dieses Geld würde anderswo fehlen. Deshalb möchte ich Sie fragen: Wollen Sie dies wirklich? Die SVP-Fraktion lehnt diesen Vorstoss einstimmig ab. Ich bitte Sie, auf diesen Auftrag an die Regierung zur Ausarbeitung eines «Papiertigers» zu verzichten, indem Sie das Postulat ebenfalls ablehnen.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Es wird die Frage aufgeworfen, wie der Kanton Bern nach heutigen raumplanerischen und wirtschaftlichen Kriterien und Bedürfnissen in weniger als 50 Gemeinden gegliedert aussehen könnte. Dies zu prüfen, wäre sicher eine Generalstabsübung. Es ist eine Tatsache, dass der Kanton Bern mit seinen 356 politischen Gemeinden schweizweit am kleinräumigsten strukturiert ist. Die Gemeindegrenzen entsprechen vielfach nicht mehr den heutigen Lebenssituationen. Die Mobilität, das Angebot der Arbeitsplätze, die Bildungsmöglichkeiten, das Einkaufsangebot sowie die Freizeitangebote haben sich verändert. Die bestehenden Fusionsförderungen haben während der letzten Jahre zu Fusionen von rund 70 Gemeinden geführt. Auch die BDP ist immer noch mit einer Reduktion der Anzahl Gemeinden einverstanden, zumal dies auch wünschenswert ist. Allerdings sind wir sehr skeptisch, ob die «Holzhammer-Methode», mit der die heutigen 356 zu 50 Gemeinden gemacht werden sollen, Erfolg haben kann. Eine solche Überprüfung darf nicht zu einer Denkwerkstatt mit sehr hohen Kostenfolgen ausarten. Ohne Zustimmung der Stimmberechtigten der einzelnen Gemeinden läuft bekanntlich nichts. Die meisten der kleinen Gemeinden lösen ihre Aufgaben schon heute nicht mehr in allen Bereichen eigenständig. Es bestehen verschiedenste Varianten von Zusammenarbeitsformen, die sich bestens bewähren. Oftmals fallen die Kosteneinsparungen infolge Fusionen bescheiden aus. Wichtig sind optimale Zusammenarbeitsformen. So steht das Thema der funktionalen Räume sicher nach wie vor im Vordergrund.

Nebst positiven Fusionsentscheiden ist es aber in letzter Zeit auch immer wieder zu negativen Entscheiden gekommen. Die Stimmbürger der Gemeinden haben das letzte Wort. Deshalb müssen die Fusionsverhandlungen immer noch mit dem nötigen Fingerspitzengefühl angegangen werden. Sollte dieses Postulat umgesetzt werden, ist eine sehr umfassende Abklärung erforderlich. So müssten verschiedene Umsetzungsvarianten mit den Auswirkungen auf Kanton und Gemeinden aufgezeigt werden. Die erforderlichen Abklärungen sind mit grossen zeitlichen Aufwendungen verbunden. Wie der Antwort der Regierung entnommen werden kann, fehlen die entsprechenden finanziellen und personellen Ressourcen. Für die Aufarbeitung muss ein externer Auftrag erteilt werden, welcher mehrere 10 000 Franken kosten würde. Über einen dafür notwendigen Kredit ist in der Antwort der Regierung keine Angabe enthalten. Wir haben aber eben von Lars Guggisberg eine Grössenordnung gehört. Zurzeit befinden sich jedoch auf anderen Schienen verschiedene Abklärungen

in Bearbeitung. Wir möchten auf keinen Fall, dass es zu Überschneidungen kommt. Wird dem Postulat zugestimmt, muss die Bereitschaft vorhanden sein, beim Voranschlag 2016 sowie beim nächsten Aufgaben- und Finanzplan zusätzliche Kredite einzustellen. Angesichts der vorerwähnten Gründe ist die BDP-Fraktion zum heutigen Zeitpunkt nicht bereit, zusätzliche Mittel für die entsprechenden Abklärungen zu sprechen. Deshalb lehnt sie das Postulat grossmehrheitlich ab.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Kollege Müller, besten Dank für diesen Vorstoss! Er ist so gut, dass er auch von uns sein könnte! So unterstützen wir diese Idee ausdrücklich und zwar aus verschiedenen Gründen. Losgelöst von Sachzwängen über eine Neukonstruktion des Kantons Bern nachzudenken, macht Sinn. Dies gerade in der heutigen Zeit und gerade auch vor dem Hintergrund der gehaltenen Sparmassnahmen und den Diskussionen um den Finanzausgleich mit den anderen Kantonen. Insofern handelt es sich ebenfalls um ein sehr starkes Zeichen an die anderen Kantone, dahingehend, dass der Kanton Bern seine Hausaufgaben machen will und etwas unternimmt. Wir haben bei den Diskussionen rund um die Aufgaben- und Strukturüberprüfung (ASP) festgestellt, dass der Kanton Bern kein Ausgaben-, sondern ein Einnahmenproblem hat. Diesem Einnahmenproblem liegt vor allem die strukturelle Situation zugrunde. Also, verbessern wir die Strukturen! In der letzten vorberatenden Kommission zu diesem Thema haben wir Erfahrungen des Kantons Tessin angeschaut bzw. gehört, dass die Talschaften im Kanton Tessin, wo sehr viele Fusionen stattgefunden haben, massiv an Autonomie und Handlungsspielraum zurückgewonnen haben. Diese Talschaften stehen heute stärker da als vorher. Es geht noch um keinen Entscheid und es ist auch überhaupt nichts beschlossen: Es geht darum, einmal ein bisschen denken zu dürfen. Dabei handelt es sich um eine spannende und fruchtbare Auseinandersetzung in Bezug auf die Zukunft des Kantons Bern. Wir wollen einen neuen, starken Kanton Bern. Der Kanton Bern braucht neue Ideen und keine «Pflästerli»-Politik. Heute sind wir eben nur am Pflastern. Seien wir doch stolze Berner und lassen unseren Gedanken freien Lauf. Packen wir die Chance, Bern neu zu erfinden! Deshalb bitte ich Sie – auch im Namen der grünen Fraktion –, dem Postulat zuzustimmen. Wir werden es einstimmig tun.

La présidente. Puisque vous êtes aussi calmes, j'aimerais féliciter M. Ueli Studer qui a aujourd'hui son anniversaire. Cher Ueli, tout de bon, félicitations (*applaudissements*). M. Köpfli, c'est à vous.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Ich nehme es vorweg: Die Grünliberalen unterstützen dieses Postulat und zwar deshalb, weil es in diesem bzw. auch gemäss den Ausführungen des Postulanten nicht darum geht, Fusionen in die Wege zu leiten. Es geht schon gar nicht darum, einen Fusionszwang in ein Gesetz zu schreiben. Es geht um eine Auslegeordnung und eine sinnvolle Diskussionsbasis, zumal offensichtlich ist, dass der Kanton Bern vor strukturellen Problemen und wirtschaftlichen Herausforderungen steht. Diese anzugehen, ist notwendig. Die kleinräumigen Ge-

meindestrukturen, welche oftmals nicht mehr den Lebensrealitäten entsprechen, können eine mögliche Erklärung sein für diese Strukturschwäche. Sicher ist dies nicht die einzige Erklärung. Dennoch spricht nichts dagegen, das genauer anzuschauen. Weshalb Handlungsbedarf besteht – wie dies vom Sprecher der SVP gefragt worden ist – zeigt sich aktuell im Rahmen der Debatte über den Nationalen Finanzausgleich (NFA), welche in dieser Session ein paar hundert Meter entfernt im Bundeshaus geführt wird. Zwar hat der Ständerat den Entscheid vorgestern wieder gekippt. Doch zuerst hatte der Nationalrat beschlossen, die Schraube beim NFA anzuziehen, sodass den Empfängerantonen weniger Geld bezahlt wird. Ich weiss nicht, ob wir uns in Zukunft auf eine unbegrenzte Solidarität der Nettozahler des Finanzausgleichs verlassen können. Diese Solidarität ist gewiss unsicherer als auch schon. Hinzu kommt, dass wir selbstbewusster sein sollten, indem wir unsere Strukturen selber zu verbessern versuchen. Für uns ist aber auch klar, dass die Gemeindefusionen kein Selbstzweck sein dürfen. Solange auch eine sehr kleine Gemeinde organisatorisch und finanziell gut über die Runden kommt und gut funktioniert, besteht kein Grund, Zwang auszuüben.

Klar ist auch, dass viele Beispiele aufzeigen, dass die Zusammenarbeit auch ohne eine politische Fusion gestärkt werden kann und so funktionale Räume geschaffen werden, ohne dass Gemeinden fusionieren. Aber – und dies ist sehr wichtig – eine solche Eigenständigkeit geht auch mit Verantwortung einher. Heute haben wir beispielsweise rund 20 Gemeinden, die mehr Geld aus dem innerkantonalen Finanzausgleich erhalten als ihre Steuerzahler selber bezahlen. Dort ist der Punkt erreicht, wo die Eigenständigkeit nicht mehr an die entsprechende Verantwortung gekoppelt ist. Dort ist es richtig, von Seiten des Kantons neue Wege zu suchen. Aus unserer Sicht besteht zweifellos Handlungsbedarf. Dieses Postulat kann eine dafür nötige Diskussionsgrundlage schaffen. Zudem ist es durchaus möglich, dass der Bericht aufzeigen wird, dass es absolut unrealistisch und verfehlt wäre, im Kanton Bern nur noch 50 Gemeinden zu haben. Vielleicht wird der Bericht aufzeigen, dass in vielen Fällen die Schaffung funktionaler Räume und einer gemeindeübergreifenden Zusammenarbeit viel sinnvoller ist als die Schaffung neuer Gemeinden. Um dies wirklich vertieft diskutieren zu können, bedarf es einer solchen Auslegeordnung.

Zu den Kosten ist vielleicht Folgendes zu sagen: Der Regierungsrat hat uns tatsächlich etwas abgeschreckt, indem er in seiner Antwort über die ganz grossen Aufwände geschrieben hat. Er hat aber auch geschrieben, dass er das Ganze im Budget und im Finanzplan aufnehmen will. Sollte man das Gefühl haben, dass es gar nicht geht, kann man dort immer noch die Notbremse ziehen. Wir haben vor allem den Eindruck, dass es – angesichts noch anderer laufender Projekte – Synergien zu nutzen gilt, sodass am Schluss nicht Kosten in Millionenhöhe verursacht werden. Um nochmals auf den Anfang zurückzukommen: Wenn National- und Ständerat die Schrauben beim NFA tatsächlich anziehen, entgeht uns sehr schnell viel mehr Geld als man allenfalls durch diesen Bericht aufwendet. Zudem können wir uns damit nachhaltig wirtschaftlich stärken. In diesem Sinn unterstützen wir das Postulat geschlossen.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). «Panta rhei» – alles ist im Fluss – hat Christoph Neuhaus gestern gesagt. Das trifft auf die Wirtschaft, die Gesellschaft, aber auch auf die politischen Strukturen zu. Funktionale Räume sind in ihren neuen Grenzen Realitäten. In ihren historischen Grenzen sind auch politische Gebilde Realität. Allerdings liegen diese Bereiche vielfach nicht mehr kongruent übereinander. Dazwischen – quasi im Sandwich – befinden sich die Gemeinden, die sich vielen Herausforderungen stellen, vielschichtig zusammenarbeiten und eine erfolgreiche Zusammenarbeit betreiben, zumal vieles – auch in der interkommunalen Zusammenarbeit (IKZ) – sehr gut funktioniert. Manchmal stösst diese Zusammenarbeit auch an Grenzen. Sie stösst an Grenzen bei der Besetzung von Behörden, bei der Verwaltung und bei den Finanzen, wo es zwischendurch zu Beschränkungen kommt. Deshalb kommt manchmal der Gedanke an eine Fusion auf. Bei den Fusionen gibt es zwei Spannungsfelder. So verlaufen kleine Fusionen meistens erfolgreich, weil sie von unten nach oben entstehen. Grössere Fusionen strategischer Art wären vielleicht geschickter; sie funktionieren aber nicht, weil sie von oben kommen. Dort sind wir also relativ weit voneinander entfernt. Deshalb wurde ein Prozess in Gang gesetzt. Dieser läuft bereits, eben im Sinne von «panta rhei».

Ich möchte nur drei Elemente hervorheben. Beim einen handelt es sich um die Planungserklärung dieses Parlaments zu den Regierungsrichtlinien, dahingehend, was in Zukunft mit der Strategie für Agglomerationen und Regionale Zusammenarbeit (SARZ) geschieht. Seitens der JGK wurde uns angekündigt, dass sie sich nach den ersten Jahren nach SARZ ohnehin auch Gedanken machen will. Darüber hinaus gibt es das Kontaktgremium Entwicklung, welches auch in diese Richtung denkt. Insofern ist bereits vieles am Laufen, sodass sehr viele Bausteine vorliegen werden. Vielleicht ist dieses Postulat auch als politisches Signal zu verstehen – so jedenfalls die Meinung der FDP –, in Abhängigkeit der Ergebnisse besagter Bausteine in die Richtung dieses Vorstosses weiterzudenken. Das Zusammenfügen der bereits vorhandenen Bausteine reduziert auch den Aufwand, sodass man nicht bei null starten muss. Wir sind uns jedoch im Klaren darüber, dass dieses Denken auf Mittel- oder sogar auf Langfristigkeit zielt. Durch 50 Gemeinden würde das Gesamtsystem im Kanton Bern infrage gestellt. Dies ist auch gewollt. Dennoch muss man sich darüber im Klaren sein, dass dies Auswirkungen auf das Gesetz über den Finanz- und Lastenausgleich (FILAG) und die dezentrale Verwaltung haben kann und allenfalls ebenso auf die Organisation der SARZ. Die Bausteine, die ohnehin erarbeitet werden, zusammenfügen und je nach Ergebnis der Bausteine in die eine oder andere Richtung denken – dies soll die Regierung mit diesem Postulat tun. Wir beantragen Ihnen dessen Annahme.

Christoph Ammann, Meiringen (PS). Dieser Vorstoss liegt ganz offensichtlich auf der gemeinsamen Linie von FDP und SP. Diese Linie konnte man während der letzten drei bis vier Legislaturperioden immer wieder sehen. Dabei ging es jeweils darum, dass der Kanton Bern erstens schlanke Strukturen hat, zweitens leistungsfähige Gemeinden, die ihre Dienstleistungen schlank, aber qualitativ hochstehend erbringen können, und drittens – aus raumplanerischen

Perspektive – dass die Gemeinden qualitative Entwicklungsmöglichkeiten haben, wobei es um die Schaffung von Arbeitsplätzen oder zumindest um deren Erhalt sowie um Schaffung von Wohnraum geht. Im Zusammenhang mit dieser Linie erinnere ich an Vorstösse, die zum Ziel hatten, Anreize für Gemeindezusammenschlüsse zu schaffen. Es waren dies zum Beispiel Vorstösse aus der Feder der alt Grossräte Stalder, Flück, Bernasconi, Antener, Bhend und von meiner Wenigkeit. Ich erinnere auch an die letzte FILAG-Diskussion und den Versuch, ein Steuerungsinstrument im Sinne von Anreizen einzubauen. Auch der Vorstoss Müller passt hervorragend in diese Linie. Es bedarf weiterer Anreize, damit die Diskussion dahingehend weiterlaufen oder in vielen Gemeinden angestossen werden kann, wie man leistungsfähiger wird und die qualitative Entwicklung möglich macht. Es braucht weitere Diskussionsgrundlagen. Das Gemeindefusionsgesetz, welches aus verschiedenen Kreisen als Allheilmittel dargestellt wurde, lässt sich – weniger schön ausgedrückt – als zahnloser Papiertiger bezeichnen. Jedenfalls hat es nicht gebracht, was sich viele in diesem Saal oder viele, die einmal hier waren, davon erhofft hatten.

Man stellt ebenfalls fest, dass das FILAG nicht die Steuerung bringt, die sich auch viele von Ihnen gewünscht haben. Weiter stellt man fest, dass in vielen Gemeinden zwar auf strategischer Ebene Diskussionen geführt werden, aber vielerorts nicht mit dem nötigen Weitblick. Dort, wo Diskussionen geführt werden und der Weitblick vorhanden wäre, fehlt in der Auslegeordnung oftmals das vom Vorstoss gewollte Element – nämlich eine Vorstellung darüber, wie ein moderner Kanton Bern aussehen könnte. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion will einen modernen Kanton Bern mit leistungsfähigen Gemeinden, mit Gemeinden von einer Grösse, die eine qualitative Entwicklung ermöglicht. Diesbezüglich erinnere ich an die aktuelle Debatte über den Raumplanungsbericht. Mindestens in dieser Hinsicht haben wir alle hier ein gemeinsames Ziel, nämlich möglichst einen Entwicklungsspielraum für die Gemeinden zu schaffen. Allerdings gehen die Vorstellungen, wie dieser zustande kommen könnte, auseinander. Aus unserer Sicht besteht die einzig richtige Stossrichtung darin, das Ganze aus der raumplanerischen Perspektive zu betrachten und damit genau die vom Vorstoss Müller anvisierte Grundlage zu schaffen. Deshalb unterstützen wir dieses Postulat einstimmig.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Bisher habe ich immer gemeint, denken koste nichts. Die EDU-Fraktion ist der Meinung, dass denken auch in dieser Frage erlaubt ist. Allerdings möchten wir für das Schaffen von Utopien und politisch undurchführbaren Vorhaben keine Ausgaben von bis zu 1 Mio. Franken auslösen. Wenn man ehrlich ist, sind die Regionalkonferenzen ohnehin eine Totgeburt. Wie es sich jetzt zeigt, sind sie nicht flächendeckend einführbar. Zudem weisen sie ein erhebliches Demokratiedefizit auf. In diesem Zusammenhang würde der Regierungsrat sowieso nicht darum herumkommen, sich Gedanken darüber zu machen, wie eine Regionalisierung erreicht werden kann, welche von der Bevölkerung getragen wird und auch demokratiepolitisch abgestützt ist. Es braucht denn auch den Willen des Kantons, den Regionen effektiv Kompetenzen

zurückzugeben. Bis jetzt sind wir stets eines anderen belehrt worden. Wenn Sie mit solchen Zahlen kommen, werden Sie bei unserer Rand- und Landbevölkerung im Vornheim scheitern. Unsere Fraktion würde sich jedoch nicht vor Überlegungen verschliessen, wie sie übrigens auch Fritz Ruchti gestern gemacht hat. Allerdings muss sehr sorgfältig vorgegangen werden. Wir sind der Meinung, dass der Regierungsrat diese Aufgabe bereits im Zusammenhang mit den Regionalkonferenzen hat. Deshalb sollte mit den vorhandenen Personalressourcen gearbeitet werden können. Aus diesem Gründen lehnen wir das Postulat in der vorliegenden Form ab.

La présidente. Y-a-t-il encore un groupe? – M. Messerli, c'est à vous. Et après, nous passons aux interventions à titre personnel. Pour le PEV, M. Messerli, c'est à vous.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die EVP-Fraktion unterstützt das Anliegen der beiden Postulanten mehrheitlich. Wenn wir die Strukturen des Kantons Bern für das 21. Jahrhundert fit machen wollen, sind neue Denkmodelle und Ansätze nötig. Es braucht Visionen, in welche Richtung es gehen könnte. Hierfür bedarf es zuerst einer sauberen Auslegeordnung. Stillstand bedeutet Rückschritt. Ein Denkverbot wie es SVP und BDP in diesem Fall wollen, ist aus unserer Sicht nicht sinnvoll. Die Welt hat sich verändert und sie verändert sich immer schneller. Stichworte dazu sind Mobilität, Siedlungsentwicklung, Spitalplanung, neue Kommunikationsformen usw. Weniger und grössere Gemeinden, die sich stärker nach den funktionalen Räumen ausrichten, würden den Vollzug der verschiedenen Aufgaben beispielsweise in den Bereichen Raumplanung, Sozialwesen, Spitalplanung und Verkehrsplanung einfacher und effizienter machen. Damit würde auch die Gemeindeautonomie gestärkt. Starke und leistungsfähige Gemeinde sind die Basis, wenn sich der Kanton strukturell und wirtschaftlich weiterentwickeln will und sein Ressourcenpotenzial verbessern soll. Die kleinräumige Struktur unseres Kantons ist eines der Haupthindernisse für eine erfolgreiche Entwicklung. Wir hoffen aber, dass die Erarbeitung eines Denkmodells nicht einfach ein Papiertiger bleibt, sondern praktikable Inputs bringen und auch Auswirkungen auf die künftigen Planungen und Strukturreformen haben wird. Ein Stichwort in diesem Zusammenhang ist die Zukunft der Regionalkonferenzen. Diesbezüglich haben wir seitens des Grossen Rates der Regierung einen Auftrag erteilt, die regionale Entwicklung und die regionalen Strukturen zu überdenken. In diesem Sinn erhoffen wir uns wirklich positive Inputs und sind auf die Resultate des Berichts gespannt.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich bin Einzelsprecher, nicht Fraktionssprecher. Ich möchte nicht in die Grabesreden zu den Regionalkonferenzen einstimmen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, diese Diskussion werden wir noch führen müssen. Wer hier bereits sagt, die Regionalkonferenzen seien des Teufels und würden im Kanton Bern nie flächendeckend eingeführt, sollte etwas abwarten. Darüber müssen wir doch noch einmal sprechen und zwar auch im Sinn der gestrigen Diskussion über die Raumplanung. Das Postulat von Philippe Müller befand sich am Anfang der Legislaturperiode auch auf meiner Vorstossliste; Philippe

Müller hat es zum Glück schon geschrieben. Insofern bin ich froh, wenn andere auch gute Vorstösse schreiben. Jedenfalls halte ich dieses Postulat für einen Schritt in die richtige Richtung. In diese Richtung müssen wir wirklich gehen. Deshalb hoffe ich, dass viele von Ihnen das Postulat unterstützen werden. Wir müssen hier einen wichtigen Diskussionsanstoss geben. Es geht – wie von Philippe Müller erwähnt – darum, einen anderen Ansatz zu wählen und ein Gedankenexperiment zu machen. Liegt dieses einmal vor, müsste auch die Verwaltung, das heisst, das AGR und die für Gemeindereformen zuständige Abteilung, moderierte Veranstaltungen durchführen, wie dies beispielsweise in den Regionen bei den Kulturkonferenzen gemacht und mit den Gemeindevertreterinnen und -vertretern diskutiert wurde

Zur Projektierung: Lars Guggisberg, Sie haben gesagt, das Erstellen eines solchen Berichts koste über 1 Mio. Franken. Demgegenüber haben wir für ein einziges Gebäude in Münchenbuchsee einen Projektierungskredit von 1,6 Mio. Franken eingestellt. Hier sprechen wir aber über die Strukturen des Kantons Bern, die wir allenfalls neu überdenken möchten. Insofern dürften 1 Mio. Franken noch tragbar sein. Die von Philippe Müller aufgebrachte Idee muss nicht in einem separaten Bericht präsentiert werden. In der Januarsession haben wir hier eine Planungserklärung verabschiedet, die im Rahmen der Überprüfung der SARZ und unserer Strukturen im Kanton Bern eine breite Auslegeordnung machen möchte. Darin kann – vom AGR selber – ein Kapitel hinzugefügt werden, wie es aussehen könnte. Auf dieser Grundlage könnte dann anschliessend mit den Gemeindevertreterinnen und -vertretern in den Regionen diskutiert werden. Wenn mir ein Gemeindepräsident einer kleinen Gemeinden sagt, er habe den Eindruck, dass grössere Gemeinden, die Zentrumsfunktionen übernehmen sollten, Hemmungen hätten, dieses Thema anzustossen, dann muss ich ihm Recht geben. Seitens des Gemeinderats von Huttwil würden wir eine solche Diskussion niemals von uns aus anstossen. Wenn eine kleinere Gemeinde auf uns zukommt, sind wir jederzeit gesprächsbereit. Der erwähnte Gemeindepräsident, der eine kleine Gemeinde vertritt, fand aber, dass etwas passieren sollte. Dazu, also um die Diskussion anzustossen, ist das Postulat von Philippe Müller genau richtig. Aus diesem Grund bitte ich Sie, dieses anzunehmen.

La présidente. Nous continuons avec les intervenants à titre personnel, vous avez trois minutes je vous rappelle. Mme Marti c'est à vous.

Ursula Marti, Berne (PS). Ich bin selbstverständlich auch für die Annahme dieses Postulats. Diesen Bericht zu erstellen, halte ich für sehr wichtig. Ich bin auch froh darüber, dass die Regierung zur Umsetzung bereit ist und es viele Fraktionen und Personen in diesem Saal unterstützen. Dennoch bin ich ein Stück weit irritiert. Sich dieser Aufgabe anzunehmen, erachte ich eigentlich als Selbstverständlichkeit für eine Regierung. Es ist doch eine ureigene Aufgabe der Regierung, sich um genau solche Fragen zu kümmern wie um die Entwicklung des Kantons sowie um dessen Zukunft und Gestaltung. Dies ist angesichts von Veränderungen auch dringend nötig, weshalb man sich auch darum kümmern muss. Eigentlich müsste es gar nicht nötig sein,

dafür einen Vorstoss einzureichen. Die Regierung müsste sich dieser Aufgabe von sich aus annehmen. Ebenfalls irritiert mich, dass die Regierung den Vorstoss zwar befürwortet, während sie defensiv die hohen Kosten ins Feld führt. Eine solche Studie kostet nicht derart viel, umso mehr als bereits viele gute Grundlagen von Baugesetz und Richtlinien vorhanden sind. Ausserdem darf eine entsprechende Studie auch etwas kosten. Der Kanton gibt zulasten des normalen Budgets laufend etliche Studien und aufwändige Arbeiten in Auftrag. Insofern kann hier nicht im Vordergrund stehen, dass die Kosten für eine derart wichtige Aufgabe ein Problem sein sollten. Dieses Argument darf nicht in den Vordergrund gerückt werden. Das kann es nicht sein! Ich bitte alle, die mit den Kosten argumentieren, wirklich das Ziel in den Vordergrund zu stellen. Ich bitte aber auch die Regierung, die Kosten nicht in den Vordergrund zu stellen, zumal man sicher einen Teil aus dem laufenden Budget nehmen kann. Ausserdem kann mit bereits bestehenden Daten gearbeitet werden. Wie gesagt unterstütze ich das Anliegen dieses Postulats vehement, und ich bitte Sie alle, dies ebenso zu tun.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Weshalb äussert sich nochmals ein Einzelsprecher zu diesem «Postuläti»? Er tut dies, weil er es wichtig findet. Kennen Sie den Unterschied zwischen Oberbalm und Mittelhäusern? Diese Dörfer liegen nebeneinander Richtung Schwarzwassergraben. In Mittelhäusern wohne ich selber; Oberbalm ist die Nachbargemeinde. Beide haben etwa 1000 Einwohner, eine Schule, einen kleinen Laden und eine Beiz – zum Glück! Oberbalm hätte sogar noch eine Kirche, während sich unsere in Niederscherli befindet. Worin besteht der grosse Unterschied zwischen diesen zwei Dörfern? Das eine Dorf – nämlich Mittelhäusern – gehört zur Gemeinde Köniz; es hat keine Probleme, verfügt über eine hervorragende Musikschule und eine ebensolche Raumplanung. Das andere Dorf – Oberbalm – hat hingegen, weil es eigenständig ist, ein paar Probleme. Beispielsweise ist man dort nicht mehr unbedingt fähig, den Sozialdienst selber zu führen; dieser wird von der Gemeinde Köniz geführt. Auch bei der Spitex hat Oberbalm Mühe; diese Aufgabe wird ebenfalls von Köniz gemeinsam mit Oberbalm übernommen. Auch bei der KiTa helfen wir mit. Jetzt kommt noch das Tüpfelchen auf i: In Zukunft hat Oberbalm sogar mit der Wasserversorgung Probleme. Köniz hat sich bereit erklärt, Oberbalm auch dabei zu helfen. Wo liegt nun das Problem? Meine Damen und Herren, lieber Gemeindedirektor, es liegt im FILAG. Dieses zementiert solche Strukturen. Im Kanton Bern bedarf es eindeutig neuer Anreize, damit es interessant wird, sich zusammenzuschliessen. Der Kanton Tessin macht es uns vor. Die Zusammenarbeit in Ehren: Es braucht aber immer noch eine Gemeinde Köniz, die hilft. Erstaunlicherweise ist die Könizer Bevölkerung bereit dazu. Plötzlich ist es vielleicht einmal mit dieser Hilfsbereitschaft zu Ende, sodass man die Anreize des Kantons bräuchte. Ich möchte festhalten, dass kein Grundrecht auf Selbstständigkeit oder – provokativ ausgedrückt – ein «Horrenbach-Buchen-Grundrecht» auf Selbstständigkeit besteht, sodass der Kanton solchen Gemeinden via FILAG mehr bezahlt als sie Einnahmen haben. Zu Zeiten von «Fifty Shades of Grey» braucht es

seitens des Gemeindedirektors etwas mehr Zuckerbrot, aber auch mehr Peitsche. (*Hilarité*)

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Im September 2012 hatte ich eine Motion eingereicht, welche einen Bericht verlangte, der unter anderen hätte aufzeigen sollen, wie der Kanton Bern mit bis zu 50 Gemeinden aussehen könnte. Ich fand denn auch Mitunterzeichner für diese Motion – nun müssen Sie gut zuhören – von Seiten der EVP, der glp, der Grünen und sogar von Seiten der BDP. Leider fand ich seitens der FDP niemanden, der den Vorstoss mitunterzeichnen wollte, wobei ich damals auch Philippe Müller angefragt hatte. Ich musste diese Motion gestern vor genau zwei Jahren zurückziehen, weil sie im Grossen Rat abgelehnt worden wäre. Ich sehe grosse Vorteile in einem Kanton Bern mit einer grossräumigen Struktur. Dies, weil die Kompetenzen an die grösseren, professionelleren und stärkeren Gemeinden zurückdelegiert und damit wieder näher zum Volk gebracht werden könnten. Aus diesem Grund bin ich froh über den Gesinnungswandel der FDP. Natürlich unterstütze ich das Anliegen nach wie vor mit voller Überzeugung, selbst wenn der Vorstoss nun aus einer anderen Küche kommt. Das Resultat der Prüfung eines solchen Postulats muss meines Erachtens klar in einen Bericht zuhanden des Grossen Rats münden. Ich wäre froh, wenn der Postulant dies noch erwähnen könnte. So wäre klar, in welcher Form das Resultat ausfallen müsste, womit auch die Frage von Lars Guggisberg, wie es danach weitergeht, beantwortet wäre. Seien wir ehrlich: Sämtliches Denken im Kanton ist nicht gratis zu haben. Jeder Bericht, jede Idee, die weiterverfolgt wird, bedingt Verwaltungs-personal, das daran arbeitet und etwas kostet. Würden wir diese Vollkostenrechnung bei jeder Idee anstellen, die wir hier genauer prüfen, würden wir wohl staunen, wie viele unserer Ideen ebenfalls etwas kosten. Ich möchte Sie bitten, mutig zu sein und einen Schritt vorwärts zu machen, anstatt ein Denkverbot zu erlassen. Es geht darum, einen Bericht erarbeiten zu lassen, damit wir über etwas Konkretes diskutieren können, bevor wir alle den Rollladen herunterlassen und uns selber ein Denkverbot auferlegen. Ich bin froh, wenn eine Prüfung erfolgt und hoffe stark, dass das Postulat angenommen wird. Ich bitte Sie um tatkräftige Unterstützung, indem Sie bei der Abstimmung das richtige Knöpfchen drücken.

La présidente. Dans trente secondes je clos la liste des intervenants à titre personnel, alors je prierais ceux qui veulent s'annoncer encore de s'annoncer. M. Freudiger de l'UDC, c'est à vous.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Wenn ein Vorstoss den Unterzeichner-Titel «Philippe Müller» trägt, ist dies für mich fast schon eine Garantie, dass man diesen unterstützen kann. Hier habe ich doch einige Fragezeichen. Wir haben heute etwas mehr als 350 Gemeinden im Kanton Bern. Der Postulant möchte deren Anzahl auf weniger als auf 50 senken. Dies bedeutet, dass sechs von sieben Gemeinden von der Landkarte verschwinden müssten. Ich wehre mich sicher nicht gegen Postulate, die etwas weiterdenken und neues Terrain erschliessen wollen; ich will keine Denkverbote. Die ausgedehnte Diskussion zeigt ja relativ gut, dass eine Mehrheit des Grossen Rats auch keine

Denkverbote will. Es wird denn auch gesagt, man solle diesen Bericht erarbeiten lassen, damit man danach entscheiden könne.

Meine Damen und Herren, was ist denn, wenn der Bericht vorliegt und sagt, wie weiter vorgegangen werden soll, um eine Reduktion auf 50 Gemeinden vorzunehmen? Das Beispiel Landshut mit der abgelehnten Grossfusion zeigt, dass sich die Begeisterung der Bevölkerung für Grossfusionen – höflich gesagt – in Grenzen hält. Denken Sie, dass Sie dann mit freiwilligen Massnahmen von 350 auf 50 Gemeinden reduzieren können? Das wird mit Sicherheit nicht der Fall sein. Es wird Zwangsfusionen brauchen und zwar in erheblichem Ausmass. Der Grosse Rat – ich war damals noch nicht Mitglied – hat bei der Einführung des Instruments der Zwangsfusionen beschlossen, dass dessen Anwendung die absolute Ausnahme bleiben muss. Wenn wir dieses Postulat einmal umsetzen möchten, werden Zwangsfusionen keine Ausnahme mehr bleiben. Meine Damen und Herren, wollen wir das? Ich möchte es jedenfalls nicht. Das Recht auf Selbstständigkeit, Herr Grossrat Brönnimann, ist nicht irgendwo in einem Leitfaden der kantonalen Verwaltung erwähnt, dieses steht in Artikel 108 Absatz 1 der Kantonsverfassung (KV). Ich zitiere: «Bestand, Gebiet und Vermögen der Gemeinden sind gewährleistet.» Dies ist unsere Leitlinie, an welche wir uns halten sollten. Das sollten wir uns auch vor Augen halten, wenn wir über dieses Postulat befinden.

Vielleicht noch ein Hinweis: Bei der praktischen Umsetzung dieses Postulats und der Reduktion auf 50 Gemeinden hätte eine Gemeinde im Kanton Bern im Durchschnitt 20 000 Einwohner. Dies bedeutet, dass wir dann alle Probleme im ganzen Kanton hätten, wie sie heute grössere Gemeinden haben. Der fehlende direkte Kontakt mit den Gemeinderäten müsste durch Ombudsstellen und die fehlende soziale Kontrolle zum Beispiel in der Sozialhilfe müsste durch Sozialdetektive ersetzt werden. So wird der Kanton Bern nicht effizienter. Ich bitte Sie, dieses Postulat abzulehnen.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Immer alles grösser zu machen, ist eine Zeiterscheinung, die für mich nicht erstrebenswert ist. Es ist eine Verdrängung, die grossen Probleme zu lösen. Mehr Zentralisierung führt zu mehr Anonymität, Gleichgültigkeit und schlussendlich zu höheren Sozialkosten. (*La présidente agite sa cloche.*) Für mich ist dieses Postulat nicht zu Ende gedacht, es ist keine Vision, die die grossen menschlichen Probleme löst.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Es gibt viele Gemeinden im Kanton Bern, die relativ schwach aufgestellt sind. Dies ist als Diagnose eine Tatsache. Die Gemeindeautonomie wird laufend ausgehöhlt. Wir haben das Beispiel des Gesetzes über den Kindes- und Erwachsenenschutz (KESG), mit dem man den Gemeinden ihr eigenständiges Handeln weggenommen und den Vormundschaftsbereich kantonalisiert hat. Es werden auch weitere Aufgaben laufend von den Gemeinden zum Kanton verschoben. Dies, weil die meisten Gemeinden aufgrund ihrer Struktur und Grösse nicht mehr in der Lage sind, die entsprechenden Probleme zu lösen. Aus diesem Grund bin ich der Meinung, dass 50 Gemeinden genug sind und der Kanton Bern eine Reformation braucht; zwar nicht in kirchlich-religiöser Hinsicht, aber in

der Frage seiner Gemeindestrukturen. Es gibt Beispiele, die aufzeigen, dass auch grosse Gemeinden durchaus mit sehr unterschiedlichen, dörflichen und städtischen Strukturen für ihre Bevölkerung ein Raum sind, in dem sich ihre Bevölkerung wohlfühlen und identifizieren kann. Es sind Gemeinden, deren Vielfalt ihre Identität ausmacht. Aus diesem Grund unterstütze ich diesen Vorstoss ausdrücklich. Ich würde sogar sagen im Sinne von «Ich habe einen Traum». Dies, weil ich möchte, dass die Berner Bevölkerung in den nächsten fünf Jahren über die Grundsatzfrage abstimmen kann, ob eine Gemeindestruktur mit 50 Gemeinden ausreicht und dadurch auch die Gemeindeautonomie massiv gestärkt wird. Es gäbe es auch zahlreiche positive Nebenefekte, so könnten wir zum Beispiel die Lastenverteilung nach Sozialhilfegesetz (SHG) deutlich vereinfachen. Zudem könnten wir die Aufgaben der Regionalkonferenzen reduzieren oder einfrieren. Bei den Regionalkonferenzen gelangt man oft zum Eindruck, mit diesen sei eine vierte Staatsebene entstanden. Mit grossen schlagkräftigen Gemeinden hätten wir eine Situation, die die direkte Mitsprache der Bevölkerung besser gewährleisten würde. Ich bin der Auffassung, der Regierungsrat gehe dieses Thema in seinen Richtlinien viel zu zaghaft an und verpasst damit eine grosse Chance. Deshalb finde ich es gut, wenn der Fingerzeig seitens des Grossen Rats kommt. In diesem Sinn bitte ich Sie, diesen Vorstoss zu unterstützen.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Lorsque j'ai vu que sur la longue liste des intervenants, il n'y avait aucun nom francophone, je me suis dit qu'il fallait absolument dire quelques mots au sujet de cette proposition. Je voudrais ici être représentatif d'un certain esprit progressiste qui prévaut dans le Jura bernois au sujet des fusions de communes. Cette proposition de réflexion est futuriste, et je pense qu'il faut en voir les avantages à long terme. Il est évident que de plus en plus de communes, de petites communes, ne sont plus capables de remplir elles-mêmes certaines tâches publiques. J'ai trouvé intéressant dans ce postulat que, en plus de l'idée de réfléchir à un canton qui compterait moins de cinquante communes, on invite à une réflexion plus globale sur la répartition des tâches entre le canton et les communes, une réflexion sur les structures administratives du canton, sur les cercles électoraux, sur le bien-fondé des préfectures, sur le bien-fondé des conférences régionales, et je pense aussi plus largement qu'il faudrait réfléchir à la péréquation financière et à la compensation des charges. Il faut savoir aujourd'hui si l'on veut se donner la possibilité de donner au canton de Berne la chance d'être un canton moderniste et adapté aux défis d'aujourd'hui et aux défis de demain. Bien sûr, tout cela aura un coût, mais je pense qu'il faut voir ceci comme un investissement pour les générations futures.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Je remercie mon collègue Gsteiger de me considérer comme un Alémanique. Pour lui donner raison je vais donc m'exprimer en allemand. Als Gemeindepräsident einer Gemeinde im Berner Jura mit weniger als 1000 Einwohnern fühle ich mich von der heutigen Debatte sehr betroffen. Ich habe das Gefühl, in einer Gemeinde zu leben, die ihre Hausaufgaben nicht macht, finanziell nicht verlässlich ist und deshalb in einem grossen Ensem-

ble verschwinden sollte. Das verletzt mich eigentlich. Unsere Gemeinde macht ihre Hausaufgaben. Wo nötig pflegt sie eine gute Zusammenarbeit und sie ist fähig, die öffentlichen, notwendigen Leistungen zu erfüllen. Immer wird gebetsmühlenartig gesagt, grosse Ensembles, bessere, grössere zentrale Strukturen seien wunderbar. Das stimmt nicht! Ich habe noch nie eine grossräumige Gemeindefusion gesehen, die letztendlich eine grosse wenn überhaupt eine Einsparung auf finanzieller Ebene mit sich gebracht hat. Man verlagert die Probleme etwas. Wären die grösseren Gemeinden wesentlich billiger und effizienter als die kleineren, würde man es sehen. Dann hätten alle grösseren Gemeinden im Kanton Bern wesentlich tiefere Steuern als sämtliche kleineren, was bei Weitem nicht der Fall ist.

Man sagt auch, man solle endlich den Mut haben, eine Vision zu entwickeln bzw. eine solche mindestens in einem Bericht festhalten. Was beinhaltet diese Vision? Wir befinden uns hier in der Politik. Die Politik ist die Kunst des Möglichen. Haben Sie wirklich das Gefühl, dass ein solches Vorhaben – es ginge um 50 Gemeinden in diesem Kanton mit durchschnittlich 20 000 Einwohnern wie von Patrick Freudiger erwähnt – die geringste Chance vor dem Volk hätte? Ein solches Vorhaben hätte nicht die geringste Chance in diesem Kanton! Wir müssen bzw. können es uns nicht leisten, Hunderttausende von Franken in einen Bericht zu stecken, der eigentlich keine Chance vor dem Volk hat. Deshalb bin ich entschieden gegen diese Motion. Je vais terminer par un bon mot: quand on parle de vision, si quelqu'un a des visions, il faut plutôt consulter un médecin, comme l'avait dit une grande personnalité.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ich erinnere mich gut daran, als wir hier über die Bezirksreform abgestimmt haben. Diese kam damals mit dem Stichentscheid des Präsidenten zustande. Nachdem damals über die Verwaltungskreise entschieden wurde, haben wir heute eine Kulturkonferenz, eine regionale Verkehrskonferenz mit unterschiedlichen Strukturen, aber auch mit unterschiedlichen Perimetern. Man könnte sich einmal mehr fragen, wie man dies zusammenbringt. Wenn man bereits an den Fusionen in den kleinen Gemeinden sieht – auch Horrenbach und Buchen gehörten einmal dazu, als man zehn Talgemeinden fusionieren wollte, was nicht zustande kam –, ist eigentlich die Topografie entscheidend. Über einen Graben hinaus zu fusionieren, hat nicht geklappt, weil dieser anscheinend zu tief war und sich die Leute nicht einig darüber waren, was sich dann links und was rechts befindet. Angesichts dessen sollten wir vielleicht etwas anderes ins Auge fassen – und dies meine ich nicht ganz ernst: Wenn es im Kleinen nicht funktioniert, müssten wir wohl einen Vorschlag über die Kantonsverfassung machen. Stellen Sie sich einmal vor, wir machen analog den Verwaltungskreisen Gemeinden. Somit hätten wir noch zehn Gemeinden im Kanton. Für den einen oder anderen wäre dies etwas verrückt, beispielsweise für einen Nidersimmentaler, zumal die Hauptorte gegeben wären. Irgendwann müssten Sie sich entscheiden, ob Sie ein Frutiger oder ein Nidersimmentaler sein wollen. Frutiger sein möchte man wahrscheinlich nicht, weil Spiez viel mehr Gewicht hat. Dies wäre aus meiner Sicht auch eine Option. Wir werden wohl noch abwarten müssen, bis unsere Nach-Nachkommen in diesem Saal darüber befinden.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Patrick Bhend hat bereits darauf hingewiesen, dass wir vor genau zwei Jahren einen ebensolchen Vorstoss gehabt haben. Ich habe diesen damals auch miteingereicht. Der Unterschied zwischen diesem und dem hier vorliegenden Vorstoss besteht primär darin, dass unser Vorstoss viel differenzierter, durchgedachter und viel weniger forsch war. So sah unser Vorstoss vor, dass drei Szenarien angedacht werden sollten: das erste mit 50 Gemeinden, das zweite mit 50 bis 100 Gemeinden und das dritte eine klare Reduktion gegenüber des heutigen Zustands. Wir mussten diese Motion zurückziehen, namentlich weil uns die FDP nicht unterstützt hatte. Auch die Regierung wollte nicht darauf eingehen, wobei gesagt wurde, die Fusionsstrategie des Kantons sei gut und das Ausdenken solcher Szenarien würde etwas kosten. Insofern bin ich doch etwas verwirrt, weil nun eine solche Wahlrakete auf dem Tisch liegt, die viel weniger differenziert und durchgedacht ist und ausgerechnet aus jener Ecke kommt, die unsere Motion damals nicht unterstützt hatte. Angesichts dessen möchte ich gerne vom Postulant erfahren, was seinen Gesinnungswandel beeinflusst hat, ob es noch etwas anderes ist als der bevorstehende Oktober, und was dafür spricht, mit einem derart krassen Szenario ins Gefecht zu steigen, nachdem man vor zwei Jahren ein differenziertes und weniger forsches Vorgehen nicht unterstützen wollte. Aus meiner Sicht hat dieser Vorstoss auch die falsche Form. Erteilt man einen Auftrag, handelt es sich eigentlich um eine Motion. Einen Auftrag zu erteilen, bedeutet, dass es dann auch so gemacht wird. Diese Frage möchte ich an Regierungsrat Neuhaus richten. Mich interessiert, was er mit einem Postulat tut, zumal dieses bedeutet, dass er etwas prüfen muss. Das bedeutet nicht, einen Bericht schreiben zu müssen. Zudem würde ich gerne erfahren, was die Regierung bei einer allfälligen Überweisung dieses Postulats zu tun gedenkt, was geprüft werden soll und worin allenfalls das weitere Vorgehen bestünde.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Weil ich verschiedentlich angesprochen wurde, erlaube ich mir, nochmals kurz etwas zu sagen. Philippe Müller, ich weiss nicht, ob Sie reiten. Jedenfalls zäumen Sie das Pferd von hinten auf – wie viele andere hier auch. Wenn man behauptet, es gehe bei diesem Vorstoss überhaupt nicht um Fusionen und überhaupt nicht um Zwang, ist dies einfach nicht ehrlich. Noch ein Wort zur Bürokratie: Die FDP hat vor einigen Jahren versucht, eine Bürokratie-Stopp-Initiative zu lancieren, welche leider – und das meine ich ehrlich – nicht zustande kam. Dies hier ist nun wirklich ein Paradebeispiel für unnötige Bürokratie. Deshalb bitte ich doch einige aus der FDP, wenigstens ein Zeichen in diese Richtung zu setzen und das Postulat, wenngleich es aus ihren Reihen kommt, abzulehnen.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Je ne vous le cache pas, cela fait une heure vingt minutes que l'on parle de ce sujet et, comme vous l'avez peut-être remarqué, j'ai fait exprès d'être le dernier. Moi, maintenant, je vais renoncer à tous mes arguments et au texte que j'ai préparé, mais on va ensemble faire un exercice, comme dans le sport. Je viens du sport, vous le savez. Les descendeurs, les slalomeurs, les curlers, avant de prendre une décision finale, ils font un exercice de

visualisation. Alors avec moi, vous allez faire cet exercice: vous allez maintenant fermer les yeux. Augen zu, bitte. Überlegen Sie: à quoi pourrait ressembler mon canton en 2020 ou en 2030. – Avez-vous vu quelque chose? Alors, vous pouvez soutenir le postulat visionnaire. Si vous n'avez rien vu, vous votez non, merci. (*Hilarité, applaudissements*)

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Liebe Grossrätinnen und Grossräte. Es geht um ein Postulat, zu dessen Annahme der Regierungsrat bereit ist. Angesichts dessen haben Sie mich ziemlich überrascht, indem Sie eine Stunde und 20 Minuten darüber diskutiert haben. Ich habe den Eindruck erhalten, dass relativ viele Ängste vorhanden sind. Ich kann Sie beruhigen – «Fifty Shades of Grey» hin oder her: Wir haben nicht vor, mit Ihnen in eine Folterkammer hinabzusteigen! Gehen wir vorwärts, muss ich zuerst eine Lanze für die Regionalkonferenzen brechen. Diese haben eine demokratische Legitimation. Wählen Sie die falsche Gemeindepräsidentin oder den falschen Gemeindepräsidenten, kann dies problematisch sein. Allerdings ist dies nicht das Problem der Regionalkonferenz, sondern der Gemeinde, welche eine solche Person delegiert. Spricht man im Gemeinderat nicht darüber, was man als Gemeinde tun will, muss man entsprechend vor Ort dafür besorgt sein. Wir verfügen über eine Abstützung und über verschiedenste Instrumente, mit welchen man sich in der Regionalkonferenz einbringen kann. Wenn jemand sagt, es handle sich um eine Totgeburt, muss ich entgegnen, dass diese sehr wohl lebt! Wir haben dieser Tage gerade einen Antrag aus dem Entwicklungsraum Thun (ERT) zuhanden des Regierungsrats erhalten, wonach man eine Regionalkonferenz möchte. Besonders weil die Gemeindelandschaft im Kanton Bern noch dermassen kleinräumig ist, braucht es die Regionalkonferenzen. Seit 2014 haben weniger als jede zweite Gemeinde unter 1000 Einwohner. Dennoch gibt es immer noch rund 150 sehr kleine Gemeinden.

Worum geht es bei diesem Bericht? Es geht um Grundlagenarbeit. Entsprechendes Denken ist leider Gottes nicht gratis, bedarf es hierfür nämlich fundierter Abklärungen und Arbeiten. Eine seriöse Abklärung verursacht Aufwand, wenngleich wir über gewisse Grundlagen verfügen. Sie werden aber wieder damit befasst werden. Grossrat Ruedi Löffel hat gefragt, wie dies angedacht sei. Seitens des Amtes für Gemeinden und Raumordnung (AGR) haben wir kein Geld im Budget. Es ist zwar vorgesehen, eine Projektskizze mit Varianten zu erstellen. Sie sind Herr oder Herrin über das Budget 2016. Sie werden wieder damit befasst werden und entscheiden können, wie viel Geld bzw. welchen Umfang das Ganze erhalten soll. Mit Sicherheit vertieft abgeklärt werden müssten die Konsequenzen auf das Gesetz über den Finanz- und Lastenausgleich (FILAG), auf die zentrale Verwaltung sowie auf die Regionalkonferenzen. Weiter müsste man auch ein paar Worte über das Gemeindefusionsgesetz, die Raumplanung usw. verlieren. Wie Sie wissen, arbeitet die JGK günstig. Gratis geht es trotzdem nicht. Ich kann Ihnen Folgendes mit auf den Weg geben: Rechnen wir pro Tag – und heute gibt der Kanton Bern 27,5 Mio. Franken aus – haben wir in der guten Stunde, während der wir diskutiert haben, schon rund 1,5 Mio. Franken ausgegeben. Damit könnte bereits ein recht feudaler Bericht

erstellt werden! Zu den Fusionen selber: Wenn der Kanton Tessin 100 Mio. Franken dafür ausgibt, der Kanton Bern hingegen nur ein paar Millionen, ist klar, dass die Anreize viel grösser sind. Dennoch möchte ich die Diskussion rund um die Fusionen, die Raumplanung sowie um unseren schönen Kanton Bern nicht verlängern. Wie vom Regierungsrat harmlos beabsichtigt, bitte ich Sie: Nehmen Sie das Postulat an, damit wir weiterarbeiten können!

Philippe Müller, Berne (PLR). Lieber Ruedi Löffel, Sie haben gesagt, dass Ihr damaliger Vorstoss einen anderen Inhalt gehabt hat und Sie ihn als besser erachten. Welches die Meinung des Parlaments ist, werden wir gleich sehen. Ich möchte noch kurz auf ein paar Begriffe eingehen. Unter anderem war von «Holzhammer-Methode» die Rede. Liebe Kolleginnen und Kollegen, hier geht es um einen Bericht, nicht um einen Beschluss über eine Neugliederung des Kantons, sondern lediglich um einen Bericht. Wenn die jetzigen Strukturen durchwegs gut sind, wird der Bericht dies bestätigen. Wenn in Cortébert alles gut läuft, wird der Bericht auch dies bestätigen. Insofern verstehe ich nicht, weshalb man Angst davor hat. Möglicherweise dient der Bericht auch dazu, gewisse Ängste auszuräumen. Vielleicht wird er aufzeigen, dass es nicht 50, sondern 150 Gemeinden sein müssen. Das werden wir sehen. Für mich ist sicher, dass eine Umsetzung nicht zu mehr Zentralisierung führen würde, sondern zu weniger, weil die Gemeinden dadurch wieder mehr Gewicht erhielten. Es handelt sich auch nicht um einen Beschluss über die Ausgaben, über welche spekuliert wurde. Diesen Entscheid werden Sie noch fällen, aber erst, wenn Sie konkrete Zahlen vor sich liegen haben und keine Spekulationen. Wie Sie sehen, handelt es sich um ein sehr behutsames Vorgehen. Deshalb bitte ich Sie, dem Postulat im Hinblick auf den erwähnten Bericht zuzustimmen.

La présidente. Est-ce que M. le directeur aimerait reprendre la parole? Ce n'est pas le cas, alors nous passons au vote. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :	
Adoption sous forme de postulat	
Oui	85
Non	58
Abstentions	9

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous prenons congé de M. le directeur de la justice. M. Neuhaus, je vous souhaite une bonne journée.

Affaire 2014.RRGR.1117

Subvention cantonale au financement des centres d'intervention spéciaux de sapeurs-pompiers pour le sauvetage de la population en cas d'accident ; crédit d'engagement pluriannuel 2015 - 2018 (crédit d'objet)

La présidente. M. le directeur de l'économie, cela a été un peu plus long que l'on ne le pensait, toutes nos excuses et soyez le bienvenu parmi nous. M. le directeur de l'économie publique étant présent, nous allons tout de suite commencer par l'affaire 34. M. Kipfer ne demande pas la parole, nous passons donc tout de suite au vote. Affaire 34, Subvention cantonale au financement des centres d'intervention spéciaux de sapeurs-pompiers pour le sauvetage de la population en cas d'accident; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2018. C'est donc une demande de crédit, nous passons au vote. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 124

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit à l'unanimité. J'ai oublié de préciser que c'est un crédit qui est soumis au référendum financier facultatif.

Affaire 2014.RRGR.1110

Subvention cantonale au financement des centres d'intervention spéciaux de sapeurs-pompiers dans la lutte contre les accidents causés par les hydrocarbures et les accidents dits ABC ; crédit d'engagement pluriannuel 2015 - 2018 (crédit d'objet)

Annexe 04, ACE 1441/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire 35. M. Kipfer de la Commission des finances ne veut pas prendre la parole, c'est une demande de crédit, Subvention cantonale au financement des centres d'intervention spéciaux de sapeurs-pompiers dans la lutte contre les accidents causés par les hydrocarbures et les accidents dits ABC; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2018. Ce crédit est aussi soumis au référendum financier facultatif. Y-a-t-il ici une demande? – Non, nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 126

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit à l'unanimité.

Affaire 2014.RRGR.1236

Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination d'Interlaken pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet

Annexe 04, ACE 1454/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire 36, M. Kipfer, vous ne voulez pas non plus la parole? Les affaires 36, 37, 38 et 39 sont en délibération groupée, vous ne voulez pas la parole? – Non. Est-ce que quelqu'un conteste? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc tout de suite au vote. Affaire 36, Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination d'Interlaken pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet, soumis au référendum financier facultatif. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 123

Non 3

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.1233

Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de Berner Oberland Mitte pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet

Annexe 04, ACE 1451/2014

La présidente. Affaire 37, Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de Berner Oberland Mitte pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 125

Non 3

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.1234

Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de Berne pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet

Annexe 04, ACE 1452/2014

La présidente. Affaire 38, Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de Berne pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet. Pouvons-nous passer au vote? – Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 121

Non 3

Abstentions 4

La présidente. Ce crédit a été accepté.

Affaire 2014.RRGR.1235

Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de la Jungfrauregion pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet

Annexe 04, ACE 1453/2014

La présidente. Affaire 39, Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de la Jungfrauregion pour la prospection du marché. Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet. Ici aussi, nous pouvons passer tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 122

Non 4

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2015.RRGR.48

N° de l'intervention: 004-2015
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 16.01.2015
 Déposée par: Sutter (Langnau i.E., UDC)
 (porte-parole)
 Reber (Schangnau, UDC)
 Bärtschi (Lützelflüh, UDC)

Cosignataires: 0
 Urgence: accordée le 22.01.2015
 N° d'ACE: 207/2015 du 25 février 2015
 Direction: ECO

Mettre un terme aux procédures de constatation de la nature forestière

Le Conseil-exécutif est chargé de mettre un terme aux procédures de constatation de la nature forestière dans toutes les divisions forestières, immédiatement et jusqu'à nouvel ordre.

Développement

Le nouveau plan directeur du canton de Berne prévoit que les limites de forêt statiques doivent être mises en œuvre, le but étant de protéger les surfaces agricoles utiles.

Cette mesure est tout à fait bienvenue. Cela n'a donc guère de sens de mener d'autres procédures de constatation de la nature forestière d'ici sa mise en œuvre. Les surfaces délimitées en qualité de forêts sont irrémédiablement perdues pour l'agriculture et ne peuvent plus être utilisées comme surfaces agricoles. Voilà qui contredit l'intention du plan directeur ainsi qu'une des grandes revendications de l'initiative sur la protection des terres cultivables.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le canton de Berne, les constatations de la nature forestière sont effectuées dans les cas prévus par la loi fédérale sur les forêts (LFO):

1. A la demande de propriétaires fonciers ou de tiers pouvant fonder leur requête sur un « intérêt digne d'être protégé » (art. 10, al. 1 LFO).
2. Sur mandat des communes en tant que responsables de la planification, « lors de l'édiction et de la révision des plans d'affectation là où des zones à bâtir confinent ou confineront à la forêt » (art. 10, al. 2 lit. a LFO).
3. Dans le cadre d'une demande de défrichement (art. 10, al. 3 LFO; avec indication des compétences de la Confédération et du canton en matière de défrichement).

Dans le canton de Berne, les constatations de la nature forestière dans les régions où, « en dehors des zones à bâtir, le canton veut empêcher une croissance de la surface forestière » (art. 10, al. 2, lit. b LFO) ne sont prévues que lors de la mise en œuvre de la nouvelle mesure D_09 du plan directeur cantonal.

Les constatations de la nature forestière à caractère obligatoire permettant de définir des limites de forêt durables et juridiquement contraignantes ne peuvent être effectuées que lorsque la forêt jouxte directement une zone à bâtir ou en cas de procédures de défrichement, lorsqu'une zone d'affectation jouxte directement la forêt ou une surface de reboisement compensatoire. Les surfaces agricoles ne sont concernées dans aucun des deux cas.

Les délimitations entre les surfaces agricoles utiles et la forêt auxquelles procèdent déjà les divisions forestières dans le cadre de l'octroi des paiements directs sont effectuées à titre d'expertise. Aucune procédure de constatation juridiquement contraignante au sens de la loi fédérale sur les forêts n'est menée. Le résultat ne crée aucun précédent pour les constatations ultérieures de la

nature forestière en vertu de la nouvelle mesure D_09 du plan directeur cantonal. Cette mesure n'entraînera donc pas la perte irrémédiable de surfaces agricoles utiles. Les inquiétudes du motionnaire sont par conséquent infondées. Toute constatation contraignante de la nature forestière demandée au canton pour l'une des raisons susmentionnées doit impérativement être réalisée selon les critères et la procédure définis.

Pour ces motifs, le Conseil-exécutif propose le rejet de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 40, motion de M. Sutter, UDC, Mettre un terme aux procédures de constatation de la nature forestière. Je sais que M. Sutter veut retirer sa motion sans discussion. M. Sutter a retiré cette motion.

Affaire 2015.RRGR.97

N° de l'intervention: 040-2015
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 22.01.2015
 Déposée par: Moser (Landiswil, UDC)
 (porte-parole)
 Kummer (Berthoud, UDC)
 Schweizer (Utzigen, UDC)
 Cosignataires: 23
 N° d'ACE: 208/2015 du 25 février 2015
 Direction: ECO

Consommation du gibier tombé

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que le gibier tombé puisse être consommé.

Développement :

C'est une ordonnance fédérale qui règle la question de la consommation du gibier tombé. Logiquement, les règles devraient être les mêmes dans toute la Suisse, mais ce n'est pas le cas.

L'ordonnance en question était déjà en vigueur depuis quelques années lorsque le canton de Berne en a donné l'interprétation qui est celle que nous connaissons aujourd'hui. C'est à la même époque que les mesures d'économie concernant les garde-faune ont été introduites.

Les 350 000 francs qui ont été soi-disant économisés n'ont à notre avis rien à voir avec le gibier tombé. Tout accident impliquant du gibier exige une intervention, dans la plupart des cas de la patrouille automobile de la Police cantonale. C'est elle qui constate les dégâts causés par le gibier et qui achemine l'animal vers un centre collecteur de cadavres. Souvent, l'animal est encore vivant et doit être abattu sur place. Dans ces conditions, il pourrait parfaitement être consommé. De même, les animaux blessés que le garde-faune doit rechercher le lendemain sont abattus puis acheminés vers un centre collecteur. C'est gaspiller de la bonne nourriture !

Pour la police, le travail est à peu près le même, que le gibier soit acheminé vers un centre collecteur ou qu'il soit remis à une personne de confiance (garde-chasse ou

garde-faune) pour être ensuite consommé. La seconde solution permettrait même au canton d'économiser des frais et d'encaisser quelques sous si le gibier est vendu pour être consommé. Le produit de ces ventes pourrait sûrement être perçu par l'Inspection de la chasse ou par les garde-faune.

L'ordonnance peut parfaitement être interprétée dans le sens évoqué ci-dessus, en particulier quand l'animal, un chevreuil par exemple, vient d'être tué, qu'il saigne encore et qu'il soit encore chaud. La comparaison avec d'autres cantons montre bien qu'il existe une marge de manœuvre que le Conseil-exécutif pourrait exploiter.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Dans sa réponse à l'interpellation 311-2013 «Consommation du gibier tombé», le Conseil-exécutif a déjà motivé l'interdiction de consommer du gibier tombé.

Il n'a pas changé d'avis depuis lors. La consommation de gibier tombé est interdite depuis le 1^{er} juillet 2013. La nouvelle réglementation a fait ses preuves: en 2014, environ 400 chevreuils seulement, soit un cinquième, ont été achevés par balle et étaient donc propres à la consommation. Dans les autres cas, les chevreuils ont été écrasés par un véhicule, ce qui rend leur viande impropre à la consommation selon l'ordonnance fédérale concernant l'hygiène lors de l'abattage d'animaux (OHyAb, annexe 7, chiffre 3.1.11; RS 817.190.1).

Par ailleurs, la viande provenant d'animaux blessés n'est pas une denrée alimentaire de haute qualité, contrairement à ce qui est avancé dans la motion. Le stress intense de l'animal avant sa mort, l'éviscération tardive et la réfrigération insuffisante ont pour conséquence que les processus biochimiques habituels de maturation de la viande, qui suivent habituellement la mise à mort, la saignée et la réfrigération effectuées correctement, se déroulent trop rapidement. Il en résulte la présence de bactéries intestinales dans la viande. Dans ces conditions, la viande ne satisfait plus aux normes d'hygiène, voire est impropre à la consommation, et ne générerait donc que des gains très limités. L'évaluation du travail des gardes-faune durant la nuit montre que leurs heures de travail liées aux collisions avec du gibier ont nettement diminué. En 2012, les gardes-faune y ont encore consacré 4 783 heures de travail de nuit. La police cantonale intervenant dans ce type d'accidents depuis le 1^{er} juillet 2013, les gardes-faunes n'ont accompli que 965 heures de travail de nuit en 2013, ce chiffre tombant à 362 en 2014.

Par rapport aux processus applicables auparavant, la nouvelle réglementation sur la consommation de gibier tombé génère globalement un volume de travail de la police cantonale bernoise légèrement inférieur. Il n'est pas possible d'évaluer les heures de travail de la police cantonale dans le domaine de la surveillance de la faune, car ce temps de travail n'est pas imputé à un type d'intervention spécifique,

mais au lieu d'intervention. Le nombre d'interventions engagées concernant du gibier tombé a augmenté par rapport à l'année précédente (2012: 5 491 cas; 2013: 5 155 cas; 2014: 6 951 cas). Les annonces ne déclenchant pas toutes une intervention, ces chiffres ne peuvent pas être clairement interprétés.

La demande formulée dans la motion afin qu'à l'avenir le gibier achevé par balle puisse être à nouveau consommé impliquerait un travail important. Si la police cantonale devait s'occuper de récupérer le gibier, celui-ci devrait, pour des raisons d'hygiène, être amené très rapidement dans un abattoir ou un local réfrigéré. Il faudrait en outre faire appel à un spécialiste, la police cantonale n'étant pas formée pour le dépeçage du gibier destiné à la consommation.

Selon la pratique actuelle, les petits animaux sauvages morts durant la nuit ne sont qu'exceptionnellement acheminés vers un centre collecteur de cadavres par la patrouille automobile de la police cantonale. Pour des raisons de place et d'hygiène, les véhicules de patrouille de la police cantonale ne peuvent pas transporter des animaux sauvages morts tels que des chevreuils. Lors de la recherche d'animaux blessés ne se trouvant plus sur le lieu de la collision, ce lieu est signalisé par la patrouille automobile et communiqué à la centrale d'engagement régionale (CER). Celle-ci informe le garde-faune compétent le lendemain matin afin qu'il puisse rechercher l'animal.

Les frais annuels à la charge de l'Inspection de la chasse pour l'élimination des carcasses se sont élevés à env. 3000 francs en 2014 et sont donc restés inchangés par rapport aux années précédentes. C'est aussi le cas pour la police cantonale, qui pour l'heure ne doit en principe pas verser d'émoluments pour l'élimination des cadavres.

Les charges découlant de la consommation de gibier tombé étant donc globalement disproportionnées en comparaison du gain généré, le Conseil-exécutif estime qu'elles ne sont pas justifiées.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 41, motion de M. Moser, UDC, Consommation du gibier tombé. M. Moser a la parole et je demande aux groupes de s'annoncer. Monsieur, c'est à vous.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Die Verwertung gesundheitlich unbedenklichen Fleisches von Fallwild soll auch im Kanton Bern – wie dies in vielen anderen Kantonen der Fall ist – möglich sein. Das erwähnte Fleisch stammt von Wild, welches bei einem Unfall verletzt worden ist, aber noch lebt. Es geht also nicht um Fleisch, welches nicht mehr verwendet werden kann. Im Juli 2013 wurde in unserem Kanton ein totales Verwertungsverbot für Fallwild in Kraft gesetzt. Dieses wurde zum gleichen Zeitpunkt in Kraft gesetzt, als ein Abbau von Wildhüterstellen umgesetzt wurde. Die geltenden Bundesverordnungen sind aber bereits seit dem November 2005 in Kraft. Dies zeigt, dass nicht die Bundesverordnung am heutigen Zustand schuld sein kann. Für mich ist die Entscheidung aus dem Juli 2013 in mehrerer Hinsicht fragwürdig: Wildhüterstellen streichen, dafür die ohnehin

schon überlastete Polizei einsetzen und Fallwild länger leiden lassen. Es gibt auch Jäger, die vielleicht eingesetzt werden könnten. Wo bleibt hier der Tierschutz mit seinen Organisationen, die sonst immer sehr genau hinschauen? Schliesslich wird noch geniessbares Fleisch in Kadaversammelstellen entsorgt. Darum, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, geht es in diesem Vorstoss.

In der Antwort des Regierungsrats steht, dass sich diese Massnahmen bewährt hätten und Kosten eingespart worden wären. Nur rund 400 Rehe bzw. rund ein Fünftel des verunglückten Wildes sei im Jahr 2014 mit Fangschuss getötet worden und wäre somit verwertbar. Ich bin nicht im Bild, ob diejenigen Tiere, die am Tag darauf bei der Nachsuche gefunden werden, einberechnet sind. Meiner Meinung nach geht es nicht um das Abwägen von Kosten und Nutzen. Dem Regierungsrat zufolge wäre der Erlös sehr gering. Es geht um etwas ganz anderes, nämlich um das Wegwerfen von Nahrungsmitteln, von Fleisch von Wild, welches oft importiert wird. Wie das importierte Wild in den Herkunftsländern gejagt wird, kann ich nicht beurteilen, zumal ich die dortigen Jagdvorschriften nicht kenne. Allerdings weiss ich, dass für viele Menschen auf unserer Erde jeden Tag genügend Nahrung zu haben, ein unerfüllter Wunsch ist. Im Kanton Bern können wir es uns aber aus Kostengründen leisten, staatlich verordnet Lebensmittel wegzuerwerfen. Diese aus der Sicht von uns Motionären schlechte Vorbildfunktion des Kantons Bern möchten wir mit unserem Vorstoss korrigieren.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Die gegenwärtige Situation im Kanton ist so, dass Fallwild in jedem Fall vernichtet werden muss. Die Motion fordert nichts anderes, als dass der Regierungsrat seinen Spielraum ausnützen und eine sinnvolle Verwertung nicht explizit verbieten soll. Seitens der BDP glauben wir, dass die finanziellen Aspekte dieser Motion eher im Hintergrund stehen und allenfalls hygienische Gründe relevant sein könnten. Lässt man den gesunden Menschenverstand walten, gibt es durchaus Gründe, die für eine Annahme dieser Motion sprechen. Die BDP-Fraktion empfiehlt Ihnen denn auch mehrheitlich, diese Motion anzunehmen.

Nun zu etwas Persönlichem: Als Bauer und Wirt bin ich direkt von der Thematik betroffen. Dies, weil ich an einer gut befahrenen Landstrasse in einer sehr wildreichen Gegend wohne. So kommt es ab und zu vor, dass nachts jemand vor meiner Türe steht und sagt, er habe ein Reh angefahren. Ich kann Ihnen sagen, dass es mir jedenfalls sehr wehtut, wenn man das Fleisch eines frisch getöteten Tieres verbrennen oder wegwerfen muss. Wenn ich als Wirt beim Einkaufen sehe, wie viele Tonnen erstklassiges vakuumiertes, feinsäuberlich aufgereihtes Fleisch am Samstagabend in den En-gros-Läden jede Woche nur wegen des Verfalldatums weggeworfen werden muss, dann schäme ich mich jedes Mal, dass wir es in unserer fetten Schweiz soweit gebracht haben. An dieser Stelle schimmert der Bauer in mir durch: Wenn man weiss, wie viel es braucht, bis ein Kilogramm Fleisch produziert worden ist, ist die Lebensmittelverschwendung ein Problem bzw. ein Skandal. Vor diesem Hintergrund ist die ganze Fallwildverwertung ein Nebenschauplatz. Dennoch lohnt es sich, in dieser Hinsicht ein Zeichen zu setzen.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Die Grüne Fraktion unterstützt diese Motion ohne Gegenstimmen bei zwei Enthaltungen. Wir sind überzeugt, dass eine teilweise Verwertung von Fallwild sinnvoll und gut möglich ist und dass sie keinen Schaden verursacht. Wir trauen dem Regierungsrat zu, einen pragmatischen, gangbaren Weg zu finden. Jahrzehntlang wurde solches Fleisch verwertet. Ich fordere die Behörden auf, einen Versuch mit einem minimalen bürokratischen Aufwand zu wagen. Es geht hier um das Prinzip: Soll man Nahrung staatlich reglementiert vernichten oder bedarf es etwas mehr gesunden Menschenverstands?

Martin Egger, Frutigen (pvl). Im Kanton Bern hat das Verbot, Fallwild nicht verwerten zu dürfen, nicht immer bestanden. Vor ein paar Jahren durfte man bereits Fallwild verwerten. Schon damals war es eine Frage von Sparmassnahmen, wie wir dies bereits mehr oder weniger oft erlebt haben. Deshalb sollte man manchmal – gerade bei dieser Motion – mit gesünderem Menschenverstand vorgehen, indem man das Finanzielle für einmal ausser Acht lässt. Es kann nicht sein, dass wir grosse Mengen an Fleisch einfach so in Kadaversammelstellen entsorgen. Entscheidend ist doch, was man mit dem ganzen Szenario macht. Es muss nicht sein, dass man wegen eines kleinen Fuchses oder eines Hasen das ganze Karussell zur Erledigung aufbietet. Es kann auch nicht sein, dass ein 100 Kilogramm schwerer Hirsch ohne Weiteres entsorgt wird und dafür sogar noch Entsorgungsgebühren bezahlt werden. Verkauft man dieses Fleisch, könnte man sogar noch Einnahmen für den Kanton generieren. In Sachen Hygiene verhält es sich ohnehin so, dass ohne Prüfung des Fleisches durch den Tierarzt keine Möglichkeit besteht, dieses zu verwerten. Insofern habe ich keine Angst davor, dass nicht gutes Fleisch verwertet würde. Die glp ist mehrheitlich für Annahme dieser Motion. Schliesslich geht es darum, essbare Waren nicht zu entsorgen, sondern zu verwenden.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (PS). Als Folge von Sparmassnahmen hat man den Einsatz der Wildhüter bei angefahrenen Wildtieren ausserhalb der Arbeitszeiten an die Polizei übertragen. Die Polizei ist nicht in der Lage, Fallwild zu verwerten. Wie man offensichtlich sieht, hat man letztlich durch Sparmassnahmen nicht immer gespart. Die SP lehnt diesen Vorstoss ab.

Hans Rösli, Kandersteg (UDC). Bei der Motion von Werner Moser ist für mich vor allem der zweite Teil wichtig. Diesem zufolge soll das Fallwild verwertet werden, «wenn dieses gesundheitlich unbedenklich ist». Wie bereits erwähnt, geht es hier nicht um eine Kostenfrage, sondern vielmehr um eine menschlich-ethische Frage. Ebenso wenig geht es um die Frage, ob dieses Fleisch hochwertig ist oder nicht. Es geht vielmehr darum, dass wir im Moment Nahrungsmittel vernichten. Im Wissen darum, wie viele Leute an Hunger leiden, am Hungertod sterben und wenn wir bedenken, was viele Leute, bevor es zum Hungertod kommt, noch essen, sind die SVP und ich der Auffassung, dass es eigentlich ungesund ist, das Fallwild zu vernichten. Ich komme nicht darum herum, einen Satz aus der Antwort auf die Motion vorzulesen, welcher besagt, weshalb dieses Fleisch nicht mehr als hochwertig taxiert wird: «Hoher Stress vor

dem Tod der Tiere, verspätetes Ausnehmen, ungenügende Kühlung führen dazu, dass die nach korrekter Tötung, Entblutung und Kühlung üblicherweise stattfindenden biochemischen Prozesse der Fleischreifung überstürzt ablaufen und Bakterien aus dem Darm in das Fleisch einwandern». Geschätzte Frauen und Männer, mich mutet dieser Satz bürokratisch oder sogar hochgestochen an! Wenn es soweit kommt, dass Bakterien über den Darm in das Fleisch geraten, handelt es sich nicht mehr um hochwertiges Fleisch, welches auch nicht mehr gegessen würde. Wenn ein angefahrenes Reh mit gebrochenem Bein auf der Strasse liegt, müssen Sie nicht besorgt sein, dass Bakterien aus dem Darm in das Fleisch wandern. Ein solches Tier kann sehr gut verwertet werden. Geschätzte Frauen und Männer, stimmen Sie der Motion zu!

Noch zu Herrn Regierungsrat Rickenbacher: Ich möchte Sie bitten, nicht mehr zu stark auf den Kosten zu bestehen. Will man dieses Ansinnen umsetzen, kann man es auch. Wie erwähnt, haben wir in allen Gebieten Jäger. Diesen müssen wir die Möglichkeit geben, die Tiere zu erlegen und auszunehmen. Ausserdem kann es auch die Polizei, wenn sie verfügbar ist, und natürlich die Wildhüter. Man muss einfach ermöglichen, dass diejenigen Leute, die zuerst vor Ort sind, diese Aufgabe übernehmen können. Vor etwa zwei Jahren haben wir für das ganze Kantonsgebiet eine professionelle Fleischschau eingeführt. Insofern besteht die Möglichkeit, das Fleisch dort zu zeigen. Damit wäre dann die Geniessbarkeit gegeben oder eben nicht. Deshalb stimmen Sie – wie es auch die SVP tut – dieser Motion zu!

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Die Fallwildverwertung zu tolerieren, würde deutlich mehr Aufwand bedeuten, weshalb sie sich auch nicht rechtfertigen lässt. Tolerieren bedeutet für mich, dass man es je nach Fall so oder anders handhaben kann. Zu den biochemischen Prozessen und den Bakterien, die das Fleisch befallen: Diesbezüglich stellt sich die Frage, ob die hygienischen Anforderungen noch eingehalten werden können. «Tolerieren» lautet das Stichwort im Titel der Motion. Tolerieren wir doch die heute geltende Regelung und lehnen die Motion ab. Ich danke für die Unterstützung.

La présidente. Nous passons aux intervenants à titre personnel, M. Kummer de l'UDC, c'est à vous, vous avez trois minutes.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Weshalb bin ich Mitmotionär? Ich war von einem Fall betroffen, möchte aber vorab darlegen, was wir mit dieser Motion verlangen. Wir verlangen nichts anderes, als Fallwild verwerten zu dürfen, wenn es gesundheitlich noch unbedenklich ist. Um mehr geht es uns nicht. Wir geben dem Regierungsrat nicht vor, wie er was tun muss. Wir möchten aber, dass gesundes Fleisch, welches heute weggeworfen wird, wieder verwertet werden kann. Ich habe auch Verständnis dafür, dass es sich damals um einen Sparbeschluss im Rahmen von Sparmassnahmen gehandelt hat. Ich möchte dennoch erwähnen, dass man auch eine andere Lösung wählen kann. Im Kanton Bern gibt es 3000 Jäger sowie freiwillige Jagdaufseher, wobei Letztere vom Wildhüter bestimmt werden. Wenn es um Fallwild geht, muss nicht immer der Wildhüter persönlich kommen.

Auch ein im Gebiet tätiger Jagdaufseher kann sich dieser Aufgabe annehmen und das Nötige organisieren. Dies lässt sich in kurzer Zeit problemlos bewerkstelligen. Es geht auch nicht um Bakterien, darüber sprechen wir gar nicht. Es geht um gesundes Fleisch, welches wir wegwerfen.

Ich möchte Ihnen von einem Fall berichten, der sich im Februar im Oberland zwischen Interlaken und der Beatenbucht zugetragen hat. Dort wurde eine Hirschkuh angefahren, welche einen Beckenbruch erlitt. Es war eine grosse Sache. Auch die Polizei war vor Ort; sie sperrte die Stelle ab. Dann kam ein Jäger dazu, der der Hirschkuh den Fangschuss geben wollte, um sie von ihren Schmerzen zu erlösen. Was geschah dann? Es tauchte eine Menschenmenge auf; die Hirschkuh stürzte dann 50 Meter über einen Hang hinunter. Darauf meinte der Jäger, dass man das Tier nun erlegen und von den Schmerzen erlösen müsse. Der Polizist reagierte jedoch vehement und drohte dem Jäger mit einer Anzeige, falls er einen Schuss abgebe. Meine lieben Leute, es geht um Tiere! Bis der Wildhüter vor Ort war, dauerte es 45 Minuten! Das Tier musste qualvolle Schmerzen erleiden. Solche Situationen können wir doch verhindern. Es geht wirklich um das Tier und auch um gesundes Fleisch, welches wir heute in Kadaversammelstellen entsorgen. Ich habe Mühe damit, dass sich die SP geschlossen gegen die Motion stellt, umso mehr als gerade Sie für den Tierschutz eintreten. Ich wiederhole deshalb: Es geht um das Tier – dieses ist uns sehr wichtig. Weiter geht es um gesundes Fleisch, welches wir wegwerfen. Das muss man sich vor Augen führen.

Ursula Zybach, Spiez (PS). Als Lebensmittelingenieurin bereitet mir diese Diskussion Freude – Freude daran, festzustellen, wie wichtig es Ihnen ist, dass Lebensmittel nicht einfach weggeworfen werden. Diesbezüglich pflichte ich Ihnen bei, geht es doch um etwas sehr Wichtiges, das wir überhaupt nicht im Griff haben. Aber glauben Sie mir, es geht dabei nicht um die angefahrenen Tiere und deren Fleisch. Es geht um enorme Mengen, welche wir jeden Tag selber kaufen und wieder wegwerfen. Vor allem geht es auch um das, was in der Lebensmittelindustrie produziert und fehlproduziert wurde, um Lebensmittel, die Metallsplinter und Verunreinigungen enthalten, sodass man sie in riesigen Mengen wegwirft. Dies ist der SVP bekannt, haben Sie doch einige Kolleginnen und Kollegen, die Biogas-Anlagen betreiben, in welchen wunderbare Lebensmittel einfach so verbrannt werden, weil sie den Qualitätsansprüchen von uns Schweizerinnen und Schweizern, Migrantinnen und Migranten nicht mehr genügen. Der eben aus der Antwort des Regierungsrats zitierte Passus, welcher als etwas unwichtig interpretiert wurde, spricht einen sehr wichtigen Aspekt an, nämlich den sehr hohen Stress der Tiere, dem sie kurz vor ihrem Tod ausgesetzt sind. Sie erinnern sich an die Diskussionen rund um das Schweinefleisch, wo ebenfalls dafür gesorgt wurde, dass man diese Tiere anders schlachten kann, damit die Qualität des Fleisches besser ist. Daneben werden noch viele andere wichtige Argumente aufgelistet.

Wenn Ihnen Lebensmittel wichtig sind und Ihnen das Nichtwegwerfen von Lebensmitteln wirklich ein Anliegen ist, dann kümmern Sie sich um Themen wie es beispielsweise «Tischlein deck dich» oder der Verein Foodwaste tun. Dann

werden Sie in dieser Hinsicht aktiv, indem Sie Motionen zu diesen Themen einreichen, bei welchen es darum gehen sollte, dass bereits vorbereitetes Essen wirklich auch gegessen wird. Verzichten Sie – wie es die Volkswirtschaftsdi-rektion vorschlägt – darauf, diese Tiere zu nutzen. In diesem Sinn bitte ich Sie, die vorliegende Motion nicht zu überweisen. (*La présidente agite sa cloche.*)

Jakob Etter, Treiten (PBD). Jetzt kommt der zweite Lebensmittelspezialist, und wie es so ist, haben zwei Spezialisten stets drei Meinungen. Natürlich bin ich gegenteiliger Meinung als meine Vorrednerin Ursula Zybach. Wir werden noch an unserem Hygienefimmel sterben! Jeder Wirt, jeder, der mit Lebensmitteln arbeitet, muss heute über ein staatlich verordnetes Selbstkontrollkonzept verfügen. Der Staat selber führt im Rahmen der Lebensmittelkontrolle Analysen und Untersuchungen durch. Wenn wir diese Tiere und deren Fleisch nicht mehr verwerten können, stellt sich die Frage, ob der Staat den eigenen Kontrollen nicht mehr traut. Ursula Zybach, wissen wir bei den Fleischimporten, wie die Tiere geschlachtet wurden? Wissen wir, ob die Tiere nicht gestresst waren und immer so ruhig bleiben, wenn sie umgebracht werden? Wissen wir, ob Wildtiere, die wir importieren und genüsslich verwerten, nicht sogar mittels Fallen gefangen wurden und so einer hohen Stressbelastung ausgesetzt waren? Es ist ein Skandal, wenn Tiere, die durch einen Verkehrsunfall ein Bein gebrochen haben, in einer Kadaversammelstelle verbrannt werden, während wir Fleisch aus Rumänien, Ungarn, Bulgarien und Polen importieren. Die Kosten sind schon mehrfach erwähnt worden. Wir wissen alle, dass der Kanton sparen muss. Auch ich bin dieser Meinung. Allerdings gibt es überall Jäger. Ich bin sicher, dass es den Kanton nicht mehr kosten würde, wenn diese engagiert würden, das Fleisch verwerten und noch verkaufen könnten und so entschädigt würden. Ich bitte Sie, dieser Motion zuzustimmen.

La présidente. Avant que M. Reber ne s'exprime, dans trente secondes je clos la liste des intervenants à titre personnel. M. Reber, vous avez la parole.

Fritz Reber, Schangnau (UDC). Ich finde es auch schlecht, wenn verletzte Tiere am Strassenrand liegen bleiben und ihnen nicht der Fangschuss gegeben werden kann, damit sie von ihren Schmerzen erlöst werden. Hier sprechen wir aber über die Verwertung von Fallwild und von hochwertigem Fleisch. Artikel 23 der Jagdverordnung besagt, dass Fallwild totes, krankes und verletztes Wild sei. Wenn eine Gemse durch Glemsblindheit irgendwo hinunterstürzt, handelt es sich auch um Fallwild. Es geht also um Tiere und Fleisch, dessen Verwendung eingeschränkt ist. Dennoch ist hier die Rede von hochwertigem Fleisch. Das verstehe ich nicht ganz. Wir haben eine Fleischhygieneverordnung. Bei Nutztieren gibt es eine Lebendfleischausschau. Wenn man ein Tier zum Metzger bringt, wird es vorher im Lebendzustand angeschaut, aber auch wenn es geschlachtet wird. Liegt ein Tier am Strassenrand, kann man es nicht mehr ordentlich im Lebendzustand anschauen. Ein Jäger, der auf die Jagd geht, beurteilt ein Tier, wenn er es sieht, ob es gesund ist oder ob es bedenkliche Merkmale aufweist. Danach erlegt er es, nimmt es möglichst rasch aus und inspiziert die Inne-

reien darauf hin, ob alles in Ordnung ist. Erst dann kann er dieses Fleisch in den Handel geben oder verwerten. Beim Fallwild geschieht dies alles nicht. Es handelt sich um verletzte oder stark verletzte Tiere. Wenn ein Reh am Strassenrand liegt, hat es nicht nur ein Bein gebrochen. Rehe verlassen die Unfallstelle sogar nur auf zwei Beinen. Dies bedingt dann eine Nachsuche, die auch lange dauern kann. Ein am Strassenrand liegendes Tier ist in hohem Mass verletzt, in der Regel weist es innere Verletzungen auf. Das ist nicht unbedenklich. Ich bin mit dieser Meinung alleine in der SVP, verstehe aber nicht, dass man meint, es handle sich um hochwertiges Fleisch, welches noch verwertet werden müsse. Mit Sicherheit handelt es sich bei Fallwild nicht um hochwertiges, gesundes Fleisch.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ich glaube, wir haben nun zum Teil eine Vermischung gehört. In dieser Motion geht es konkret um die Verwertung von Fallwild und nicht um den Tierschutz. Wenn wir über diesen sprechen wollen – und diesbezüglich spreche ich als Tierschutzpräsident von Thun – müssen wir es anders angehen. In dieser Hinsicht müssten wir dafür sorgen, dass die Tiere innert vertretbarer Zeit getötet werden und nicht stundenlang zugewartet wird. In diesem Bereich müsste man anders aktiv werden. In Bezug auf die Fallwildverwertung kann ich Ihnen sagen, dass die umliegenden Kantone Fallwild nach wie vor verwerten. Zum Teil gibt es dort die Revierjagd. Damit liegt die Entscheidung eigentlich beim Jäger. Insofern kann die Fallwildverwertung sicher auch im Kanton Bern umgesetzt werden. (*La présidente agite sa cloche.*) Eigentlich ist dies eine Frage des Willens. Der Tierschutz und die Tötung dieser Tiere basiert aber auf einer anderen Schiene. Diesbezüglich müssen wir dafür besorgt sein, dass es schneller geht. Aus meiner Sicht ist es unnachvollziehbar, wenn ein Hirsch oder ein anderes Tier stundenlang neben der Strasse liegen muss, bis es der Wildhüter erlöst. Hierfür müssen wir in nächster Zeit eine Lösung suchen. Ansonsten kommt es mit Blick auf den Tierschutz nicht gut heraus.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Vorhin hat mich die Kollegin Zybach auf den Plan gerufen. An der Lebensmittelverschwendung sind sehr oft unsinnige Vorschriften schuld, die sehr häufig von Lebensmittelinspektoren ausgebrütet werden. Wir können gerne einmal darüber sprechen. Ich Metzger übrigens zusammen mit meinem Metzger sehr ortsnahe. Weiter haben Sie auch noch die schlimme Tierproduktion angesprochen. Hierzu möchte ich Folgendes sagen: Stellen Sie sich vor, ich produziere auch Fleisch. Allerdings steht bei mir zuhause eine Kuh, die aus dem letzten Jahrtausend stammt! Bedenken Sie, dass dies wahrscheinlich weltweit nicht sehr häufig der Fall ist. Dieser Kuh hat es wohl gefallen, weil sie ein gutes Leben gehabt hat – sie hat übrigens Jahrgang 1998.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Zuerst möchte ich Ihnen herzlich für die Diskussion danken und auf die Bemerkung zurückkommen, welche wir eingangs der schriftlichen Antwort dargelegt haben: Es geht um einen Gegenstand, der sich in der abschliessenden Zuständigkeit von Regierungsrat und Verwaltung befindet. Insofern handelt es sich hier um eine Richtlinienmotion. Ich

muss klar sagen, dass die heutige Lösung, wenn es um Fallwild geht, sich bewährt und zu einer wesentlichen Entlastung der Wildhut geführt hat. Darauf, dass dies nicht einfach nur eine Floskel ist, komme ich später zurück, zumal auch hier der ethische Bereich betroffen ist.

Bevor Sie entscheiden, dürfte es wichtig sein, dass Sie etwas über das Zahlengerüst wissen. Aufgrund der klaren Statistik haben wir die Situation, dass vier Fünftel der Tiere, welche auf der Strasse angefahren werden, tot sind. Folglich können wir die Diskussion bei vier Fünfteln der Tiere gar nicht führen. Dies, weil tote Tiere nicht verwertet werden dürfen. Wir diskutieren also über einen Fünftel angefahrener Tiere und können deshalb nicht davon ausgehen, dass es sich um eine sehr grosse Menge nicht verwerteter Tiere handelt, die theoretisch noch verwertet werden könnten. Vier Fünftel der Tiere sind tot und dürfen aufgrund der Bundesgesetzgebung gar nicht verwertet werden. Daher ist die theoretische Anzahl verwertbarer Tiere sehr gering. Wie soeben in der Diskussion angeführt wurde, kann man nicht in guten Treuen sagen, dass sich diese Tiere in einem guten Zustand befinden. Insofern bin ich froh um das Votum von Herrn Grossrat Reber. Es handelt sich nicht um hochwertiges Fleisch, welches nicht verwertet wird. Es handelt sich um Tiere, die einen Autounfall überleben und in einem Strassengraben liegen. Diese Tiere sind sehr schwer verletzt, ansonsten würden sie – wenn sie Fluchtmöglichkeiten hätten – die Unfallstelle verlassen. Insofern handelt es sich sicher nicht um sehr hochwertiges Fleisch, sondern dieses ist auch problematisch. Heute haben wir die Situation, dass – insbesondere in der Nacht – nicht mehr die Wildhüter ausrücken müssen, um den Fangschuss abzugeben, sondern dass wir diesbezüglich seit dem Jahr 2013 eine sehr gute Zusammenarbeit mit der Polizei haben. Ich muss Ihnen klar sagen, dass sich diese Zusammenarbeit mit der Polizei sehr bewährt hat. Wenn Sie dieses System wieder ändern wollen, müsste die Wildhut aufgeboden werden oder allenfalls jemand anderes, der einen Fangschuss abgeben kann. Zudem müsste die entsprechende Person das Tier gleich auf der Unfallstelle verwerten. Es reicht nicht, nur den Fangschuss abzugeben. Das Tier muss sofort auf der Unfallstelle ausgeblutet und ausgenommen werden. Nur dann kann es verwertet werden. Die Polizei kann dies klar nicht bewerkstelligen.

Werte Grossratsmitglieder, in dieser Hinsicht stellen sich auch ethische Fragen. Man muss immer aufpassen, wenn man die ethische Keule schwingt. Ich bin der erste, der Verständnis dafür hat, dass man Lebensmittel nicht wegwerfen sollte, wenn sie noch geniessbar sind. Dementsprechend hat Frau Grossrätin Zybach klar aufgezeigt, dass es in anderen Bereichen Mengengerüste gibt, über welche wir – im Gegensatz zu diesem Fünftel verwertbaren Fallwildes – locker hinwegsehen. Es gibt noch eine andere ethische Seite. Ich habe in der Wildhut eine nicht mehr tolerierbare Situation gehabt. Wir haben für diesen grossen Kanton knapp 30 Wildhüter. Ich habe mehrere Wildhüter gehabt, die sich kurz vor oder in einem Burnout befunden haben. Diese konnten ihren Job nahezu nicht mehr weiterführen, weil sie zum Teil während Wochen einmal, zweimal oder dreimal nachts geweckt wurden. Die Unfälle passieren meistens nicht nachmittags um 16.00 Uhr, sondern nachts um 02.00 Uhr, 03.00 Uhr oder 04.00 Uhr. Herr Grossrat Kummer, ich

bin nicht sicher, ob die freiwilligen Jagdaufseher und Jäger Freude hätten, morgens um 02.00 Uhr, 03.00 Uhr oder 04.00 Uhr einen Anruf zu erhalten, um daraufhin einem Tier den Fangschuss geben zu müssen. Deshalb muss ich Ihnen sagen, dass ich als Verantwortlicher der Volkswirtschaftsdi-rektion auch eine Verantwortung für meine Mitarbeitenden trage. Die in der Wildhut gehabte Situation war ethisch auch nicht tolerierbar: Leute wurden während Tagen und Wochen nachts zwei- bis dreimal geweckt, um an einer Unfallstelle eine Situation anzutreffen, wieder zurückzukehren und zwei Stunden später wieder geweckt zu werden. Diese Situation hat sich seit der Zusammenarbeit mit der Polizei, die nun auch Fangschüsse abgeben kann, wesentlich verbessert. Will man dieses System ändern, muss man zum Alten zu-rückkehren. Ob ich es meinen Mitarbeitenden zumuten kann, wieder in solche Situationen zu gelangen, ist auch eine ethische Frage.

Vor diesem Hintergrund haben wir zwei Seiten zu gewich-ten, was in der Politik häufig vorkommt. Ich verstehe die vorgebrachten Argumente, wonach wir allenfalls noch ver-wertbares Fleisch haben. Dies ist eine ethische Komponen-te. Ich bitte Sie auch zu gewichten, dass es menschlich-ethisch ebenfalls in Erwägung zu ziehen ist, den Mitarbei-tenden Sorge zu tragen, die entsprechende Situationen erlebt haben,. Wenn ich zu einer abschliessenden Gewich-tung gelange, kann ich sagen, dass mir die heutige Situation wegen des geringen Mengengerüstes an überhaupt noch verwertbaren Tieren besser passt. Wir müssen zwar auch in Kauf nehmen, dass allenfalls theoretisch verwertbares Fleisch nicht mehr verwertet werden kann. Angesichts des-sen bitte ich Sie – auch aus Respekt vor den Mitarbeitenden der Wildhut –, die vorliegende Motion im Sinne der Regie-rung abzulehnen.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Zuerst möchte ich Ihnen bestens für die Diskussion danken. Ich durfte sehr viele positive Meldungen empfangen, was mich sehr freut. Es gibt auch Fraktionen, die sich nicht zu Wort gemeldet haben. Ich bin überzeugt, dass es auch in diesen Leute gibt, die sich dieses Thema näher anschauen werden. Nun noch ein paar Worte zu einigen Punkten, die ich mir notiert habe: Die SP hat klar gesagt, dass diese Nahrung aus Spargründen weg-geworfen werden müsse. Der Tierschutz ist gar nicht auf-geworfen worden; man hat nur die Spargründe ins Feld geführt. Beim Freisinn ist die Rede von biochemischen Prozessen. Diesbezüglich bin ich froh um das Votum von Jakob Etter, das auf das gleiche Thema hingewiesen hat, wie es bereits von mir angesprochen wurde. Importfleisch wird gar nie untersucht. Dies wäre mir jedenfalls neu. An-sonsten müsste es der Kanton Bern selber tun. In anderen Kantonen ist die Verwertung von Fallwild immer noch zuge-lassen. Insofern sind wir mit unserer anderen Bewertung ein Spezialfall.

Zum Votum von Fritz Reber: Er hat Tiere erwähnt, die am Strassenrand liegen. Um diese Tiere geht es gar nicht, sondern um verletzte Tiere. Man hat klar gesagt, dass deren Fleisch unbedenklich sein muss. Hierzu ist zu sagen, dass die Wildhüter das Fleisch von Tieren, welche bei der Nach-suche erschossen werden, auch entsorgen müssen. Es geht nicht nur um Tiere, die am Strassenrand liegen. Jetzt ein paar Worte zum Regierungsrat, der mich doch

etwas auf die Palme gebracht hat (*hilarité*). Wenn er sagt, dass die Zusammenarbeit zwischen Polizei und Wildhut bestens laufe, muss ich entgegen, dass ich auch mit Polizis-ten Kontakt habe. Diese sagen allerdings, dass sie bereits anderweitig total überlastet sind und sich nun zusätzlich des Fallwilds annehmen müssen. Gleichzeitig muss ich zur Aus-sage, die Wildhut sei nun mit der Situation glücklich, Fol-gendes sagen: Zwei Wildhüter haben mir gesagt, sie seien sehr unglücklich, weil sie gleichwohl von Leuten angerufen würden, die sie kennen und deshalb direkt ansprechen. Dennoch hat man eine Bürokratie aufgebaut, sodass alle Anrufe über eine Telefonnummer eingehen. Viele Leute, die überhaupt nicht verstehen, wie man zu dieser Nummer gelangt, rufen schliesslich den Wildhüter an, der ihnen am nächsten liegt. Dies ist ein Aufziehen von Bürokratie, das ich nicht unterstützen kann. Ich möchte an dieser Stelle nochmals betonen, dass es um Fleisch geht, welches ver-wertet werden kann. Es geht also nicht um tote oder schwer verletzte Tiere, wie es zum Teil angetönt worden ist. Ich hoffe, dass Sie die Motion unterstützen können. Vielen Dank.

La présidente. M. le directeur, vous voulez répliquer? – Non, ce n'est pas le cas. Nous passons tout de suite au vote. Vote de l'affaire 41, motion, Consommation du gibier tombé. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	88
Non	43
Abstentions	14

La présidente. Vous avez accepté cette motion.

Affaire 2014.RRGR.654

N° de l'intervention:	129-2014
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	10.06.2014
Déposée par:	Aebersold (Berne, PS) (porte-parole) Imboden (Berne, Les Verts) Streit-Stettler (Berne, PEV)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1531/2014 du 17 décembre 2014
Direction:	ECO

Construction de logements à loyer modéré: explorer de nouvelles pistes

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier comment encoura-ger la construction de logements d'utilité publique. Le rap-port au Grand Conseil abordera en particulier les points suivants :

- a. possibilités offertes aux communes par la législation sur l'aménagement du territoire en vigueur pour encourager la construction de logements d'utilité publique ;
- b. stratégies, approches et mesures incitatives envisageables par les communes dans le domaine de l'aménagement du territoire pour encourager la construction de logements d'utilité publique ;
- c. cession de terrains fédéraux, cantonaux et communaux pour créer des conditions générales favorables à la construction de logements à loyer modéré ;
- d. outils financiers et fiscaux du canton et des communes en faveur d'une politique active de construction de logements à loyer modéré ;
- e. collaboration avec des propriétaires fonciers privés, des organismes de construction et des maîtres d'ouvrage ainsi qu'avec les organisations spécialisées dans la construction de logements d'utilité publique ;
- f. réunion des communes qui souhaitent créer des logements à loyer modéré.

Développement :

Les conditions politiques et juridiques du logement sont dictées par la politique. Or celle-ci souffle le chaud et le froid. Le 20 mars 2014, le Grand Conseil a refusé de reconduire la loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM), signifiant ainsi qu'il ne souhaitait pas que le canton encourage les logements à loyer modéré. Le 18 mai 2014, le corps électoral de la ville de Berne a en revanche adopté à une très forte majorité l'initiative pour des logements abordables. Et en procédure de consultation sur la LELM, de nombreuses communes ont insisté sur la nécessité d'être conseillées et soutenues par le canton lors de la planification, de la promotion ou de la construction de logements à loyer modéré sur leur territoire. Une chose est sûre : des efforts supplémentaires sont nécessaires pour encourager la construction de logements à loyer modéré. Les communes et les villes disposent certes déjà d'un éventail de possibilités d'aménagement du territoire pour encourager la construction de logements à loyer modéré. On ne voit cependant pas le canton s'engager dans une politique du logement. C'est pourquoi nous demandons l'élaboration d'un rapport à partir duquel il sera possible de développer de grands lignes politiques et prendre des décisions politiques visant à encourager la construction de logements à loyer modéré.

Réponse du Conseil-exécutif

En mai 2013, le Conseil fédéral a lancé le dialogue en matière de politique du logement⁶ avec les cantons et les villes. Ce dialogue a pour but de créer des échanges sur la situation du marché du logement ainsi que d'examiner la nécessité d'intervenir et si oui, à quel niveau. Un rapport intermédiaire a été publié par le groupe de travail en janvier 2014. Un second rapport est attendu pour la fin 2014. Diverses mesures complémentaires ont déjà été engagées :

- Afin d'améliorer la transparence du marché du logement, le Conseil fédéral propose d'introduire l'obligation d'utiliser la formule officielle lors de la conclusion de nouveaux contrats de bail. La procédure de consultation

s'est déroulée du 28 mai au 30 septembre 2014. Le Conseil-exécutif soutient cette demande dans sa prise de position, car il est d'avis que l'obligation d'utiliser la formule officielle est un pas important vers davantage de transparence sur le marché du logement. Elle peut aussi contribuer à ce que les bailleurs gardent le sens de la mesure lors d'augmentations de loyer.⁷

- Les coopératives de construction de logements peuvent obtenir des prêts à taux préférentiel non seulement pour les investissements dans la construction, mais aussi pour l'achat de terrains à bâtir.
- Le Conseil fédéral demande au parlement un crédit cadre de 1 900 millions de francs pour le cautionnement de construction de logements.

S'appuyant sur la loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM), le canton encourage depuis le 1^{er} janvier 2011 la construction de logements en soutenant les organismes construisant des logements d'utilité publique dans le développement de projets.⁸ Le Grand Conseil avait limité à quatre ans la validité de cette loi. Le 17 mars 2014, il a décidé de ne pas entrer en matière sur le projet de modification de la loi, refusant de ce fait d'en prolonger la validité. Cette décision du Grand Conseil signifie que le soutien financier du canton de Berne à la construction de logements cessera fin 2014.

Vu les travaux en cours au niveau fédéral et la récente décision du Grand Conseil, le Conseil-exécutif ne voit pas la nécessité d'élaborer un rapport. Par contre, il répond en détails aux questions posées dans l'intervention parlementaire.

Il existe divers outils destinés à promouvoir la construction de logements à loyer modéré.⁹

- Prestations financières
- Cession de terrain à prix abordable
- Incitations fiscales
- Instruments de planification
- Prestations immatérielles telles qu'information et conseil

Prestations financières (point d du postulat)

Les prestations financières cantonales peuvent prendre la forme de contributions ou d'exemption d'un émolument ou d'une taxe. Une base légale est nécessaire dans les deux cas. Après l'abrogation de la loi sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM), le canton de Berne ne disposera d'aucune base légale pour l'encouragement de la construction de logements à loyer modéré à partir de 2015 et ne pourra donc plus verser de contribution à l'avenir.

Une nouvelle base légale pour l'encouragement de la construction de logements devrait aussi régler les conditions d'octroi des subventions et les dispositions destinées à prévenir le changement d'affectation, par exemple :

- le coût de revient admissible des logements et le niveau d'aménagement standard ;

⁷ ACE 1132 du 10.09.2014

⁸ Cf. article 1 de la loi du 9 décembre 2009 sur l'encouragement de l'offre de logements à loyer modéré (LELM; RSB 854.15)

⁹ De plus amples informations sur l'encouragement de la construction de logements se trouvent dans le Rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil au sujet de la LELM, annexe n° 23/13 au journal du Grand Conseil, session de juin 2009

⁶ Office fédéral du logement, dossier Politique du logement : <http://www.bwo.admin.ch/themen/00532/index.html?lang=fr>

- les prescriptions en matière d'occupation et les critères de répartition;
- les règles permettant d'empêcher la transformation en logement en propriété ou la vente à des fins spéculatives.

La LELM complétait de manière ciblée les prestations fédérales destinées à encourager la construction de logements.¹⁰ Ces dernières sont maintenues intégralement, car elles ne dépendent pas de prestations cantonales. Les coopératives dans le canton de Berne pourront donc compter sur un soutien financier à l'avenir également.

Indépendamment de la LELM, des loyers continueront à être pris en charge, sur la base de la législation sur l'aide sociale pour les ayants droit. Les dispositions de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) et celles du manuel de la Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte s'appliquent à cet égard. Les directives concernant les loyers tiennent compte des différences communales et régionales ainsi que du marché du logement actuel.

Cession de terrain à prix abordable (point c du postulat)

Des biens-fonds en suffisance sont la condition nécessaire pour la cession de terrain à prix abordable. Comme le relève le Conseil-exécutif dans sa réponse à l'interpellation 145-2013 Imboden «Affectation des terrains du canton à la construction de logements» et à la motion 132-2014 Imboden «Cession de biens-fonds appartenant au canton aux communes et aux maîtres d'œuvre d'utilité publique», le canton ne dispose plus guère de terrains appropriés et vendables en zone à bâtir. Ces terrains ne suffisent pas pour mener une véritable politique cantonale de construction de logements; il est donc inutile d'examiner la nécessité de créer la base légale requise pour la cession de terrain à prix abordable.

Les communes doivent décider elles-mêmes, en fonction de leurs besoins et de leurs possibilités, si elles veulent céder des terrains à prix abordable. Il ne faut pas pour cela de base légale ou de mandat cantonal.

Au niveau fédéral, le groupe de travail «Dialogue en matière de politique du logement»¹¹ recommande d'examiner les stratégies immobilières des CFF et d'armasuisse, car ils disposent du plus grand nombre de terrains au niveau fédéral. Le but d'une adaptation est de consacrer plus souvent des terrains appropriés à la construction de logements d'utilité publique ou à prix modéré ainsi qu'au maintien de locaux à prix avantageux pour l'artisanat et le commerce.

Incitations fiscales (point d du postulat)

Les constitutions fédérale et cantonale prévoient l'imposition selon la capacité contributive. Des incitations fiscales en faveur de la construction de logements à loyer modéré y seraient contraires et également incompatibles avec la loi sur l'harmonisation des impôts¹². Elles seraient en outre moins efficaces que des prestations financières. Des effets

d'aubaine seraient inévitables et le maintien de l'affectation ne pourrait pas être garanti. Les outils fiscaux constituent généralement un poids pour les finances publiques, en raison d'une diminution des recettes. C'est pourquoi le canton ne peut pas en espérer des avantages par rapport à la charge que représentent pour lui les contributions directes. Les incitations fiscales ne sont donc pas une alternative aux prestations financières.

Instruments de planification (points a et b du postulat)

Le Conseil-exécutif soutient la demande formulée par le présent postulat, visant à favoriser la construction de logements d'utilité publique à l'aide d'outils d'aménagement du territoire. L'actuel droit cantonal de la construction permet en principe l'encouragement de la construction de logements à loyer modéré. La compétence en incombe aux villes et aux communes qui peuvent intégrer des dispositions relatives à la construction de logements d'utilité publique dans leur règlement. L'initiative mentionnée dans le postulat pour des logements abordables en ville de Berne est un exemple d'une telle réglementation. Une étude publiée par l'Office fédéral du logement en novembre 2013 indique d'autres possibilités.¹³

Le projet de révision partielle de la loi sur les constructions qui a été envoyé en consultation contient aussi des dispositions destinées à favoriser et à garantir la disponibilité de terrains à bâtir.¹⁴ Les mesures nécessaires contre la théaurisation ou pour la mobilisation de terrains à bâtir seront ainsi adoptées et pourront contribuer à améliorer l'offre de logements, ce qui aura un effet modérateur sur les prix.

Il est prévu de discuter de questions relatives à l'aménagement du territoire dans le cadre de la poursuite du «Dialogue en matière de politique de logement».

Prestations immatérielles (points b, e et f du postulat)

Le canton a travaillé avec l'association faîtière¹⁵ concernée sur la mise en œuvre de la LELM et n'a pas développé de compétences propres. C'est donc cette association ou l'Office fédéral du logement qui sont compétents pour les questions spécifiques à la construction de logements à loyer modéré.

L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) est l'interlocuteur pour le conseil et la mise en réseau liés à l'aménagement du territoire. Cet office sensibilise les divers intervenants et milieux intéressés aux thèmes d'aménagement du territoire et indique aux autorités communales, aux aménagistes et aux maîtres d'ouvrage comment faire face aux tâches et défis actuels de manière appropriée. Il le fait au moyen de guides pour l'aménagement local (GAL) ou en suivant les processus d'aménagement et de mise en œuvre dans le cadre de son activité ordinaire.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire 42, postulat de M. Aebersold, Construction de logements à loyer modéré:

¹⁰ Des précisions sur l'encouragement par la Confédération se trouvent sous <http://www.bwo.admin.ch/index.html?lang=fr>

¹¹ Cf. «Dialogue en matière de politique du logement entre la Confédération, les cantons et les villes: rapport intermédiaire du groupe de travail, 3 décembre 2013», <https://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=51654>

¹² Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs du canton et des communes (LHID; RS 642.14))

¹³ Logement à prix avantageux – Un kit d'options à la disposition des villes et des communes, téléchargeable à l'adresse <http://www.bwo.admin.ch/index.html?lang=fr> => Documentation

¹⁴ Cf. art. 126a -126d, art. 128 et 129 du projet envoyé en consultation, téléchargeable à l'adresse <http://www.be.ch/portail/fr/veroeffentlichungen/geschaefte/vernehmlassungen.html>

¹⁵ Section Berne-Soleure de l'Association Suisse pour l'Habitat.

explorer de nouvelles pistes. M. Aebersold conteste le classement. Vous avez la parole, veuillez encore vous inscrire. Je demande aux groupes de s'inscrire. Monsieur, vous avez la parole.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Ich bin erstens dankbar, wenn Sie das Postulat unterstützen, und zweitens möchte ich kurz begründen, weshalb wir dieses nicht gleich abschreiben möchten. Die Antwort scheint mir etwas aus einem Zufallsgenerator zu kommen. Einen Innovationspreis gewinnt die Direktion von Regierungsrat Rickenbacher damit nicht. Es handelt sich um meinen letzten Versuch, Wohnen zu einem Thema zu machen und auf die politische Bühne zu bringen. Wohnbaupolitik und Wohnbauförderung geht aus unserer Sicht einher mit Raumentwicklung, Wirtschaftsförderung, Infrastrukturpolitik, Sozialpolitik und vielem mehr. Sie haben es vielleicht bemerkt: Diese vier Begriffe entsprechen den ersten vier Zielen aus den Richtlinien der Regierungspolitik 2015–2018. Ich habe eigentlich einen Bericht erwartet, der sich als Leitfaden anwenden liesse und vielleicht auch eine Analyse und gewisse Visionen enthält. Was wird uns als Antwort geliefert? Zuerst wird auf den Bundesrat und den Bund verwiesen. Danach wird bald einmal gesagt, die Gemeinden «seien halt», sie «sollten», «wollten» und «täten»... Aber leider passiert nichts. Die Analyse fehlt mir. Klar ist, dass wir in der Agglomeration ein Wohnproblem haben. Die Mieten steigen aber beispielsweise auch in Interlaken und zum Teil stimmt der Wohnungsmix nicht mehr. Mir fehlen die Visionen, dahingehend, in welche Richtung der Kanton als attraktiver Wohnstandort gehen will. Dies ist entscheidend, zumal wir gute Steuerzahlende brauchen und nicht Leute, die pendeln und den Kanton abends wieder verlassen. Aus diesem Grund möchten wir ein Zeichen setzen, indem wir sagen «So nicht!». Die Regierung hat nun einen zweiten Versuch. Ich bitte Sie, die Abschreibung ebenfalls nicht zu akzeptieren und den Auftrag aufrechtzuerhalten.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Das Postulat, von welchem ich hoffe, dass es nicht bestritten wird, will etwas sehr Wichtiges. Eigentlich schliesst es an verschiedene während dieser Session geführte Diskussionen an. So wurde mehrfach gesagt, wir wollten, dass Pendlerinnen und Pendler aus den anderen Kantonen wieder im Kanton Bern Wohnsitz nehmen, sodass wir weniger Verkehr und mehr Steuerzahlende haben. Darin sind wir uns wohl alle einig. Dies scheint mir als gemeinsames Ziel auch sehr wichtig. Um hier wohnen zu können, braucht es Wohnraum. Es ist nun einmal ein Fakt, dass in den grossen Agglomerationen dieses Kantons eine Nachfrage nach Wohnungen vorhanden ist. Allerdings hat es zu wenige Wohnungen. Angesichts dessen ist das vorliegende Postulat zur Förderung des preisgünstigen Wohnungsbaus dermassen wichtig. Deshalb bitten wir Sie auch um Unterstützung. Die Antwort des Regierungsrats enthält – wie von Michael Aebersold bereits erwähnt – eine Auflistung aller möglichen zu ergreifender Massnahmen. Die Antwort macht fast den Anschein, eine Fleissarbeit zu sein. Dennoch ist sie blutleer, umso mehr als das Fazit besagt, dass man nichts tun kann und will. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich erinnere daran, was in Artikel 40 unserer Kantonsverfassung (KV) steht. Ich

bitte Sie alle, diesen Artikel nochmals nachzuschlagen. Artikel 40 KV sagt klar, dass Kanton und Gemeinden das preisgünstige Wohnen fördern. Ich weiss, dass die Ratsmehrheit das entsprechende Gesetz abgeschossen hat. Trotzdem bleibt der Verfassungsauftrag bestehen. Es ist eine Aufgabe des Kantons, den gemeinnützigen und preisgünstigen Wohnungsbau zu fördern. Daran ändert sich auch mit den manchmal anders liegenden Mehrheiten nichts.

Der Grund, weshalb die grüne Fraktion und ich es wichtig finden, die Abschreibung zu bestreiten, ist einfach: Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass auf Bundesebene ein Dialog mit allen Partnern – den Kantonen, den Gemeinden und Fachorganisationen – stattfindet. Der vor etwa anderthalb Jahren zum Laufen gekommene wohnungspolitische Dialog hat denn bereits verschiedene Massnahmen formuliert. Der Kanton Bern liegt aber weit hinter dem zurück, was auf eidgenössischer Ebene auch als Massnahmen für die Kantone und Gemeinden formuliert wurde. Gegen die Abschreibung spricht, dass der Regierungsrat den wohnungspolitischen Dialog, zu welchem am 2. Dezember 2014 ein neuer Bericht erschienen ist, nicht berücksichtigt hat. Dies ist sehr bedauerlich, zumal die Antwort der Regierung vom 17. Dezember 2014 datiert. (*La présidente agite sa cloche.*) Folglich lag der Bericht bereits vorher vor. Es wäre deshalb wichtig und richtig, dass sich die Regierung nochmals überlegt, was für den Kanton Bern richtig, wichtig, aber auch möglich wäre, anstatt den Vorstoss einfach zu schubladisieren. Die grüne Fraktion unterstützt das Anliegen, preisgünstigen Wohnraum vor allem dort zu schaffen, wo er notwendig ist. Vor allem drückt der Schuh am meisten in den Agglomerationen. Die gleiche Problematik haben aber auch verschiedene Gemeinden bis ins Berner Oberland. Deshalb sollte genauer hingeschaut werden. Eine Abschreibung würde einer Schubladisierung gleichkommen. Wir sind der Meinung, dass es dieses Anliegen verdient, aufgenommen zu werden, indem der Regierungsrat nochmals den letzten Bericht genauer anschaut, zumal er an diesem auch beteiligt war. Dies gilt auch für die dort enthaltenen, auch an die Kantone gerichteten Empfehlungen. Aus diesem Grund empfiehlt Ihnen die grüne Fraktion, das Postulat zu unterstützen und dessen Abschreibung zu bestreiten.

Erich Hess, Berne (UDC). Die Pendlerinnen und Pendler kommen nicht wegen der Mietzinse nicht in den Kanton Bern. Nein, sie kommen vielfach nicht, weil die Steuern und Abgaben im Kanton Bern viel höher sind als in den umliegenden Kantonen. Es liegt nicht an den Mietzinsen. In den Randregionen der Stadt Bern haben Sie zum Teil vernünftige Mietzinse. Es ist nun einmal so, dass die Mietzinse in städtischen Agglomerationen immer etwas teurer sind. Dies ist aber weltweit der Fall. Insofern handelt es sich hier um keinen Einzelfall. Es kann nicht sein, dass man staatlich in die Wohnbaupolitik und den Wohnmarkt eingreift. Ansonsten haben wir Zustände wie vor 50 Jahren zu Zeiten des Kommunismus in Russland. Der Staat soll sich möglichst im Sinne der freien Marktwirtschaft heraushalten. Dabei soll er aber die Rahmenbedingungen so setzen, dass es für alle interessant sein kann, günstige Wohnungen zur Verfügung zu stellen. Die Steuerflut, die auf die Liegenschaftsbesitzer zukommt, beginnt schon nur bei der Handänderungssteuer.

Diesbezüglich wurde die Initiative des Hauseigentümergebietes hier verpasst, weshalb die Handänderungssteuer leider nicht völlig weggefallen ist. Das wäre ein erster Schritt gewesen. Wenn Sie heute ein Mehrfamilienhaus kaufen, müssen Sie wissen, dass 1,8 Prozent davon entrichtet werden müssen. Bei den heute gerade in städtischen Regionen nur noch sehr tiefen Bruttorenditen müssen Sie die Handänderungssteuer im Prinzip auf die Mietzinse ausschlagen können. Folglich haben Sie bei den tiefen Nettorenditen etwa ein bis zwei Jahre, bis Sie die Handänderungssteuer bezahlt haben. Weiter geht es natürlich mit der zu bezahlenden Liegenschaftssteuer und dem Versteuern der Mietzinse, aber auch mit den baulichen Vorschriften. Mit diesen verteuert der Staat das Wohnen massiv.

Im Kanton Bern fallen auch sehr viele Liegenschaften unter den Denkmalschutz. Dieser erlässt massive Vorschriften, welche das Bauen verteuern. Die Baubewilligungsverfahren kosten ebenfalls sowie anderes mehr. Wie Sie sehen, sind dies Kosten, für welche der Staat verantwortlich ist. Wir können nicht nur ein paar wenigen vergünstigtes Wohnen gewährleisten. Sonst kommt es so heraus wie in der Stadt Bern, wo das preisgünstige Wohnen nur wenigen SP-Kaderleuten zur Verfügung steht. Gisela Vollmer und Kompanie lassen grüssen. Wir müssen dafür besorgt sein, dass wir die Rahmenbedingungen für die Investoren von Wohnungen verbessern können. Gegen die vielfach vorhandenen Wohnbaugenossenschaften hat die SVP grundsätzlich nichts. Allerdings haben wir etwas dagegen, dass diese anders behandelt werden als alle anderen juristischen und natürlichen Personen, die in den Wohnbau investieren. Wir müssen gleich lange Spiesse für alle haben. Im Weiteren sind die Wohnungsmieten nicht derart gestiegen, wie es die linke Seite immer wahrhaben will. Sie müssen beachten, wie hoch das Durchschnittseinkommen während der letzten 30 Jahre angestiegen ist und um wie viel die Mietzinse in diesem Zeitraum angestiegen sind. Vergleichen Sie dies, zeigt sich klar, dass die Wohnungspreise im Verhältnis zu wenig angestiegen sind. Deshalb bitte ich Sie namens der SVP-Fraktion, dieses Postulat klar abzulehnen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich bin nicht sicher, ob wir bereits über den Inhalt des geforderten Berichts diskutieren oder einzig und allein über den Vorstoss, das heisst, über ein Postulat, welches einen Bericht verlangt. Einzig zu Letzterem haben wir uns in unserer Fraktion vorbereitet. Vorab gibt es Folgendes zu sagen: Ich bin nicht ganz sicher, ob mit diesem Postulat wirklich auch ein Bericht verlangt werden kann. Um einen Bericht zu verlangen, hätte ich wohl eher die Motionsform bevorzugt. Dies, weil es sich beim Postulat um einen Prüfungsauftrag handelt, bei welchem der Regierungsrat in der Wahl des Vorgehens frei ist. Er kann zwar einen Bericht erstellen, muss es aber nicht. Aus diesem Grund haben wir bereits ein formelles Problem. Herr Aebersold muss das Postulat nicht in eine Motion umwandeln, wie er dies gerade hat tun wollen. In den vergangenen Jahren haben wir hier oft über Wohnbaupolitik diskutiert. Im Zusammenhang mit diesen Diskussionen, aber auch mit der Initiative «Günstig wohnen» und dem Gesetz über die Förderung des preisgünstigen Mietwohnungsangebots (PMG) wurden seitens des Regierungsrats verschiedene Dokumente und Erläuterungen vorgelegt,

welche dieses politische Thema umschrieben haben. Aus unserer Sicht bedarf es keines zusätzlichen Berichts zur Frage, wie man dieses Thema wieder auf die politische Agenda des Grossen Rates setzen kann. Aus diesem Grund sind wir der Meinung, dass dieser Vorstoss nicht angenommen werden sollte. Ich bitte Sie um Ablehnung des Postulats und – sollte es wider Erwarten überwiesen werden – ebenfalls um Abschreibung.

Noch ein Hinweis zu den Aussagen von Frau Imboden: Sie hat gesagt, wir hätten das PMG abgeschossen. Das ist nicht ganz richtig. Das PMG wurde mit dem festen Versprechen der Befürworter eingeführt, dass es befristet sei. Die Befürworter sind jene in diesem Saal, die dieses Gesetz befürwortet haben. Aber auch der Regierungsrat hat auf eine ausdrückliche Befristung hingewiesen. Die Befristung ist abgelaufen. Deshalb kann hier nicht in populistischer Weise die Rede davon sein, dass das PMG abgeschossen worden wäre. Ich bitte Sie, den Vorstoss abzulehnen.

Ursula Zybach, Spiez (PS). Der Titel dieses Postulats sagt genau, worum es geht. Es geht nämlich darum, neue Instrumente und Wege zu prüfen. Heute haben wir bereits einmal ziemlich lange über Denken und Prüfen gesprochen. Dieses Postulat wirft verschiedene Fragen rund um den preisgünstigen Wohnungsbau auf. Die Antwort der Regierung zeigt eigentlich, dass dem preisgünstigen Wohnungsbau im Kanton Bern durchaus eine grosse Bedeutung zukommt, weshalb ein Bericht sinnvoll wäre. Lassen Sie mich dies kurz mit einem Blick auf die Internetseite des Kantons ausführen. Dort ist unter anderem zu lesen, dass ein attraktiver Wohnstandort wesentlich zu unserer Lebensqualität beiträgt und dass der Kanton Bern aufgrund seiner gut ausgebildeten Infrastruktur und der intakten Landschaft bessere Voraussetzungen dafür bietet. Man liest denn auch, dass der Kanton dies speziell fördern möchte. Schaut man nach, was zum Thema des preisgünstigen Wohnungsbaus im Kanton Bern steht, ist man nicht mehr ganz sicher, ob man bereits im Jahr 2015 angelangt ist oder sich doch noch im vergangenen Jahr befindet. Dazu steht, dass die Schaffung und der Erhalt von preisgünstigen Mietwohnungen ein wichtiges Anliegen sei und dass man im Kanton Bern bis Ende 2014 gemeinnützige Wohnbauträger bei Planung, Machbarkeitsstudien und Vorprojekten unterstützen könne. Irgendwie steckt man immer noch im letzten Jahr! In diesem Jahr gibt es allerdings gar keine Leistungen mehr. Für die eigentliche Realisierung wird man an den Bund weiterverwiesen. Liest man dort auf der entsprechenden Internetseite nach, sieht man, dass der Bund direkte und indirekte Förderungen betreibt, im Moment aber nur die indirekten Förderungen stattfinden. Es verhält sich ähnlich wie beim Fussballspiel: Jeder gibt den Ball dem anderen weiter, aber ein Goal schiesst zurzeit niemand.

Zwecks einer zukunftsgerichteten Förderung des preisgünstigen Wohnungsbaus bedarf es der Zusammenarbeit mit den privaten Landeigentümern, den Wohnbauträgern und Bauherren. Städten und Gemeinden kommt zweifellos eine wichtige Rolle zu. Verortet man es nur an den einzelnen Stellen, vergibt man sich eine Chance. Es ist die Chance, die wir vorhin bei der Diskussion über das Postulat gepackt haben, wie der Kanton Bern künftig aussehen könnte. Es ist das Denken, das Überlegen, was man wirklich tun könnte.

Es braucht nicht nur die einzelnen Städte und Gemeinden, um aktiv zu werden. Das Ganze muss in funktionalen Räumen angedacht werden. Dazu braucht es einen Bericht. Ein solcher ist notwendig, damit im Kanton Bern künftig eine aktive kantonale Wohnbaupolitik erkennbar ist. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist deshalb klar der Meinung, dass dieses Postulat überwiesen werden sollte, damit gedacht werden kann, sodass wir einen entsprechenden Bericht erhalten werden. Aus diesem Grund möchten wir das Postulat nicht bereits heute abschreiben.

La présidente. Avant que nous n'entendions le prochain porte-parole du groupe PLR, j'aimerais vous donner une information. Comme vous pouvez le constater, nous sommes ici à la dernière motion de la Direction de l'économie. Peut-être arrivons-nous à finir les affaires de cette Direction jusqu'à 11 heures 45. Si nous arrivons à voter cette motion d'ici-là, je propose que l'on fasse encore le crédit de la Direction des finances. Et la motion de M. Schnegg sera reportée au mois de juin. M. Schnegg est venu me dire qu'il était prêt à retirer pour économiser les 30 000 francs cet après-midi, cela, ce n'est pas normal. Mais, si l'on voit que cela joue, on finit ce matin donc avec cette motion, le crédit de la Direction des finances, et après l'après-midi serait libre. Si l'on voit que cela bouscule cette motion, on sera de nouveau là à 13h30. Monsieur, vous avez la parole.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich kann mich kurz fassen. Der Grosse Rat hat im letzten Jahr das Weiterführen des Gesetzes über die Förderung des preisgünstigen Mietwohnungsangebots abgelehnt. Die Ausgangslage hat sich inzwischen nicht verändert. Eigentlich gibt es im Kanton Bern günstige Wohnungen. Die Frage ist höchstens, ob sich diese dort befinden, wo man sie haben will. Die Leute müssten flexibel genug sein, um allenfalls den Wohnort zu wechseln. Neu erstellte Wohnungen sind tatsächlich selten preisgünstig; daran sind aber primär die Lohnkosten der Arbeitnehmer schuld. Dies ist wiederum ein anderes Thema. Die FDP-Fraktion unterstützt den Bericht der Regierung. Für uns stimmt dieser. Deshalb beschliessen wir Annahme und gleichzeitige Abschreibung des Postulats.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Ich bin Mitpostulantin, spreche hier aber für die EVP-Fraktion. Wir unterstützen dieses Postulat und bestreiten dessen Abschreibung. Auch wir sind der Ansicht, das Thema des preisgünstigen Wohnungsbaus sollte weiterverfolgt werden. Dabei geht es nicht in erster Linie um Sozialhilfebezüger und Rentner, die davon profitieren sollen. Diese sind abgedeckt, weil ihre Mieten entweder von der Sozialhilfe bezahlt werden oder weil sie Ergänzungsleistungen beanspruchen. Es geht beispielsweise viel mehr um Familien mit nicht sehr grossen oder kleinen Einkommen, die mit Ach und Krach selber über die Runden kommen. Wir behaupten auch nicht, dass preisgünstige Wohnungen überall im Kanton Bern ein Problem sind. Vor allem leiden die Städte, weil vor allem grosse und günstige Familienwohnungen fehlen. Gerade die Stadt Bern ist stark davon betroffen. Seit Jahren ist bei uns der Saldo von Familien negativ. Dafür gibt es natürlich verschiedene Gründe, nicht nur derjenige der preisgünstigen Wohnungen.

Die Antwort des Regierungsrats ist schlicht mutlos; man erhält den Eindruck, das Problem existiere gar nicht. Dem ist aber nicht so! Dass in dieser Hinsicht so wenig gelaufen ist oder läuft, liegt an den politischen Mehrheiten und nicht daran, dass das Problem nicht vorhanden wäre. Im Gegenteil: Die Städte Zürich und Basel haben eine lange Tradition von Genossenschaften im Wohnungsbau. Die Städte im Kanton Bern haben dies nicht. Weshalb dem so ist, weiss ich nicht. Vielleicht waren die politischen Mehrheiten bereits damals anders, als diese Tradition am Anfang des letzten Jahrhunderts aufgekommen ist. Wir fordern den Regierungsrat auf, nicht aufzugeben und einen neuen Anlauf zugunsten des günstigen Wohnungsbaus zu unternehmen, um im Sinne des Postulats Möglichkeiten zu prüfen. Aus unserer Sicht handelt es sich dabei um gut investiertes Geld, besonders weil mehr Familien entlastet werden, die dadurch in der Lage sind, einigermassen selbstständig, ohne Sozialhilfe, zu existieren. Geld, welches man in die Entlastung von Familien investiert, kommt bekanntlich früher oder später zurück. Ich bitte Sie, das Postulat zu unterstützen und dieses auch nicht abzuschreiben.

La présidente. Y-a-t-il des intervenants à titre personnel? – Non plus. Donc, M. le directeur, vous avez la parole.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. (*La présidente agite sa cloche.*) Die Frage, ob in diesem Bereich etwas geschieht oder nicht, liegt an den politischen Mehrheiten. Betrachtet man die letzten vier bis fünf Jahre, kann dem Regierungsrat wohl kaum zum Vorwurf gemacht werden, er nehme das Problem nicht ernst. Wir haben dieses Thema mit verschiedenen Anträgen und Gesetzesprojekten vorangetrieben. Dennoch musste die Regierung zur Kenntnis nehmen, dass im Kanton Bern zumindest auf kantonaler Ebene die politischen Mehrheiten im Themengebiet der Wohnbauförderung anders sind. Ob sich dies in den Städten anders verhält, ist wiederum eine andere Frage und muss auf städtischer Ebene gelöst werden. Vor diesem Hintergrund hat der Regierungsrat bei der Behandlung dieses Postulats ebenfalls gewichten müssen, wie sich dieses Parlament gerade auch in der jüngsten Vergangenheit positioniert hat. So hat es vor noch nicht allzu langer Zeit entschieden, das auf kantonaler Ebene bestehende Gesetz zur Wohnbauförderung nicht mehr weiterzuführen. Dies war eine klare politische Meinungsäusserung des kompetenten Organs. In Anbetracht dessen kann man dem Regierungsrat wohl kaum vorwerfen, das Problem nicht zu erkennen und nicht vorwärtzumachen. Der Regierungsrat hat ganz einfach die politischen Gegebenheiten in Bezug auf dieses Themengebiet zur Kenntnis genommen. Immerhin hat der Regierungsrat in seiner schriftlichen Antwort ausführlich zur Problematik des preisgünstigen Wohnungsbaus im Kanton Bern Stellung bezogen. Wir haben aufgezeigt, welche Instrumente auf eidgenössischer Ebene vorhanden sind und dass diese ebenso für den Kanton Bern gelten bzw. auch, was man trotz der politischen Mehrheiten tun kann. Dennoch ist der Regierungsrat zur Einsicht gelangt, dass einerseits die Antworten auf die Fragen von Herrn Grossrat Aebersold geliefert wurden und wir andererseits ökonomisch mit unseren Kräften umgehen müssen. Dies, weil es angesichts der politischen Mehrheiten nicht

viel bringt, die Verwaltung mit einem separaten Bericht zu diesen Fragen zu beschäftigen. Deshalb beantragt Ihnen die Regierung, das Postulat anzunehmen, es jedoch aufgrund der ausführlichen schriftlichen Antwort gleichzeitig abzuschreiben.

La présidente. Nous passons tout de suite au vote, et ceci en deux fois. Tout d'abord, si vous acceptez le postulat, et après, nous voterons sur son classement, oui ou non. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 66

Non 72

Abstentions 2

La présidente. Vous avez refusé ce postulat. Je remercie M. le directeur de l'économie. Je vous souhaite une bonne journée.

Affaire 2015.RRGR.139

Groupe de produits Trésorerie; excédent de rentrées financières inférieur au montant budgété pour 2014. Crédit supplémentaire

Annexe 04, ACE 107/2015

La présidente. Mme la directrice des finances, c'est à vous. Nous passons à l'affaire 50, demande de crédit. M. Burkhalter, est-ce que vous voulez prendre la parole? – Non. Est-ce que c'est contesté? – Nous passons donc au vote. Affaire 50, demande de crédit, Groupe de produits Trésorerie; excédent de rentrées financières inférieur au montant budgété pour 2014. Crédit supplémentaire. Ceux qui acceptent ce crédit supplémentaire votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 137

Non 0

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce crédit. Mme la directrice des finances, je vous remercie.

Affaire 2014.RRGR.866

N° de l'intervention: 155-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 29.08.2014

Déposée par: Schnegg (Champroz, UDC)
(porte-parole)

Cosignataires: 1

N° d'ACE: 115/2015 du 4 février 2015

Direction: FIN

Créer une marge de manœuvre financière pour le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures permettant de réduire le personnel de l'administration du canton de Berne d'au moins 10 pour cent par rapport à la situation 2013, à savoir de supprimer 800 EPT (Equivalent Plein Temps) par rapport au total de 2013, 17 917 EPT, (- Université et Hautes écoles, 5 942.9 EPT), (- Psychiatrie [en cours d'autonomisation], 1 768 EPT), (- Police cantonale, env. 2 300 EPT) = Base 7 900 EPT, et ce pour le 31 décembre 2016.

La suppression de 800 EPT dans les effectifs du personnel cantonal (Kantonspersonal), sans toucher aux effectifs du personnel enseignant (Lehrkräfte), au personnel de l'Université, des hautes écoles, de la psychiatrie (en cours d'autonomisation) et de la Police cantonale. Cette réduction permettra de générer des économies pour un montant annuel d'environ 80 millions de francs.

Développement :

Le nombre EPT du personnel cantonal est passé de 13 342 EPT en 2004 à 17 917 EPT en 2013, soit 4 575 nouveaux postes de travail à plein temps. Ce qui représente une dépense annuelle d'environ 460 millions de francs au tarif moyen annuel d'un EPT du canton de Berne, à savoir 100 411 de francs.

Il faut également relever que durant cette même période, de nombreuses modifications ont été mises en œuvre pour réduire la charge administrative cantonale. Je me permets de n'en citer que quelques-unes, à savoir :

- Réduction du nombre de préfectures.
- Réduction du nombre de communes.
- Autonomisation (dans des sociétés anonymes) de certains services cantonaux (par exemple hôpitaux, prochainement psychiatrie).
- Déclaration fiscale par internet.
- Développement des outils informatiques et d'internet.

Malgré cela, le personnel cantonal a connu une croissance de 34.29 pour cent.

Il est donc urgent de prendre des mesures rapidement pour pouvoir donner à notre canton une marge de manœuvre financière pour faire face aux nombreux défis qui l'attendent et stopper cette « inflation administrative ».

Les mesures EOS se sont particulièrement concentrées sur les prestations offertes par le canton en ménageant particulièrement l'administration cantonale. Il semble donc opportun de prendre maintenant des mesures dans les services de l'administration cantonale.

Avec le développement des technologies de l'information, mais également avec les mesures déjà prises ou encore à prendre (par exemple autonomisation de la psychiatrie), l'administration cantonale doit pouvoir faire face à une telle réduction de son personnel sans remettre en cause fondamentalement son organisation ni les prestations offertes.

Réponse du Conseil-exécutif

Ces deux dernières années, le Conseil-exécutif et le Grand Conseil ont déjà pris position sur plusieurs interventions qui exigeaient une réduction linéaire des postes¹⁶. Ces interventions avaient pour but de réduire les effectifs du personnel pour des raisons financières et visaient principalement des suppressions de postes de l'administration centrale.

Le Conseil-exécutif et le Grand Conseil se sont tous deux opposés par le passé à une réduction linéaire des postes (sauf dans le cas de la motion 231-2012 Knutti [Weissenburg, UDC] « Suppression de postes dans toutes les Directions », que le Grand Conseil a adoptée sous forme de postulat).

Concernant l'exigence d'une réduction linéaire des postes, le Conseil-exécutif a toujours souligné que pour lui, la question à laquelle il s'agit de répondre en priorité au moment de définir des mesures d'allègement, c'est celle de savoir quelles tâches et quelles prestations l'Etat doit encore fournir à l'avenir, et dans quelle ampleur. La réponse à cette question a également été au cœur des travaux d'élaboration des mesures d'allègement dans le cadre de l'examen des offres et des structures EOS 2014.

Aussi le Conseil-exécutif estime-t-il que le renversement de la méthode demandé dans la présente intervention (d'abord supprimer des postes puis, dans un deuxième temps, décider des tâches ou prestations publiques qui pourront encore être accomplies ou offertes par le personnel restant) reste inappropriée. Le Grand Conseil et le Conseil-exécutif devront continuer de désigner les tâches ou les prestations qu'il faut réduire ou abandonner, notamment dans l'hypothèse de futurs plans d'assainissement. Et dans bien des cas, cela se traduira aussi par des suppressions de postes. Pour exercer son pilotage, un Etat doit pouvoir évaluer globalement l'accomplissement des tâches et les moyens mis à disposition à cet effet. Réduire les effectifs sans examiner les tâches contrevient à cette règle.

Le Conseil-exécutif propose par conséquent le rejet de la présente intervention. Les exigences de cette motion vont du reste nettement au-delà des demandes de réduction de postes que le Grand Conseil a déjà discutées et finalement rejetées ces dernières années (M 237-2012 [chiffre 1] et M 215-2013) ou qu'il a adoptées sous la forme moins contraignante du postulat (M 231-2012).

Par ailleurs, le Conseil-exécutif fait observer que l'effectif des postes de l'administration cantonale a certes augmenté entre 2004 et 2014, comme le motionnaire l'indique à juste titre ; mais cette augmentation a largement résulté d'une volonté politique (notamment avec les projets «Police BE» et «LOBENAR» à la Police cantonale ou avec l'engagement de 40 experts fiscaux supplémentaires à l'Intendance des impôts dans les années 2005 à 2008) et elle est intervenue en grande partie précisément dans les secteurs dont la présente motion ne tient pas compte (p. ex. Université et Hautes écoles en raison de la forte augmentation du

nombre d'étudiants, renforcement de la protection des ambassades, mise en service de la prison régionale de Berthoud ou introduction du passeport biométrique à la POM, etc.). La création de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte compétente (APEA) selon le « modèle cantonal », qui a été décidée par le Grand Conseil au 1.1.2013, a elle aussi contribué à une forte hausse du nombre de postes (environ 140 postes à plein temps). En même temps, l'instauration des centres hospitaliers régionaux sous forme de sociétés anonymes en 2007 n'a par exemple entraîné aucune réduction de postes car les hôpitaux publics ne font pas partie de l'administration cantonale, à la différence des institutions psychiatriques cantonales.

Le Conseil-exécutif considère pour conclure que, conformément à sa politique financière « définie à tête reposée », il faut maintenant s'appliquer dans un premier temps à mettre en œuvre les nombreuses mesures adoptées dans le cadre des plans d'allègement passés, qui englobent aussi une réduction des postes. Compte tenu de la stabilisation générale de la situation financière, le Conseil-exécutif ne voit pas la nécessité de la suppression radicale d'environ 800 postes à plein temps exigée dans la motion, avec les dures conséquences que cela implique pour le personnel concerné. En outre, contrairement à ce qu'avance l'auteur de la motion, une telle réduction des postes ne pourrait pas intervenir de manière réaliste sans entraîner des coupes considérables dans les offres et les prestations du canton. En conséquence, le Conseil-exécutif propose le rejet de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. M. Schnegg, nous reportons donc votre motion au mois de juin. Ainsi nous avons fini, mais je vous demande encore deux minutes. Nous sommes déjà à la fin de cette session de mars. Je pense et je suis certaine que l'un ou l'autre d'entre vous pense que nous ne savons pas planifier, car on avait en fait prévu la durée des délibérations jusqu'à mardi prochain. J'aimerais vous rappeler une chose, c'est que, avec l'ancien droit parlementaire, vous discutiez encore une à deux heures des motions que vous vouliez retirer. À l'heure actuelle, si vous retirez une motion, en trois minutes, elle est réglée. Donc, pour cette session, sept motions ont été retirées et on a eu besoin d'une trentaine de minutes, alors que nous, le Bureau, avions prévu en tout cas sept heures. C'est donc par rapport à cela qu'il est beaucoup plus difficile de planifier les sessions.

C'est ma dernière session en tant que présidente, c'est la dernière fois que j'ai eu le plaisir de vous diriger. Quand je dis plaisir, cela a vraiment été un plaisir, mais comme vous me l'avez fait sentir hier matin, ce n'est pas facile de diriger 159 «Omega-Tiere». Mais, malgré tout, les séances du Bureau, les discussions entre les partis, les présidents des partis et les présidents des groupes ont été très fructueuses, et je trouve que l'on a fait du bon travail. Mon discours de clôture, ce n'est pas pour aujourd'hui, ce sera au mois de juin. Je suis présidente du Grand Conseil jusqu'à la fin mai, et je ferai mon discours de clôture avant de céder ma place à mon successeur. J'aimerais ici remercier le service parlementaire, spécialement le secrétaire général, M. Trees et Mme Sandra Lager ici présente. Tout le ser-

¹⁶ Exemples : M 237-2012 Kohler (Steffisburg, PBD) «Réduire les tâches et les prestations pour économiser», M 215-2013 Knutti (Weissenburg, UDC) «Economiser dans l'administration centrale plutôt qu'au détriment des plus faibles» ou M 231-2012 Knutti (Weissenburg, UDC) «Suppression de postes dans toutes les Directions»

vice, je n'ose presque pas dire, tous ceux qui sont à nos petits soins, j'en cite un ou deux, par exemple M. Roland Schneeberger, les dames du guichet, les personnes en bas à la cafétéria, et chers collègues, je vous remercie pour le bon travail que l'on a fait ensemble. M. Brand a encore la parole. (*Applaudissements*)

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich habe der Präsidentin bereits angedroht, noch etwas zu sagen, auch wenn dies nicht traktandiert ist. Béatrice, ich möchte dir ganz herzlich für die Leitung der Sessionen danken. Wir haben ab Juni ein neues Parlamentsrecht gehabt. Mit der Umsetzung des neuen Parlamentsrechts hast du somit eine gewaltige Aufgabe übernommen. Wir können sicher alle sagen, dass du diese mit Bravour gemeistert hast. Klar, hast du dem einen oder dem anderen das Mikrofon ausgeschaltet. Klar, hat sich der eine oder andere aufgeregt, wie dies heute Morgen auch der Zeitung zu entnehmen war. Du hast wenigstens alle Parteien gleich behandelt. Es ist nicht nur der linken und grünen Seite so ergangen, sondern es hat auch Leute von uns getroffen, die nicht mehr zu Ende sprechen durften. Ich glaube, dass wir effizienter geworden sind. Dies nicht zuletzt, weil du die Sitzungen dermassen prägnant und gut geleitet hast. Nun bist du noch bis Ende Mai Grossratspräsidentin. Dies ist aber die letzte Session, die du hast leiten dürfen. Ganz herzlichen Dank, Béatrice, und alles Gute für die letzten zwei Monate! (*L'orateur remet un bouquet de fleurs à la présidente. Applaudissements prolongés.*)

La présidente. Merci !

Fin de la séance et de la session à 11 heures 45.

Les rédactrices :

Eva Schmid (d)

Catherine Graf Lutz (f)

Annexe 1

Affaires de la session de mars 2015 traitées selon la procédure écrite

Questions

Affaire 2014.RRGR.1247

Questions déposées par les membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif

Question 12

Knutti Thomas, Weissenburg (UDC) - Pénurie de places de stationnement autour du bâtiment administratif de Thoune

Le nouveau bâtiment administratif de la Scheibenstrasse à Thoune est une mesure de centralisation de plus qui a été imposée aux citoyens et citoyennes. Ce qui a été négligé lors de la construction de ce bâtiment, c'est l'aménagement de places de stationnement en nombre suffisant.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Pourquoi a-t-on aménagé pour ce bâtiment administratif seulement 20 places de stationnement ?
2. Le Conseil-exécutif estime-t-il qu'il faut se déplacer en transports publics pour se rendre dans les locaux de l'administration ?
3. Est-il prêt à se pencher sur la question et à améliorer la situation ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

1. L'administration cantonale loue les locaux de la Scheibenstrasse à Thoune. Du fait de l'actuel plan de quartier, le bailleur ne peut pas mettre de places de stationnement supplémentaires à disposition pour les visiteurs et les visiteuses.
2. Le Conseil-exécutif encourage l'utilisation des transports publics, et l'emplacement du bâtiment administratif à Thoune a été choisi de manière à ce que celui-ci soit facilement accessible en transports publics. Les clients et clientes qui se déplacent en voiture peuvent se garer sur l'une des nombreuses places de stationnement publiques de la ville.
3. La ville de Thoune prévoit d'adapter le plan de quartier, et de mettre à disposition des places supplémentaires pour le stationnement de courte durée le long de la Scheibenstrasse et devant le bâtiment 11. La procédure correspondante est en cours.

Question 16

Krähenbühl Samuel, Unterlangenegg (UDC) - Interruption de la construction de la galerie de service

Une galerie de service est en construction sur le site de l'Hôpital de l'Île entre la Maternité et le Centre des soins

intensifs, des urgences et de chirurgie IUC. Selon le projet, cette galerie devait être fonctionnelle en automne 2014. Les coûts sont prévus à 11,5 millions de francs. Or, les travaux ont été interrompus.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes au Conseil-exécutif :

1. Pourquoi les travaux de construction de la galerie ont-ils été interrompus ?
2. Quels sont les coûts supplémentaires qui découleront de l'interruption des travaux ?
3. Quelle est la Direction responsable de ce projet de construction ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

1. Lors de sa séance du 15 septembre 2014, le Conseil d'administration de l'Hôpital de l'Île et de Spitalnetz Bern AG a décidé d'interrompre temporairement les travaux sur la galerie de service. Jusque-là, l'Hôpital de l'Île était toujours parti du principe que le raccordement à la Maternité de cette galerie destinée à l'alimentation en agents et en fluides était possible malgré la façade défectueuse. A la suite d'investigations complémentaires, le Conseil d'administration a maintenant décidé de coordonner ce raccordement avec le chantier sur la façade sud de la Maternité. La construction de la galerie reprendra par conséquent après la réfection de la façade, soit vraisemblablement en 2019. L'Hôpital de l'Île en a informé le public par un communiqué de presse le 17 septembre 2014.
2. Le chiffrage des coûts supplémentaires est en cours. L'Hôpital de l'Île devrait en principe les prendre en charge, dans la mesure où l'interruption des travaux relève de son fait.
3. La Direction cantonale compétente pour ce projet est la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE).

Question 9

Hess Erich, Berne (UDC) - Nombre de naturalisations dans le canton de Berne

Cette semaine, les Chambres fédérales ont accordé leur garantie à la modification de la Constitution bernoise avec les nouvelles dispositions sur la naturalisation.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre à la question suivante :

Combien de personnes par année ont été naturalisées selon une procédure ordinaire (donc sans les naturalisations facilitées) entre 2010 et 2014 ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

Nombre de personnes naturalisées selon une procédure ordinaire entre 2010 et 2014:

2010	1998 personnes
2011	2037 personnes
2012	1861 personnes

2013 1486 personnes

2014 1025 personnes

Les statistiques relatives aux procédures de naturalisation ordinaire depuis 2006 (subdivisées en pays d'origine, mineurs/jeunes et communes) peuvent être consultées en tout temps sur le site du canton, à l'adresse www.be.ch/opm sous « Naturalisations » -> Statistiques, et sur la page des statistiques du canton de Berne.

Question 15

Députation, Zuber Maxime, président - Soutien logistique de la Protection civile à l'organisation de la Foire de Chindon

Figurant sur la liste des « traditions vivantes du canton de Berne » et attirant à chacune de ses éditions plus de 50 000 visiteurs, la Foire de Chindon constitue une manifestation d'importance cantonale qui contribue au rayonnement non seulement de la commune de Reconvilier mais plus largement de toute la région. Nul n'est besoin d'énumérer ici les retombées très positives sur les plans économique et touristique de cet événement-phare qui, depuis 1632, met en valeur le Jura bernois.

L'organisation de cette manifestation n'est pas une mince affaire. Plus de 120 personnes sont mobilisées pour offrir des conditions idéales aux milliers de visiteurs, aux 550 stands, 400 têtes de bétails, etc... Jusqu'ici, la protection civile prêtait main forte aux organisateurs en mettant 80 civilistes à leur disposition.

En novembre dernier, le président de la commission communale en charge de l'organisation a sollicité le même soutien logistique pour l'édition 2015. Or, le Centre régional de compétences de la protection civile du Jura bernois a refusé cette requête en indiquant que sa Commission de gestion a décidé que dorénavant les astreints PCi seraient engagés « dans les cours de répétition exigés par le canton, dans leurs services respectifs pour exécuter les tâches qui leur correspondent ». En début d'année, les organisateurs ont renouvelé et revu leur demande à la baisse en sollicitant la mobilisation de 60 astreints (au lieu de 80). Ils se sont heurtés au même refus.

Face à ce blocage, le Conseil municipal de Reconvilier a sollicité expressément la Députation pour une intercession en vue trouver une solution entre les responsables de la Protection civile et les organisateurs de la Foire.

Compte tenu de ce qui précède et au moment où le Grand Conseil est appelé à se prononcer sur l'engagement de la protection civile dans l'organisation des courses de coupe du monde de Wengen et d'Adelboden, la Députation prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle importance la Foire de Chindon revêt-elle aux yeux du Conseil-exécutif ?
2. Le Conseil-exécutif, respectivement la Direction de la police et des affaires militaires, acceptent-ils d'intervenir auprès des partenaires concernés en vue de régler ce litige et de permettre à la Protection civile d'apporter, comme par le passé, son soutien logistique à l'organisation de cette manifestation, pour son édition 2015 et les suivantes ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. Le Conseil-exécutif reconnaît pleinement l'importance que revêt la Foire de Chindon pour le Jura bernois.
2. Compte tenu du principe de subsidiarité et de l'autonomie des communes, le Conseil-exécutif ne remet pas en question la décision prise par l'autorité directrice de l'organisation de la protection civile (OPC) du Jura bernois. Il renonce à intervenir dans cette affaire et à contraindre l'OPC à un engagement lors de la Foire de Chindon. Il suggère que la commune concernée prenne à nouveau contact avec l'OPC du Jura bernois afin de régler ce problème régional à un niveau régional.

Question 19

Wüthrich Adrian, Huttwil (PS) - Pistolets à électrochoc dans le canton de Berne

Depuis qu'il a été autorisé en 2003, le pistolet à électrochoc (taser) est toujours plus utilisé. En 2014, il a été utilisé dans toute la Suisse lors de 36 interventions, un nouveau record. C'est pourquoi je voudrais connaître la réponse aux questions suivantes :

1. Combien de fois la Police cantonale a-t-elle utilisé le pistolet à électrochocs en 2014 ?
2. L'utilisation de cette arme a-t-elle causé des problèmes (p. ex. des décès) ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. Les dispositifs incapacitants ne remplacent ni le spray au poivre ni le bâton à usage multiple en tant que moyen de contrainte, et sont donc considérés comme un moyen d'intervention policier supplémentaire.
À la suite de la publication des recommandations de la Conférence des commandants des polices cantonales de 2008 sur l'introduction de dispositifs incapacitants et après discussion avec le Conseil-exécutif, la Police cantonale a décidé de limiter l'utilisation de ces dispositifs à l'unité spéciale Gentiane, abandonnant ainsi le projet d'un recours généralisé à ces dispositifs en tant que moyen d'intervention. Entre 2009 et 2015, ces dispositifs ont été utilisés dans le cadre de huit interventions menées par l'unité spéciale Gentiane.
2. Afin que les membres de la Police cantonale se servant de ces dispositifs les emploient en toute sécurité, ils reçoivent une formation théorique et pratique et suivent régulièrement des formations continues. Jusqu'à présent, aucun incident n'a été signalé en rapport avec l'utilisation de ces dispositifs lors des interventions menées par l'unité spéciale concernée.

Question 4

Hügli Daniel, Bienne (PS) - Coûts de l'autonomisation de la psychiatrie

L'autonomisation de la psychiatrie par rapport à l'administration cantonale a causé un investissement supplémen-

taire en ressources humaines et financières dont il importe maintenant de rendre compte de manière transparente.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le total des coûts de l'externalisation de la psychiatrie, durant le processus et ensuite ?
2. Quel est le total des coûts internes pour l'administration (heures de travail comprises), durant ce processus et ensuite ?
3. Quel est le total des coûts liés aux mandats externes, au cours du processus et ensuite ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

1. Recenser les coûts de l'externalisation fait partie du processus d'autonomisation en cours, comme prévu par le mandat de projet du 29 octobre 2010 du Conseil-exécutif. Le poste majeur en est la dotation en capital des institutions psychiatriques. La Commission de la santé et des affaires sociales du Grand Conseil est consultée et régulièrement informée de l'avancement du projet comme elle l'a souhaité.
2. Il n'y a pas de coûts internes supplémentaires pour l'administration. Les travaux relatifs au processus d'autonomisation sont accomplis par le personnel en place, ce qui a cependant rendu nécessaire de fixer des priorités pour ses autres tâches.
3. Des mandats d'un montant de 200 000 francs ont été attribués pour la consultation externe dans la phase de l'avant-projet. Il est prévu 2,95 millions de francs pour les prestations de conseil externes relatives au cœur du projet. Le Grand Conseil a adopté le crédit le 2 septembre 2014. La dépense totale au titre des mandats externes s'élèvera ainsi probablement à 3,15 millions de francs.

Question 6

Krähenbühl Samuel, Unterlangenegg (UDC) - Croissance des coûts des placements volontaires

Les comptes 2013 font état d'une augmentation des coûts des placements volontaires d'enfants et d'adolescents de 30 millions de francs par rapport aux prévisions budgétaires. Par placement volontaire il faut entendre l'admission d'enfants ou d'adolescents dans un foyer sans que ce soit la décision de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte mais celle des services sociaux compétents, prise notamment à la demande des parents.

1. Quelle a été exactement l'augmentation du coût de ces placements volontaires en 2013 ?
2. Cette augmentation est-elle due au nombre plus élevé de cas ou à la hausse du coût moyen de chaque placement ?
3. Les coûts des placements volontaires ont-ils encore augmenté par rapport aux prévisions budgétaires 2014 ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

1. Le coût des placements dits volontaires a augmenté de quelque 23 millions de francs en 2013 par rapport à 2012.

L'année suivant l'introduction des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA), certains services sociaux ont commis des erreurs de comptabilisation : les mesures tutélaires selon l'ancien droit, les placements ordonnés par les APEA et les placements volontaires n'ont pas toujours été correctement différenciés dans le système de gestion des cas. L'Office des affaires sociales (OAS) a dû clarifier les écritures auprès des services sociaux, tâche qui s'est avérée extrêmement compliquée.

2. D'après les chiffres à disposition et l'estimation des directions des services sociaux interrogées, tant le nombre de cas que leur coût moyen ont augmenté en 2013. Il n'est malheureusement pas possible de fournir des indications précises, faute des données requises (voir point 1). Les chiffres 2014, attendus en mai/juin 2015, devraient être nettement plus concluants.

L'évolution globale des cas ne pourra cependant donner lieu à une analyse fondée que si les placements ordonnés par les APEA sont également pris en considération. Ce paramètre est indispensable pour savoir s'il y a véritablement hausse du nombre de placements volontaires, s'il s'agit plutôt d'un transfert de cas des placements ordonnés par l'autorité vers les placements volontaires ou d'une combinaison des deux facteurs.

3. Les comptes 2014 se fondent pour l'heure sur les extrapolations des communes et des services sociaux. Selon l'expérience des dernières années, les données concernant les placements sont à considérer avec prudence. Les chiffres définitifs permettant de se prononcer sur l'évolution du coût seront disponibles en mai/juin 2015, après le décompte de compensation des charges de l'aide sociale.

D'une manière générale, il convient de souligner qu'un véritable bilan de l'évolution du coût et du nombre de cas ne sera possible qu'au terme de la période transitoire de trois ans, en 2016.

Question 7

Krähenbühl Samuel, Unterlangenegg (UDC) - Spitalnetz Bern risque-t-il l'insolvabilité ?

Selon une rumeur qui court au sein de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, un réseau hospitalier bernois risque l'insolvabilité à la fin de l'année faute des liquidités financières nécessaires.

Le Conseil-exécutif est donc prié de répondre aux questions suivantes :

1. Est-il vrai qu'un réseau hospitalier bernois sera frappé d'insolvabilité à la fin de l'année ?

2. Est-il vrai qu'il s'agit de Spitalnetz Bern SA?
3. Quelles mesures le Conseil-exécutif a-t-il prises pour empêcher que cela n'arrive ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

1. Non.
2. Réponse superflue.
3. Réponse superflue.

Question 18

Schindler Meret, Berne (PS) - Fusion de l'Hôpital de l'Ile et de Spitalnetz Bern

Le Grand Conseil a décidé il y a déjà longtemps la fusion de l'Hôpital de l'Ile et du Spitalnetz Bern, et le processus est en cours. La prochaine étape sera le regroupement de l'Hôpital Ziegler et de l'Hôpital Tiefenau. Ce projet a été rendu public l'an dernier, ensuite de quoi seules des rumeurs ont circulé et de vagues informations.

Ce flou a eu pour conséquence qu'un grand nombre d'employés et employées ont donné leur démission ou se sont mis à la recherche d'un autre emploi.

La date du déménagement n'a pas encore été fixée ; selon les rumeurs, il pourrait avoir lieu en avril, avant ou après les vacances d'été ou encore en automne. Cette incertitude a pour effet de rendre le recrutement très difficile. Partout, le personnel est surchargé, les cas de maladie se multiplient et le problème ne fait que s'aggraver. La situation est critique au point que dans certaines divisions, on ne pourra plus garantir les soins, à moins d'un grand changement.

Les informations concernant la politique du personnel sont encore plus vagues : longtemps, on a dit que les équipes pouvaient déménager en tant que telles, ce qui serait plus rationnel et permettrait de préserver les ressources. Plus tard, on a évoqué la possibilité de déplacer le personnel dans la nouvelle entité par groupes de deux ou, dans quelques rares cas, individuellement. En février il a été dit que 24 lits seraient réservés à une division gériatrique. Au total, 40 lits sont vides à l'Hôpital Tiefenau, et cela signifie que l'on ne déménagera plus d'autres divisions entières. La plus petite division comprend 28 lits. Le personnel s'en est trouvé plongé dans une incertitude plus grande encore.

Selon la direction, une information sera diffusée au personnel fin mars. En même temps, l'Hôpital de l'Ile informe que le nouveau centre de cardiologie sera construit d'ici à 2020. Manifestement, on ne sait pas exactement où doivent aller les soignants et les médecins, et il semblerait qu'il n'y ait pas encore de décision définitive concernant un projet de construction.

Ce qui est choquant, c'est qu'une entreprise de relations publiques a été chargée de la communication, ce qui n'a fait qu'augmenter le désarroi du personnel en comparaison de situations similaires, antérieures : souvent, le personnel apprend les derniers changements en lisant les journaux et le lendemain ou le même jour, on organise une information interne dans l'urgence. Inutile de dire que les employés sont encore plus insécurisés.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. L'Hôpital Ziegler pourra-t-il continuer d'être utilisé, notamment comme site de réserve pour l'Hôpital de l'Ile pendant les travaux de transformation ?
2. Le Conseil-exécutif a-t-il des projets ou détient-il des informations qui permettraient d'atténuer le désarroi parmi les soignants et les médecins, deux groupes de personnel très insuffisamment dotés ?
3. Le Conseil-exécutif prévoit-il de déplacer des équipes entières de soignants et de médecins afin que les ressources puissent continuer d'être utilisées ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

Le projet de renforcement du site médical bernois a pour but de fusionner la Fondation de l'Hôpital de l'Ile et le centre hospitalier régional Spitalnetz Bern AG sur le plan juridique et organisationnel. Une fusion n'est cependant pas possible juridiquement. Il est désormais accordé la plus grande priorité à la fusion opérationnelle des deux hôpitaux.

Spitalnetz Bern AG est confronté à des défis entrepreneuriaux majeurs. En concentrant les opérations hospitalières sur un seul site en ville de Berne, le conseil d'administration a voulu assurer le maintien de la compétitivité de l'entreprise. Ce faisant, il assume ses responsabilités dans le cadre des tâches intransmissibles et inaliénables qui lui sont dévolues par l'article 716, lettre a du Code des obligations. Il est responsable de la gestion, comme prescrit à l'article 25 de la loi sur les soins hospitaliers, usant de la marge de manœuvre adéquate dans les limites fixées par le droit. Le Conseil-exécutif présume que les mesures décidées sont communiquées au personnel en temps opportun.

En qualité de propriétaire de Spitalnetz Bern AG, le Conseil-exécutif en soutient le conseil d'administration sur le plan stratégique. Les éléments de la question relèvent indéniablement de la compétence et de la responsabilité opérationnelles de celui-ci. Le Conseil-exécutif n'est pas en mesure de donner des renseignements relatifs à la gestion opérationnelle.

Question 21

Gabi Schönenberger Sarah, Schwarzenbourg (PS) - Coordination de la formation des parents

L'Association bernoise pour la formation des parents (ABFP) a été dissoute à la fin de l'année 2012. Même si les secrétariats généraux de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, de la Direction de l'instruction publique et de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques conviennent que le canton se doit de coordonner activement la formation des parents et de la soutenir à titre subsidiaire, il manque depuis une plateforme qui soit en mesure d'accomplir cette tâche. Le manque de coordination a pour effet parmi les organismes et association qui organisent les cours que le nombre de participants et participantes recule, ce qui à son tour déclenche des problèmes de financement. Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, qui est compétente en la matière, est-elle encore prête à coordonner activement la formation des parents et à la soutenir à titre subsidiaire ?
2. Comment se présente le calendrier de ce projet ?
3. Le Conseil-exécutif a-t-il conscience de l'urgence ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

1. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale est bien compétente en la matière et assume sa mission en procédant par étapes.
2. La formation des parents est coordonnée et soutenue par des mesures diverses. Certaines sont déjà mises en œuvre (première procédure de demandes pour le cofinancement de projets), d'autres en phase de planification et de préparation (deuxième procédure de demandes, en 2015, et ouverture d'un portail famille sur internet, fin 2015). Par ailleurs, des rencontres régionales de mise en réseau réunissant les acteurs du domaine préscolaire sont prévues à partir de mars 2015. Ces rencontres sont mises sur pied par l'association Centre de puériculture du canton de Berne, sur mandat du canton. Les prochaines étapes seront définies fin 2016, au terme de la phase pilote.
3. Le gouvernement est tout à fait conscient de l'urgence. Mais les ressources limitées contraignent à progresser étape par étape.

Question 1

Krähenbühl Samuel, Unterlangenegg (UDC) - Déplacement du lycée technique de Berne à Berthoud

Le lycée technique, anciennement Lehrwerkstätten, se trouve à Berne depuis sa fondation en 1888.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Est-il prévu de transférer cette école à Berthoud ?
2. Si oui, à quel moment ce transfert aura-t-il lieu ?
3. Le Conseil-exécutif voit-il dans un tel transfert la compensation du maintien de la HES à Berne ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

1. Le Conseil-exécutif n'a encore pris aucune décision concernant un changement de site pour cette école.
2. Cf. réponse à la question 1.
3. Le nombre de sites de la Haute école spécialisée bernoise (BFH) doit être réduit et ses sites concentrés de manière à renforcer sa position face aux autres hautes écoles spécialisées. En 2012, le Grand Conseil a décidé dans un premier temps de rassembler à Bienne les départements Technique et informatique et Architecture, bois et génie civil. Actuellement, les travaux portent sur l'analyse des sites de Berne et de Berthoud. Dans ce cadre, la Direction de l'instruction publique a élaboré trois variantes qui seront comparées entre elles ainsi qu'au scénario de référence, le statu quo.

Une de ces trois variantes combine la concentration des sites de la BFS et celle du lycée technique de Berne (Technische Fachschule Bern), qui occupe actuellement deux sites à Berne. Cette variante prévoit la réalisation d'un nouveau campus pour la BFS sur le site de Weyermannshaus à Berne, qui devrait héberger le département Gestion, santé, travail social et la Haute école des arts. Berthoud accueillera alors les bâtiments du lycée technique de Berne sur le campus Gsteig tandis qu'un nouveau centre de formation commun à la BFS et au lycée technique de Berne verrait le jour sur le site du Tiergarten. Ce centre constituerait un centre de compétences pour les énergies renouvelables et les disciplines scientifiques (sciences expérimentales, technique, informatique, mathématiques) dans le domaine de la formation continue et de la formation professionnelle supérieure. Dans ce scénario, un site de la BFS serait donc maintenu à Berthoud. Les deux autres variantes étudiées ne prévoient quant à elles pas de transfert du lycée technique.

Question 10

Geissbühler-Strupler Sabina, Herrenschwanden (UDC) - Crédits supplémentaires 2013, 2014 et 2015 pour les offres périscolaires

En 2013, 2014 et 2015 des millions de francs en crédits supplémentaires ont été consacrés aux offres périscolaires (école à journée continue). Or, comme les moyens financiers du canton devraient être engagés pour l'école et non pour les offres périscolaires, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel pourcentage d'élèves de l'école obligatoire profitent des offres périscolaires une ou plusieurs fois par semaine ?
2. Quelle a été l'évolution des coûts liés à l'école à journée continue ces cinq dernières années ?
3. Le Conseil-exécutif se voit-il contraint de prendre des mesures en raison de ces coûts (augmentation du nombre d'enfants par personne d'encadrement, montants plus élevés demandés aux parents aisés etc.) ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

1. Durant l'année scolaire 2013-2014, 13 803 enfants et adolescents ont fréquenté les écoles à journée continue au moins une fois par semaine, ce qui représente 14 pour cent des élèves scolarisés à l'école obligatoire (de l'école enfantine à la 11^e année).
2. Les dépenses du canton liées à l'école à journée continue se sont élevées à 5,2 millions de francs durant l'année scolaire 2009-2010, 13,4 millions de francs durant l'année scolaire 2010-2011, 15,3 millions de francs durant l'année scolaire 2011-2012, 17,6 millions de francs durant l'année scolaire 2012-2013 et 19,5 millions de francs durant l'année scolaire 2013-2014.
3. Le Conseil-exécutif n'a pris aucune mesure visant à réduire les coûts car dès le départ, 25 millions de francs avaient été prévus pour la phase d'achèvement du projet de développement de l'école à journée continue. Par ailleurs, le Grand Conseil a rejeté en mars 2014 la motion

029-2014 « Ecole à journée continue : adaptation des tarifs et des effectifs ».

Question 13

Geissbühler-Strupler Sabina, Herrenschwanden (UDC) - Classes à degrés multiples et augmentation du nombre de leçons

La création de classes à degré unique a été une victoire qui a permis de mieux travailler avec les enfants, les différences dans le développement étant moins importantes entre enfants du même âge. Afin que les écoles des régions rurales puissent continuer d'exister malgré le recul du nombre des élèves, il était utile et rationnel d'ouvrir des classes à degrés multiples, et cela vaut encore aujourd'hui.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Est-il vrai qu'un nombre plus élevé d'équivalents plein temps sont à disposition pour les classes à degrés multiples ?
2. Si oui, pourquoi ?
3. Si oui, quels sont par année les frais supplémentaires pour le canton ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

1. En principe, il n'est pas mis un nombre plus élevé d'équivalents plein temps à disposition pour les classes à degrés multiples. Il peut toutefois arriver qu'un enseignement par section de classe soit autorisé dans le cas de classes de grande taille (cette autorisation se fonde sur les directives concernant les effectifs de classe). Par ailleurs, l'effectif visé par les catégories inférieures et supérieures est moins élevé dans les classes à degrés multiples que dans les classes à degré unique.
2. Voir réponse à la question 1.
3. Voir réponse à la question 1.

Question 22

Gabi Schönenberger Sarah, Schwarzenbourg (PS) - Protection contre le *cybermobbing* et le *grooming* dans le canton de Berne

Aujourd'hui, tout peut arriver sur Internet, le *mobbing* aussi. Les premiers concernés sont les enfants et les adolescents. L'accès au monde virtuel est toujours plus simple, plus rapide, plus facile.

What's App, la caméra des téléphones portables, la caméra vidéo, Skype, Twitter, Instagram, Facebook sont accessibles à tout le monde, souvent même à de petits enfants.

Les enfants et les adolescents sont ainsi confrontés à de nouveaux dangers. Il faut surtout protéger les enfants contre les dangers de l'espace virtuel, qui se multiplie de manière explosive.

Les enquêtes de la police ont montré qu'il faut en règle générale moins de trois minutes pour qu'un enfant, entré

dans un chat-room sur Internet qui s'adresse, faut-il le préciser, à des mineurs de moins de 15 ans, soit sexuellement agressé par des adultes. Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles mesures concrètes et quels moyens le Conseil-exécutif a-t-il mis en œuvre pour prévenir et combattre le *mobbing* électronique et le *grooming* (utilisation de services de rencontres en ligne par des adultes cherchant à séduire des mineurs) en particulier dans les écoles ?
 2. Quelles mesures a-t-il prévu de prendre à cet effet à court, à moyen et à long terme ?
- Il existe déjà différentes aides adressées aux enfants et adolescents pour leur apprendre à utiliser les nouveaux médias (p. ex. la brochure « click it » de la police, Cybersmart de Santé bernoise, les cours et ateliers Pros des Médias de Pro Juventute et www.zischtig.ch). Ces offres sont très demandées, le thème est d'une grande actualité et d'une grande urgence, puisque les écoles, les enseignants et enseignantes et les élèves sont confrontés à des questions difficiles.
3. Le Conseil-exécutif pourrait-il envisager de réunir ces différentes offres sur une seule plate-forme pour les rendre plus facilement accessibles et de les soutenir financièrement ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

1. La Direction de l'instruction publique a conseillé aux écoles germanophones de se procurer le « *KrisenKompass* » (ISBN 978-3-292-00558-8) publié par Schulverlag plus AG. Le *KrisenKompass* est un ouvrage de référence complet pour les écoles en ce qui concerne la gestion de situations sociales difficiles, lequel traite également du *mobbing* électronique ainsi que de la violence et de la pornographie sur les téléphones portables. L'Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation (OEKO) a par ailleurs suggéré aux directions d'école de télécharger et d'utiliser l'application liée à cet ouvrage. Les écoles du canton de Berne ont également élaboré des plans de gestion de crise qui ont été examinés par la surveillance scolaire. Lors d'un colloque réunissant les directions d'école du degré secondaire II en novembre 2014, l'Office de l'enseignement secondaire du 2^e degré et de la formation professionnelle a évoqué ce sujet avec le spécialiste Philippe Wampfler.
2. Au cours de l'année passée, l'OEKO a mené des ateliers sur le thème des médias et de l'informatique avec différents acteurs du domaine scolaire. Sur la base de ces discussions, des recommandations sont en train d'être élaborées s'agissant de la gestion des médias et de l'informatique par les écoles et les communes. Le Plan d'études romand et le *Lehrplan 21* renforcent la formation dans ce domaine et ont notamment pour objectif que les élèves apprennent à estimer les opportunités et les risques liés à l'utilisation des médias et de l'informatique et connaissent les règles de comportement ainsi que les bases légales pour une utilisation sûre et socialement responsable des médias.
3. Santé bernoise gère, sur mandat du canton, une plate-forme Internet (www.profinfo.ch) sur laquelle les

membres du corps enseignant peuvent trouver des aides concernant différents thèmes.

La Direction de l'instruction publique a publié sur son site Internet, sous www.erz.be.ch/mitic, une page spéciale intitulée « Ethique et impacts sociaux des MITIC ». Celle-ci regroupe plusieurs liens vers des offres destinées aux écoles (p. ex. lien vers « Jeunes et médias »).

Question 2

Fischer Gerhard, Meiringen (UDC) - Transfert de l'Inspection de la chasse de l'ECO à la POM

La réduction du nombre de postes de garde-chasse a certainement eu pour effet d'intensifier la collaboration entre Police Bern et les gardes-chasse.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le transfert de l'Inspection de la chasse de l'ECO à la POM est-il une option envisageable ?
2. Dans la négative, quels sont les arguments contraires ?

Réponse du Conseil-exécutif (ECO)

1. La collaboration entre l'Inspection de la chasse et la police cantonale fonctionnait bien, même avant la nouvelle réglementation relative aux collisions avec du gibier durant la nuit (interpellation 311-2013 « Consommation du gibier tombé »). Lors de la révision complète de la loi sur la chasse, la question du transfert de l'Inspection de la chasse à la Direction de la police et des affaires militaires (POM) a fait l'objet d'une analyse détaillée. Selon cette analyse un changement de Direction serait inefficace et entraînerait plus d'inconvénients que d'avantages, quand bien même l'Inspection de la chasse entretient des liens avec la police cantonale, tant dans sa fonction d'organe de l'autorité judiciaire que dans le cadre de l'élimination de gibier tué.
2. Les mécanismes et les procédures sont bien rodés à l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN) depuis de nombreuses années, et l'exécution commune de tâches par plusieurs services a fait ses preuves. Les liens entre l'Inspection de la pêche, le Service de promotion de la nature, le Service vétérinaire et l'Inforama, mais aussi avec l'Office cantonal des forêts (OFOR), sont bien établis et rodés. La conception et la mise en réseau de l'agriculture, des affaires vétérinaires et de la nature sont ancrées dans la vision de la stratégie OAN 2020. L'OAN dirige l'exécution, la formation et le conseil dans les domaines de l'agriculture, des affaires vétérinaires et de la nature. Au demeurant, la chasse n'est séparée de la pêche dans aucun canton.

Question 3

Hügli Daniel, Bienne (PS) - Choc de la Banque nationale: que peut faire le canton de Berne?

Plus de deux mois se sont écoulés depuis le 15 janvier 2015, date à laquelle la Banque nationale a abandonné le taux plancher du franc suisse. Il s'agit maintenant de savoir qu'est-ce que le canton de Berne peut faire pour régler les problèmes causés à l'économie bernoise et aux salariés par cette onde de choc.

Le Conseil-exécutif est par conséquent prié de répondre aux questions suivantes :

1. Que peut faire la Banque cantonale bernoise pour soutenir les entreprises (p. ex. hypothèques, programme de soutien aux PME, garanties) ?
2. Que peut faire le beco Economie bernoise (formation continue durant la période de chômage partiel, avance de salaires pour empêcher l'insolvabilité etc.) ?
3. Va-t-on renforcer les contrôles pour assurer le respect de la loi sur le travail et des conditions ordinaires de salaires et de travail, vu les pressions croissantes sur les salariés ?

Réponse du Conseil-exécutif (ECO)

Le Conseil-exécutif s'est exprimé en détail sur le thème du franc fort dans ses réponses aux interpellations I 014-2015 et I 006-2014, traitées lors de la présente session. Les réponses suivantes aux questions posées complètent les informations déjà fournies:

1. La Banque cantonale bernoise (BCBE) est une société anonyme, indépendante du canton sur le plan opérationnel, qui offre toutes les prestations bancaires habituelles selon des critères commerciaux. Dans le cadre de son mandat, elle contribue à renforcer l'économie bernoise. La BCBE participe ainsi de manière importante au développement autonome du canton de Berne et, en sa qualité de partenaire des PME, joue un rôle primordial pour l'économie et la société. Compte tenu de sa stratégie du risque faible et en dehors de son activité commerciale, elle ne peut toutefois pas assumer des tâches supplémentaires pour soutenir les entreprises.
2. Le beco Economie bernoise peut utiliser les instruments cités dans la demande pour l'exécution du droit fédéral en matière d'assurance-chômage.
3. Indépendamment du développement économique, les contrôles de l'application de la loi sur le travail et de la lutte contre le travail au noir constituent une tâche permanente importante du canton. Ces contrôles sont effectués dans le cadre d'une convention de prestations avec le SECO.

Question 5

Hügli Daniel, Bienne (PS) - Fin du taux plancher, les premiers chiffres

Plus de deux mois se sont écoulés depuis le 15 janvier 2015, date à laquelle la Banque nationale a abandonné le taux plancher du franc suisse. Les premières données chiffrées permettent maintenant d'illustrer les conséquences pour le canton de Berne.

1. Combien de personnes sont concernées ou visées par des licenciements réels ou annoncés depuis le 15 janvier ?
2. Combien de salariés sont au chômage partiel depuis le 27 janvier en raison des fluctuations de cours de change ?
3. Combien de faillites sont annoncées depuis le 15 janvier dernier ?

Réponse du Conseil-exécutif (ECO)

Le Conseil-exécutif s'est exprimé en détail sur le thème du franc fort dans ses réponses aux interpellations I 014-2015 et I 006-2014, traitées lors de la présente session. Les réponses suivantes aux questions posées complètent les informations déjà fournies:

1. Entre le 15 janvier et le 13 mars 2015, six licenciements collectifs concernant potentiellement 165 personnes ont été annoncés au beco.
2. Le beco Economie bernoise ne peut donner d'informations que sur les personnes déclarées et non sur les indemnités versées. Jusqu'au 16 mars, 98 entreprises avec 1 714 personnes ont annoncé une réduction de l'horaire motivée par le cours du franc, ce qui correspond à 0,3 pour cent des actifs dans le canton de Berne.
3. Il n'existe aucune statistique régulièrement mise à jour sur les déclarations de faillite.

Question 17

Krähenbühl Samuel, Unterlangenegg (UDC) - Contributions à la qualité du paysage

Dans le cadre des nouvelles contributions à la qualité du paysage, une mesure est libellée Assolement diversifié. Selon les consignes (dans le cas par exemple des plants de pomme de terre), les paysans doivent additionner les surfaces jugées trop petites et trop peu efficaces pour les saisir dans GELAN en les attribuant à une seule exploitation, raison pour laquelle ils n'ont pas sur le papier de culture supplémentaire sur la surface d'assolement même s'ils la cultivent dans les faits.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif est-il informé de cette problématique ?
2. Les petits paysans ont-ils la possibilité d'annoncer néanmoins une culture supplémentaire même si la surface est saisie dans GELAN en étant attribuée à l'exploitation d'un collègue ?

3. Quel conseil le Conseil-exécutif peut-il donner à un paysan dans ce cas ?

Réponse du Conseil-exécutif (ECO)

1. Lors de l'instauration dans le canton de Berne de contributions à la qualité du paysage (CQP), régionales et différenciées, la procédure administrative correspondante a été conçue, entre autres à la demande du secteur agricole, de façon à optimiser son efficacité tout en reposant sur des bases existantes. Cette procédure a donc été intégrée à la banque de données agricoles GELAN. La mesure contribuant à la qualité du paysage « Assolement diversifié » (1.5) fait l'objet d'un calcul reposant sur les cultures, y compris les prairies artificielles, saisies par chacune des exploitations. Toutes les cultures annoncées par une exploitation pour l'année d'exploitation sont prises en compte. Si des cultures ne sont annoncées par aucune exploitation, elles ne peuvent être prises en compte.
2. Non.
3. Dans ces cas très particuliers et peu nombreux, l'exploitant agricole doit sélectionner la solution qui lui tient le plus à cœur : la livraison de plants de pommes de terres de haute qualité ou l'annonce de terrain pour cette mesure CQP précise. Il peut dans tous les cas s'annoncer pour d'autres mesures CQP.

Question 11

Gsteiger Patrick, Eschert (PEV) - Une « fatwa » contre l'imam de la Maison des religions à Berne

Un avis religieux de condamnation (fatwa) a été lancé dernièrement contre Mustafa Memeti, imam de la mosquée à la Maison des religions à Berne. Des imams conservateurs ont décrété que la prière musulmane se déroulant dans le nouvel édifice interreligieux était non valide. Cet imam réputé modéré a reçu des lettres de menaces dans lesquelles il est traité de traître, de marionnette ou encore de complice en vue de l'assimilation. L'an dernier, les locaux de son association musulmane ont été vandalisés.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le gouvernement a-t-il eu connaissance de cette fatwa et des menaces dont a été victime Mustafa Memeti ?
2. Le Conseil-exécutif a-t-il condamné ces agissements qui vont à l'encontre des valeurs et de l'ordre juridique de notre canton, ou compte-t-il le faire ?
3. Est-ce que d'autres incidents, mettant à mal le dialogue interreligieux, ont été signalés à la Maison des religions depuis son ouverture en décembre 2014 ?

Réponse du Conseil-exécutif (JCE)

1. Le Conseil-exécutif en a été informé par la presse.
2. Le Conseil-exécutif ne dispose pas d'informations détaillées sur les faits précités. Les atteintes à la liberté de croyance et des cultes ne sont toutefois pas tolérables et

doivent être sanctionnées pénalement (art. 261 du code pénal suisse).

3. Non.

Question 8

Fuchs Thomas, Berne (UDC) - Coût de la nouvelle redevance Billag pour le canton de Berne

Le 14 juin prochain, les électeurs et électrices auront à se prononcer sur la modification de la loi sur la radio et la télévision suisse. L'une des conséquences de cette révision est l'introduction d'une nouvelle redevance. Les administrations devront elles aussi payer dorénavant si elles ont un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs. Les contribuables devront ainsi passer plusieurs fois à la caisse (comme particuliers, comme entrepreneurs, comme administrés de la commune, du canton et de la Confédération etc.).

Le Conseil-exécutif est dès lors prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien cette nouvelle redevance coûtera-t-elle au canton de Berne ?
2. Quel sera son montant pour les entreprises et établissements proches de l'Etat (BKW etc.)
3. Le Conseil-exécutif prévoit-il de se défendre contre l'introduction de cette redevance ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

Question 1

La modification de la loi fédérale sur la radio et la télévision suisse (LRTV) prévoit l'introduction d'une redevance qui ne sera plus liée à la possession d'un appareil de réception et devra être acquittée par tous les ménages et toutes les entreprises. Les administrations publiques de la Confédération, des cantons et des communes seront logées à la même enseigne que les entreprises privées. Une quarantaine de services de l'administration bernoise sont assujettis à la TVA au 1^{er} janvier 2015. La LRTV prévoit que le Conseil fédéral fixera un chiffre d'affaires seuil pour le paiement de la redevance ainsi que plusieurs catégories de tarifs en fonction du chiffre d'affaires global. Selon la structure tarifaire évoquée par le Conseil fédéral dans son message du 29 mai 2013 relatif à la modification de la LRTV, la future redevance devrait se traduire au total par un coût annuel de l'ordre de 100 000 francs pour le canton de Berne. En revanche, il n'aura plus à acquitter l'actuelle redevance de réception.

Question 2

Les participations cantonales paieront la redevance en fonction de leur chiffre d'affaires global et de la forme définitive du système tarifaire, tout comme les entreprises entièrement privées. Il faut noter ici encore qu'elles n'auront plus en revanche à acquitter l'actuelle redevance de réception.

Question 3

Le Conseil-exécutif soutient la modification de la LRTV. En effet, le canton de Berne a intérêt à ce que le service public soit efficient et le travail des médias de grande qualité.

Question 14

Bühler Manfred, Cortébert (UDC) - Le taux plancher CHF/EUR a été abandonné mi-janvier 2015 par la BNS

Beaucoup d'entreprises exportatrices établissent leurs factures pour des clients étrangers en Euros ou en Dollars. Les factures ouvertes libellées en Euros activées dans le bilan du bouclage au 31.12.2014 ont perdu 20 pour cent de leur valeur quinze jours plus tard. La pratique fiscale permet de provisionner 15 pour cent des avoirs sur des factures pour des clients étrangers libellées en monnaie étrangère, ceci pour les risques de perte sur débiteurs et de change. Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes:

1. Le Conseil-exécutif est-il conscient que le seul risque de change a absorbé l'entier de cette provision de 15 pour cent ?
2. Le Conseil-exécutif est-il disposé à demander à l'Intendance des impôts d'admettre pour l'année 2014 des provisions plus élevées que lesdits 15 pour cent afin de tenir compte aussi des risques de pertes sur débiteurs ?
3. Le Conseil-exécutif envisage-t-il d'autres mesures dans le domaine fiscal afin de soutenir les entreprises touchées par le franc fort ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

L'abolition du taux plancher par la BNS a un impact direct uniquement sur le cours de l'euro. Parallèlement, le cours du dollar a justement évolué en sens inverse. Cette question ne concerne donc que des entreprises touchées par la chute de l'euro.

1. Le cours du franc est déjà quelque peu remonté depuis la chute du 15 janvier. Son évolution dépend de plusieurs facteurs, mais il est fort probable qu'elle n'est pas terminée.
2. Les rectifications de valeur et les provisions sont toujours prises en compte sur la base des comptes clos conformément au droit commercial. Si les comptes sont conformes au droit commercial et qu'ils sont accompagnés d'un rapport de révision, l'Intendance des impôts se basera dessus. En l'occurrence, le Conseil-exécutif n'a pas besoin de donner des directives générales à l'Intendance des impôts.
3. Le Conseil-exécutif suit l'évolution du marché des devises. Mais il ne prendra aucune mesure fiscale à court terme.

Question 20

Hirschi Irma, Moutier (PSA) - Jeunes francophones en formation dans les services du canton

Le Conseil du Jura bernois a déploré récemment le fait que le nombre d'apprentis formés dans les services de l'administration cantonale ne correspond absolument pas,

en proportion, au poids démographique de la population de langue française. Pour respecter cette proportion, le canton devrait en effet former le double d'apprentis. Il ressort en outre d'une approche comparative que le canton du Jura crée des places d'apprentissage pour plus de 74 jeunes (cf. tableau ci-dessous).

Stagiaires 3 + 1, MPC	15
Stagiaires autres	16
Employés en formation HEG	33
Apprentis	1 ^{re} 25
	2 ^e 25
	3 ^e 22
	4 ^e 2

Le Conseil-exécutif aura l'occasion de s'exprimer à ce sujet en réponse à la requête du Conseil du Jura bernois et à une intervention parlementaire (Gasser).

Pour l'heure, je souhaiterais que le gouvernement réponde à la question suivante :

1. Combien de jeunes francophones employés par les services cantonaux suivent une formation HES en emploi ?
2. Dans quelles écoles (HES-BE, HES-SO, autres,) ces jeunes sont-ils formés ?
3. Le Conseil-exécutif a-t-il l'intention d'augmenter le nombre de places de travail offertes à des jeunes souhaitant suivre une formation HES en emploi ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

Questions 1 et 2

Les données du système d'informations sur le personnel du canton de Berne ne permettent pas de déterminer quels agents et agentes cantonaux suivent une formation ou un perfectionnement auprès de quel prestataire. Il n'est donc pas possible de dire combien de jeunes francophones employés par les services cantonaux suivent une formation en cours d'emploi dans une haute école spécialisée.

Question 3

Les places d'apprentissage proposées par le canton de Berne et d'autres employeurs sont annoncées de manière explicite. Par contre, les formations en cours d'emploi dans les hautes écoles spécialisées se font le plus souvent à l'initiative des employés ; ce sont eux qui décident de suivre une telle formation en HES au cours de leur engagement. Cela implique généralement qu'ils réduisent leur taux d'occupation pendant un certain laps de temps pour pouvoir suivre le cursus. En outre, l'employeur contribue aux frais de perfectionnement dans certaines conditions. Ce n'est donc pas tant l'offre de places de travail particulières (p. ex. places d'apprentissage) qui est en cause que la souplesse de l'employeur permettant une adaptation individuelle des conditions d'engagement pendant une période déterminée. Le Conseil-exécutif n'a aucune raison de penser qu'il serait nécessaire d'adopter des mesures d'encouragement supplémentaires dans ce domaine.

Interpellations

Affaire 2014.RRGR.910

N° de l'intervention:	182-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	04.09.2014
Déposée par:	Machado Rebmann (Berne, LAVerte) (porte-parole)
Cosignataires:	6
N° d'ACE:	46/2015 du 21 janvier 2015
Direction:	TTE

Implication de Rolex dans le futur campus Biel/Bienne

Le 2 septembre 2014, un communiqué commun du canton de Berne, de la Haute école spécialisée bernoise et de la ville de Bienne annonçait que l'entreprise Rolex s'engageait en faveur du futur Campus Biel/Bienne de la Haute école spécialisée bernoise :

« La plus grande marque horlogère au monde offre son soutien en tant que mécène à la construction du nouveau Campus Biel/Bienne de la Haute école spécialisée bernoise. La Manufacture des Montres Rolex S.A., qui développe et produit la totalité des mouvements Rolex à Bienne, a décidé de contribuer de manière substantielle à la construction du futur Campus Biel/Bienne. L'entreprise souhaite, d'une part, apporter une contribution permettant d'offrir des infrastructures optimales aux futurs étudiants et étudiantes, ainsi qu'aux professeurs de toutes les disciplines techniques de la Haute école spécialisée bernoise. D'autre part, cet engagement engendrera des conditions-cadre propices à faire du Campus Biel/Bienne, en dehors des activités d'enseignement et de recherche, un important lieu de rencontres social et culturel au cœur de l'environnement urbain bernois.

La mesure et les modalités exactes du soutien de Rolex seront précisées au cours de la phase de planification. »

Les universités et les hautes écoles doivent offrir un lieu protégé et non mercantile à la formation, à l'enseignement et à la recherche. Elles servent ainsi le bien commun et sont prises en charge par la société. Elles sont les obligées de la science uniquement et doivent être à l'abri de toute exploitation politique, idéologique ou économique. La liberté d'enseignement et de recherche est garantie par la Constitution (source : www.zuercher-appell.ch/). Or les participations financières d'investisseurs privés peuvent produire des associations et des dépendances scabreuses.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles prestations concrètes l'entreprise Rolex fournira-t-elle au Campus Biel/Bienne ?
2. Quelle contrepartie le canton de Berne, ou la Haute école spécialisée, a-t-il assuré au futur campus ?
3. Rolex participe-t-elle seulement à la construction et à l'équipement du Campus Biel/Bienne ou l'accord prévoit-il aussi le financement de chaires d'enseignement et d'unités de recherche ?
4. Quelle sera la place de Rolex sur le Campus Biel/Bienne ?

5. Qu'est-ce qui garantit à tous les intéressés le même accès aux résultats obtenus dans les champs de recherche promus par Rolex ?
6. L'accord signé avec Rolex sera-t-il rendu public dans son intégralité ?
7. Comment la liberté d'enseignement et de recherche inscrite dans la Constitution sera-t-elle garantie ?
8. Comment le Conseil-exécutif, ou la Haute école spécialisée, justifie-t-il le traitement de faveur dont bénéficie l'entreprise Rolex (mise à disposition du campus à des fins publicitaires) ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Comme l'indique le point 3.2.2 du rapport sur le crédit pour le projet d'étude du Campus Biel/Bienne, ce projet prévoit la construction d'une halle à vocation événementielle (*Campus Hall*) qui serait financée par des tiers. Le Conseil-exécutif se réjouit que la Manufacture des montres Rolex SA ait manifesté sa volonté d'apporter sa participation financière. Avec plus de 2000 personnes employées sur le site de Bienne, Rolex est une des entreprises les plus importantes du canton. De par son rayonnement mondial, elle joue en outre un rôle décisif en termes d'image. En s'associant au financement du *Campus Hall*, elle manifeste son attachement à la région et souligne l'importance du Campus Biel/Bienne pour l'économie. Le cofinancement de Rolex se limite strictement à la halle. Toute ingérence de ce mécène dans les activités d'enseignement et de recherche de la Haute école spécialisée bernoise est totalement exclue.
2. En contrepartie, Rolex obtient le droit exclusif de rester l'unique partenaire du *Campus Hall* dans le domaine de l'industrie horlogère. La halle, qu'elle soit construite séparément ou aménagée dans une partie de bâtiment, doit par ailleurs être clairement identifiable. La Manufacture des montres Rolex SA sera à cet effet représentée au sein du jury du concours de projets.
3. L'engagement financier de la Manufacture des montres Rolex SA se limite à la halle. Aucune activité d'enseignement ou de recherche n'est concernée par ce cofinancement.
4. Aucune décision n'a encore été prise à ce sujet. Une chose est cependant certaine : la mention du nom de Rolex – si tant est qu'il y ait mention – n'est envisageable qu'en relation avec le *Campus Hall*.
5. Rolex ne participant pas au financement de chaires d'enseignement, d'instituts ou d'unités de recherche, il n'y a aucun risque que l'accès aux résultats de recherche puisse être affecté.
6. Dès que l'accord à conclure avec le mécène sera disponible, il s'agira d'examiner si, au regard de la législation sur l'information, une publication est indiquée, et dans quel cadre le cas échéant.
7. Rolex ne cofinancera ni chaires d'enseignement, ni instituts, ni unités de recherche. Aucune atteinte ne sera par conséquent portée à la liberté de recherche et d'enseignement.
8. Dans le cadre des contacts réguliers entre la ville de Bienne et la Manufacture des Montres Rolex SA, des informations ont été échangées concernant le projet du

Campus Biel/Bienne, et c'est ainsi que s'est fait jour l'intérêt de Rolex pour un mécénat financier. Le Campus Biel/Bienne ne deviendra pas une plate-forme publicitaire pour Rolex. Comme indiqué ci-avant, la mention du nom du mécène en lien avec la halle à vocation événementielle est tout au plus susceptible d'être envisagée. En ce qui concerne l'indépendance entre le mécénat d'une part et l'enseignement et la recherche d'autre part, le Rolex Learning Center de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne en est une bonne illustration.

Affaire 2014.RRGR.960

N° de l'intervention: 188-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 15.09.2014
 Déposée par: Sancar (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 20.11.2014
 N° d'ACE: 136/2015 du 11 février 2015
 Direction: POM

Des voleurs dans la police bernoise

Dans le cadre d'une enquête menée en 2009, 120 000 euros ont été saisis et placés dans un local sécurisé de la police bernoise. Seuls les agents et agentes de la police y avaient accès. Au printemps 2010, la police bernoise a constaté que l'argent avait disparu, et elle l'a fait savoir dans un communiqué. Après une enquête interne serrée, qui pourtant n'a donné aucun résultat, la Police cantonale a décidé de déposer plainte pénale. Pour le juge d'instruction chargé de l'affaire, Thomas Perler, imaginer que les personnes chargées de défendre l'ordre public puissent elles-mêmes voler 120 000 euros était un cauchemar (BZ, 22.06.2010).

Or, voici que ce cauchemar est devenu réalité. Après quatre ans d'enquête sans résultat, la procédure a été classée, les voleurs à la Police cantonale sont introuvables. Les personnes qui, fortes du « monopole de la puissance publique », devraient défendre l'ordre public, abusent de leur fonction et ne peuvent même pas être amenées à rendre compte de leurs actes. De fait, c'est un cauchemar propre à miner la confiance de la population dans les « gardiens de l'ordre ». Je sais bien que les policiers et policières ne sont eux aussi que des êtres humains et qu'il peut y avoir parmi eux des « irresponsables ». Mais le fait qu'il faille prendre acte aujourd'hui de l'échec de l'enquête met la confiance des citoyens et citoyennes que nous sommes à rude épreuve. Il s'agit là d'argent qui manque dans les caisses de l'Etat, et nous sommes scandalisés.

Les déclarations faites par le conseiller d'Etat Hans-Jürg Käser dans ce contexte à la *SonntagsZeitung* du 14 septembre, selon lesquelles sa confiance dans les services de la police scientifique et dans le corps de police reste entière, sont incompréhensibles et troublantes, tant il est vrai qu'elles sont de nature à encourager plutôt de tels vols dans la police bernoise. Ce n'est d'ailleurs pas le premier incident de cette sorte, et ce ne sera pas le dernier si le conseiller

d'Etat n'exprime pas ses regrets sans ambiguïté et qu'il ne fasse pas clairement savoir que de tels faits ne seront pas tolérés.

Voici la liste pouvant être établie à ce jour des sommes d'argent et des objets volés à la Police cantonale :

- une voiture de l'unité d'observation Milan, avec deux clés (1999),
- 12 190 francs dérobés dans un coffre-fort à Thoune (2000),
- 75 600 francs (sur une somme de 450 000) d'argent d'un trafic de drogue, pris dans un coffre-fort (2002).

Il aurait été préférable de prendre connaissance d'un rapport positif sur la police bernoise plutôt que d'apprendre ces scandales.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la position officielle du Conseil-exécutif au sujet du vol de 120 000 euros dans les locaux de la police ?
2. Le Conseil-exécutif pense-t-il lui aussi que de tels vols, commis par la police elle-même, ont pour effet de miner la confiance de la population ?
3. Combien d'agents et agentes de police ont accès à ce local, et qui sont-ils ? Qui a la responsabilité du local ?
4. Pourquoi l'argent liquide n'est-il pas immédiatement déposé sur un compte bancaire ?
5. Y a-t-il eu d'autres vols à la Police cantonale qui n'ont pas été portés à la connaissance du public ?
6. A-t-il déjà été reproché à la Police cantonale que les sommes d'argent et autres objets saisis ne sont pas consignés dans un procès-verbal ? Quelles en sont les raisons, comment la Police cantonale a-t-elle alors procédé et quels étaient les résultats ?
7. Quelles mesures la Police cantonale a-t-elle mises en œuvre pour éviter ces formes de vols en son sein ?

Réponse du Conseil-exécutif

A titre d'introduction, il convient de souligner que les investigations menées dans cette affaire n'ont pas permis d'établir qu'il s'agissait effectivement d'un vol: il se pourrait en effet que le montant en question ait été égaré suite à un malheureux concours de circonstances. En d'autres termes, contrairement à ce que suggère le titre de l'interpellation, rien n'indique que des membres du personnel de la Police cantonale (POCA) aient dérobé cet argent. Rappelons enfin que l'enquête n'a pas été conduite par la POCA elle-même, mais par des organes indépendants, à savoir la police cantonale zurichoise et le Ministère public de Berne – Mittelland.

1. L'incident n'a pas ébranlé la confiance que le Conseil-exécutif accorde à la police. Dans le canton de Berne, celle-ci saisit annuellement des milliers d'objets: que des espèces aient été égarées constitue certes un incident regrettable, mais qui n'en reste pas moins rarissime. En outre, des mesures ont immédiatement été prises. Les recherches lancées pour retrouver l'argent disparu étant restées sans résultat, la POCA s'est adressée sans plus tarder à une instance indépendante (à l'époque, le Service de juges d'instruction III de Berne – Mittelland),

avant de déposer une plainte pénale contre inconnu et d'informer le public.

L'enquête subséquente, menée par la police cantonale de Zurich sous la direction du Ministère public de Berne-Mittelland, a été ouverte aussitôt et a vu la mise en œuvre de toutes les mesures policières nécessaires et pertinentes. Cette procédure a été close au printemps 2014, au terme de recherches intensives; les enquêtes à l'encontre de certains collaborateurs de la POCA ont également pris fin puisque les soupçons pesant sur eux n'ont pu être corroborés. Par la suite, la POCA a procédé au remboursement du montant de 120 000 euros et informé l'opinion publique de ses démarches, en toute transparence et dans le respect des dispositions légales. Partant, le Conseil-exécutif constate que personne ne peut être accusé de s'être approprié le montant en question ni d'être responsable de sa disparition, tant au sein de la POCA qu'en dehors de celle-ci.

2. Il va sans dire qu'un tel incident n'est guère de nature à étayer la confiance de la population, mais il faut rappeler qu'il s'agit là d'un cas exceptionnel et que, dans le sens de ce qui a été évoqué plus haut, la population a été informée de manière transparente tout au long des démarches entreprises.

Pour ce qui est de la confiance de la population envers la police, il convient de faire la distinction entre une situation extraordinaire, telle que la présente affaire, et la satisfaction envers les prestations de base de la POCA. Des sondages réguliers démontrent en effet que la population bernoise est très contente du travail effectué par la police et que la confiance dont jouit cette dernière est intacte: ainsi, plus de 70 pour cent de la population suisse et notamment des citoyens et citoyennes du canton de Berne ont pleine confiance en elle. Le prochain sondage national de victimisation (*Swiss Crime Survey*), qui aura lieu en 2015, permettra de mesurer à nouveau l'indice de satisfaction de la population par rapport au travail de la POCA.

3. Ces questions ont été clarifiées par le juge d'instruction, puis par le représentant du Ministère public chargés de l'affaire et la réponse relève de l'enquête pénale conduite par ce dernier. La communication de données ou de renseignements étant de son ressort, le Conseil-exécutif n'est pas en mesure de fournir quelque information que ce soit, du fait de la séparation des pouvoirs.
4. Les montants en espèces et les objets saisis ne restent dans les locaux de la POCA que le temps nécessaire aux investigations de la police scientifique et à l'enquête. Dans le cas précis, de telles investigations devaient avoir lieu, de sorte qu'il n'était pas possible de déposer tout de suite le montant en question dans une banque.
5. À ce jour, le Conseil-exécutif n'a connaissance d'aucun vol commis par des collaborateurs ou collaboratrices de la POCA. Si un objet saisi fait défaut, les circonstances de sa disparition sont soigneusement examinées. Lorsque la collaboration du Ministère public est requise pour la suite des opérations, le public en est informé dans tous les cas, aussi vite que possible et de la manière la plus transparente. Il y a lieu de répéter que la POCA saisit, chaque jour, de nombreux objets dans le cadre de ses

activités: ceux-ci sont minutieusement répertoriés et conservés en lieu sûr.

6. Ni le Conseil-exécutif ni la POCA n'ont connaissance de reproches de ce genre qui auraient été directement adressés à cette dernière.

7. L'enquête close au printemps 2014 a démontré qu'au moment de la disparition du montant en question, la POCA n'avait aucune lacune à déplorer en matière de sécurité.

Indépendamment de cet incident, la POCA réexamine en permanence ses processus et procédures et effectue le cas échéant des adaptations (sur le plan technique ou organisationnel). Dans différents locaux, elle dispose en outre de coffres-forts modernes, exigeant la saisie d'un code individuel et dont le système d'horodatage garantit l'enregistrement chronologique de chaque opération, permettant ainsi de remonter à la personne concernée.

Affaire 2014.RRGR.1135

N° de l'intervention: 217-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 17.11.2014
 Déposée par: Schindler (Berne, PS)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 85/2015 du 28 janvier 2015
 Direction: POM

Engagement du canton dans les interventions de maintien de la paix

Le 20 décembre 2011, la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) a assuré à la Confédération qu'elle mettait à sa disposition 20 experts et expertes de police. Ceux-ci participeront à des interventions policières internationales de maintien de la paix. Les corps de police des cantons, des villes et des communes comptent en tout 17 300 policiers et policières assermentés. La contribution promise est donc comparativement modeste et ne correspond qu'à un peu plus d'un millième des effectifs de police actuels.

L'intégration des commissions internationales pour la paix est bien meilleure qu'auparavant : la plupart du temps elles ont désormais une dimension militaire, policière et administrative. En fin de compte, dans les territoires en crise, la construction d'un Etat sain relève de la responsabilité des civils. La réussite de cette entreprise demande de gros efforts en particulier dans le domaine de la sécurité afin que les forces de sécurité soient bien formées et le contrôle démocratique de l'appareil de sécurité assuré. Parmi les 90 experts et expertes suisses, il y a douze fonctionnaires de police. Actuellement, parmi les douze policiers et policières envoyés par la Suisse, seuls trois sont vraiment issus d'un corps de police cantonal. En matière de contribution aux commissions internationales de paix, on peut mieux faire ! Ces actions ont un grand potentiel et sont très intéressantes pour la politique de la paix.

L'ONU demande des contingents bien plus importants. Les besoins en experts et expertes de police qualifiés sont très

élevés à l'international. Jusqu'à présent, le nombre de policiers et policières envoyés par la Suisse a toujours été largement inférieur à ce que demandait l'ONU. Les personnes parlant français notamment sont très demandées. Dans le message concernant la continuation de mesures de promotion de la paix, le parlement a accordé 30 policiers et policières au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) pour des interventions internationales. Le DFAE a ensuite signé le 20 décembre 2011 avec la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) une convention prévoyant que 20 policiers et policières au maximum soient mis à la disposition du DFAE pour les interventions de maintien de la paix. Jusqu'à présent, comme décrit plus haut, il n'y en a que trois. Il faut y remédier, et cela relève aussi de la responsabilité du canton de Berne.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles démarches le Conseil-exécutif a-t-il entreprises pour mettre en œuvre la convention entre la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) qui prévoit que les cantons mettent en permanence 20 policiers et policières à la disposition du DFAE pour les opérations de paix d'organisations internationales ?
2. Quelle place est accordée aux interventions des experts et expertes de police dans les opérations de paix d'organisations internationales dans les écoles de police ? Le Conseil-exécutif fait-il le nécessaire pour que la formation de base en opérations de paix constitue un élément à part entière de la formation en école de police ? Quels sont les contenus pour lesquels les forces de police opérationnelles doivent être formées à l'institut de formation policière de Brühl, en Allemagne (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), parce que les écoles de police de Suisse n'en sont pas capables ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. À la demande du directeur de la police et des affaires militaires M. Hans-Jürg Käser, la Police cantonale (POCA) a élaboré à ce sujet un projet de mise en œuvre sous la direction du commandant M. Stefan Blättler. Ce document prévoit que, compte tenu de sa représentation au sein du contingent suisse, la POCA fournisse deux à trois collaborateurs ou collaboratrices en qualité d'experts de police dans le cadre d'interventions de maintien de la paix au niveau international.

Le 10 juin 2014, la POCA a publié une offre d'emploi à l'interne, suite à laquelle elle a désigné deux collaborateurs et collaboratrices répondant au profil requis. L'une de ces personnes s'est désistée fin 2014 pour des raisons personnelles. Les candidatures sélectionnées par la POCA pour les interventions de maintien de la paix sont transmises aux services compétents de la Confédération. Le recrutement définitif et la procédure d'évaluation sont effectués par les autorités fédérales. Le moment et le lieu des interventions ne sont pas encore déterminés. Dès qu'ils le seront, la POCA publiera à nouveau une offre d'emploi à l'interne afin qu'à l'avenir

deux ou trois collaborateurs ou collaboratrices soient en permanence mis à disposition pour ce type d'interventions.

2. Pour correspondre au profil requis, les personnes engagées lors d'interventions de maintien de la paix doivent attester d'une expérience professionnelle d'au moins huit ans. La formation relève de la compétence de la Confédération, plus précisément du DFAE. Totalisant une moyenne de 20 participants suisses par année, cette formation est assurée de manière centralisée à Brühl en Allemagne (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), notamment pour des raisons de rentabilité.

Au cours de leur formation policière de base, les collaborateurs et collaboratrices de la POCA reçoivent des informations concernant les interventions de maintien de la paix. De telles missions ne pouvant être accomplies qu'après plusieurs années d'expérience professionnelle et une formation dispensée par les autorités fédérales, il ne serait pas pertinent que les écoles de police prévoient des cours dans ce domaine, et c'est pourquoi cela n'est pas non plus envisagé.

Selon le projet d'ordonnance fédérale sur les épidémies, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016, les exploitants de centres d'hébergement cantonaux pour requérants d'asile et de centres d'enregistrement de la Confédération doivent garantir l'accès à des mesures de prévention appropriées à toutes les personnes dont ils ont la charge (art. 32, al. 1). Ils doivent en particulier veiller à ce que ces personnes soient informées dans un délai utile à leur arrivée dans l'institution, par des professionnels de la santé et dans une langue qu'elles comprennent, sur les maladies infectieuses et leurs éventuels symptômes (sida, tuberculose). Les requérants d'asile doivent être informés sur l'accès à des soins médicaux. Ils bénéficient de moyens et de mesures thérapeutiques permettant de prévenir des maladies sexuellement transmissibles ou transmissibles par le sang, notamment des préservatifs, et dans un délai utile après leur arrivée dans l'institution, ils doivent avoir accès à des soins médicaux appropriés et à des vaccinations selon le plan national de vaccination (art. 32, al. 2). Autrement dit, la responsabilité n'incombe plus à l'OFS, mais aux exploitants des centres d'hébergement.

L'Office fédéral de l'intérieur écrit ainsi dans son commentaire du projet d'ordonnance sur les épidémies (http://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/2267/1_Epidemienverordnung_de.pdf) que ce changement se justifie par le fait que les responsabilités respectives de la Confédération et des cantons ont régulièrement donné lieu à des problèmes de délimitation qui confrontaient les professionnels de la santé à des compétences mal définies. Le placement dans un centre d'enregistrement de la Confédération ou dans un centre d'hébergement cantonal crée un rapport particulier entre les individus et l'Etat. Les demandeurs d'asile n'ont pas le droit d'exercer une activité professionnelle ; ils doivent demander une autorisation pour sortir du centre et sont tenus de participer aux tâches domestiques du centre. S'ils n'effectuent pas les tâches demandées ou enfreignent les règles de tranquillité, ils peuvent faire l'objet de sanctions, comme être privés de sorties. Le séjour dans un centre d'enregistrement de la Confédération ou dans un centre d'hébergement cantonal s'apparente donc à une privation de liberté au sens où l'entend l'article 3 de la loi fédérale du 20 mars 2009 sur la Commission de la prévention de la torture. L'Etat assume une responsabilité particulière pour toute forme d'atteinte à la santé des requérants d'asile.

Pour cette raison, les exploitants de centres d'hébergement cantonaux sont tenus de garantir aux personnes dont ils ont la charge l'accès à des mesures de prévention appropriées. L'information doit être délivrée rapidement et dans une langue que les demandeurs d'asile comprennent. Les professionnels de la santé chargés de délivrer l'information doivent avoir été formés à cet effet, également pour ce qui est des compétences transculturelles. Les exploitants de structures d'accueil doivent aussi mettre à disposition des moyens appropriés et des mesures thérapeutiques pour prévenir les maladies sexuellement transmissibles ou transmissibles par le sang, notamment des préservatifs.

L'accès aux soins médicaux est l'élément central de la prévention des maladies. Cet accès doit être garanti. Il est fait référence ici à des consultations sur place données par un médecin, à des traitements ambulatoires en milieu hospita-

Affaire 2014.RRGR.1153

N° de l'intervention: 233-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 17.11.2014
 Déposée par: Machado Rebmann
 (Berne, LAVerte) (porte-parole)
 Grimm (Berthoud, pvl)
 Schindler (Berne, PS)
 Cosignataires: 5
 Urgence: refusée le 20.11.2014
 N° d'ACE: 181/2015 du 18 février 2015
 Direction: POM

Garantir les soins médicaux dans les centres d'enregistrement des requérants d'asile

Depuis des années, les visites médicales dans les centres d'enregistrement des requérants d'asile ont fait place à un formulaire qui interroge les requérants sur leur état de santé. Les requérants sont ensuite attribués aux cantons, qui doivent alors assumer la responsabilité.

Selon les directives techniques de l'Office fédéral de la santé (OFS) relatives aux mesures à prendre par le service sanitaire de frontière pour les personnes relevant du domaine de l'asile dans les centres cantonaux et fédéraux (http://www.bag.admin.ch/themen/medizin/_00682/00687/01390/index.html?lang=fr), le médecin cantonal est chargé de garantir aux personnes relevant du domaine de l'asile l'accès aux vaccins. Les cantons doivent s'assurer que les requérants d'asile bénéficient des vaccins prévus par le plan national de vaccination. En cas de tuberculose, un traitement au niveau cantonal. Le personnel d'encadrement des centres organise le renvoi vers le médecin compétent, sur demande de la personne relevant du domaine de l'asile. Les indications à la vaccination sont fixées par le médecin compétent en fonction des recommandations de l'OFSP (Plan de vaccination suisse).

lier et, si nécessaire, à des consultations en cabinet privé. Une évaluation doit être faite par un professionnel de la santé avant d'adresser une personne à un médecin. Les maladies transmissibles doivent être détectées le plus rapidement possible, traitées de manière appropriée et déclarées dans les délais selon les directives de l'ordonnance. S'agissant des soins médicaux de base, il faut garantir que les tâches à exécuter soient confiées à des professionnels de la santé formés à la transculturalité et que, lors d'exams médicaux, on fasse appel à des interprètes lorsque les demandeurs d'asile ne maîtrisent pas la langue nationale de la région où ils se trouvent. Enfin, des vaccinations selon le plan national de vaccination doivent être proposées pour prévenir la transmission de maladies.

Après l'aide sociale, l'aide d'urgence et les soins médicaux pour les personnes relevant du domaine de l'asile (http://www.pom.be.ch/pom/de/index/migration/schutz_vor_verfolgung-asyl/publikationen_downloads.assetref/dam/documents/POM/MIP/de/MIDI/20140731%20-%20Fassung%202%20ASGNW.pdf), les requérants d'asile sont assurés selon le modèle du médecin de premier recours, et ils doivent impérativement voir d'abord un médecin de premier recours qui leur aura été attribué, faute de quoi ils doivent payer de leur poche la visite médicale et le traitement le cas échéant. Le médecin de premier recours est désigné par les services sociaux. Le service d'aide sociale est l'organisation partenaire qui gère l'hébergement collectif, qui a la responsabilité de mettre les requérants d'asile en contact avec leur médecin de premier recours. Cette attribution ne permet pas de savoir de quelle manière la vaccination est assurée selon le plan national de vaccination.

Manifestement, il y a des lacunes dans le programme de santé au centre d'hébergement du Hochfeld :

- A l'arrivée dans le centre, il n'y a pas d'entretien d'accueil et pas d'information sur l'accès aux soins médicaux ou aux vaccinations.
- Les requérants ne connaissent pas l'importance de la vaccination et ne savent pas où ils en sont à cet égard. Dans le même temps, les requérants sont admis dans les programmes d'occupation, notamment par Bern Mobil.
- Depuis des mois, il y a un problème de cafards et de sarcoptes qui n'est pas correctement pris en charge.
- La promiscuité liée à la surpopulation du centre cause des problèmes d'hygiène et un danger d'infections.
- La santé mentale des requérants est négligée, ils souffrent d'angoisses, de troubles du sommeil, de dépressions et de troubles post-traumatiques qui longtemps restent sans être diagnostiqués et traités.
- L'ordre ne règne pas suffisamment la nuit, ce qui est néfaste pour la santé des requérants.
- Les pensionnaires du centre d'hébergement ne reçoivent pas de préservatifs.

Bien que l'ordonnance fédérale sur les épidémies ne soit pas encore en vigueur, les raisons des responsabilités des autorités de l'Etat à l'égard des requérants d'asile impliquent que l'on fasse en sorte de prévenir tous les problèmes de santé quels qu'ils soient, que les requérants d'asile aient accès aux soins médicaux conformément à l'ordonnance fédérale et que les lacunes de la vaccination au niveau cantonal soient comblées.

Le Conseil-exécutif est par conséquent prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le canton de Berne peut-il garantir que les requérants d'asile qui lui ont été attribués ont un entretien dans un délai utile après leur arrivée au centre avec un médecin de premier recours dans une langue qu'ils comprennent et qu'ils sont informés par un personnel spécialisé sur les maladies infectieuses et leurs symptômes tels que le SIDA et la tuberculose) ? Dans l'affirmative, de quelle manière ?
2. Le canton de Berne assure-t-il que les requérants d'asile bénéficient dans un délai utile après leur arrivée dans le centre de soins médicaux et de vaccinations selon le plan national de vaccination ? Dans l'affirmative, comment ?
3. De quelle manière le médecin cantonal remplit-il ses responsabilités en ce qui concerne l'accès des requérants d'asile à la vaccination ? Comment se présente la collaboration avec les médecins de premier recours ?
4. Le canton de Berne s'assure-t-il que les moyens thérapeutiques adéquats pour la prévention des maladies sexuellement transmissibles ou transmissibles par le sang soient mis à disposition, notamment les préservatifs ? Dans l'affirmative, comment ?
5. Qui est actuellement responsable de l'assistance médicale et des soins médicaux, de l'accès à la vaccination et de la mise à disposition des moyens adéquats pour la prévention de maladies sexuellement transmissibles ou transmissibles par le sang ?
6. Le canton est-il en mesure d'assurer que les exploitants privés des centres d'hébergement disposent d'un personnel médical suffisant formé à la transculturalité. Dans l'affirmative, comment ?
7. Les centres d'hébergement du canton de Berne ont-ils chacun leur médecin attitré ? Dans la négative, le canton de Berne pense-t-il prendre les dispositions nécessaires pour que ce soit dorénavant le cas ?
8. Des consultations médicales sont-elles organisées dans les centres d'hébergement ? Dans la négative, le Conseil-exécutif est-il prêt à prendre les mesures nécessaires pour que ce soit le cas ?
9. A qui peuvent s'adresser les requérants d'asile si l'accès aux soins médicaux et à la vaccination ou la mise à disposition des moyens nécessaires pour la prévention des maladies sexuellement transmissibles ou transmissibles par le sang n'est pas garanti par l'exploitant ou l'exploitante de leur centre d'hébergement ?
10. Le Conseil-exécutif a-t-il connaissance des problèmes et troubles psychiques dont souffrent les requérants d'asile ? Pense-t-il prendre des mesures pour y apporter un remède ? Dans l'affirmative, quand, et lesquelles ?
11. Le Conseil-exécutif a-t-il connaissance des problèmes d'hygiène qui règnent dans les centres d'hébergement ? Quand et de quelle manière pense-t-il remédier aux conditions d'hygiène ?

Centre d'hébergement du Hochfeld :

12. Quand le Conseil-exécutif pense-t-il prendre les mesures nécessaires pour que soient efficacement com-

battus les cafards et autres sarcoptes au centre du Hochfeld ?

13. Le Conseil-exécutif sait-il que l'ordre n'est pas suffisamment imposé la nuit dans ce centre ? Que pense faire le canton de Berne pour que ce soit le cas à l'avenir ?
14. Le Conseil-exécutif sait-il qu'au centre du Hochfeld, les pensionnaires n'ont pas accès aux préservatifs ? Que pense-t-il faire pour que ce soit le cas à l'avenir ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Dans un premier temps, les personnes relevant du domaine de l'asile sont admises dans un centre d'enregistrement et de procédure (CEP) de la Confédération, qui est chargé d'assurer l'accès aux soins et la prise en charge médicale. Dans un second temps, elles sont transférées dans un centre d'hébergement collectif cantonal, où les soins sont assurés par deux entités. D'un côté, le Service des migrations du canton de Berne (SEMI) inscrit les personnes relevant du domaine de l'asile auprès de l'assurance obligatoire des soins (avec effet rétroactif au moment de l'admission dans le CEP), désigne un médecin de premier recours en accord avec les services d'aide sociale en matière d'asile et délivre le bon remplaçant la carte d'assuré ordinaire. De l'autre, les services d'aide sociale en matière d'asile informent lesdites personnes des soins médicaux selon l'annexe 4 de la Directive sur l'aide sociale, l'aide d'urgence et les soins médicaux pour les personnes relevant du domaine de l'asile dans le canton de Berne (ci-après Directive sur l'aide sociale).

Les services d'aide sociale en matière d'asile fournissent des explications aux personnes relevant du domaine de l'asile quant au fonctionnement du système du médecin de premier recours et à la manière dont elles doivent utiliser le bon, en leur précisant qu'elles n'ont accès qu'à des traitements dans le canton de Berne. En règle générale, ils examinent l'état de santé de ces personnes à l'aide de formulaires et de listes de vérifications, disponibles en plusieurs langues. Ils organisent et coordonnent tous les rendez-vous chez le médecin et donnent régulièrement des informations sur des thèmes tels que la prévention, la contraception et le comportement à adopter en cas d'urgence. En outre, les prestations qui ne sont pas couvertes par la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance maladie (LAMal; RS 832.10) sont en grande partie remboursées, notamment les soins dentaires, les lunettes ou autres prestations non obligatoires. Ce point sera approfondi ci-après.

2. L'accès aux soins médicaux et aux vaccins selon le plan suisse de vaccination est assuré par le médecin de premier recours. Une fois que la personne relevant du domaine de l'asile a reçu son bon – remis jusqu'à présent dans les meilleurs délais aux services d'aide sociale en matière d'asile et, depuis le 1^{er} janvier 2015, par principe dans un délai de dix jours ouvrables –, elle est libre de consulter le médecin de premier recours. Le service d'aide sociale en matière d'asile est tenu de l'aider dans cette démarche. En vertu des bases légales de l'assurance obligatoire des soins, les personnes relevant du domaine de l'asile ont toutes droit aux mêmes prestations médicales (y c. vaccins facultatifs selon le plan suisse de vaccination).

Un médecin-conseil examine l'opportunité d'accorder des prestations non couvertes par l'assurance obligatoire des soins et dépassant 500 francs. Les traitements dentaires font aussi l'objet d'une vérification par un médecin-dentiste-conseil mandaté par le SEMI. Si les frais sont inférieurs à 500 francs, les services d'aide sociale en matière d'asile les prennent en charge au moyen des forfaits (cf. Directive sur l'aide sociale, 6.7). À titre d'exemple, les frais engendrés par des punaises de lit, le traitement de la gale, des mesures d'hygiène, etc., sont pris en charge par l'Office de la population et des migrations (OPM) à partir d'un montant de 500 francs.

3. Dans ses directives du 29 décembre 2005 concernant les examens et les mesures sanitaires de frontière pour les personnes relevant du domaine de l'asile, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a réglé la répartition des tâches de façon à garantir l'accès aux vaccins. À la demande de la personne concernée, le service d'aide sociale en matière d'asile convient d'un rendez-vous avec le médecin de premier recours, qui administre le vaccin selon le plan suisse de vaccination, à la charge de l'assurance de base.

4. Pour prévenir les maladies sexuellement transmissibles, les services d'aide sociale en matière d'asile mettent des moyens appropriés à disposition par le biais de ce qu'on appelle des prestations circonstancielles. En ce qui concerne les maladies transmissibles par le sang, les mesures thérapeutiques ou autres moyens doivent être prescrits par le médecin de premier recours.

5. Comme mentionné précédemment, dès l'admission d'une personne relevant du domaine de l'asile dans un centre cantonal, la prise en charge médicale est assurée par deux entités: le SEMI et le service d'aide sociale en matière d'asile mandaté par le canton. La compétence pour les soins relève du médecin de premier recours, qui peut être consulté aux heures d'ouverture habituelles. Les soins d'urgence sont également assurés par les infrastructures ordinaires.

6. Il faut tout d'abord préciser que le Conseil-exécutif n'opère pas de distinction entre les services d'aide sociale en matière d'asile relevant du droit privé ou du droit public. Toutes les institutions sont soumises aux mêmes dispositions.

Les subventions fédérales ne couvrent pas le financement du personnel médical. En cas de besoin, les personnes relevant du domaine de l'asile placées dans un hébergement collectif sont dirigées vers un médecin de premier recours. La Directive sur l'aide sociale prévoit en outre que chaque hébergement collectif dispose d'une armoire à pharmacie.

Dans le cas où une personne relevant du domaine de l'asile se plaint de douleurs ou se sent mal ou malade, le personnel d'encadrement détermine, dans la mesure de ses possibilités, s'il s'agit d'une urgence ou d'une maladie bénigne pouvant être traitée avec les médicaments de l'armoire à pharmacie. En cas de doute, il organise de toute façon un rendez-vous chez le médecin compétent et, en cas d'urgence, il appelle les secours. Comme prévu dans le contrat, le personnel d'encadrement doit disposer de compétences interculturelles. Depuis le 1^{er} janvier 2015, la notation utilisée dans la nouvelle directive sur l'aide sociale,

l'aide d'urgence et les soins médicaux pour les personnes relevant du domaine de l'asile dans le canton de Berne est la compétence transculturelle.

7. Un médecin de premier recours au moins est à la disposition des personnes placées dans un hébergement collectif. Les services d'aide sociale en matière d'asile sont libres de convenir de tranches horaires précises avec ce dernier.

8. Du point de vue opérationnel, les services d'aide sociale en matière d'asile sont libres de proposer des consultations médicales au sein des centres d'hébergement. Il n'est toutefois pas prévu d'établir des prescriptions en ce sens.

9. Les exploitants des centres d'hébergement collectif sont tenus, de par la loi et leur contrat, de garantir l'accès au système de santé. Dans ce contexte, le fait qu'ils soient soumis au droit privé ou au droit public ne joue aucun rôle. Une fois que les personnes relevant du domaine de l'asile ont reçu leur bon, elles sont libres de consulter le médecin de premier recours. Les soins d'urgence sont prodigués même sans le bon.

10. Les personnes demandant l'asile invoquent des persécutions dans leur pays d'origine. Il est donc évident que certaines d'entre elles souffrent de troubles psychiques engendrés par ces épreuves ou par des événements vécus lors de leur fuite. Ces personnes ont accès à des traitements, à condition que leurs troubles soient diagnostiqués par un médecin et que les prestations correspondantes soient prévues dans la LAMal. Il existe en outre la possibilité, sur prescription médicale, d'un placement dans une institution spécialisée telle qu'un établissement psychiatrique (p. ex. une clinique ambulatoire pour les victimes de torture ou de guerre). Le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas nécessaire de prendre d'autres mesures.

11. L'auteur de l'interpellation semble se référer à des articles de presse sur le centre d'hébergement collectif de Hochfeld. En ce qui concerne les punaises de lit, l'inspectrice de l'hygiène de la ville de Berne a examiné le centre et rédigé un rapport à l'attention de la conseillère communale compétente. Dans ce rapport, elle a déclaré que les locaux examinés étaient propres et dans un état d'hygiène irréprochable. Les centres d'hébergement collectif sont régulièrement soumis à des inspections. Le Conseil-exécutif estime donc qu'il n'est pas nécessaire de prendre d'autres mesures.

12. Une protection durable contre les punaises de lit est impossible puisqu'elles sont présentes sur l'être humain. Même en faisant preuve de la plus grande vigilance, il est impossible d'exclure qu'une personne admise porte des punaises de lit.

Il en va plus ou moins de même pour le traitement de la gale. Bien qu'il existe des médicaments pris en charge par la LAMal, les services d'aide sociale en matière d'asile ont, par le passé, acheté des médicaments n'étant pas en vente en Suisse. L'OPM et les exploitants – l'ORS Service AG à Hochfeld – fournissent, dans la mesure de leurs possibilités, tous les efforts nécessaires pour lutter contre la gale. Étant donné que cette maladie est présente sur l'être humain et se transmet au contact de la peau, il est également impossible de l'éradiquer, même en faisant preuve de la plus grande vigilance.

Selon le plan d'hygiène, le centre d'hébergement collectif de Hochfeld, et notamment les installations sanitaires, est

complètement nettoyé trois fois par jour par les personnes relevant du domaine de l'asile, sous la direction du personnel d'encadrement. Ces installations sont utilisées de manière intensive entre chaque nettoyage.

13. Le contrat des exploitants des centres d'hébergement collectif prévoit l'établissement d'un règlement interne, qui doit notamment contenir des dispositions sur l'ordre pendant la nuit. Aucune indication n'a été fournie au Conseil-exécutif laissant entendre que les exploitants du centre de Hochfeld ne veilleraient pas suffisamment à l'ordre pendant la nuit.

Par principe, il est toujours difficile d'imposer l'ordre la nuit dans des chambres accueillant environ 20 personnes. Le personnel d'encadrement se retrouve face à des personnes adultes, auxquelles il est impossible de dicter l'heure du coucher. Néanmoins, il veille à ce que le bruit diminue notablement à partir de 22h, en posant notamment des limites (p. ex. fermeture de la cuisine, interdiction de jouer au billard ou au baby-foot, extinction du téléviseur à 23h). De plus, la partie arrière du centre est réservée aux personnes qui se couchent tôt.

14. Les préservatifs sont des moyens de contraception qui, dans le cadre de l'aide sociale, font partie de ce qu'on appelle des prestations circonstancielles. Les services d'aide sociale en matière d'asile sont indemnisés pour fournir ces prestations. Les compétences et l'indemnisation sont réglées dans la Directive sur l'aide sociale. Enfin, la manière dont ces prestations sont fournies relève de la responsabilité desdits services. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas nécessaire de prendre d'autres mesures.

Affaire 2014.RRGR.1196

N° de l'intervention:	258-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	23.11.2014
Déposée par:	PS-JS-PSA (Marti, Berne) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	137/2015 du 11 février 2015
Direction:	POM

Journée portes ouvertes dans les centres d'hébergement des requérants d'asile

Une journée portes ouvertes permet au public de visiter les centres d'hébergement des requérants et requérantes d'asile et ainsi de réviser leurs préjugés, de calmer leurs craintes et de mieux comprendre la situation des réfugiés. Cette journée favorise également les rencontres interculturelles. Elle permet aussi de rétablir la vérité sur les aménagements des centres d'hébergement.

Certains centres ont déjà organisé avec succès une journée portes ouvertes, d'autres n'ont pas encore eu l'occasion de le faire.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif pense-t-il lui aussi qu'une journée portes ouvertes permet de faire la transparence, de susciter la compréhension de la population et de favoriser

- les rencontres avec les pensionnaires des centres d'hébergement ?
2. Quels centres exploités sur mandat du canton de Berne ont-ils organisé une journée portes ouvertes ces douze derniers mois ?
 3. Que pense le Conseil-exécutif du succès rencontré par ces manifestations ?
 4. Est-il disposé à faire en sorte que tous les centres d'hébergement organisent régulièrement des journées portes ouvertes ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Le Conseil-exécutif juge important de fournir à la population des informations claires et intelligibles sur les centres d'hébergement pour les personnes relevant du domaine de l'asile. C'est pourquoi à chaque ouverture d'un nouveau centre de ce type, une séance d'information est organisée à l'attention des riverains et de la population, afin de présenter la situation actuelle dans le domaine de l'asile en Suisse et dans le canton de Berne, le déroulement de la procédure d'asile ainsi que la vie quotidienne dans les centres en question. Ces séances d'information visent à dissiper d'éventuels doutes, atténuer la peur et favoriser la compréhension pour la situation difficile que vivent les personnes concernées.
Contrairement à une journée portes ouvertes, la séance d'information garantit le respect de la vie privée des personnes au sein de l'hébergement collectif, puisqu'aucune visite guidée n'y est effectuée. Le centre doit avant tout offrir un espace de vie et n'est pas conçu comme un lieu de rencontre. La sphère privée et la protection de la personnalité priment nettement l'intérêt public.
2. Au cours des douze derniers mois, l'Office de la population et des migrations a ouvert huit nouveaux centres d'hébergement dans le canton de Berne. Quatre d'entre eux ont organisé une journée portes ouvertes l'an dernier (hébergement collectif de Riggisberg; centre d'hébergement d'urgence Lindenfeld à Berthoud; hébergement collectif Schaffhausen à Hasle bei Burgdorf et hébergement d'urgence Hindelbank – uniquement pour les riverains), alors que deux autres en prévoient une pour 2015. La pratique de telles journées est donc déjà largement établie.
En outre, les responsables de certains centres – indépendamment de la date d'ouverture – prévoient une rencontre annuelle avec les riverains afin d'entretenir le contact personnel et de répondre à d'éventuelles questions.
3. Selon le Conseil-exécutif, les séances d'information et les journées portes ouvertes sont un moyen adéquat pour familiariser les riverains et la population en général avec le thème de l'asile et les sensibiliser au sort des personnes concernées.
4. Le Conseil-exécutif estime qu'il ne lui appartient pas de soumettre les journées portes ouvertes dans les centres d'hébergement à un rythme défini, d'autant plus que la nécessité d'informer peut également être assurée par d'autres canaux complémentaires aux séances d'information mentionnées (p. ex. tracts, rencontres, etc.). Une prise de contact directe avec les centres est d'ailleurs possible en tout temps.

L'organisation de journées portes ouvertes nécessite – outre une pondération soigneuse des différents intérêts – l'accord et la disponibilité de différents acteurs, notamment des responsables du centre, de l'exécutif et de l'administration de la commune concernée ainsi que du centre de compétences du canton en matière de communication. En principe, la responsabilité pour l'organisation d'un tel événement incombe à l'organisme chargé de la gestion du centre.

Affaire 2014.RRGR.737

N° de l'intervention:	144-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	07.07.2014
Déposée par:	Hirschi (Moutier, PSA)
Cosignataires:	2
N° d'ACE:	146/2015 du 11 février 2015

Vers une privatisation de l'Hôpital du Jura bernois ?

Au cours d'une conférence de presse tenue le 4 juillet 2014, le Conseil d'administration de l'Hôpital du Jura bernois SA a annoncé l'association de HJB SA avec le groupe privé Genolier Swiss Medical Network. Ce partenariat public-privé se traduira notamment par la création, sur le site de Saint-Imier, d'un Institut de radiologie du Jura bernois (IRJB) qui disposera d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM). Selon la direction de HJB SA, il sera possible, grâce à cette acquisition au financement privé, « d'éviter d'importants déplacements aux patients et d'améliorer ainsi leur confort » puisque les personnes nécessitant une IRM sont aujourd'hui contraintes de se diriger sur Bienne, Neuchâtel ou le canton du Jura. La création de cet institut de radiologie ne concerne pour l'instant que le site de Saint-Imier. Le Conseil d'administration a encore annoncé que, dans le cadre de la même association avec le groupe Genolier, un spécialiste en ophtalmologie consultera sur le site imérien dès le mois d'août.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Lorsqu'il s'agira de prescrire une IRM à un patient domicilié à Moutier ou dans sa couronne, les médecins traitants et la direction d'HJB SA veilleront-ils à l'adresser au centre d'imagerie le plus proche afin, précisément, de « lui éviter d'importants déplacements et d'améliorer ainsi son confort » ? Des accords ont-ils été cherchés dans ce sens avec les hôpitaux voisins ?
2. Pour les examens IRM comme pour les consultations ophtalmologiques, les intérêts économiques et les objectifs de rentabilité du partenaire privé d'HJB SA ne risquent-ils pas au contraire de l'emporter sur ceux du patient ?
3. Lors de la création de HJB SA, né de la fusion des deux hôpitaux du Jura bernois, il avait été convenu que les deux sites seraient traités sur un pied d'égalité. L'évolution à laquelle on assiste constitue-t-elle les prémices d'une privatisation du site de Saint-Imier et d'un désengagement sur le site de Moutier ?

4. La Direction de la santé publique a-t-elle été consultée avant l'accord passé entre HJB SA et le groupe privé Genolier ? Dans l'affirmative, quelle est l'appréciation de cette direction, s'agissant en particulier de l'équité vis-à-vis des patients de Saint-Imier et de Moutier ?
5. Le niveau des primes de l'assurance-maladie est très élevé dans le canton de Berne, notamment en raison de la forte présence sur le canton d'hôpitaux privés. Quel effet le partenariat public-privé scellé par HJB SA aura-t-il à terme sur les primes payées par les assurés du Jura bernois ?

Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 04.09.2014
 N° d'ACE: 148/2015 du 11 février 2015
 Direction: SAP

Révision de l'ordonnance sur les foyers: risque d'explosion des coûts

Le projet de révision de l'ordonnance sur les foyers (OFoy) prévoit faire passer à 16 mètres carrés au minimum l'espace habitable personnel à disposition des pensionnaires. Au lieu d'investir dans la qualité des soins et la prise en compte des besoins spécifiques des pensionnaires, on privilégie les infrastructures. Cette nouvelle disposition risque d'entraîner des surcoûts considérables pour les EMS qui seront contraints de procéder à des travaux coûteux. Ces frais supplémentaires devront être répercutés sur les pensionnaires. Or, bon nombre d'entre eux touchant déjà des prestations complémentaires, celles-ci augmenteraient encore aux frais des contribuables.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien d'EMS devraient faire des travaux à cause de la nouvelle réglementation ?
2. Quel délai transitoire prévoit-on pour la mise en application de la règle des 16 mètres carrés minimum ?
3. Des dérogations sont-elles prévues ? Dans l'affirmative, lesquelles ?
4. Combien de chambres d'EMS sont concernées dans l'ensemble du canton ?
5. Combien de lits d'EMS vont disparaître du fait de la nouvelle réglementation ?
6. Quels sont les EMS les plus touchés ?
7. Combien d'EMS sont-ils menacés ?
8. Quel sera le coût total des travaux nécessaires (frais d'étude compris) dans l'ensemble du canton ?
9. Comment les coûts seront-ils répartis entre le canton et les EMS privés ?
10. Comment va évoluer le rapport entre les coûts d'infrastructure et les coûts d'exploitation ?
11. Quelles autres dispositions de l'OFoy vont faire augmenter les coûts ?
12. Des dispositions de la nouvelle ordonnance vont-elles faire baisser les coûts ?
13. Quand la nouvelle ordonnance va-t-elle entrer en vigueur ?

Motivation de l'urgence :

L'OFoy a été envoyée en procédure de consultation en août dernier. Les réponses aux questions devraient être connues et rendues publiques avant la fin de la procédure de consultation.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de l'interpellation craint que la révision de l'ordonnance sur les foyers (OFoy) engendre une explosion des coûts pour les établissements médico-sociaux (EMS), car la taille minimale d'une chambre à un lit passera de 10 m², selon la réglementation actuelle, à 16 m², la révision adaptant ainsi ce minimum à la prescription qui s'applique d'ores et déjà aux nouvelles constructions. Le Conseil-

Réponse du Conseil-exécutif

L'interpellatrice aimerait connaître les conséquences du partenariat public-privé annoncé entre l'Hôpital du Jura bernois SA (HJB SA) et le groupe privé Genolier Swiss Medical Network pour la patientèle et la population du Jura bernois.

Question 1

Dans le domaine médical, les besoins des patientes et des patients priment les objectifs économiques, étant entendu que les prestations sont à fournir dans le respect du principe de l'économicité. Pour ce qui est des examens réalisés avec des appareils medicotechniques, le choix du lieu par le médecin dépend de l'infrastructure la plus adéquate pour obtenir les résultats voulus.

Question 2

Comme indiqué dans la réponse à la question 1, les objectifs économiques sont subsidiaires. Un hôpital doit cependant pouvoir fournir ses prestations tout en couvrant ses frais.

Question 3

La couverture en soins est à assurer à l'échelle de la région. C'est le conseil d'administration qui dirige la société anonyme hospitalière dans le cadre des tâches intransmissibles et inaliénables qui lui sont dévolues par la législation. Bien que propriétaire, le canton n'a donc pas d'influence sur la répartition des prestations entre les sites.

Question 4

La SAP laisse la direction des entreprises hospitalières aux conseils d'administration.

Question 5

L'étroite collaboration prévue garantit une offre durable dans le domaine en question. Mais c'est l'ensemble des prestations hospitalières et des coûts qui en découlent qui sont à prendre en compte dans les négociations tarifaires. Les partenaires cherchent à aboutir à un bon rapport prix-prestation, quel que soit l'organisme responsable. Le Conseil-exécutif ne peut pas encore se prononcer sur les effets positifs ou négatifs du partenariat sur l'évolution des primes d'assurance-maladie à long terme.

Affaire 2014.RRGR.784

N° de l'intervention: 151-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 07.08.2014
 Déposée par: Guggisberg (Kirchlindach, UDC)
 (porte-parole)

exécutif est favorable à l'accroissement de la surface individuelle pour des raisons qui relèvent aussi bien de la qualité de vie que de la qualité des soins. Il faut en effet un minimum d'espace pour permettre à chaque pensionnaire d'emmener quelques-uns de ses meubles lorsqu'il ou elle emménage dans un EMS et de décorer la pièce avec des objets personnels. C'est pratiquement impossible lorsque la surface minimale est fixée à 10 m². Si l'on tient compte de l'équipement standard – un lit permettant les soins (2 m²), une armoire (2 m²), une table de nuit et une chaise (1 m²) – et de l'espace pour circuler, il ne reste pratiquement plus de place pour des meubles personnels. Or, dans un EMS, la chambre constitue le seul endroit où les pensionnaires peuvent préserver leur intimité. Il n'est de plus pas facile, lorsque l'on arrive en fin de vie, de voir son espace vital réduit à une pièce unique. Lorsque celle-ci est de plus exiguë, la qualité de l'habitat ne peut qu'en pâtir. Pouvoir s'entourer d'objets et d'éléments de mobilier auxquels on tient est rassurant et permet de se sentir « chez soi ». Des soins de qualité exigent aussi un espace suffisant, car il faut par exemple de la place pour s'occuper des pensionnaires et les aider à se déplacer. Lorsqu'un ou une pensionnaire a besoin d'un déambulateur ou d'une chaise roulante, une chambre de 10 m² est trop exiguë pour parvenir à s'y mouvoir. En entravant le recours à de tels moyens auxiliaires, le manque d'espace peut avoir des répercussions négatives sur les finances et exiger davantage de personnel.

Une comparaison avec les prescriptions d'autres cantons montre que le minimum de 16 m² prévu par le canton de Berne se situe dans la moyenne (canton de Zurich : 14 m² ; cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Soleure et Vaud : 16 m² ; canton de Saint-Gall : 20 à 23 m² ; canton de Glaris : 24 m²).

Lors de l'examen préalable entrepris en 2004, ni les représentants des EMS ni leur association n'avaient contesté le projet visant à fixer la surface minimale à 16 m² par pensionnaire. Par le passé, beaucoup d'établissements étaient conçus soit pour accueillir des personnes âgées alertes soit comme des hôpitaux. Compte tenu de l'accroissement des besoins en soins et de la difficulté à trouver des occupants pour les chambres à plusieurs lits, nombre d'EMS ont adapté leur infrastructure ces dix dernières années, privilégiant les chambres à un lit et créant des formes d'habitat modernes, telle la vie en groupe. L'année 2006 a été marquée par l'entrée en vigueur du programme-cadre des locaux, qui prescrit un espace minimum de 16 m² par personne. Tous les établissements construits ou ayant subi des rénovations importantes depuis lors respectent cette exigence. Il s'agit d'une cinquantaine d'EMS (sur un total de 319). Environ trente EMS sont par ailleurs en construction ou en rénovation et respecteront eux aussi la nouvelle prescription.

Contrairement à l'auteur de l'interpellation, le Conseil-exécutif suppose dès lors que l'accroissement de la surface

minimale par pensionnaire dans les établissements médico-sociaux ne fera pas exploser les coûts. La mise en œuvre, dès 2011, du nouveau régime de financement des soins a aussi conduit à adapter le financement de l'infrastructure. Le tarif des séjours comprend désormais une contribution aux coûts d'infrastructure qui permet aux EMS de constituer des réserves pour des transformations ou de nouvelles constructions, de payer les intérêts de leurs hypothèques ou d'amortir celles-ci. Cette contribution n'est pas calculée sur la valeur minimale de 16 m², mais sur la valeur recommandée de 18 m² de surface par pensionnaire. Les EMS ont donc depuis 2011 la possibilité de financer eux-mêmes leurs travaux de transformation ou de construction. Ils alimentent à cet effet un fonds à affectation liée, en suivant les recommandations publiées par l'Association bernoise des établissements médico-sociaux (abems) à l'intention de ses membres. Celles-ci prévoient de verser les contributions aux coûts d'infrastructure sur un compte de revenus distinct et de les destiner uniquement à l'acquisition ou au remplacement des installations ainsi qu'à la couverture des frais de capital. Un système de monitoring cantonal, en cours de préparation, garantira l'utilisation conforme de ces sommes. La révision totale de l'OFoy a dû être reportée en raison de divers grands projets urgents. Le Conseil-exécutif reprendra le dossier une fois le texte législatif élaboré. L'entrée en vigueur de l'ordonnance révisée, et partant des nouvelles dispositions sur l'espace minimal réservé à chaque pensionnaire, est désormais prévue pour la mi-2018. Les EMS qui ne remplissent pas encore les exigences auront ainsi davantage de temps pour adapter leur infrastructure.

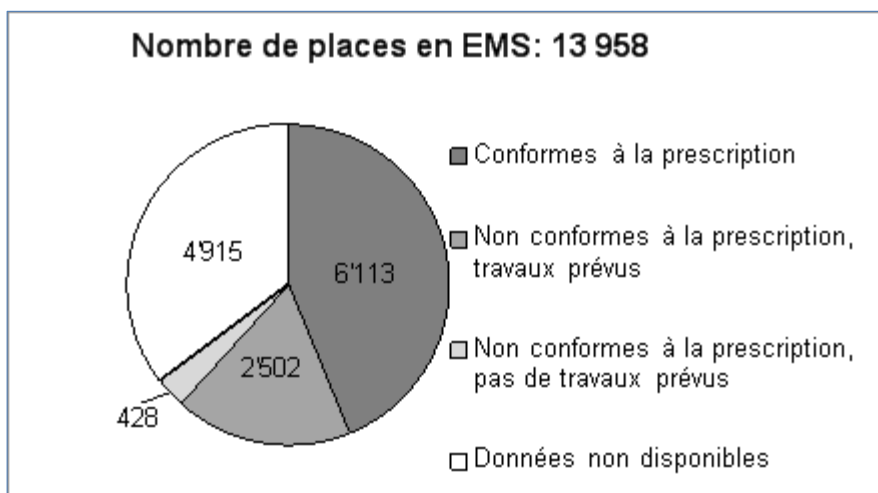
Question 1

Combien d'EMS devraient faire des travaux à cause de la nouvelle réglementation?

Pour être en mesure de répondre à cette question, l'Office des personnes âgées et handicapées (OPAH) a requis l'aide de tous les EMS en leur adressant un courrier. Le canton de Berne compte 319 EMS au bénéfice d'une autorisation et effectivement exploités, qui peuvent accueillir ensemble 13 958 pensionnaires. Sur l'ensemble de ces établissements, 59 pour cent ont joué le jeu et répondu à l'enquête. L'OPAH dispose ainsi d'informations sur 187 EMS, soit 9043 places réparties dans 7822 chambres. Voici les résultats de l'enquête :

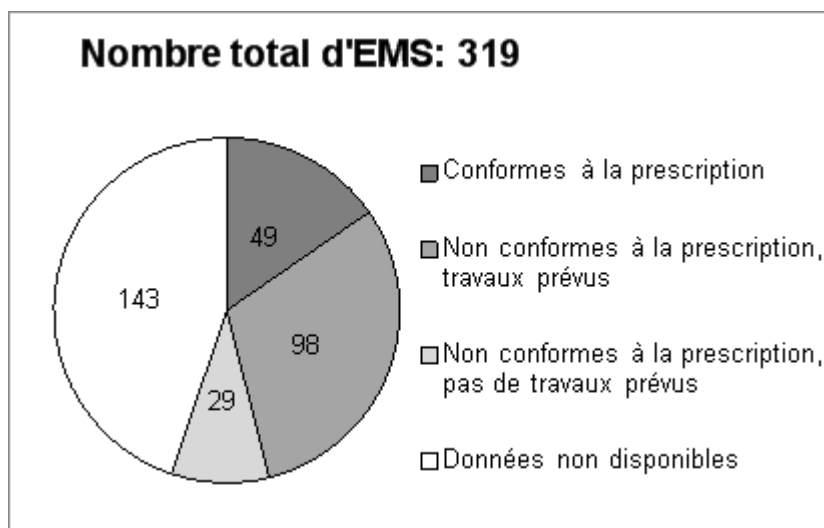
- 997 des chambres à un lit mesurent moins de 16 m² ;
- 914 des chambres à deux lits mesurent moins de 32 m² ;
- 35 des chambres à trois lits mesurent moins de 48 m².

Il en ressort que 2930 places réparties dans 1964 chambres ne respectent pas la future prescription qui fixe à 16 m² la surface minimale par pensionnaire. Sur ce total, 2502 places se trouvent dans des établissements où des rénovations aux fins de maintien de la valeur, des transformations ou de nouvelles constructions sont prévues dans les cinq à dix prochaines années.



Sur les EMS ayant répondu à l'enquête, 49 respectent d'ores et déjà la prescription de 16 m² et 98 prévoient d'entreprendre des rénovations aux fins de maintien de la valeur, des travaux de transformation ou une nouvelle construction dans les cinq à dix années à venir. Les établissements ne sont toutefois pas tous en mesure d'entreprendre des travaux de transfor-

mation ou une nouvelle construction. En la matière, les EMS qui occupent un bâtiment protégé ne disposent que d'une marge de manœuvre limitée, et il en va de même pour les établissements qui louent leurs locaux. Ces derniers peuvent néanmoins envisager, à moyen terme du moins, de déménager dans des bâtiments qui respectent la nouvelle exigence.



L'analyse d'un échantillon des établissements situés en ville de Berne¹⁷ n'ayant pas répondu à l'enquête montre que 795 places sur 1137 respectent les exigences, que des travaux sont prévus dans le cas de 179 places et que 163 places ne sont pas conformes aux exigences. Il est impossible de procéder à une estimation pour tous les établissements n'ayant pas pris part à l'enquête, car la situation varie d'un EMS à l'autre.

Question 2

Quel délai transitoire prévoit-on pour la mise en application de la règle des 16 mètres carrés minimum ?

Les chambres devront être adaptées au terme d'un délai transitoire qui sera probablement fixé à dix ans à partir de l'entrée en vigueur de la nouvelle OFoy. Etant donné que celle-ci est prévue pour mi- 2018 et que le programme-cadre des locaux est connu depuis 2004 déjà et appliqué

aux nouvelles constructions depuis 2006, le délai transitoire s'étend au total sur 24 ans.

Question 3

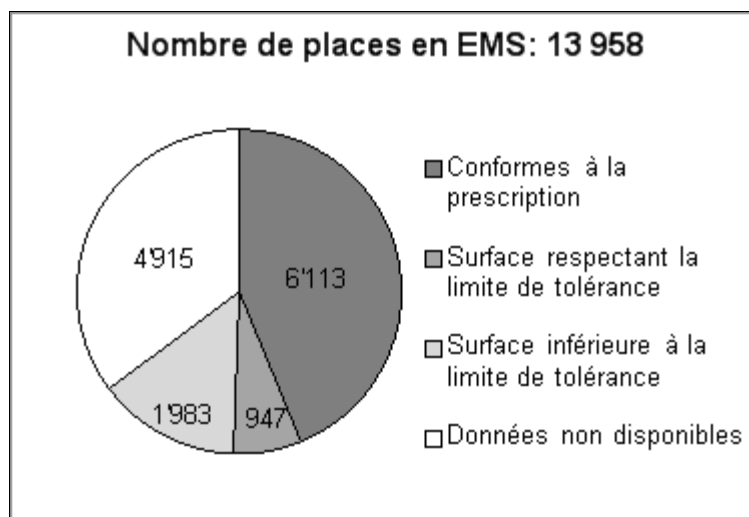
Des dérogations sont-elles prévues? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Dans les bâtiments existants, une tolérance de 10 pour cent est admise pour l'espace minimum. Autrement dit, les chambres qui offrent au moins 14,4 m² par pensionnaire (sans la salle de bains et, dans les chambres à deux ou plusieurs lits, sans la salle de bains ni l'entrée) resteront admissibles.

Selon les résultats de l'enquête, 416 chambres à un lit mesurent actuellement moins de 14 m²¹⁸, 731 chambres à deux lits moins de 28 m² et 35 chambres à trois lits moins de 42 m². Ces chiffres correspondent à 1983 places en EMS.

¹⁷ L'analyse s'est fondée sur les données portées à la connaissance de l'OPAH.

¹⁸ Une valeur limite arrondie à 14 m² par pensionnaire a été fixée pour simplifier la tâche des institutions remplissant le questionnaire.



Sur les 1983 places où l'espace disponible est non seulement inférieur à la nouvelle exigence, mais même à 14 m², 255 seulement ne feront pas l'objet d'une rénovation aux fins de maintien de la valeur, de travaux de transformation ou d'une nouvelle construction dans les cinq à dix années à venir.

Question 4

Combien de chambres d'EMS sont concernées dans l'ensemble du canton ?

Sur les 7822 chambres pour lesquelles l'enquête a permis de réunir des données, 1947 offrent moins de 16 m² par personne et par chambre. Compte tenu de la tolérance qui admet une surface de 10 pour cent inférieure dans les bâtiments existants, seules 1182 chambres ne sont pas conformes. A ce nombre s'ajoutent toutefois les chambres non conformes situées dans les EMS n'ayant pas pris part à l'enquête.

Question 5

Combien de lits d'EMS vont disparaître du fait de la nouvelle réglementation ?

Si l'on admet que les chambres à deux ou à trois lits pourront encore être utilisées comme chambres à un et à deux lits respectivement et que toutes les chambres individuelles trop petites seront regroupées par deux pour constituer une chambre individuelle suffisamment grande, environ 1480 places (sur les 2930 identifiées dans le cadre de l'enquête) sont concernées par l'accroissement de la surface minimale par pensionnaire à 16 m². Compte tenu de la tolérance de 10 pour cent admise dans le cas de bâtiments existants, la modification de la prescription ne concerne plus que quelque 1000 places. A ce résultat s'ajoute cependant le nombre (inconnu) de chambres situées dans les EMS n'ayant pas répondu à l'enquête.

La demande actuelle permet toutefois de supposer que les établissements concernés s'efforceront de reconstruire les places « perdues » ou que d'autres EMS les reprendront volontiers. Voilà pourquoi le Conseil-exécutif ne pense pas que l'accroissement de la surface minimale fera disparaître des places en EMS. Les institutions rencontrent par ailleurs de plus en plus de difficultés à trouver des occupants pour les chambres trop petites ou les chambres à plusieurs lits. Les organismes responsables ont par conséquent tout intérêt à adapter leurs locaux aux attentes des (futurs) pensionnaires et de leurs proches.

Question 6

Quels sont les EMS les plus touchés ?

Tous les EMS qui n'ont pas réalisé de rénovations au cours des dix dernières années et où la surface par pensionnaire est inférieure à 14,4 m² devront procéder à des investissements. Comme expliqué plus haut, ces établissements disposent, grâce à la contribution aux coûts d'infrastructure, de moyens suffisants pour entreprendre les travaux nécessaires.

Question 7

Combien d'EMS sont-ils menacés ?

Aucun EMS ne sera menacé par la seule application de la nouvelle réglementation sur la taille des chambres; d'autant que le calcul du forfait d'infrastructure, perçu par les EMS et à affectation liée, ne se fonde pas sur la valeur minimale de 16 m², mais sur la valeur recommandée de 18 m² par pensionnaire en chambre individuelle.

Question 8

Quel sera le coût total des travaux nécessaires (frais d'étude compris) dans l'ensemble du canton ?

Il est difficile d'évaluer les conséquences financières, car elles dépendent pour l'essentiel de l'ampleur des transformations : des interventions simples seront-elles suffisantes ou faudra-t-il entreprendre de gros travaux, voire construire de nouveaux bâtiments ? Le forfait d'infrastructure se base sur un coût de 240 000 francs par place dans une nouvelle construction.

Question 9

Comment les coûts seront-ils répartis entre le canton et les EMS privés ?

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le canton ne verse plus de contribution d'investissement aux EMS et tous les établissements sont exploités selon les critères du secteur privé. En effet, depuis l'introduction, à cette date, du nouveau financement des soins dans le canton de Berne, tous les projets d'infrastructure des soins de longue durée en milieu résidentiel doivent être financés par le biais du forfait d'infrastructure intégré dans le tarif journalier.

Question 10

Comment va évoluer le rapport entre les coûts d'infrastructure et les coûts d'exploitation ?

Pour répondre à cette question, il faudrait mener des recherches approfondies et examiner en détail la comptabilité de chaque EMS. L'expérience de ces dernières années montre cependant que les coûts d'exploitation s'avèrent inférieurs dans un bâtiment moderne et bien conçu (sur les plans fonctionnel et énergétique) que dans un ancien bâtiment où les trajets à parcourir sont longs et où le fonctionnement ne peut pas être optimisé.

Questions 11 et 12

(11) *Quelles autres dispositions de l'OFOy vont faire augmenter les coûts ?*

(12) *Des dispositions de la nouvelle ordonnance vont-elles faire baisser les coûts ?*

La LAMal contient depuis 2003 déjà des dispositions sur la gestion de la qualité dans les établissements médico-sociaux. Les responsables des soins doivent notamment avoir suivi une formation continue dans la conduite du personnel. La révision de l'OFOy ne changera rien aux exigences en vigueur. Quant à la rémunération cantonale, elle se base sur les normes prescrites.

Les dispositions d'exécution qui figureront dans une ordonnance de Direction prendront la forme de normes minimales et régiront les conditions à remplir pour obtenir une autorisation d'exploiter. Les normes étant clairement définies, les frais administratifs devraient plutôt diminuer, tant du côté des EMS que de l'administration cantonale. Dans la mesure du possible, les nouvelles prescriptions renoncent aux exigences en vigueur jusqu'ici (obligation d'obtenir une certification, p. ex.) et tendent à renforcer la responsabilité des établissements (les examens auxquels le canton procédait pour vérifier la gestion des EMS et les soins seront remplacés par des déclarations spontanées). Tout compte fait, la révision de l'ordonnance n'augmentera pas les coûts dans le domaine des soins et allégera quelque peu les tâches dans les domaines administratif et financier.

Question 13

Quand la nouvelle ordonnance va-t-elle entrer en vigueur ?

La nouvelle ordonnance devrait entrer en vigueur au milieu de 2018.

Affaire 2015.RRGR.68

N° de l'intervention:	019-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	19.01.2015
Déposée par:	Brand (Münchenbuchsee, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	3
Urgence:	accordée le 22.01.2015
N° d'ACE:	220/2015 du 25 février 2015
Direction:	INS

Musée des Beaux-Arts de Berne: quelle suite pour la collection Gurlitt?

Le Musée des Beaux-Arts de Berne (MBAB) s'apprête à mettre en œuvre la convention signée le 24 novembre dernier au sujet de la collection Gurlitt. Ce document concerne plusieurs points épineux comme la détermination de la provenance des œuvres et les demandes de restitution des propriétaires d'avant-guerre. Avant que le MBAB n'accepte

l'héritage de la collection, ces deux points relevaient de la responsabilité de l'Allemagne et du Land de Bavière. Le musée est aujourd'hui le seul propriétaire de la collection ce qui, selon la convention, l'oblige à poursuivre les recherches sur l'origine des œuvres et la restitution des œuvres spoliées. On aurait pu faire en sorte que la charge financière lourde induite par les recherches sur la provenance des œuvres soit entièrement assumée par l'Allemagne et la Bavière, d'autant plus que les confiscations ont été décidées là et que les travaux sont d'ores et déjà en cours.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Lors de la conférence de presse convoquée à Berlin à l'occasion de la signature de la convention le 24 novembre 2014, le conseiller d'Etat Pulver a laissé entendre que le canton pourrait fournir un soutien financier. En découle-t-il des engagements financiers pour le canton ?
2. Le canton a-t-il déjà donné des assurances au MBAB ?
3. C'est aux Etats et non aux particuliers qu'il appartient de respecter les accords de Washington. Le canton a-t-il pris contact à ce sujet avec la Confédération (Office fédéral de la culture) ?
4. La détermination de la provenance des œuvres entraîne des dépenses élevées. Ces dépenses sont supportées en Allemagne par le gouvernement fédéral et le Land de Bavière. Comment cela va-t-il se passer en Suisse et dans le canton de Berne ?
5. La fondation Rudolf et Ursula Streit a laissé entendre, par la voix de Madame Ursula Streit, qu'elle pourrait fournir un soutien financier, à condition que les modalités de mise en œuvre de la convention du 24 novembre 2014 soient clarifiées. Cette condition est-elle remplie ?
6. A-t-on la garantie que la convention ne va pas créer des problèmes à d'autres musées suisses qui pourraient se retrouver confrontés à des demandes de restitution de la part de musées allemands (où étaient auparavant exposées les œuvres) ?
7. Le MBAB est signataire de la convention et a par conséquent un intérêt manifeste. Le Conseil-exécutif juge-t-il correct dans ces conditions que ce soit le propre service du musée qui mène les recherches sur la provenance des œuvres ? Ne vaudrait-il pas mieux créer un service spécifique (en coordination avec la Confédération) qui soit conforme aux principes des accords de Washington ?

Réponse du Conseil-exécutif

Il faut tout d'abord souligner que la convention du 24 novembre 2014 a été conclue entre la République fédérale d'Allemagne, l'Etat libre de Bavière et la Fondation de droit privé du Musée des Beaux-Arts de Berne (MBAB). A cette occasion, la ministre allemande déléguée à la Culture et aux Médias Monika Grütters, le ministre de la Justice de l'Etat de Bavière Winfried Bausback et le président du conseil de la Fondation du MBAB Christoph Schäublin ont déclaré qu'ils assumaient conjointement la responsabilité d'étudier et de rendre accessible la collection Gurlitt, qui est unique. La convention a été reconnue à l'échelle mondiale comme étant une excellente base pour l'acceptation de l'héritage de

Cornelius Gurlitt. Dans celle-ci, le MBAB a déclaré son intention de mettre en place, à ses propres frais, un organe de recherche qui sera en particulier chargé de soutenir le travail de recherche effectué par le groupe d'experts et d'expertes allemand (taskforce) et d'intégrer l'héritage dans la collection du musée. Le canton de Berne n'est pas partie de cette convention et n'est donc pas lié par elle.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les questions posées :

Question 1

Le conseiller d'Etat Bernhard Pulver n'a à aucun moment engagé le canton à apporter un soutien financier au musée. A Berlin, il n'a pas « laissé entendre » que le canton apporterait un tel soutien, mais s'est plutôt félicité de ce que le MBAB ait à plusieurs reprises déclaré en public qu'il allait tout mettre en œuvre pour constituer un organe de recherche sans recourir à des fonds cantonaux.

Question 2

Non.

Question 3

Il est vrai que les accords de Washington sont contraignants uniquement pour les Etats signataires. Toutefois, le MBAB a signé, avec d'autres grands musées d'arts de Suisse, une déclaration en 1998 dans laquelle il a manifesté sa volonté de respecter les principes fixés dans ces accords. Sur la scène internationale, le fait que le MBAB se soit volontairement soumis à ces accords a été perçu comme étant juste et pertinent. Ne pas s'y soumettre aurait été juridiquement contestable et aurait terni l'image du musée. La Confédération a été informée régulièrement des négociations menées avec l'Allemagne lors d'entretiens personnels (DFAE et DFI/OFC). L'ambassadeur suisse à Berlin a par ailleurs pris part à ces négociations.

Question 4

Le MBAB s'efforce de trouver autant de fonds que possible auprès d'institutions privées, particulièrement auprès d'institutions actives dans le domaine de la promotion de la recherche. Il faut préciser que la recherche sur l'origine des œuvres effectuée par le MBAB soutient le travail de la taskforce et n'a pas un caractère indépendant. Les diverses réactions recueillies ont décrit cette aide comme étant exemplaire.

Question 5

Il a été possible de clarifier des malentendus et de trouver une solution par oral avec le représentant de la Fondation Rudolf et Ursula Streit, solution qui est actuellement en train d'être consignée. Ainsi, les conditions d'un soutien financier de la part de la fondation ont vraisemblablement été posées.

Question 6

Il n'y a pas lieu de craindre que la convention ait des conséquences pour d'autres musées. Les demandes de restitution des musées allemands ne peuvent porter que sur ce qui a été appelé l'art dégénéré et, dans ce domaine, la convention s'en tient aux bases légales actuellement en vigueur. Il n'y a pas non plus lieu de craindre l'application de l'interprétation allemande des principes des accords de Washington car, en procédant comme il l'a fait, le MBAB n'est devenu ni propriétaire ni détenteur d'art spolié et n'a jamais eu les œuvres de l'héritage « en mains ». Ainsi,

d'éventuelles plaintes ne pourraient se fonder sur la notion de légitimation passive.

Question 7

L'organe de recherche a pour tâche de soutenir le travail de la taskforce. Il ne dispose d'aucune compétence décisionnelle ; il se contente de transmettre ses résultats à la taskforce (ou à l'organisation qui lui succèdera) pour qu'elle les examine. La taskforce a été constituée selon les directives des accords de Washington et elle est reconnue au niveau international, comme il a été possible de le constater dans le cadre des trois premiers cas de restitution.

Affaire 2015.RRGR.62

N° de l'intervention:	014-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	19.01.2015
Déposée par:	Imboden (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	accordée le 22.01.2015
N° d'ACE:	209/2015 du 25 février 2015
Direction:	ECO

Cours du franc: conséquences de la décision de la BNS?

La suppression du taux plancher par la Banque nationale suisse le 15 janvier dernier a fait l'effet d'une véritable gifle. Cette décision inattendue menace grandement les salaires et les emplois dans le secteur des exportations et augmente la déflation dans le pays. A 1,20 franc pour un euro, le franc suisse était déjà nettement surévalué. Il faut s'attendre à une appréciation incontrôlée. Les exportations, qui souffrent déjà d'un franc surévalué, en particulier l'industrie, le tourisme, importants dans le canton de Berne, mais aussi les branches en amont et en aval, sont particulièrement menacées.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Selon le Conseil-exécutif, quelles seront les conséquences pour le canton de Berne ?
2. Qu'envisage le Conseil-exécutif pour assurer le maintien des emplois et la protection des salaires ?
3. De quels outils le Conseil-exécutif dispose-t-il pour éviter autant que possible la disparition d'emplois (chômage partiel, etc.) ?
4. De quels outils le Conseil-exécutif dispose-t-il pour protéger les salaires et empêcher le dumping salarial (versement des salaires en euros dans les régions frontalières p. ex.) ?
5. Quelles mesures le Conseil-exécutif juge-t-il utiles dans les domaines de la recherche, du développement, de la formation et de l'innovation ?
6. Le Conseil-exécutif voit-il comment diversifier l'économie bernoise à moyen terme afin de rendre le développement économique plus durable ?
7. Quels sont les répercussions sur les caisses de pension cantonales ?

Réponse du Conseil-exécutif

La force du franc suisse préoccupe beaucoup les milieux économiques et politiques ainsi que la société. Ses effets sur l'économie bernoise seront en principe les mêmes que sur l'économie nationale. En raison de sa structure économique, toutefois, le canton de Berne sera particulièrement touché : quatrième canton exportateur de Suisse, il a exporté des marchandises pour une valeur de 15,5 milliards de francs en 2014. La part la plus importante de ses biens d'exportation (soit les deux tiers) provient de l'industrie chimique et pharmaceutique, de l'horlogerie et de l'industrie des machines. Les entreprises axées sur l'exportation sont réparties dans tout le canton ; le marché intérieur est lui aussi confronté aux effets du franc fort par l'intermédiaire de leurs fournisseurs. Quant au tourisme, il est fortement dépendant des taux de change.

Il est pour l'heure impossible de prévoir comment le cours du franc évoluera ces prochains mois face à l'euro et à d'autres devises. L'impact qu'aura l'abolition du cours plancher sur le produit intérieur brut, le chômage et la consommation intérieure est également très difficile à évaluer. Le Conseil-exécutif analyse la situation en permanence. Il est déterminé à faire avancer les projets de son ressort qui permettent de renforcer durablement le site économique bernois et, par conséquent, la compétitivité des entreprises bernoises. Le renforcement du site économique fait notamment partie des neuf objectifs du programme gouvernemental de législature 2015-2018. En tant que base d'application de cet objectif, la stratégie économique 2025 vise à préserver et à optimiser les bonnes conditions générales de l'économie bernoise ainsi qu'à stimuler la capacité d'innovation des entreprises.

Les questions posées dans l'interpellation appellent les réponses suivantes :

1. La situation économique et l'emploi pâtiront aussi dans le canton de Berne, comme évoqué plus haut. Avec la faiblesse généralisée des intérêts et l'instauration d'un taux négatif, le canton voit la charge de ses intérêts allégée. Il est encore trop tôt pour en évaluer l'incidence.
2. Le Conseil-exécutif appliquera avec résolution sa politique de renforcement de l'espace économique telle que formulée dans son programme gouvernemental de législature 2015-2018.
3. Les outils à court terme proposés par l'assurance-chômage – dont le chômage partiel est le plus important – viennent compléter les stratégies de politique économique axées sur le plus long terme. Cet instrument permet aux entreprises de pallier un recul temporaire des activités et de préserver les emplois. Depuis le 27 janvier 2015, les entreprises peuvent à nouveau s'en prévaloir en invoquant les fluctuations du taux de change.
4. De l'avis du Conseil-exécutif, d'éventuelles adaptations des conditions de salaire et de travail devraient être préparées conjointement avec les partenaires sociaux et dans le cadre de la législation en vigueur. Agissant sur mandat du canton et des commissions paritaires, le Contrôle du marché du travail Berne (CMTBE) surveille les rapports de travail. Il veille au respect des conditions de salaire et de travail dans les situations relevant des mesures d'accompagnement de la libre circulation des personnes. Il lutte par ailleurs contre le travail au noir.

5. Suite à l'abandon du cours plancher par la Banque nationale suisse, l'innovation a encore gagné en importance. Les projets¹⁹ cités dans le programme gouvernemental de législature 2015-2018 doivent donc être poursuivis en priorité. Le canton encourage encore d'autres projets innovants en vertu de la loi sur le développement économique et de la législation sur la politique régionale.
6. Avec sa multitude de branches, le paysage entrepreneurial bernois est très diversifié. Fort de plus de 82 000 emplois, le canton de Berne – à égalité avec celui de Zurich – est le plus grand canton industriel de Suisse. L'horlogerie et l'industrie des machines font partie des fleurons économiques bernois mais les industries pharmaceutique et chimique ainsi que le génie médical contribuent aussi pleinement à la création de valeur. Les branches technologiques sont également bien représentées. Les petites et moyennes entreprises dominent le paysage. Dans sa stratégie économique 2025, le canton s'est fixé l'objectif suivant : « Le tissu économique doit évoluer davantage vers l'implantation des branches à forte valeur ajoutée. Cela vaut en particulier pour les clusters, qui sont définis selon des critères de politique économique ». Au regard du franc fort, cet objectif est plus actuel que jamais.
7. Les caisses de pension cantonales sont touchées de plein fouet par la suppression du cours plancher de l'euro et les intérêts négatifs. Cette nouvelle donne entraîne, d'une part, des pertes au bilan, heureusement limitées par des filets de sécurité, sur les investissements en devises étrangères. D'autre part, il faut compter avec des pertes pour certains des investissements actuellement sûrs en francs suisses (liquidités et obligations). Tous les placements en francs suisses d'une durée inférieure ou égale à 10 ans sont concernés par cette situation. Si les effets de la suppression perdurent, les rendements actuels et futurs des caisses de pension cantonales en pâtiront, ce qui se répercutera sur le taux d'intérêt servi sur l'épargne ainsi que sur le montant des rentes.

Affaire 2015.RRGR.51

N° de l'intervention:	006-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	16.01.2015
Déposée par:	Grabner (La Neuveville, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	210/2015 du 25 février 2015
Direction:	ECO

Renonciation par la BNS de défendre le cours plancher du franc suisse face à l'euro

Le 15 janvier dernier, la Banque nationale suisse (BNS) a décidé de ne plus soutenir le cours plancher du franc suisse

¹⁹ Par ex.: loi cantonale sur la promotion de l'innovation, site biennois du Parc national d'innovation, demande de crédit pour le Campus Biel/Bienne, Centre de compétences national en médecine translationnelle et en entrepreneuriat (sitem-insel)

(franc) contre l'euro par des achats massifs et répétés de la devise européenne. Cette décision a provoqué une appréciation du cours du franc face à l'euro mais aussi face à d'autres devises telles que le dollar américain. Un franc s'échange maintenant contre un euro (situation le 16 janvier 2015), alors que depuis le 6 septembre 2011, le cours entre le franc suisse et l'euro fluctuait à l'intérieur de très faibles marges aux alentours de 1,20 franc pour un euro. Pour tenter d'atténuer la hausse du cours du franc, la BNS a aussi décidé de fixer à – 0,75 pour cent le taux d'intérêt appliqué aux avoirs en comptes de virements auprès de notre banque centrale. Pour l'instant, cette mesure ne semble pas ralentir l'envolée du franc.

La décision de la BNS d'abandonner le cours plancher du franc contre l'euro va entraîner des effets très négatifs pour l'industrie d'exportation et pour le tourisme. Par ailleurs, la chute du cours des actions suisses va induire une période d'incertitudes et un pessimisme très dommageables pour l'économie suisse. La conjugaison de ces deux effets délétères risque de conduire à la suppression de milliers d'emplois et donc à une hausse importante du taux de chômage. Nous devons aussi nous attendre à une récession ou, dans le meilleur des cas, à une croissance très faible. Les recettes fiscales pourraient diminuer.

Notre canton pourrait être particulièrement touché par la décision de la BNS. Chez nous, l'industrie d'exportation et le tourisme représentent une part importante du PIB cantonal. Il est évidemment impossible de prévoir avec exactitude la nature et l'ampleur des incidences de la décision de la BNS. Nous prions toutefois le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Quels sont, à ses yeux, les effets prévisibles de la forte hausse du franc sur l'économie bernoise ?
2. Quels sont, à ses yeux, les effets escomptés de l'appréciation du franc sur les finances cantonales ?
3. Le Conseil-exécutif pense-t-il intervenir auprès de la Confédération et des autres cantons pour réfléchir à des mesures communes susceptibles d'atténuer les effets délétères de la hausse du franc sur l'économie ?
4. Le Conseil-exécutif envisage-t-il de prendre des mesures relevant de sa compétence pour soutenir l'économie bernoise en ces temps difficiles pour elle et pour une part importante de notre population ?

Réponse du Conseil-exécutif

La force du franc suisse préoccupe beaucoup les milieux économiques et politiques ainsi que la société. Ses effets sur l'économie bernoise seront en principe les mêmes que sur l'économie nationale. En raison de sa structure économique, toutefois, le canton de Berne sera particulièrement touché : quatrième canton exportateur de Suisse, il a exporté des marchandises pour une valeur de 15,5 milliards de francs en 2014. La part la plus importante de ses biens d'exportation (soit les deux tiers) provient de l'industrie chimique et pharmaceutique, de l'horlogerie et de l'industrie mécanique. Les entreprises axées sur l'exportation sont réparties dans tout le canton ; le marché intérieur est lui aussi confronté aux effets du franc fort via leurs fournisseurs. Quant au tourisme, il est fortement dépendant des taux de change.

Il est pour l'heure impossible de prévoir comment le cours du franc évoluera ces prochains mois face à l'euro et à d'autres devises. L'impact qu'aura l'abolition du cours plancher sur le produit intérieur brut, le chômage et la consommation intérieure est également très difficile à évaluer. Le Conseil-exécutif analyse la situation en permanence. Il est déterminé à faire avancer les projets de son ressort qui permettent de renforcer durablement le site économique bernois et, par conséquent, la compétitivité des entreprises bernoises. Le renforcement du site économique fait notamment partie des neuf objectifs du programme gouvernemental de législature 2015-2018. En tant que base d'application de cet objectif, la stratégie économique 2025 vise à maintenir de bonnes conditions générales pour l'économie bernoise.

Le Conseil-exécutif répond comme suit aux différentes questions posées :

1. Tout comme la Suisse de manière générale, l'économie bernoise ressentira fortement les effets de l'abolition du cours plancher du franc contre l'euro. A l'heure actuelle, toutefois, l'ampleur de ces répercussions sur le produit intérieur brut et le chômage est tout aussi malaisée à évaluer que l'incidence de cette décision sur la consommation intérieure.
2. Les changements économiques se répercutent également sur les finances du canton de Berne, par exemple sur ses recettes fiscales. Sans compter qu'une éventuelle baisse conjoncturelle influera sur l'emploi et, à moyen terme, sur l'aide sociale. Avec la faiblesse généralisée des taux d'intérêt et l'instauration d'un taux négatif, le canton voit la charge de ses intérêts allégée. D'une manière générale, il est encore trop tôt pour évaluer les effets de l'appréciation du franc sur les finances cantonales.
3. Le Conseil-exécutif analyse la situation en permanence. Il est déterminé à faire avancer les projets relevant de son ressort qui permettent de renforcer durablement le site économique bernois et, par conséquent, la compétitivité des entreprises bernoises. En tant que président de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'économie publique (CDEP), le conseiller d'Etat Andreas Rickenbacher a la possibilité d'échanger régulièrement ses vues avec les représentants d'autres cantons et de la Confédération.
4. Les outils à court terme proposés par l'assurance-chômage – dont le chômage partiel est le plus important – viennent compléter les stratégies de politique économique axées sur le plus long terme. Cet instrument permet aux entreprises de pallier un recul temporaire des activités et de préserver les emplois. Depuis le 27 janvier 2015, les entreprises peuvent à nouveau s'en prévaloir en invoquant les fluctuations du taux de change.

Affaire 2014.RRGR.743

N° de l'intervention:	145-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	09.07.2014
Déposée par:	Berger (Aeschi, UDC) (porte-parole)

Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 135/2015 du 11 février 2015
 Direction: JCE

Réfection de la place Thoune-Allmendingen

Le canton prévoit de rénover l'aire de transit de Thoune-Allmendingen. Malgré son budget serré, il dépensera 435 000 francs pour ces travaux de réfection. Le Fonds d'encouragement des activités culturelles prendra en charge la moitié de ces coûts.

Le Conseil-exécutif est donc prié de répondre aux questions suivantes:

1. Combien l'utilisation de cette aire de transit coûte-t-elle aux gens du voyage ?
2. Qui supporte les éventuels dommages subis par cette installation ?
3. Comment arrive-t-on à des chiffres aussi élevés ? Quels sont les différents facteurs de coûts, et quels montants y sont consacrés ?
4. La moitié de ces coûts sera prélevée sur le Fonds d'encouragement des activités culturelles. Quel est le rapport entre les gens du voyage et la culture ?
5. Où les gens du voyage payent-ils leurs impôts ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1:

Les gens du voyage versaient jusqu'à présent 20 francs par jour à la ville de Thoune pour l'utilisation de l'aire de transit de Thoune-Allmendingen. Ce montant est fixé à l'article 5 de l'ordonnance du 21 août 2008 concernant l'aire de transit de Thoune-Allmendingen destinée aux gens du voyage suisses («Verordnung über den Durchgangsplatz für Fahrende in Thun-Allmendingen»). Ce montant inclut les taxes suivantes, payables par caravane et par jour:

- Occupation de l'aire: 8 francs
- Electricité et eau: 6 francs
- Elimination des ordures: 6 francs

A l'avenir, l'approvisionnement en électricité sera assuré au moyen d'une carte à puce. Les coûts de l'électricité seront donc déduits de la taxe journalière. En outre, une somme de 200 francs au minimum doit être déposée lors de l'inscription.

Question 2:

En vertu de l'article 5 de l'ordonnance du 21 août 2008 concernant l'aire de transit de Thoune-Allmendingen destinée aux gens du voyage suisses, les dégâts éventuels causés à l'aire et à ses installations sont facturés séparément à la personne qui en est responsable proportionnellement aux coûts occasionnés.

Question 3:

Une comparaison avec d'autres aires de transit en Suisse (en particulier celles de Winterthur, Aarau et Ems) a montré que ces coûts ne sont pas disproportionnés. Un examen des frais de construction a en outre établi que l'estimation des coûts totaux, d'un montant de 435 000 francs, est réaliste et permet de penser qu'une solution simple et bon marché a été choisie. La présentation des coûts selon le

code des frais de construction (CFC) a été commentée de la manière suivante dans le cadre de l'examen:

- CFC 1, travaux préparatoires, dont le coût se monte à 6000 francs: le montant est proportionné.
- CFC 2, bâtiment, dont le coût se monte à 247 000 francs: il ne s'agit pas uniquement du bâtiment, mais aussi de tous les travaux d'aménagement extérieur ainsi que des canalisations; le montant est par conséquent proportionné.
- CFC 4, aménagement extérieurs, dont le coût se monte à 38 000 francs: il s'agit d'un panneau d'information et des clôtures; le montant est proportionné.
- CFC 5, frais de construction accessoires et comptes transitoires, dont le coût se monte à 102 000 francs; il s'agit des postes suivants:
 - Autorisations et taxes, dont le coût se monte à 51 000 francs: ce montant correspond à 18 pour cent des frais de construction; il est proportionné.
 - Frais liés aux photocopies et à la documentation, dont le coût se monte à 2000 francs: le montant est proportionné.
 - Honoraires, dont le coût se monte à 49 000 francs: l'affectation de 17 pour cent des frais de construction à la rémunération de l'architecte, de l'ingénieur civil, de l'ingénieur électricien et du géomètre est proportionnée.
- CFC 8, réserves d'un montant de 42 000 francs: ce montant correspond à 10 pour cent des frais de construction; il est proportionné.

Question 4:

Les gens du voyage représentent une minorité culturelle en Suisse qui se distingue de la population sédentaire en ce que, selon une tradition séculaire, elle n'habite ni ne travaille à un endroit fixe; par ailleurs, les gens du voyage se définissent par leur appartenance à un groupe de population plus ou moins bien défini sur le plan ethnique. En Suisse, la plupart des gens du voyage sont des Yéniches.

En vertu de l'article 30 de la loi sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC; RSB 423.11), le canton peut décider de la mise en œuvre de mesures répondant aux besoins spécifiques des gens du voyage. Dans un arrêt du 28 mars 2003 (ATF 129 II 321), le Tribunal fédéral a reconnu le droit des gens du voyage à disposer d'aires de séjour et de transit adéquates.

Question 5:

Les gens du voyage paient des impôts communaux, cantonaux et fédéraux là où ils ont déposé leurs papiers et où ils sont officiellement domiciliés. En général, il s'agit du lieu où ils prennent leurs quartiers d'hiver.

Affaire 2014.RRGR.780

N° de l'intervention: 150-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 04.08.2014
 Déposée par: Etter (Treiten, PBD) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 27/2015 du 14.01.2015
 Direction: JCE

Clavaleyres sera-t-elle bientôt fribourgeoise?

Clavaleyres est une enclave bernoise en territoire fribourgeois et c'est aussi une des plus petites communes du canton. La fusion avec la commune voisine de Villars-les-Moines n'ayant pas abouti, Clavaleyres s'est mise en quête de nouvelles partenaires et en a trouvé une en la commune fribourgeoise de Morat.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre dans ce contexte aux questions suivantes :

1. A-t-il des échanges avec la commune de Clavaleyres au sujet d'un éventuel changement de canton ?
2. Que fait-il pour aider la commune à trouver une solution lui permettant de rester bernoise ?
3. Quelle est la procédure à suivre pour un changement de canton ?
4. Quel est actuellement le calendrier de l'éventuel changement de canton de Clavaleyres ?
5. Si Clavaleyres devient fribourgeoise, Villars-les-Moines se retrouvera dans une situation difficile. Sachant qu'elle accueille un château appartenant au canton, que pense faire le Conseil-exécutif pour l'aider ?
6. Quel sera le coût du changement de canton de Clavaleyres, votation populaire comprise ?
7. Le Conseil-exécutif a-t-il proposé aux deux communes des alternatives à la fusion avec une commune fribourgeoise ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1:

Oui, la responsabilité du projet de fusion intercantonale, qui est déjà en cours d'étude, incombe à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT).

Question 2:

La commune de Clavaleyres a déjà été à l'origine de plusieurs projets de fusion et a toujours reçu le soutien du Conseil-exécutif et de l'OACOT à cet égard. Le processus d'étude de la fusion avec Villars-les-Moines, en 2008, a échoué en raison du refus opposé par cette commune. Celle-ci s'est d'ailleurs une nouvelle fois prononcée contre l'idée d'engager des pourparlers avec Clavaleyres en vue d'une fusion lors de l'assemblée communale du 15 mai 2014.

Entre ces deux dates, le canton a proposé à la commune de Clavaleyres de mener des discussions avec la commune bernoise de Kallnach ainsi qu'avec les communes de l'ancien district de Laupen, des options que Clavaleyres n'a toutefois pas retenues. Parmi les motifs invoqués figuraient l'absence de lien particulier avec Laupen et le fait que l'on ne voulait pas mettre en péril le projet de fusion alors largement avancé entre Niederried et Kallnach.

En août 2012, la commune de Clavaleyres a annoncé qu'elle avait prévu de s'intégrer au projet de fusions qui concerne un périmètre délimité autour de Morat. Le Conseil-exécutif peut comprendre cette volonté, puisque Clavaleyres, du fait de son statut d'enclave bernoise, accomplit aujourd'hui déjà un nombre important de ses tâches en collaborant avec Morat.

Question 3:

Une convention portant sur les aspects de droit et de procédure conclue entre les gouvernements cantonaux fribour-

geois et bernois constituera la base des études préliminaires concernant la fusion intercantonale entre Morat et Clavaleyres. En se fondant sur cette convention, les communes concernées travailleront à un projet de fusion susceptible d'être soumis au vote que les deux communes, la population des deux cantons et, enfin, l'assemblée fédérale devront approuver.

Question 4:

Si l'on se réfère aux explications fournies à la question 3, il faut envisager une période de cinq à sept ans d'ici la mise en œuvre de la fusion.

Question 5:

La dernière fois que la commune de Villars-les-Moines s'est prononcée au sujet de nouveaux pourparlers en vue d'une fusion avec Clavaleyres, lors de l'assemblée communale du 15 mai 2014, elle a rejeté cette idée. Pour l'heure, le conseil communal exclut explicitement toute démarche liée à une fusion avec d'autres communes. Si Villars-les-Moines voulait un jour entamer de nouvelles démarches en vue d'une fusion, la commune serait soutenue de la manière usuelle (versement d'une prestation complémentaire liée au projet de fusion et conseils) et bénéficierait de l'accompagnement de l'OACOT.

Question 6:

La question financière fait l'objet des discussions qui ont commencé. Contrairement aux fusions qui s'effectuent à l'intérieur d'un même canton, il faut compter ici avec des frais et un travail nettement plus élevés, qui seront en outre principalement à la charge du canton. Les frais sont dus au travail administratif effectué par le personnel cantonal (notamment pour préparer une convention intercantonale) ainsi qu'aux tâches préparatoires pour l'organisation de la votation cantonale. Dans un tel contexte, la question des contributions directes qui pourraient, le cas échéant, être versées à la commune pour ses études préliminaires à la fusion, et le montant de celles-ci, est en cours d'examen.

Compte tenu des coûts fixes d'une votation cantonale, le projet doit être soumis au peuple à l'une des dates prévues pour des votations fédérales.

Question 7:

Oui. Les partenaires bernois qui pourraient entrer en ligne de compte pour fusionner avec la commune de Villars-les-Moines sont également connus de cette dernière.

Affaire 2014.RRGR.887

N° de l'intervention:	162-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	01.09.2014
Déposée par:	Müller (Langenthal, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	13
Urgence:	refusée le 04.09.2014
N° d'ACE:	114/2015 du 4 février 2015
Direction:	JCE

Réduction des primes de l'assurance-maladie: répercussion des coupes sur le taux d'aide sociale et sur les poursuites

En 2014, 42 000 personnes verront ou auront vu réduire ou supprimer leur réduction des primes de l'assurance-

maladie. Cette mesure d'économie amène les services sociaux à craindre de voir un nombre croissant de personnes, notamment des familles, sombrer au-dessous de la limite du minimum vital et donc devoir recourir à l'aide sociale.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien de personnes ont vu en 2014 réduire ou supprimer la réduction de leur prime d'assurance-maladie ?
2. Voit-on des indices ou déjà des données concrètes concernant le nombre de personnes ou de familles contraintes de solliciter l'aide sociale suite à la réduction ou à la suppression des réductions des primes de l'assurance-maladie ?
3. Quel sont les coûts induits par ces bénéficiaires nouveaux et systémiques de l'aide sociale dans le canton de Berne ?
4. Le nombre des poursuites liées au défaut de paiement des primes de l'assurance-maladie a-t-il augmenté dans le canton de Berne ? si oui, combien de procédures supplémentaires ont été enregistrées et quel est la somme des créances en cause ?
5. L'article 64a, alinéa 4 LAMal a-t-il amené le canton de Berne à verser plus de primes impayées aux assureurs-maladie ? Si oui, quel est le nombre de cas, et quelle est la somme totale de ces impayés ?
6. Le Conseil-exécutif va-t-il suivre l'évolution et présenter un rapport à la CSoc, ou va-t-il présenter un rapport à ce sujet dans le prochain rapport sur la pauvreté ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif répond comme suit aux questions posées:

1. En raison des mesures EOS 10 et 10.1, des économies à hauteur de 24,3 millions de francs ont dû être réalisées au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet 2014 dans le domaine de la réduction des primes. L'abaissement de la limite supérieure du revenu donnant droit à la réduction des primes a permis de mettre en œuvre les mesures d'économie. Selon les chiffres dont nous disposons, nous pouvons partir du principe qu'environ 42 000 personnes ont perdu leur droit à la réduction des primes en 2014. A l'heure actuelle, nous ne pouvons pas fournir d'informations plus précises relatives au nombre de personnes. Les données seront disponibles pendant le premier trimestre de 2015 au plus tôt.
2. Lorsqu'un ménage perd son droit à la réduction des primes, son revenu mensuel librement disponible diminue parfois de manière très importante. Par exemple, un couple avec un enfant et un jeune adulte se trouvant dans la 4^e catégorie de revenu et dans la région de primes 2 voit son revenu disponible diminuer d'un peu plus de 300 francs par mois. Il s'agit d'une différence qui n'est pas négligeable, d'autant plus que les primes de l'assurance-maladie ne cessent d'augmenter. La perte du droit à la réduction des primes peut entraîner, pour le budget d'un ménage, un excédent de dépenses. Si la famille demande l'aide sociale, celle-ci permettra de couvrir cet excédent. Il convient de rappeler que les personnes qui ont droit à l'aide sociale ont automati-

quement droit à la réduction ordinaire maximale de leurs primes d'assurance. Dès lors, le fait que la famille sollicite l'aide sociale suite à la suppression de son droit à la réduction des primes entraîne des coûts supplémentaires non seulement dans le domaine de l'aide sociale mais aussi dans celui de la réduction des primes.

A l'heure actuelle, il ne nous est pas possible de savoir si des ménages ont sollicité l'aide sociale suite à la diminution ou à la suppression de leur droit à la réduction des primes ni, le cas échéant, combien de ménages sont concernés. Il faut mentionner qu'il n'est pas facile de demander l'aide sociale et qu'il s'écoule souvent un temps assez long entre l'apparition de l'excédent de dépenses et le premier versement de l'aide sociale. Un sondage est actuellement mené auprès de quatre services sociaux (Ostermundigen, Nidau, Frutigen et Langenthal) pour déterminer combien de personnes et de ménages se retrouvent dans le besoin suite à la perte de leur droit à la réduction des primes. Les résultats de ce sondage ne seront toutefois disponibles qu'au cours du deuxième trimestre de 2015 au plus tôt.

3. Il n'est, à ce jour, pas possible de chiffrer les coûts supplémentaires. En effet, la base de connaissances nécessaires au calcul du nombre de personnes ayant droit à l'aide sociale suite à la mise en œuvre des mesures d'économie est insuffisante. En outre, une estimation des coûts éventuels est impossible du fait que le calcul du droit à l'aide sociale se fonde sur des données spécifiques aux ménages (loyer réel, coût de la vie réel, etc.) qui ne peuvent pas être utilisées pour une simulation statistique.
 4. Conformément à l'article 64a LAMal, le canton prend en charge 85 pour cent des créances (primes et participations aux coûts arriérées) pour lesquelles un acte de défaut de biens a été délivré. Les assureurs ne fournissent pas d'informations au canton concernant les poursuites en cours et la somme des créances. Le décompte des actes de défaut de biens, sur la base duquel le canton prend en charge 85 pour cent des arriérés de primes, est effectué, pour une année donnée, durant le premier trimestre de l'année qui suit. Par conséquent, il n'est, à l'heure actuelle, pas possible de se prononcer sur une éventuelle augmentation durant l'année en cours ainsi que sur le montant total des créances.
 5. Avant l'entrée en vigueur de l'article 64a LAMal au 1^{er} janvier 2012, le canton de Berne prenait en charge 100 pour cent des créances relevant de l'assurance obligatoire des soins pour lesquelles un acte de défaut de biens avait été délivré. Cela lui permettait d'éviter que les assureurs, en cas de non-paiement des factures, ne suspendent la prise en charge des prestations. Depuis la révision de l'article 64a LAMal, la suspension de la prise en charge des prestations n'est plus admissible, raison pour laquelle tous les cantons prennent en charge 85 pour cent des coûts des actes de défaut de biens relevant de l'assurance obligatoire des soins. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2012, les coûts incombant au canton de Berne ont tendance à diminuer.
- Il ne sera possible de déterminer si la mise en œuvre des mesures d'économie a entraîné une augmentation

du nombre d'actes de défaut de biens délivrés que lorsqu'il aura été procédé au décompte entre les assureurs et le canton pour 2014. Etant donné que l'obtention d'un acte de défaut de biens peut parfois prendre jusqu'à deux ans, il restera difficile, même une fois le décompte établi pour 2014, de fournir des indications précises relatives aux coûts supplémentaires découlant des mesures d'économie.

6. Après qu'il aura été procédé à l'analyse des résultats du sondage réalisé auprès des quatre services sociaux, le Conseil-exécutif décidera sous quelle forme ces résultats doivent être communiqués.

Affaire 2015.RRGR.67

N° de l'intervention: 018-2015
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 19.01.2015
 Déposée par: Brand (Münchenbuchsee, UDC)
 (porte-parole)
 Iseli (Zwieselberg, UDC)
 Cosignataires: 0
 Urgence: accordée le 22.01.2015
 N° d'ACE: 169/2015 du 18 février 2015
 Direction: FIN

Augmentation de la valeur locative: comment et pourquoi?

D'après le communiqué publié par la Direction des finances, les valeurs locatives vont être adaptées dans 143 communes en 2015, dans le but de « restaurer l'égalité de traitement fiscal ». La liste accompagnant le communiqué montre toutefois qu'en fait d'adaptation, il s'agit d'augmentation.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes que suscite l'attitude de la Direction des finances :

1. Pourquoi cette adaptation n'intervient-elle pas dans le cadre d'une révision générale des valeurs officielles et sur quelle base légale l'Intendance des impôts s'appuie-t-elle pour procéder de la sorte ?
2. Un recensement des loyers a permis d'établir des statistiques sur plus de 11 000 objets. Selon quels critères a-t-on évalué ces statistiques ? Le Conseil-exécutif est-il disposé à publier le détail de ces statistiques ?
3. Les différentes catégories de valeur locative vont-elles aussi être modifiées et pourra-t-on désormais voir cohabiter plusieurs catégories dans une même commune ?
4. N'a-t-on pas des communes dans lesquelles la valeur locative représente plus de 60 pour cent du prix pratiqué localement ? Dans l'affirmative, pourquoi ne baisse-t-on pas ces valeurs locatives ?
5. L'augmentation se fonde sur des chiffres datant de 2012. Depuis, le taux d'intérêt de référence a baissé de 0,5 pour cent, un fait invoqué par certains pour réclamer une baisse des loyers de 5,82 pour cent. En a-t-on tenu compte dans l'adaptation des valeurs locatives ? Dans la négative, pourquoi ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'adaptation des valeurs locatives est du ressort de l'Intendance des impôts. L'Intendance des impôts a donné des informations sur l'adaptation des valeurs locatives prévue pour 2016 lors de sa conférence de presse annuelle du 16 janvier 2015 (cf. diapositives 44 à 51 du [diaporama](#)²⁰).

Voici les réponses du Conseil-exécutif aux questions posées:

Question 1:

La base légale de l'estimation de la valeur locative se trouve à l'article 25, alinéa 4 de la loi sur les impôts, dont voici la teneur: « Les valeurs locatives des immeubles affectés à l'usage personnel sont fixées de manière modérée sur la base de la valeur marchande locale, compte tenu de l'encouragement de l'accès à la propriété et de la prévoyance individuelle. » En vertu de la jurisprudence du Tribunal fédéral, le gros des valeurs locatives ne peut pas être inférieur à 60% des loyers pratiqués sur le marché locatif local pour l'imposition cantonale et communale et à 70% pour l'impôt fédéral direct. Le déroulement concret de la fixation de la valeur locative et de la valeur officielle est expliqué dans la brochure « [Explications sur le système d'évaluation fiscale des immeubles et des biens-fonds du canton de Berne](#) »²¹.

Les valeurs locatives se fondent donc sur les **loyers pratiqués sur le marché locatif** alors que les valeurs officielles se fondent sur les **prix de vente** des mêmes objets. Ces deux marchés n'évoluent pas forcément parallèlement. Il n'y a donc aucune raison d'attendre une révision générale des valeurs officielles pour adapter les valeurs locatives. D'ailleurs, l'Intendance des impôts n'a pas procédé de la sorte précédemment.

Question 2:

L'Intendance des impôts a recensé les loyers effectivement versés pour toutes les maisons familiales et propriétés par étage données en location dans le canton de Berne qui étaient pertinentes pour les statistiques. Ces données ont été recueillies à partir des indications fournies par les bailleurs et bailleuses dans leurs déclarations d'impôt; elles relèvent donc non seulement de la protection des données, mais aussi du secret fiscal puisqu'elles apparaissent dans des déclarations d'impôt. Etant donné que les chiffres utilisés pour établir les statistiques pourraient permettre de remonter à leur source, c'est-à-dire à l'une ou l'autre déclaration d'impôt, il n'est pas possible de publier le détail de ces statistiques.

Question 3:

Non. Les catégories de valeur locative n'ont pas été modifiées. Elles peuvent l'être uniquement lors d'une évaluation générale des valeurs officielles. Le classement de chaque commune dans ce qu'il est convenu d'appeler une catégorie de valeur locative fait partie intégrante de la fixation des valeurs officielles et est réglementé par les normes

²⁰ <http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen.assetref/dam/documents/portal/Medienmitteilungen/fr/2015/01/2015-01-16-folienreferat-b-knuesel-sv-fr.pdf>

²¹ http://www.fin.be.ch/fin/fr/index/steuern/steuererklaerung/amtlicher_wert.assetref/dam/documents/FIN/SV/fr/Wegleitungen/Aktuelles_Steuerjahr/wl_ert-amtliche-bewertung_fr.pdf

d'évaluation non agricoles de la Commission cantonale d'estimation.

Question 4:

D'après les statistiques de l'Intendance des impôts, il n'y a aucun cas de valeur locative supérieure à 60 pour cent du prix pratiqué localement.

Question 5:

Les valeurs locatives sont adaptées en fonction des conditions réelles du marché locatif durant la période d'évaluation 2012 et non pas en fonction du taux de référence.

Le taux de référence est un outil du droit du bail visant à influencer sur les loyers et le marché locatif. Du reste, il faut aussi tenir compte de l'évolution du renchérissement et des frais d'entretien immobilier dans l'adaptation des loyers. Le taux de référence n'est donc qu'un élément parmi d'autres aménagé par le droit du bail pour adapter les loyers. Compte tenu de la demande manifestement forte en objets de location, les conditions permettant d'imposer effectivement une réduction des loyers du marché qui aurait un impact sur les valeurs locatives en se fondant sur le taux de référence ne sont pas toujours réunies.

Annexe 2

Urgence des interventions parlementaires

Le Bureau a accordé l'urgence aux interventions suivantes :

- 034-2015 Motion Zumstein (Bützberg, PLR). Elaboration concertée d'une stratégie cantonale de la santé
- 049-2015 Motion Bühler (Cortébert, UDC). Liaison directe : ne coupez pas la route cantonale entre Roches BE et Choindez JU
- 052-2015 Motion Zuber (Moutier, PSA). Création d'un fonds de soutien à l'économie d'exportation et au tourisme pour résister à la crise monétaire
- 058-2015 Motion Brand (Münchenbuchsee, UDC). Musée des Beaux-Arts de Berne et collection Gurliitt
- 061-2015 Interpellation Berger (Aeschi, UDC). Intérêts sur l'impôt payé d'avance
- 068-2015 Motion Kipfer (Thoune, PEV). Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales - Réduction des primes de l'assurance-maladie - Critères d'octroi de la réduction
- 069-2015 Interpellation Berger (Aeschi, UDC). Chasseurs et animaux blessés
- 073-2015 Motion UDC (Knutti, Weissenburg). Avancement rapide de la révision de la loi sur la police
- 076-2015 Motion PEV (Gsteiger, Eschert). Islam : combattre les dérives et limiter l'endoctrinement
- 085-2015 Motion Knutti (Weissenburg, UDC). Régions sans conférence régionale : pas d'inégalité de traitement
- 086-2015 Motion Fuhrer-Wyss (Burgistein, PS). Domaine agricole de Hondrich : continuer l'exploitation bio
- 092-2015 Motion PS-JS-PSA (Aebersold, Berne). Affecter l'excédent de revenus au financement des grands projets d'infrastructure
- 093-2015 Motion Rügsegger (Riggisberg, UDC). Adaptation des étables des domaines agricoles de Rütli et de Hondrich
- 094-2015 Interpellation Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC). Rétribution des prestations d'intérêt général : mise en œuvre de la motion Zumstein 246-2011
- 095-2015 Interpellation Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC). Sponsoring hospitalier : faire la transparence
- 096-2015 Interpellation Seiler (Trubschachen, Les Verts). Aménagements routiers de l'Emmental : où en est-on ?

L'urgence a été refusée aux interventions suivantes :

- 050-2015 Motion Schnegg (Champoz, UDC). Pour une utilisation cohérente des montants versés par la BNS au canton de Berne
- 053-2015 Motion Berger (Aeschi, UDC). Coûts d'un centre d'hébergement pour requérants d'asile
- 054-2015 Motion Studer (Niederscherli, UDC). Préparation des séances de CDAS : recourir aux services de la CSoc
- 062-2015 Interpellation Rudin (Lyss, pvl). Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte : des indicateurs pour apprécier la situation
- 064-2015 Interpellation Guggisberg (Kirchlindach, UDC).

Reithalle à Berne : la police a besoin du soutien des autorités politiques !

067-2015 Motion Burkhalter (Rümligen, PS). Financement de projets routiers avec les moyens d'un fonds

070-2015 Interpellation Trüssel (Trimstein, pvl). Déconstruction de la centrale de Mühleberg : coût pour le canton

071-2015 Motion Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Sécurité de la population : la police doit pouvoir faire son travail

072-2015 Motion Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC). Explosion des coûts du placement d'enfants et d'adolescents

074-2015 Interpellation Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Plus de leçons = de meilleurs résultats ?

081-2015 Motion Müller (Orvin, UDC). Donner plus de latitude aux services sociaux dans le recrutement du personnel

082-2015 Motion Schnegg (Champroz, UDC). Soutenir efficacement la formation duale (apprentissage) et plus particulièrement dans les branches techniques

083-2015 Motion Lanz (Thoune, UDC). Raccourcir la durée des procédures

088-2015 Motion Gasser (Bévilard, PSA). Apprenti-e-s francophones dans l'administration cantonale

089-2015 Motion Gasser (Bévilard, PSA). Modification de l'ordonnance sur le statut du personnel enseignant (OSE)

097-2015 Motion Messerli-Weber (Nidau, PEV). Affecter systématiquement les bénéfices de la Banque nationale à la réduction de la dette

098-2015 Motion Brand (Münchenbuchsee, UDC). Evaluation des immeubles : respecter la jurisprudence du Tribunal administratif

Affaires de Crédit

Affaires de Crédit de la session mars 2015

Début de la session le 16 mars 2015

Directions	Page
Commission des finances	
Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie	1
Direction de la police et des affaires militaires	3
Direction de l'instruction publique	6
Direction de l'économie publique	6

Commission des finances

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

32 Attribution des avoirs encore disponibles dans le Fonds de couverture des pics d'investissement selon l'article 3 de la loi sur le Fonds d'investissement

1. Objet

Dans la perspective de la dissolution du Fonds de couverture des pics d'investissement au 1^{er} avril 2015, les avoirs encore disponibles dans le Fonds (solde du fonds) seront alloués afin de garantir le financement de deux grands projets, à savoir le «Réaménagement du réseau routier Berthoud–Oberburg–Hasle» et le «Réaménagement du réseau routier Aarwangen–Langenthal Nord». Il s'agit de deux projets dont le financement représente un défi de taille pour le canton, même avec le soutien de la Confédération. Les problèmes majeurs de circulation que rencontrent ces deux régions sont connus depuis longtemps et il est impératif de trouver une solution dans les prochaines années. Les conditions de circulation dans la région de Berthoud et d'Aarwangen font partie des plus critiques du canton. Les améliorer serait non seulement un bénéfice notable pour la région mais aussi pour l'ensemble du canton.

Le Grand Conseil statue définitivement sur l'engagement des avoirs du fonds.

2. Bases légales

- Loi du 2 septembre 2009 sur le Fonds de couverture des pics d'investissement (Loi sur le Fonds d'investissement, LFI; RSB 621.2), articles 1 et 3
- Loi du 4 juin 2008 sur les routes (LR; RSB 732.11), articles 38 et 49ss
- Plan du réseau routier 2014–2029

3. Subventions engagées sur le fonds d'investissement

L'ensemble des avoirs encore disponibles dans le Fonds de couverture des pics d'investissement après le décompte définitif des moyens jusqu'ici alloués à partir de celui-ci seront utilisés pour les projets de grande envergure suivants en vertu de l'article 1, alinéa 2, lettre a et b LFI:

Réaménagement du réseau routier Berthoud–Oberburg–Hasle – Etude de projet et réalisation

Réaménagement du réseau routier Aarwangen–Langenthal Nord – Etude de projet et réalisation

4. Nature du crédit/Compte/Groupe de produits/ Exercice

Le solde du Fonds d'investissement fera l'objet des imputations internes suivantes entre l'Administration des finances et la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (Office des ponts et chaussées):

Compte

24672 399100	Administration des finances A la charge du Fonds de couverture des pics d'investissement
4960 499100	Office des ponts et chaussées Report de financements spéciaux en faveur du compte de fonctionnement
4960 332000	Office des ponts et chaussées Amortissement extraordinaire

Les exercices comptables et les montants correspondants seront concrétisés dans le processus cantonal de planification financière.

5. Limite temporelle

Pour que le solde du Fonds de couverture des pics d'investissement puisse être utilisé pour le financement du réaménagement du réseau routier Berthoud–Oberburg–Hasle et/ou Aarwangen–Langenthal Nord, les crédits d'étude et de réalisation nécessaires doivent être approuvés en 2022 au plus tard.

25 Münchenbuchsee/Centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif (CPLEAM) Nouvelles constructions pour des salles de gymnastique, de classe et de thérapie Remise en état des bâtiments existants et adaptation aux besoins spécifiques Crédit d'engagement pour l'étude de projet

1. Objet

Le Centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif de Münchenbuchsee (CPLEAM) a besoin d'une nouvelle salle de sport polyvalente ainsi que de salles de classe et de thérapie supplémentaires pour répondre aux exigences actuelles de l'enseignement. Les bâtiments existants doivent aussi être rénovés et adaptés aux besoins d'aujourd'hui en matière d'exploitation.

Le crédit demandé de 1 600 000 francs doit permettre de procéder à l'étude de projet portant sur ces nouvelles constructions et adaptations jusqu'au stade de la réalisation, sur la base des résultats du concours achevé l'an passé et de l'étude de faisabilité relative à la réorganisation des bâtiments anciens.

2. Bases légales

- Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc; RSB 860.1), article 74a, alinéa 1

- Ordonnance sur les institutions pédagogiques et socio-pédagogiques cantonales de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (Ordonnance sur les institutions pédagogiques, OIPS; RBS 862.61)
- Ordonnance sur les mesures de pédagogie spécialisée (Ordonnance sur la pédagogie spécialisée, OPSpéc; RSB 432.281), article 45
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136 ss
- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01), article 33
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (OO TTE; RSB 152.221.191), article 14

3. Coûts, dépenses nouvelles

Niveau des prix au 1^{er} avril 2014, indice des prix de la construction dans l'Espace Mittelland, 124,1 points

Coûts totaux des études préliminaires
et de l'étude de projet CHF 2 200 000.–

./. Dépenses déjà approuvées par l'ACE
724/2014 pour les études préliminaires
(étude de faisabilité et concours de projets) – CHF 600 000.–

**Montant du crédit déterminant pour
l'autorisation de dépenses au sens
de l'article 143 OFP** CHF 1 600 000.–

Crédit d'étude à approuver CHF 1 600 000.–

Il s'agit de dépenses nouvelles et uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFP).

4. Nature du crédit/compte/exercice

Groupe de produits: Gestion des biens immobiliers (09.15.9100)
Le crédit demandé est un crédit d'étude et d'engagement au sens de l'article 50 LFP, relayé par les paiements ci-dessous. Ces paiements sont inscrits au budget et au plan intégré mission-financement de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. L'adoption des budgets annuels demeure réservée.

Dépenses:

Compte		Exercice/Montant
4980 503100	Office des immeubles et des constructions	2015 CHF 800 000.–
	Construction et transformation de biens-fonds du patrimoine administratif	2016 CHF 800 000.–

**28 Loveresse/Le Moulin–Le Grand Nods
Office cantonal des ponts et chaussées,
arrondissement d'ingénieur en chef III,
Inspection des routes du Jura bernois
Construction d'un centre d'entretien et
d'intervention pour l'A16
Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation**

1. Objet

Le crédit demandé, d'un montant net de 15 119 600 francs (coût total de CHF 27 616 000.– desquels sont déduits la participation

de 40% de la Confédération ainsi que les frais d'étude de projet et de mise en œuvre des mesures de protection des batraciens qui en découlent, de CHF 1 450 000.–), doit permettre de construire à Loveresse un centre d'entretien d'une surface utile principale de 4685 m² destiné à l'Inspection des routes du Jura bernois.

Le nouveau centre d'entretien remplacera l'actuel centre de Tavannes, qui a grand besoin d'être rénové, regroupera plusieurs sites du Jura bernois et servira par ailleurs de centre d'intervention (point d'appui) à l'Office fédéral des routes (OFROU) pour l'entretien de la nouvelle route nationale A16 Sud (Transjurane).

L'OFROU participe aux frais d'investissement et aux coûts d'équipement à hauteur de 40 pour cent.

2. Bases légales

- Loi du 4 juin 2008 sur les routes (LR; RSB 732.11), articles 3 et 38 ss
- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (LOCA; RSB 152.01), article 33
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (OO TTE; RSB 152.221.191), article 14
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136 ss

3. Coûts et dépenses nouvelles

Niveau des prix au 1^{er} avril 2014, indice des prix de la construction dans l'espace Mittelland, 124,1 points

Coût total (y c. 8% de réserves) CHF 27 616 000.00

dont:

Coûts de construction CHF 25 677 000.00

- Etude de projet
- Nouvelle construction
- Déplacement des silos à sel
- Installation photovoltaïque
- Equipements d'exploitation (voie de roulement)

Coûts d'équipement CHF 416 000.00

- Aménagement des ateliers et de la halle d'entreposage
- Equipement des bureaux et des vestiaires
- Frais de déménagement

Acquisition de terrain CHF 1 300 000.00

Mesures de protection des batraciens CHF 223 000.00

Total CHF 27 616 000.00

./. contribution aux frais consentie
par l'OFROU de 40% – CHF 11 046 400.00

./. dépenses déjà approuvées pour les
analyses du sol et les préparatifs pour
la mise au concours (montant net) – CHF 96 000.00

**Montant déterminant en matière
d'autorisation de dépenses selon
l'article 143 OFP** CHF 16 473 600.00

./. dépenses déjà approuvées par
ACE n° 1217/2012 pour l'étude de
projet ainsi que deux crédits
supplémentaires autorisés par
arrêté de la Direction: – CHF 836 000.00

- Premier crédit supplémentaire du 17 janvier 2014 (pluriannuel) – CHF 100 000.00
- Deuxième crédit supplémentaire du 1^{er} décembre 2014 (annuel) – CHF 418 000.00

Crédit à approuver**CHF 15119600.00**

Il s'agit de dépenses nouvelles et uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFP).

4. Nature du crédit/Compte/Exercice comptable

Groupe de produits: gestion des biens immobiliers (n° 09.15.9100)

Il s'agit d'un crédit de réalisation et d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, qui sera relayé par les paiements ci-dessous. Ces paiements sont inscrits au budget et au plan intégré mission-financement de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. L'adoption des budgets annuels demeure réservée.

Dépenses brutes:

Compte		Exercice/Montant
4980 503100	Office des immeubles et des constructions	2013 CHF 300 000.00
		2014 CHF 1 190 000.00
	Construction et transformation de biens-fonds du patrimoine administratif	2015 CHF 7 200 000.00
		2016 CHF 160 100 000.00
		2017 CHF 250 000.00
4980 506100	Office des ponts et chaussées	2016 CHF 416 000.00
	Acquisition de véhicules et de mobilier	

La participation de la Confédération (OFROU) à hauteur de 40 pour cent sera versée sur le compte n° 614000 (remboursement de dépenses d'investissement pour la construction de bâtiments).

Direction de la police et des affaires militaires

1532 Police cantonale; achat d'uniformes pour l'ensemble du corps de police (équipement personnel); autorisation de dépenses; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2019 (crédit d'objet)

1. Objet

Crédit d'engagement pluriannuel pour les dépenses liées aux uniformes de la Police cantonale (uniformes neufs, maintenance et entretien de l'équipement personnel des collaborateurs et collaboratrices)

2. Bases légales

- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 8
- Loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1), article 1
- Loi du 20 juin 1996 sur la Police cantonale (LPC; RSB 552.1), articles 3, alinéa 1, et 8
- Loi du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre (LAO; RS 741.03), article 4, alinéa 2
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 47, 48, alinéa 1, lettre a, 49, 50, alinéa 3 et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 146, 148 et 152

- Arrêté du Conseil-exécutif 0604 du 8 avril 2009 (autorisation de dépense pour les uniformes de la Police cantonale)

3. Nature de la dépense et qualification juridique

Dépense périodique nouvelle (art. 47, 48, al. 1, lit. a LFP)

4. Montant déterminant*4.1 Dépenses périodiques*

Coûts annuels pour l'achat d'uniformes neufs	1 700 000 CHF
Coûts annuels pour la maintenance et l'entretien	3 705 000 CHF
Crédit à autoriser (TVA incluse)	5 405 000 CHF

5. Nature du crédit/compte/groupe de produits/exercice comptable

Crédit d'objet; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2019

Groupe de produits 06.02.9100 Police

4610 306000 Vêtements de service et allocations y relatives

4610 311100 Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier, etc.

4610 318000 Prestations de services de tiers

Le crédit figure au budget 2015 et au plan intégré mission-financement 2016–2018 de la Police cantonale, dans le groupe de produits 06.02.9100 Police, centres de coûts Équipement et Télécommunication.

6. Coûts induits

Les coûts induits sont inclus dans les dépenses périodiques.

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation facultative et sera publié dans la Feuille officielle.

23 Office de la population et des migrations (OPM); hébergement et encadrement des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA) dans le canton de Berne
Crédit complémentaire au crédit d'engagement pluriannuel pour 2015 et 2016

1. Objet

Par AGC 780 du 1^{er} septembre 2014 (2014.RRGR.10126), le Grand Conseil a accordé un crédit d'engagement pluriannuel pour 2015 et 2016 de 3 600 000 francs par année pour l'hébergement et l'encadrement des RMNA dans le canton de Berne. Selon les prévisions actuelles, vu l'augmentation importante des demandes d'asile au second semestre 2014, le nombre de RMNA attribués au canton de Berne connaîtra une hausse considérable à l'avenir. Le Conseil-exécutif propose donc au Grand Conseil d'accorder un crédit complémentaire de 3 300 000 francs par année pour l'hébergement et l'encadrement des RMNA en 2015 et 2016.

2. Bases légales

- Loi du 26 juin 1998 sur l'asile (LAsi; RS 142.31), articles 17, alinéa 3, 28, alinéa 2 et 80ss
- Loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20), article 3, alinéa 1
- Ordonnance du 14 octobre 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (OILFAE; RSB 122.201), article 7, alinéa 1
- Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC; RS 210), articles 306ss, 327ass, 404 et 440

- Loi du 20 juin 1995 sur l’organisation du Conseil-exécutif et de l’administration (loi d’organisation, LOCA; RSB 152.01), article 30
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l’organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (ordonnance d’organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 11
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 43, 47, 48, alinéa 1, lettre a, et 54
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFF; RSB 621.1), articles 136, 139, 150 et 152

3. Nature de la dépense et qualification juridique

Dépense périodique nouvelle (art. 47 et 48, al. 1, lit. a LFP)

4. Montants déterminants

Coût total pour l’hébergement des RMNA en 2015 et 2016 (par année)	6 900 000 CHF
sous déduction du crédit déjà accordé (2014.RRGR.10126) (par année)	3 600 000 CHF
Crédit complémentaire pour 2015 et 2016 (par année)	3 300 000 CHF

5. Nature des crédits, comptes, groupe de produits et exercices comptables

Crédit complémentaire au crédit d’engagement pluriannuel pour 2015 et 2016

Groupe de produits 06.10.9104 Population et immigration
Compte COFI 318000 Prestations de services de tiers

Ces dépenses ne sont pas inscrites au budget 2015 ni dans le plan intégré mission-financement 2016.

6. Coûts induits

Aucun

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif et sera publié dans la Feuille officielle.

24 Rénovation et extension du centre sportif de Gstaad

1. Objet

Le présent arrêté porte sur une subvention de 1,05 million de francs accordée par le Fonds du sport et sur un prêt de 3 millions de francs, sans intérêts, à titre d’aide à l’investissement en vue de la rénovation et de l’extension du centre sportif de Gstaad, dont les infrastructures sont ouvertes tant aux associations sportives qu’au public.

2. Bases légales

- Loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52), articles 37, alinéa 1, 38, alinéa 2, 42, alinéa 2 et 46a, alinéa 2, lettre a
- Ordonnance du 24 mars 2010 sur le Fonds du sport (OFSp; RSB 437.63), articles 4, alinéas 3 et 4, 6, lettre b, 7, alinéas 1, 2 et 4, 8, 16 et 17
- Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale (RS 901.0), articles 7 et suivants
- Loi cantonale du 16 juin 1997 sur l’aide aux investissements dans les régions de montagne (LCIM; RSB 902.1), articles 2, 3 et 5

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 46, 49, 50, alinéa 3, et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFF; RSB 621.1), articles 139, 148 et 149, alinéa 3

3. Coût, financement, montant déterminant

3.1 Coût

Module	Montants en CHF	Part imputable
A1: Rénovation de la piscine couverte	6 590 000	4 120 000
A2: Pataugeoire	280 000	–
A3: Local des maîtres-nageurs	145 000	–
B1: Extension des espaces bien-être et fitness	16 343 000	4 015 000
B2: Construction d’un tambour d’entrée	395 000	150 000
B3: Vestiaires des salles de sport	513 000	245 000
TOTAL	24 266 000	8 530 000

Subvention du Fonds du sport 1 050 000 CHF (montant arrondi)

3.2 Financement

Bailleur(s) de fonds	Participation
Commune de Gessenay	14 000 000 CHF
Communes parties à la convention de financement	2 000 000 CHF
Capital-actions et parrainage	2 216 000 CHF
Canton de Vaud	2 000 000 CHF
Nouvelle politique régionale NPR (beco)	3 000 000 CHF
Fonds du sport du canton de Berne	1 050 000 CHF
TOTAL	24 266 000 CHF

3.3 Prêt de la Confédération dans la compétence du beco Économie bernoise

Un prêt sans intérêts de la Confédération (politique régionale) sera accordé au présent projet sur une durée de 20 ans.

Coût total du projet	24 266 000 CHF
Prêt de la Confédération, représentée par le beco	3 000 000 CHF
Montant de responsabilité du canton (50% du prêt de la Confédération) et montant déterminant pour le calcul	1 500 000 CHF

3.4 Montant du crédit

La subvention allouée par le canton de Berne représente une dépense unique relevant de la compétence financière du Grand Conseil.

La demande est admise; la procédure ne donne pas lieu à la perception de frais.

Subvention du Fonds du sport	1 050 000 CHF
Prêt du beco (canton responsable à concurrence de 50% du prêt octroyé par la Confédération)	1 500 000 CHF
Crédit déterminant pour l’organe compétent	2 550 000 CHF

4. Nature du crédit, exercices comptables, compte

4.1 Fonds du sport

Il s’agit en l’espèce d’un crédit d’engagement de 1 050 000 francs appelé selon toute prévision à être versé en 2015 et 2016. Des versements partiels pourront être effectués pendant les travaux, en fonction de l’avancement de ceux-ci, jusqu’à un plafond de 80 pour cent du montant total.

Compte 1299-23785-206000-11/

1 050 000 CHF

Installations sportives

COFI 206000/FS 2060-11 Construction et entretien d'installations sportives

Unité CCPR 1299 Secrétariat général POM/23785 Fonds du sport

4.2 Prêt de la Confédération dans la compétence du beco Economie bernoise

Le prêt revêt la forme d'un crédit d'engagement pendant la durée du prêt, à savoir vraisemblablement les exercices 2015 à 2034. L'engagement conditionnel figurera en annexe du rapport de gestion (art. 15 LFP).

Le versement du prêt intervient depuis le compte 5250 du groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique.

5. Conditions

- La société requérante s'engage à mettre les installations sportives à la disposition du public et de tous les groupements à but non lucratif; elle le fait gratuitement, ou tout au plus à un prix couvrant les frais.
- Une fois les travaux achevés, un décompte détaillé – dont la structure sera identique à celle des relevés des frais du 15 avril 2013 – doit être adressé au Fonds du sport. Celui-ci peut exiger la remise d'une documentation complémentaire en vue du contrôle dudit décompte.
- Les subventions promises ne peuvent être affectées qu'aux secteurs des infrastructures directement liés à la pratique du sport.
- Le montant accordé constitue un plafond. Le dépassement des coûts n'est pas pris en compte.
- Si le décompte final est inférieur au budget, la subvention du Fonds du sport est réduite en proportion.
- Le montant promis est versé à la société requérante uniquement. Tout versement à des tiers est exclu.
- Aucune subvention n'est versée pour l'entretien de l'infrastructure. Durant les 15 ans qui suivent la fin des travaux, aucune demande de subvention pour une rénovation ou de nouveaux travaux de construction ne peut être adressée au Fonds du sport.
- D'éventuels bénéfices dans les domaines ayant fait l'objet d'un soutien financier doivent être réinvestis dans le centre sportif de Gstaad. En cas d'infraction à cette condition et de redistribution de bénéfices, la société Sportzentrum Gstaad AG ou l'organisation qui lui aurait succédé sera tenue de rembourser la subvention au Fonds du sport, additionnée d'un intérêt calculé sur la base du taux hypothécaire de référence moyen.
- Les comptes annuels et le rapport des réviseurs des comptes doivent être systématiquement présentés au Fonds du sport durant les 15 ans qui suivent la remise du décompte final.
- Si la société requérante bénéficie ultérieurement du remboursement de la TVA (suite à sa déduction préalable), la subvention du Fonds du sport est réduite en proportion (l'attestation de la TVA doit être fournie).
- Le beco est habilité à fixer d'autres conditions dans le contrat de prêt.

6. Référendum facultatif

Conformément à l'article 62, alinéa 1, lettre c de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RS 101.1), le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

26 Office de la sécurité civile, du sport et des affaires militaires; interventions de la protection civile lors des courses de coupe du monde de ski à Adelboden et à Wengen

Crédit d'engagement pluriannuel 2016–2020/ autorisation de dépenses/crédit d'objet

1. Objet

Le présent arrêté porte sur la prise en charge des coûts non couverts consécutifs aux interventions de la protection civile lors des courses de coupe du monde de ski à Adelboden et à Wengen pour les années 2016 à 2020.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 4 octobre 2002 sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPC; RS 520.1), article 27a
- Ordonnance du 6 juin 2008 sur les interventions de la protection civile en faveur de la collectivité (OIPCC; RS 520.14), articles 2, 4 et 7
- Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1), articles 76, lettre e, 89, alinéa 2, lettre a
- Loi cantonale du 19 mars 2014 sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPC; RSB 521.1), article 57
- Ordonnance cantonale du 3 décembre 2014 sur la protection civile (OCPC; RSB 521.11), article 17
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 43, 44, alinéas 1, lettre c, et 2, 46, 48, alinéa 1, lettre a, 49, 50, alinéa 3, et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136, 139, 148 et 152 en rapport avec l'annexe 3
- Loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu; RSB 641.1), articles 3, alinéa 2, et 7

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Dépense nouvelle unique (art. 46 et 48, al. 1, lit. a LFP)

4. Montant déterminant du crédit

Crédit à autoriser (dépenses plafonnées) **750 000 CHF**

5. Nature du crédit/Compte/Groupe de produits/ Exercice

Crédit d'engagement pluriannuel 2016–2020 (crédit d'objet)

Unité CCPR	16988 OSSM
Groupe de produits	9120 Office de la sécurité civile, du sport et des affaires militaires
Produit	912010 Protection civile
Sous-produit	91201019 Interventions en faveur de la collectivité
Compte COFI	365000 Institutions privées

Les dépenses annuelles figurent au budget 2016 et au plan intégré mission-financement 2017–2019.

6. Référendum financier

Constituant une base juridique au sens de l'article 44, alinéa 2 LFP, le présent arrêté est soumis à la votation facultative, conformément à l'article 44, alinéa 1, lettre c LFP.

Direction de l'instruction publique

34 Groupe de produits Services psychologiques pour enfants et adolescents et offres périscolaires (08.04.9110). Dépassement de crédit en 2014. Crédit supplémentaire

1. Objet

Crédit supplémentaire destiné à couvrir des charges supplémentaires non budgétées dans le domaine des écoles à journée continue imputables au nombre nettement plus élevé que prévu d'heures de prise en charge fournies dans ces structures d'accueil.

2. Bases légales

- Articles 14d et 14e de la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO)
- Article 57 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)
- Article 160 de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP)

3. Montant du crédit et groupe de produits

Groupe de produits Services psychologiques pour enfants et adolescents et offres périscolaires (08.04.9110)

Montant du crédit inscrit au budget CHF 31 717 780.38

Crédit supplémentaire CHF 5 100 000.00

Compensation 1:

Groupe de produits Ecole enfantine et école obligatoire (08.03.9100) CHF 5 100 000.00

Le crédit supplémentaire peut être intégralement compensé au sein de l'Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation.

Les ressources financières allouées au groupe de produits Ecole enfantine et école obligatoire n'ont pas été épuisées en raison de frais de personnel moins élevés que prévu: d'une part, les cotisations pour augmentation du gain assuré ont été inférieures au montant budgété et, d'autre part, des gains de rotation plus élevés ont été enregistrés (des collaborateurs et collaboratrices en fin de carrière touchant un salaire élevé ont été remplacés par des personnes plus jeunes et moins payées).

4. Répercussions sur le calcul des prestations

La compensation dans le groupe de produits mentionné n'a pas d'incidence sur l'accomplissement des objectifs de prestation fixés pour celui-ci.

5. Répercussions sur la comptabilité financière

Les charges supplémentaires présentées se répercutent totalement sur la comptabilité financière.

6. Nature du crédit et exercice

Crédit supplémentaire pour 2014.

7. Motifs

Le crédit supplémentaire est lié au nombre nettement plus élevé que prévu d'heures de prise en charge fournies dans les écoles à journée continue. Les moyens inscrits au budget ont donc été dépassés.

Direction de l'économie publique

1438 Subvention cantonale au financement des centres d'intervention spéciaux de sapeurs-pompiers pour le sauvetage de la population en cas d'accident; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2018 (crédit d'objet)

1. Objet

Les prestations de l'Assurance immobilière Berne (AIB) pour le maintien des centres d'intervention spéciaux et l'achat de matériel sont indemnisées au moyen d'une subvention cantonale annuelle. Les tâches cantonales confiées à l'AIB et leur financement sont réglés dans la convention de prestations de février 2011 passée entre la Direction de l'économie publique et l'AIB.

Dans le domaine du sauvetage de la population en cas d'accident, l'AIB acquiert le matériel destiné aux centres d'intervention spéciaux en tenant compte des normes et connaissances actuelles en matière de techniques et tactiques d'intervention. Les corps de sapeurs-pompiers communaux affectés à ces centres bénéficient d'une indemnité forfaitaire pour couvrir les frais d'exploitation liés aux tâches cantonales.

2. Bases légales

- Loi du 20 janvier 1994 sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (LPFSP; RSB 871.11), articles 17, 18, alinéas 1 et 2, 44, alinéa 3
- Ordonnance du 11 mai 1994 sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (OPFSP; RSB 871.111), article 38, alinéa 3
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 47, alinéa 1, 48, 49 et 50, alinéa 3
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 146, 148 et 152

3. Nature de la dépense et qualification juridique

Crédit d'engagement pluriannuel (crédit d'objet) en vue de dépenses périodiques (art. 47 LFP). Les frais d'exploitation des centres d'intervention spéciaux remboursables en vertu de l'article 38, alinéa 3 OPFSP constituent des dépenses liées (art. 48, al. 2 LFP). Les autres coûts constituent des dépenses nouvelles (art. 48, al. 1 LFP).

4. Montant du crédit déterminant

Versements annuels prévus de 2015 à 2018:

Indemnités forfaitaires de l'exploitation versées aux communes (dépenses liées relevant de la compétence du gouvernement)	CHF	822 500
Forfaits indemnitaires des frais administratifs encourus par l'AIB	CHF	170 000
Matériel	CHF	385 000
Formation	CHF	126 300
Coûts imprévus/irrécouvrables	CHF	37 000
Total		CHF 1 507 500
Dépenses nouvelles relevant de la compétence du Grand Conseil (référendum facultatif)		CHF 685 000

Total 2015–2018 CHF 6 030 000

Dépenses nouvelles relevant de la compétence du Grand Conseil (référendum facultatif) 2015–2018 CHF 2 740 000

5. Nature du crédit/compte/groupe de produits/ exercice

Unité CCPR 1082 Secrétariat général ECO, compte 365000, produit 910106 Assurance immobilière Berne, groupe de produits 9101 Soutien aux fonctions de direction. Ces dépenses sont inscrites au budget 2015 et dans le plan intégré mission-financement pour la période 2016 à 2018.

6. Justification

Le canton a confié à l'AIB les tâches cantonales suivantes en matière de sauvetage de la population en cas d'accident:

- Direction et coordination de la formation des organisations d'intervention des corps de sapeurs-pompiers en cas d'accident sur les routes, les installations ferroviaires, les bateaux et dans les tunnels
- Coordination des achats d'équipement et garantie de la disponibilité opérationnelle
- Surveillance des centres d'intervention spéciaux
- Décompte des subventions et versement de ces dernières aux communes dotées de centres d'intervention spéciaux
- Remboursement des frais d'intervention des centres en collaboration avec les communes responsables selon l'article 32 LPFSP
- Conseil et soutien au canton lors de négociations avec d'autres cantons concernant la lutte contre les sinistres et le sauvetage sur les routes nationales
- Exécution d'autres tâches organisationnelles et administratives liées à celles mentionnées ci-dessus

Les tâches des centres d'intervention spéciaux incombent aux sapeurs-pompiers communaux que le Conseil-exécutif a désignés à cet effet (art. 17 LPFSP; ACE 1694/2010 du 24 novembre 2010).

7. Référendum financier

Le présent arrêté autorisant des dépenses nouvelles est soumis à la votation **facultative** et doit être publié dans la Feuille officielle.

1441 Subvention cantonale au financement des centres d'intervention spéciaux de sapeurs- pompiers pour la lutte contre les accidents causés par les hydrocarbures et les accidents dits ABC; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2018 (crédit d'objet)

1. Objet

Les prestations de l'Assurance immobilière Berne (AIB) pour le maintien des centres d'intervention spéciaux et l'achat de matériel sont indemnisées au moyen d'une subvention cantonale annuelle. Les tâches cantonales confiées à l'AIB et leur financement sont réglés dans la convention de prestations de décembre 2008 passée entre la Direction de l'économie publique, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie et l'AIB.

Dans le domaine de la lutte contre les accidents causés par les hydrocarbures et les accidents ABC, l'AIB acquiert le matériel spécial destiné aux centres d'intervention en tenant compte des normes et connaissances actuelles en matière de techniques et tactiques d'intervention. Les corps de sapeurs-pompiers communaux affectés à ces centres bénéficient d'une indemnité forfaitaire pour couvrir les coûts d'exploitation liés aux tâches cantonales.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux; RS 814.20), articles 45 et 49
- Loi cantonale du 11 novembre 1996 sur la protection des eaux (LCPE; RSB 821.0), article 10
- Ordonnance du 30 décembre 1969 sur les mesures de protection des eaux à prendre lors d'écoulements d'huile minérale et d'autres liquides dangereux (Ordonnance sur la lutte contre les accidents d'hydrocarbures; RSB 821.2), articles 2, alinéas 1 et 3, 23a à 23c
- Loi du 20 janvier 1994 sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (LPFSP; RSB 871.11), articles 17, 18, alinéas 1 et 2, 44, alinéa 3
- Ordonnance du 11 mai 1994 sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (OPFSP; RSB 871.111), article 38, alinéa 3
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 47, alinéa 1, 48, 49 et 50, alinéa 3
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 146, 148 et 152

3. Nature de la dépense et qualification juridique

Crédit d'engagement pluriannuel (crédit d'objet) en vue de dépenses périodiques (art. 47 LFP). Les frais d'exploitation des centres d'intervention spéciaux remboursables en vertu de l'article 38, alinéa 3 OPFSP constituent des dépenses liées (art. 48, al. 2 LFP). Les autres coûts constituent des dépenses nouvelles (art. 48, al. 1 LFP).

4. Montant du crédit déterminant

Versements annuels prévus de 2015 à 2018:

Indemnités forfaitaires de l'exploitation versées aux communes (dépenses liées relevant de la compétence du gouvernement)	CHF	226 400
Indemnité forfaitaire des frais administratifs de l'AIB	CHF	146 200
Matériel	CHF	425 900
Véhicules + gros équipements (investissements)	CHF	550 000
Formation	CHF	136 800
Coûts imprévus/irrécouvrables	CHF	62 500
<i>Paiements bruts</i>	<i>CHF</i>	<i>1 547 800</i>
Moins subvention OFROU à l'amortissement des coûts	– CHF	42 800
Paiements nets	CHF	1 505 000
Dépenses nouvelles relevant de la compétence du Grand Conseil (référendum facultatif)	CHF	1 278 600
<i>Total 2015–2018</i>	<i>CHF</i>	<i>6 020 000</i>
<i>Dépenses nouvelles relevant de la compétence du Grand Conseil (référendum facultatif) 2015–2018</i>	<i>CHF</i>	<i>5 114 400</i>

5. Nature du crédit/compte/groupe de produits/ exercice

Unité CCPR 1082 Secrétariat général ECO, compte 365000, produit 910106 Assurance immobilière Berne, groupe de produits 9101 Soutien aux fonctions de direction. Ces dépenses sont inscrites au budget 2015 et dans le plan intégré mission-financement pour la période 2016 à 2018.

6. Justification

Le canton a confié à l'AIB les tâches cantonales suivantes en matière de lutte contre les accidents causés par les hydrocarbures et les accidents ABC:

- Acquisition de matériel de lutte, de consommables et de véhicules pour les centres d'intervention spéciaux cantonaux
- Formation des sapeurs-pompiers dans les domaines de la lutte contre les accidents causés par les hydrocarbures et les accidents ABC
- Traitement administratif des dommages causés par des liquides pouvant polluer l'eau
- Organisation des services de conseil et formation des conseillers spécialisés
- Service spécialisé pour la lutte contre les accidents causés par les hydrocarbures et les accidents ABC
- Remboursement des frais d'intervention des centres en collaboration avec les communes responsables selon l'article 32 LPFSP
- Exécution d'autres tâches organisationnelles et administratives liées à celles mentionnées ci-dessus

Les tâches des centres d'intervention spéciaux incombent aux corps de sapeurs-pompiers communaux que le Conseil-exécutif a désignés à cet effet (art. 17 LPFSP; ACE 1694/2010 du 24 novembre 2010).

7. Référendum financier

Le présent arrêté autorisant des dépenses nouvelles est soumis à la votation **facultative** et doit être publié dans la Feuille officielle.

1454 Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination d'Interlaken pour la prospection du marché **Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet**

1. Objet

Contribution 2015 à la destination d'Interlaken pour la prospection du marché.

2. Part du produit de la taxe d'hébergement

95 pour cent du produit de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination.

3. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0): articles 47, 48 et 50, alinéa 3
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1): articles 146, 147, 148 et 154
- Loi du 20 juin 2005 sur le développement du tourisme (LDT, RSB 935.211): articles 5 et 28
- Ordonnance du 19 octobre 2005 sur le développement du tourisme (ODT, RSB 935.211.1): article 2

4. Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit d'engagement pour une dépense périodique. La part de la contribution dont l'attribution est prescrite par la LDT (75% du produit) représente une dépense liée (CHF 1,58 mio), la part restante une dépense nouvelle (CHF 0,52 mio).

5. Montant du crédit déterminant

95 pour cent du produit net de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination, mais au plus 2,1 millions de francs.

6. Type de crédit/compte/groupe de produits/ exercice comptable

Crédit d'engagement pluriannuel porté à la charge du groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique. Paiements partiels durant l'exercice en cours, paiements finaux durant l'exercice suivant.

Ces dépenses couvertes par le Fonds du tourisme (compte 365000) sont inscrites au budget et au plan financier.

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation facultative et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

1451 Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de Berner Oberland Mitte pour la prospection du marché **Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet**

1. Objet

Contribution 2015 à la destination de Berner Oberland Mitte pour la prospection du marché.

2. Part du produit de la taxe d'hébergement

95 pour cent du produit de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination.

3. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0): articles 47, 48 et 50, alinéa 3
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1): articles 146, 147, 148 et 154
- Loi du 20 juin 2005 sur le développement du tourisme (LDT, RSB 935.211): articles 5 et 28
- Ordonnance du 19 octobre 2005 sur le développement du tourisme (ODT, RSB 935.211.1): article 2

4. Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit d'engagement pour une dépense périodique. La part de la contribution dont l'attribution est prescrite par la LDT (75% du produit) représente une dépense liée (CHF 0,67 mio), la part restante une dépense nouvelle (CHF 0,22 mio).

5. Montant déterminant du crédit

95 pour cent du produit net de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination, mais au plus 0,89 million de francs.

6. Type de crédit/compte/groupe de produits/ exercice comptable

Crédit d'engagement pluriannuel porté à la charge du groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique. Paiements partiels durant l'exercice en cours, paiements finaux durant l'exercice suivant.

Ces dépenses couvertes par le Fonds du tourisme (compte 365000) sont inscrites au budget et au plan financier.

La présente autorisation de dépenses doit être publiée dans la Feuille officielle conformément à l'article 48, alinéa 4 LFP.

1452 Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de Berne pour la prospection du marché
Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet

1. Objet

Contribution 2015 à la destination de Berne pour la prospection du marché.

2. Part du produit de la taxe d'hébergement

95 pour cent du produit de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination.

3. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0): articles 47, 48 et 50, alinéa 3
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1): articles 146, 147, 148 et 154
- Loi du 20 juin 2005 sur le développement du tourisme (LDT, RSB 935 211): articles 5 et 28
- Ordonnance du 19 octobre 2005 sur le développement du tourisme (ODT, RSB 935.211.1): article 2

4. Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit d'engagement pour une dépense périodique. La part de la contribution dont l'attribution est prescrite par la LDT (75% du produit) représente une dépense liée (CHF 0,94 mio), la part restante une dépense nouvelle (CHF 0,31 mio).

5. Montant déterminant du crédit

95 pour cent du produit net de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination, mais au plus 1,25 million de francs.

6. Type de crédit/compte/groupe de produits/ exercice comptable

Crédit d'engagement pluriannuel porté à la charge du groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique. Paiements partiels durant l'exercice en cours, paiements finaux durant l'exercice suivant.

Ces dépenses couvertes par le Fonds du tourisme (compte 365000) sont inscrites au budget et au plan financier.

La présente autorisation de dépenses doit être publiée dans la Feuille officielle conformément à l'article 48, alinéa 4 LFP.

- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1): articles 146, 147, 148 et 154
- Loi du 20 juin 2005 sur le développement du tourisme (LDT, RSB 935 211): articles 5 et 28
- Ordonnance du 19 octobre 2005 sur le développement du tourisme (ODT, RSB 935.211.1): article 2

4. Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit d'engagement pour une dépense périodique. La part de la contribution dont l'attribution est prescrite par la LDT (75% du produit) représente une dépense liée (CHF 1,13 mio), la part restante une dépense nouvelle (CHF 0,37 mio).

5. Montant déterminant du crédit

95 pour cent du produit net de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination, mais au plus 1,5 million de francs.

6. Type de crédit/compte/groupe de produits/ exercice comptable

Crédit d'engagement pluriannuel porté à la charge du groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique. Paiements partiels durant l'exercice en cours, paiements finaux durant l'exercice suivant.

Ces dépenses couvertes par le Fonds du tourisme (compte 365000) sont inscrites au budget et au plan financier.

La présente autorisation de dépenses doit être publiée dans la Feuille officielle conformément à l'article 48, alinéa 4 LFP.

1453 Promotion du tourisme, contribution 2015 à la destination de la Jungfrauregion pour la prospection du marché
Crédit d'engagement pluriannuel sous forme de crédit d'objet

1. Objet

Contribution 2015 à la destination de la Jungfrauregion pour la prospection du marché.

2. Part du produit de la taxe d'hébergement

95 pour cent du produit de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination.

3. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0): articles 47, 48 et 50, alinéa 3



Loi cantonale sur la géoinformation (LCGéo)

Table des matières

	pages
1. Synthèse	3
2. Contexte	3
3. Caractéristiques de la nouvelle réglementation	4
3.1 Infrastructure de données géographiques	4
3.2 Définitions et classification	5
3.3 Un difficile équilibre entre accès public et finances	5
3.4 Protection des données	6
4. Mise en œuvre	6
5. Commentaire des articles	6
6. Place du projet dans le programme gouvernemental de législation (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes	20
7. Répercussions financières	20
8. Répercussions sur le personnel et l'organisation	21
9. Répercussions sur les communes	21
10. Répercussions sur l'économie	22
11. Résultats de la procédure de consultation	23
12. Proposition	24

Rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la loi cantonale sur la géoinformation (LCGéo)

1. Synthèse

Les géoinformations sont des données géographiques qui décrivent des propriétés telles que la position, la nature, l'utilisation et le statut juridique d'un grand nombre d'objets. Il s'agit donc d'informations aussi diverses que des cartes nationales et des plans du registre foncier, des valeurs officielles d'immeubles et des concepts de développement forestier, des sites de fouilles archéologiques et des réserves de biosphère, mais également des adresses de bâtiments, des plans d'intervention de services de secours et des divisions administratives.

Les géoinformations sont utilisées dans tous les domaines de la société. Il est tout aussi nécessaire de disposer de géoinformations fiables dans les domaines administratif, politique, économique et scientifique que dans la sphère privée. Le champ d'application des géoinformations couvre un spectre extrêmement large, allant de l'aménagement du territoire et de la planification de l'urbanisation jusqu'aux systèmes de navigation équipant les téléphones portables et les véhicules, en passant par le calcul des paiements directs aux agriculteurs et les données de distribution de la poste.

Les géoinformations constituent un marché en pleine expansion. Les avancées technologiques de ces dernières années ont considérablement simplifié la saisie d'un grand nombre de géoinformations, de sorte que leur utilisation s'est largement intensifiée. Dans bon nombre de domaines, elles sont devenues un outil de travail indispensable, et leur importance ne cesse de croître. Il est donc primordial, pour que leur potentiel puisse être pleinement exploité, qu'elles soient facilement accessibles et que leur qualité soit fiable. Pour que le meilleur parti puisse être tiré des ressources existantes, il est important d'optimiser les processus d'acquisition et d'exploitation des géoinformations.

La Confédération et le canton de Berne ont reconnu le potentiel que recèlent les géoinformations. Le canton de Berne exploite depuis plusieurs années une infrastructure cantonale de données géographiques performante dont l'élément central est le Géoportail, des cartes interactives y étant mises à disposition du grand public. Le Conseil-exécutif du canton de Berne a adopté sa stratégie en matière de géoinformation en 2009³⁾ et y a fixé des principes directeurs importants pour le développement du domaine de la géoinformation. La Confédération a quant à elle adopté la loi fédérale sur la géoinformation (loi sur la géoinformation, LGeo)²⁾ le 5 octobre

2007. Elle contient un mandat à l'attention des cantons. Il s'agit d'adapter leur législation pour garantir la qualité et la disponibilité des géoinformations à l'échelle de la Suisse. L'objectif est la mise en place d'une infrastructure nationale de données géographiques qui assure l'interconnexion des banques de données cantonales afin qu'elles soient accessibles de manière centralisée.

La présente loi cantonale sur la géoinformation (LCGéo) exécute le mandat de légiférer de la Confédération. La nouvelle législation fédérale et cantonale poursuit un triple but: améliorer la qualité et la disponibilité des données, réduire les frais de saisie et d'utilisation des données et créer une situation transparente au plan juridique.

2. Contexte

La Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.)³⁾ s'est enrichie d'un nouvel article 75a dans le sillage de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Cet article comporte trois alinéas: les deux premiers établissent que la mensuration nationale relève de la compétence exclusive de la Confédération et que la mensuration officielle constitue une tâche commune de la Confédération et des cantons (art. 75a, al. 1 et 2 Cst.); le troisième alinéa autorise la Confédération à légiférer sur l'harmonisation des informations foncières officielles (art. 75a, al. 3 Cst.).

Adoptée le 5 octobre 2007, la loi sur la géoinformation est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2008. Elle régit l'utilisation des géodonnées au niveau fédéral et fixe à cette fin des prescriptions contraignantes en matière de saisie, de présentation et d'échange de géodonnées. Avec ses dispositions fondamentales et générales, elle constitue une partie générale du droit de la géoinformation de la Confédération et aussi, pour partie, des cantons. Dans les domaines de la mensuration officielle, du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF) et du cadastre des conduites, la loi cantonale sur la géoinformation fait office de loi spéciale. Dans d'autres domaines tels que celui de la protection de l'environnement, c'est toujours aux législations spéciales existantes qu'il incombe de réglementer l'utilisation des géodonnées de base.

La loi sur la géoinformation s'adresse aussi directement aux cantons. Elle leur alloue un délai de trois ans pour adapter leur propre législation sur la géoinformation au nouveau droit fédéral (art. 46, al. 4 LGeo).

La présente loi cantonale sur la géoinformation constitue la mise en œuvre du mandat confié par la Confédération. Elle comporte des bases et des dispositions générales pour la législation sur la géoinformation du canton de Berne et remplace ainsi l'ordonnance du 27 avril 2005 sur les données géographiques (ODGéo)⁴⁾. Elle forme dans le même temps la base légale pour le cadastre RDPPF et le cadastre des con-

³⁾ Stratégie du canton de Berne en matière de géoinformation, adoptée par le Conseil-exécutif le 2 décembre 2009 (ACE n°2063; Stratégie en matière de géoinformation).

²⁾ RS 510.62

³⁾ RS 101

⁴⁾ RSB 215.341.2

duites. La loi du 15 janvier 1996 sur la mensuration officielle (LMO)⁵⁾, toujours en vigueur, est intégrée dans la loi sur la géoinformation et va être abrogée sous sa forme actuelle d'acte législatif distinct.

3. Caractéristiques de la nouvelle réglementation

La loi sur la géoinformation fixe un cadre au niveau de la législation fédérale, auquel la législation cantonale doit se conformer. C'est la seule manière d'atteindre l'objectif fixé, à savoir la mise en place d'une infrastructure nationale de données géographiques. La loi sur la géoinformation contient bon nombre de définitions et de règles de principe qui ne sont pas répétées dans le droit cantonal. Aussi, quelques thèmes centraux de la législation fédérale vont être abordés plus en détail par la suite, afin de garantir une meilleure compréhension des développements ultérieurs⁶⁾.

3.1 Infrastructure de données géographiques

La loi sur la géoinformation crée les conditions propices à l'établissement de l'infrastructure nationale de données géographiques, un système de méthodes, de technologies, de normes et de bases juridiques destiné à garantir l'utilisation optimale des ressources en termes de finances et de personnel de même que la disponibilité des géoinformations pour l'administration, les organisations publiques et privées mais aussi pour l'ensemble des citoyennes et des citoyens. L'infrastructure à mettre en place à cette fin au niveau de la Confédération est appelée l'infrastructure fédérale de données géographiques. Le canton en fait de même pour son propre territoire et met en place l'infrastructure cantonale de données géographiques. La LCGéo crée la base légale requise à cet effet (art. 4). Les communes seront elles aussi invitées à mettre leurs données à disposition dans le cadre d'une infrastructure communale de données géographiques. Enfin, l'interconnexion des infrastructures de données géographiques de la Confédération, des cantons et des communes permettra la mise sur pied du système visé, à savoir l'infrastructure nationale de données géographiques. Un triple objectif est donc poursuivi: améliorer la disponibilité des données existantes, réduire les frais d'acquisition et d'utilisation des données et surtout parvenir à plus de transparence au niveau de la situation juridique. La LCGéo régit l'accès aux géodonnées de base ainsi que leur utilisation et crée la base légale nécessaire au développement prévu de l'infrastructure cantonale de données géographiques dans le canton de Berne (art. 11 à 16).

Piliers essentiels de la future infrastructure cantonale de données géographiques, des investissements importants ont déjà été réalisés dans le canton de Berne ces dernières décennies. S'inscrivant dans la perspective de l'infrastructure nationale de données géographiques, ils ont notamment financé:

- le développement de méthodes: elles permettent la saisie, la maintenance, la mise à jour et la publication efficaces des données;
- l'acquisition et l'actualisation coordonnées de données: rien que pour la saisie, la mise à jour et la gestion des données de la mensuration officielle – qui sont les données de référence les plus importantes pour la mise en place de l'infrastructure de données géographiques –, la Confédération, le canton, les communes et le secteur privé dépendent dans le canton de Berne de 28 à 30 millions de francs par an;
- des technologies: l'acquisition de matériels et de logiciels performants et compatibles entre eux, destinés aux services spécialisés qui saisissent, gèrent et utilisent des informations géographiques, s'effectue, si nécessaire, de manière centralisée;
- l'élaboration de normes: outre différents modèles de données définis par le canton et mis par ce dernier à la disposition des producteurs de données, des contributions déterminantes pour le développement de l'infrastructure cantonale de données géographiques ont notamment été apportées par la commission GEODAT, existant depuis 1992, et la banque cantonale de données géographiques, gérée depuis 2006 par l'Office de l'information géographique (OIG) de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE);⁷⁾
- des bases légales: avec la LMO et les ordonnances d'application (ODGéo et ordonnance cantonale du 5 mars 1997 sur la mensuration officielle [OCMO]⁸⁾), le législateur a élaboré en temps utile les bases permettant de passer au traitement numérique des données géographiques; des bases ont également été établies dans bon nombre d'autres lois spécialisées, apportant, elles aussi, leur contribution à la mise en place de l'infrastructure cantonale de données géographiques;
- la mise à disposition de ressources: au sein de l'Office de l'information géographique comme dans nombre d'autres offices spécialisés et de Directions, des services spécialisés disposant de connaissances spécifiques en matière de saisie, de traitement et d'exploitation de données géographiques ont été mis en place;
- la mise à disposition de données en vue d'une utilisation à grande échelle: avec le système d'information sur les données relatives aux immeubles (GRUDIS) et le Géoportail cantonal, deux applications importantes, très performantes et largement utilisées, sont à la disposition du canton de Berne pour la publication de données à référence spatiale;
- l'interconnexion des infrastructures de la Confédération, du canton et des communes: la mise sur pied de géoservices, notamment pour l'utilisation de certaines géodonnées de base, facilite la mise à disposition des données.

⁵⁾ RSB 215.341

⁶⁾ Cf. message du 6 septembre 2006 relatif à la loi fédérale sur la géoinformation, FF 7407 ss – message LCGéo.

⁷⁾ ACE n° 3369 du 3 décembre 2003, approuvé par le Grand Conseil le 11 février 2004.

⁸⁾ RSB 215.341.1

3.2 Définitions et classification

La loi sur la géoinformation contient les définitions légales de nombreuses notions, dont les géodonnées, les géoinformations, les géodonnées de base, les géodonnées de référence, les géométadonnées et les géoservices (art. 3).

Les *géodonnées* sont des données à référence spatiale qui décrivent l'étendue et les propriétés d'espaces et d'objets donnés à un instant donné, en particulier la position, la nature, l'utilisation et le statut juridique de ces éléments (art. 3, al. 1, lit. a LGéo). Les géodonnées peuvent être subdivisées en deux catégories: géodonnées de base et autres géodonnées. A titre d'exemple de géodonnées, on peut citer la description d'une zone de danger, d'une zone à bâtir, mais également d'un site pollué ou d'une zone de protection des eaux.

Les *géoinformations* sont des informations à référence spatiale acquises par la mise en relation de géodonnées (art. 3, al. 1, lit. b LGéo). Il s'agit par exemple du résultat de la recherche territoriale portant sur l'identification des propriétaires fonciers concernés par une décharge inscrite au cadastre des sites pollués.

Les *géodonnées de base* sont des géodonnées qui se fondent sur un acte législatif fédéral, cantonal ou communal (art. 3, al. 1, lit. c LGéo). Elles forment un sous-ensemble des géodonnées. Aux géodonnées de base appartiennent entre autres la statistique de la superficie de la Suisse, le cadastre des sites pollués, les zones naturelles protégées cantonales ou les plans d'affectation cantonaux et communaux. Il existe près de 200 géodonnées de base relevant du droit fédéral et on évalue à environ 170 le nombre de celles qui relèvent du droit cantonal.

Enfin, les *géométadonnées* sont des descriptions formelles des caractéristiques des géodonnées, notamment leur provenance, contenu, structure, validité, actualité ou degré de précision, les droits d'utilisation qui y sont attachés, les possibilités d'y accéder ou les méthodes permettant de les traiter (art. 3, al. 1, lit. g LGéo). L'indication de la mise à jour trimestrielle du cadastre des sites pollués ou de son obtention possible auprès de l'Office de l'information géographique constitue un exemple-type de géométadonnée.

La Confédération subdivise les géodonnées de base en fonction des textes légaux sur lesquels elles peuvent se fonder.⁹⁾ Elle obtient ainsi une classification à deux dimensions (base légale et compétence) et six classes de géodonnées de base au total (désignées dans la suite par les chiffres romains I à VI; cf. illustration 1¹⁰⁾).

⁹⁾ Message LGéo, p. 7407 ss.
¹⁰⁾ Illustration: Bastian Graeff, Vernetzung von Geobasisdaten und Geodiensten (*Mise en relation de géodonnées de base et de géoservices*), dans: Géomatique Suisse – Géoinformation et gestion du territoire, numéro 5, 106 (2008), p. 218.

	Droit fédéral	Droit cantonal	Droit communal
Compétence fédérale	I		
Compétence cantonale	II	IV	
Compétence communale	III	V	VI

Figure 1: Classification des géodonnées de base

Les géodonnées de base relevant du droit fédéral se fondent sur la législation fédérale. La compétence est attribuée au niveau fédéral (classe I: la mensuration nationale, p. ex.), au niveau cantonal (classe II: le cadastre des sites pollués, p. ex.) ou au niveau communal (classe III: les plans d'affectation communaux, p. ex.).

Les géodonnées de base relevant du droit cantonal se fondent sur un acte législatif cantonal ou sur le droit intercantonal. La compétence est attribuée au niveau cantonal (classe IV: le plan sectoriel en matière d'extraction de matériaux, de décharges et de transport, p. ex.) ou au niveau communal (classe V: le plan général d'alimentation en eau, p. ex.).

Les géodonnées de base relevant du droit communal se fondent sur un acte législatif communal. La compétence est attribuée au niveau communal (classe VI: le plan communal d'élimination des déchets, p. ex., ou le cadastre de la situation des terrains à bâtir).

Les géodonnées de base de la classe I relèvent intégralement de la responsabilité de la Confédération, celles de la classe VI de la seule responsabilité des communes. La loi cantonale sur la géoinformation traite donc des quatre classes restantes, de II à V.

3.3 Un difficile équilibre entre accès public et finances

C'est le plus simplement possible et aux meilleures conditions tarifaires que les géodonnées de base doivent être mises à disposition des autorités, mais aussi des particuliers. Cette démarche permettra une utilisation à large échelle, un niveau élevé d'information et une grande transparence. Conformément aux principes développés dans sa stratégie en matière de géoinformation, le canton de Berne ne facture que les frais de préparation et de distribution pour la plupart des géodonnées

cantonales¹¹⁾. De nombreux jeux de données peuvent être téléchargés gratuitement sur Internet via le Géoportail cantonal. Les expériences acquises avec cette stratégie dite de «domaine public» ou de «libre accès» sont toutes positives et ont répondu aux attentes.

Toutefois, la mise en place de l'infrastructure cantonale de données géographiques génère inévitablement des coûts. Il s'agit en partie de dépenses déjà engagées (p. ex. pour la banque cantonale de données géographiques¹²⁾ et le système d'information sur les données relatives aux immeubles déjà en service¹³⁾) et en partie de dépenses à venir (p. ex. pour l'extension de l'infrastructure cantonale de données géographiques et de l'introduction du cadastre RDPPF). La gestion et la mise à jour des données ainsi que leur mise à disposition entraînent également des frais. Le canton entend maintenir la pratique adoptée jusqu'à présent, le bénéfice globalement retiré d'un accès simple et bon marché aux géodonnées dépassant de loin les frais engendrés¹⁴⁾. La gratuité de l'accès aux données et de leur utilisation ne peut cependant pas être constamment garantie dans tous les domaines. C'est la raison pour laquelle la loi contient la base nécessaire à une réglementation appropriée des émoluments. L'échange de géodonnées de base entre les autorités cantonales et communales doit toutefois s'effectuer gratuitement dans tous les cas de figure.

L'établissement du cadastre RDPPF et du cadastre numérique des conduites occasionnera aussi des frais. La même règle s'applique ici, à savoir que ces deux cadastres ne trouveront leur plein emploi que si leur accès n'est pas rendu trop difficile par la perception d'émoluments disproportionnés. Ces deux nouveaux cadastres sont de précieux outils de planification qui livrent des données actualisées et fiables. Le bénéfice du cadastre RDPPF retiré par le domaine hypothécaire, les propriétaires de biens immobiliers, le secteur de l'estimation de biens immobiliers et les géomètres a fait l'objet d'une évaluation menée par la Confédération et les effets positifs se chiffrent annuellement à 100 millions de francs¹⁵⁾.

3.4 Protection des données

Les géodonnées étant des données à référence spatiale, rares sont celles qui présentent un lien direct avec des personnes. Toutefois, les possibilités croissantes de mise en relation de géodonnées et de données personnelles rendent de plus en plus

difficile la délimitation entre données purement factuelles et données à caractère personnel. La pratique actuelle du droit se fonde sur une acception assez large de la notion de données personnelles puisqu'elle recouvre toutes les informations qui se rapportent à une personne identifiée ou identifiable (art. 3, lit. a de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données – LPD¹⁶⁾; art. 2, al. 1 de la loi cantonale du 19 février 1986 sur la protection des données – LCPD¹⁷⁾). Une personne devient identifiable dès lors que l'on peut conclure qu'il s'agit bien d'elle sur la base du contexte dans lequel s'inscrit l'information fournie ou sur la foi d'informations supplémentaires. C'est par exemple le cas lorsque des indications portant sur des immeubles permettent d'en découvrir les propriétaires¹⁸⁾. Les géodonnées constituent donc des données personnelles au sens de la législation sur la protection des données, lorsqu'un lien avec une personne juridique ou morale existe ou peut être établi sans déployer d'efforts excessifs. L'association systématique et automatisée d'objets géographiques avec des personnes¹⁹⁾ est visée ici. L'article 11 LGéo régit l'application de la loi fédérale sur la protection des données aux géodonnées de base relevant du droit fédéral. C'est en revanche la loi cantonale sur la protection des données qui s'applique aux géodonnées du canton et des communes. Le service compétent au sens de l'article 6 est responsable de la protection des données.

4. Mise en œuvre

La présente loi cantonale sur la géoinformation constitue la base du droit de la géoinformation dans le canton de Berne. Une nouvelle ordonnance sur la géoinformation et le cadastre des conduites est créée en parallèle, et l'ordonnance cantonale sur la mensuration officielle fait l'objet d'adaptations. L'ordonnance portant introduction de l'ordonnance fédérale sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (OIOCRDP)²⁰⁾, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014, sera remplacée en temps utile par l'ordonnance d'application.

5. Commentaire des articles

Article 1

La nouvelle loi cantonale sur la géoinformation sert à l'exécution de la législation fédérale en la matière. Elle se fonde sur la stratégie en matière de géoinformation adoptée par le Conseil-exécutif. Elle doit former un cadre juridique de sorte que l'infrastructure de données géographiques performante déjà en place puisse être utilisée avec une plus grande efficacité encore dans tous les domaines de la société. Elle coordonne le développement de l'infrastructure cantonale de données géographiques et garantit la simplicité de son interconnexion avec l'infrastructure fédérale

¹⁶⁾ RS 235.1

¹⁷⁾ RSB 152.04

¹⁸⁾ ATF 1C.230/2011 du 31 mai 2012, consid. 6.1

¹⁹⁾ Message LGéo, p. 7442 s.

²⁰⁾ RSB 215.341.4

¹¹⁾ Stratégie en matière de géoinformation, p. 37 ss.

¹²⁾ ACE n° 3369 du 3 décembre 2003, approuvé par le Grand Conseil le 11 février 2004.

¹³⁾ Ordonnance du 18 décembre 2002 concernant le système d'information sur les données relatives aux immeubles (Ordonnance GRUDIS; RSB 215.321.5)

¹⁴⁾ Grundlagen für eine einheitliche Tarifierungs- und Vertriebsstrategie von Geodaten der Kantone (*Bases d'une stratégie de tarification et de distribution homogène des géodonnées des cantons, étude non traduite*), étude réalisée par INFRAS Berne pour le compte de la Conférence suisse sur l'informatique CSI-SIG, Berne 2002, p. 7; cf. Adelheid Bürgi-Schmelz, Wirtschaftliche Auswirkungen von Open Government Data, Conséquences économiques de l'accès aux données publiques, étude menée sur mandat des Archives fédérales, Berne 2013.

¹⁵⁾ Message LGéo, p. 7470

de données géographiques. La loi permet d'exploiter au mieux le potentiel des géoinformations.

Elle régleme dans le même temps la mensuration officielle, le cadastre RDPPF et le nouveau cadastre des conduites à instaurer.

La terminologie relative à l'utilisation des géodonnées se base sur celle employée dans la loi fédérale sur la géoinformation. C'est pourquoi il ne sera plus question ici d'entretien, mais de gestion de géodonnées (cf. art. 8 LGéo, art. 40 LMO).

Article 2

La loi fédérale sur la géoinformation se fonde sur la classification des géodonnées de base qui compte six catégories. La LCGéo repose également sur cette classification. Il s'est cependant avéré qu'en droit bernois, les géodonnées de base peuvent non seulement relever de la compétence de la Confédération, du canton ou d'une commune, mais aussi de tiers, par exemple de conférences régionales ou de services des eaux. C'est donc pour garantir toute absence de lacune dans la réglementation que le champ d'application de la LCGéo a été défini indépendamment des compétences.

La loi cantonale sur la géoinformation régit en premier lieu l'utilisation des géodonnées du canton. Elle s'applique subsidiairement aux géodonnées de base relevant du droit fédéral et aux géodonnées des communes, pour autant qu'il n'existe aucune disposition contraire en la matière.

Article 3

La nouvelle législation sur la géoinformation doit en particulier créer les conditions propices à l'établissement d'une infrastructure de données géographiques à l'échelle du territoire national. Une terminologie homogène étant indispensable dans cette optique, la législation cantonale reprend donc intégralement la terminologie fédérale et renvoie aux dispositions correspondantes du droit fédéral.

Article 4

Dans le cadre des tâches d'exécution qui leur incombent, la Confédération, les cantons et les communes saisissent et gèrent une large gamme de géodonnées de base en s'appuyant sur les lois spécialisées en la matière. D'après des estimations prudentes, les administrations cantonales et communales bernoises disposent à elles seules de géodonnées de base d'une valeur de remplacement actuelle d'environ un milliard de francs. Cependant, pour tirer pleinement profit de cette valeur, ces données doivent être facilement accessibles, combinables entre elles et utilisables à très large échelle. Cette dernière condition nécessite une infrastructure de données géographiques à chacun des trois niveaux hiérarchiques (Confédération, cantons, communes) de même qu'une interconnexion étroite de ces infrastructures entre elles.

Le Grand Conseil a autorisé la mise en œuvre de la banque cantonale de données géographiques le 11 février 2004²¹⁾. Par la suite, le Conseil-exécutif a approuvé la mise en place du Géoportail cantonal²²⁾ et de la banque de géométadonnées. En somme, ils constituent les éléments-clés de l'infrastructure cantonale de données géographiques. La banque de données géographiques permet à tous les offices cantonaux de produire les géodonnées propres à leur domaine de spécialité. Les géodonnées y sont stockées selon des critères homogènes et sont à disposition de l'ensemble du personnel de l'administration cantonale. Le Géoportail est la plateforme officielle du canton de Berne pour la diffusion de géoinformations. Il met une offre gratuite et complète de géoinformations à disposition du public, qui peut y consulter des cartes interactives en lien avec des tâches d'exécution ou y télécharger des géodonnées cantonales. Différents géoservices permettant par exemple de consulter ou de rechercher des géodonnées viennent compléter l'offre.

Différentes applications spécialisées, exploitées par des services cantonaux, prennent appui sur les éléments-clés de l'infrastructure cantonale de données géographiques. En font partie notamment le système d'information agricole GELAN, instauré par l'Office de l'agriculture et de la nature pour le versement des divers paiements directs aux exploitants agricoles. Il n'est pas nécessaire de procéder à une énumération détaillée des applications spécialisées, ces dernières étant mentionnées dans la législation spécialisée.

L'infrastructure cantonale de données géographiques, comprenant les éléments-clés et les applications spécialisées, forme la base requise à l'interconnexion des géoinformations à l'échelle de la Suisse et à la mise en place de l'infrastructure nationale de données géographiques.

La mise en place de l'infrastructure fédérale de données géographiques est en cours au sein de l'Office fédéral de topographie, et de premiers essais probants d'interconnexion de celle-ci avec les infrastructures cantonales en vue de former l'infrastructure nationale de données géographiques sont entrepris actuellement.

Au niveau communal, seules quelques grandes communes gèrent leur propre infrastructure. La majorité des communes a opté pour une collaboration régionale dans le domaine du traitement et de la présentation de leurs géodonnées²³⁾. L'interconnexion des infrastructures communales de données géographiques entre elles de même qu'avec celles de la Confédération et du canton est en cours.

L'article 4 crée la base légale requise pour exploiter une infrastructure cantonale de données géographiques et en poursuivre la mise en place ainsi que le développement en fonction des besoins.

²¹⁾ ACE n° 3369 du 3 décembre 2003, approuvé par le Grand Conseil le 11 février 2004.

²²⁾ <http://www.apps.be.ch/geo/ft>

²³⁾ Par exemple à l'adresse www.be-geo.ch

Article 5

Le registre foncier de même que son organisation et sa tenue sont régis par les articles 942 et suivants du Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC)²⁴⁾ afin de garantir la propriété foncière. Le canton de Berne a opté pour la centralisation des données du registre foncier et des descriptifs des immeubles dans une banque de données²⁵⁾. Depuis 2002, l'administration cantonale exploite le système d'information sur les données relatives aux immeubles GRUDIS comme partie intégrante de l'infrastructure cantonale de données géographiques. GRUDIS permet d'afficher, pour chaque immeuble, les données du registre foncier, celles de l'estimation officielle et celles de la mensuration officielle avec l'extrait correspondant du plan du registre foncier. Un contrôle strict des autorisations d'accès empêche, comme il se doit, l'accès à certaines données personnelles.

Au contraire de l'infrastructure cantonale de données géographiques, celle concernant les données relatives aux immeubles ne peut pas être entre les mains d'une seule Direction. La conduite opérationnelle en est conjointement assurée par la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE), la Direction des finances et la TTE. La responsabilité du système incombe à la JCE²⁶⁾. L'article 5 crée les bases légales explicites à l'infrastructure sur les données relatives aux immeubles et autorise le Conseil-exécutif à régler par voie d'ordonnance l'exploitation, les limitations d'accès et les questions portant sur les émoluments.

Article 6

La compétence pour certains jeux de géodonnées de base est régie par la législation spéciale. Les services compétents peuvent être désignés directement ou en fonction de la compétence attribuée pour le domaine de spécialité en question. Ainsi, c'est l'Office des eaux et des déchets de la TTE qui est compétent pour les données relatives aux secteurs de protection des eaux (art. 27 de la loi cantonale du 11 novembre 1996 sur la protection des eaux; LCPE²⁷⁾), le Service cantonal des monuments historiques de la Direction de l'instruction publique qui est compétent pour les données concernant les biens du patrimoine classés par contrat ou par décision (art. 12 de la loi du 8 septembre 1999 sur la protection du patrimoine; LPat²⁸⁾) et l'Office des forêts de la Direction de l'économie publique qui est compétent pour les données relatives au plan forestier régional (art. 7 de la loi cantonale du 5 mai 1997 sur les forêts; LCFo²⁹⁾). Lorsque les géodonnées se rapportent à plusieurs domaines en même temps, c'est le Conseil-exécutif qui désigne le service responsable parmi ceux qui sont concernés. Cette règle permet une attribution claire des responsabilités et garantit l'absence de toute lacune, et ce pour l'ensemble des géodonnées de base. Dans le même temps, elle empêche que les géodonnées de base ne soient saisies et

mises à jour à plusieurs reprises. Le réseau hydrographique peut être cité ici à titre d'exemple, puisqu'il touche à la fois le domaine d'activité de l'Office des ponts et chaussées concernant les ouvrages de protection contre les crues et celui de l'Office des eaux et des déchets concernant l'utilisation de la force hydraulique.

Article 7

Si la maîtrise de géodonnées de base relevant du droit fédéral ou cantonal est attribuée à des communes ou à des tiers, il n'existe aucun service compétent (art. 6) au niveau cantonal. Ainsi, les plans de zones (art. 55 de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions; LC³⁰⁾) relevant de la compétence des communes, le service compétent au sens de l'article 6 pour les géodonnées de base en lien avec ces plans est par conséquent la commune.

Le canton doit veiller à ce que les géodonnées de base puissent être échangées facilement et utilisées à grande échelle dans ces cas de figure également. C'est pourquoi le Conseil-exécutif désigne, dans le catalogue des géodonnées de base figurant en annexe de l'ordonnance cantonale sur la géoinformation, les services spécialisés du canton pouvant faire des prescriptions concernant la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base de même que l'accès à ces dernières et leur utilisation. Les services spécialisés du canton garantissent en outre la disponibilité des géodonnées de base dans l'infrastructure cantonale de données géographiques. Ils prescrivent les modèles de géodonnées et de représentation, ou développent le modèle de géodonnées minimal de la Confédération, afin qu'il couvre les besoins propres au canton.

Le type de collaboration établie entre le service spécialisé du canton et les communes ainsi que les droits et les obligations de chacune des parties sont déterminés par la législation spéciale, les normes en vigueur en la matière et les instructions du service spécialisé du canton.

L'alinéa 4 régit l'adaptation des géodonnées de base aux conditions réelles. De telles adaptations peuvent s'avérer nécessaires lorsque la saisie des géodonnées de base s'est basée sur des informations qui se sont révélées fausses ou lorsque des zones à bâtir déjà construites sont indiquées comme ne l'étant pas encore, si bien que les cartes de dangers qui en résultent sont erronées. La procédure se fonde sur les dispositions de la législation spéciale.

Article 8

La Confédération définit les géodonnées de base relevant du droit fédéral dans un catalogue (art. 5, al. 1 LGéo). Le canton en fait de même en dressant le catalogue des géodonnées de base relevant du droit cantonal, lequel constitue une annexe de la nouvelle ordonnance cantonale sur la géoinformation. Le catalogue est subdivisé en deux parties. La première répertorie les géodonnées de base relevant du droit fédéral dont la compétence incombe au canton ou aux communes, et la seconde celles relevant du droit cantonal. Y sont inscrits les textes légaux pour l'ensemble

²⁴⁾ RS 210

²⁵⁾ AGC n° 2390 du 22 août 1990

²⁶⁾ Cf. ACE n° 1582 du 7 novembre 2012

²⁷⁾ RSB 821.0

²⁸⁾ RSB 426.41

²⁹⁾ RSB 921.11

³⁰⁾ RSB 721.0

des géodonnées de base, les services compétents au sens de l'article 6 et, le cas échéant, le service spécialisé du canton au sens de l'article 7. Le catalogue règle l'accès aux différents jeux de géodonnées de base qu'il comprend et contient des informations supplémentaires relatives aux jeux de données énumérés, concernant par exemple leur inscription au cadastre RDPPF ou les possibilités de téléchargement. Au besoin, d'autres géodonnées peuvent figurer dans le catalogue.

Article 9

Les géodonnées de base doivent pouvoir être utilisées et mises en réseau à l'échelle d'une région administrative, mais aussi par rapport à un domaine ou un thème particulier par-delà les limites administratives. C'est la seule manière d'exploiter au maximum le potentiel que recèlent les géodonnées de base. Il s'agit de viser l'interconnexion des géodonnées de base de la Confédération, des cantons et des communes au sein de l'infrastructure nationale de données géographiques. Pour que les géodonnées de base puissent être utilisées aussi largement et facilement que possible, elles doivent satisfaire à des standards homogènes et à des exigences de qualité données. C'est la raison pour laquelle le Conseil-exécutif édicte des dispositions d'exécution portant sur les exigences qualitatives et techniques à respecter. Il s'agit de règles très techniques puisqu'elles concernent par exemple la définition de signes conventionnels homogènes pour la représentation d'objets géographiques. Leur élaboration peut par conséquent être déléguée au service compétent de la TTE.

La qualité et les exigences techniques applicables aux géodonnées de base communales sont régies par le droit communal. Pour garantir la cohérence et la qualité de ces géodonnées de base, le canton met des moyens de contrôle automatisés à disposition des communes.

Article 10

Les géodonnées de base ne peuvent être utilisées judicieusement que si elles sont disponibles et que leur actualité est garantie.

L'article 10 correspond à l'article 9 LGéo. Les services compétents au sens de l'article 6 sont responsables de la disponibilité des géodonnées de base dans la durée. En d'autres termes, les géodonnées de base sont à conserver de telle manière que leur état et leur qualité restent maintenus et qu'elles soient accessibles pour une utilisation active. Les données actuelles doivent donc être disponibles, de même que des états plus anciens définissant des séries chronologiques.

Considérées d'un point de vue historique, les géodonnées de base recèlent un potentiel d'utilisation très élevé, quelle que soit leur actualité. L'établissement de leur historique et leur archivage doivent donc respecter des directives homogènes. S'il vise le suivi de l'évolution du contenu des géodonnées de base, l'établissement d'historique, autrement dit la «consignation du genre, de l'étendue et de la date d'une modification apportée à des géodonnées de base» (art. 2, lit. b de l'ordon-

nance fédérale du 21 mai 2008 sur la géoinformation; OGéo³¹⁾), revêt de l'importance lorsque les données ont une portée juridique. Tout état de droit doit pouvoir être reconstruit dans un délai raisonnable moyennant une charge de travail acceptable, sous la forme par exemple de procès-verbaux de mutation. Cela ne signifie pas qu'il doit être possible de produire un état quelconque en un tournemain. Il s'agit tout simplement de ne pas jeter ni supprimer des données historisées (archivées) déjà disponibles. Dans la plupart des cas, cela ne requiert pas un surcroît de travail considérable, puisque des documents relatifs aux états de droit en vigueur antérieurement existent aujourd'hui pour la grande majorité des données. A titre d'exemple, d'anciens plans de zones peuvent se révéler utiles pour juger de la conformité au droit d'un ouvrage durant la procédure d'octroi de permis de construire.

Par archivage, on entend «la production périodique de copies des données et la conservation durable et sûre de celles-ci» (art. 2, lit. c OGéo). Il peut par exemple être important, dans le domaine de l'aménagement du territoire, que des séries chronologiques clairement définies soient disponibles pour les géodonnées de base requises dans ce cadre.

La teneur de la règle adoptée par le Conseil-exécutif est identique à celle en vigueur au niveau fédéral.

Article 11

Le but que poursuivent les stratégies respectives de la Confédération et du canton en la matière est d'optimiser l'utilisation des géoinformations. Les autorités, les milieux politiques, économiques ainsi que la population doivent pouvoir accéder facilement et à peu de frais aux informations disponibles. Les géoinformations doivent par conséquent être accessibles à tous, conformément au principe de transparence (art. 17 al. 3 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993; ConstC³²⁾). L'accès n'est restreint que lorsque des intérêts publics ou privés prépondérants l'exigent (art. 12).

L'accès aux géodonnées s'effectue via l'infrastructure cantonale de données géographiques, mais cela n'exclut pas une publication par d'autres canaux. Les communes sont par exemple libres de rendre leurs données accessibles via des infrastructures de données géographiques régionales et suprarégionales, comme elles l'ont fait jusqu'à présent. Il n'est par ailleurs pas impératif que les données originales soient à disposition dans l'infrastructure de données géographiques cantonale. Lorsqu'une connexion performante avec des plateformes régionales existe, elle est parfaitement suffisante. Les prescriptions de la LCGéo concernant la protection de la personnalité et la restriction de l'accès doivent néanmoins être respectées en toutes circonstances.

³¹⁾ RS 510.620

³²⁾ RSB 101.1

Article 12

L'infrastructure cantonale permet au public de bénéficier d'une offre extrêmement large de géodonnées de base. La population doit d'ailleurs pouvoir accéder sans entraves à la grande majorité d'entre elles. Certains jeux de données contiennent cependant des informations sensibles qui ne sont pas destinées au grand public. C'est par exemple le cas de la valeur officielle des immeubles ou de plans d'installations militaires, si bien que l'accès aux géodonnées de base, leur utilisation ou leur diffusion à des tiers peuvent être restreints pour des raisons ayant trait à la protection de la personnalité, à la protection des données ou à la préservation d'intérêts publics ou privés prépondérants. Pour que ces restrictions d'accès restent aussi limitées que possible, les géodonnées de base se voient attribuer des niveaux d'autorisation d'accès différents. Ils figurent dans le catalogue des géodonnées de base, en annexe à l'ordonnance cantonale sur la géoinformation.

L'accès peut aussi être subordonné à une autorisation. Elle peut être accordée par un contrat ou par une décision. L'autorisation par contrat est notamment adaptée aux utilisations régulières ou à but commercial. Le refus d'accorder l'autorisation étant notifié par voie de décision, la personne dont la demande a été rejetée peut la contester par voie de recours. L'autorisation peut être associée à un contrôle d'accès électronique. Elle peut même s'y limiter en présence de données moins sensibles. La population est habituée à ce type de procédures, fréquentes dans le cadre d'offres commerciales proposées sur Internet. Hormis le contrôle d'accès, l'accès facilité aux géodonnées de base reste garanti.

Article 13

Par géoservices, on entend des applications mises en réseau qui simplifient l'utilisation des géodonnées au moyen de services informatisés y donnant accès sous une forme structurée. On distingue des services de recherche, des services de consultation, de téléchargement et d'autres services. Ce sont les géoservices qui permettent l'utilisation interactive des géodonnées. En font partie des services de cartographie interactive offrant la possibilité de consulter et de découvrir des géoinformations, de rechercher une adresse sur une carte ou de télécharger et d'enregistrer une copie de données, de même que des services destinés à chercher, à contrôler ou à transformer des géodonnées.

C'est combinés avec l'infrastructure de données géographiques que les géoservices sont les plus performants. L'utilisation optimale des géodonnées suppose toutefois la mise en réseau des géoservices aux niveaux local, régional, cantonal, national et en partie aussi international. L'accès aux informations et aux jeux de données destinés à être diffusés, dont disposent les autorités fédérales, cantonales et communales, s'en trouve ainsi simplifié et accéléré. La mise en réseau des géoservices constitue l'un des principaux fondements sur lesquels repose l'infrastructure nationale de données géographiques.

Pour pouvoir tirer profit de tout le potentiel que les géoservices recèlent, il faut veiller à ce qu'ils soient conformes aux normes nationales et internationales en vigueur et harmonisés entre eux. Le Conseil-exécutif (ou la TTE) le garantit par le biais de

prescriptions appropriées concernant les exigences qualitatives et techniques requises.

Tout comme les géodonnées de base, les géoservices concernant les géodonnées relevant du droit cantonal et du droit fédéral – pour autant que la Confédération n'en dispose pas autrement – doivent être proposés au moins au niveau de l'infrastructure de données géographiques cantonale. Ici aussi, les communes sont libres de proposer des géoservices supplémentaires sur leurs propres plateformes.

La compétence pour les géoservices et les autres services de l'infrastructure cantonale de données géographiques est centralisée au sein de l'Office de l'information géographique de la TTE (art. 4, al. 2).

Article 14

Selon la stratégie cantonale en matière de géoinformation³⁹⁾, la perception d'émoluments ne doit pas entraver l'accès simple aux géodonnées de base et leur large utilisation. Le présent article vise à favoriser au maximum l'ouverture au public du domaine de la géoinformation. Aujourd'hui déjà, de nombreuses cartes et géodonnées sont accessibles gratuitement sur le Géoportail cantonal.

L'acquisition, la mise à disposition et l'actualisation constante des données occasionnent des frais. Ils pourraient théoriquement être couverts en soumettant l'accès aux données à des émoluments, mais cela restreindrait alors, de fait, le caractère public de ces données et donc leur utilité.

C'est pourquoi les géodonnées doivent être en principe diffusées gratuitement. Des émoluments peuvent cependant être perçus en vertu de l'alinéa 1 si des frais sont liés à la mise à disposition des données, au titre par exemple de leur transfert sur un support de données et de l'envoi de ce dernier. Les émoluments facturés dans ce cadre sont perçus par le service compétent du canton ou de la commune en charge de la diffusion des données.

Les émoluments peuvent en outre comprendre une contribution appropriée à l'exploitation de l'infrastructure ainsi qu'aux frais d'investissement et de mise à jour. Les sommes correspondantes sont encaissées par le canton en sa qualité d'exploitant de l'ICDG. Il en reverse une partie appropriée aux communes au titre des frais de mise à jour des géodonnées.

Le Conseil-exécutif fixera, dans l'ordonnance sur les émoluments, les géodonnées et les services proposés gratuitement par le canton et ceux fournis contre paiement. Il fixera dans le même temps la quote-part des émoluments cantonaux reversée aux communes.

Il est renoncé en toute connaissance de cause à la distinction opérée entre un usage des géodonnées pour son propre compte et une utilisation à des fins commerciales. La délimitation entre ces deux domaines est difficile à établir dans la pratique et s'accompagne d'une charge de travail très importante par rapport aux recettes dégagées.

³⁹⁾ Stratégie en matière de géoinformation, p. 38 s.

Article 15

Un échange de géodonnées aussi simple que possible entre les différents niveaux (Confédération, canton et communes) est une condition qu'il importe de satisfaire dans l'optique de la mise en place d'infrastructures cantonale et nationale de données géographiques (art. 16 en relation avec l'art. 14, al. 1 LGéo). Le canton, les communes et les autres services compétents (p. ex. conférences régionales, services des eaux, assurance immobilière) doivent donc s'accorder mutuellement un accès simple et direct à leurs géodonnées de base respectives. L'échange entre les autorités cantonales et communales doit être entièrement gratuit. Le terme d'échange est sciemment employé ici, puisque la circulation de données s'opère dans les deux sens et qu'il ne s'agit d'accorder un accès à sens unique. La présente règle constitue ainsi la mise en œuvre du principe «données contre données» postulé dans la stratégie élaborée par le canton de Berne en matière de géoinformation³⁴⁾. Les frais inhérents à l'opération sont pris en charge par l'autorité, qui met les données à disposition et les livre. L'échange de données entre le canton et les communes étant réciproque, ces frais devraient globalement s'équilibrer. Pour les communes, cela signifie que l'obtention de toutes les données relevant de la compétence du canton est gratuite. En outre, cette démarche permet d'économiser les frais supplémentaires d'une facturation réciproque et de réduire la charge de travail administrative.

L'article 15 prévoit également l'échange d'autres géodonnées. Le Conseil-exécutif édictera des dispositions d'exécution appropriées.

Article 16

L'échange de géodonnées de base entre la Confédération et les cantons est régi par l'article 14 LGéo. Il y est stipulé que les autorités fédérales et cantonales s'accordent mutuellement un accès simple et direct aux géodonnées de base. C'est par voie d'ordonnance que le Conseil fédéral règle les modalités de l'accès aux géodonnées de base relevant du droit fédéral. Au contraire de l'échange entièrement gratuit entre les autorités du canton de Berne et les communes bernoises, la Confédération prévoit une indemnisation forfaitaire dont les modalités sont réglées dans un contrat de droit public. La loi cantonale sur la géoinformation indique que ce contrat de droit public est conclu par le service compétent de la TTE (al. 1).

La règle de droit fédéral ne couvre que les géodonnées de base relevant du droit fédéral. L'article 16, alinéa 2 précise donc qu'il incombe au Conseil-exécutif de régler les modalités applicables aux données relevant du droit cantonal, qu'il s'agisse de l'échange de ces données avec la Confédération ou de celui avec d'autres cantons. Etant donné qu'il s'agit d'un domaine principalement technique, le Conseil-exécutif peut déléguer la compétence en la matière à la TTE.

Les règles régissant l'échange de géodonnées de base relevant du droit communal relèvent de la compétence des communes.

Article 17

Les géodonnées de base se fondent sur les textes légaux les plus divers. Elles sont par ailleurs saisies, gérées et utilisées par de nombreux services cantonaux et communaux. Il est donc indispensable de coordonner ces services et d'harmoniser les processus et les modèles. La LCGéo instaure par conséquent une commission qui va s'en charger. Ses membres sont issus de toutes les Directions et de la Chancellerie d'Etat. Les détails en la matière seront réglés dans l'ordonnance sur la géoinformation.

Article 18

Il est dans l'intérêt du canton de pouvoir apporter un soutien financier à la recherche ainsi qu'à la formation initiale et continue dans le domaine de la géoinformation. Il ne s'agit toutefois pas de prestations cantonales importantes au sens de la Constitution cantonale (art. 69, al. 4, lit. c), de sorte que l'article 18 crée une base légale suffisante dans ce cadre.

Articles 19 à 21

En matière foncière, la propriété privée résulte des indications figurant dans le registre foncier. Les restrictions de droit privé à la propriété foncière telles que les droits de préemption, les servitudes ou les droits de gage sont inscrites au registre foncier qui a un effet constitutif: un droit naît d'une inscription au registre. Cette publicité est source de transparence pour la situation d'un immeuble relevant du droit privé.

Une telle transparence fait en revanche défaut pour les restrictions de droit public à la propriété foncière. Les restrictions de ce type que constituent par exemple les plans d'affectation, les zones de protection des eaux souterraines, les limites de la forêt ou les sites pollués résultent de lois ou d'ordonnances, et ne peuvent faire l'objet d'aucune mention dans le registre foncier. Et parce que les restrictions de droit public à la propriété foncière concernent souvent des zones dans leur intégralité, le registre foncier, tenu immeuble par immeuble, n'est pas adapté à leur gestion.

C'est la raison pour laquelle la Confédération a créé un nouveau registre, le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (art. 16 à 18 LGéo et ordonnance fédérale du 2 septembre 2009 sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière; OCRDP³⁵⁾). Ce cadastre vise à fournir un accès simple à des informations aussi complètes et fiables que possible concernant un ou plusieurs immeubles, et portant sur une sélection de thèmes générateurs de restrictions de droit public à la propriété foncière. Les restrictions de ce type à inscrire au cadastre figurent à l'annexe 1 de l'OGéo et dans le catalogue des géodonnées de base du canton (art. 8). Contrairement aux restrictions de droit privé à la propriété foncière mentionnées dans le registre foncier, l'inscription au cadastre RDPPF n'a aucun effet constitutif de droits et reste purement déclaratoire.

³⁴⁾ Stratégie en matière de géoinformation, p. 39

³⁵⁾ RS 510.622.4

Un effet de publicité particulier est reconnu au registre: l'article 17 LGéo entretient la fiction légale selon laquelle les restrictions de droit public à la propriété foncière contenues dans le cadastre sont connues de toutes les personnes concernées. L'effet de publicité du cadastre s'accompagne d'une responsabilité accrue du canton au niveau du préjudice que des utilisateurs et des utilisatrices de bonne foi peuvent subir en raison d'une tenue erronée ou incomplète du cadastre (art. 18 LGéo en relation avec l'art. 955 CC).

Le cadastre RDPPF constitue une tâche commune de la Confédération et des cantons. La Confédération exerce la haute surveillance sur ce cadastre (art. 18 OCRDP). Elle fixe notamment la stratégie, prescrit le modèle-cadre applicable aux données du cadastre et définit des exigences minimales concernant les procédures et l'organisation. La Confédération verse par ailleurs des contributions au financement du cadastre (art. 20 OCRDP) dont la gestion opérationnelle incombe en revanche au canton. Il définit par exemple son organisation, la procédure d'inscription des données au cadastre et de délivrance d'extraits certifiés conformes.

Le cadastre RDPPF est introduit en deux étapes. Un projet pilote mené entre le début de l'année 2014 et la fin de l'année 2015 va permettre de tester son exploitation dans des communes sélectionnées. L'introduction du cadastre dans tous les cantons interviendra au plus tard le 1^{er} janvier 2020. Le canton de Berne prend part au projet pilote, puisque huit de ses communes y participent. La LCGéo règle les compétences et les aspects obligatoires du cadastre. Les dispositions d'exécution concernant les procédures et l'organisation seront quant à elles régies par l'ordonnance cantonale sur le cadastre RDPPF. Elle se substituera à l'OICRDP lorsque le cadastre sera introduit sur tout le territoire cantonal et permettra de tirer profit des expériences acquises durant la phase pilote.

Article 19

Le contenu du cadastre se fonde sur le catalogue des géodonnées de base relevant du droit fédéral figurant à l'annexe 1 OGéo et sur le catalogue des géodonnées de base relevant du droit cantonal figurant à l'annexe 2 OCGéo. En conséquence, le cadastre RDPPF comprend actuellement les zones réservées et les alignements des routes nationales, des installations ferroviaires et des installations aéroportuaires, le plan de la zone de sécurité des aéroports, le cadastre des sites pollués (domaine militaire, aéroports civils et transports publics), le cadastre des sites pollués (niveau cantonal), les zones et les périmètres de protection des eaux souterraines, les plans d'affectation (niveau cantonal, régional et communal), le degré de sensibilité au bruit (dans les zones d'affectation; niveau cantonal, régional et communal), les distances par rapport à la forêt (niveau cantonal, régional et communal), les limites de la forêt (dans les zones à bâtir) et les plans routiers. Le Conseil-exécutif peut désigner d'autres géodonnées de base à intégrer au cadastre. Il peut en outre déterminer quelles informations relatives à des modifications entreprises dans le cadre de procédures en cours doivent être associées au contenu du cadastre. Ce sera en particulier le cas lors de révisions de l'aménagement local qui ont force obligatoire dès leur publication (art. 62a LC).

Le cadastre RDPPF contient en principe uniquement des restrictions de droit public à la propriété foncière relevant du droit fédéral et du droit cantonal. Toutefois, il existe aussi des restrictions de droit public à la propriété foncière au niveau communal. Elles ne s'appliquent cependant pas à l'identique sur l'intégralité du territoire cantonal et peuvent présenter de fortes disparités dans la pratique. Il semble par conséquent inopportun d'envisager l'intégration généralisée des restrictions de propriété communales dans le cadastre. L'alinéa 3 laisse toutefois la possibilité d'inscrire des restrictions de propriété communales au cadastre si la commune en fait la demande.

Compte tenu de l'effet de publicité que revêt le cadastre RDPPF, les exigences posées aux données en termes de qualité et de fiabilité sont elles aussi élevées. La procédure d'inscription des données au cadastre, leur mise à jour, le système d'annonces ainsi que la consultation d'informations supplémentaires (p. ex. des cartes nationales ou des photographies aériennes orthophotos) sont par conséquent régis de manière détaillée au niveau de l'ordonnance. Par système d'annonces, on entend la communication entre les acteurs impliqués dans le processus de mise à jour (p. ex., l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire lors de l'approbation de plans d'affectation) et la direction du cadastre. Des adaptations sans incidence sur le contenu du cadastre peuvent être entreprises sans mener de procédure spécifique. Il s'agit ici d'adaptations générales, à caractère purement technique telles que des migrations de données, des modifications concernant les bases de la mensuration officielle ou des changements apportés au modèle de données. Les adaptations ponctuelles que la mise à jour de la mensuration officielle rend nécessaires ne sont pas couvertes par la présente disposition. Les modifications sont entreprises par le service compétent au sens de l'article 6.

Article 20

Les restrictions de droit public à la propriété foncière doivent faire l'objet d'une publication. De manière générale, la feuille officielle est l'organe officiel de publication (art. 13 de la loi du 18 janvier 1993 sur les publications officielles; LPO³⁶). L'article 16 OCRDP permet aux cantons de prescrire que la fonction d'organe officiel de publication est attribuée au cadastre RDPPF pour certaines restrictions de droit public à la propriété foncière. Une condition doit cependant être remplie: le canton est compétent pour régir cette procédure et désigner l'organe de publication. Dans le cas des restrictions de droit public à la propriété foncière répertoriées dans le cadastre RDPPF, cela pourrait entraîner une simplification de la procédure et la suppression de potentiels doublons. Si l'article 20 donne la possibilité d'utiliser le cadastre RDPPF comme organe officiel de publications, il laisse le soin à la législation du domaine concerné de prévoir les adaptations requises. L'utilisation du cadastre RDPPF comme organe de publication serait notamment opportune dans le domaine du droit de la construction et de l'aménagement.

³⁶ RSB 103.1

Article 21

Le cadastre RDPPF est une tâche assumée conjointement par la Confédération et le canton. Il incombe au canton d'en assurer l'organisation (art. 17, al. 1 OCRDP). La Confédération impose uniquement que le canton désigne un organisme responsable du cadastre et garantisse un accès centralisé au cadastre (art. 17, al. 2 et 3 OCRDP). La haute surveillance sur la tenue du cadastre est exercée par l'Office fédéral de topographie (art. 18, al. 1 OCRDP).

L'article 21 désigne l'Office de l'information géographique de la TTE comme étant l'organisme responsable du cadastre. Parmi les tâches incombant à la direction du cadastre, on compte la mise à disposition de l'infrastructure requise, la garantie de l'accès aux données, de leur disponibilité et de leur mise à jour. L'Office de l'information géographique garantit en outre le service de consultation et de télécharge-ment. Si des contradictions sont décelées dans le contenu du cadastre, l'Office de l'information géographique les porte à la connaissance du service spécialisé compétent, qui adapte les données conformément à la procédure prévue dans la législation spéciale et fait procéder à la modification de l'inscription en question. Par exemple, il pourrait s'agir d'une mise en relation manifestement inappropriée entre une zone de protection des eaux souterraines et une disposition juridique suite à une erreur de saisie ou d'une désignation erronée.

La délivrance d'extraits certifiés conformes est régie au niveau de l'ordonnance. Il est prévu qu'elle soit confiée à des organes disposant des connaissances spécialisées requises à cette fin, cas des communes, des bureaux du registre foncier ou des géomètres conservateurs ou géomètres conservatrices. La certification d'extraits a posteriori n'est pas prévue, car elle entraînerait des frais totalement disproportionnés.

Articles 22 à 48

Le chapitre 4 régit la mensuration officielle, laquelle dispose actuellement de sa propre loi spéciale (LMO). La mensuration officielle constituant dans les faits l'un des domaines les plus importants de la géoinformation, les dispositions déterminantes de cette loi doivent par conséquent être intégrées dans la LCGéo. Elles font dans le même temps l'objet d'une adaptation à la nouvelle législation fédérale sur la mensuration officielle (art. 29 à 33 LGéo et OMO). Différentes dispositions de la LMO sont désormais régies par le droit fédéral et n'ont plus à être répétées dans le droit cantonal. Il en va ainsi du droit d'accès (art. 9 LMO), dorénavant régi par l'article 20 LGéo et de la protection des signes de démarcation de la mensuration officielle (art. 11 LMO), désormais régie par l'article 21 LGéo. Certains détails de la LMO peuvent en outre être transférés dans les ordonnances du canton. Les notions employées sont prescrites par le droit fédéral (cf. art. 18 OMO).

Dans le présent rapport, il est renvoyé aux prescriptions correspondantes de la LMO en vigueur.

Article 22

La mensuration officielle comprend l'abornement et la mensuration des limites des cantons, des districts, des communes et des immeubles, la saisie, la mise à jour et la

gestion des informations topographiques concernant les immeubles, la densification des cadres géodésiques de référence ainsi que la mise à disposition du plan du registre foncier (art. 29 al. 2 LGéo). La mensuration officielle est une tâche assumée conjointement par la Confédération, le canton et les communes (cf. art. 75a Cst.). La répartition des tâches entre la Confédération et les cantons est réglée par l'article 34 LGéo. La Confédération est donc compétente pour la haute surveillance, l'orientation stratégique et la direction générale de la mensuration officielle (art. 34, al. 1, lit. c et d LGéo), tandis que le canton est compétent pour l'exécution de la mensuration officielle (art. 34, al. 2, lit. a LGéo). La Confédération fixe en outre les principes de la mensuration officielle (art. 29, al. 3 LGéo).

Le canton de Berne assure la mise en œuvre de la mensuration officielle dans le cadre imparti par le droit fédéral et des conventions-programmes conclues avec la Confédération. L'Office de l'information géographique de la TTE se charge des tâches de surveillance de la mensuration officielle.

Article 23

Correspond à l'article 5 LMO. Le Conseil fédéral planifie la mensuration officielle à moyen et à long terme, et sa mise en œuvre s'effectue sur la base de conventions-programmes pluriannuelles passées entre la Direction fédérale des mensurations cadastrales et le service cantonal du cadastre (art. 31 LGéo). Ce dernier planifie la mise en œuvre dans le canton de Berne en s'appuyant sur cette convention-programme. Le Conseil-exécutif procède toutefois à l'audition des communes ou de leurs groupements d'intérêts avant de conclure une convention-programme (art. 21a de la loi sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration; LOCA³⁷⁾).

Article 24

La délimitation des compétences respectives de la Confédération et du canton est fixée aux articles 4 et 5 de l'ordonnance technique du DDPS sur la mensuration officielle du 10 juin 1994 (OTEMO)³⁸⁾. Le canton de Berne délègue en outre une partie de ses compétences en la matière aux communes. Il n'est donc directement compétent que pour les points fixes planimétriques et altimétriques de catégorie 2, la limite cantonale et le plan de base cantonal. Aucune modification n'a été apportée aux compétences par rapport à la LMO. Le seul changement opéré est formel, puisque la disposition concernée n'est plus répétée pour le premier relevé, la mise à jour et la gestion (cf. art. 24 et 30 LMO), mais n'est énoncée qu'une seule fois, sous les dispositions générales applicables à la mensuration officielle. L'alinéa 3 précise par ailleurs que le canton est compétent pour la mensuration officielle des régions qui n'appartiennent à aucune commune. Cette disposition concerne surtout les grands lacs.

Le plan d'ensemble actuel sera dorénavant remplacé par le plan de base de la mensuration officielle (art. 5 OMO). Si le plan d'ensemble comporte aujourd'hui encore

³⁷⁾ RSB 152.01

³⁸⁾ RS 211.432.21

certain éléments cartographiques et ne se déduit que partiellement des données de la mensuration officielle, le plan de base constitue un produit dont l'établissement est très largement automatisé. Il se fonde sur les données numériques de la mensuration officielle, complétées par une sélection de données numériques supplémentaires issues d'autres domaines de la géoinformation. Le plan d'ensemble continue à être proposé, au moins aussi longtemps qu'aucun plan de base couvrant l'intégralité du territoire n'est disponible (art. 69).

Les communes sont libres de prescrire des extensions de contenu de la mensuration officielle au niveau communal et de fixer des exigences de précision plus élevées. De nombreuses communes l'ont déjà fait. L'alinéa 4 est uniquement destiné à clarifier la situation en la matière.

Article 25

Correspond à l'article 1, alinéa 2 et l'article 5 LMO. Le droit fédéral définit les conditions minimales imposées en matière de mensuration officielle (art. 29 LGéo). La mise en œuvre s'effectue sur la base de conventions-programmes pluriannuelles passées entre la Confédération et les cantons (art. 31 LGéo).

Article 26

Correspond à l'article 12 LMO. La commune décide de l'abornement préalablement à un premier relevé dans les régions n'ayant pas fait l'objet d'une mensuration. Cette disposition a été complétée par l'alinéa 2, qui stipule que, dans le cas d'un premier relevé réalisé dans une région ayant déjà fait l'objet d'une mensuration ou dans celui d'un renouvellement, le service du cadastre décide si l'abornement doit être entrepris.

Article 27

Correspond à l'article 14 LMO. La disposition a été complétée par un renvoi direct à la Constitution fédérale de la Confédération et à la Constitution cantonale.

Article 28

Correspond à l'article 13, alinéas 1 et 3, 1^{re} phrase LMO. Cet article règle la détermination et la modification des limites communales.

Article 29

Correspond à l'article 15 LMO. En haute montagne, la limite se base non seulement sur des plans existants, mais également sur des descriptions, des photographies aériennes ou d'autres documents. Dans le cas de plans plus anciens et moins précis ou de changements naturels (tels que le recul d'un glacier ou la modification de la ligne de partage des eaux), il est donc possible que la description prime le plan. Cet état de fait ayant parfois soulevé des difficultés dans la pratique, il est désormais inscrit dans la loi.

Article 30

Correspond à l'article 18 LMO. La notion de remaniement parcellaire correspond à la définition qui en est donnée aux articles 100 s. de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgri)³⁹⁾ et n'englobe que les remaniements sylvicoles et les regroupements parcellaires. Les remaniements de terrains à bâtir se fondent quant à eux sur le décret du 12 février 1985 concernant le remaniement parcellaire de terrains à bâtir, les rectifications de limites et les libérations ou transferts de servitudes (DRTB)⁴⁰⁾.

Article 31

Correspond à l'article 16 LMO. Dans les régions dépourvues d'une mensuration approuvée, les limites continuent à être déterminées comme elles l'étaient auparavant, avec le concours des propriétaires fonciers. Dans les zones utilisées de manière extensive telles que les régions agricoles et forestières des zones de montagne et d'estivage ainsi que dans les régions improductives, les limites peuvent être déterminées sur la base de plans, de photographies aériennes ou de tout autre document approprié. Cette règle fera dorénavant l'objet de l'article 13, alinéa 2 OMO et il est donc inutile de la répéter dans la LCGéo. Le Conseil-exécutif est habilité à édicter les dispositions d'exécution correspondantes.

Article 32

Correspond à l'article 19 LMO. Cet article règle la correction de limites inadéquates dans le cadre d'un premier relevé ou d'un renouvellement.

Article 33

Correspond à l'article 20 LMO. Les exceptions, c'est-à-dire les cas où il est possible de renoncer à la pose de signes de démarcation, seront dorénavant réglées à l'article 17 OMO et il est donc inutile de les répéter dans la LCGéo.

Articles 34 et 35

Les articles 34 et 35 correspondent pour l'essentiel aux articles 21 et 22 LMO. L'achèvement des travaux d'abornement est rendu public par la commune. Cette dernière organise une séance de conciliation lorsque le tracé d'une limite est contesté et informe le service du cadastre de cette démarche. Le service du cadastre statue en première instance sur les limites litigieuses. La décision porte uniquement sur deux aspects: l'exactitude de l'abornement et le fait de savoir si les limites litigieuses ont été déclarées comme telles à juste titre. La suite de la procédure est régie par l'article 40.

La règle introduite à l'article 35 doit empêcher que les litiges de droit civil entre certains des acteurs impliqués bloquent pendant longtemps l'achèvement de l'œuvre cadastrale dans son ensemble. Elle prévoit donc une procédure rapide pour la dé-

³⁹⁾ RS 910.1

⁴⁰⁾ RSB 728.1

termination de limites litigieuses. Elle vise aussi à empêcher que la commune ou le service du cadastre ait à se préoccuper de questions de droit civil qui ne relèvent pas de sa compétence.

Article 36

Correspond aux articles 24, alinéa 1 et 25, alinéa 1 LMO. Cet article règle la répartition des tâches entre le canton et la commune dans le cadre d'un premier relevé ou d'un renouvellement.

Article 37

Correspond à l'article 26, alinéas 1 et 3 LMO. L'exécution de la mensuration officielle incombe aux cantons (art. 43 OMO). Ceux-ci déterminent, dans le cadre de leurs programmes de mensuration, la date d'exécution des différents travaux qui s'y rapportent (art. 21 OMO). Ce moment est choisi d'entente avec la commune. En cas de nécessité, le service cantonal du cadastre peut ordonner l'exécution des travaux après avoir entendu les communes concernées. Il en va par exemple ainsi lorsque l'œuvre cadastrale actuelle ne garantit plus la sécurité juridique nécessaire ou que la mensuration officielle nécessite une coordination avec d'autres travaux.

Articles 38, 39 et 40

Ces trois articles correspondent sur le fond aux articles 27 et 28 LMO en vigueur actuellement. L'OMO contenant de nouvelles dispositions pour les procédures d'enquête publique et d'approbation (art. 28 OMO), la législation cantonale doit, elle aussi, être adaptée. Une mise à l'enquête publique n'est plus requise dans tous les cas concernant des droits sur des immeubles, elle l'est uniquement si les droits réels des propriétaires fonciers sont concernés. C'est par exemple le cas lorsque le renouvellement de la mensuration officielle a une incidence sur les biens détenus par des propriétaires fonciers ou lorsqu'il influe sur la position et l'état des servitudes.

Outre l'enquête publique, les propriétaires fonciers dont les droits réels sont touchés doivent être informés par la commune. Si une opposition est formée, la commune organise une séance de conciliation, puis adresse un rapport et une proposition au service du cadastre, c'est-à-dire à l'Office de l'information géographique de la TTE. Cet office se prononce par voie de décision sur les oppositions formées et approuve l'œuvre cadastrale. Il statue sur les limites litigieuses et en fait porter mention au registre foncier. Une mention est supprimée si aucune action civile n'est intentée dans un délai de six mois. C'est à la TTE qu'il incombe de trancher si un recours a été déposé contre la décision rendue par l'Office de l'information géographique (art. 62, al. 1, lit. a LPJA)⁴¹⁾.

La procédure d'opposition des articles 38 à 40 se fonde sur les dispositions figurant dans l'OMO. Elle ne correspond pas à la procédure d'opposition prévue aux articles 53 à 55 LPJA. C'est notamment l'Office de l'information géographique et non la commune qui statue en première instance sur les oppositions.

Article 41

Correspond aux articles 30 et 31 LMO. Selon les prescriptions fédérales, toute modification de la surface terrestre doit faire l'objet d'une mise à jour des données de la mensuration officielle. A cet égard, on distingue entre deux types de mise à jour.

La mise à jour permanente repose soit sur un système d'annonces (p. ex. pour les bâtiments), soit sur des mandats individuels (p. ex. pour l'élaboration d'actes de mutation concernant la mise à jour des limites de biens-fonds). Elle présuppose que le géomètre conservateur concerné ou la géomètre conservatrice concernée dispose en permanence des données disponibles de la mensuration.

La mise à jour périodique porte sur toutes les modifications qu'un système d'annonces ne permet pas de saisir (p. ex. les lisières de forêt). Pour des raisons de coûts, elle doit couvrir un large territoire formant un tout. Le cycle de mise à jour ne doit en principe pas dépasser dix ans (art. 24 OMO).

La mise à jour périodique incombe au service cantonal du cadastre, afin de garantir un déroulement coordonné et rationnel des travaux car il n'est pas possible de tenir compte des limites communales.

Articles 42 et 43

Les articles 42 et 43 règlent la conclusion du contrat de mise à jour. Ils se fondent sur les articles 32 et 33 LMO et les adaptent aux nouvelles dispositions des articles 44 et 45 OMO.

La mise à jour permanente est réalisée par des géomètres conservateurs et des géomètres conservatrices. Les communes qui disposent de leur propre service de mensuration désignent le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice dans un règlement de services. Celles qui n'en ont pas concluent un contrat d'entre-prise de droit public avec un géomètre conservateur ou une géomètre conservatrice (art. 44, al. 1 OMO). La disposition prévue à l'article 43 se base sur les prescriptions de l'OMO et porte exclusivement sur les exigences minimales que le contrat de mise à jour doit satisfaire. Il est renoncé en toute connaissance de cause à édicter d'autres prescriptions. Les parties sont libres d'intégrer ou non le fournisseur de ressources dans le contrat. Toutefois, les droits et les obligations que la loi confère d'office au géomètre conservateur ou à la géomètre conservatrice ne s'appliquent qu'à une personne physique.

Le droit fédéral exige que les contrats de mise à jour fassent l'objet d'un appel d'offres public. Contrairement aux travaux tels que l'abornement, le premier relevé, le renouvellement etc., dont l'adjudication doit expressément respecter les prescriptions applicables en matière de marchés publics, cette exigence ne s'applique pas aux contrats de mise à jour (cf. art. 45, al. 1 et 2 OMO). Dans l'optique de simplifier autant que possible la procédure tout en garantissant la sécurité du droit et l'égalité des chances des concurrents, l'article 43 soumet l'appel d'offres pour les contrats de

⁴¹⁾ RSB 155.21

mise à jour aux dispositions de la loi du 6 octobre 1995 sur le marché intérieur (LMI)⁴²⁾.

Les contrats de mise à jour font l'objet d'un appel d'offres simultané sur l'ensemble du canton et portent sur une durée de huit ans. Cette règle a déjà fait ses preuves dans la pratique. L'adjudication simultanée favorise notamment la concurrence entre les géomètres et facilite l'exécution de la procédure pour les communes. La durée de huit ans retenue pour les contrats tient compte à la fois des aspirations de stabilité des communes et des exigences propres à la concurrence.

Le contrat peut être résilié sans préavis pour de justes motifs. Si un nouveau contrat de mise à jour doit être conclu entre deux échéances de l'adjudication au niveau cantonal, il doit également faire l'objet d'un appel d'offres. Le contrat conclu dans un tel cas ne porte que sur la durée restante jusqu'à l'adjudication suivante à l'échelle de tout le territoire cantonal.

Si la mise à jour de la mensuration officielle doit être garantie à court terme, par exemple en raison de la défection non prévisible d'un géomètre conservateur ou d'un géomètre conservatrice, le service du cadastre peut pourvoir à son remplacement à titre provisoire. Il peut s'agir dans ce cas de son suppléant ou de sa suppléante ou d'une tierce personne compétente. Cette nomination est une solution purement transitoire destinée à couvrir la période courant jusqu'à la conclusion d'un nouveau contrat (au terme d'un appel d'offres) ou jusqu'à l'adjudication suivante au niveau cantonal. Elle ne doit en aucun cas permettre de se soustraire à l'obligation de procéder à un appel d'offres.

Article 44

Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice est en situation de monopole géographique pendant toute la durée de validité de son contrat de mise à jour. Diverses obligations professionnelles sont à respecter dans une telle situation. Les articles 22 et suivants de l'ordonnance fédérale du 21 mai 2008 concernant les ingénieurs géomètres (ordonnance sur les géomètres; OGéom)⁴³⁾ en énumèrent un grand nombre. Il doit par ailleurs être garanti que le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice dispose durablement des ressources nécessaires à la mise à jour de la mensuration officielle. C'est la raison pour laquelle le service du cadastre exige que des renseignements lui soient communiqués annuellement concernant la situation de l'entreprise. Cette déclaration spontanée a fait ses preuves dans la pratique et l'article 44 lui donne une base légale. Au niveau de son contenu, cette déclaration spontanée prend pour modèles les justificatifs ou les renseignements qu'un adjudicataire doit fournir dans le cadre d'un marché public. Dans des cas justifiés, par exemple en cas de montants d'impôt encore dus, le service du cadastre peut exiger un droit de regard sur le fonctionnement de l'entreprise du géomètre conservateur ou de la géomètre conservatrice. Ce dernier ou cette dernière doit par ailleurs garantir la suppléance ainsi que la formation continue du personnel qu'il ou elle

emploie. Quant à l'obligation du géomètre conservateur ou de la géomètre conservatrice en matière de formation continue, elle est régie à l'article 22, alinéa 1, lettre g OGéom.

Article 45

Correspond à l'article 33 LMO. Cet article règle l'approbation des contrats de mise à jour ainsi que des règlements de service par le service du cadastre. L'approbation par le service du cadastre conditionne la validité du contrat de mise à jour.

Article 46

Correspond à l'article 34 LMO. La disposition est complétée par la mention que le service compétent (OIG) peut prendre d'autres décisions pour de justes motifs.

Article 47

Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice est tributaire des annonces qui doivent lui être faites concernant les décisions déterminantes pour la mise à jour prises par les autorités. Ainsi, l'article 37, alinéa 3 du décret du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du permis de construire (DPC)⁴⁴⁾ stipule par exemple que l'autorité d'octroi du permis de construire envoie au géomètre conservateur ou à la géomètre conservatrice une copie des permis de construire et des plans de situation. Le Conseil-exécutif est en droit d'édicter d'autres prescriptions portant sur le système d'annonces. L'article 47 résume l'actuel article 35 LMO.

Article 48

Correspond aux articles 40, alinéa 1 et 42, alinéa 1 LMO. Dans la terminologie de la nouvelle législation fédérale, le terme d'entretien est remplacé par celui de gestion. Cette dénomination est reprise.

Article 49

Les conduites font également partie du contenu de la mensuration officielle (art. 6, al. 2 OMO). Ne sont toutefois concernées que celles régies par la loi fédérale du 4 octobre 1963 sur les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux (loi sur les installations de transport par conduites)⁴⁵⁾, à savoir les conduites servant au transport de gaz, de pétrole ou d'autres combustibles et carburants avec une pression d'exploitation supérieure à 5 bars. La position de toutes les autres conduites telles que les lignes électriques, les canalisations d'eau et d'eaux usées, les câbles de télécommunication et les conduites d'alimentation de faible diamètre n'est pas répertoriée ici. La connaissance de la position de ces diverses conduites revêt cependant une importance capitale pour de nombreux projets de construction. De nombreuses communes gèrent donc déjà un cadastre des conduites. Dans la mesure où il est complet et fiable, établi et géré selon les mêmes prescriptions sur l'ensemble du territoire cantonal, un tel cadastre est très

⁴²⁾ SR 943.02

⁴³⁾ RS 211.432.261

⁴⁴⁾ RSB 725.1

⁴⁵⁾ RS 746.1

précieux pour les maîtres d'ouvrage privés ou publics ainsi que pour les communes dans le cadre des travaux de planification des projets de construction ou d'assainissement des infrastructures. C'est la raison pour laquelle l'article 49 crée la base requise pour constituer un cadastre numérique des conduites.

Le cadastre des conduites s'appuiera sur la norme SIA 405. Il s'agit de la norme usuelle en la matière, d'usage courant à l'échelle nationale et appliquée dans le canton de Berne par les communes qui gèrent d'ores et déjà un cadastre des conduites. Les réglementations mises en place dans d'autres cantons qui disposent déjà d'un tel cadastre, à savoir la Thurgovie et Bâle-Campagne, ont également été prises en compte.

Le cadastre des conduites est constitué sur la base des informations existantes. Un nouveau relevé de l'ensemble des conduites représenterait un volume de travail démesuré, de sorte qu'il n'est pas prévu. Toutefois, la position des conduites devra être saisie avec précision si elles font l'objet d'une nouvelle pose ou de modifications. Cette démarche permettra d'améliorer en permanence la précision et l'exhaustivité du cadastre, sans augmenter notablement la charge de travail.

Article 50

Le cadastre numérique des conduites est tenu par les communes. Les propriétaires de conduites disposent d'informations détaillées sur leurs réseaux grâce aux cadastres établis pour leurs propres conduites, de sorte que les informations requises peuvent en être extraites et transmises aux communes. Cette règle s'applique à toutes les conduites, aussi bien privées que publiques. Après la saisie initiale des données relatives aux conduites, les modifications opérées par la suite doivent également être annoncées, de façon à garantir en permanence l'actualité du cadastre des conduites.

Article 51

Le cadastre des conduites doit permettre d'obtenir rapidement et simplement des informations portant sur les conduites présentes sur un immeuble donné ou dans un secteur bien défini. Il ne remplit sa mission que s'il est accessible à toutes les personnes intéressées. Des niveaux d'autorisation d'accès différents sont attribués pour les géodonnées de base du cadastre des conduites. Les jeux de données concernant l'alimentation en eau potable et en eau d'extinction par exemple sont affectés au niveau d'autorisation d'accès B. Pour qu'il soit impossible de contourner de telles restrictions d'accès, le niveau d'autorisation pour l'ensemble du cadastre doit donc correspondre au niveau le plus restrictif qu'il contient. C'est pourquoi le cadastre des conduites se verra attribuer le niveau d'autorisation d'accès B.

Contrairement au cadastre RDPPF, les données publiées dans le cadastre des conduites ne sont soumises à aucune procédure qui permette de garantir leur fiabilité. Le cadastre ne remplira donc aucune fonction d'organe de publication et aucun extrait certifié conforme ne sera délivré. Les collectivités n'ont du reste aucune responsabilité supplémentaire à endosser quant à l'exactitude des informations figurant dans le cadastre des conduites.

Articles 52 à 63

Le chapitre du financement assure la coordination du droit cantonal avec le droit fédéral (art. 37 à 39 LGéo) et régit le financement au niveau cantonal. Il comprend deux types de dispositions, celles de portée générale (art. 52 et 53) et celles qui concernent la mensuration officielle (art. 54 à 63). Il est renoncé à toute explication lors que ces dernières correspondent à la règle en vigueur jusqu'à présent dans la législation.

Article 52

L'organe compétent pour une tâche est également responsable de son financement. Si des géodonnées se rapportent à plusieurs domaines en même temps, le Conseil-exécutif non seulement attribue les responsabilités (art. 6, al. 2) mais règle aussi le financement.

Article 53

Le canton peut allouer des subventions pour des adaptations particulières qui présentent un intérêt cantonal exceptionnellement élevé (APIC), indépendamment de la compétence effective en la matière. Ces subventions peuvent par exemple concerner l'harmonisation et l'uniformisation de géodonnées de base relevant de la compétence des communes, l'extension de contenus ou l'actualisation de jeux de données dans les meilleurs délais. Le montant des subventions allouées est fixé au cas par cas. Les critères principaux sont l'intérêt que recèlent ces adaptations pour le canton et les possibilités financières du service compétent. Les montants versés peuvent aller jusqu'à couvrir l'intégralité des dépenses engagées.

La Confédération définit des adaptations particulières qui présentent un intérêt national exceptionnellement élevé (APIN) dans les conventions-programmes conclues avec les cantons et verse les subventions fédérales correspondantes (art. 40, al. 6 OMO). La part restante des frais est supportée par le canton, comme auparavant.

Article 54

Correspond à l'article 7 LMO. La mensuration officielle est un domaine très technique qui laisse assez peu de marge de manœuvre aux communes. Il est par ailleurs dans l'intérêt de tous que les travaux à réaliser puissent l'être dans le respect du programme convenu avec la commune. C'est pourquoi la compétence en matière d'autorisation des dépenses pour la mensuration officielle est déléguée au conseil communal. Cette règle correspond aux pratiques en vigueur depuis de longues années, qui ont fait leurs preuves, et aux dispositions inscrites dans la LMO.

Article 55

Correspond à l'article 6, alinéa 3 LMO. L'adjudication des travaux se fait, à l'exception de la mise à jour, selon les prescriptions sur les marchés publics (art. 45 OMO). En revanche, les travaux que peuvent effectuer les communes disposant de leur propre service de mensuration ne doivent pas faire l'objet d'un appel d'offres. Les

indemnités versées pour ce type de travaux sont approuvées par le service du cadastre.

Article 56

Correspond à l'article 8 LMO. Les avances cadastrales ont fait leurs preuves à tout point de vue. Elles permettent aux communes de remplir une tâche importante en matière d'infrastructure. Les avances s'appliquent au premier relevé, à l'abornement et au renouvellement. Elles ne concernent pas la mise à jour.

Article 57

Correspond à l'article 16, alinéa 3 LMO. La détermination des limites s'effectue avec le concours des propriétaires fonciers (art. 31, al. 1). S'ils ne s'acquittent pas de cette obligation, ils supportent les frais supplémentaires ainsi causés.

Article 58

Correspond à l'article 23 LMO. Les signes de démarcation matérialisant des limites territoriales délimitent toujours dans le même temps des immeubles. Les frais d'abornement sont donc à la charge des propriétaires fonciers concernés. L'article 58, alinéa 5 stipule désormais clairement que le canton doit supporter les frais inhérents à la pose des grands signes de démarcation cantonaux, bon nombre d'entre eux étant des bornes d'importance historique.

Article 59

Correspond à l'article 29 LMO. Cet article règle les subventions du canton allouées à la commune pour les travaux effectués dans le cadre d'un premier relevé ou d'un renouvellement. Les coûts imputables découlent de l'article 48 OMO.

Article 60

Correspond à l'article 38 LMO. Le tarif des émoluments figurant à l'annexe de l'OCMO continue à s'appliquer pour les géomètres conservateurs et les géomètres conservatrices. Le tarif des émoluments et les points sur lesquels il se fonde sont édictés par le Conseil-exécutif. Les géomètres conservateurs et les géomètres conservatrices ne sont pas tenus de facturer leurs prestations au maximum fixé par la grille tarifaire. Ils peuvent indiquer, lors de l'adjudication des contrats de mise à jour, le pourcentage auxquels ils les factureront. Les communes peuvent alors choisir l'offre la plus avantageuse pour elles. Ainsi, le Conseil-exécutif n'a plus besoin d'introduire de supplément pour tenir compte des frais généraux ainsi que des profits et des risques lorsqu'il fixe la valeur des points tarifaires, compte tenu de la mise en concurrence qui s'est opérée sur la base de ces points. La disposition correspondante a donc été supprimée.

L'émolument pour les travaux de mise à jour est toujours dû par ceux qui les ont causés. Il est désormais stipulé que les frais de mise à jour sont à la charge des propriétaires fonciers ou des titulaires de droits distincts et permanents (notamment de droits de superficie) dans les cas cités à l'alinéa 2 lettre b. En présence de pro-

priétés par étage, les frais occasionnés par les travaux de mise à jour sont répartis entre les propriétaires selon leur quote-part.

La propriété à la date d'établissement de la facture par le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice constitue le critère déterminant. Cette règle s'avère utile car dans le cas de la mise à jour de bâtiments, il est fréquent qu'une mutation intervienne entre l'achèvement de la construction et son enregistrement par le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice. Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice doit pouvoir adresser sa facture à la personne inscrite au registre foncier. Si les règles contractuelles régissant les relations entre les parties en présence prévoient d'autres dispositions, elles peuvent recourir à des accords de droit privé pour en assurer l'application.

L'alinéa 2, lettre c précise désormais de façon explicite que la commune doit supporter les frais inhérents à l'intégration des bâtiments projetés.

Article 61

Correspond à l'article 39 LMO. Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice doit exécuter d'office les travaux de mise à jour périodique. Il ou elle ne peut donc pas refuser de se charger d'un contrat. Pour réduire le risque financier, il est possible de demander une avance de frais.

Article 62

La mise à jour périodique de la mensuration officielle est régie par les conventions-programmes conclues entre la Confédération et les cantons. Il s'agit en règle générale de projets pluriannuels d'une certaine ampleur mettant en jeu des dépenses conséquentes. Le versement d'avances a fait ses preuves dans la pratique. Le coût total peut être réparti sur plusieurs exercices et subdivisé en tranches. Le financement en continu de la mise à jour périodique est ainsi garanti. L'article 62 crée la base légale requise pour de telles pratiques.

Article 63

La commune étant compétente pour la procédure de correction des contradictions constatées (art. 38 ss), c'est elle aussi qui prend en charge les frais induits. Cette règle peut cependant se révéler inappropriée dans la pratique, notamment si la contradiction est imputable à des erreurs manifestement commises par des tiers tels que des géomètres conservateurs ou géomètres conservatrices, des notaires ou des propriétaires fonciers. L'article 63 permet par conséquent de faire supporter les frais à ceux qui les ont causés (principe de causalité).

Article 64

Les propriétaires de réseaux sont responsables de la saisie, de la mise à jour et de la gestion de leur propre cadastre. Ils en extraient les géodonnées dont le cadastre des conduites a besoin et les fournissent à la commune, laquelle est compétente pour la constitution initiale du cadastre des conduites et pour sa mise à jour. La commune se charge de réunir les géodonnées livrées par les propriétaires des différents ré-

seaux. Les propriétaires des réseaux et la commune supportent les frais inhérents aux tâches qui leur incombent conformément aux règles énoncées à l'article 52.

Article 65

Pas de remarque.

Article 66

La disposition pénale correspond à celle figurant dans le droit fédéral (art. 51 OGéo). Cette dernière ne s'appliquant toutefois qu'à des géodonnées de base relevant du droit fédéral et n'ayant été introduite qu'au niveau de l'ordonnance, il est parfaitement légitime d'intégrer une règle correspondante pour les géodonnées cantonales dans la loi.

Article 67

Pas de remarque.

Article 68

La Confédération a décidé d'adapter le système de référence de la mensuration nationale (art. 4, al. 1 OGéo). Elle accorde un délai aux cantons pour y procéder. Il court jusqu'au 31 décembre 2016 pour les données de référence et jusqu'au 31 décembre 2020 pour les autres géodonnées de base (art. 53, al. 2 OGéo). Le Conseil-exécutif fixera la date du changement de cadre de référence dans les limites ainsi imparties, en veillant autant que possible à l'efficacité de la mise en œuvre et à l'affectation des ressources.

Article 69

Le plan d'ensemble actuel sera dorénavant remplacé par le plan de base de la mensuration officielle (art. 5 OMO). Le plan d'ensemble continuera toutefois à être proposé aussi longtemps qu'aucun plan de base couvrant l'intégralité du territoire ne sera disponible.

Articles 70, 71 et 72

La LMO en vigueur contient des dispositions transitoires dont la majorité peut être abrogée. Les trois articles restants revêtent toujours de l'importance dans la pratique et doivent donc être repris dans le nouveau droit. L'article 70 correspond à l'article 47 LMO; sa formulation a été adaptée à celle du nouvel article 40. L'article 71, alinéa 1 correspond à l'article 51 LMO, les alinéas 2 et 3 précisent l'article 13, alinéa 2 OMO.

L'article 72 correspond à l'article 53 LMO. Cette disposition régit la mise à jour des mensurations exécutées selon les anciennes dispositions, donc des œuvres cadastrales qui n'ont pas encore été établies sur la base de la OMO.

Article 73

Un délai est accordé aux communes pour l'introduction du cadastre des conduites. Il court jusqu'au 31 décembre 2020, soit cinq ans après l'entrée en vigueur de la LCGéo.

Article 74

1. Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (LOCA)

La loi sur l'organisation en vigueur ne compte que la mensuration officielle parmi les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie qui incombent à l'Office de l'information géographique. Les tâches de l'Office de l'information géographique vont être adaptées conformément aux dispositions de la LCGéo. La mensuration officielle est incluse dans la notion générique de géoinformation.

Par ailleurs, l'article 38 précise que l'orthographe officielle des noms des communes est dorénavant définie à l'annexe 1 de la LOCA.

2. Loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC)

Lors d'un premier relevé ou du renouvellement de la mensuration officielle, les points de référence peuvent subir de légers déplacements ou distorsions qui sont de nature purement technique et n'ont aucune conséquence matérielle. En particulier, ils ne donnent lieu à aucun nouvel abornement ni à aucune nouvelle délimitation sur le terrain. Puisque l'aménagement local n'est pas automatiquement adapté à ces changements de la mensuration officielle, il peut en résulter une légère inadéquation lors de la superposition des plans, de sorte par exemple que des limites d'immeubles et de zones ne recouvrent pas exactement la même réalité. C'est en particulier manifeste dans le cadastre RDPPF. Les ajouts proposés aux articles 57, alinéa 2 et 66, alinéa 5 LC permettent de mettre sur pied une procédure qui facilitera l'adaptation de l'aménagement local à ce type de changements.

L'article 61, alinéa 6 LC est adapté en conséquence, à savoir que, dorénavant, le règlement de construction, les plans de zones et les plans de quartier ainsi que leurs modifications doivent être déposés sous forme numérique. Le service cantonal spécialisé au sens de l'article 7 est en l'occurrence l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT). Il prescrit par conséquent les modèles de données à utiliser.

Il a par ailleurs été constaté, lors du transfert des plans d'affectation dans le cadastre RDPPF au sein des communes pilotes, que des plans d'affectation anciens n'étaient disponibles ni auprès de la commune, ni auprès de la préfecture compétente, ni auprès de l'OACOT. Il s'agit de plans d'affectation dont on sait qu'ils sont toujours en vigueur ou de plans pour lesquels on ignore s'ils ont été abrogés. C'est pourquoi l'article 66, alinéa 6 prévoit que de tels plans d'affectation puissent être abrogés par le conseil communal dans le cadre d'une procédure simple si ces plans ou ces prescriptions toujours en vigueur restent introuvables 30 jours après la parution d'un

appel au public lancé dans la feuille officielle d'avis et dans la feuille officielle cantonale. La décision d'abrogation rendue par le conseil communal doit être publiée dans la feuille officielle d'avis et communiquée pour information à la préfecture compétente et à l'OACOT.

3. Loi du 16 juin 1997 sur la procédure des améliorations foncières et forestières (LPAF)⁴⁶⁾

Le complément proposé à l'article 17 LPAF doit permettre de combler une lacune de la réglementation. Le nouvel article 17a LPAF fournit une base légale aux pratiques en vigueur depuis longtemps en matière d'améliorations foncières et forestières.

6. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Le canton de Berne et ses communes disposent de géodonnées dont la valeur de remplacement est actuellement d'environ un milliard de francs. De nombreuses géodonnées de base existent aujourd'hui sur l'ensemble du territoire cantonal. L'absence quasi intégrale d'une base légale homogène et les normes et technologiques disparates qui en découlent empêchent toutefois l'utilisation efficace de cette précieuse ressource que représente la géoinformation.

Les nouvelles législations fédérale et cantonale encouragent l'harmonisation des géoinformations à l'échelle de la Suisse et permettent la mise en place d'une infrastructure nationale de données géographiques. L'objectif ainsi visé est de tirer profit du potentiel encore inexploité des géodonnées en les rendant facilement accessibles à peu de frais ainsi que de l'accroissement considérable de la valeur ajoutée créée grâce aux géodonnées.

La loi cantonale sur la géoinformation qui fait l'objet de ce rapport permet de renforcer différentes priorités de la politique gouvernementale pour les années 2011 à 2014 et apporte ainsi une contribution importante à leur mise en œuvre.

Innovation:

En Suisse, le marché de la géoinformation est en pleine expansion. Le volume du marché ne cesse de croître dans le domaine du développement des systèmes d'information géographique. En ce qui concerne l'utilisation de géodonnées, les domaines de la navigation et de la logistique ainsi que des loisirs et du tourisme enregistrent la progression la plus forte. Il est aujourd'hui indispensable de disposer de moyens informatiques de pointe et de connaissances spécifiques pour traiter les géoinformations.

Finances:

Au cours des dix à 20 dernières années, le marché des géoinformations est devenu un secteur à forte croissance. Son volume a crû d'environ quatre pour cent par an

en moyenne entre 2003 et 2008 et le chiffre d'affaires global du secteur a dépassé 500 millions de francs sur la Suisse entière en 2007⁴⁷⁾.

Développement territorial:

Bien des décisions prises dans les milieux politiques, économiques et dans la sphère privée se basent sur une référence spatiale. Sans géoinformations fiables et aisément disponibles, la politique d'aménagement du territoire ne peut pas remplir efficacement les missions qui lui sont confiées.

Politique sociétale:

Des exploitations statistiques, fréquemment associées à une référence spatiale, constituent des bases de décision incontournables pour peser sur l'évolution de la société.

Protection de l'environnement et politique climatique:

Les paysages et biotopes dignes d'être conservés ne peuvent être protégés que si un inventaire précis en a été dressé. Il en va de même de la protection des eaux. Dans le domaine des énergies renouvelables, certaines communes gèrent d'ores et déjà des cadastres répertoriant les sites pour les installations solaires et les pompes à chaleur, classés en différentes catégories en fonction de leur degré d'adéquation. Les géodonnées constituent la base sur laquelle ces inventaires et cadastres sont créés puis rendus accessibles au public. Elles apportent donc une contribution non négligeable à la protection de l'environnement et à la mise en œuvre d'une politique climatique efficace.

7. Répercussions financières

Des objectifs d'harmonisation sont poursuivis dans le cadre de la nouvelle législation fédérale et cantonale sur la géoinformation, objectifs qui nécessiteront des adaptations uniques mais conséquentes, parce que les données ne satisfont pas encore ou pas intégralement les nouvelles exigences ou parce que les formats de données ne sont pas encore entièrement compatibles. Une adaptation de toutes les géodonnées de base pour répondre aux exigences qualitatives et techniques d'homogénéité peut générer un volume de travail important et des frais considérables. Les services compétents des différents domaines spécialisés auront à réaliser la majeure partie de ses travaux et à en supporter les frais. Ces adaptations ne doivent cependant pas être effectuées immédiatement après l'entrée en vigueur des nouvelles bases légales. Pendant la période transitoire, seules seront à entreprendre dans les plus brefs délais les adaptations remplissant les conditions stipulées à l'article 46, alinéa 4 LGéo. Les données géographiques existantes doivent actuellement déjà être gérées, actualisées et adaptées aux nouvelles exigences techniques. La majeure partie des adaptations restantes pourra être effectuée par étapes, dans

⁴⁷⁾ Analyse du marché suisse de la géoinformation, étude conduite par INFRAS Berne, pour le compte de swisstopo, Berne 2008, p. 31 et 44

le cadre de la mise à jour continue des données, de sorte que le recours à des ressources supplémentaires sera réduit au strict minimum. Harmonisation et centralisation vont créer des synergies, lesquelles permettront de faire des économies.

La plupart des géoinformations étant des informations déjà disponibles, se fondant sur des actes législatifs, l'harmonisation visée ne s'accompagne pas de la création de nouvelles tâches ni de nouvelles unités organisationnelles. Une collaboration à long terme associant le service compétent dans le domaine considéré et l'Office de l'information géographique permet de définir aujourd'hui déjà des modèles de données cantonaux, et donc de créer les conditions propices à l'harmonisation visée, avant même que des investissements conséquents ne soient engagés. Ainsi, les plans des zones d'affectation d'une commune peuvent être établis sous forme numérique depuis 2006 dans le modèle de données cantonal «Plans d'affectation», à l'échéance normale d'une révision de l'aménagement local. Il est possible, de la sorte, de réduire au minimum les éventuels travaux d'adaptation au modèle de données minimal de la Confédération.

L'harmonisation des informations permettra de réaliser des économies importantes à moyen terme, à tous les niveaux de l'administration et pour chaque obtention de données. Dans le message relatif à la LGéo, la Confédération indique les bénéfices multiples qu'elle-même, les cantons et les communes pourront retirer de l'introduction d'une infrastructure nationale de données géographiques, en renvoyant à différentes analyses⁴⁸⁾. Ainsi, la mise à disposition de bases de décision et de planification de meilleure qualité permettra d'éviter les investissements à mauvais escient. L'absence de doublons et l'utilisation de géodonnées à multiples reprises permettront un gain d'efficacité supplémentaire au niveau de la production et de l'échange de données. Il sera par ailleurs possible d'exploiter les synergies dans les domaines de la gestion et de l'actualisation des données. Des géoinformations fiables et facilement disponibles alliées à une situation juridique transparente contribueront à diffuser une image positive du canton et constitueront un avantage compétitif pour le site. Un accroissement des recettes fiscales résultera enfin de la stimulation du marché des géodonnées dans le secteur privé.

Ces effets compensatoires feront plus que contrebalancer à moyen terme les investissements consentis pour mettre en place l'infrastructure nationale de données géographiques.⁴⁹⁾

La Stratégie en matière de géoinformation du Conseil-exécutif prévoit que l'accès aux géodonnées qui relèvent de la compétence du canton ou dont la compétence a été déléguée aux communes par le canton et l'utilisation de ces géodonnées sont favorisés par un modèle d'émoluments attrayant. Cela signifie que l'on renonce dans une large mesure à prélever des émoluments pour l'utilisation de géodon-

nées⁵⁰⁾. Cela représente pour le canton une perte de recettes d'environ 400 000 francs et touche avant tout le domaine de la mensuration officielle. Par ailleurs, l'utilisation des données disponibles sur le Géoportail du canton est gratuite depuis longtemps déjà. Le libre accès aux géodonnées pour toute l'économie compensera, et de loin, les répercussions sur les recettes. Selon les estimations d'une nouvelle étude de la Confédération, le bénéfice net à moyen terme de la mise à disposition et de la réutilisation des données de l'administration est compris entre 3 et 20 millions de francs par an.⁵¹⁾ La Confédération a lancé son propre projet pilote en septembre 2013, lequel offre un nouvel accès centralisé aux données de l'administration.⁵²⁾ En outre, il s'est avéré dans la pratique que l'obligation générale de verser des émoluments, en particulier lors de l'acquisition de données sur Internet, ne pourrait être appliquée sans impliquer de frais excessifs.

Concernant le cadastre RDPPF, la TTE aura besoin de ressources financières supplémentaires, d'une part pour y intégrer les communes restantes à partir de 2016, et d'autre part pour en assurer l'exploitation. La Confédération verse une participation aux charges d'exploitation du cadastre RDPPF, lesquelles englobent entre autres l'acquisition des logiciels et du matériel adéquats ainsi que la formation et la mise à disposition du personnel. Les contributions fédérales sont allouées sous forme de subventions globales dont les montants sont calculés en fonction des prestations fournies et non pas des frais effectivement engagés. Elles sont versées selon le niveau d'avancement du projet. Pour l'ensemble de la Suisse, la Confédération met une enveloppe de cinq millions de francs à disposition tous les ans, ce qui correspond à une participation aux frais de 50 pour cent. Pour le canton de Berne, les frais d'exploitation annuels d'une exploitation intégrale du cadastre RDPPF à partir du 1^{er} janvier 2020 (art. 28, al. 1 OCRDP) s'élèveront à environ un million de francs. Déduction faite de la contribution de la Confédération, le canton de Berne devra participer à hauteur de 500 000 francs.⁵³⁾

8. Répercussions sur le personnel et l'organisation

L'administration cantonale peut effectuer les travaux liés à l'introduction de la présente loi avec les structures et le personnel en place. Aucun changement n'est nécessaire sur ces deux plans.

9. Répercussions sur les communes

Les législations fédérale et cantonale en matière de géoinformation visent l'amélioration de l'accès au potentiel encore inexploité des géodonnées dans les do-

⁵⁰⁾ Stratégie en matière de géoinformation, p. 38 s

⁵¹⁾ Adelheid Bürgi-Schmelz, Wirtschaftliche Auswirkungen von Open Government Data, Conséquences économiques de l'accès aux données publiques, étude menée sur mandat des Archives fédérales, Berne 2013, p. 98

⁵²⁾ www.opendata.admin.ch; autres informations sur le site www.bar.admin.ch/themen/01648/index.html?lang=fr

⁵³⁾ Rapport explicatif relatif à l'OCRDP, p. 27 s

⁴⁸⁾ Message LGéo, p. 7413 ss

⁴⁹⁾ Adelheid Bürgi-Schmelz, Wirtschaftliche Auswirkungen von Open Government Data, Conséquences économiques de l'accès aux données publiques, étude menée sur mandat des Archives fédérales, Berne 2013, p. 98

maines de l'administration, de l'économie, de la société, de la science et de la politique. Elles constituent par ailleurs une nouvelle base légale sûre pour la Confédération, le canton et les communes. Grâce à l'harmonisation des géoinformations, des économies considérables pourront être réalisées à tous les niveaux institutionnels, lors de chaque obtention de données, la conversion aujourd'hui nécessaire des jeux de données et l'acquisition par d'autres moyens de données non accessibles devenant alors superflus. L'harmonisation visée pourra en majeure partie être réalisée, au niveau communal aussi, en ayant recours aux ressources à disposition en termes de finances et de personnel. Il faudra pour cela s'appuyer sur l'organisation existante, fédéraliste et décentralisée, ainsi que sur la collaboration avec le secteur privé.

La mise en place de l'infrastructure visant à harmoniser les géoinformations nécessitera des investissements conséquents. Les coûts concernent pour l'essentiel la mise en place de structures d'organisation, l'établissement de modèles de données, la conversion d'informations graphiques en données numériques ainsi que le transfert de données numériques dans la structure selon les nouveaux modèles de données. Ces investissements sont nécessaires, compte tenu des progrès incessants que connaissent les technologies de l'information. Toutefois, ils devraient être plus que compensés par l'impulsion donnée à l'utilisation des géodonnées dans le secteur privé résultant de la mise en œuvre d'un processus adapté. La mise en place d'une infrastructure communale de données géographiques, la publication de toutes les géoinformations relevant, de par la loi, de la compétence des communes et l'interconnexion nécessaire avec les infrastructures cantonale et fédérale de données géographiques en vue de créer l'infrastructure nationale de données géographiques constitueront également des tâches exigeantes pour les communes. Cependant, l'accès amélioré aux géodonnées du canton et de la Confédération ainsi que la transparence accrue en matière juridique sauront très largement contrebalancer ces investissements. Une collaboration entre les communes dans le domaine des géoinformations, sous la forme par exemple de groupements ou de conférences régionales, peut être la solution adéquate pour de nombreuses petites communes. Ce modèle est d'ores et déjà mis en œuvre avec succès dans différentes régions du canton.

La tenue du cadastre RDPPF incombe au canton. Les données à inscrire au cadastre sont des géodonnées de base qui doivent de toute façon faire l'objet d'un relevé. La possibilité est par ailleurs offerte aux communes de faire figurer des restrictions de propriété de portée communale dans le cadastre.

La LCGéo joue le rôle d'une loi spéciale dans le domaine de la mensuration officielle et remplacera la LMO aujourd'hui en vigueur. Il s'agit ici notamment de mettre en œuvre les modifications rendues nécessaires par la cantonalisation partielle de la mensuration officielle dans le cadre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT). Etant donné la suppression des émoluments pour l'utilisation des géodonnées et l'abrogation pure et simple de l'article 43 LMO, chaque commune devrait s'attendre à des pertes de recettes de 3330 francs par an en moyenne, soit un total de 1,3 million de francs. Là

aussi l'utilisation accrue des informations due à la mise à disposition à large échelle de géodonnées actuelles et fiables devrait compenser les pertes de recettes.

Enfin, la LCGéo pose les bases du cadastre numérique des conduites. Sa tenue incombe aux communes. Les propriétaires de réseaux sont cependant compétents pour la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées ainsi que pour le transfert des données à la commune. Au terme de la constitution initiale du cadastre, la tâche principale qui incombe à la commune est donc la réunion des données des différents propriétaires de réseaux. Le cadastre est établi sur la base des plans et des cadastres existants, de sorte qu'il est inutile de saisir de nouvelles données. Les frais occasionnés aux communes par la constitution et l'exploitation du cadastre des conduites restent donc modérés et sont contrebalancés par les bénéfices qu'elles en retireront à terme. Les communes sont par ailleurs en droit de percevoir des émoluments en vertu de l'article 14.

10. Répercussions sur l'économie

Dans la vie quotidienne, nous avons tous, ou presque, recours aux géoinformations, bien souvent sans même en avoir conscience. Cartes nationales, plans du registre foncier, modèles de terrain et photographies aériennes, plans d'affectation, cartes du réseau hydrographique, plans de conduites de réseaux, zones protégées, cartes de dangers et cartographies de dégâts, valeurs officielles d'immeubles, paiements directs aux agriculteurs et concepts de développement forestier, adresses de bâtiments, données de navigation GPS, données de distribution de la poste, plans d'intervention des services de secours et divisions administratives: la liste des applications reposant sur des données spatiales est longue. L'accès simplifié aux géodonnées et leur harmonisation auront des effets positifs sur l'ensemble de l'économie.

Au cours des dernières années, la saisie de géodonnées était au centre des activités quotidiennes. Un nombre croissant de jeux de données étant aujourd'hui disponible sur l'ensemble du territoire, l'accent est désormais mis sur la combinaison et l'analyse des données et sur l'obtention de précieuses géoinformations. La nouvelle LCGéo doit permettre de tenir compte de cette évolution et d'en régler les aspects juridiques. La coordination s'accompagnera d'une centralisation des tâches incombant au canton, notamment dans les domaines de la normalisation, de la conservation et de la commercialisation des géodonnées. Des étapes importantes ont déjà été franchies dans ce sens au cours des dix à quinze dernières années. Il s'agira également d'introduire le cadastre RDPPF ainsi que le cadastre des conduites.

L'harmonisation visée ainsi que l'accès simple et à peu de frais aux géodonnées permettront d'en améliorer l'exploitation, et la ressource que représente la géoinformation sera ainsi mieux exploitée. Les personnes ayant besoin de données ne devront plus se les procurer auprès de différents services, mais y auront accès de manière centralisée. Elles auront par ailleurs la certitude que ces données seront actuelles, complètes et fiables. Ce qui est capital non seulement pour les maîtres

d'ouvrage, les bureaux d'ingénieurs, les investisseurs, les décideurs, mais aussi pour le canton et les communes.

L'harmonisation continue dans le domaine des géoinformations et l'amélioration de la transparence liée aux règles juridiques auront inévitablement des répercussions positives sur toute l'économie. La loi permet aux services cantonaux et communaux de collaborer avec des personnes et des institutions du secteur privé, ce qui est le cas depuis longtemps avec les géomètres. Les travaux dans le domaine informatique sont eux aussi porteurs d'avenir grâce aux possibilités de développement offertes aux entreprises actives dans cette branche. En définitive, l'économie, les privés et l'administration tireront profit de la mise en œuvre de la loi sur la géoinformation.

11. Résultats de la procédure de consultation

40 prises de position ont été déposées dans le cadre de la procédure de consultation. Toutes ont réservé un accueil favorable à la LCGéo. Parmi les aspects les plus appréciés, on compte notamment la large ouverture au public des géodonnées, la gratuité de l'échange de données entre autorités ainsi qu'entre le canton et les communes de même que l'introduction prévue d'un cadastre des conduites.

La LCGéo est une loi très technique. Les modalités d'exécution relèveront par conséquent des ordonnances dans de nombreux domaines. La procédure de consultation a montré que les communes éprouvent un réel besoin d'être informées le plus tôt possible des dispositions d'exécution afin de pouvoir faire connaître leurs demandes. C'est notamment le cas pour les deux nouveaux cadastres que sont le cadastre RDPPF et le cadastre des conduites. Cette demande justifiée a été entendue et les ordonnances associées à la LCGéo – ordonnance cantonale sur la géoinformation (OCGéo), ordonnance cantonale sur la mensuration officielle (OCMO) et ordonnance sur le cadastre des conduites (OCC) – seront transmises aux communes pour avis.

La LCGéo constitue la base légale sur laquelle s'appuie l'infrastructure cantonale de données géographiques (ICDG). Elle prévoit que l'accès aux géodonnées relevant du droit cantonal soit possible au moins via l'ICDG (art. 11 LCGéo). La *ville de Berne* et *geosuisse* demandent que les communes puissent être libres, pour ce qui concerne les géodonnées cantonales relevant de leur compétence, de proposer en priorité l'accès aux géodonnées via leur propre infrastructure de géodonnées. Avec l'ICDG, le canton garantit que les géodonnées relevant du droit cantonal sont disponibles de façon centralisée et avec un niveau de qualité homogène. Il a par ailleurs besoin de ces données pour s'acquitter des tâches qui lui incombent. C'est pourquoi il est indispensable que les géodonnées cantonales soient disponibles dans leur intégralité sur une plateforme unique. L'ICDG ne doit toutefois pas exclure d'éventuelles plateformes communales et régionales. Les géodonnées sont également mises à la disposition d'autres plateformes à l'aide de services de contrôle et de transmission adaptés et peuvent y être rendues accessibles en parallèle à l'ICDG.

Des communes disposant déjà de leurs propres plateformes de géodonnées ou cadastre des conduites – comme les *villes de Berne, Köniz, Worb et Münsingen* – demandent que les prescriptions techniques du canton correspondent aux normes usuelles en la matière et que l'on n'exige pas des communes la mise en place de solutions onéreuses et luxueuses. Dans le même temps, les communes doivent pouvoir conserver un standard plus élevé. Cette demande a été prise en compte. Les prescriptions du canton constituent les exigences minimales à respecter et des aménagements par les communes sont toujours possibles.

Les géodonnées doivent être diffusées gratuitement, parce que cela stimule leur utilisation et que notre économie en bénéficie en retour. Des émoluments pourront continuer à être perçus à l'avenir pour la mise à disposition des données. Ils pourront comprendre une contribution aux frais d'infrastructure (art. 14 ICDG). La *ville de Berne* demande que la perception d'émoluments ne soit pas réservée au seul canton et que les communes puissent également en percevoir en leur qualité de services compétents. La *ville de Thoune* suggère que les émoluments perçus au titre de frais d'infrastructure profitent à tous les responsables de données. Ces deux demandes sont justifiées et ont été prises en considération à l'article 14 LCGéo.

Tous les participants à la procédure de consultation ont salué l'échange gratuit de géodonnées entre les autorités cantonales et communales (art. 15 LCGéo), y compris les communes. La *ville de Berne* fait observer, à juste titre, que l'échange gratuit ne peut concerner que les géodonnées relevant du droit cantonal et que les géodonnées communales en sont exclues. L'*Association des communes bernoises (ACB)* demande que les communes n'aient pas à supporter des frais supplémentaires. Cela ne devrait pas être le cas puisque les frais liés à l'échange de données devraient à peu près s'équilibrer. Le canton mettra par ailleurs des outils à la disposition des communes, de sorte que la transmission des données ne devrait guère occasionner de surcoûts.

Les avis concernant les articles 19 à 21 LCGéo portant sur le cadastre RDPPF montrent que les communes éprouvent réellement le besoin d'être intégrées au plus tôt à la procédure afin de pouvoir faire entendre leur voix. Le cadastre RDPPF a naturellement des répercussions pour les communes. Pour tenir compte au mieux de leur souhait, il a été décidé de ne pas remplacer l'OICRDP par l'ordonnance définitive dès l'entrée en vigueur de la LCGéo, de façon que les expériences tirées du projet pilote puissent être prises en considération. A l'instar des autres ordonnances d'exécution accompagnant la LCGéo, les communes sont ici associées très tôt au processus législatif. Les *villes de Berne, de Thoune et de Münsingen* font observer que l'introduction impérative du cadastre RDPPF lors de la prochaine modification des plans d'affectation communaux va trop loin (art. 67, al. 3 LCGéo). Cette disposition peut effectivement conduire à des malentendus, puisque tout changement apporté à un plan de quartier modifie de fait un plan d'affectation. Cela ne constitue toutefois pas une occasion d'introduire le cadastre RDPPF. Cette disposition pourrait par ailleurs entraîner des retards dans la révision de l'aménagement local, dès lors que les communes concernées ne sont pas encore prêtes pour l'introduction du cadastre. Il a donc été décidé de supprimer cette disposition sans la remplacer. Ce

sont donc les prescriptions de droit fédéral qui s'appliquent pour l'introduction du cadastre.

Parmi les prises de position émises, plusieurs traitaient de la procédure d'amélioration des limites (art. 32 ss LCGéo) et de l'achèvement du premier relevé ou d'un renouvellement de la mensuration officielle (art. 36 ss LCGéo). Ces deux procédures sont en grande partie prescrites par l'OMO, de sorte que la marge de manœuvre du canton est faible. La *ville de Bienne* estime que l'information par courrier de tous les propriétaires fonciers dont les droits réels sont touchés par un premier relevé ou un renouvellement (art. 38 LCGéo) est une procédure trop lourde. Il s'agit cependant d'une prescription de l'OMO (art. 28 OMO) que le canton est donc tenu de reprendre. La *ville de Berne* souhaiterait quant à elle pouvoir organiser une enquête publique même si les droits réels d'aucun propriétaire ne sont touchés. Toute commune est libre d'informer les citoyens et les citoyennes de l'achèvement d'une mensuration officielle dans le cadre de sa mission d'information, même si aucune publication n'est requise au sens de l'article 38 LCGéo. Aucune autorisation légale n'a besoin d'être fournie par la LCGéo pour agir de la sorte.

Désormais, les appels d'offres publics pour les contrats que les communes concluent avec les géomètres conservateurs et les géomètres conservatrices seront explicitement régis par la LMI et la durée de ces contrats sera clairement définie. Les communes sont favorables à ces nouvelles dispositions. La *commune de Köniz* suggère que le contrat de mise à jour ne devrait pas pouvoir être conclu uniquement avec une personne, mais aussi avec une entreprise. Cela n'est cependant pas possible vu les prescriptions du droit fédéral.

L'introduction prévue du cadastre numérique des conduites est accueillie favorablement (art. 49 LCGéo). Le cadastre des conduites est dorénavant régi par trois articles (art. 49 à 51 LCGéo), à l'instar du cadastre RDPPF. Les communes pointent toutefois les frais qui y sont liés. La *ville de Berne* demande ainsi que les exploitants de conduites soient mis à contribution. La *Conférence des maires du Jura bernois et du district de Bienne (CMJB)* ainsi que la *ville de Langenthal* demandent un soutien financier au canton. Ce dernier apporte déjà son soutien aux communes lors de la phase de constitution du cadastre des conduites au travers de prestations de services, par exemple des outils de contrôle mis à leur disposition. Les frais inhérents à la saisie, à la gestion et à la mise à jour des données requises pour le cadastre et ceux relatifs au transfert des données à la commune sont à la charge des propriétaires de réseaux, de sorte que les communes ne supportent pas à elles seules la charge financière liée au cadastre des conduites. La commune peut par ailleurs percevoir des émoluments en vertu de l'article 14.

L'article 75 prévoit une modification indirecte de la LC (art. 66 LC) pour l'adaptation simplifiée des plans d'affectation en cas de changements consécutifs à un premier relevé ou à un renouvellement. La *ville de Berne* demande qu'il en soit de même pour les mises à jour. Les adaptations touchant de très petites surfaces devraient en outre pouvoir être réalisées hors procédure. Une enquête publique est réalisée dans le cadre des premiers relevés et des renouvellements de la mensuration officielle. Les plans d'affectation éventuellement adaptés sont mis à l'enquête dans le même

temps. Ce n'est pas le cas pour la mise à jour. Une disposition relative aux très petites surfaces conduirait à des problèmes de délimitation. Il est donc renoncé à compléter l'article 66 LC.

12. Proposition

Au vu des commentaires qui précèdent, nous proposons d'approuver la loi cantonale sur la géoinformation.

Berne, le 10 décembre 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
la présidente: *Egger-Jenzer*
le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi cantonale
sur la géoinformation (LCGéo)

Le Grand Conseil du canton de Berne,
vu les articles 33, alinéa 1, 38, alinéa 3 et 46, alinéa 4 de la loi fédérale du 5 octobre 2007 sur la géoinformation (loi sur la géoinformation, LGeo)¹⁾, l'article 26, alinéa 1 de l'ordonnance fédérale du 2 septembre 2009 sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (OCRDP)²⁾, les articles 10, 12, 13, alinéa 2, 17, alinéa 2, 21, 23, alinéa 2, 25, alinéa 2, 28, alinéa 3, 34, alinéa 2, 42, alinéa 1, 43, 44, alinéa 1, 45, alinéa 1 et 49 de l'ordonnance fédérale du 18 novembre 1992 sur la mensuration officielle (OMO)³⁾, et les articles 1, alinéa 1 et 2, alinéa 2 de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale du 6 octobre 2006 sur le financement de la mensuration officielle (OFMO)⁴⁾,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

1. Dispositions générales

Art. 1 La présente loi règle
a l'exécution de la législation fédérale sur la géoinformation,
b la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées,
c l'accès aux géodonnées et leur utilisation,
d l'organisation et la tenue du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF),
e l'organisation et la tenue du cadastre des conduites.

Art. 2 ¹La présente loi s'applique aux géodonnées de base relevant du droit cantonal ainsi qu'aux autres géodonnées du canton.

² Elle s'applique aux géodonnées de base relevant du droit communal ainsi qu'aux autres géodonnées des communes, pour autant que ces dernières n'aient édicté aucune disposition contraire en la matière.

¹⁾ RS 510.62
²⁾ RS 510.622.4
³⁾ RS 211.432.2
⁴⁾ RS 211.432.27

Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la commission

Loi cantonale
sur la géoinformation (LCGéo)

Le Grand Conseil du canton de Berne,
vu les articles 33, alinéa 1, 38, alinéa 3 et 46, alinéa 4 de la loi fédérale du 5 octobre 2007 sur la géoinformation (loi sur la géoinformation, LGeo)¹⁾, l'article 26, alinéa 1 de l'ordonnance fédérale du 2 septembre 2009 sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (OCRDP)²⁾, les articles 10, 12, 13, alinéa 2, 17, alinéa 2, 21, 23, alinéa 2, 25, alinéa 2, 28, alinéa 3, 34, alinéa 2, 42, alinéa 1, 43, 44, alinéa 1, 45, alinéa 1 et 49 de l'ordonnance fédérale du 18 novembre 1992 sur la mensuration officielle (OMO)³⁾, et les articles 1, alinéa 1 et 2, alinéa 2 de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale du 6 octobre 2006 sur le financement de la mensuration officielle (OFMO)⁴⁾,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

1. Dispositions générales

Art. 1 La présente loi règle
a l'exécution de la législation fédérale sur la géoinformation,
b la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées,
c l'accès aux géodonnées et leur utilisation,
d l'organisation et la tenue du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF),
e l'organisation et la tenue du cadastre des conduites.

Art. 2 ¹La présente loi s'applique aux géodonnées de base relevant du droit cantonal ainsi qu'aux autres géodonnées du canton.

² Elle s'applique aux géodonnées de base relevant du droit communal ainsi qu'aux autres géodonnées des communes, pour autant que ces dernières n'aient édicté aucune disposition contraire en la matière.

¹⁾ RS 510.62
²⁾ RS 510.622.4
³⁾ RS 211.432.2
⁴⁾ RS 211.432.27

³ Les dispositions applicables aux géodonnées de base relevant du droit cantonal valent aussi pour les géodonnées de base relevant du droit fédéral, pour autant que ni le droit fédéral ni le droit cantonal n'en disposent autrement.

Art. 3 Les notions définies à l'article 3, alinéa 1 LGéo, à l'article 2 de l'ordonnance fédérale du 21 mai 2008 sur la géoinformation (OGéo)¹⁾ et à l'article 3 de l'ordonnance fédérale du 21 mai 2008 sur les noms géographiques (ONGéo)²⁾ s'appliquent par analogie.

2. Principes

2.1 Infrastructure cantonale des données géographiques

Art. 4 ¹Le canton exploite une infrastructure des données géographiques.

² Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie est responsable des éléments essentiels de l'infrastructure cantonale des données géographiques, des géoservices et des autres services qui y sont associés.

³ Les services compétents au sens de l'article 6 et les services spécialisés du canton au sens de l'article 7 sont responsables des applications spécialisées pour les domaines dont ils ont la charge.

Art. 5 ¹Le canton exploite une infrastructure pour les données relatives aux immeubles qui fait partie intégrante de l'infrastructure cantonale des données géographiques.

² Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions portant sur l'exploitation, les limitations d'accès et les émoluments.

2.2 Saisie, mise à jour et gestion

Art. 6 ¹La législation désigne les services compétents pour la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base relevant du droit cantonal et du droit fédéral. Faute de dispositions correspondantes, ces tâches incombent au service du canton ou de la commune dont la compétence s'étend au domaine concerné par ces géodonnées.

² Lorsque les géodonnées de base se rapportent à plusieurs domaines en même temps, le Conseil-exécutif détermine, entre plusieurs services, celui qui en assumera la responsabilité.

¹⁾ RS 510.620
²⁾ RS 510.625

³ Les dispositions applicables aux géodonnées de base relevant du droit cantonal valent aussi pour les géodonnées de base relevant du droit fédéral, pour autant que ni le droit fédéral ni le droit cantonal n'en disposent autrement.

Art. 3 Les notions définies à l'article 3, alinéa 1 LGéo, à l'article 2 de l'ordonnance fédérale du 21 mai 2008 sur la géoinformation (OGéo)¹⁾ et à l'article 3 de l'ordonnance fédérale du 21 mai 2008 sur les noms géographiques (ONGéo)²⁾ s'appliquent par analogie.

2. Principes

2.1 Infrastructure cantonale des données géographiques

Art. 4 ¹Le canton exploite une infrastructure des données géographiques.

² Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie est responsable des éléments essentiels de l'infrastructure cantonale des données géographiques, des géoservices et des autres services qui y sont associés.

³ Les services compétents au sens de l'article 6 et les services spécialisés du canton au sens de l'article 7 sont responsables des applications spécialisées pour les domaines dont ils ont la charge.

Art. 5 ¹Le canton exploite une infrastructure pour les données relatives aux immeubles qui fait partie intégrante de l'infrastructure cantonale des données géographiques.

² Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions portant sur l'exploitation, les limitations d'accès et les émoluments.

2.2 Saisie, mise à jour et gestion

Art. 6 ¹La législation désigne les services compétents pour la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base relevant du droit cantonal et du droit fédéral. Faute de dispositions correspondantes, ces tâches incombent au service du canton ou de la commune dont la compétence s'étend au domaine concerné par ces géodonnées.

² Lorsque les géodonnées de base se rapportent à plusieurs domaines en même temps, le Conseil-exécutif détermine, entre plusieurs services, celui qui en assumera la responsabilité.

¹⁾ RS 510.620
²⁾ RS 510.625

Services spécialisés du canton	Art. 7 ¹Le Conseil-exécutif désigne les services spécialisés du canton responsables des géodonnées de base relevant du droit cantonal et du droit fédéral, dans la mesure où il n'existe aucun service compétent au niveau cantonal. ² Les services spécialisés du canton édictent, dans leur domaine de spécialité, des prescriptions portant sur la saisie, la mise à jour et la gestion de ces géodonnées de base. Ils garantissent leur disponibilité dans l'infrastructure cantonale des données géographiques. ³ Ils prescrivent les modèles de géodonnées et les modèles de représentation dans leur domaine de spécialité et peuvent étendre le contenu du modèle de données minimal de la Confédération en termes de structure et de degré de spécification. ⁴ Ils veillent à l'adaptation des géodonnées de base aux conditions réelles.
Catalogue cantonal des géodonnées de base	Art. 8 ¹Le Conseil-exécutif définit les géodonnées de base relevant du droit cantonal dans un catalogue. ² Il reprend à cet effet le catalogue des géodonnées de base relevant du droit fédéral et y apporte des précisions. Il peut intégrer d'autres géodonnées du canton dans le catalogue.
Harmonisation	Art. 9 ¹Les exigences qualitatives et techniques applicables aux géodonnées et aux géométradonnées doivent être fixées de manière à faciliter leur échange et à permettre leur utilisation à grande échelle. ² Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions portant sur les exigences qualitatives et techniques. Il peut déléguer cette compétence à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. ³ Le canton peut mettre des moyens de contrôle de la qualité à disposition.
Disponibilité	Art. 10 ¹Les services compétents au sens de l'article 6 garantissent la disponibilité des géodonnées de base. ² Le Conseil-exécutif réglemente l'archivage et l'établissement de l'historique des géodonnées de base relevant du droit cantonal par voie d'ordonnance.
Accès public	2.3 Accès et utilisation Art. 11 ¹L'accès aux géodonnées de base relevant du droit cantonal et, si nécessaire, aux géodonnées de base relevant du droit fédéral est possible au moins via l'infrastructure cantonale des données géographiques.

Services spécialisés du canton	Art. 7 ¹Le Conseil-exécutif désigne les services spécialisés du canton responsables des géodonnées de base relevant du droit cantonal et du droit fédéral, dans la mesure où il n'existe aucun service compétent au niveau cantonal. ² Les services spécialisés du canton édictent, dans leur domaine de spécialité, des prescriptions portant sur la saisie, la mise à jour et la gestion de ces géodonnées de base. Ils garantissent leur disponibilité dans l'infrastructure cantonale des données géographiques. ³ Ils prescrivent les modèles de géodonnées et les modèles de représentation dans leur domaine de spécialité et peuvent étendre le contenu du modèle de données minimal de la Confédération en termes de structure et de degré de spécification. ⁴ Ils veillent à l'adaptation des géodonnées de base aux conditions réelles.
Catalogue cantonal des géodonnées de base	Art. 8 ¹Le Conseil-exécutif définit les géodonnées de base relevant du droit cantonal dans un catalogue. ² Il reprend à cet effet le catalogue des géodonnées de base relevant du droit fédéral et y apporte des précisions. Il peut intégrer d'autres géodonnées du canton dans le catalogue.
Harmonisation	Art. 9 ¹Les exigences qualitatives et techniques applicables aux géodonnées et aux géométradonnées doivent être fixées de manière à faciliter leur échange et à permettre leur utilisation à grande échelle. ² Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions portant sur les exigences qualitatives et techniques. Il peut déléguer cette compétence à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. ³ Le canton peut mettre des moyens de contrôle de la qualité à disposition.
Disponibilité	Art. 10 ¹Les services compétents au sens de l'article 6 garantissent la disponibilité des géodonnées de base. ² Le Conseil-exécutif réglemente l'archivage et l'établissement de l'historique des géodonnées de base relevant du droit cantonal par voie d'ordonnance.
Accès public	2.3 Accès et utilisation Art. 11 ¹L'accès aux géodonnées de base relevant du droit cantonal et, si nécessaire, aux géodonnées de base relevant du droit fédéral est possible au moins via l'infrastructure cantonale des données géographiques.

- ² Les géodonnées peuvent être utilisées par tous à moins que des intérêts publics ou privés prépondérants ne s’y opposent.
- ³ Le Conseil-exécutif détermine par voie d’ordonnance les autres géodonnées du canton qui seront accessibles via l’infrastructure cantonale des données géographiques.

Art. 12 ¹Le Conseil-exécutif réglemente par voie d’ordonnance l’accès aux géodonnées selon l’article 2, alinéas 1 et 3 et leur utilisation, en particulier,

a l’utilisation et la diffusion;

b la procédure d’octroi de l’accès et de l’utilisation;

c les obligations des utilisateurs et des utilisatrices, notamment en ce qui concerne l’accès et la protection des données lors de leur utilisation et de leur diffusion;

d l’indication des sources et des mises en garde.

Accès et utilisation

² Les services compétents au sens de l’article 6 peuvent soumettre à leur autorisation l’accès aux géodonnées selon l’article 2, alinéas 1 et 3 ainsi que leur utilisation et leur diffusion. Le Conseil-exécutif règle les conditions à remplir pour l’octroi de l’autorisation.

³ L’autorisation est accordée par voie de décision, de contrat ou de contrôle d’accès électronique.

Géoservices

Art. 13 ¹Dans une optique d’optimisation de l’interconnexion, le Conseil-exécutif édicte des prescriptions portant sur les exigences qualitatives et techniques applicables aux géoservices et aux autres services. Il peut déléguer cette compétence à la Direction des travaux publics, des transports et de l’énergie.

² Les services de recherche, de consultation et de téléchargement concernant les géodonnées au sens de l’article 2, alinéas 1 et 3 sont proposés au moins via l’infrastructure cantonale des données géographiques.

Emoluments

Art. 14 ¹Le canton et la commune peuvent percevoir des émoluments pour la mise à disposition de géodonnées.

² Les émoluments cantonaux peuvent en outre inclure une contribution appropriée aux frais d’infrastructure, d’investissement et de mise à jour des géodonnées. Une part appropriée est reversée aux communes.

³ Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d’ordonnance.

Echange entre le canton et les communes

Art. 15 ¹Les autorités cantonales et les autorités communales ainsi que les autres services compétents s’accordent mutuellement un accès simple et direct à leurs géodonnées.

² Les géodonnées peuvent être utilisées par tous à moins que des intérêts publics ou privés prépondérants ne s’y opposent.

³ Le Conseil-exécutif détermine par voie d’ordonnance les autres géodonnées du canton qui seront accessibles via l’infrastructure cantonale des données géographiques.

Art. 12 ¹Le Conseil-exécutif réglemente par voie d’ordonnance l’accès aux géodonnées selon l’article 2, alinéas 1 et 3 et leur utilisation, en particulier,

- a* l’utilisation et la diffusion;
- b* la procédure d’octroi de l’accès et de l’utilisation;
- c* les obligations des utilisateurs et des utilisatrices, notamment en ce qui concerne l’accès et la protection des données lors de leur utilisation et de leur diffusion;
- d* l’indication des sources et des mises en garde.

Accès et utilisation

² Les services compétents au sens de l’article 6 peuvent soumettre à leur autorisation l’accès aux géodonnées selon l’article 2, alinéas 1 et 3 ainsi que leur utilisation et leur diffusion. Le Conseil-exécutif règle les conditions à remplir pour l’octroi de l’autorisation.

³ L’autorisation est accordée par voie de décision, de contrat ou de contrôle d’accès électronique.

Géoservices

Art. 13 ¹Dans une optique d’optimisation de l’interconnexion, le Conseil-exécutif édicte des prescriptions portant sur les exigences qualitatives et techniques applicables aux géoservices et aux autres services. Il peut déléguer cette compétence à la Direction des travaux publics, des transports et de l’énergie.

² Les services de recherche, de consultation et de téléchargement concernant les géodonnées au sens de l’article 2, alinéas 1 et 3 sont proposés au moins via l’infrastructure cantonale des données géographiques.

Emoluments

Art. 14 ¹Le canton et la commune peuvent percevoir des émoluments pour la mise à disposition de géodonnées.

² Les émoluments cantonaux peuvent en outre inclure une contribution appropriée aux frais d’infrastructure, d’investissement et de mise à jour des géodonnées. Une part appropriée est reversée aux communes.

³ Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d’ordonnance.

Echange entre le canton et les communes

Art. 15 ¹Les autorités cantonales et les autorités communales ainsi que les autres services compétents s’accordent mutuellement un accès simple et direct à leurs géodonnées.

⁵ Les adaptations sans incidence sur le contenu du cadastre, en particulier les modifications du modèle de données ou de la couche d'information «biens-fonds» de la mensuration officielle, le changement de cadre de référence et les migrations de données peuvent être entreprises sans lancer aucune procédure.

Art. 20 ¹La fonction d'organe officiel de publication est attribuée au cadastre, pour autant que la législation spéciale le prévoit.

² Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance.

Art. 21 ¹Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie est l'organisme responsable du cadastre au sens de l'article 17, alinéa 2 OCRDP.

² Il est responsable de la direction du cadastre. Il met en place l'infrastructure dédiée au cadastre, y inscrit les données, assure leur disponibilité et permet l'accès en ligne au cadastre.

³ Il garantit le service de consultation et de téléchargement selon l'article 9 OCRDP.

⁴ Il peut faire procéder à la correction des contradictions décelées.

⁵ Le Conseil-exécutif règle les modalités d'établissement et de délivrance des extraits certifiés conformes. Il peut déléguer cette compétence aux communes ou à des tiers.

4. Mensuration officielle

4.1 Généralités

Art. 22 ¹La mensuration officielle est une tâche commune de la Confédération, du canton et des communes.

² Le canton réalise la mensuration officielle sur la base du droit fédéral et des conventions-programmes conclues avec la Confédération.

³ Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie assure la surveillance de la mensuration officielle et l'approuve conformément à l'article 32 LGéo.

Art. 23 ¹Le Conseil-exécutif conclut des conventions-programmes avec la Confédération portant sur la mensuration officielle.

² Le service du cadastre planifie la mise en œuvre de la mensuration officielle dans le canton après avoir entendu les communes.

Organe de publication

Organisation

Principe

Programmes

Organe de publication

Organisation

Principe

Programmes

⁵ Les adaptations sans incidence sur le contenu du cadastre, en particulier les modifications du modèle de données ou de la couche d'information «biens-fonds» de la mensuration officielle, le changement de cadre de référence et les migrations de données peuvent être entreprises sans lancer aucune procédure.

Art. 20 ¹La fonction d'organe officiel de publication est attribuée au cadastre, pour autant que la législation spéciale le prévoit.

² Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance.

Art. 21 ¹Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie est l'organisme responsable du cadastre au sens de l'article 17, alinéa 2 OCRDP.

² Il est responsable de la direction du cadastre. Il met en place l'infrastructure dédiée au cadastre, y inscrit les données, assure leur disponibilité et permet l'accès en ligne au cadastre.

³ Il garantit le service de consultation et de téléchargement selon l'article 9 OCRDP.

⁴ Il peut faire procéder à la correction des contradictions décelées.

⁵ Le Conseil-exécutif règle les modalités d'établissement et de délivrance des extraits certifiés conformes. Il peut déléguer cette compétence aux communes ou à des tiers.

4. Mensuration officielle

4.1 Généralités

Art. 22 ¹La mensuration officielle est une tâche commune de la Confédération, du canton et des communes.

² Le canton réalise la mensuration officielle sur la base du droit fédéral et des conventions-programmes conclues avec la Confédération.

³ Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie assure la surveillance de la mensuration officielle et l'approuve conformément à l'article 32 LGéo.

Art. 23 ¹Le Conseil-exécutif conclut des conventions-programmes avec la Confédération portant sur la mensuration officielle.

² Le service du cadastre planifie la mise en œuvre de la mensuration officielle dans le canton après avoir entendu les communes.

Compétence	Art. 24 ¹Le canton est compétent pour les éléments suivants de la mensuration officielle selon l'article 5 OMO: - a les points fixes planimétriques et altimétriques de catégorie 2, - b la limite cantonale, - c le plan de base cantonal. ² La commune est compétente pour tous les autres éléments de la mensuration officielle. ³ Le canton est compétent pour les éléments de la mensuration officielle dans les régions qui ne sont affectées à aucune commune. ⁴ La commune peut, avec l'accord du service du cadastre, prescrire des extensions communales du contenu de la mensuration officielle. De cas en cas, elle peut définir des exigences de précision pour la mensuration officielle plus restrictives que celles fixées par la Confédération et le canton.
Extensions	Art. 25 ¹Le Conseil-exécutif peut réglementer par voie d'ordonnance les extensions du contenu de la mensuration officielle. ² Il détermine qui en supporte les frais.
Compétence	4.2 Abornement Art. 26 ¹La commune procède à l'abornement préalablement à un premier relevé dans les régions n'ayant pas fait l'objet d'une mensuration. ² Dans le cas d'un premier relevé réalisé dans une région ayant déjà fait l'objet d'une mensuration ou dans celui d'un renouvellement, le service du cadastre décide si l'abornement doit être entrepris, après avoir entendu la commune.
Limite cantonale	Art. 27 La détermination et la modification de la limite cantonale sont régies par les dispositions de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.)¹⁾ et de la Constitution cantonale²⁾.
Limites communales	Art. 28 ¹La détermination des limites communales dans les régions qui n'ont pas fait l'objet d'une mensuration requiert l'accord des communes concernées et l'approbation de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.

¹⁾ RS 101
²⁾ RSB 101.1

Compétence	Art. 24 ¹Le canton est compétent pour les éléments suivants de la mensuration officielle selon l'article 5 OMO: - a les points fixes planimétriques et altimétriques de catégorie 2, - b la limite cantonale, - c le plan de base cantonal. ² La commune est compétente pour tous les autres éléments de la mensuration officielle. ³ Le canton est compétent pour les éléments de la mensuration officielle dans les régions qui ne sont affectées à aucune commune. ⁴ La commune peut, avec l'accord du service du cadastre, prescrire des extensions communales du contenu de la mensuration officielle. De cas en cas, elle peut définir des exigences de précision pour la mensuration officielle plus restrictives que celles fixées par la Confédération et le canton.
Extensions	Art. 25 ¹Le Conseil-exécutif peut réglementer par voie d'ordonnance les extensions du contenu de la mensuration officielle. ² Il détermine qui en supporte les frais.
Compétence	4.2 Abornement Art. 26 ¹La commune procède à l'abornement préalablement à un premier relevé dans les régions n'ayant pas fait l'objet d'une mensuration. ² Dans le cas d'un premier relevé réalisé dans une région ayant déjà fait l'objet d'une mensuration ou dans celui d'un renouvellement, le service du cadastre décide si l'abornement doit être entrepris, après avoir entendu la commune.
Limite cantonale	Art. 27 La détermination et la modification de la limite cantonale sont régies par les dispositions de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.)¹⁾ et de la Constitution cantonale²⁾.
Limites communales	Art. 28 ¹La détermination des limites communales dans les régions qui n'ont pas fait l'objet d'une mensuration requiert l'accord des communes concernées et l'approbation de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.

¹⁾ RS 101
²⁾ RSB 101.1

- ² La modification des limites communales est régie par les dispositions de la Constitution cantonale et de la loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo)¹⁾.
- ³ Lorsque les communes concernées ne peuvent s'entendre sur le tracé des limites ou que celui-ci ne peut être approuvé, le Conseil-exécutif le fixe. Sur proposition d'une commune ou du service du cadastre, il peut ordonner la correction d'une limite communale inadéquate.

Art. 29 ¹Dans les régions de haute montagne impropres à la culture, les limites territoriales sont déterminées sur la base de plans, de photographies aériennes ou d'autres documents appropriés.

² Dans ces régions, le texte descriptif (fixant p. ex. la ligne de partage des eaux) peut se révéler plus précis et primer la ligne tracée sur le plan.

Limites territoriales en haute montagne

Art. 30 ¹La mensuration approuvée sert de base à la détermination des limites.

² Dans les régions qui ont fait l'objet d'un remaniement parcellaire, cette base est constituée par les nouvelles limites approuvées.

³ L'amélioration des limites d'immeubles est réservée (art. 32).

Immeubles ayant fait l'objet d'une mensuration approuvée ou d'un remaniement parcellaire

Art. 31 ¹La détermination des limites dans les régions dépourvues d'une mensuration approuvée s'effectue avec le concours des propriétaires fonciers.

² Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance. Il définit les exceptions prévues à l'article 13, alinéa 2 OMO.

Immeubles dépourvus d'une mensuration approuvée

Art. 32 ¹Les limites inadéquates doivent être corrigées avec l'aide du service compétent du registre foncier dans le cadre du premier relevé ou du renouvellement.

² La correction englobe des rectifications et des modifications mineures.

³ Elle requiert l'accord des propriétaires fonciers concernés.

Amélioration des limites

Art. 33 ¹Le droit fédéral régit la pose de signes de démarcation.

² Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les exceptions au sens de l'article 17 OMO.

Signes de démarcation

- ² La modification des limites communales est régie par les dispositions de la Constitution cantonale et de la loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo)¹⁾.
- ³ Lorsque les communes concernées ne peuvent s'entendre sur le tracé des limites ou que celui-ci ne peut être approuvé, le Conseil-exécutif le fixe. Sur proposition d'une commune ou du service du cadastre, il peut ordonner la correction d'une limite communale inadéquate.

Art. 29 ¹Dans les régions de haute montagne impropres à la culture, les limites territoriales sont déterminées sur la base de plans, de photographies aériennes ou d'autres documents appropriés.

² Dans ces régions, le texte descriptif (fixant p. ex. la ligne de partage des eaux) peut se révéler plus précis et primer la ligne tracée sur le plan.

Limites territoriales en haute montagne

Art. 30 ¹La mensuration approuvée sert de base à la détermination des limites.

² Dans les régions qui ont fait l'objet d'un remaniement parcellaire, cette base est constituée par les nouvelles limites approuvées.

³ L'amélioration des limites d'immeubles est réservée (art. 32).

Immeubles ayant fait l'objet d'une mensuration approuvée ou d'un remaniement parcellaire

Art. 31 ¹La détermination des limites dans les régions dépourvues d'une mensuration approuvée s'effectue avec le concours des propriétaires fonciers.

² Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance. Il définit les exceptions prévues à l'article 13, alinéa 2 OMO.

Immeubles dépourvus d'une mensuration approuvée

Art. 32 ¹Les limites inadéquates doivent être corrigées avec l'aide du service compétent du registre foncier dans le cadre du premier relevé ou du renouvellement.

² La correction englobe des rectifications et des modifications mineures.

³ Elle requiert l'accord des propriétaires fonciers concernés.

Art. 33 ¹Le droit fédéral régit la pose de signes de démarcation.

² Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les exceptions au sens de l'article 17 OMO.

Signes de démarcation

¹⁾ RSB 170.11

¹⁾ RSB 170.11

Achèvement des travaux d'abornement Art. 34 ¹Dans le cadre du premier relevé, l'achèvement des travaux d'abornement est rendu public par la commune au plus tard lors de la mise à l'enquête du plan du registre foncier. ² Toute personne peut, dans un délai de 30 jours, se manifester par écrit auprès de la commune pour pointer les erreurs ou les lacunes éventuelles de l'abornement. ³ La commune fait procéder à la correction de l'abornement.	Achèvement des travaux d'abornement Art. 34 ¹Dans le cadre du premier relevé, l'achèvement des travaux d'abornement est rendu public par la commune au plus tard lors de la mise à l'enquête du plan du registre foncier. ² Toute personne peut, dans un délai de 30 jours, se manifester par écrit auprès de la commune pour pointer les erreurs ou les lacunes éventuelles de l'abornement. ³ La commune fait procéder à la correction de l'abornement.
Limite litigieuse Art. 35 ¹La commune organise une séance de conciliation lorsque le tracé d'une limite est contesté. ² Elle adresse un rapport et une proposition au service du cadastre. La suite de la procédure est régie par l'article 40.	Limite litigieuse Art. 35 ¹La commune organise une séance de conciliation lorsque le tracé d'une limite est contesté. ² Elle adresse un rapport et une proposition au service du cadastre. La suite de la procédure est régie par l'article 40.
Compétence Art. 36 ¹Le canton procède au relevé et au renouvellement des éléments de la mensuration officielle au sens de l'article 24, alinéa 1. ² La commune procède au relevé et au renouvellement des autres éléments de la mensuration officielle.	Compétence Art. 36 ¹Le canton procède au relevé et au renouvellement des éléments de la mensuration officielle au sens de l'article 24, alinéa 1. ² La commune procède au relevé et au renouvellement des autres éléments de la mensuration officielle.
Exécution Art. 37 ¹La date d'exécution des différents travaux de mensuration est fixée lors de la planification de la mensuration officielle (art. 23, al. 2). ² Le service du cadastre peut ordonner par voie de décision l'exécution d'un premier relevé ou d'un renouvellement après avoir entendu la commune.	Exécution Art. 37 ¹La date d'exécution des différents travaux de mensuration est fixée lors de la planification de la mensuration officielle (art. 23, al. 2). ² Le service du cadastre peut ordonner par voie de décision l'exécution d'un premier relevé ou d'un renouvellement après avoir entendu la commune.
Enquête publique Art. 38 ¹Au terme d'un premier relevé, d'un renouvellement ou d'une correction de contradictions (art. 14a OMO) touchant les droits réels de propriétaires fonciers, la commune met les documents suivants à l'enquête publique pendant 30 jours: <i>a</i> le plan du registre foncier, <i>b</i> les autres extraits des données de la mensuration officielle établis en vue de la tenue du registre foncier et, le cas échéant, <i>c</i> le plan des périmètres des zones de territoires en mouvement permanent. ² Elle informe par courrier les propriétaires fonciers concernés de l'ouverture de l'enquête publique et de la possibilité qui leur est accordée de former une opposition, pour autant que leur adresse soit connue. ³ Elle envoie une copie d'un extrait du plan du registre foncier aux propriétaires qui en font la demande.	Enquête publique Art. 38 ¹Au terme d'un premier relevé, d'un renouvellement ou d'une correction de contradictions (art. 14a OMO) touchant les droits réels de propriétaires fonciers, la commune met les documents suivants à l'enquête publique pendant 30 jours: <i>a</i> le plan du registre foncier, <i>b</i> les autres extraits des données de la mensuration officielle établis en vue de la tenue du registre foncier et, le cas échéant, <i>c</i> le plan des périmètres des zones de territoires en mouvement permanent. ² Elle informe par courrier les propriétaires fonciers concernés de l'ouverture de l'enquête publique et de la possibilité qui leur est accordée de former une opposition, pour autant que leur adresse soit connue. ³ Elle envoie une copie d'un extrait du plan du registre foncier aux propriétaires qui en font la demande.

Opposition Art. 39 ¹Quiconque peut se prévaloir d'un intérêt digne de protection peut former une opposition dans le délai de la mise à l'enquête publique. ² La commune organise une séance de conciliation puis adresse un rapport et une proposition au service du cadastre.	Opposition Art. 39 ¹Quiconque peut se prévaloir d'un intérêt digne de protection peut former une opposition dans le délai de la mise à l'enquête publique. ² La commune organise une séance de conciliation puis adresse un rapport et une proposition au service du cadastre.
Décision rendue en cas d'opposition; approbation et reconnaissance Art. 40 ¹Le service du cadastre statue en première instance sur les oppositions non liquidées puis approuve a le plan du registre foncier, b les autres extraits des données de la mensuration officielle établis en vue de la tenue du registre foncier et, le cas échéant, c le plan des périmètres des zones de territoires en mouvement permanent. ² Il statue sur les limites litigieuses et en fait porter mention comme telles au registre foncier. Si aucune action civile n'est intentée dans un délai de six mois à compter de la date de la décision, le service du cadastre fait procéder à la radiation de la mention. ³ Il adresse une demande de reconnaissance fédérale de l'œuvre cadastrale à la Confédération.	Décision rendue en cas d'opposition; approbation et reconnaissance Art. 40 ¹Le service du cadastre statue en première instance sur les oppositions non liquidées puis approuve a le plan du registre foncier, b les autres extraits des données de la mensuration officielle établis en vue de la tenue du registre foncier et, le cas échéant, c le plan des périmètres des zones de territoires en mouvement permanent. ² Il statue sur les limites litigieuses et en fait porter mention comme telles au registre foncier. Si aucune action civile n'est intentée dans un délai de six mois à compter de la date de la décision, le service du cadastre fait procéder à la radiation de la mention. ³ Il adresse une demande de reconnaissance fédérale de l'œuvre cadastrale à la Confédération.
Compétence pour la mise à jour Art. 41 ¹Le canton procède à la mise à jour permanente des éléments de la mensuration officielle selon l'article 24, alinéa 1. ² La commune procède à la mise à jour permanente des autres éléments de la mensuration officielle et de l'abornement. ³ Le canton est compétent pour la mise à jour périodique.	Compétence pour la mise à jour Art. 41 ¹Le canton procède à la mise à jour permanente des éléments de la mensuration officielle selon l'article 24, alinéa 1. ² La commune procède à la mise à jour permanente des autres éléments de la mensuration officielle et de l'abornement. ³ Le canton est compétent pour la mise à jour périodique.
Géomètre conservateur, géomètre conservatrice Art. 42 ¹Les communes ne disposant pas de leur propre service de mensuration concluent un contrat de droit public avec un ingénieur géomètre en tant que géomètre conservateur ou une ingénieure géomètre en tant que géomètre conservatrice, inscrit ou inscrite au registre conformément aux articles 17 et suivants de l'ordonnance fédérale du 21 mai 2008 concernant les ingénieurs géomètres (ordonnance sur les géomètres; OGéom)¹⁾. ² L'appel d'offres public pour le contrat de mise à jour est régi par la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur le marché intérieur (LMI)²⁾. ³ Les communes disposant de leur propre service de mensuration désignent le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice dans un règlement de service.	Géomètre conservateur, géomètre conservatrice Art. 42 ¹Les communes ne disposant pas de leur propre service de mensuration concluent un contrat de droit public avec un ingénieur géomètre en tant que géomètre conservateur ou une ingénieure géomètre en tant que géomètre conservatrice, inscrit ou inscrite au registre conformément aux articles 17 et suivants de l'ordonnance fédérale du 21 mai 2008 concernant les ingénieurs géomètres (ordonnance sur les géomètres; OGéom)¹⁾. ² L'appel d'offres public pour le contrat de mise à jour est régi par la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur le marché intérieur (LMI)²⁾. ³ Les communes disposant de leur propre service de mensuration désignent le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice dans un règlement de service.

¹⁾ RS 211.432.261
²⁾ RS 943.02

¹⁾ RS 211.432.261
²⁾ RS 943.02

Art. 43 ¹Les contrats de mise à jour sont tous conclus en même temps dans l'ensemble du canton pour une durée de huit ans à chaque fois. ² Les parties peuvent résilier le contrat sans délai pour de justes motifs. ³ Si un nouveau contrat de mise à jour doit être conclu dans l'intervalle, il sera valable jusqu'à l'appel d'offres suivant lancé à l'échelle de tout le territoire cantonal. ⁴ Le service du cadastre peut pourvoir au remplacement, à titre provisoire, du géomètre conservateur ou de la géomètre conservatrice après avoir entendu la commune, pour autant que cela soit nécessaire pour garantir la mise à jour.	Contrat de mise à jour
Art. 44 ¹Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice informe chaque année le service du cadastre de la situation de son entreprise (déclaration spontanée), notamment en matière de conditions de travail, de suppléance, d'impôts et de charges sociales ainsi que de procédures de faillite et de saisie en cours. ² Dans des cas justifiés, le service du cadastre peut exiger que le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice l'autorise à prendre connaissance de la situation financière, des processus internes et de l'organisation de son entreprise. ³ La suppléance du géomètre conservateur ou de la géomètre conservatrice ainsi que la formation continue du personnel doivent être garantis. ⁴ Le Conseil-exécutif règle les autres droits et obligations des géomètres conservateurs ou des géomètres conservatrices par voie d'ordonnance.	Droits et obligations
Art. 45 ¹Les contrats de mise à jour et les règlements de service des communes disposant de leur propre service de mensuration requièrent l'approbation du service du cadastre. ² En cas de violation grave ou répétée des obligations incombant à un géomètre conservateur ou à une géomètre conservatrice ou pour d'autres justes motifs, le service du cadastre est habilité à retirer son approbation. ³ Le retrait de l'approbation ne donne au géomètre conservateur ou à la géomètre conservatrice aucun droit à une indemnisation de la part du canton ou de la commune.	Approbation

Art. 43 ¹Les contrats de mise à jour sont tous conclus en même temps dans l'ensemble du canton pour une durée de huit ans à chaque fois. ² Les parties peuvent résilier le contrat sans délai pour de justes motifs. ³ Si un nouveau contrat de mise à jour doit être conclu dans l'intervalle, il sera valable jusqu'à l'appel d'offres suivant lancé à l'échelle de tout le territoire cantonal. ⁴ Le service du cadastre peut pourvoir au remplacement, à titre provisoire, du géomètre conservateur ou de la géomètre conservatrice après avoir entendu la commune, pour autant que cela soit nécessaire pour garantir la mise à jour.	Contrat de mise à jour
Art. 44 ¹Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice informe chaque année le service du cadastre de la situation de son entreprise (déclaration spontanée), notamment en matière de conditions de travail, de suppléance, d'impôts et de charges sociales ainsi que de procédures de faillite et de saisie en cours. ² Dans des cas justifiés, le service du cadastre peut exiger que le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice l'autorise à prendre connaissance de la situation financière, des processus internes et de l'organisation de son entreprise. ³ La suppléance du géomètre conservateur ou de la géomètre conservatrice ainsi que la formation continue du personnel doivent être garantis. ⁴ Le Conseil-exécutif règle les autres droits et obligations des géomètres conservateurs ou des géomètres conservatrices par voie d'ordonnance.	Droits et obligations
Art. 45 ¹Les contrats de mise à jour et les règlements de service des communes disposant de leur propre service de mensuration requièrent l'approbation du service du cadastre. ² En cas de violation grave ou répétée des obligations incombant à un géomètre conservateur ou à une géomètre conservatrice ou pour d'autres justes motifs, le service du cadastre est habilité à retirer son approbation. ³ Le retrait de l'approbation ne donne au géomètre conservateur ou à la géomètre conservatrice aucun droit à une indemnisation de la part du canton ou de la commune.	Approbation

Mise à jour pendant un premier relevé, un renouvellement ou un remaniement parcellaire

Art. 46 ¹La mise à jour permanente effectuée pendant un premier relevé, un renouvellement ou un remaniement parcellaire est placée sous la responsabilité de l'ingénieur ou de l'ingénieure géomètre qui en a la charge.

² Le conseil communal peut prendre d'autres dispositions, pour de justes motifs, en accord avec le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.

³ Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie fixe les modalités de transfert des données et des dossiers.

Système d'annonces

Art. 47 Le Conseil-exécutif réglemente par voie d'ordonnance le système d'annonces visant à garantir la mise à jour permanente.

4.5 Gestion

Art. 48 ¹Le canton gère les éléments de la mensuration officielle au sens de l'article 24, alinéa 1.

² Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice gère les autres éléments de la mensuration officielle.

³ Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice ainsi que le service du cadastre sont seuls habilités à délivrer des extraits certifiés conformes et des restitutions de la mensuration officielle.

5. Cadastre des conduites

Contenu

Art. 49 ¹Le cadastre numérique des conduites indique la position géographique des conduites d'approvisionnement et d'évacuation ainsi que des installations souterraines et en surface qui leur sont rattachées.

² Il comprend notamment les conduites pour

- a l'eau,
- b les eaux usées, évacuation des eaux des chaussées comprise,
- c l'électricité,
- d le chauffage à distance,
- e le gaz,
- f les télécommunications et la communication par câble.

³ Le Conseil-exécutif peut édicter d'autres prescriptions portant sur le contenu du cadastre des conduites.

⁴ Il peut adopter une réglementation dérogatoire pour des zones spécialement désignées et des entreprises dont l'activité s'exerce au niveau supracommunal.

Mise à jour pendant un premier relevé, un renouvellement ou un remaniement parcellaire

Art. 46 ¹La mise à jour permanente effectuée pendant un premier relevé, un renouvellement ou un remaniement parcellaire est placée sous la responsabilité de l'ingénieur ou de l'ingénieure géomètre qui en a la charge.

² Le conseil communal peut prendre d'autres dispositions, pour de justes motifs, en accord avec le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.

³ Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie fixe les modalités de transfert des données et des dossiers.

Système d'annonces

Art. 47 Le Conseil-exécutif réglemente par voie d'ordonnance le système d'annonces visant à garantir la mise à jour permanente.

4.5 Gestion

Art. 48 ¹Le canton gère les éléments de la mensuration officielle au sens de l'article 24, alinéa 1.

² Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice gère les autres éléments de la mensuration officielle.

³ Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice ainsi que le service du cadastre sont seuls habilités à délivrer des extraits certifiés conformes et des restitutions de la mensuration officielle.

5. Cadastre des conduites

Contenu

Art. 49 ¹Le cadastre numérique des conduites indique la position géographique des conduites d'approvisionnement et d'évacuation ainsi que des installations souterraines et en surface qui leur sont rattachées.

² Il comprend notamment les conduites pour

- a l'eau,
- b les eaux usées, évacuation des eaux des chaussées comprise,
- c l'électricité,
- d le chauffage à distance,
- e le gaz,
- f les télécommunications et la communication par câble.

³ Le Conseil-exécutif peut édicter d'autres prescriptions portant sur le contenu du cadastre des conduites.

⁴ Il peut adopter une réglementation dérogatoire pour des zones spécialement désignées et des entreprises dont l'activité s'exerce au niveau supracommunal.

⁵ Il peut prévoir une procédure simplifiée pour le relevé des conduites existantes.

- Art. 50** ¹Les communes établissent le cadastre et le tiennent à jour.
- ² Les propriétaires des réseaux mettent les données actuelles relatives aux conduites à disposition des communes de manière appropriée.
- ³ Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie assure la surveillance du cadastre.
- ⁴ Il édicte des prescriptions techniques, prescrit les modèles de représentation minimaux et met des moyens de contrôle de la qualité à disposition des communes.

Organisation

- Art. 51** ¹L'accès au cadastre est possible au moins via l'infrastructure cantonale des données géographiques.
- ² Le cadastre est accessible au public de manière limitée. Les conditions relatives à l'accès de niveau B selon l'article 23 OGéo sont applicables.
- ³ La commune accorde l'accès au cadastre qui concerne son territoire et le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie agit de même pour le territoire cantonal.
- ⁴ Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance.

Accès

6. Financement

6.1 Généralités

- Art. 52** ¹Le canton, les communes et les collectivités de droit communal sont responsables du financement des tâches qui leur sont attribuées par la présente loi.
- ² Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance le financement lorsque la compétence est partagée au sens de l'article 6, alinéa 2.

Principe

- Art. 53** ¹Le canton peut allouer des subventions pour des adaptations particulières qui présentent un intérêt cantonal exceptionnellement élevé.
- ² Il assume, après déduction des subventions fédérales, les frais restants à charge pour des adaptations particulières qui présentent un intérêt national exceptionnellement élevé selon l'article 40, alinéa 6 OMO.

Adaptations particulières

⁵ Il peut prévoir une procédure simplifiée pour le relevé des conduites existantes.

- Art. 50** ¹Les communes établissent le cadastre et le tiennent à jour.
- ² Les propriétaires des réseaux mettent les données actuelles relatives aux conduites à disposition des communes de manière appropriée.
- ³ Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie assure la surveillance du cadastre.
- ⁴ Il édicte des prescriptions techniques, prescrit les modèles de représentation minimaux et met des moyens de contrôle de la qualité à disposition des communes.

Organisation

- Art. 51** ¹L'accès au cadastre est possible au moins via l'infrastructure cantonale des données géographiques.
- ² Le cadastre est accessible au public de manière limitée. Les conditions relatives à l'accès de niveau B selon l'article 23 OGéo sont applicables.
- ³ La commune accorde l'accès au cadastre qui concerne son territoire et le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie agit de même pour le territoire cantonal.
- ⁴ Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance.

Accès

6. Financement

6.1 Généralités

- Art. 52** ¹Le canton, les communes et les collectivités de droit communal sont responsables du financement des tâches qui leur sont attribuées par la présente loi.
- ² Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance le financement lorsque la compétence est partagée au sens de l'article 6, alinéa 2.

Principe

- Art. 53** ¹Le canton peut allouer des subventions pour des adaptations particulières qui présentent un intérêt cantonal exceptionnellement élevé.
- ² Il assume, après déduction des subventions fédérales, les frais restants à charge pour des adaptations particulières qui présentent un intérêt national exceptionnellement élevé selon l'article 40, alinéa 6 OMO.

Adaptations particulières

6.2 Mensuration officielle

Art. 54 ¹Le conseil communal est compétent pour autoriser les dépenses incombant à la commune en matière de mensuration officielle.

Autorisations
de dépenses

² L'organe communal compétent autorise les dépenses découlant des exigences supplémentaires relatives à la précision de la mensuration et celles pour les subventions aux frais d'abornement.

Art. 55 Le service du cadastre approuve les indemnités pour les travaux exécutés par les communes disposant de leurs propres services de mensuration.

Indemnisation
des services

Art. 56 ¹Le canton avance aux communes les frais inhérents à l'abornement, au premier relevé et au renouvellement par le biais d'un prêt sans intérêts.

Avances du
canton aux
communes

² Aucune avance n'est consentie pour les frais liés à la mise à jour permanente et à la gestion.

³ Les communes versent leur part aux frais de la mensuration officielle au plus tard deux ans après la reconnaissance de l'œuvre cadastrale. Le délai de paiement peut être prolongé exceptionnellement dans des cas justifiés.

Art. 57 Les propriétaires fonciers qui ne s'acquittent pas de l'obligation de participer à la détermination des limites de leurs immeubles répondent des frais supplémentaires ainsi causés.

Obligation
de participer

Art. 58 ¹La commune répercute les frais d'abornement sur le propriétaire foncier ou la propriétaire foncière. Les alinéas 3 à 5 sont réservés.

Abornement

² Les frais sont dus par les propriétaires fonciers au moment de leur facturation par voie de décision.

³ Les communes peuvent allouer des subventions aux frais d'abornement.

⁴ Le canton alloue des subventions aux communes pour l'abornement de la zone III à hauteur de 30 pour cent des frais pris en compte par la Confédération (art. 3, al. 3 OFMO).

⁵ Il supporte les frais inhérents à la pose des grands signes de démarcation cantonaux.

6.2 Mensuration officielle

Art. 54 ¹Le conseil communal est compétent pour autoriser les dépenses incombant à la commune en matière de mensuration officielle.

Autorisations
de dépenses

² L'organe communal compétent autorise les dépenses découlant des exigences supplémentaires relatives à la précision de la mensuration et celles pour les subventions aux frais d'abornement.

Art. 55 Le service du cadastre approuve les indemnités pour les travaux exécutés par les communes disposant de leurs propres services de mensuration.

Indemnisation
des services

Art. 56 ¹Le canton avance aux communes les frais inhérents à l'abornement, au premier relevé et au renouvellement par le biais d'un prêt sans intérêts.

Avances du
canton aux
communes

² Aucune avance n'est consentie pour les frais liés à la mise à jour permanente et à la gestion.

³ Les communes versent leur part aux frais de la mensuration officielle au plus tard deux ans après la reconnaissance de l'œuvre cadastrale. Le délai de paiement peut être prolongé exceptionnellement dans des cas justifiés.

Art. 57 Les propriétaires fonciers qui ne s'acquittent pas de l'obligation de participer à la détermination des limites de leurs immeubles répondent des frais supplémentaires ainsi causés.

Obligation
de participer

Art. 58 ¹La commune répercute les frais d'abornement sur le propriétaire foncier ou la propriétaire foncière. Les alinéas 3 à 5 sont réservés.

Abornement

² Les frais sont dus par les propriétaires fonciers au moment de leur facturation par voie de décision.

³ Les communes peuvent allouer des subventions aux frais d'abornement.

⁴ Le canton alloue des subventions aux communes pour l'abornement de la zone III à hauteur de 30 pour cent des frais pris en compte par la Confédération (art. 3, al. 3 OFMO).

⁵ Il supporte les frais inhérents à la pose des grands signes de démarcation cantonaux.

Art. 59 ¹Le canton alloue aux communes les subventions suivantes sur les frais pris en compte par la Confédération (art. 3, al. 3 OFMO):

- a premier relevé et nouveau relevé: 35 pour cent en zone I et 45 pour cent en zones II et III,
- b renouvellement: 15 pour cent en zone I, 20 pour cent en zone II et 30 pour cent en zone III,
- c renouvellement consécutif à un remaniement parcellaire: 20 pour cent en zone I et 30 pour cent en zones II et III.

² Lorsque, par suite de phénomènes naturels, des mesures sont prises et qu'elles équivalent à un premier relevé, les taux prévus pour l'abornement et le premier relevé s'appliquent par analogie.

Premier relevé et renouvellement

Art. 60 ¹Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice fixe par voie de décision, conformément au tarif des émoluments, le montant dû pour ses travaux de mise à jour.

² Est astreint au versement de l'émolument quiconque a causé la mise à jour, en particulier,

- a les mandants qui requièrent une modification des limites d'immeubles ainsi que la pose, l'enlèvement ou le rétablissement de signes de démarcation;
- b les propriétaires fonciers ou les titulaires de droits distincts et permanents, à la date d'établissement de la facture pour la mise à jour de bâtiments, d'installations, de défrichements ou de reboisements;
- c la commune, pour l'intégration des bâtiments projetés, la mise à jour des bâtiments et des installations érigés en vertu d'une approbation des plans ou pour lesquels une autorisation fait défaut.

³ Le Conseil-exécutif édicte un tarif des émoluments.

Mises à jour permanente

Art. 61 Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice peut demander au mandant ou à la mandante une avance sur les frais de mise à jour permanente.

Avance de frais

Art. 62 Le canton peut consentir des avances sur les frais liés à la mise à jour périodique.

Mise à jour périodique

Art. 63 Les communes assument les frais inhérents à la procédure de correction de contradictions. Elles peuvent faire supporter ces frais par les personnes qui les ont causés.

Correction de contradictions

6.3 Cadastre des conduites

Art. 64 ¹Les communes supportent les frais inhérents à la constitution et à l'exploitation du cadastre des conduites.

Art. 59 ¹Le canton alloue aux communes les subventions suivantes sur les frais pris en compte par la Confédération (art. 3, al. 3 OFMO):

- a premier relevé et nouveau relevé: 35 pour cent en zone I et 45 pour cent en zones II et III,
- b renouvellement: 15 pour cent en zone I, 20 pour cent en zone II et 30 pour cent en zone III,
- c renouvellement consécutif à un remaniement parcellaire: 20 pour cent en zone I et 30 pour cent en zones II et III.

² Lorsque, par suite de phénomènes naturels, des mesures sont prises et qu'elles équivalent à un premier relevé, les taux prévus pour l'abornement et le premier relevé s'appliquent par analogie.

Premier relevé et renouvellement

Art. 60 ¹Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice fixe par voie de décision, conformément au tarif des émoluments, le montant dû pour ses travaux de mise à jour.

² Est astreint au versement de l'émolument quiconque a causé la mise à jour, en particulier,

- a les mandants qui requièrent une modification des limites d'immeubles ainsi que la pose, l'enlèvement ou le rétablissement de signes de démarcation;
- b les propriétaires fonciers ou les titulaires de droits distincts et permanents, à la date d'établissement de la facture pour la mise à jour de bâtiments, d'installations, de défrichements ou de reboisements;
- c la commune, pour l'intégration des bâtiments projetés, la mise à jour des bâtiments et des installations érigés en vertu d'une approbation des plans ou pour lesquels une autorisation fait défaut.

³ Le Conseil-exécutif édicte un tarif des émoluments.

Mises à jour permanente

Art. 61 Le géomètre conservateur ou la géomètre conservatrice peut demander au mandant ou à la mandante une avance sur les frais de mise à jour permanente.

Avance de frais

Art. 62 Le canton peut consentir des avances sur les frais liés à la mise à jour périodique.

Mise à jour périodique

Art. 63 Les communes assument les frais inhérents à la procédure de correction de contradictions. Elles peuvent faire supporter ces frais par les personnes qui les ont causés.

Correction de contradictions

6.3 Cadastre des conduites

Art. 64 ¹Les communes supportent les frais inhérents à la constitution et à l'exploitation du cadastre des conduites.

² Les frais de saisie, de mise à jour et de gestion des géodonnées pour le cadastre des conduites ainsi que ceux de leur transfert à la commune sont à la charge des propriétaires des réseaux.

7. Voies de droit et dispositions pénales

Voies de droit

Art. 65 Un recours peut être déposé contre les décisions rendues en vertu de la présente loi et de ses dispositions d'exécution, conformément aux dispositions de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)¹⁾.

Infractions pénales

Art. 66 Est puni d'une amende de 5000 francs au plus quiconque, intentionnellement,
a se procure pour son propre compte ou celui de tiers un accès illicite à des géodonnées au sens de l'article 2, alinéas 1 et 3;
b utilise ou diffuse des géodonnées au sens de l'article 2, alinéas 1 et 3, sans autorisation;
c utilise des géoservices sans autorisation;
d contrevient à des prescriptions d'utilisation, notamment en matière d'indication de la source.

8. Dispositions d'exécution

Art. 67 Le Conseil-exécutif édicte les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

9. Dispositions transitoires

Changement de cadre de référence

Art. 68 Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions portant sur la date du changement de cadre de référence (art. 53, al. 3 OGéo).

Plan d'ensemble

Art. 69 Le plan d'ensemble cantonal est maintenu aussi longtemps qu'aucun plan de base au sens de l'article 5 OMO, couvrant l'intégralité du territoire, n'est disponible.

Limites litigieuses

Art. 70 Pour les limites qui étaient litigieuses au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 15 janvier 1996 sur la mensuration officielle (LMO)²⁾, le service du cadastre fixe leur tracé par voie de décision. Si aucune action civile n'est intentée dans un délai de six mois, le service du cadastre fait procéder à la radiation de la mention éventuellement portée au registre foncier.

¹⁾ RSB 155.21
²⁾ ROB 96-60

² Les frais de saisie, de mise à jour et de gestion des géodonnées pour le cadastre des conduites ainsi que ceux de leur transfert à la commune sont à la charge des propriétaires des réseaux.

7. Voies de droit et dispositions pénales

Voies de droit

Art. 65 Un recours peut être déposé contre les décisions rendues en vertu de la présente loi et de ses dispositions d'exécution, conformément aux dispositions de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)¹⁾.

Infractions pénales

Art. 66 Est puni d'une amende de 5000 francs au plus quiconque, intentionnellement,
a se procure pour son propre compte ou celui de tiers un accès illicite à des géodonnées au sens de l'article 2, alinéas 1 et 3;
b utilise ou diffuse des géodonnées au sens de l'article 2, alinéas 1 et 3, sans autorisation;
c utilise des géoservices sans autorisation;
d contrevient à des prescriptions d'utilisation, notamment en matière d'indication de la source.

8. Dispositions d'exécution

Art. 67 Le Conseil-exécutif édicte les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

9. Dispositions transitoires

Changement de cadre de référence

Art. 68 Le Conseil-exécutif édicte des prescriptions portant sur la date du changement de cadre de référence (art. 53, al. 3 OGéo).

Plan d'ensemble

Art. 69 Le plan d'ensemble cantonal est maintenu aussi longtemps qu'aucun plan de base au sens de l'article 5 OMO, couvrant l'intégralité du territoire, n'est disponible.

Limites litigieuses

Art. 70 Pour les limites qui étaient litigieuses au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 15 janvier 1996 sur la mensuration officielle (LMO)²⁾, le service du cadastre fixe leur tracé par voie de décision. Si aucune action civile n'est intentée dans un délai de six mois, le service du cadastre fait procéder à la radiation de la mention éventuellement portée au registre foncier.

¹⁾ RSB 155.21
²⁾ ROB 96-60

Partage et réunion d'immeubles dans les régions n'ayant pas fait l'objet d'une mensuration

Art. 71 ¹Le conservateur ou la conservatrice du registre foncier ne peut inscrire au registre foncier le partage ou la réunion d'immeubles qui n'ont pas encore fait l'objet d'une mensuration, que sur présentation d'un document de mutation signé par le géomètre conservateur compétent ou la géomètre conservatrice compétente.

² Dans la zone à bâtir, le document de mutation se fonde sur une mensuration locale réalisée dans le respect des prescriptions de la mensuration officielle.

³ Hors de la zone à bâtir, il peut se fonder sur des bases de mensuration simplifiées.

Mise à jour d'anciennes mensurations

Art. 72 Les anciennes prescriptions techniques sont applicables à la mise à jour des mensurations exécutées selon les anciennes dispositions (art. 54 OMO).

Cadastre des conduites

Art. 73 Les communes bénéficient d'un délai courant jusqu'au 31 décembre 2020 pour introduire le cadastre des conduites au sens des articles 49 et suivants.

10. Dispositions finales

Modifications d'actes législatifs

Art. 74 Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (Loi d'organisation; LOCA)¹⁾;

Art. 33 «mensuration officielle» est remplacé par «géoinformation et de l'infrastructure des données géographiques».

Art. 38 ^{1 et 2}Inchangé.

³ L'appartenance des communes à un district et l'orthographe officielle de leurs noms sont définies à l'annexe 1.
^{4 et 5}Inchangés.

2. Loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC)²⁾;

Art. 57 ¹Inchangé.

² La réglementation fondamentale en matière de construction, les plans de quartier des communes, des conférences régionales et du canton sont des plans d'affectation. Ils se basent sur les données de référence de la mensuration officielle et ont force obligatoire.

¹⁾ RSB 152.01
²⁾ RSB 721.0

Partage et réunion d'immeubles dans les régions n'ayant pas fait l'objet d'une mensuration

Art. 71 ¹Le conservateur ou la conservatrice du registre foncier ne peut inscrire au registre foncier le partage ou la réunion d'immeubles qui n'ont pas encore fait l'objet d'une mensuration, que sur présentation d'un document de mutation signé par le géomètre conservateur compétent ou la géomètre conservatrice compétente.

² Dans la zone à bâtir, le document de mutation se fonde sur une mensuration locale réalisée dans le respect des prescriptions de la mensuration officielle.

³ Hors de la zone à bâtir, il peut se fonder sur des bases de mensuration simplifiées.

Mise à jour d'anciennes mensurations

Art. 72 Les anciennes prescriptions techniques sont applicables à la mise à jour des mensurations exécutées selon les anciennes dispositions (art. 54 OMO).

Cadastre des conduites

Art. 73 Les communes bénéficient d'un délai courant jusqu'au 31 décembre 2020 pour introduire le cadastre des conduites au sens des articles 49 et suivants.

10. Dispositions finales

Modifications d'actes législatifs

Art. 74 Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (Loi d'organisation; LOCA)¹⁾;

Art. 33 «mensuration officielle» est remplacé par «géoinformation et de l'infrastructure des données géographiques».

Art. 38 ^{1 et 2}Inchangés.

³ L'appartenance des communes à un district et l'orthographe officielle de leurs noms sont définies à l'annexe 1.
^{4 et 5}Inchangés.

2. Loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC)²⁾;

Art. 57 ¹Inchangé.

² La réglementation fondamentale en matière de construction, les plans de quartier des communes, des conférences régionales et du canton sont des plans d'affectation. Ils se basent sur les données de référence de la mensuration officielle et ont force obligatoire.

¹⁾ RSB 152.01
²⁾ RSB 721.0

Art. 61 1.8.5 Inchangés.

6 Le règlement de construction, les plans de zones et les plans de quartier ainsi que leurs modifications doivent par ailleurs être déposés sous forme numérique pour approbation. Le service spécialisé du canton définit le modèle de données à utiliser.

Art. 66 1.8.4 Inchangés.

5 Le conseil communal est seul compétent pour arrêter les adaptations de plans d'affectation qui sont nécessaires en raison d'un premier relevé ou d'un renouvellement de la mensuration officielle.

6 Les plans d'affectation de la commune qui ne sont disponibles ni auprès de la commune, ni auprès de la préfecture compétente, ni auprès de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire et qui restent introuvables 30 jours après la parution d'un appel au public lancé dans la feuille officielle d'avis et dans la feuille officielle cantonale, peuvent être abrogés par décision du conseil communal. Cette décision doit être publiée dans la feuille officielle d'avis et communiquée pour information à la préfecture compétente et à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire.

3. Loi du 16 juin 1997 sur la procédure des améliorations foncières et forestières (LPAF)¹⁾:

Abornement

Art. 17a (nouveau) Les immeubles concernés par une amélioration foncière ou forestière doivent faire l'objet d'un nouvel abornement au terme de celle-ci.

Abrogation d'un acte législatif

Art. 75 La loi du 15 janvier 1996 sur la mensuration officielle (LMO) (RSB 215.341) est abrogée.

Entrée en vigueur

Art. 76 La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Berne, le 10 décembre 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
la présidente: Egger-Jenzer
le chancelier: Auer

Art. 61 1.8.5 Inchangés.

6 Le règlement de construction, les plans de zones et les plans de quartier ainsi que leurs modifications doivent par ailleurs être déposés sous forme numérique pour approbation. Le service spécialisé du canton définit le modèle de données à utiliser.

Art. 66 1.8.4 Inchangés.

5 Le conseil communal est seul compétent pour arrêter les adaptations de plans d'affectation qui sont nécessaires en raison d'un premier relevé ou d'un renouvellement de la mensuration officielle.

6 Les plans d'affectation de la commune qui ne sont disponibles ni auprès de la commune, ni auprès de la préfecture compétente, ni auprès de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire et qui restent introuvables 30 jours après la parution d'un appel au public lancé dans la feuille officielle d'avis et dans la feuille officielle cantonale, peuvent être abrogés par décision du conseil communal. Cette décision doit être publiée dans la feuille officielle d'avis et communiquée pour information à la préfecture compétente et à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire.

3. Loi du 16 juin 1997 sur la procédure des améliorations foncières et forestières (LPAF)¹⁾:

Abornement

Art. 17a (nouveau) Les immeubles concernés par une amélioration foncière ou forestière doivent faire l'objet d'un nouvel abornement au terme de celle-ci.

Abrogation d'un acte législatif

Art. 75 La loi du 15 janvier 1996 sur la mensuration officielle (LMO) (RSB 215.341) est abrogée.

Entrée en vigueur

Art. 76 La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 4 février 2015

Au nom du Conseil-exécutif,
la présidente: Egger-Jenzer
le chancelier: Auer

Berne, le 13 janvier 2015

Au nom de la commission,
le président: Kropf

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

¹⁾ RSB 913.1

¹⁾ RSB 913.1